This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08168750 5

Digitized by Google

Digitized by Google

Revue
H.A.A.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

La Revue américaine.

Revue

Digitized by Google

Digitized by Google

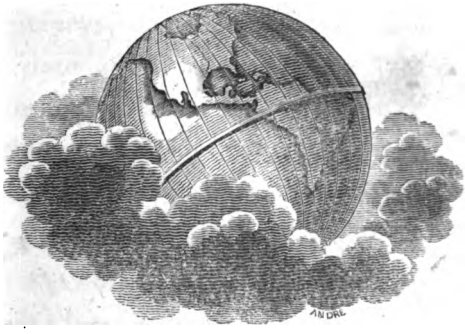
LA REVUE AMÉRICAINE,

JOURNAL MENSUEL.

..... Quand on a vu la plus vieille monarchie du monde renversée, l'Europe tour à tour conquise et conquérante. ..... Qu'y a-t-il après de pareils événemens?..... ce qu'il y a! portez vos regards au-delà des mers: l'Amérique entière sort républicaine de cette révolution et remplace un spectacle étonnant par un spectacle plus étonnant encore.

(M. DE CHATEAUBRIAND, *Introd. aux Œuvres complètes.*)

TOME PREMIER.



A PARIS,

AU BUREAU DE LA REVUE AMÉRICAINE,

PASSAGE DAUPHINE;

CHEZ A. SAUTELET ET Cie, PLACE DE LA BOURSE;

ET CHEZ MALHER ET Cie, PASSAGE DAUPHINE.

1826.

Digitized by Google

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
711986
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
R 1915 L

Digitized by Google

Revue AMÉRICAINE.

N. 1. — JUILLET 1826.

HISTOIRE.

Nous présenterons sous ce titre tous les événemens de date ancienne ou récente qu'il nous paraîtra utile d'offrir à nos lecteurs. Quoique l'Amérique n'ait marqué long-temps sur la terre que par l'espèce de nullité à laquelle l'oppression l'avait condamnée, elle n'est point sans histoire : on a conservé sur l'existence des nations indiennes, antérieurement à la conquête, sur les résistances qu'elles ont opposées aux Européens, des monumens assez nombreux, et dignes de fixer l'attention de ceux qui étudient l'histoire en érudits. Ceux qui aiment à trouver en elle de grandes leçons et de profondes moralités auront à méditer sur la destinée uniforme de ces colonies américaines fondées par l'extermi-

Digitized by Google

nation, ou par une prise de possession paisible, séparées par des distances immenses, différentes de langage et de mœurs, inégalement industrieuses, éclairées, mais toutes courbées sous le même joug, toutes le brisant à la fois, et cherchant la liberté dans un nouvel ordre d'institutions. Avant quelques années, la tâche de l'historien du Nouveau-Monde se sera beaucoup agrandie; dès à présent, nous devons nous hâter de recueillir des matériaux : c'est à quoi nous consacrerons cette partie de notre recueil, et nous pouvons considérer ce travail comme aujourd'hui nécessaire, sans pour cela devancer dans leurs résultats les révolutions du Nouveau-Monde.

Digitized by Google

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE,

DEPUIS SA DÉCOUVERTE JUSQU'A SON AFFRANCHISSEMENT.

La recherche d'une route directe vers les grandes Indes amena vers la fin du quinzième siècle la découverte d'un nouveau monde auquel Américo Vespucci a donné son nom, honneur qui aurait dû appartenir à Christophe Colomb. Ce nouveau monde qu'on regarda long-temps comme faisant partie de l'ancien continent est une île immense qui s'étend sous toutes les zônes, dans un espace de huit cent mille lieues carrées. Les Anglais, les Portugais, les Français et les Hollandais complétèrent, dans le seizième siècle, les découvertes faites par le pavillon espagnol.

Le continent américain et les îles nombreuses qui en dépendaient étaient habités par des nations plus ou moins civilisées, vivant par tribus, comme dans le Brésil et dans l'Amérique septentrionale, ou réunies déjà en grands corps de société comme dans le Mexique et dans le Pérou[1]. Une bulle du pape Alexandre VI (donnée en 1493) dis-

(1) Selon Humboldt, Forster et Bernabucci, l'Amérique n'a été habitée que depuis douze siècles par des émigrations de la Haute-Asie. L'historien Rhode est d'avis que les Phéniciens ont colonisé le Nouveau-

Digitized by Google

pose de toutes ces nations en faveur de la couronne espagnole, et interdit aux autres puissances de faire des conquêtes en Amérique. Cette bulle fut respectée pendant quelques années; mais du moment que l'importante découverte de Colomb fut connue en Europe, au moment surtout qu'on y apprit que le nouveau monde était riche en métaux précieux, un autre droit succéda au droit divin, ce fut le droit de première découverte, d'après lequel une contrée inconnue jusque là appartenait à la puissance dont le pavillon avait le premier visité le nouveau rivage. Cette espèce de droit devait donner lieu à des contestations de toute nature, et fit place enfin au droit universel, celui *du plus fort.*

Sous ces trois principes, également injustes, le droit des indigènes au sol qu'ils habitaient fut méprisé par tous les peuples européens, et dans l'espace d'un siècle l'Amérique eut de nouveaux maîtres. Les Espagnols détruisirent dans le Pérou la race des Incas qui avaient civilisé le peuple [1]; la race plus belliqueuse des Mexicains succomba également sous la supériorité des armes à feu et de la tactique européenne. Le royaume de Guatimala, dont les

Monde par l'Atlantique. Jean Muller voit dans les Américains des descendans des Huns venus par la mer Pacifique. La population américaine a généralement les cheveux noirs et lisses et la peau rougeâtre, couleur qui devient plus foncée à mesure qu'on approche de l'équateur. Francisco Lopez compte en Amérique quinze cents langues; Athanasion Kircher cinq cents, Lorenz Hevaz neuf; Zeune, d'après les documens communiqués par Humboldt, réduit les langues américaines à deux, celle appelée toltétique et celle appelée apalaque. Dans les numéros suivans nous reviendrons sur ces diverses questions.

(1) Les ruines des palais des Incas à Cusco et à Quito, une grande route taillée dans le rocher et traversant les Cordillières là où cette montagne a 13,800 pieds de hauteur, des pyramides et une foule d'autres monumens attestent encore l'antique civilisation des Péruviens, maintenant disparue par les suites de la conquête.

Digitized by Google

annales remontaient à plusieurs siècles, fut conquis par une expédition partie du Mexique; la Terre Ferme, premier pays visité après les îles Saint-Dominique et Cuba, fut transformée en province espagnole par des expéditions parties de ces îles. Buenos-Ayres, d'abord simple colonie d'agriculteurs, prit place plus tard parmi les possessions les plus importantes de l'Espagne dans le nouveau monde. Enfin, toute l'Amérique méridionale, à l'exception du Brésil et d'une partie de la Guyane, ainsi que la partie de l'Amérique septentrionale appelée la Nouvelle-Espagne, fut ou colonisée ou conquise par les Espagnols, et dans cette vaste étendue de pays quelques faibles tribus d'indigènes appelés Indiens[1], ne conservèrent leur indépendance que parce qu'on supposa que le sol qu'ils habitaient ne produisait point de métaux précieux.

Le navigateur portugais, Pedro Alvarès, découvrit en 1500 les côtes du Brésil; pendant trente ans aucun établissement durable n'y fut formé : le roi Jean III y envoya des colonies et divisa le pays en neuf capitaineries générales. Les Français essayèrent également de s'y établir, mais leurs efforts ne furent ni soutenus ni considérables. Lorsque le Portugal, après la mort de Sébastien, fut devenu une des provinces de la couronne d'Espagne, les Hollandais poursuivant leurs ennemis en Amérique attaquèrent le Brésil, et furent long-temps les maîtres des points les plus importans de cette vaste colonie. Après la révolution qui établit la maison de Bragance sur le trône, les Portugais reconquirent leurs possessions d'outre-mer, et depuis cette époque le Brésil leur est resté; dans ce pays, les indigènes plus sauvages que les habitans des

(1) On donne aux indigènes le nom d'Indiens, parce que les conquérans crurent long-temps que l'Amerique faisait partie de l'Inde.

Digitized by Google

autres parties de l'Amérique méridionale, se sont retirés en grande partie dans l'intérieur des terres où ils resteront indépendans jusqu'au moment où l'accroissement de la race européenne les atteindra. Les Hollandais et les Français ont conservé une partie de la Guyane et y ont formé deux colonies; nouvellement les Anglais se sont approprié une partie de la Guyane hollandaise conquise depuis la chute de la république des sept Provinces-Unies.

L'Amérique septentrionale fut découverte en 1498 sous le pavillon anglais par Giovanni Caboto, Vénitien, qui s'était fixé à Bristol. Ce ne fut qu'en 1578 que des essais de colonisation furent faits dans ces vastes régions : ils échouèrent durant le règne d'Élisabeth, mais sous son successeur Jacques Ier, ils furent renouvelés avec succès. En 1607 une association de capitalistes investie par le roi de priviléges fort étendus fonda la colonie de Virginie dans la baie de la Chesapeack, et dans le courant du dix-septième siècle des émigrations causées par des persécutions religieuses donnèrent lieu à la fondation de la Nouvelle-Angleterre, du Maryland et de la Pensylvanie. Les deux Carolines furent fondées par une association de grands seigneurs anglais; la Géorgie fut colonisée plus tard sous les hospices et sous la protection du gouvernement.

L'Amérique septentrionale n'attira plus uniquement l'attention des Anglais. Les Français s'étaient établis dès 1535 dans le Canada, et dans le dix-septième siècle cette colonie avait acquis une grande importance par le commerce des pelleteries et des bois de construction. La même puissance fonda en 1722 la colonie de la Louisiane ou de la Nouvelle-Orléans. Les Hollandais, dans le dix-septième siècle, avaient fondé une colonie florissante au centre des possessions anglaises, et l'avaient appelée nouveaux Pays-Bas.

Digitized by Google

L'Angleterre acquit successivement les colonies hollandaises et françaises, grace à sa supériorité sur mer, et grace surtout à la vigueur de ses propres colonies, vigueur dont nous développerons plus bas les causes. En 1763 l'Angleterre se trouvait maîtresse de toute l'Amérique septentrionale connue, à l'exception des colonies de la Nouvelle-Espagne, des Florides et de la Louisiane cédée à l'Espagne par la France. Les tribus sauvages, qui autrefois vivaient de la chasse dans ces contrées, étaient ou détruites par la lutte et par le contact avec les Européens ou bien étaient refoulées vers le nord et vers l'ouest dans les pays inconnus compris entre la mer Pacifique, la baie d'Hudson et les montagnes Alléghany. L'Amérique insulaire fut partagée entre les puissances maritimes, par suite de leurs longues guerres. L'Espagne conserva l'île de Cuba, de Porto-Rico et d'autres moins importantes; la France eut l'île Saint-Domingue et les Antilles; l'Angleterre eut la Jamaïque.

Maintenant nous allons faire connaître sommairement le régime établi par chacune des grandes métropoles dans leurs colonies, régime qui explique en grande partie leurs destinées diverses. Nous commençons par les colonies espagnoles.

Les premiers Espagnols qui colonisèrent ou plutôt conquirent l'Amérique méridionale et le Mexique avaient reçu de Ferdinand *le catholique* les terres à conquérir en possession féodale : le pays et les hommes devaient leur appartenir, et ils étaient tenus en revanche de fournir un service militaire et de donner à la couronne une partie des métaux précieux qu'ils allaient gagner avec leurs épées. Ainsi le Mexique et le Pérou furent partagés d'abord en grands fiefs appelés *encomiendos*. Mais les *encomen-*

Digitized by Google

deros ou *conquistadores* ne surent pas se maintenir dans la possession des immenses avantages qui leur avaient été concédés. Les compagnons de Cortez et de Pizaro s'affaiblirent en tournant leurs armes les uns contre les autres; pressés de jouir des fruits de leurs travaux et de leurs dangers, ils traitèrent les peuples conquis avec une cruauté qui révolta même une partie des Espagnols. Charles V et ses successeurs profitèrent de cette circonstance pour remplacer le pouvoir des conquérans par l'autorité royale. Les *encomiendos* furent peu à peu réunis à la couronne, et des priviléges plus limités furent accordés aux premiers colons avec les titres de comtes et marquis.

L'Amérique espagnole fut considérée dès lors comme un royaume indépendant gouverné par le même roi que la mère-patrie, et par un code particulier appelé *recopilacion de Indias*. Le roi ajouta à ses titres celui de roi des Indes, et les Indiens ou Américains indigènes devinrent ses sujets immédiats comme les colons. Un conseil suprême résidant en Espagne exerçait le pouvoir législatif: l'Amérique espagnole fut divisée en quatre vice-royautés, le Mexique, Santa-Fé de Bogota ou la Nouvelle-Grenade, le Pérou et Buenos-Ayres ou les provinces de Rio de la Plata, et en trois capitaineries générales, Guatimala, Vénézuela et Chili : ces grandes divisions étaient sous-divisées en *intendances* ou provinces administrées par des gouverneurs ou *corregidores*, nommés directement par le roi, mais soumis aux ordres du vice-roi ou des capitaines généraux. Les provinces étaient partagées en départemens administrés par les délégués des *corregidores* et par des juges appelés *Alcaldes*. Auprès de chaque vice-roi ou capitaine général se trouvait un tri-

Digitized by Google

bunal suprême appelé *Audiencias*, chargé d'administrer la justice et de contrôler le pouvoir des grands officiers. Il y avait en outre une foule d'employés chargés de recueillir les dîmes pour les églises, le cinquième du produit des mines qui appartenait à la couronne, la capitation payée par les Indiens, etc.; le roi avait le monopole du commerce du tabac, du sel et des cartes à jouer : les taxes particulières à chaque province étaient nombreuses; enfin le gouvernement marchait par des rouages compliqués à plaisir, ruineux pour le trésor, mais plus encore pour le peuple. Le système législatif était pourtant plus nuisible que le système administratif : il était fondé entièrement sur la prohibition. Voici quelques-uns des articles de la *recopilacion de Indias*, articles qui de nos jours n'ont plus besoin de commentaire.

Le commerce des colonies appartenait exclusivement à l'Espagne : tout étranger qui violait cette loi expiait ce crime dans des cachots affreux où il était renfermé pour le restant de sa vie. Les diverses colonies n'avaient point le droit de commercer entre elles, de peur que la métropole perdît le bénéfice de fournir seule à tous les besoins des colons. La peine de mort était appliquée à tout colon qui violait les lois de commerce; chaque colonie avait des restrictions particulières mises à son industrie; aucune n'avait la permission d'avoir des manufactures; la plantation du tabac était très limitée, et était réglée par les officiers royaux. Le Pérou et le Chili avaient seules la permission d'avoir des vignobles et des oliviers; encore leurs produits ne pouvaient point être exportés vers les autres colonies, et en revanche, la culture de la canne à sucre et du tabac était interdite à ces deux provinces.

Digitized by Google

Le système prohibitif n'était point limité au commerce, il s'étendait à toute la vie des colons : aucun homme, né en Amérique, ne pouvait voyager en Europe sans une permission spéciale du roi. Il était défendu d'établir des écoles ou des universités ; les mariages même étaient sous un régime qui tendait à en limiter le nombre et à maintenir la distinction des classes. En général, le gouvernement espagnol redoutait le développement intellectuel ainsi que la grande prospérité des colons. Rien ne fut fait pour tirer les Indiens de l'ignorance dans laquelle ils étaient plongés, et la masse des créoles même n'avait point de moyens de s'instruire, moyens qui étaient tous concentrés dans un petit nombre de villes. Le contrat originel entre le roi et les premiers colons avait stipulé qu'eux et leurs descendans seraient préférés dans toutes les fonctions publiques; mais ce contrat fut violé, et depuis l'époque de la conquête jusqu'en 1810, sur cent soixante-six vice-rois et cinq cent quatre-vingt-huit capitaines généraux, gouverneurs et présidens, il n'y en eut que dix-huit créoles, et ceux-là ne furent nommés que parce qu'ils avaient été élevés en Espagne. Toutefois, telle était la force des habitudes politiques apportées par les colons en Amérique, et l'influence permanente du clergé que, pendant trois siècles, les créoles ne firent aucune tentative pour secouer le joug de la métropole, ou pour obtenir d'être placés dans le droit commun. Ce ne fut que vers la fin du dix-huitième siècle que deux conspirations se formèrent dans la capitainerie générale de Caraccas : elles furent découvertes et déjouées. Dans le Pérou, il y eut, en 1780, un soulèvement des Indiens, causé par l'établissement de nouvelles taxes. Tupac-Amara, d'une famille de caciques, fut à la tête de

Digitized by Google

cette révolte, et se fit même proclamer Inca du Pérou : la lutte dura pendant trois années; mais enfin les Indiens furent vaincus, et leurs chefs mis à mort par les supplices les plus horribles.

En général, l'Amérique espagnole a joui, comme colonie, d'une grande tranquillité; aucun ennemi extérieur n'y porta ses ravages : les Indiens convertis restèrent dans la soumission la plus parfaite, et les déprédations exercées par les Indiens indépendans se bornèrent à quelques districts. Le sol de l'Amérique du sud est partout d'une grande fertilité : les animaux domestiques de l'ancien continent s'y sont multipliés prodigieusement; les produits de tous les climats pourraient s'y rencontrer; des mines d'une richesse incroyable y ont attiré un nombre immense d'émigrans : à toutes ces causes qui devaient accroître rapidement la population, il faut ajouter que les Espagnols n'ont point partagé l'antipathie des Anglais contre la race cuivrée, et se sont, dès l'origine, mêlés avec elle. Et pourtant, après trois siècles de colonisation, l'Amérique espagnole était loin d'avoir une population proportionnée à son sol, ou même au nombre des colons qui s'y étaient fixés. Cette vaste étendue de pays comptait 3,276,000 habitans blancs; 5,328,000 hommes de races mêlées; 776,000 nègres, et 7,530,000 Indiens.

L'Amérique septentrionale était loin d'offrir le même appât aux Européens que l'Amérique du Sud : lors de la fondation de la colonie de Virginie, on pouvait croire encore que là aussi on découvrirait des mines précieuses; mais cette erreur fut bientôt dissipée : la Virginie dut son accroissement à la culture du tabac, mais les colons qui se fixèrent plus au nord dans la baie de Massachussetts

Digitized by Google

n'espéraient trouver ni un pays riche, ni un pays fertile : ils étaient mus par un sentiment plus élevé que celui de l'intérêt : c'étaient les puritains opprimés, à cause de leur croyance, sous Élisabeth, sous Jacques Ier, et sous Charles Ier, qui cherchaient une nouvelle patrie afin d'y rendre à Dieu le culte que leur conscience leur disait être le meilleur. Leur colonie, appelée la Nouvelle-Angleterre, s'organisa, dès le principe, en démocratie pure, et après avoir surmonté les premiers obstacles, tels que l'opposition des tribus indiennes, et l'ingratitude du sol et du climat, elle prospéra au point de pouvoir renvoyer à la métropole, durant la révolution anglaise, le même nombre d'habitans qu'elle en avait reçus, et de peupler les contrées voisines de la baie de Massachussetts, le Connecticut, Rhode-Island, et le New-Hampshire. Après la restauration de Charles II, ce prince voulut faire en Amérique ce qui lui réussissait en Angleterre; il voulut y établir le pouvoir absolu, et restreignit la liberté du commerce par le fameux *Acte de navigation*. Les colons éludèrent en partie cet acte, quoiqu'il leur fût moins nuisible que le monopole espagnol ne le fut aux colonies de l'Amérique méridionale, vu que l'Angleterre offrait un marché assez avantageux aux produits de ses établissemens trans-atlantiques, et était en état de fournir aux besoins de leur consommation. La résistance contre le système arbitraire des Stuarts, en matière de gouvernement, fut plus énergique encore que celle contre le monopole; la Virginie se révolta en 1677, sous la conduite d'un nommé Nathaniel Bacon, dont la mort prématurée apaisa le soulèvement. La Nouvelle-Angleterre éluda longtemps les ordres du cabinet de Saint-James; et lorsqu'enfin on croyait l'avoir réduite à l'obéissance, elle se ré-

Digitized by Google

volta ouvertement en 1689, avant la chute de Jacques II, événement qui prévint une séparation totale de la métropole. Depuis cette époque, un gouvernement à peu près uniforme s'établit dans toute l'Amérique anglaise; une chambre représentative et un sénat étaient les garanties de la liberté du peuple; un gouverneur nommé par le roi exerçait le pouvoir exécutif en son nom; les municipalités nommaient leurs officiers; le jury était investi du pouvoir judiciaire. Ces constitutions, dont les principes étaient inhérens au caractère anglais, se consolidèrent malgré les tentatives imprudentes faites de temps en temps par le ministère britannique pour y porter atteinte. Dans celles des colonies où avait existé l'autorité des propriétaires, tels que le Maryland, la Pensylvanie, le New-Jersey et les Carolines, il y eut une lutte plus ou moins vive, selon le degré de résistance des propriétaires qui enfin furent forcés de céder leur pouvoir à la couronne, et dès lors le sénat choisi par le peuple, et le gouverneur nommé par le roi, remplacèrent le conseil et le gouverneur nommés par les propriétaires. La hiérarchie ecclésiastique et nobiliaire établie en Angleterre ne traversa point l'Océan, et les colons ne connurent ni évêques, ni noblesse; aussi se regardaient-ils à juste titre comme des citoyens, et se refusèrent-ils constamment à reconnaître au parlement anglais où ils n'étaient point représentés le droit d'exercer le pouvoir législatif sur eux. Dès 1707, l'assemblée législative de New-Yorck déclare « qu'imposer les sujets de S. M., dans les colonies, sans le consentement de leurs représentans, était une violation de la propriété du peuple. »

La conformité de langue, de principes, et d'intérêt fut cause que les habitans de tous les établissemens anglo-

Digitized by Google

américains se regardèrent comme une seule nation. Les guerres contre les colonies françaises développèrent le caractère national et donnèrent aux Américains de la confiance dans leurs forces. En 1744, les seules colonies de la Nouvelle-Angleterre, sans le secours de la métropole, assiégèrent et prirent Louisbourg, forteresse imposante qui donnait la possession du cap Breton. Pendant la guerre de sept ans, la conquête du Canada et des Florides, et le traité glorieux pour l'Angleterre de 1763, furent dues en grande partie aux efforts et au courage des colons. Le ministère français avait eu de vastes projets en Amérique; il voulait réunir le Canada à la Louisiane par une chaîne de forteresses qui aurait commandé tous les lacs de l'intérieur et resserré les possessions anglaises sur le rivage de l'océan Atlantique. L'exécution de ces projets était confiée à un homme d'une grande habileté, le marquis de Montcalm : mais ce général ne reçut pas de renforts suffisans de la France, et ne trouva pas de grandes ressources dans les colons du Canada. Rien n'avait été fait pour leur donner des sentimens patriotiques : ces paysans transplantés dans les neiges de l'Amérique septentrionale n'y avaient pas même été affranchis de la servitude féodale. Chaque village avait conservé un seigneur : point de constitution, ni de représentation; mais en revanche, un clergé nombreux et des jésuites. Aussi, du moment que Montcalm eut succombé dans une bataille devant Québec, toute la colonie se soumit sans difficulté au vainqueur, et les Canadiens rassurés sur le libre exercice de leur religion, et recevant des garanties politiques dont ils n'avaient jamais joui, ne tardèrent pas à s'applaudir de leur changement de situation.

L'Angleterre éprouva ainsi de grands avantages d'avoir

Digitized by Google

des colonies vigoureuses par les institutions et le caractère de leurs habitans. Mais ces institutions et ce caractère ne supportaient ni mesure arbitraire ni mépris de la part de la métropole, et un ministère imprudent se permit tout d'un coup de vouloir établir des impôts en Amérique [1] sans le consentement des colons et de traiter avec mépris leurs réclamations fermes mais respectueuses. Après avoir épuisé la résistance légale qu'on crut étouffer par la force militaire et par des mesures de plus en plus arbitraires, les habitans du Massachussetts coururent aux armes et vinrent assiéger les troupes anglaises renfermées dans Boston. Les autres provinces américaines suivirent cet exemple, et en 1775 l'insurrection fut générale. Le congrès réuni à Philadelphie mit à la tête des forces civiques Washington, qui dans les guerres contre les Français avait commandé les troupes de la Virginie. Ce grand citoyen servit la cause qu'il avait embrassée par sa fermeté et sa modération autant que par ses talens. Boston fut évacué par les Anglais, mais ceux-ci, ayant reçu des renforts imposans, attaquèrent les colonies par tous les côtés vulnérables. Dans ce moment critique, le congrès, interprète fidèle du sentiment et du courage du peuple, proclama l'indépendance des États-Unis de l'Amérique septentrionale [2]. Un Français vint soutenir la bannière du Nouveau-Monde au moment où elle semblait prête à succomber. Les trois états du sud et ceux du centre étaient au pouvoir des Anglais, lorsque Lafayette vint consacrer sa vie et sa fortune au secours des Etats-Unis, et par la position où il se trouvait sa conduite leur fut plus utile que mille bras n'auraient pu l'être. Les Américains apprirent

(1) En 1765, M. Grenville fit adopter le bill sur le timbre américain.
(2) Le 4 juillet 1776.

Digitized by Google

que leur cause intéressait les nations européennes et ils reprirent courage. En France il se forma un parti à la cour contre l'Angleterre, et en 1778, un traité d'alliance fut conclu entre le cabinet de Versailles et les députés du congrès. La guerre maritime devint générale lorsque l'Espagne et les sept Provinces-Unies embrassèrent la cause des États-Unis. Enfin les Américains, unis aux Français commandés par Rochambeau, reconquirent les états du sud. Lord Cornvallis fut forcé de capituler à York-Town, et cet événement fut suivi de l'ouverture des négociations qui amenèrent le traité de Paris du 3 février 1783. De tout le continent de l'Amérique septentrionale la Grande-Bretagne ne conserva que le Canada, et elle reconnut l'indépendance des Etats-Unis. Immédiatement après la conclusion de la paix, Washington déposa son commandement et fit obéir ses compagnons d'armes au décret qui les renvoyait dans leurs foyers avant de payer leur arriéré.

Pendant la lutte contre l'Angleterre, les treize provinces formant la nouvelle république avaient agi de concert, et les intérêts particuliers des provinces s'étaient tus devant l'intérêt général. On avait pourvu aux frais de la guerre par des emprunts, par l'émission de papier-monnaie et par les sacrifices volontaires des citoyens, et une dette de trois cents millions avait été contractée. Pour payer cette dette, pour subvenir aux frais du gouvernement, il fallait des impôts et un système régulier d'administration. Dès lors les intérêts particuliers reprirent leur empire. Il y eut un parti qui voulait que chaque état conservât la plénitude de la souveraineté, qu'il n'y eût point d'armée, et qu'une banqueroute générale prévînt la nécessité d'établir des impôts. En opposition de ce parti appelé le parti *démocratique* se forma le parti *fédéraliste* dont le

Digitized by Google

nom indique le principe fondamental. La perte de tout crédit public et individuel, la suspension du commerce, des embarras de toute nature amenèrent enfin le triomphe du parti fédéraliste. Une convention se réunit en 1787 à Philadelphie; après quatre mois de travaux assidus, elle présenta à la nation américaine la constitution fédérale qui la régit encore et qui a fondé sa prospérité. Chaque état conserva l'administration de ses intérêts locaux; le gouvernement central se composa d'un président et d'un vice-président, élus pour quatre ans, et d'un congrès composé de deux chambres, dont l'une, celle des représentans, se renouvelle intégralement tous les deux ans, et celle du sénat par tiers tous les deux ans. Cette constitution adoptée par onze des états fut proclamée en 1788; la Caroline septentrionale et Rhode-Island y donnèrent plus tard leur adhésion. Washington fut élu président et remplit deux fois cette magistrature; le crédit de la république fut relevé par la fidélité à remplir les engagemens contractés pendant la guerre; les invasions des Indiens de l'ouest furent repoussées par un cordon de troupes régulières; la marine américaine fut fondée; le territoire des Etats-Unis fut agrandi par des acquisitions de terrains immenses habités par les sauvages de l'ouest et l'administration des terres publiques fut régularisée et placée dans les attributions du gouvernement central; un traité de commerce fut conclu avec l'Angleterre. Toutes ces améliorations ne se firent point sans une vive opposition du parti démocratique. Les imminens services de Washington et ses vertus ne le mirent point à l'abri de la censure et même de la calomnie : il se retira des affaires publiques avec dégoût. Dans l'élection de son successeur, M. John Adams, le parti fédéraliste triompha encore, mais ce président ne

Digitized by Google

fut point réélu, et depuis 1802, Jefferson, Madison et Monroe ont été élus chacun deux fois par la majorité démocratique.

Sous la présidence de Madison eut lieu la guerre contre l'Angleterre qui, d'un côté, fit connaître à la république et ses forces et ses ressources, et d'un autre côté les vices de son système d'administration. Les insultes faites au pavillon américain, et surtout le droit de visite et de presse que s'arrogeaient les vaisseaux anglais forcèrent les États-Unis de déclarer la guerre à l'Angleterre [1]. La marine se composait d'un petit nombre de frégates et de bricks; l'armée était faible et mal commandée; les côtes étaient sans défense; aussi les Anglais obtinrent d'abord de grands succès : une armée américaine capitula dans le Canada; partout l'indiscipline des milices causa des échecs et des désastres, et il fallut en revenir à former une armée régulière, centre et appui des milices nationales qui, dès lors, se rendirent fort utiles. Le petit nombre de vaisseaux de guerre américains s'illustrèrent par des faits d'armes héroïques; mais ils n'étaient point assez nombreux pour défendre les côtes que les flottes ennemies ravagèrent avec une barbarie sans exemple. Les Anglais remontèrent le Potomac, et après avoir défait le général Winter qui n'avait pu réunir les contingens des divers états, ils s'emparèrent de la ville de Washington, et y livrèrent aux flammes tous les édifices publics; ce fut là le terme de leurs succès. Tous les Américains rivalisèrent de zèle pour chasser un ennemi qui semblait vouloir rivaliser de barbarie avec les sauvages. Baltimore,

(1) Le 19 juin 1812, le président déclare la guerre après que la question a été décidée par le congrès.

Digitized by Google

défendu par ses habitans, repoussa les Anglais de ses murs; les lacs Champlain et Erié furent témoins de la défaite des escadres et des armées anglaises. La Louisiane vendue par la France aux États-Unis, en 1803, pour une somme de 80 millions de francs, et devenue un des états de l'union, fut attaquée par une armée de 15,000 Anglais. Le général Jackson accouru à la défense de la Nouvelle-Orléans avec les milices de Tennessée, eut l'honneur de forcer les ennemis à la retraite, après leur avoir tué 2,000 hommes [1]. Dans cette occasion, les colons d'origine française montrèrent l'aptitude militaire que tous les peuples reconnaissent aux Français.

Après ces échecs, le cabinet anglais renonça à recoloniser l'Amérique; la paix fut signée à Gand [2] et proclamée aux États-Unis le 22 février 1815. Monroe remplaça Madison dans la présidence, et contribua par la modération et la sagesse de sa conduite à faire oublier les dénominations de fédéralistes et de démocrates. La république a rétabli facilement les pertes causées par la guerre et a fait d'immenses pas dans la prospérité. En 1819, l'Espagne fut forcée de lui céder les deux Florides qu'elle ne pouvait défendre, et qui servaient de retraite à des brigands indiens, nègres et anglais réunis sous le nom de Séminoles. Le système de réciprocité, en fait de relations de commerce, fut établi envers toutes les puissances dans les affaires de l'Europe. Le cabinet de Washington a professé une stricte neutralité; mais il a annoncé qu'il ne souffrirait point d'intervention étrangère dans l'affaire des anciennes colonies espagnoles. Les

(1) Le 8 janvier 1815.

(2) Le 24 décembre 1814.

Digitized by Google

nouvelles républiques de l'Amérique méridionale ont été reconnues comme états indépendans, et des traités d'amitié et de commerce ont été conclus avec elles. Des mesures ont été prises pour l'abolition graduelle de l'esclavage et pour la destruction de la traite des noirs. La dette publique décroît rapidement par l'amortissement. Les revenus publics se composent presque exclusivement des droits sur les importations, et toutefois la marine a pris un grand développement. Le système de défense a été complété, et des achats annuels de ce territoire sont faits sur les Indiens; aucun peuple n'a jamais offert d'exemple d'un accroissement de prospérité tel que celui qu'offrent les États-Unis.

Cette république comprend actuellement une surface de 2,076,400 milles carrés. D'après un article de sa constitution, il y a tous les dix ans un dénombrement de sa population : le premier eut lieu en 1790 et donna un total de 3,021,326 individus; le second fut de 5,319,762; le troisième de 7,239,903; le quatrième, celui de 1820, donna un total de 9,638,226 individus dont 1,538,118 esclaves. Il est constaté maintenant que la population des États-Unis double tous les vingt ans. Depuis l'adoption de la constitution fédérale, neuf nouveaux états ont été admis comme membres de l'Union, et trois territoires auront le même droit, dès que leur population aura atteint le nombre voulu pour qu'ils puissent envoyer un représentant au congrès [1]. Les possessions anglaises dans l'Amérique septentrionale ne pourront jamais rivaliser avec les États-Unis; elles comprennent une

(1) Les nouveaux états sont : Alabama, Mississipi, Louisiane, Tennessée, Kentucky, Ohio, Indiana, Illinois et Missoury. Les territoires sont ceux de Michigan, d'Arkansus et des Florides.

Digitized by Google

étendue immense de pays, où la rigueur du froid arrête tout développement de la population. Le Canada compte 400,000 habitans : le cap Breton, l'Acadie, les îles de Saint-Jean, Terre-Neuve, Labrador et la Nouvelle-Galles sont des établissemens pour la pêcherie ou pour le commerce des pelleteries; mais leur population est peu considérable. Les Indiens, encore indépendans, ne peuvent plus arrêter les progrès des Américains ; déjà ils sont relégués derrière les montagnes rocheuses, et leur nombre n'est évalué qu'à 400,000 divisés dans une multitude de nations ennemies héréditaires les unes des autres. L'Angleterre et les États-Unis sont convenus, par le traité de Gand, à ne point entraver leur commerce des pelleteries avec ces Indiens pendant l'espace de dix années.

Si les États-Unis étaient les seules colonies qui se soient affranchies de l'autorité de la métropole, les ennemis de la liberté pourraient voir la cause de cet événement dans les institutions dont les établissemens anglais ont joui dès l'origine ; mais les métropoles qui n'accordèrent point d'institutions ont perdu également leurs colonies, et l'Amérique du Sud a fini par suivre l'exemple de l'Amérique du nord. Dans cette partie de notre hémisphère, la révolution commença par une contrée et par une population qu'on croyait irrévocablement soumises au régime colonial. L'île de Haïti, le premier pays américain occupé par des Européens, fut le premier à secouer le joug; Christophe Colomb y avait fondé une colonie dès et avant 1498. Les Espagnols firent périr par le fer ou par le travail des mines toute la population indienne évaluée à un million d'individus; ils négligèrent ensuite cette possession pour les mines plus abondantes du continent : des colons français s'y établirent dès 1630, et en 1697, l'Es-

Digitized by Google

pagne céda à la France la partie occidentale de l'île appelée par Colomb *Hispaniola*, mais à laquelle sa capitale fit donner le nom de Saint-Domingue. La colonie française devint florissante ; elle comptait en 1789 11,500 plantations de sucre, de café et d'indigo : la population s'élevait à la même époque à 300,000 esclaves nègres et à 131,000 mulâtres et blancs. La situation des esclaves était affreuse ; les mulâtres nés du commerce des colons avec les négresses, et souvent reconnus par leurs pères et héritiers de leur fortune, n'en étaient pas moins exclus de tout droit politique. Depuis long-temps ils supportaient avec impatience leur position inférieure, lorsque la révolution française vint promettre aux colonies l'application de ses principes de liberté et d'égalité. En effet, les vives réclamations des mulâtres de Saint-Domingue furent favorablement reçues par la convention, et par un décret du 15 mai 1792, elle leur accorda le droit de faire partie des assemblées coloniales ; mais telle était l'influence des créoles qu'un décret du 24 septembre de la même année révoqua le premier. Les mulâtres ne renoncèrent point au droit acquis et soutenu par les nègres ; ils commencèrent une guerre des plus cruelles contre les blancs ; le cap Français tomba entre leurs mains le 13 juin 1793. Les colons blancs se déclarèrent dès lors contre la révolution française ; ils refusèrent d'admettre des troupes qu'on envoyait à leur secours, et aidèrent les Anglais à conquérir quelques places. La convention proclama la liberté des noirs (4 février 1794). Les Anglais furent chassés, et les blancs furent massacrés ou obligés de s'enfuir. Toussaint-Louverture, chef de ce mouvement, donna à l'île une constitution (9 mai 1801) : l'esclavage fut aboli à jamais, et l'autorité de la métropole fut méconnue entièrement.

Digitized by Google

Après la paix d'Amiens, le premier consul envoya pour reconquérir Saint-Domingue une armée de 25,000 hommes commandés par le général Leclerc. Ce général et la plus grande partie de ses soldats périrent par l'influence du climat, et le seul fruit de cette expédition fut l'enlèvement honteux de Toussaint-Louverture qu'on envoya périr dans une prison en France. En 1803, le restant de l'armée commandée par Rochambeau se rendit aux Anglais pour ne pas tomber entre les mains des nègres. Depuis cette époque, Saint-Domingue a conservé son indépendance. Dessalines, homme sanguinaire qui avait commandé dans la dernière lutte, se fit proclamer en 1804 empereur de Haïti, sous le nom de Jacques Ier. Ce chef fut tué dans un mouvement populaire en 1806, et trois de ses lieutenans se partagèrent ses dépouilles. Christophe se fit couronner en 1811 au cap Français sous le titre de Henri Ier, et organisa une cour sur le modèle de la cour impériale de France [1]. Philippe resta à la tête des nègres dans la partie montagneuse de l'île. Péthion, mulâtre éclairé, fonda une république, et employa tous ses soins à instruire et à éclairer le peuple dans le sud de l'île. Après sa mort arrivée en 1818, le général Boyer, homme d'un esprit supérieur et d'un noble caractère, lui succéda et eut le bonheur d'assurer à jamais l'indépendance de la république haïtienne. Le ridicule empire de Christophe tomba avec son chef assassiné par ses propres soldats; Philippe mourut également, et n'eut pas de successeur; la partie espagnole fut conquise, et en 1825, le roi de France reconnut l'indépendance de Haïti moyen-

(1) L'almanach de la cour de Christophe a servi de risée à la vieille Europe, qui oubliait, en voyant les titres de ducs de Limonade et de Marmelade, que ses propres titres féodaux ne sont pas moins ridicules.

Digitized by Google

nant une indemnité de 150 millions. Toute l'île est réunie maintenant sous le même gouvernement, composé de deux chambres représentatives et du président élu à vie. Haïti, appelée à juste titre la reine des Antilles, a une surface de 30,000 milles carrés : elle réunit les plus riches productions du globe, et renferme des mines de toute espèce : sa population s'accroît rapidement, et dépasse déjà un million. D'après un traité avec les États-Unis, les nègres assemblés dans ce dernier pays pourront s'établir à Haïti, qui acquerra ainsi des habitans industrieux et plus instruits qu'une partie des siens.

Les grandes révolutions des états peuvent être précipitées par un événement fortuit, mais leur première cause est dans la nécessité absolue des choses. Ainsi ce ne fut point la taxe sur le thé qui causa la révolution des Etats-Unis, et ce ne fut point le décret de la convention qui causa celle de Saint-Domingue. De même la séparation des colonies espagnoles de leur métropole fut hâtée par le traité de Bayonne de 1808, mais la cause de cet événement fut d'un côté le développement qu'avaient pris ces colonies, et de l'autre côté le système vicieux et absurde du cabinet de Madrid, dont il aurait été ridicule d'attendre la moindre amélioration.

Lorsque la nouvelle des événemens de Bayonne arriva en Amérique, le premier sentiment de ses habitans fut celui d'une juste indignation contre le *guet-à-pens* par lequel l'empereur de France venait d'obtenir la cession de la couronne d'Espagne. Dans la Péninsule même, une junte s'était formée à Séville sous le titre de *junta suprema gubernation de Espana e Indias;* elle envoya des députés dans toutes les parties de l'Amérique, réclamant l'obéissance à ses ordres et annonçant qu'elle avait été re-

Digitized by Google

connue par toute l'Espagne. En même temps la régence établie à Madrid par Ferdinand VII avant son départ pour Bayonne, prétendit au même pouvoir; enfin la junte des Asturies vint se mettre sur les rangs et déclarer que c'était à elle à exercer l'autorité suprême pendant la détention du roi.

Tandis que chaque espagnol prétendait ainsi avoir le droit de gouverner le royaume des Indes, une autre circonstance vint augmenter le trouble dans les colonies. D'après l'exemple de tous les grands fonctionnaires de tous les pays, les vice-rois et les capitaines généraux, à l'exception du vice-roi du Mexique, se montrèrent disposés à reconnaître l'abdication de Bayonne et les droits de Joseph Napoléon. Mais le peuple était loin de partager ces sentimens; il chassa les envoyés français, brûla publiquement les ordres signés par le conseil des Indes; et força les gouverneurs à proclamer solennellement Ferdinand VII. Pour ne point être trahis, et ne sachant à qui obéir en Espagne, les Américains suivirent l'exemple de la Péninsule, et dans chaque état il se forma une junte composée des citoyens les plus recommandables; en même temps, afin d'aider la métropole dans sa lutte contre la France, ils envoyèrent, dans l'espace de peu de mois à la junte centrale qui s'était formée à Séville, la somme de 90 millions de piastres. Cette junte fut si peu reconnaissante de ce dévouement, qu'elle envoya de nouveaux gouverneurs en Amérique avec la mission de détruire les juntes coloniales, et ces fonctionnaires y réussirent par l'emploi de la perfidie et par le secours des Espagnols de naissance. Dans plusieurs endroits, les membres des juntes furent arrêtés et massacrés, et le despotisme le plus complet fut rétabli.

Cet état de choses ne pouvait pas durer. Les créoles s'é-

Digitized by Google

taient accoutumées à examiner leurs droits et à se convaincre de l'absurdité des prétentions des Espagnols. Aussi la nouvelle de la dispersion de la junte centrale en 1810, produisit une nouvelle révolution qui fut générale. Avant la fin de la même année, des juntes américaines étaient formées à Caracas, à Santa-Fé de Bogota, dans le Chili et dans le Mexique. Ces juntes gouvernaient encore au nom du roi, et les moyens de conciliation étaient nombreux : ils furent repoussés d'une manière absurde par la régence établie à Cadix et par les cortès convoqués sous l'autorité de cette régence. On regarda la conduite des Américains comme une révolte ; des troupes espagnoles furent envoyées à Monte-Video, Vera-Cruz, Coro, Panama et Santa-Shasta, malgré le besoin qu'on en avait dans la Péninsule même. Dans les cortès les réclamations des Américains furent traitées avec mépris. Un des membres disait : « Si les Américains se plaignent d'avoir été tyrannisés pendant trois cents ans, ils éprouveront maintenant un traitement pareil pendant trois mille ans. » Un autre disait : « Je me réjouis de la victoire d'Albufera, parce que nous pouvons maintenant envoyer des troupes pour dompter ces rebelles. » « Je ne sais pas à quelle classe de bêtes appartiennent les Américains », disait un troisième. La médiation de l'Angleterre fut rejetée avec dédain parce que, disaient les cortès, elle n'avait point été demandée et qu'elle n'était offerte que dans des vues sinistres. Dès lors les colonies n'eurent plus de mesure à garder, et le 5 juillet 1810, le congrès de Venezuela proclama l'indépendance de cette contrée : la confédération de la Nouvelle-Grenade et celle de Rio-de-la-Plata, ainsi que les provinces insurgées du Mexique, suivirent le même exemple. La guerre contre les Espagnols prit un caractère d'acharnement qui lui mérita le nom de

Digitized by Google

guerre à mort. Des deux côtés on se donnait rarement quartier, et après la victoire, les prisonniers étaient massacrés de sang froid. Les Espagnols donnèrent le premier exemple de ces cruautés; les nouvelles républiques furent les premières à remettre en vigueur les principes d'humanité.

La restauration de Ferdinand VII, en 1814, n'amena aucun changement dans les affaires de l'Amérique. Le roi réclama la soumission absolue des colons et envoya le général Morillo avec 10,000 vieux soldats pour reconquérir la Nouvelle-Grenade et la capitainerie de Caracas. De grands succès furent d'abord obtenus par eux : les troupes patriotes furent défaites, toutes les places fortes furent prises ; plus de mille individus, l'élite de la population de ces provinces, périrent dans les supplices. Tout semblait perdu lorsque Bolivar releva les drapeaux de l'indépendance : malgré les renforts reçus de l'Espagne, Morillo perdit pied à pied toutes ses conquêtes, et le résultat définitif de son expédition (en décembre 1819) fut la création de la république de Colombie, comprenant le royaume de Santa-Fé de Bogota et la capitainerie générale de Caracas. Cette république a adopté un gouvernement électif formé sur le modèle de celui des États-Unis : une chambre de représentans et un sénat exercent le pouvoir législatif; un président élu tous les cinq ans exerce le pouvoir exécutif. Bolivar, un des caractères les plus héroïques de notre époque, homme supérieur aux revers et supérieur à la fortune, a été élu premier président et réélu l'année dernière. Depuis l'expulsion des Espagnols, la république colombienne a fait de grands progrès vers la prospérité et vers l'ordre ; elle a été en état d'envoyer une armée commandée par

Digitized by Google

Bolivar au secours des patriotes du Pérou, et ce vaste pays a été également affranchi du joug espagnol, et forme maintenant deux républiques sous le titre de Haut et de Bas-Pérou : cette dernière a pris le nom de son libérateur et s'appelle maintenant république de Bolivar.

La république de Buénos-Ayres fut troublée long-temps par les rivalités des hommes influens et par des discordes inséparables d'une révolution sur un théâtre aussi vaste. Au milieu même de ces discordes, Buénos-Ayres a pu envoyer une armée commandée par le général San-Martin pour délivrer le Chili; ce général a défait les Espagnols dans deux grandes batailles : il les a chassés également du Pérou et de Lima en 1821, mais ce dernier pays reconquis par les Espagnols après le départ du général San-Martin, n'a été rendu à la liberté que par les victoires de Bolivar. Buénos-Ayres ou la confédération del Rio-de-la-Plata a triomphé enfin de tous les embarras et obstacles qui pouvaient s'opposer à sa prospérité; son gouvernement s'est enfin établi sur des principes fixes; un congrès et un directeur administrent la république. Rivadavia, homme d'un mérite et d'un caractère supérieur, a été élu directeur en 1825; depuis son élection, chaque jour amène de nouveaux progrès vers la prospérité et la civilisation : dans cette belle et vaste confédération il se trouve encore des terrains immenses qui attendent le travail de l'homme pour enrichir de nouvelles générations; aussi des mesures à la fois sages et libérales y ont été prises pour encourager l'émigration des hommes industrieux de l'Europe.

Le Chili, long-temps agité par l'ambition de la famille O'Higgins, a trouvé enfin la tranquillité sous l'administration sage et éclairée du général Freyre. Ce pays est

Digitized by Google

appelé à une haute prospérité par ses productions et par ses mines; ses habitans sont comptés à juste titre parmi les plus éclairés de l'Amérique méridionale.

La Nouvelle-Espagne ou le Mexique a également terminé sa révolution. Là, un curé de la grande bourgade de Dolores, nommé Hidalgo, commença l'insurrection en 1810; les tribus indiennes très nombreuses dans ce pays y secondèrent vivement les créoles; après de grands succès, Hidalgo fut vaincu, fait prisonnier et passé par les armes (le 27 juillet 1811). Son successeur Morélos, homme que les patriotes mexicains regrettent encore, convoqua une junte nationale et soutint l'insurrection jusqu'en 1815, la trahison le livra aux Espagnols, et le Mexique parut pacifié lorsque la proclamation de la constitution des Cortès ralluma (en 1817) le feu qui couvait sous les cendres. Don Augustin Iturbide se mit à la tête de quelques troupes et assiégea le vice-roi Apodaca dans la capitale. Un nouveau vice-roi, Don Juan O'Donoju, arriva sur ces entrefaites; il vit qu'il était impossible de lutter contre la force des événemens, et fit avec les insurgés un arrangement d'après lequel fut établie une régence composée du vice-roi, d'Iturbide et de Nogrete. La mort d'O'Donoju mit entièrement fin à l'autorité espagnole, et un congrès mexicain fut convoqué. Iturbide avait d'autres projets que l'établissement d'une république. En 1821, il chassa les cortès, fit arrêter trente de leurs membres les plus influens, et se fit proclamer empereur : l'onction sainte lui fut donnée par quatre évêques; mais le peuple se souleva de toutes parts dès le commencement de 1824; le nouvel empereur fut forcé de déposer la couronne et de s'expatrier en recevant une pension de 25,000 piastres fortes. Encouragé par quelques partisans, peut-être par

Digitized by Google

un cabinet européen, il se rembarqua en 1824 à Southampton et rentra au Mexique ; il n'y trouva pas un seul partisan, fut arrêté et passé par les armes. Depuis cet événement, la plus grande unanimité règne dans la confédération mexicaine qui a formé son gouvernement à l'instar de celui des États-Unis.

Guatimala fut le dernier pays qui se sépara de la métropole; sa révolution, qui s'opéra par une réunion de citoyens paisibles et sans aucune effusion de sang, éclata en 1821. Iturbide essaya de réunir ce pays à l'empire mexicain, et il fit la conquête de quelques provinces; après sa chute, le général Tilasola, qui commandait les troupes mexicaines, se retira d'après le vœu universel des Guatimaliens qui, en 1824, se constituèrent en république; l'installation des deux chambres du congrès eut lieu au commencement de 1825, et, depuis cette époque, toutes les nouvelles arrivées de ce pays annoncent que la liberté y est parfaitement comprise et qu'elle y répand déjà ses bienfaits. La république de Guatimala, ou du Centre, n'est pas une des moins intéressantes dans le nombre de celles qui couvrent le Nouveau-Monde.

Cette dernière révolution, la prise de Vera-Cruz au Mexique, et de Callao dans le Pérou, ont chassé définitivement les Espagnols du continent de l'Amérique. De toutes leurs anciennes possessions il ne leur est resté que l'île de Cuba, située à l'entrée du golfe du Mexique. Le but des nouvelles républiques doit être de conquérir cette position militaire que l'Espagne a considérablement fortifiée en dernier lieu, et d'où son gouvernement se flatte encore de reconquérir des états qui bientôt seront plus puissans que leur ancienne métropole.

Le Portugal n'a point été plus heureux que l'Espagne,

Digitized by Google

et a perdu également sa belle colonie américaine, le Brésil; et cet événement doit servir de preuve que les métropoles ne peuvent, d'aucune manière, tenir sous leur joug des pays devenus trop puissans pour être exploités en colonie. Lorsqu'en 1807 le roi Jean VI prit le parti d'abandonner le Portugal aux armées françaises et de se réfugier à Rio-Janeiro, 15 mille soldats et 11 mille Portugais émigrans le suivirent au-delà des mers. Après la chute de Napoléon, le roi ne se disposa point à retourner en Europe : ainsi le Brésil n'était plus une colonie, et avait plutôt changé de situation avec le Portugal. Mais cela ne suffit pas à ses habitans : ils voulurent un gouvernement moins absolu, et des insurrections partielles éclatèrent principalement dans les provinces du nord, Fernambouc et Bahia. Lors de la nouvelle de la révolution éclatée en Portugal en 1820, les habitans du Brésil réclamèrent avec unanimité une constitution, et le roi fut obligé de l'accorder. Peu de temps après, Jean VI retourna en Europe, laissant son fils aîné comme gouverneur du Brésil. Cet événement fit craindre aux Brésiliens une nouvelle dépendance de l'ancienne métropole : ils se soulevèrent, et don Pédro, pour conserver la plus belle portion de l'héritage de la maison de Bragance, se vit forcé de proclamer lui-même l'indépendance du pays, de prendre le titre d'empereur du Brésil, et de modifier la constitution représentative d'une manière favorable pour la liberté. La tranquillité pourtant n'a été rétablie que depuis peu. Le parti républicain a soutenu une guerre opiniâtre dans les provinces du nord : il a été vaincu, mais on ne sait s'il est détruit entièrement. Les derniers événemens du Portugal, la mort de Jean VI, et la renonciation de don Pédro à sa succession européenne,

Digitized by Google

prouvent que le Brésil conservera désormais son indépendance. L'Amérique entière n'est plus liée à l'Europe que par les liens mutuels du commerce et des intérêts de tous les peuples civilisés.

Dans cette rapide esquisse, il nous a été impossible d'entrer dans les détails les plus intéressans sur chaque pays. Nous avons voulu placer sous les yeux du lecteur un tableau dans lequel il puisse saisir l'ensemble de l'histoire américaine. Les grandes divisions des matières que nous devons approfondir se présentent maintenant facilement à son esprit ; la première de toutes est celle de l'Amérique espagnole et de l'Amérique anglaise. L'une se divise en sept républiques indépendantes et un état monarchique ; l'autre forme une immense république bordée au nord par une colonie anglaise, et se sous-divise dans la vaste étendue des états de l'est (Nouvelle-Angleterre du centre, du sud et de l'ouest ; les nouveaux états formés depuis 1790). Les tribus indiennes, l'Amérique insulaire, les colonies françaises, danoise, russe, anglaise, nous fourniront des articles qui, nous l'espérons, ne seront pas dénués d'intérêt. L'Europe ignore encore quelle sera l'action qu'exercera sur ses habitudes, sur son industrie, sur sa politique, le développement immense qu'a pris le Nouveau-Monde; tout ce qui peut le faire connaître doit exciter l'attention du public européen.

A. S.

Digitized by Google

JOURNAL

D'UN JEUNE AMÉRICAIN

QUI FUT RETENU AU CHILI PENDANT LE COURS DES ÉVÉNEMENS RÉVOLUTIONNAIRES DONT CE PAYS FUT LE THÉATRE.

(Boston 1825.)

Le Chili n'est guère moins étendu que les états de l'Amérique septentrionale qui bordent l'Atlantique : c'est un de ces pays qu'on croit assez connaître quand on sait qu'ils existent. Il a cependant de justes droits à fixer l'attention des nations civilisées et commerçantes : son climat, ses richesses minérales, sa position si favorable à l'exercice d'un grand commerce, auraient été depuis long-temps appréciés, si tous les dons de la nature pouvaient faire équilibre à de mauvaises institutions politiques. Il y a dix ans que, dans les treize cent mille carrés qui composent la surface du Chili, on n'eût pas trouvé une seule presse. Comment, au-delà des mers, eût-on su quelque chose d'une nation qui s'ignorait elle-même à ce point? Probablement aussi que le gouvernement espagnol, peu curieux de montrer aux voyageurs des nations civilisées dans quel état dégradant d'asservissement il tenait l'une des plus riches contrées du globe, hérissait d'obstacles les routes qui conduisaient dans l'intérieur de ses possessions.

Nous ne sommes redevables qu'aux jésuites des renseignemens que nous possédons sur le Chili. En effet, il est voisin de cette immense vallée du Paraguay, principal

Digitized by Google

théâtre de leur puissance. De bonne heure le Chili avait mérité l'attention de ces conquérans dont le prosélytisme ambitieux embrassait un empire plus vaste que celui que rêvèrent Alexandre et Napoléon. Le dominateur le plus puissant des temps modernes n'a pu réunir qu'un petit nombre de royaumes voisins l'un de l'autre : les jésuites ont donné leur mot d'ordre depuis la Californie jusqu'au Japon. Au même moment ils calculaient des éclipses pour les empereurs chinois, instruisaient les fils des rois de France, et présidaient aux conseils des nations dans les savanes de la Plata. Le zèle et le savoir qu'ils ont déployés dans la description des pays qu'ils ont possédés forment aujourd'hui une sorte de compensation aux souvenirs de leur tyrannie : il y a même des contrées qui n'eussent jamais été visitées sans l'ardent génie de leurs missionnaires.

Le *North american review*, qui rend compte des mémoires sur le Chili, a fait précéder cet article d'un coup d'œil historique qui sert d'introduction à la révolution de ce pays : ce morceau est d'un plus grand intérêt peut-être que le livre pour qui il a été fait : nous l'abrégerons seulement dans quelques détails.

Le plus ancien livre sur le Chili, dit le *North american*, est celui du père Ovalhe, intitulé : *Historia y relacion del regno de Chile y de las missiones y ministerios de la compagnia de Jesus*. Le père Ovalhe était né au Chili où il fut admis dans la société des jésuites. Les affaires de son ordre l'ayant conduit à Rome, son ouvrage y fut publié en l'an 1646; c'est un récit assez ridicule des miracles que ses confrères opéraient au Chili, et une histoire fort curieuse des guerres et des établissemens des Espagnols au sud du désert d'Atacama, et à l'ouest des

Digitized by Google

andes, depuis leur première entrée dans ce pays jusqu'à l'année 1643.

Le voyage de Frezier dans la mer du Sud donna en 1718 de nouveaux renseignemens sur le Chili : la relation de ce voyage, publiée à Paris sous le titre de *Relation du voyage à la mer du Sud et aux côtes du Chili, du Pérou et du Brésil, fait de* 1712-14, fut traduite dans les principales langues européennes. Il fut publié en anglais, à Londres, en 1718, avec un *post-scriptum* d'Edmond Halley, et une relation de l'établissement du commerce et des richesses des jésuites au Paraguay.

Il est un ouvrage moins connu et plus intéressant peut-être; c'est celui d'un jésuite allemand, publié à Munster en Westphalie, en 1779, sous le titre : *Bernardi Havestat è soc. Jesu missionarii res chitienses, vel descriptio statûs, tum naturalis, tum civilis regni populique chilensis.* Il était resté pendant vingt ans dans le Chili, comme missionnaire jésuite. Le but de son ouvrage est de faciliter la connaissance de la langue du Chili qu'il assure être autant au-dessus de tous les idiômes connus que les andes du Chili sont au-dessus des autres montagnes de la terre. Cet ouvrage contient une grammaire de la langue chilienne, une traduction en chilien de l'*Indiculus universalis* du père Pomey, un catéchisme chilien en vers et en prose, un ample vocabulaire de la langue chilienne, un vocabulaire latin correspondant au précédent; enfin le journal d'une excursion que l'auteur fit comme missionnaire en 1551 et 1552. Ce livre peut être ajouté à la liste des grammaires et des dictionnaires des langues indigènes de l'Amérique espagnole donnée par M. de Humboldt, dans sa *Relation historique.* Nous ne remarquons en effet dans cette liste d'au-

Digitized by Google

tre grammaire ou dictionnaire chilien qu'un manuscrit en français, *sur la langue des Araucans du Chili*. Molina observe dans la préface de la seconde partie de son histoire, qu'il y a plusieurs grammaires de la langue chilienne, tant imprimées que manuscrites, mais qu'il a particulièrement fait usage de celle de Fèbres, imprimée à Lima en 1765. Garcilasso de la Vega a aussi composé une grammaire chilienne, quoique la langue diffère essentiellement du péruvien qui était la sienne.

Ignazio Molina, créole chilien, homme éclairé et d'une rare sagacité, publia en deux parties, sous le titre de *Saggio sulla storia naturale del Chili*, et de *Saggio sulla storia civile del Chili*, le résultat de ses observations pendant sa longue résidence dans le pays, comme membre de la sociéte de Jésus. Lors de la destruction de l'ordre, il fut chassé des états d'Espagne, et publia en Italie son ouvrage dont la préface indique certains manuscrits du jésuite Olivarès et du chevalier Figueroa comme étant d'une grande importance; d'après lui, les trois plus importantes productions sur l'histoire du Chili seraient encore soustraites à la publicité. La bibliothèque de l'université de Bologne, ville où plusieurs jésuites se rendirent après la suppression de leur ordre est, dit le Journal Américain, le lieu où l'on pourrait retrouver ces ouvrages, particulièrement le manuscrit d'Olivarès qui était entre les mains de l'abbé Molina. Il serait bien de chercher à découvrir des matériaux si intéressans pour l'étude de l'Histoire américaine; le ministre américain au Chili pourrait tirer par exemple des bibliothèques des couvens, à la Conception ou à Santiago, où il est possible qu'ils soient cachés, ces ouvrages et d'autres d'une grande

Digitized by Google

importance pour la connaissance de l'hémisphère que nous habitons [1].

En 1808, on a publié à Middletown, dans le Connecticut, une traduction de l'ouvrage entier de l'abbé Molina faite par un Américain; indépendamment du texte original on a ajouté à cette traduction des notes extraites des versions françaises et espagnoles, et des remarques plus étendues tirées d'un abrégé publié sans nom d'auteur, à Bologne, en 1776, dont nous avons déjà parlé. Cette traduction est suivie d'une analyse de l'*Araucana* d'Ercilla, et de plusieurs extraits de ce poème mis dans les traductions de Hayley et Boyd.

Des quatre poèmes composés pour célébrer les guerres entre les Espagnols et les naturels du Chili, l'*Araucana* d'Ercilla est le seul qui ait obtenu de la célébrité. Bouterwek, dans son histoire de la littérature espagnole, accorde à ce poème le triste avantage de remporter la palme sur les autres épopées espagnoles, lesquelles sont abso-

(1) Molina dit, dans sa préface : « Les histoires, ou plutôt les relations imprimées, outre les quatre poèmes qui ont été publiés sur la guerre araucanienne, sont celles d'Ovalhe, du père Gregorio di Léon, de Gennes Jexillo, de don Melchior dell' Aquila, et un abrégé, sans nom d'auteur, publié en italien en 1776, qui, jusqu'à un certain point, donne une idée plus complète du Chili que les autres ouvrages imprimés, particulièrement sous le rapport de la géographie et de l'histoire naturelle. » L'ouvrage de Jexillo a été publié à Madrid en 1647, sous le titre de *Guerra de Chile*, ce qui nous porte à supposer qu'il a principalement pour objet l'histoire des guerres araucaniennes. Nous ne savons rien des ouvrages de Gregorio di Léon et de Melchior dell' Aquila, que ce que nous venons d'en dire. D'un autre côté, la section de Mensel sur les écrivains chiliens contient les titres de deux ouvrages, probablement historiques, dont Molina n'a point parlé : ce sont *Discursos sobre la Centinela del reino de Chile*, par Mendez, Lima, 1641; et *Historia general del regno de Chile*, par Rosales (jésuite). Le savant bibliographe que nous venons de citer ne nous a fait connaître que les titres de ces ouvrages.

Digitized by Google

lument dépourvues d'intérêt. D'autres critiques n'ont accordé à ce poème qu'un mérite, celui de la fidélité historique. Ercilla, page de Philippe II avant l'élévation de ce dernier au trône, l'accompagna en Italie et dans les Pays-Bas, puis en Angleterre; âgé de vingt-deux ans, il s'embarqua pour l'Amérique méridionale avec le nouveau vice-roi du Pérou. A cette époque la guerre se poussait avec la plus grande vigueur entre les Espagnols et les naturels du Chili, ceux de toute l'Amérique qui opposaient la plus vigoureuse résistance aux usurpateurs européens. Ercilla prit part à cette lutte avec toute l'ardeur de la jeunesse, et voulut immortaliser les événemens dont il avait été le témoin. Dans les défilés déserts des Cordillières chiliennes, sans autre tente que le ciel, et dans le voisinage d'un ennemi qui ne dormait jamais, le barde espagnol chantait la nuit les combats du jour; il fit ainsi les quinze premiers chants de son poème; il termina le reste après son retour en Espagne.

Dans la circonstance mémorable où fut entrepris l'examen de la bibliothèque du chevalier de la Manche, l'*Auracana* de Don Alonzo de Ercilla, l'*Austriada* de Jean Rufo, et le *Monserrato* de Christoval de Nirvès, furent déclarés par le curé les meilleurs livres écrits en vers héroïques dans la langue castillane, capables de le disputer aux plus célèbres productions de l'Italie, et dignes d'être conservés comme l'honneur de la poésie espagnole. Après ces éloges de Cervantès, nous ne devons pas être surpris que beaucoup des compatriotes d'Ercilla l'aient appelé le Virgile ou l'Homère de l'Espagne. Voltaire même regarde la harangue du cacique dans le second chant, comme supérieure à celle de Nestor aux capitaines grecs, dans l'Iliade, ajoutant toutefois que

Digitized by Google

c'est le seul bon morceau qui se trouve dans le poème. L'*Araucana* jouit certainement de l'avantage particulier d'être la plus célèbre composition poétique dont l'Amérique ait fourni le sujet; et pour les Chiliens c'est là le plus précieux héritage de la domination espagnole.

Tels sont les principaux ouvrages qui se rapportent à l'ancien royaume, aujourd'hui république du Chili, pays qui promet d'égaler en importance politique et commerciale les régions les plus favorisées de nos continens : sa latitude correspond à peu près à celle des États-Unis d'Amérique de l'autre côté de l'équateur. Le pays est situé entre les 25e et 43e degrés de latitude sud; sa longueur est calculée à treize cents milles, et sa largeur, entre la mer et les andes, varie de cent vingt à trois cents milles. Il est borné au nord par le désert d'Atacama, qui le sépare du Pérou, à l'est par les andes, au midi par les nations indiennes indépendantes, qui occupent les régions magellaniques des anciens géographes, à l'ouest par l'Océan : sa superficie est estimée à trois cent soixante-dix-huit milles carrés, ce qui fait environ deux fois l'étendue de la France; la population actuelle du Chili, sans compter les tribus indépendantes d'Indiens, est évaluée à 1,200,000 ames.

Les limites naturelles du Chili sont fortement déterminées : le désert à peu près impraticable d'Atacama a établi une barrière politique entre le Chili et le Pérou, depuis nos premières traditions sur ces deux pays. Les aborigènes du Chili forment une race distincte des Péruviens; les conquérans Incas, comme les Espagnols après eux, s'arrêtèrent aux domaines des Araucaniens. Le même désert sera indubitablement une barrière permanente entre les républiques du Chili et du Pérou. Une barrière plus

Digitized by Google

forte encore se trouve à l'est, dans la chaîne des andes. D'après Molina, il y a sept à huit routes qui traversent ces montagnes, mais on ne peut y voyager qu'avec des mules; encore en hiver ces routes sont-elles impraticables. La distance de Santiago à Buénos-Ayres, par la route directe, en traversant les Cordillières, est de douze cents milles.

La frontière qui sépare au sud le Chili des nations indiennes indépendantes est moins bien marquée. La domination espagnole ne s'étendit jamais d'une manière permanente au-delà de la rivière de Biobio, et l'histoire de leurs guerres avec les Araucaniens depuis le temps d'Almagro jusqu'à l'année 1771 a suffisamment démontré la nécessité politique d'étendre la civilisation jusqu'au détroit de Magellan. L'étrange caprice de la révolution qui a placé les Indiens dans le parti royal, et qui a par conséquent forcé les patriotes à les traiter en ennemis, ne peut qu'accélérer leur extinction totale. A l'ouest, le Chili est ouvert à la mer, il possède quelques-uns des plus beaux ports de la côte occidentale de l'Amérique du Sud; quelques îles de peu d'importance gissent sur ses côtes. Celle de Juan Fernandez doit contribuer à faire de Robinson Crusoé un livre d'éducation pour la jeunesse chilienne.

Les possessions espagnoles, dans l'ancien régime, étaient divisées en neuf gouvernemens, sous le nom de vice-royautés et de capitaineries. Le Chili était une de ces cinq capitaineries. Le capitaine général résidait à Santiago, capitale de la province qui, à diverses époques, fut partagée en districts dont le nombre a varié de quatorze à vingt. Les possessions espagnoles ne s'étendent pas maintenant au sud du Biobio; les Espagnols ne conservèrent que la ville

Digitized by Google

et le district de Valdivia, lorsqu'ils furent chassés du reste du territoire des Araucaniens. Ce peuple courageux, ainsi que leurs alliés, les Puelches, occupent un pays très fertile, non-seulement en productions du sol, mais encore en richesses minérales; ce pays s'étend à environ deux cents milles sur la côte, et à plus de quatre cents en profondeur vers les montagnes. Cette tribu remarquable possède une organisation politique aussi régulière que celle de ses voisins civilisés : depuis la paix conclue entre elle et les Espagnols, en 1771, son indépendance fut, en quelque sorte, reconnue, et, par le traité, il lui fut permis d'avoir un envoyé résidant à Santiago.

Robertson a parlé du Chili comme de l'une des plus délicieuses contrées du globe; sa description, peut-être un peu trop poétique, met ce pays au-dessus de toutes les parties de l'Amérique. Quoique voisin de la zone torride, le Chili ne se ressent point, dit-il, des chaleurs excessives de cette latitude; il en est garanti à l'est par les Andes; à l'ouest il est rafraîchi par les brises de la mer. La température de l'air est si douce et si égale que les Espagnols la préfèrent à celle des provinces méridionales de leur pays natal. La fertilité du sol répond aux avantages du climat, et toutes les productions européennes y prospèrent; le blé, le vin, l'huile y abondent; tous les fruits transplantés d'Europe y parviennent à leur parfaite maturité; les animaux de notre hémisphère, non-seulement s'y multiplient, mais s'y perfectionnent; les bêtes à cornes sont d'une plus haute taille que celles d'Espagne; leur race de chevaux surpasse en beauté et en vivacité la fameuse race andalouse dont elle descend. La nature n'a pas épuisé sa munificence à la surface de la terre, elle a encore rempli ses entrailles de richesses : on a découvert, dans diverses

Digitized by Google

parties de ce pays, des mines considérables d'or, d'argent, de cuivre et de plomb.

A côté de cette peinture du grand historien de l'Angleterre si nous mettions celle de l'abbé Raynal, celle-ci ne serait ni moins brillante ni moins emphatique.

Il existe dans le territoire du Chili un grand nombre de montagnes volcaniques, dont douze ou quatorze sont, à ce que l'on dit, dans un constant état d'éruption. On assure qu'il y a trois ou quatre fois l'année des tremblemens de terre, mais, depuis la conquête des Espagnols, on n'en compte que cinq qui aient été d'une violence désastreuse; en 1751, la ville de la Conception fut entièrement renversée par une inondation, suite d'un de ces tremblemens, et toutes les forteresses et villages situés entre les 34° et 40° degrés de latitude furent culbutés jusqu'aux fondemens. Le climat du Chili est très salubre, on y connaît à peine la fièvre et les autres maladies; d'après le témoignage de M. de la Condamine, on n'y a jamais vu d'hydrophobes; on n'y trouve qu'une petite espèce de serpens venimeux.

Sous le rapport de la richesse minérale, il n'y a guère que le Mexique qui l'emporte sur le Chili; outre les pierres précieuses qui s'y trouvent en abondance, telles que les améthystes et les turquoises, il y a, comme nous l'avons dit, de très riches mines de cuivre, d'argent et d'or : quand Molina écrivait, il y a environ un demi-siècle, on comptait mille mines de cuivre entre les villes de Coquimbo et Copiapo, et ce n'était qu'une partie de celles qui se trouvaient dans le royaume du Chili. Frezier, le voyageur dont nous avons déjà parlé, assure qu'il a vu à la Conception une masse de minerai de cuivre qui pesait quarante quintaux dont on a fondu six pièces de cam-

Digitized by Google

pagne d'un calibre de six livres, masse à laquelle n'est pas comparable celle qu'on a trouvée auprès du lac supérieur dans l'Amérique du Sud. Nous ne savons quelle confiance doit inspirer la science minéralogique de Molina; nous omettons quelques-unes des découvertes de ce règne dont il parle dans son histoire.

Les mines d'argent et d'or abondent au Chili, et celles de vif-argent fournissent les moyens de les exploiter avec avantage. Le produit annuel des mines d'or et d'argent du Chili s'élève, d'après M. de Humboldt, à un million sept cent mille dollars [1]; comme on ramasse dans le pays beaucoup de poudre d'or qu'on lave, il n'y a pas de doute que la quantité de ces précieux métaux n'excède de beaucoup celle que l'on enregistre officiellement. M. de Humboldt croit pouvoir évaluer le montant total de l'or et de l'argent que produisent chaque année les mines du Chili, déduction faite de ce que l'on en emporte furtivement, à deux millions soixante mille dollars. Il est agréable d'apprendre que, même dans les colonies espagnoles, la valeur relative des sources de la richesse est si bien appréciée que l'on regarde comme un malheur pour le propriétaire d'une terre fertile la découverte d'une veine de mine dans ses environs.

Ceux, dit Molina, qui désirent entreprendre l'exploitation d'une veine en demandent la permission au gouvernement qui ne la refuse jamais : un député est immédiatement envoyé sur le terrain; sous sa direction et son autorité, la mine est divisée en trois portions : la première est la portion du roi, au nom de qui elle est vendue; la seconde appartient au propriétaire du sol; la troisième à celui qui a découvert la mine. Les propriétaires fonciers

(1) *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, IV, 170.

Digitized by Google

sont dans l'habitude de cacher avec le plus grand soin les mines découvertes dans leurs possessions, à raison du dommage qu'éprouvent leurs fermes par l'affluence des individus qui se portent à la mine. Aussitôt que l'on a connaissance de la découverte d'une riche veine dans un terrain, les paysans s'y présentent en foule, les uns pour s'engager dans l'exploitation, les autres chargés de provisions et de denrées de toute espèce, sachant bien qu'ils s'en débarrasseront avec avantage : il s'établit là progressivement une foire continuelle; on y construit des maisons, et insensiblement on y voit une ville [1].

On peut aisément se faire une idée des peines et des pertes qu'éprouve par là le propriétaire d'une ferme ou d'un vignoble. Il est obligé de sacrifier le produit certain de sa récolte pour le gain précaire d'une mine dont l'exploitation entraîne de grands risques et de grandes dépenses. Il y a même quelque chose de pénible dans l'aspect d'une belle ferme située au milieu des romantiques vallées des andes convertie tout à coup en un désert noir, couvert de fumée, chargé de masses de scories, et rempli de cette populace hideuse qui ne manque jamais de se rassembler autour d'une mine.

Nous ne nous proposons pas d'énumérer les produits des règnes animal et végétal dans ce pays; mais nous devons noter que c'est au Chili qu'on attribue la culture primitive de la pomme de terre, ce végétal, dit M. Humboldt, qui, parmi le grand nombre des productions utiles que nous ont fait connaître les émigrations et les voyages, est depuis la découverte des céréales, celui qui a eu la plus grande influence sur le bonheur des hommes : la pomme

(1) *Molina, saggio sulla Stordes naturole*, élec. 117.

Digitized by Google

de terre, ajoute-t-il, que l'on ne trouve dans aucun endroit des Cordillières situées sous le tropique, abonde dans toutes les provinces du Chili. M. de Humboldt suit en cela l'autorité de l'abbé Molina, qui assure que tous les habitans du Chili connaissent deux sortes de pommes de terre, multipliés sous plus de trente formes différentes; il remarque aussi que tandis que la pomme de terre était connue dans les régions tempérées du sud et du nord de l'Amérique, avant l'arrivée des Espagnols, elle était entièrement ignorée des Mexicains qui furent redevables aux Espagnols de son introduction.

Les eaux de la côte du Chili abondent en poisson. L'abbé Molina assure que la morue est aussi abondante sur les côtes de Juan Fernandez que sur celles de Terre-Neuve.

Le même auteur assure comme un fait certain que la baleine abonde dans les eaux du Chili, et témoigne sa surprise de l'étrange assertion de Buffon qui dit qu'on ne trouve point de baleines dans la mer du Sud.

La direction et le développement que prendra le commerce du Chili, si des institutions libres parviennent à s'y consolider, ne peuvent être assignés d'après ce qui s'est passé sous le gouvernement espagnol. Par un rafinement de la misérable politique du système commercial espagnol, toute communication directe entre le Chili et la métropole fut interdite jusqu'en 1778. La vice-royauté du Pérou fut érigée comme une succursale de la mère-patrie entre les Chiliens et les Espagnols; aucune importation ou exportation ne pouvait être faite entre eux que par la voie de Callao. On croira difficilement, même quand les navigateurs espagnols l'assureraient, que le voyage de Callao à la Conception ait été, pendant un siècle,

Digitized by Google

considéré comme l'affaire d'une année, jusqu'à ce qu'un pilote qui avait observé la succession des vents fit ce voyage en un mois. L'inquisition, cette vénérable institution de la monarchie espagnole, comme le disait l'été dernier *la Gazette officielle de Russie*, fit arrêter ce hardi pilote; et ce ne fut qu'en montrant ses papiers de mer qu'il put convaincre les inquisiteurs qu'il avait fait le voyage sans se servir de moyens plus coupables que ses connaissances dans la navigation. En 1778, tous les ports d'Espagne furent ouverts à un commerce direct avec le Chili, et dès lors le commerce prit une activité inconnue jusqu'alors. A cette époque de prospérité, les Chiliens exportaient au Pérou des cuirs, des fruits secs, du cuivre, des viandes hachées, des chevaux, du chanvre et du froment, et recevaient en échange du tabac, du sucre, du cacao, de la poterie, quelques produits de Quito et des articles de luxe européen; ils exportaient au Paraguay et à Buénos-Ayres des vins (article important des productions du Chili), de l'eau-de-vie, de l'huile et de l'or, et recevaient en retour des mulets, de la cire, du coton, l'herbe du Paraguay (matte) et des Nègres, dont très peu cependant sont esclaves au Chili. Une partie considérable du commerce de l'Europe avec le Chili se faisait aussi par terre, à partir de la rivière de la Plata, jusqu'à ce que les marchands de Lima eurent gagné le gouvernement espagnol et obtenu un ordre qui força ce commerce à prendre la route de l'isthme du Darien et du Pérou. L'abbé Molina donne l'aperçu suivant du commerce du Chili.

« Le commerce extérieur du Chili se fait par le Pérou et par l'Espagne; il emploie au Pérou vingt-trois ou vingt-quatre vaisseaux de six cents tonneaux chacun, dont par-

Digitized by Google

tie sont chiliens et partie péruviens; ils font ordinairement trois voyages par année. Ils exportent du Chili du froment, du vin, des légumes, des amendes, des noix, des noix de coco, des conserves, des fruits secs, du suif, du lard, du fromage, des semelles de souliers, du bois de construction, du cuivre et divers autres articles; ils rapportent en retour de l'argent, du sucre, du riz et du coton; les vaisseaux espagnols reçoivent en retour des marchandises européennes de l'or, de l'argent, du cuivre, de la laine et des cuirs. »

Mais ce n'était là l'état du commerce du Chili qu'à l'époque où Molina a écrit; et si l'on veut se convaincre combien de pareils renseignemens sont peu capables de donner une idée du commerce et des ressources à venir du Chili, on n'a qu'à prendre l'ouvrage de lord Scheffield sur le commerce des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale lorsqu'ils étaient colonies anglaises, et considérer les documens alors existans. La situation où se trouvait l'Amérique septentrionale quand lord Scheffield écrivait est celle où se trouve aujourd'hui l'Amérique du sud, et même la Grèce. Entre cette situation et leur avenir il n'y a rien de commun que leur position géographique; mais tout ce qui fait une nation, la population, les lois, les mœurs, l'esprit public est dans un état de crise dont l'expérience seule nous fera connaître les résultats.

Nous ne saurions fixer l'évaluation du commerce actuel du Chili; nous copions dans une gazette anglaise les résultats suivans qui sont un peu larges, mais paraissent certains.

Digitized by Google

Exportations d'Angleterre au port de Valparaiso, au Chili.

	Livres sterl.
1818.	32,797
1819.	16,819
1820.	17,702
1821.	144,714
1822.	377,909
1823.	462,848

Les importations à Valparaiso ne peuvent donner qu'un aperçu imparfait de cette branche de commerce au Chili. La révolution a mis d'ailleurs un tel désordre dans ce commerce que, quoique le pays produise assez de froment pour en exporter au Pérou et à la région orientale des andes, cependant on a envoyé des États-Unis de la farine au Chili même. Les principaux objets de nos exportations pour ce pays, outre l'article dont nous venons de parler, et qui ne nous a été demandé que par occasion, sont le tabac, le poisson, des meubles, des cotons fabriqués et des chandelles : en retour, nous recevons du cuivre, de l'argent, quelques peaux de chinchilla. Les rapides et nombreux changemens de gouvernement qui se sont succédés, et les désastreuses vicissitudes de la guerre au milieu desquelles les ports de mer ont si souvent changé de maîtres, ayant exposé nos vaisseaux à être toujours pris, ont rendu impossible tout calcul raisonnable pour déterminer la proportion dans laquelle le marché devait être fourni.

Venons enfin à l'ouvrage dont nous nous sommes proposé de rendre compte, et qui fournit sur le Chili des détails plus récens.

Digitized by Google

L'auteur est un jeune américain qui se rendait de la Terre-de-Feu à la côte nord-ouest de l'Amérique méridionale, au mois d'août 1817 : le bâtiment ayant mis à l'ancre devant la baie de la Conception tomba entre les mains des royalistes espagnols qui conduisirent les passagers à la baie de Talcahuano, le seul endroit du Chili qui ne fût pas encore entre les mains des patriotes.

Les provisions apportées par notre vaisseau, dit l'auteur, vinrent fort à propos pour la garnison de cet endroit : les troupes étaient mal armées, et manquaient à peu près de tout ; nous reconnûmes nos mousquets sur leurs épaules, le jour même où on les avait pris à bord ; une grande partie de la cargaison dont ils s'étaient emparés, après les avoir estimés à leur manière, s'était déjà convertie en vêtemens pour leurs soldats.

Nous faillîmes être délivrés par un parti républicain qui se présenta devant Talcahuano et força les royalistes à se retirer ; mais les républicains ayant appris que les royalistes revenaient en force, se replièrent sur Santiago et nous restâmes à Talcahuano.

Les royalistes y revinrent et furent joints par plusieurs députations indiennes : ces ennemis invétérés de la Vieille-Espagne qui a sacrifié tant de sang et de trésors pour les soumettre sont actuellement ses fermes alliés et généralement ennemis des patriotes : on dit qu'il ont beaucoup du vieux caractère araucanien, et que le commerce des Espagnols les a singulièrement corrompus ; s'ils possèdent toujours leur territoire que l'on sait être le plus riche en mines et le plus fertile du Chili, ils en sont probablement moins redevables à leur force qu'à la faiblesse des Espagnols. J'ai vu plusieurs corps de ces Indiens, composés de vingt à soixante individus ; ils ne

Digitized by Google

diffèrent pas beaucoup en général des tribus indiennes qui se trouvent sur les frontières des États-Unis.

Après avoir passé quelques mois à la Conception et jugé de l'influence différente qu'exerçaient dans le pays les deux systèmes qui se combattaient, l'auteur de ces mémoires se retira chez un ami à Gualquil, sur la rive droite du Biobio, à une distance d'environ quarante milles de la côte. Voici quelques-unes des observations qu'il eut occasion de faire sur les mœurs des habitans.

Le mois de juin, dit-il, et les deux ou trois qui suivent, sont une saison de divertissement au Chili : les fermiers, les planteurs et les hommes distingués du pays se rendent partout des visites, non d'une heure ou d'un jour, mais de semaines entières ; on ne fait pas attention au nombre de personnes qui arrivent à la maison de campagne d'un ami ; trente sont aussi bien reçues que trois; on n'y manque jamais de provisions ; riches et pauvres tous apportent leur lit avec eux ; ces lits consistent en huit ou dix couvertures velues et couvertes de peaux de diverses couleurs qui forment l'équipage de leurs chevaux. L'*havio*, c'est le nom que l'on donne à cet équipage, est presque aussi pesant que le cavalier. Après souper, chacun étend son lit, avec la selle pour coussin, et dix ou quinze lits ou même plus sont parfaitement à l'aise dans une salle.

La maison de campagne où je suis peut être regardée comme une des plus belles du pays. La maison a environ quatre-vingt pieds en longueur, sur vingt-cinq en largeur, avec un vaste corridor et trois *quartos ;* on appelle ainsi de petits appartemens qui servent de chambres à coucher. Les murs sont construits en briques cuites au soleil, ont trois pieds d'épaisseur et sont plâtrés en dedans et en

Digitized by Google

dehors ; il y a deux grandes portes opposées l'une à l'autre, et une petite fenêtre; le toit couvert de roseaux et de *tassas*, ou tuiles d'argile cuite, en forme demi-cylindrique, et fixés sur le toit avec du mortier ; il n'y a pas de plancher, l'aire est tout simplement la terre, encore est-elle dure et raboteuse. Il y a peu de maisons qui soient à l'abri de l'eau ; en hiver elles sont extrêmement humides et malsaines; elles ont en général environ douze pieds de hauteur, et n'ont pas d'autre plafond que le toit; près la fenêtre est érigée une plate-forme d'environ vingt pieds de long et de six de large, couverte d'une sorte de tapis de Turquie. Là, les femmes qui n'ont rien à faire restent toujours assises dans l'attitude de nos tailleurs. On trouve fort peu de chaises dans chaque maison, et je ne me souviens pas d'avoir jamais vu soit à la ville, soit à la campagne, une femme assise sur une chaise.

J'assistai à l'un de leurs divertissemens qu'on appelle *rifas*, et qu'on donne partout dans cette saison. Voici comment tout s'y passe : le propriétaire d'une maison de campagne prévient une semaine d'avance le voisinage que tel jour il tuera un cochon et tiendra ses portes ouvertes; dans la soirée de ce jour les hommes et les femmes, jeunes et vieux, se rendent en foule à la maison de tous les quartiers. Le divertissement commence par des chansons accompagnées de guitare; suit alors le fandango qu'on danse dans une partie de la maison, tandis que dans une autre trois ou quatre cercles d'hommes jouent aux cartes. Vers minuit on sert le souper, qui se compose de mets variés ; mais le principal se compose toujours de viande de porc. Le vin, le punch et les autres liqueurs y abondent ; mais chacun doit payer ce qu'il en prend. Ce divertissement se prolonge

Digitized by Google

quelquefois pendant trois jours et trois nuits; on ne se couche que le temps nécessaire pour se reposer et digérer.

Dans des temps plus heureux, notre séjour auprès de Gualqui eût été délicieux. Le paysage aux environs est admirable, et m'a rappelé quelquefois la vallée de Rasselas. La maison est située sur le penchant d'une montagne : en face est un riche vallon arrosé de sources vives et tout couvert d'arbres à fruit. La vigne, l'olive, le limon, la pêche, le coing, la poire et la pomme mûrissent à quelques pas l'un de l'autre. La vallée est bornée par de hautes montagnes couvertes d'arbres et de bosquets toujours verds. Le revers méridional est un immense vignoble : le revers opposé est sillonné de chemins de pied qui conduisent aux différentes *estancias* du voisinage : de leurs sommets on découvre une magnifique perspective qui s'arrête à quarante lieues de là aux Cordillières toujours couvertes de neiges; au-dessous est la route qui conduit du Chili à Buénos-Ayres.

La guerre vint chercher l'auteur de ces mémoires dans ces lieux qu'il vient de décrire : nous passons sur quantité de détails militaires d'un assez mince intérêt. La famille dont il était l'hôte fut forcée de se réfugier dans les montagnes, il la suivit et fut pris avec elle par un détachement royaliste; on les conduisit à Los Angelos, et chemin faisant il vit en ruines *l'Estanciu* qu'il avait habitée pendant l'été.

« La ville de Los Angelos est située à peu près au centre d'une immense plaine bornée d'un côté par la rivière de Biobio, de l'autre par des montagnes de moyenne hauteur; la plaine offre aux bestiaux d'excellens pâturages, et au pied des montagnes on trouve des fermes d'un grand pro-

Digitized by Google

duit. La ville est construite sur le même plan que la Conception; c'est le même style d'architecture, les rues sont larges, à angles droits; mais les maisons particulières ne sont pas aussi bien bâties, ni construites avec d'aussi bons matériaux; les édifices publics sont bien inférieurs à ceux de l'autre ville.

« D'un côté de la place se trouve un large château ou fort environné d'un fossé profond et de murs épais dans lequel on peut caserner un millier de soldats. Il semble avoir été construit pour garantir le pays contre les incursions des Indiens; vis-à-vis de ce fort est la seule église et le seul couvent qui existent dans la ville; ils ne sont ni grands ni remarquables, ni richement ornés dans l'intérieur, tandis que dans plusieurs autres villes du pays moins considérables, l'on trouve à chaque pas une église et un couvent. Les mœurs des habitans paraissent différer très peu de ceux de la Conception : la couleur, particulièrement dans les basses classes, est plus foncée, ce qui se conçoit aisément raison du voisinage des Indiens. Le nombre des habitans dans les temps ordinaires s'élève à environ six mille : tout récemment il s'est élevé à environ dix mille.

« Ainsi que je l'ai déjà dit, cette ville est l'entrepôt de tous les articles de commerce entre les Indiens et les habitans de la province : dans la principale rue qui a environ un mille de longueur on remarque plus d'activité et d'industrie qu'il n'y en a généralement dans le pays. Au centre de la ville coule un ruisseau large et limpide qui descend des Andes, et contribue beaucoup à la salubrité et à la propreté de la ville : les maisons sont propres, celles des faubourgs sont si bien cachées sous des bosquets d'arbres à fruits, qu'en marchant dans les rues qui les séparent on a peine à se croire dans une ville. De Los Angelos on voit la chaîne

Digitized by Google

des Andes : on s'imagine être au pied des montagnes dès qu'on les voit ; l'on est fort surpris d'apprendre qu'on en est encore éloigné de dix lieues.

« Pendant mon séjour à Los Angelos, les députés de dix ou quinze tribus indiennes s'y rendirent pour offrir leurs services au commandant en chef. Dans cette circonstance les députés furent solennellement reçus par un officier général, et honorés d'une salve d'artillerie et de mousqueterie. Alors quelques-uns des plus hardis d'entre eux coururent vers le canon, brandirent leurs lances au moment de la décharge, ayant l'air de la braver. Ces marques d'héroïsme furent vivement applaudies par leurs camarades. Du reste on aurait vainement espéré les assujétir à une discipline régulière ou à une subordination quelconque : ce n'était pas une tâche aisée que de maintenir un peu d'ordre parmi eux. L'empressement avec lequel leurs secours furent acceptés leur prouva combien on les croyait nécessaires au succès de la cause royale : il est vrai que le commandant en chef actuel, don Francisco Sanchez, conserva long-temps sur eux une influence extraordinaire ; je doute cependant que son nom et sa présence fussent aujourd'hui aussi efficaces pour les tenir dans l'ordre et nourrir leur enthousiasme que les immenses quantités de vivres et de provisions que l'on tira de toutes les parties de la province pour satisfaire leur exigence. Leur camp établi à un peu plus d'une lieue de la ville présentait une des scènes les plus singulières qui aient frappé mes regards. A midi, on les voyait unis en groupes autour de leurs feux, dévorant leur chair de cheval à moitié rôtie avec la voracité des tigres. Venait ensuite le vin dont ils avalaient généralement une dose suffisante pour tomber sans connaissance sur la terre.

Digitized by Google

A chaque tribu étaient attachés deux ou trois citoyens de Los Angelos qui par un long commerce avec elles avaient appris leur langage, et qui servaient de commissaires et d'interprètes dans leurs communications avec le gouvernement. »

Nous ne suivrons pas le journal américain dans la suite de cette analyse, nous nous bornerons à indiquer comme complétant à peu près les renseignemens sur le Chili les deux rapports faits au gouvernement des États-Unis par M. Poinset et par le juge Bland. Nous pourrons avoir occasion de revenir sur ces deux pièces qui méritent une mention particulière. A. C.

ESQUISSES HISTORIQUES

SUR BUÉNOS-AYRES.

Avant de reconnaître les républiques de l'Amérique du Sud, l'Angleterre, pour éclairer sa détermination, avait envoyé près de ces nouveaux états des commissaires chargés de lui faire connaître leur situation et leurs ressources. Cette enquête fut faite à Buénos-Ayres en 1824 par M. Parish, qui reçut de M. Nunez, secrétaire des affaires étrangères et de l'intérieur dans cette république, la plupart des renseignemens qu'il était venu chercher. M. Nunez a recueilli et publié tout récemment les divers mémoires et documens officiels par lesquels il avait répondu aux questions de M. Parish, et nous avons sous

Digitized by Google

les yeux une traduction de cet ouvrage encore augmenté par M. Varaigne, l'éditeur français. S'il existait un pareil livre pour chacun des états de l'Amérique du Sud, on aurait la quantité de matériaux nécessaires pour exposer ou expliquer les événemens dont cette partie du Nouveau-Monde a été le théâtre depuis vingt ans. Nous choisissons parmi les différens mémoires composés par M. Nunez celui dans lequel il se propose de faire connaître l'origine, le caractère et les progrès de la révolution dans les provinces unies de la Plata, et nous allons l'analyser rapidement.

M. Nunez croit devoir s'élever contre cette opinion que la partie de l'Amérique du Sud à laquelle il appartient a profité des embarras dans lesquels se trouvait l'Espagne en 1808 pour secouer le joug; il rappelle que, dans le cours de cette guerre désastreuse, l'Amérique vint au secours de la mère-patrie par l'envoi de subsides considérables; que cependant les assemblées qui dominèrent tour à tour ou ensemble durant la captivité de la famille royale d'Espagne ne tinrent qu'une conduite impolitique et immorale envers l'Amérique; que les deux dynasties qui se disputaient la Péninsule firent soutenir en Amérique par leurs agens des prétentions également despotiques; et qu'enfin cette nation s'étant donné une constitution, au lieu de vouloir faire partager à ses colonies le bienfait d'institutions libérales, leur proposa la représentation aux cortès par un nombre de députés tout-à-fait insuffisant, et leur prescrivit un mode d'élection qui rendait cette garantie illusoire. Ainsi, dit M. Nunez, pour nous relever de l'état d'abaissement dans lequel nous avait plongés une tyrannie déjà si ancienne, nous avons dû chercher une existence politique séparée de celle de l'Espagne.

Digitized by Google

La scission étant opérée, il fallut organiser un gouvernement capable de la soutenir; là-dessus on se partagea de sentimens : tous étaient d'accord sur le but, mais différaient sur le choix des moyens, et généralement étaient peu capables d'apporter dans ce choix des lumières suffisantes. Les hommes qui marchaient en tête du mouvement n'avaient guère d'idée arrêtée que celle de la justice de leur cause, quelques notions sur la révolution française dont ils avaient secrètement parcouru les fastes en les dérobant, avec le plus grand péril, aux yeux toujours ouverts des inquisiteurs; mais, d'ailleurs, ils ne savaient de la science sociale que ce que leur en avait appris un gouvernement trop habile à vicier nos forces morales et à prolonger notre ignorance.

Si le simple récit de notre révolution n'indique pas, comme résultats immédiats, de grands biens intérieurs, et n'a présenté que peu de motifs de crédit à l'extérieur, il est bien remarquable que nous ayons pu, abandonnés à nous-mêmes, faire ce que nous avons fait, consolider notre révolution sans contracter dans l'intérieur aucune autre dette que celle de 4 millions de piastres, laquelle est dans un état graduel d'amortissement. Il est malheureusement vrai que souvent nous avons détourné l'épée du sein de l'ennemi pour la diriger contre des frères; mais l'histoire de tous les peuples d'Europe n'offre-t-elle pas de ces scènes dégradantes? Où l'Espagne elle-même en est-elle aujourd'hui?

Les circonstances malheureuses dans lesquelles s'est trouvée Buénos-Ayres n'ont point arrêté cette fureur de domination qui porte les Européens vers le Nouveau-Monde. Avant 1810, la maison de Bragance alléguait les droits éventuels de Charlotte de Bragance; mais, au fond,

Digitized by Google

se prévalait de la captivité des princes d'Espagne. La France, dit M. Nunez, après la chute de Napoléon, nous a offert le duc d'Orléans et le prince de Lucques ; on a même eu le dessein de nous donner Francisco de Paula, frère de Ferdinand VII. Comment des cabinets aussi éclairés que ceux de l'Europe ont-ils pu songer à établir à Buénos-Ayres une monarchie absolue, à nous donner un gouvernement qui, de son essence, voulût étouffer les principes libéraux germés dans tous les cœurs ? L'Europe ne connaît point ce pays, et il n'y a que cette ignorance qui puisse l'absoudre au tribunal de l'histoire de ses tentatives pour nous soumettre à ses propres systèmes. Une population peu nombreuse, des mœurs douces, les fortunes moyennes, l'égalité des conditions, l'esprit d'indépendance et la haine du fanatisme, une vie principalement agricole et pastorale, voilà quels sont nos élémens de liberté; et si l'Europe veut voir l'Amérique convertie en une mer de sang, elle n'a qu'à persister contre nous dans ses plans monarchiques. C'est son injuste intervention qui a suscité parmi nous tant de résistance et rendu si difficile l'établissement d'un gouvernement général. Le mouvement insurrectionnel qui eut lieu au commencement de 1820, et qui rompit le lien fédéral entre les diverses provinces de la république, fut, en grande partie, produit par la résistance au projet de la France de faire couronner le prince de Lucques : une confusion générale s'ensuivit; la guerre civile éclata jusqu'au sein des villes; Buénos-Ayres souffrit surtout des maux de l'anarchie, et ce ne fut qu'après une assez longue effusion de sang que le calme fut rétabli.

Au milieu de 1821, on commença à poser quelques bases d'organisation. Une administration composée de citoyens

Digitized by Google

qui, ayant exercé au dehors des fonctions, y avaient acquis les lumières nécessaires, décréta que le pays ne pouvait être gouverné que par un système représentatif républicain, et il fut immédiatement pourvu à l'établissement d'une chambre de représentans L'administration provisoire fit des lois pour l'inviolabilité de la propriété, s'imposa la publicité de ses actes, rappela les proscrits par une loi d'oubli, jeta les fondemens de la tolérance religieuse. Au lieu de chercher à rétablir le lien d'union entre les provinces qui s'étaient séparées de Buénos-Ayres, les législateurs eurent la sagesse de se borner à consolider la révolution dans la province de Buénos-Ayres, la plus importante de toutes. Voici ce qui fut fait dans ce but.

Chaque district des campagnes composé généralement de deux à quatre mille ames fut doté par le trésor public d'une école primaire. Dans la capitale, on fonda un nombre correspondant d'écoles du même genre, une université, un collége des sciences morales, un autre des sciences naturelles, un pour les études ecclésiastiques. L'administration de la justice, celle des secours publics, celle de la police reçurent des améliorations encore éloignées de la perfection, mais qui peuvent passer pour de grands bienfaits quand on considère l'état où étaient ces diverses branches de service public sous le gouvernement des Espagnols.

Quant à l'armée, il fut reconnu en principe que l'indépendance du pays étant hors de tout danger de la part de l'Espagne, elle ne pouvait plus avoir de destination que contre les incursions des Indiens de l'intérieur qu'un petit nombre de troupes permanentes suffisait pour garantir de ce danger. Tous les cadres militaires jugés inu-

Digitized by Google

tiles furent donc licenciés, ce qui s'opéra sans confusion ni opposition; et la course maritime fut abolie, ce qui concourut à rétablir notre crédit chez les nations neutres.

Le gouvernement de Buénos-Ayres devait prendre une attitude diplomatique qui montrât qu'il connaissait sa position, celle de l'Amérique entière et celle de l'Europe; il déclara à la fin de 1821 qu'il n'accueillerait aucune communication diplomatique ou commerciale appuyée par les armes. Au mois de décembre 1823, l'agent commercial des États-Unis qui résidait depuis deux ans fut remplacé par un ministre plénipotentiaire de cette nation, et de son côté Buénos-Ayres eut près de la république un ministre chargé de faire adopter ce principe d'un intérêt tout américain, qu'aucun des nouveaux états du continent ne pourrait par la violence faire changer ses limites reconnues à l'époque de l'émancipation. Ce principe avait déjà été enfreint par l'empire du Brésil. A la fin de 1821, un agent public de cette cour se présenta à Buénos-Ayres; il apportait de Rio-Janeiro l'acte de reconnaissance de la république; mais on demandait plus de lui. La côte orientale de la Plata qui porte le nom de province de Monte-Video avait été occupée, pendant les troubles en 1817, par le Brésil, sous le prétexte de la garantir des maux de la guerre civile. Cette occupation s'était changée en une usurpation manifeste, et l'agent brésilien gardait le silence sur cette injustice; l'acte de reconnaissance ne fut donc pas agréé. A cette époque, la cour de Portugal retourna en Europe, et malgré le premier refus, renouvela de Lisbonne ses propositions de reconnaissance.

Comme cela avait été prévu, le changement de rési-

Digitized by Google

dence de la maison de Bragance rompit le lien entre le Brésil et le Portugal. Un agent vint de Rio-Janeiro demander la reconnaissance du nouvel empire ; mais comme il n'offrait pas en même temps la restitution de Monte-Video, qu'au contraire cette province figurait sur les armes de l'empire comme lui appartenant, Buénos-Ayres refusa l'acte demandé. Toutefois la république ne voulant pas recourir à l'épée pour terminer une contestation sur laquelle on pouvait s'entendre, envoya proposer au gouvernement brésilien des conditions de restitution avantageuses aux deux pays ; elles furent refusées, et avec une telle affectation de malveillance que dès lors une guerre cruelle parut inévitable.

La Grande-Bretagne est le seul pays d'Europe, dit M. Nunez, qui se soit acquis parmi nous une affection solide : nous ne pouvons oublier que cette nation a secondé nos premiers efforts en 1810 ; qu'en 1814 elle a empêché le Portugal d'intervenir dans notre querelle avec l'Espagne ; enfin la nomination d'un consul anglais à Buénos-Ayres semble nous assurer pour l'avenir les liens d'une intimité avantageuse pour les deux pays.

Voici la marche et l'état de nos relations avec l'Espagne depuis trois ans. En 1823 nous avons reçu deux agens de Ferdinand VII, alors roi constitutionnel ; nous leur avons déclaré que la base primitive de toute espèce de traité devait être de la part de l'Espagne la reconnaissance, non-seulement des provinces de Rio de la Plata, mais encore de tous les états de l'Amérique espagnole, et pour sauver la cause de la constitution en Espagne, nous avons offert de faire voter vingt millions de piastres entre tous les états américains : les négociations ont traîné en longueur, et

Digitized by Google

pendant ce temps les cortès ont été chassés[1]; le pouvoir absolu une fois rétabli il n'y a plus eu de conciliation possible. Tel est, quant à présent, l'état de nos relations avec l'Europe.

La branche la plus active et la plus importante du gouvernement de Buénos-Ayres, les finances, a été constituée par une série de décrets publiés par M. Nunez; le droit d'établir des impôts, leur mode de perception, celui de l'exposition des comptes ont été réglés par des lois spéciales, comme il convenait à un gouvernement libre. Les principaux revenus du pays proviennent des douanes : la plus

(1) *Négociation pour voter en faveur de l'Espagne la somme de vingt millions de piastres.*

L'honorable assemblée des représentans de la province, usant de la souveraineté ordinaire et extraordinaire dont elle est revêtue, a sanctionné avec valeur et force de loi ce qui suit :

La guerre que le roi Louis XVIII se prépare à faire à la nation espagnole étant directement et principalement opposée aux principes reconnus par l'article 1er de la loi du 10 mai 1822, dans le cas où cette agression se réaliserait, le gouvernement demeure autorisé à faire les négociations nécessaires pour que, après la conclusion du traité définitif de paix et d'amitié avec S. M. C. sur les bases de la loi du 19 juin, dont est préliminaire la convention du 4 juillet de la présente année, il soit entre tous les états américains reconnus indépendans, en conséquence du susdit traité définitif, voté pour soutenir l'indépendance de l'Espagne sous le système représentatif, la même somme de vingt millions de piastres que les chambres françaises ont accordée au mois de mars à leur gouvernement, pour détruire leur indépendance.

Ceci communiqué par ordre de l'honorable assemblée à Son Excellence pour y donner l'effet convenable.

MANUEL DE ARRAGO Y PINEDO, président;

JOSE SEVERO MALAVIA, *secrétaire.*

A Son Excellence le gouverneur de la province.

Salle des Sessions,

Buénos-Ayres, 22 juillet 1823.

Digitized by Google

grande partie des objets importés paient quinze pour cent; ceux dont on veut favoriser davantage l'importation ou dont on craint l'introduction clandestine paient de cinq à dix pour cent; ceux qu'on regarde comme dangereux paient vingt, vingt-cinq et trente pour cent. Il est probable, dit M. Nunez, que bientôt un taux moyen de droits sera fixé ; on s'attachera du moins à les diminuer graduellement, parce qu'on reconnaît l'inconvénient d'une pareille source de revenu, et l'on augmentera dans la même proportion les impôts intérieurs qui sont très faibles. On sera forcé de maintenir les droits sur les sorties par mer et par terre jusqu'à l'établissement complet du système de revenus territoriaux, et l'on espère arriver promptement à cette condition, car les biens de l'état sont considérables et augmentent continuellement de valeur; ils se louent déjà à raison de 80 piastres par an la lieue carrée. Voici ce qu'on a fait pour établir le crédit public. On a uniformisé toute la dette nationale depuis et avant 1810. Ensuite on a créé deux millions de piastres à quatre pour cent et trois à six pour cent. A la fin du mois de mai 1822, on avait amorti la dixième partie du principal des cinq millions de piastres, et lorsqu'on émit pour la première fois les billets qui représentaient les fonds consolidés, ils se vendirent ceux de six à vingt-huit, et ceux de quatre à proportion, tandis qu'aujourd'hui les premiers sont de soixante-dix à soixante-seize.

M. Nunez a joint à ce mémoire toutes les pièces relatives à l'organisation politique, aux progrès intérieurs et aux relations extérieures du pays. Celles qui ont rapport à l'usurpation de Monte-Video par le Brésil sont d'une assez grande importance, puisque de là est venue la guerre ac-

Digitized by Google

tuelle entre cet empire et Buénos-Ayres[1]. Voici un tableau des revenus perçus dans la province pendant les années 1822 et 1823.

PREMIÈRE CLASSE.

Droits, contributions et autres impôts.

	Piastres.	Réaux.	Piastres.	Réaux.
Douane, entrées maritimes.	3,209,574	» 1	3,616,348,7	1/2
Sorties maritimes.	358,648	» 5		
Entrées par terre	39,447	» 1 1/4		
Contrebandes saisies				
Droits de port.	80,012	» 4 1/2	658,119,4	
Papier timbré.	189,207	» 6		
Contribution directe	60,668	» 7		
Dîmes abolies en 1822. . . .	50,682	» 4 3/4		
Divers	277,547	» 5 3/4		

DEUXIÈME CLASSE.

Produit de la vente des propriétés publiques.	148,933,6	1/2

TROISIÈME CLASSE.

Loyers, rentes et profits d'autres mutations.	158,192,1	
Dépenses de la province pendant lesdites années.	4,581,594,2	3/4

PREMIÈRE CLASSE.

Rente de la dette consolidée	520,000	0	632,818,1
Amortissement de celle-ci	112,818	1	

(1) L'ouvrage publié par M. Varaigne renferme, sur la querelle survenue entre le Brésil et la république de Buénos-Ayres, un autre Mémoire de M. Nunez qui ne suffit pas à l'explication de ces événemens, mais pourra beaucoup y contribuer quand la version opposée sera connue.

Digitized by Google

DEUXIÈME CLASSE.

Dettes antérieures à 1822 acquittées en argent.	301,101,6 1/2

TROISIÈME CLASSE.

Dépenses ordinaires et extraordinaires.	3,667,154,5
	4,601,074,4 1/2
Balance à la fin de 1823.	19,480,1 1/2

Les explications qu'on a jointes à cet état imputent ce déficit de 19,480,1 à l'existence de dettes antérieures à cette période, et sans lesquelles il y aurait eu au contraire un excédant de 132,687,6 1/4.

Depuis l'époque à laquelle répondent ces renseignemens, ceux du même genre qui sont réunis dans le livre de M. Nunez constatent une suite de progrès assez rapides, et que le traité de commerce conclu par cette république avec l'Angleterre au mois de février 1825 est venu consolider. L'histoire de la république de Buénos-Ayres pendant les deux dernières années est toute entière dans la succession remarquable des actes du gouvernement relatifs à l'organisation intérieure et à la politique extérieure de la république. Nous aurons occasion de revenir sur les travaux de cette administration, dont la marche lente et méthodique n'a été ni retardée par les nécessités résultantes de la guerre contre le Brésil, ni précipitée par cette impatience de résultats si naturelle aux jeunes nations. La guerre actuelle, quelle que soit son résultat, ne détruira point la liberté de Buénos-Ayres : il s'agit de la possession d'une province et non de l'existence politique de l'une ou de l'autre des deux nations qui se la disputent. Au moment où nous terminons cette notice, on assure qu'à la suite de la détermination que vient de prendre l'empereur

Digitized by Google

du Brésil, et qui excite de la part de nos journaux une si vive sympathie constitutionnelle, la guerre entre l'empire brésilien et la république argentine a été suspendue et que déjà ces deux états traitent de la paix. Les nouveaux événemens du Brésil ne sont pas encore assez expliqués pour qu'on puisse prévoir en quel sens ils influeront sur les destinées de l'Amérique du Sud. Il y aurait de la précipitation à louer, quant à présent, dans la concession impériale faite au Brésil, autre chose que l'intention généreuse de don Pedro, et il est bien permis de douter si les peuples auxquels sa volonté octroie une partie de leurs droits ne portaient pas plus loin leurs prétentions, si la monarchie constitutionnelle, cette espèce de trève entre des abus encore puissans et des droits encore contestés, peut se maintenir ailleurs que sur un terrain où le mal et le bien ont jeté des racines également profondes. La monarchie constitutionnelle peut rajeunir de vieilles sociétés, mais elle ne saurait en créer de nouvelles. En général les nations américaines paraissent comprendre que pour rendre effective une existence qui à bien des égards n'est encore que nominale, elles doivent tendre à ce qu'il y a de plus simple, de moins coûteux, et de plus puissant comme ordre social. Elles ne sont ni assez corrompues, ni assez éclairées, ni assez riches pour trouver le bonheur dans ce qui fait aujourd'hui le nôtre.

Digitized by Google

DOCUMENS OFFICIELS.

En Amérique, et surtout aux États-Unis, les actes officiels des gouvernemens, tels que messages des présidens, rapports faits au congrès, messages des gouvernemens, des états, ont une importance que ne sauraient avoir ailleurs les actes du pouvoir. La liberté illimitée de la presse censurant avec la plus grande sévérité tous ces actes, et l'inquiétude des Américains sur tout ce qui touche à leurs intérêts étant continuellement en éveil, on peut généralement admettre comme incontestables, et toujours considérer comme dignes d'examen, tous les faits auxquels le pouvoir donne de la publicité. Les pièces de ce genre, recueillies dans l'Amérique du Sud, ne sont encore que des matériaux pour l'histoire des nouveaux états qui la composent; celles que fournit l'Amérique du Nord importent à l'histoire de la civilisation et des perfectionnemens généraux de l'espèce humaine. Nous sommes loin de considérer la civilisation de l'Amérique comme supérieure à celle de l'Europe, mais nous la croyons munie d'armes bien autrement puissantes et elle n'a point gagné son terme.

Digitized by Google

MESSAGE

DE M. JOHN QUINCY ADAMS,

Président des Etats-Unis,

AUX DEUX CHAMBRES DU CONGRÈS,

AU COMMENCEMENT DE LA SESSION DE 1826.

Nous donnons en entier cette pièce dont quelques extraits ont été publiés dans le Moniteur, le Journal du Commerce et le Courrier français. Le *Message* de M. Adams est peut-être le morceau le plus remarquable en ce genre qui ait été composé en Amérique depuis l'établissement du gouvernement fédératif; c'est une vue à la fois large, complète et consciencieuse de la situation actuelle des Etats-Unis. M. Adams était connu comme l'un des écrivains et des économistes les plus distingués de l'Amérique, et avait déjà rempli d'importantes fonctions, lorsqu'il a été appelé à la présidence. Son *Message* a fait une vive sensation partout où il a été lu, et a provoqué dans le congrès des délibérations de la plus haute importance, et qui feront distinguer cette session dans l'histoire des Etats-Unis.

En jetant un coup d'œil sur l'état général des affaires de notre bien-aimée patrie, notre première pensée est de rendre graces au souverain dispensateur de tout bien de ce que sa providence a continué à s'étendre sur nous; de ce que les trésors de la terre nous ont été donnés par elle en abondance; enfin de ce que nous avons pu goûter, en

Digitized by Google

paix au dehors, unis au dedans, le bienfait de la protection divine. Il y a peu d'exemples dans l'histoire de l'homme civilisé d'une période de temps pendant laquelle la condition des nations chrétiennes ait été si généralement tranquille et prospère.

L'Europe, à quelques malheureuses exceptions près, a joui de dix années de paix pendant lesquelles les gouvernemens européens, quel que soit leur principe constituant, ont successivement été forcés de reconnaître que la fin pour laquelle ils sont établis est le bonheur des peuples, et que l'exercice du pouvoir ne peut être justifié que par les services qu'il rend aux hommes sur qui il s'étend.

Pendant le même temps, nos relations avec toutes ces nations ont été amicales et continuent à l'être.

En Angleterre, le système naval et commercial a subi, dans son organisation municipale, d'importans changemens, mais dont l'effet sur les intérêts des autres nations, et principalement sur les nôtres, n'a pu encore être apprécié. Dans le renouvellement mutuel des missions diplomatiques, les deux gouvernemens se sont donné de nouvelles preuves de cette cordialité à laquelle nous avons dû jusqu'ici l'accord de quelques difficultés, et qui nous promet la solution non moins prompte et satisfaisante de celles qui peuvent exister encore ou qui pourraient s'élever par la suite.

La politique des Etats-Unis dans leurs relations commerciales avec les autres nations a toujours été du caractère le plus libéral. Dans l'échange des produits respectifs, ils se sont tout-à-fait abstenus de prohibitions et du droit de lever des taxes sur les exportations : s'ils ont favorisé leur marine dans leurs propres ports par quelques priviléges, ce n'a été que pour répondre à des

Digitized by Google

faveurs du même genre faites par les nations étrangères à leur marine, au détriment du commerce américain. A la fin de la dernière guerre, les États-Unis proposèrent à toutes les nations maritimes de supprimer le système des taxes, restrictions et exclusions imposées au commerce, et de placer toutes les marines marchandes vis-à-vis l'une de l'autre sur un pied d'égalité parfaite en établissant partout les mêmes droits d'entrée et de sortie : cette offre a été partiellement et successivement acceptée par la Grande-Bretagne, la Suède, les Pays-Bas, les villes anséatiques, la Prusse, la Sardaigne, le duché d'Oldenbourg et la Russie, enfin, sous certaines modifications, par la France. En 1824, toutes ces nations nous ont confirmé leur adhésion à cet égard, et nous avons continué à offrir ces conditions à celles qui ne les avaient point encore acceptées. Ces conditions sont encore soumises à une importante restriction : la suppression des taxes et droits de tonnage est limitée à certains produits de la terre, ou articles manufacturés. Le congrès examinera, dans cette grave question, si l'exception faite ne doit pas être abandonnée, et s'il ne convient pas de donner la plus grande extension possible à la liberté d'importer en ce pays. Des propositions de ce genre nous ont déjà été faites par plus d'un gouvernement européen, et il est probable que si la réciprocité de ces avantages s'établissait entre nous et une puissance navale du premier ordre, l'expérience du bien qui en résulterait pour les deux parties conduirait à un semblable arrangement avec les autres nations.

Le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les États-Unis le 24 juin 1822 n'était dans la pensée des deux parties, comme l'indique la rédaction de l'acte, qu'un arrangement temporaire sur celles des

Digitized by Google

difficultés élevées entre les deux nations qu'il paraissait urgent de régler. Ce traité devait rester deux années en vigueur, et au-delà de ce terme continuer encore jusqu'à la conclusion d'un traité définitif, ou jusqu'à ce qu'une des deux parties déclarât qu'elle n'adhérait plus à ces bases provisoires. D'aucune part encore cette déclaration n'a été faite, les conditions ayant été mutuellement avantageuses; mais il reste à s'entendre sur plusieurs points qui intéressent vivement les citoyens et sujets des deux pays, et principalement sur une masse de réclamations élevées contre le gouvernement français par les citoyens des États-Unis auxquels une indemnité est due comme ayant été dépouillés ou atteints dans leur propriété à l'époque de la dernière guerre. Dans la longue période pendant laquelle de continuels et pressans appels ont été faits à ce sujet à l'équité et à la magnanimité de la France, la justice de ces réclamations n'a jamais été niée et ne pouvait l'être : on espérait que l'accession d'un nouveau souverain au trône de France serait une occasion favorable pour présenter de nouveau cette affaire; mais les insistances réitérées de notre ministre près la cour de France n'ont point encore obtenu de réponse. S'il existait un tribunal qui pût prononcer sur la légitimité des réclamations ainsi élevées par une nation contre l'autre, assurément une indemnité convenable nous serait adjugée par ce tribunal : les Pays-Bas, Naples et le Danemarck se sont accordés avec nous sur des contestations du même genre. En 1819, nous avons obtenu de l'Espagne, après plusieurs années de délais qui ont attesté notre patience, l'indemnité qui nous était due ; nous avons obtenu de la Suède un compromis auquel ont adhéré les Américains intéressés dans les réclamations

Digitized by Google

faites à ce gouvernement; ceux de Danemarck et de Naples ont tout récemment accédé à nos demandes : nous n'oublierons rien pour obtenir la même justice de la France, par les moyens qui sont dans les attributions constitutionnelles du pouvoir exécutif, et sans recourir aux mesures par lesquelles on se rend justice à soi-même, mesures qui sont de la compétence exclusive de la législature aussi bien que le temps, les circonstances et l'occasion qui pourraient les rendre nécessaires.

5. Je rends hommage à l'esprit libéral qu'a montré la république de Colombie en faisant droit à des réclamations du même genre. Le congrès remarquera, parmi les documens qui lui sont soumis, un traité de commerce et de navigation avec cette république, dont les conditions ont été réglées depuis le dernier ajournement de la législature. Nous avons l'intention et l'espoir de conclure de semblables traités avec les autres républiques du Sud. Les bases posées par les États-Unis sont une réciprocité entière et indéfinie, et en même temps l'obligation mutuelle pour les deux parties de se tenir constamment sur le pied de la plus parfaite indépendance vis-à-vis d'autres nations : ces deux principes sont indispensables pour délivrer à tout jamais l'hémisphère américain de la servitude et des exclusions imposées par les métropoles : ce grand fait se réalise par la seule force des choses, et la résistance encore opposée dans certaines parties de l'Europe à la reconnaissance des républiques du Sud comme états indépendans hâtera sans aucun doute son entier accomplissement. Il fut un temps, et ce temps n'est pas loin de nous, où les nouvelles républiques pressées d'obtenir une reconnaissance nominale auraient accepté une indépendance fictive à des conditions onéreuses, et au

Digitized by Google

prix d'avantages commerciaux garantis aux anciennes métropoles, au détriment des autres nations; elles savent aujourd'hui que de telles concessions faites aux puissances d'Europe seraient incompatibles avec l'indépendance qu'elles ont proclamée et maintenue.

Parmi les mesures que leur ont suggérées leur changement de position et la nature de leurs mutuelles relations est celle d'assembler à Panama un congrès où chacune serait représentée pour délibérer sur les intérêts communs. Les républiques de Colombie, du Mexique et de l'Amérique centrale ont déjà envoyé des plénipotentiaires à cette assemblée, et les États-Unis ont été invités à s'y faire représenter aussi par des ministres. Ces ministres seront désignés et prendront part aux délibérations, autant que cela sera compatible avec cette neutralité, de laquelle il n'est ni dans notre intention ni dans le désir des autres états américains que nous nous départions.

Les commissions nommées d'après l'article VII du traité de Gand (pour déterminer la frontière commune entre les États-Unis et les possessions anglaises) sont si près de terminer leurs travaux que d'après le dernier rapport de l'agent des États-Unis, il y a lieu d'espérer que cette commission pourra être rappelée après une dernière réunion fixée au 22 mai de l'année prochaine.

L'autre commission appointée pour régler l'indemnité relative aux enlèvemens d'esclaves faits sur le territoire des États-Unis depuis la dernière guerre a éprouvé quelques difficultés qui ont suspendu ses travaux. Il a été fait à ce sujet au gouvernement anglais une remontrance qui doit hâter ou rendre inutile la décision de la commission.

9. Parmi les pouvoirs spécialement attribués au con-

Digitized by Google

grès par la constitution sont ceux d'établir des lois uniformes sur la banqueroute pour tout le territoire de l'union ; sur l'organisation, l'armement, l'instruction des milices, leur mobilisation pour le service des États-Unis. L'importance et la complexité des intérêts qui se rattachent à ces questions ont été cause sans doute que chaque fois qu'une d'elles a occupé l'attention ou animé les débats du congrès, aucun système n'a pu être imaginé qui remplît à la satisfaction commune les conditions qu'il fallait atteindre. Concilier le principe de la liberté individuelle avec l'obligation effective qui résulte des contrats privés est le difficile problème que doit résoudre une loi sur la banqueroute. Il s'agit là des plus chers intérêts de la société. Il faut subordonner tout ce qu'il y a de précieux dans une multitude d'existences essentiellement dépendantes, ou par l'âge, ou par le sexe, aux actions dont un mari, un père sont entièrement libres. L'organisation de la milice est encore plus indispensable à la liberté du pays. C'est seulement au moyen d'une milice effective que nous pouvons à la fois jouir en repos de la paix et écarter la défiance de toute agression étrangère. C'est par notre système de milices que nous sommes constitués en nation armée, et toujours dans une attitude défensive vis-à-vis de tout étranger. Il y a déjà des réglemens à cet égard ; cependant la milice n'est encore qu'une masse pesante sans ensemble et n'ayant rien d'uniforme que le nom. Donner à cette importante institution la vigueur dont elle est susceptible, faire en sorte qu'au moindre danger elle puisse être employée à la défense de l'union sans que cela exige de la part des citoyens un trop grand sacrifice habituel de temps, de repos et d'argent, est l'un des résultats attendus des délibérations du congrès.

Digitized by Google

10. L'un des plus sûrs indices de notre prospérité nationale est l'état florissant de nos finances. Le produit des principales branches de notre revenu public excèdera cette année les anticipations de l'année dernière. La balance du trésor au 1er de janvier dernier était de deux millions au moins, indépendamment de deux millions et demi, première moitié de l'emprunt autorisé par l'acte du 26 mai 1824. Depuis le premier janvier jusqu'au 13 septembre de cette année, les recettes du trésor, indépendamment de la seconde moitié de l'emprunt, sont évaluées à 16 millions 500 mille dollars et l'on pense que celles du trimestre courant excéderont 5 millions de dollars, ce qui formera un total de 22 millions indépendamment de l'emprunt. Les dépenses de l'année n'auront pas dépassé cette somme de plus de deux millions, et, sur ces dépenses près de 8 millions de dollars ont été employés à racheter une portion du capital de la dette publique; plus d'un million et demi a été consacré à payer la dette de la reconnaissance envers les guerriers de la révolution; et une somme presqu'égale a été appliquée à la construction de fortifications ainsi qu'à l'acquisition d'un nombreux matériel d'artillerie; un demi-million a servi à augmenter notre marine; un autre demi-million à acheter des portions de territoire aux Indiens et à leur payer des annuités; enfin, plus d'un million a servi à des améliorations intérieures autorisées par des actes spéciaux du dernier congrès: si l'on ajoute à ces dépenses 4 millions de dollars pour le paiement des intérêts de la dette publique, il reste une somme d'environ 7 millions de dollars, qui a couvert tous les frais du gouvernement dans ses branches législative, exécutive et judiciaire, y compris l'entretien des forces navales et militaires, et toutes les dépenses acciden-

Digitized by Google

telles d'un état aussi étendu que celui de l'union américaine.

11. Le montant des droits perçus sur les marchandises importées depuis le commencement de l'année est d'environ 22 millions et demi. On évalue à 5 millions et demi ce que doit produire le trimestre courant. Faisant de ces 31 millions la déduction des escomptes évalués à 7 millions, il reste pour le revenu de l'année au-delà de 24 millions, c'est-à-dire plus que le montant de toutes les dépenses. La dette publique ne sera plus, au premier janvier prochain, que d'environ 81 millions de dollars.

12. Un acte du congrès, du 3 mars dernier, autorise un emprunt de 12 millions de dollars à 4 et demi pour 100, ou l'échange de cette somme à 4 et demi pour 100 contre un capital à 6 pour 100, afin d'amortir de 12 millions la dette publique au moyen d'un fonds portant 6 pour 100 d'intérêt, et rachetable dans le courant de l'année 1826. Un rapport sur les mesures déjà prises en exécution de l'acte vous sera soumis par le secrétaire de la trésorerie. Comme l'objet prescrit a été en partie rempli, le congrès décidera si les pouvoirs conférés au corps exécutif, en vertu de l'acte, ne doivent pas être renouvelés ou modifiés dans les premiers jours de cette session. L'acte du congrès du 3 mars dernier chargeait le secrétaire de la trésorerie de souscrire, au nom des Etats-Unis, pour quinze cents actions dans le capital de la compagnie du canal de la Delaware à la Chesapeak. La souscription a été faite par cet officier dans les conditions prescrites par l'acte. Les derniers rapports faits sur cette importante entreprise annoncent qu'elle est en plein succès.

Les recettes attendues sur la vente des biens appartenant au domaine public étaient évaluées pour cette an-

Digitized by Google

née à un million de dollars. Le produit des deux premiers trimestres n'est déjà pas loin de cette somme; on ne croit pas que celui des deux derniers puisse être plus considérable, mais on peut assurer que le produit total sera de 1 million et demi. L'acte du 18 mai 1824, par lequel on a voulu hâter l'acquittement définitif de la dette contractée envers les Etats-Unis par les acquéreurs du domaine public a été limité dans son action au 10 du mois d'avril dernier afin de ne pas trop presser ses acquéreurs. Cet acte, dans les trois mois pendant lesquels il a été en vigueur, a réduit la dette de 10 millions à sept. Il est à désirer qu'elle soit tout-à-fait éteinte, et, pour y parvenir, j'engage le congrès à remettre en vigueur, pour une année seulement, la loi du 18 mai 1824, en y ajoutant toutefois les modifications qui pourront être jugées nécessaires dans l'intérêt des acquéreurs; ces acquéreurs sont parmi les plus utiles de nos concitoyens, et, puisque le besoin de numéraire a été seul le motif pour lequel nous avons introduit le système des ventes de terres, il est juste de traiter avec faveur ceux qui ont acheté, parce qu'ils avaient confiance en notre avenir. Mais ces ventes ayant été faites à crédit, la dette contractée s'est accrue des intérêts et est devenue onéreuse. Il est donc de l'intérêt des acheteurs et du trésor que cette dette soit éteinte. Sous le système des ventes mûri par l'expérience comme il l'a été, les terres continueront à être un excellent revenu, et, quand les portions de ce domaine aliénées entre les mains des créanciers de l'état pourront être rachetées par l'entière extinction de la dette nationale, il en résultera pour le trésor une crue abondante et presque subite qui refluera en améliorations de tout genre sur notre pays depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan Pacifique.

Digitized by Google

L'état des diverses branches de service public ressortant du département de la guerre et leur administration pendant l'année courante vous sera exposé par le rapport du secrétaire de la guerre et par les documens qui l'accompagnent. L'organisation et la discipline de l'armée sont dans un état satisfaisant. Pour détourner les troupes de la désertion, il a été proposé de retrancher par mois à chaque soldat une faible portion de sa solde jusqu'à l'époque de son congé : il paraît aussi très nécessaire de former en assez grand nombre des officiers de cavalerie, car cette arme nous manquerait aujourd'hui dans le cas d'une guerre imprévue. L'école militaire de West-Point, sous le régime sévère mais paternel auquel elle est soumise, mérite de plus en plus la protection de la nation, et le nombre de bons officiers qui en sortent pour le service de l'état nous permet de multiplier les entreprises publiques auxquelles sont particulièrement adaptées les connaissances acquises dans cette école. L'école d'artillerie-pratique établie au fort Monroe peut fournir aux services du même genre; mais, pour y parvenir, il serait utile de lui faire subir quelques améliorations. Les rapports des officiers chargés des diverses branches d'administration militaire, savoir : le logement, l'habillement, la nourriture, la santé et la paie des soldats, témoignent du zèle et de l'application de ces officiers à remplir leurs devoirs respectifs, aussi bien que de la scrupuleuse intégrité portée dans toutes les parties de ce service.

Nos relations nombreuses avec les tribus des aborigènes de cette contrée ont été pendant cette année du plus haut intérêt. Un acte du congrès du 25 mai 1824 a alloué des fonds pour les dépenses faites dans nos traités de commerce et d'amitié avec les tribus de la rive droite du Mississipi;

Digitized by Google

une loi du 3 mars 1825 nous a autorisés à traiter avec les Indiens pour obtenir d'eux la construction d'une route depuis la frontière du Missouri jusqu'à celle du Nouveau-Mexique. Un autre acte de la même date a couvert les frais de divers traités qui vous seront soumis, et qui ont pour but de retenir les tribus indiennes dans leurs limites, de régler avec elles des achats de territoire ou de concilier dans leurs démêlés ces turbulentes peuplades.

Les appropriations faites par le congrès pour les travaux d'embellissement ou d'utilité ont été exactement appliquées suivant leur destination, et les travaux n'ont été retardés que par le manque d'officiers capables de les diriger. Mon prédécesseur proposa dans la dernière session d'augmenter le corps des ingénieurs; la nécessité de cette mesure est devenue plus urgente; il serait même convenable d'organiser les ingénieurs géographes en un corps semblable à celui des ingénieurs militaires, chose praticable, puisque l'école militaire de West n'augmente point chaque année le nombre des sujets propres à ce service.

Les ingénieurs chargés de préparer les projets, les plans et devis des routes et canaux, ont fait toutes les reconnaissances nécessaires pour garantir la possibilité de tracer un canal de la Chesapeak à la rivière Dohi; ils préparent un rapport sur ce sujet qui vous sera présenté. Tous les travaux publics ordonnés ou commencés ont été suivis ou préparés avec le même succès; parmi les plus importans résultats, je citerai l'achèvement de la route nationale qui part de New-Orléans, les reconnaissances qui ont eu pour but d'assurer la possibilité d'unir les eaux du lac Memphramagog à celles de la rivière de Connecticut, et les travaux qui ont amélioré la navigation de cette rivière.

Les travaux prescrits par le congrès pour la construc-

Digitized by Google

tion ou la continuation des routes nationales sur les territoires d'Arfransas, de Michigan et des Florides, pour hâter les constructions maritimes militaires qui doivent faciliter et protéger l'entrée de nos ports, sont tous en pleine marche. A la plus importante de toutes ces entreprises, à la continuation de la route de Cumberland, a été appliquée une invention nouvelle qui améliore le mode de construction et réduit considérablement les frais.

Les lois sur les pensions révolutionnaires doivent de nouveau occuper l'attention du congrès. La loi du 18 mars 1818, tout en voulant soulager de malheureux citoyens qui avaient bien mérité de la patrie en servant dans la guerre de l'indépendance, donna naissance à de nombreux abus par suite desquels la loi du 1er mai 1820 exigea de la part de ceux qui réclameraient, des preuves d'une indigence absolue; des citoyens réellement dans le besoin ne purent donner ces preuves, ou peut-être eurent trop de délicatesse pour se soumettre à cette condition, il est résulté de là que quelques-uns de ceux qui méritaient le moins leurs pensions ont été maintenus sur la liste, et que d'autres dont les droits et la détresse étaient incontestables ont été éliminés. Le nombre de ces restes vénérables diminue tous les jours, ne devons-nous pas être doublement généreux à leur égard? Faut-il que la misère vienne plaider en faveur des services rendus, et ne pouvons-nous pas épargner à la vieillesse de nos soldats l'humiliation de ne pouvoir obtenir des soulagemens qu'en étalant à nos yeux toutes ses souffrances.

La portion des forces navales de l'union en activité de service a été employée principalement dans trois stations: la Méditerranée, les côtes de l'Amérique du Sud baignées par l'Océan Pacifique, et les Indes occidentales. On a en-

Digitized by Google

voyé de temps à autre un bâtiment de guerre croiser le long des côtes d'Afrique, le plus ordinairement souillées par le trafic des esclaves, et l'on en a stationné un autre sur nos côtes orientales pour surveiller les pêcheries dans la baie d'Hudson et près des côtes du Labrador; enfin une frégate neuve a pour la première fois traversé les mers pour rendre à sa patrie et à sa famille le héros vétéran qui dans sa jeunesse avait prodigué son sang et sa fortune pour la cause de l'indépendance de notre patrie et dont toute la vie a été une série de continuels sacrifices pour l'amélioration du sort de ses semblables. La visite du général Lafayette, aussi honorable pour lui-même que pour notre pays, s'est terminée, comme elle avait commencé, par les témoignages les plus touchans d'amitié et de dévouement de sa part, d'une reconnaissance sans bornes de la part du peuple de notre pays. Elle formera un événement remarquable dans les annales de l'union américaine. Elle donnera à l'histoire tout le prestige d'une fiction et consacrera le tribut de reconnaissance payé par une grande nation au défenseur désintéressé des droits des hommes.

Il a été nécessaire d'entretenir une petite escadre dans la Méditerranée afin de s'épargner l'humiliante alternative de payer tribut pour la sûreté de notre commerce dans cette mer, ou de s'en remettre à une paix douteuse avec des états barbares disposés à la violer au premier caprice. La guerre engagée entre les Grecs et les Turcs était pour nous un autre motif de tenir dans ces parages une force respectable, car la neutralité américaine se trouvait là exposée à des insultes et à des déprédations. Il est arrivé même que nos vaisseaux marchands aient été pillés par des corsaires ou des pirates sous pavillon grec, quoiqu'ils n'appartinssent ni au gouvernement grec ni à aucun

Digitized by Google

autre gouvernement. Quant à cette lutte héroïque des Grecs à laquelle nous nous intéressons avec une si vive sympathie comme chrétiens et comme hommes libres, elle se continue avec les mêmes alternatives de succès et de revers.

Par de semblables motifs, une escadre de même force nous a paru nécessaire sur les côtes du Pérou, du Chili et de l'océan Pacifique. Le caractère irrégulier et convulsif des hostilités dont ces plages sont le théâtre est devenu celui de la guerre qui se livre sur l'Océan. Cette lutte dure depuis quatre ans avec des succès variés, quoique généralement obtenus par les patriotes américains. Mais leurs forces navales ne sont pas toujours sous la surveillance des gouvernemens auxquels elles appartiennent. Des blocus, qu'aucun principe reconnu dans la loi des nations ne pouvait justifier, ont été proclamés par des officiers en sous-ordre, et quoiqu'ils fussent désavoués par l'autorité dont ils relevaient, ce qui a été fait par nous contre eux pour protéger notre commerce a été l'objet de plaintes et d'imputations injustes contre quelques-uns des officiers les plus distingués de notre marine. Des plaintes aussi mal fondées ont été portées par les commandans de la marine royale espagnole dans ces mers. Mais notre commerce a toujours trouvé la plus efficace protection dans le calme et la fermeté des commandans de nos forces navales. La cessation de la guerre par le triomphe complet des patriotes a fait disparaître, nous l'espérons, toute cause de dissention d'un côté, et de l'autre tout vestige de domination. Mais une côte sans défense et de plusieurs degrés d'étendue faisant partie de notre territoire, un commerce florissant de pêcheries qui se fait de là jusqu'aux îles de l'Océan et jusqu'à la Chine, exigent que la puissance pro-

Digitized by Google

tectrice du pavillon américain continue à être déployée sur mer comme sur terre.

L'escadre que nous avions stationnée aux Indes occidentales avait pour mission de faire exécuter les lois relatives à l'abolition de la traite, ainsi que de protéger notre commerce contre les bâtimens qui se livraient à des pirateries, quoique porteurs de commissions en forme de l'une ou de l'autre des puissances belligérantes. Ce double objet a été rempli cette année d'une manière plus satisfaisante que par le passé. Depuis long-temps la traite des noirs ne se fait plus sous notre pavillon, et si quelques-uns de nos concitoyens ont osé violer les lois de notre pays et de l'humanité en continuant à se livrer à cet abominable trafic, ils se sont mis à l'abri sous les couleurs d'autres nations moins empressées que la nôtre à poursuivre l'extinction de cet odieux commerce. Les corsaires irréguliers ont été l'année dernière presque tous chassés de ces mers et entièrement éloignés des rivages des îles espagnoles. L'activité, l'énergie du capitaine Warrington et des officiers qui étaient sous ses ordres, ont été fort remarquées dans cette expédition, et leur donnent des titres à la reconnaissance nationale. Nous sommes convaincus qu'on ne saurait un moment suspendre la surveillance dans ces parages sans qu'ils redevinssent le théâtre de nouvelles pirateries; ainsi, il n'est guère probable qu'à l'avenir notre immense commerce dans cette mer puisse se passer de l'assistance imposante d'une force militaire.

Une puissante marine est la seule force militaire qui ne puisse jamais devenir dangereuse pour nos libertés publiques. L'établissement d'une marine permanente, convenable à notre situation présente, a déjà fixé l'attention du dernier congrès et méritera la vôtre. Notre marine com-

Digitized by Google

mencée à l'établissement de nos institutions politiques sur une échelle proportionnée à la faiblesse de nos ressources, put cependant dès lors résister à toutes les marines barbares et à celles de l'une des plus puissantes nations de l'Europe. A une époque moins reculée et sans avoir beaucoup augmenté ses forces, non-seulement elle soutint une lutte inégale, mais conquit une gloire qui a rejailli sur la patrie. Ce n'est toutefois que depuis la fin de la dernière guerre que le nombre et la force des vaisseaux qui la composent ont pu lui mériter le nom de marine. Elle a conservé la même organisation que lorsqu'elle n'était encore que de cinq frégates; aussi les réglemens auxquels elle est soumise demandent une urgente révision, et le manque d'une école navale qui, comme celle de West-Point, pût fournir des officiers pourvus d'une instruction spéciale, se fait aujourd'hui généralement sentir.

Le rapport du directeur-général des postes montre dans quel état florissant est ce département. Pour la première fois depuis bien des années, les recettes de l'année ont excédé les dépenses de plus de 45,000 dollars. Dans l'espace de deux années, depuis le 1er juillet 1823, il a été fait sur les fonds alloués à ce service une économie de plus de 185,000 dollars, et mille quarante nouveaux bureaux de poste ont été établis. Avec de l'économie, cet établissement se soutiendra par lui-même, en abandonnant les routes de poste qui ne sont d'aucun produit; on peut en ouvrir de plus utiles jusqu'à ce que ce système de correspondance se développe à l'égal de notre population. Alors les relations amicales intellectuelles et commerciales pourront s'établir d'un bout à l'autre de l'union, sans une grande dépense pour chaque individu, et sans qu'il en coûte un dollar au trésor public.

Digitized by Google

Dans cette occasion où, pour la première fois, j'ai l'honneur de rendre compte au congrès de l'exécution des mesures qu'il a prescrites, je crois devoir recommander le principe fondamental, le grand objet de tout gouvernement, je veux dire l'amélioration de la condition des individus qui composent le corps social. Ce n'est pas tout d'établir des routes et des canaux, de multiplier les moyens de communication entre les masses d'hommes et les régions éloignées l'une de l'autre. Les progrès intellectuels et moraux sont une tâche que le créateur nous a imposée comme individus et comme membres d'une société; marcher vers ce but dans l'intérêt des gouvernés est, pour les corps investis de la puissance, un devoir aussi sacré, aussi indispensable que l'usurpation d'un pouvoir non consenti est odieuse et criminelle. L'instruction est le meilleur moyen de perfectionnement et d'amélioration que puissent employer les gouvernemens; et ce n'est que par le choix des méthodes d'enseignement, l'emploi des meilleures institutions, qu'ils peuvent répandre dans la société les connaissances nécessaires à l'exercice des professions et celles qui font le charme de l'existence. Le premier de mes prédécesseurs, celui qui occupe le premier rang dans nos souvenirs, comme il l'occupait, pendant sa vie, dans tous les cœurs de ses concitoyens, était si convaincu de cette importance de l'instruction, que dans ses messages aux divers congrès avec lesquels il travailla au bonheur public, il ne cessa de recommander l'établissement d'écoles où les citoyens se formassent à l'art de la guerre et de la paix. S'il vivait aujourd'hui, il verrait une partie de ses vœux réalisée par l'institution de West-Point; mais dans cette ville qui a l'honneur de porter son nom, il ne verrait point

Digitized by Google

encore une université nationale établie à la place que lui-même avait désignée pour ce grand objet.

En prenant rang parmi les nations civilisées, notre patrie semblait avoir pris l'engagement d'offrir sa part d'intelligence, de travail et de moyens matériels pour concourir aux progrès de ces vastes connaissances que des efforts individuels sont peu capables de développer et particulièrement à ceux des hautes sciences naturelles. En parcourant l'histoire du demi-siècle qui s'est écoulé depuis la déclaration de notre indépendance, reconnaissant avec quelle généreuse émulation la France, la Grande-Bretagne, la Russie ont prodigué le génie, l'intelligence, les trésors de leurs habitans dans l'intérêt de ces hautes sciences, ne devons-nous pas nous demander si ce n'est pas pour nous un devoir de faire ce qu'elles ont fait? Les voyages et découvertes qui se poursuivent dans ce moment aux frais de ces nations n'ont pas seulement ajouté à leur gloire, mais à la masse des connaissances humaines : nous avons partagé avec elles le bienfait de ces découvertes et par là contracté envers elles une dette sacrée, une dette de reconnaissance qui ne peut s'acquitter que par des services du même genre, rendus à la cause commune. A ne considérer que les frais nécessités par ces entreprises, il serait indigne d'une grande nation d'hésiter un instant. Cent expéditions comme celles de Cook et de Lapérouse ne surchargeraient pas autant la dette de la nation qui en ferait l'entreprise que ne le font les préparatifs d'une seule campagne; mais si nous songeons à la vie de tels bienfaiteurs de l'humanité sacrifiée au succès de ces périlleuses entreprises, elles coûteraient cher à la patrie, et le moyen de nous rendre de pareilles pertes supportables, c'est de former des citoyens capables du même dévouement et ornés

Digitized by Google

de toutes les connaissances nécessaires à une si noble carrière.

En voulant fixer l'attention du congrès sur des considérations d'un ordre si élevé, mon intention n'est pas de l'engager à équiper une expédition pour faire le tour du globe. Nous avons dans l'intérieur de l'union des recherches importantes à faire, et nos soins peuvent être amplement récompensés. Notre territoire n'a été encore que très imparfaitement décrit; nos côtes, dans une étendue de plusieurs degrés de latitude sur les rivages de l'Océan Pacifique, quoique beaucoup fréquentées par nos vaisseaux marchands, n'ont été qu'imparfaitement visitées par ceux de l'état. La rivière de l'Ouest, découverte par un de nos compatriotes, doit être reconnue, et il est nécessaire de former un établissement à son embouchure. Il me paraît aussi convenable de charger un vaisseau de l'état d'explorer toute la côte nord-ouest de ce continent.

L'établissement d'un système uniforme de poids et de mesures fut un des objets auxquels on songea le plus à l'établissement de notre constitution; le congrès reçut, en termes exprès, le pouvoir de fixer ce système. Les gouvernemens d'Angleterre et de France ont à peine cessé de s'occuper de recherches et combinaisons sur le même objet. Depuis l'existence de notre constitution, des tentatives aussi laborieuses que savantes ont été faites pour déterminer l'exacte figure de la terre et calculer la longueur relative du pendule à secondes, à différentes latitudes, depuis l'équateur jusqu'au pôle; ces recherches ont produit des ouvrages de la plus haute importance scientifique. Les expériences se continuent encore. Quelques-unes ont été faites récemment dans un de nos colléges, et l'un de nos concitoyens y a pris part. Il serait

Digitized by Google

honorable pour notre pays que le gouvernement, à l'exemple de ceux de France et d'Angleterre, protégeât cette série de travaux.

On pourrait joindre à l'établissement d'une université, ou même ordonner séparément l'érection d'un observatoire, dans lequel les phénomènes célestes seraient constamment, et qui publierait un journal. Il existe en Europe plus de cent trente de ces phares célestes : dans tout l'hémisphère américain, je le dis avec douleur, il ne s'en trouve pas un seul. Il ne faut que songer à la masse de découvertes faites depuis trois siècles sur la constitution physique de l'univers, au moyen de ces établissemens nationaux, pour leur accorder une importance toute nationale. Il se passe rarement une année sans que la connaissance de quelque nouveau fait astronomique nous vienne d'Europe. N'est-ce pas pour nous un devoir de rendre lumière pour lumière, et une honte pour l'hémisphère que nous habitons d'assister ainsi les yeux fermés à toutes les révolutions de cet univers ?

Le 25 octobre 1791, le président des États-Unis annonça au congrès que le premier dénombrement des habitans de cette union donnait l'heureuse certitude que la population dépassait quatre millions d'ames. Trente années se sont écoulées depuis cette époque; le dernier dénombrement, fait il y a cinq ans, présentait une population de dix millions. De tous les indices auxquels on reconnaît l'état prospère et ascendant des sociétés humaines, l'accroissement de la population est le moins équivoque, et la preuve de notre prospérité toujours croissante n'est pas seulement là : notre commerce, nos richesses, notre territoire se sont accrus dans des proportions qui se correspondent. Le nombre des communautés indépendantes

Digitized by Google

qui composent notre union fédérative a presque doublé depuis cette époque. La représentation législative des états et du peuple dans les deux chambres du congrès s'est accrue avec les masses qui la constituent. La chambre, qui d'abord n'était que de soixante-cinq membres, en compte aujourd'hui plus de deux cents. Vingt-six sénateurs composaient le sénat, aujourd'hui ils sont au nombre de quatre-vingt-huit. Mais le pouvoir exécutif et surtout le pouvoir judiciaire sont encore dans les limites de leur première organisation, laquelle n'est plus en rapport avec les besoins d'une société toujours croissante.

Les armemens maritimes que l'union fut obligé de faire il y a quinze ans donnèrent lieu à l'établissement d'un département de la marine ; mais les départemens des affaires étrangères et de l'intérieur qui, lors de la formation du gouvernement, avaient été réunis en un seul, continuent à l'être, et sans aucun doute au détriment du service public. Nos relations avec les peuples et les gouvernemens de l'ancien continent se sont multipliées en proportion de l'accroissement de notre population et de notre commerce, tandis que dans ces dix dernières années, il s'est élevé dans notre hémisphère une nouvelle famille de nations dont les relations politiques et commerciales avec l'union américaine suffiraient pour un département habité et actif. La constitution du corps judiciaire, hâtée et imparfaite comme elle devait l'être à l'origine de notre gouvernement, est encore moins en harmonie avec l'étendue administrative qui résulte des progrès que nous avons faits. Il y a neuf ans que l'un de mes prédécesseurs, celui de nos concitoyens qui peut-être a le plus contribué à l'affermissement de notre con-

Digitized by Google

stitution, dans l'adresse qu'il fit au congrès à l'expiration de ses pouvoirs, recommandait fortement la révision de notre système judiciaire et l'addition d'un nouveau département exécutif : depuis lors l'extension continuelle du service public a donné chaque année plus de poids aux considérations qu'il avait présentées, et en les soumettant de nouveau à vos délibérations, je suis heureux de pouvoir donner à ma propre conviction l'appui d'une autorité respectable.

Les lois concernant le droit de patente méritent beaucoup d'attention et sont peut-être susceptibles de quelque amélioration : le but auquel on doit tendre et les moyens d'y parvenir ont été déjà spécifiés. Il s'agit, pour favoriser les progrès des sciences et des arts, d'assurer pour des temps limités aux écrivains, auteurs et aux inventeurs l'exploitation exclusive de leurs productions et de leurs découvertes. Si nous pouvons nous dire avec un noble orgueil que déjà parmi nous ont été faites des découvertes dont l'utilité n'a jamais été surpassée dans les annales de l'intelligence humaine, n'est-il pas juste que nous nous demandions si les auteurs de ces inventions ont été suffisamment récompensés par le privilége que leur accordaient nos lois ?

Le 24 décembre 1799, il fut décidé par le congrès qu'un monument en marbre serait érigé à la mémoire de Washington, dans le capitole, qu'on inviterait la famille de ce grand homme à permettre que son corps y fût déposé, et que ce monument serait destiné à rappeler les grands événemens de sa vie militaire et politique. Ce monument est encore à construire, et cependant les travaux du capitole sont sur le point d'être achevés; le consentement de la famille a été demandé et obtenu;

Digitized by Google

un monument du même genre a été récemment érigé dans cette ville, par la nation, aux mânes d'un autre grand citoyen de la révolution; et dans le lieu où nous délibérons, était marquée une place pour recevoir les restes mortels de celui dont l'ame plane sur nous tous, et contemple avec délices nos efforts pour étendre et assurer la gloire de la patrie.

La constitution en vertu de laquelle vous êtes assemblés est une charte de pouvoirs limités; si après une délibération solennelle et approfondie de tous les objets que j'ai soumis à votre attention, vous pensez que quelque désirable qu'il soit de rendre des lois pour obtenir les grands avantages qui peuvent en dépendre, le pouvoir de faire ces lois ne vous est pas donné par ce pacte respectable que nous avons tous juré de maintenir; ne vous arrogez point des pouvoirs que le peuple ne vous a pas donnés; mais si la faculté de faire des lois n'appartient qu'au district de Colombie; si vous avez le pouvoir de supprimer, d'établir les taxes, droits, impôts et excises, de payer les dettes et de pourvoir à la défense commune de l'union; si vous avez le pouvoir de faire des traités de commerce avec les nations étrangères et avec les tribus indiennes, de fixer un système de poids et mesures; d'établir des bureaux et des routes de poste; de déclarer la guerre; de lever et entretenir des armées; de pourvoir au maintien de la marine, de disposer et de faire tous les réglemens nécessaires pour que le territoire des États-Unis soit respecté; de rendre enfin toutes les lois nécessaires à l'exercice de ces pouvoirs énumérés dans la constitution; si vos lois sont appelées à favoriser l'agriculture, le commerce, les manufactures, encourager les applications mécaniques, à faire fleurir les arts libéraux,

Digitized by Google

et hâter les progrès de la littérature et des hautes sciences, vous abstenir d'exercer, pour l'avantage du peuple, ces facultés législatives, serait vous dépouiller du discernement auquel est remise l'appréciation de vos devoirs, et trahir ces devoirs eux-mêmes.

L'esprit de perfectionnement est aujourd'hui très actif sur toute la surface du globe; il stimule l'intelligence, non pas seulement de nos concitoyens, mais des nations de l'Europe et de leurs gouvernemens. Tout en nous reposant avec satisfaction sur la supériorité de nos institutions politiques, ne perdons pas de vue que la liberté est la puissance; que la nation qui jouit de la plus grande somme de liberté doit être, proportionnellement à son nombre, la nation la plus puissante de la terre. Tandis que des nations moins favorisées que nous s'avancent à pas gigantesques dans la carrière des améliorations, languirions-nous dans l'indolence, et proclamerions-nous à la face du monde que nous sommes paralysés par la volonté de nos commettans? ne serait-ce pas rejeter les bienfaits de la providence, et nous condamner à une perpétuelle infériorité? Dans le cours de l'année qui est maintenant sur le point de s'écouler, nous avons vu s'ouvrir sous les auspices et aux frais d'un des états de cette union, une université qui présentera la lumière à tous les yeux qui la cherchent. Par la persévérance et le génie entreprenant d'un autre état, nous avons vu les eaux de nos lacs de l'ouest mêlées à celles de l'Océan. Si des entreprises de ce genre ont été exécutées en peu d'années par divers états de l'union, pourrions-nous, représentans de la nation entière, nous abstenir d'exercer un pouvoir que l'union nous a confié dans ses plus chers intérêts, et négliger des travaux importans, à l'exécution desquels,

Digitized by Google

ni l'autorité ni les ressources d'aucun des états ne pourraient suffire.

Enfin, chers concitoyens, j'attendrai avec confiance, et en y coopérant fidèlement moi-même, le résultat de vos délibérations, persuadé que sans empiéter sur les pouvoirs réservés aux autorités de divers états, ou au peuple, vous vous pénétrerez des obligations que vous avez contractées envers votre patrie, de la grande responsabilité qui pèse sur vous, que vous emploierez d'une manière efficace les grands moyens qui vous ont été confiés pour le bien de tous. Puisse celui qui lit au fond des cœurs accorder son aide aux efforts que vous ferez pour assurer à notre patrie les bienfaits de la paix, et mettre le comble à notre prospérité!

MESSAGE
DU GÉNÉRAL GUADALUPE VICTORIA,
Président des États-Unis mexicains,
AUX CHAMBRES DU CONGRÈS GÉNÉRAL,

PRONONCÉ A L'OUVERTURE SOLENNELLE DE SA SESSION ANNUELLE, LE 1er JANVIER 1826.

Après la formule habituelle d'hommages et de remercîmens à la providence, le président se félicite d'avoir à rendre compte de son administration, pendant une année aussi féconde en événemens heureux que celle qui vient de s'écouler.

Le mois de janvier, dit-il, fera époque dans les fastes de la république mexicaine. C'est dans le cours de ce mois

Digitized by Google

que fut manifestée aux agens diplomatiques réunis à Londres la disposition où se trouvait le gouvernement de S. M. B. de reconnaître l'indépendance des nouveaux états américains. Ce coup, long-temps médité par la politique anglaise, a déconcerté celle des puissances coalisées. Il a forcé nos ennemis extérieurs à expliquer leurs intentions, et à déclarer enfin qu'ils n'interviendraient pas dans nos affaires, et cela au moment où l'on conspirait de l'autre côté de l'Océan la destruction de la liberté dans le Nouveau-Monde. Protestations, actes réitérés, correspondance mystérieuse avec la cour de Madrid, tout contribuait à faire soupçonner que l'Espagne allait obtenir l'assistance des armées et de la marine des autres nations, pour sauver les restes de sa détestable domination. L'invasion de la péninsule, en 1823, révélait ce fatal dessein. Le généralissime français, dans sa proclamation aux Espagnols, insinuait que telles étaient les vues de son oncle auguste. Reconnaissons dans la nation britannique le sentiment généreux qui la fit voler au secours d'une cause juste, et interposer son trident entre nous et l'Europe. Notre reconnaissance est d'autant plus nationale, que la résolution du cabinet de Saint-James n'a été que l'expression du vœu unanime de ce peuple chez qui la politique et le commerce roulent sur un même axe, et qui a senti combien importaient la conservation et les progrès des nations dépositaires de ces riches matières qui alimentent le luxe et fournissent aux besoins de l'homme civilisé. Le Mexique est appelé, par son heureuse situation, à figurer d'une manière brillante dans le nouvel ordre de choses préparé par la déclaration de l'Angleterre. Il peut désormais considérer avec orgueil la richesse inépuisable de son sol.

Digitized by Google

Notre agent à Londres jouit déjà du rang diplomatique dont il a été revêtu par notre gouvernement, et dans notre capitale réside le chargé d'affaires de S. M. B.; il s'occupera bientôt de la conclusion de traités qui concilieront les intérêts des deux nations. Les chambres, en vertu de l'art. 13 de leurs pouvoirs comme congrès général, s'occuperont dans leur session de cette grande affaire qui tient en suspens l'attention de l'Europe.

La France a manifesté solennellement le désir d'entrer avec les nouveaux états d'Amérique dans des relations de commerce protégées et contrôlées par son gouvernement. Il serait à désirer, bien plus dans l'intérêt de la France que dans celui du Nouveau-Monde, que son cabinet écoutât les réclamations de ces Français qu'anime toujours l'amour de leur pays, et qui sollicitent avec de vaines instances de nouveaux débouchés à leur inépuisable industrie. Quelle que soit la véritable intention de l'acte, jusqu'alors sans exemple en diplomatie, qui a reconnu l'indépendance d'Haïti, toujours est-il qu'il a reconnu le droit d'insurrection et mis ce principe, qui convient à notre temps, au-dessus de celui qui faisait les rois propriétaires des nations comme de vils troupeaux. Je considère ce fait comme un grand pas fait par la France vers cet exemple que lui a donné son heureuse rivale. Il est impossible d'assigner le moment où une résolution définitive sera prise par la France. Présentement, du moins, ses dispositions n'ont rien d'alarmant pour nous.

Le roi des Pays-Bas, descendant de cet illustre prince d'Orange qui défendit si vaillamment la liberté de son pays, et lui-même si distingué par la justice avec laquelle il gouverne ses peuples, a reçu, à titre de consul mexicain, un de nos compatriotes qui désormais sera fixé au

Digitized by Google

milieu de cette nation, qu'un génie actif et entreprenant a fait sortir des marais du nord de l'Europe. M. Cuartel, envoyé du roi auprès de la république, m'a exprimé l'adhésion de son gouvernement au principe philantropique qui est la base de notre existence.

Le président du conseil de gouvernement en Prusse nous a annoncé la nomination d'un agent de commerce auprès de la république. Les progrès de la compagnie de commerce du Rhin ont engagé sans doute le cabinet de Berlin à ouvrir à son pays ces débouchés inconnus à l'Europe centrale.

Quelques journaux étrangers nous ont communiqué des nouvelles satisfaisantes sur les intentions de la Suède et du Danemarck; et quoique le gouvernement manque de titres officiels pour pouvoir les présenter aux chambres, il considère comme très naturel que deux puissances maritimes, qui sont hors de la portée d'une influence étrangère, et qui peuvent succéder à l'Espagne dans l'envoi de certains articles de commerce, s'empressent de se lier d'amitié avec les nations américaines.

Dans la conduite de l'empereur de Russie on ne découvre aucune prétention hostile contre la révolution des Amériques, et comme le Mexique est de tous les nouveaux états le plus voisin des possessions russes, tôt ou tard s'établiront des communications avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Notre opinion se fonde dès à présent sur le mémorable ukase du 28 septembre 1821, qui défend à tous ceux qui ne sont point Russes tout commerce, pêche ou industrie avec les îles et côtes du N. O. de l'Amérique, depuis le détroit de Baring jusqu'au 51e degré de latitude N. et dans les les îles Alcontines, la côte orientale de la Sibérie et des îles Curiles. Les réclamations des E. U. du

Digitized by Google

nord, expliquèrent assez ce que cette loi avait d'important pour la souveraineté des mers.

Le Saint Père, qui réunit la double investiture de souverain de Rome et de chef de l'église catholique, excite la vénération et l'amour des Mexicains, qui aspirent avec ardeur à établir des relations avec le père des fidèles, quant aux affaires exclusivement religieuses et ecclésiastiques. La lettre pleine de bonté que m'a écrite Léon XII en date du 29 juillet dernier manifeste les meilleures dispositions.

Passant aux nations qui habitent cet hémisphère, la justice et la reconnaissance nous obligent à faire d'abord mention de la plus ancienne de l'Amérique, de celle qui la première du monde civilisé proclama solennellement nos droits, après nous avoir donné l'exemple de l'affranchissement. Les États-Unis du nord, modèle de vertu politique et d'intégrité morale, prospèrent au-delà de toute espérance sous le système fédératif que nous avons adopté, et qui nous place à côté de cette patrie de Washington, dans les liens d'amitié les plus étroits qui aient jamais existé entre deux nations limitrophes. Un ministre plénipotentiaire de cette nation, accrédité auprès de notre gouvernement, est chargé de stipuler des traités qui ne tarderont pas à être soumis à la délibération des chambres. La détermination définitive des frontières des deux nations est devenue urgente, et sera bientôt établie sur les bases inaltérables de la franchise et de la bonne foi.

La république de Colombie, pour identifier ses intérêts avec les nôtres, soit en paix, soit en guerre, a consenti un traité de confédération perpétuelle, inviolable garantie de l'union naturelle des deux pays. La flotte de Colombie se préparait à mettre à la voile pour se porter sur nos cô-

Digitized by Google

tes conformément à un des articles de la convention, lorsque le gouvernement jugea ce secours inutile, vu les derniers succès de nos armes.

Les grandes victoires du président Bolivar au Pérou hâteront l'organisation si désirée de ce pays; son indépendance fut reconnue sous le protectorat du général Saint-Martin : depuis lors il ne s'est présenté au Mexique aucun ministre commissionné par les différens gouvernemens provisoires du Pérou.

Le chef des provinces-unies *del Rio de la Plata* m'a assuré de l'amitié ferme et cordiale de cette nation pour la nôtre.

La république du Chili, qui n'est pas encore exempte d'oscillations, ne peut tarder à établir des communications plus intimes et plus fréquentes avec le Mexique.

L'année dernière quelques contestations se sont élevées avec la république du centre, au sujet de la province de *las Chapias;* le gouvernement, d'après les intentions du congrès, donnera la préférence aux moyens de paix et d'amitié toutes les fois qu'ils suffiront à garantir l'honneur national. On a déjà nommé un chargé d'affaires pour Guatimala, et il partira aussitôt qu'il aura obtenu l'approbation constitutionnelle de la chambre des sénateurs.

Elle ne tardera point à se réaliser l'union tant désirée des représentans de toutes les nations américaines à Panama, pour consolider le pacte de famille entre toutes les nations qui ont secoué le joug espagnol. Je félicite les chambres et tout le continent américain sur la proximité d'un événement que l'histoire présentera comme le plus important peut-être du dix-neuvième siècle.

Quant à la situation intérieure de la république, vous savez quels nouveaux succès ont affermi son existence.

Digitized by Google

L'escadre espagnole de l'Océan Pacifique, qui entretenait les espérances du gouvernement de Madrid même depuis la campagne d'Ayacucho, a capitulé le 1er mai à *Monterey de las Californias;* ainsi notre marine s'est augmentée du vaisseau de *l'Asia*, aujourd'hui le *Congrès mexicain*, et du brigantin de guerre appelé *le Constant*. La générosité de la république s'étant engagée envers les malheureux qui adoptaient une nouvelle et meilleure patrie, leur a payé ce qui leur était dû par le gouvernement espagnol, qui ne sait que manquer à ses obligations. Le président entre ici dans de longs détails militaires sur la reddition du château de Saint-Jean d'Ulloa, et réclame pour ceux qui ont contribué à ce succès des récompenses dignes de leurs services.

Les finances dont la situation est dans tous les pays la mesure des progrès et du bien-être présentent une augmentation avantageuse dans les rentrées. L'amortissement des capitaux a inspiré aux créanciers la confiance due à nos ressources. Le crédit national s'élève sur les places étrangères à chaque preuve nouvelle de notre religieuse exactitude envers les maisons avec qui nous avons traité. Celle de Barclay, Richardson et compagnie de Londres, a négocié fort avantageusement l'emprunt dont elle avait été chargée par la république, et nous pouvons nous féliciter de ce que les fonds de cet emprunt n'ont été appliqués qu'à des objets de grande importance tels que l'équipement de vaisseaux, l'armement, l'habillement de l'armée, l'établissement de dépôts de remontes, l'amélioration de la culture du tabac, l'extinction d'une partie de l'emprunt de 1823 avec la maison anglaise B. A. Goldsmich et compagnie; l'exact paiement de nos dividendes, la continuation de l'amortissement, l'établissement de la

711936

Digitized by Google

sûreté intérieure et autres améliorations. Des mesures ont été prises pour que ces différens services, surtout celui de l'acquittement des dividendes, se continuent sans qu'on ait besoin de recourir au reste du dernier emprunt qui se trouve à Londres à la disposition du gouvernement.

La fixation très nécessaire de tarifs maritimes imprimera au commerce une grande impulsion, et la prochaine balance du commerce sera plus avantageuse [1] que celle de 1824 et même celle de 1825.

(1) En Amérique comme en Europe il y a lutte entre les partisans de la liberté du commerce et ceux de l'ancien système exclusif ou mercantile, et la doctrine économique des derniers paraît l'emporter en Amérique. Quelques-uns des nouveaux gouvernemens méconnaissent encore les principes qui ont prévalu depuis Adam Smith : avant lui on admettait en principe que la richesse était l'argent ; ainsi toute la science de l'économie politique consistait à faire acquérir à une nation le plus d'argent possible. On n'attachait aucune importance au commerce intérieur, par la raison que tous les échanges qui se faisaient entre les particuliers n'augmentaient pas d'un écu le numéraire en circulation ; mais on jugeait autrement du commerce étranger : toutes ses transactions s'accomplissant avec de l'argent, son résultat paraissait devoir être d'en faire entrer ou d'en faire sortir ; par conséquent on croyait qu'il fallait régler le commerce de manière à ce que la nation vendît beaucoup et achetât peu, et que balance faite au bout de l'année elle se trouvât plus riche en argent qu'au commencement.

Les économistes du dix-huitième siècle, ayant à leur tête Quesnay, attaquèrent ce principe. Adam Smith vint ensuite, et dans son célèbre ouvrage *de la Richesse des Nations*, il démontra que la richesse était la valeur échangeable des choses, quelle que fût leur nature, et qu'on était d'autant plus riche qu'on avait plus de choses qui eussent de la valeur.

Dès cette époque, le rôle de l'argent dans les transactions commerciales fut déterminé. Tous les économistes modernes conviennent que les métaux précieux ne sont qu'une marchandise comme une autre, mais différente seulement parce qu'elle est toujours demandée, ayant cet avantage de pouvoir toujours être aisément échangée contre d'autres. L'argent sert d'intermédiaire à tous les échanges, mais il n'en est pas le but, parce qu'il n'est propre par lui-même à satisfaire aucun de nos besoins, et que ce n'est pas pour avoir de l'argent que l'on cherche à s'en

Digitized by Google

Le commerce s'accroît au-dessus de tout calcul sur le littoral du Mexique, et ni le monopole ni la rivalité n'ont pu nuire à ces marchés. Cependant la prospérité du commerce exige une prompte et commode circulation

procurer, mais afin d'obtenir par son moyen tous les objets propres à la nourriture, aux vêtemens, etc.

Ces idées sur l'argent et sur ses fonctions ont été développées par les meilleurs économistes, chez nous Sismondi, Destutt-de-Tracy, M. J.-B. Say, en Angleterre Smith, Ricardo, etc.; ils ont prouvé que favoriser l'importation de l'argent et en entraver l'exportation pouvait devenir une cause de détresse publique, et qu'il était des cas où l'exportation pouvait devenir avantageuse. Selon ces écrivains et selon M. Say en particulier, une nation n'a besoin que d'une certaine quantité d'argent, comme d'une certaine quantité de blé; lorsque l'une ou l'autre de ces deux marchandises est en surabondance, il y a avantage à l'échanger contre des marchandises étrangères dont on n'a pas assez, on établit ainsi l'équilibre et l'harmonie entre les diverses branches de la fortune publique. Si au lieu d'exporter l'argent on le conservait, son abondance diminuerait sa valeur; si son exportation devenait trop considérable, la valeur de ce qui resterait s'accroissant en proportion de la rareté, il viendait un moment où l'exportation s'arrêterait d'elle-même, et où il y aurait intérêt pour les commerçans à importer; ainsi l'équilibre se rétablirait encore: l'intérêt particulier abandonné à lui-même opèrerait beaucoup mieux qu'aucune mesure prohibitive.

Personne n'a contribué avec plus de succès que M. Say à propager ces idées et à renverser le système de la balance du commerce. Il n'est plus permis de nier aujourd'hui qu'en dernier résultat toute espèce de commerce se réduit malgré l'intervention de l'argent à des échanges de produits de diverses sortes; que, par conséquent une nation dans son commerce avec les étrangers gagne d'autant plus que la somme des produits importés surpasse la somme des produits exportés. Voilà comment des théories basées sur l'observation des faits conduisent à des conséquences diamétralement opposées à celles des théories à priori. Les gouvernemens de l'Amérique sont dans un position ou ne peut plus favorable pour chercher la vérification des principes des nouvelles écoles; leurs institutions leur rendent facile cette pratique.

En Europe le système exclusif ou mercantile n'est plus professé par les écrivains, mais il a laissé des traces profondes chez les hommes chargés de l'administration des peuples. Nous n'avons pas à nous occuper de ce qui prolonge en Europe cette erreur, mais en Amérique

Digitized by Google

dans l'intérieur ; c'est à quoi les chambres donneront la dernière main en s'occupant, pendant la session actuelle, du projet des grandes routes. Il n'y a pas une affaire sur laquelle l'opinion publique se soit aussi fortement prononcée.

Le système des finances adopté par la souveraineté nationale à été suivi très avantageusement par le pouvoir exécutif ; et en récompense des constans efforts que nous avons faits, je puis annoncer aux chambres que les dépenses de l'année qui commence seront entièrement couvertes par les produits naturels de notre sol. Que les gens craintifs et timides, qui se défiaient des immenses ressources de la nature, du génie et de l'industrie de notre heureuse patrie, se rassurent donc.

L'armée s'est rétablie quant au moral, et la discipline a fait dans un an les plus grands progrès dans les troupes de ligne ainsi que dans la milice active. La république a reçu et continue à recevoir d'Europe les envois d'armes

elle serait aujourd'hui déplorable : chez elle l'industrie manufacturière ne peut prospérer et même subsister encore vu la cherté de la main-d'œuvre, et pendant très long-temps encore ses habitans trouveront un grand avantage à tirer de l'Europe les produits fabriqués. Ils se livreront de préférence à l'industrie agricole jusqu'à ce que toutes les richesses naturelles que renferme leur sol soient mises en exploitation : alors la population croissant et le travail de l'homme baissant de prix en proportion, les exploitations manufacturières pourront commencer avec chances de succès; mais jusqu'à cette époque vouloir chercher des profits dans les manufactures, c'est arracher à la terre des bras qu'elle paierait bien plus libéralement. Favoriser le développement de l'industrie nationale par des prohibitions, ce n'est autre chose que forcer les citoyens à payer fort cher à leurs concitoyens ce qu'ils paieraient bon marché à l'étranger; c'est un monopole établi en faveur des manufacturiers au détriment des consommateurs qui forment la masse; c'est ruiner intérieurement la nation pour la garantir d'un léger tribut à l'extérieur, et c'est un mal que ne saurait constater la meilleure balance commerciale.

Digitized by Google

qui lui étaient nécessaires ; elle a assez d'artillerie pour les points fortifiés des côtes et le service de campagne. On a donné une forme provisoire aux compagnies *présidiales*[1] jusqu'à ce que les chambres aient décidé sur la consultation du 23 mars dernier. On a eu soin de les pourvoir d'habits, d'armes et de munitions pour en imposer aux tribus non civilisées. Celle des Indiens Yaquis sur la haute Sonora s'est soulevée et a commis quelques assassinats ; mais l'activité du chef militaire et des autorités politiques l'a forcée bientôt à demander la paix. Le congrès, en prenant des mesures conformes à ses sentimens philantropiques et à la compassion qu'inspirent ces malheureux dans l'enfance de la raison, leur facilitera l'acquisition des avantages sociaux en rejetant pour toujours la politique barbare du gouvernement espagnol qui, par des réglemens imprimés et envoyés aux chefs militaires de ces frontières, ordonnait de les provoquer à la guerre pour parvenir à les détruire. Le gouvernement s'est efforcé de se concilier les chefs par tous les moyens de paix et de douceur, et on ne tirera l'épée que pour châtier les soulèvemens. On a envoyé des troupes sur les points les plus rapprochés de l'ennemi. Yucatan est sur un pied de défense très respectable, et à cause de son voisinage avec Cuba, le gouvernement s'est empressé d'y porter son attention. Ces précautions ne sont point inutiles, même dans l'impuissance physique et morale de l'ennemi. On a commencé à réparer les brèches de l'importante place de San-Juan-d'Ulua, afin que le premier port de la république dans l'Océan soit maintenu dans une parfaite sûreté. Notre armée, après avoir fait son de-

(1) On appelle ainsi les troupes qui occupent des petits forts sur les frontières des tribus sauvages.

Digitized by Google

voir pour la reddition d'Ulua, se trouve disponible pour garder nos côtes des incursions des pirates et des contrebandiers. Des vaisseaux de haut bord que l'on construit augmenteront bientôt nos forces et protégeront le commerce dans le golfe du Mexique; deux bricks de guerre et une goëlette sont chargés du même service dans la mer du Sud. La correspondance avec Californie, qui était paralysée faute de vaisseaux, a repris par le service de deux goëlettes-courriers construites à San-Blas. Le vaisseau *le Congrès mexicain*, en état d'armement, mettra à la voile d'Acapulco dans un mois au plus tard pour la mer du Nord, où sa présence doit être utile à la nation.

Le suprême pouvoir exécutif chargé de veiller à la prompte exécution de l'administration de la justice dans le ressort de la fédération a fait tous ses efforts pour que les lois établies pour défendre la propriété, l'honneur et la vie de tous les citoyens, ne fussent pas autant de spéculations chimériques. Les chambres connaissent jusqu'où s'étend l'action du gouvernement, et combien il désire ardemment de rendre générale cette partie si compliquée de l'organisation sociale. Le congrès, par son travail, a déjà mis le haut pouvoir judiciaire à même de commencer sa marche; et ce qu'il a déjà commencé pour le réglement de l'administration judiciaire dans le district et le territoire de la fédération achèvera d'assurer aux honorables citoyens qui les composent les inestimables garanties de l'homme en société. En examinant les conventions publiées dans les différens états, on est frappé de l'habileté avec laquelle les législateurs ont comblé le vide des institutions judiciaires. Les progrès moraux qu'a faits la république ne se remarquent pas moins

Digitized by Google

en faveur du caractère national que des institutions qui nous régissent.

Les voleurs de montagnes qui parcouraient les états s'étant réfugiés dans la capitale, à la faveur de sa nombreuse population, y commettaient, dans les ombres de la nuit et même en plein midi, leurs infâmes attentats. Le gouvernement a déployé contre eux une énergie salutaire, et est parvenu à prévenir de nouveaux crimes.

L'essai qui a été fait du jury contre ces crimes a été heureux, et pourra nous conduire à un progrès notable, celui d'employer désormais cette forme de jugement dans toute la république.

L'instruction se répand dans toutes les classes de la société : le gouvernement se complaît à améliorer les établissemens d'éducation, à en former de nouveaux, et il fait tous ses efforts pour empêcher que les lumières viennent jamais à s'éteindre parmi le peuple. Une réunion choisie de citoyens, désirant la gloire de leur patrie, a conçu et réalisé le projet de créer dans la capitale un Institut pour le progrès des sciences, de la littérature et des arts. Le pouvoir exécutif a approuvé les statuts et a eu recours aux chambres pour l'assignation des fonds. L'académie de San-Carlos est ouverte pour former le bon goût dans les arts qui servent à la commodité de la vie. Le musée national, qui sera le dépôt des productions les plus rares et les plus précieuses de notre sol, se forme déjà pour l'instruction du jeune homme studieux et l'admiration du voyageur. Dans les provinces se forment des colléges pour l'étude des sciences physiques et morales, de l'économie politique, de la législation et des autres connaissances rendues exotiques pour nous par la tyrannie de l'administration espagnole. Les écoles primaires se multi-

Digitized by Google

plient, et le système de Lancastre se généralise par les soins de la compagnie de Mexico secondée par le gouvernement. Plusieurs académies et sociétés littéraires contribuent au mouvement rapide de l'instruction; la plus grande partie des provinces ont déjà acquis des imprimeries, et la pensée de chacun de nos concitoyens peut se répandre librement d'un bout à l'autre du Mexique.

Le gouvernement s'occupe à rédiger un plan général d'éducation qui sera soumis aux chambres, et méritera l'attention que réclame l'exercice de l'une de ses plus importantes attributions.

L'exploitation des mines a attiré beaucoup de capitaux étrangers, a fait vivre la population de l'intérieur et ranimé l'agriculture et le commerce. L'oisiveté a disparu, les bras trouvent à s'occuper utilement, et on voit renaître l'espérance dans les familles qui étaient passées de l'opulence à la dernière misère.

Les machines à battre la monnaie ont acquis déjà un grand perfectionnement, et la circulation des signes de la valeur s'augmentera à proportion de la richesse publique. L'introduction des machines pour travailler avantageusement les métaux, l'arrivée de plusieurs artistes consommés, répandront dans notre pays les lumières enviées jusqu'ici à l'Europe.

L'industrie secondaire qui appartient à nos propres ressources s'améliore visiblement : fabriques de papier, forges, fours à vitres, filatures de coton, tout prouve l'activité et le génie entreprenant des Mexicains.

Quoique jusqu'à présent on ait regardé comme problématique la communication des deux mers par le moyen d'un canal, il n'existe plus de doute sur la possibilité d'ouvrir au commerce du monde une route aussi prompte

Digitized by Google

que sûre. L'expédition que le gouvernement a envoyée à l'isthme de Tehuantapec pour examiner les localités est de retour, et nous a confirmé dans l'idée que l'entreprise était praticable. Le secrétaire d'état de l'intérieur donnera sur ce sujet et sur tous les projets d'amélioration intérieure qui ont excité la sollicitude du gouvernement les détails qui peuvent l'informer plus amplement.

Il y a un an que l'on voyait s'apitoyer sur notre sort ceux qui nous faisaient la grave injure de nous croire incapables d'être régis par le plus parfait des systèmes connus. La constitution du Mexique était regardée comme une vaine théorie dont nous devions bientôt nous désabuser : on croyait que nos législateurs, privés de toute prévoyance, ou entraînés peut-être par un torrent d'idées dangereuses, précipiteraient le peuple dans les désordres de l'anarchie. A toutes ces prophéties de l'ignorance ou de la mauvaise foi les Mexicains ont répondu par le calme intérieur, l'adhésion aux lois, le respect aux principes conservateurs de notre existence politique; tout a justifié les calculs des législateurs, et nous promet un avenir digne de ces heureux commencemens.

LE GÉNÉRAL BOLIVAR,

AU SOUVERAIN CONGRÈS CONSTITUTIF DU PÉROU.

MESSIEURS,

Les représentans du peuple péruvien se réunissent aujourd'hui sous les auspices de la brillante victoire d'Agaccucho qui a fixé pour toujours les destinées du Nouveau-Monde. Il y a un an que le congrès décréta l'autorité

Digitized by Google

dictatoriale pour sauver la république qui périssait accablée du poids de ses maux; l'armée libératrice a tout réparé, elle a replacé le Pérou sous le régime sacré de ses droits primitifs.

Mon administration n'a été, à proprement parler, qu'une campagne; à peine avons-nous eu le temps nécessaire pour nous armer, nos dangers ne nous laissant guère d'autre loisir que celui de nous défendre. Puisque l'armée a triomphé si glorieusement de ses ennemis, je me fais un devoir de supplier le congrès de récompenser le courage et la vertu des défenseurs de la patrie.

Une loi fondamentale a constitué les tribunaux; j'ai fait chercher le mérite caché pour le placer dans le temple de la justice; j'ai sollicité avec soin ceux qui professaient modestement le culte de la conscience, la religion des lois.

Il n'y avait pas de revenu national; la fraude corrompait toutes ses sources, le désordre augmentait la misère de l'état : j'ai voulu ranimer le corps social en forçant le cours de l'argent, principe de vie comme la circulation du sang dans nos veines; j'ai pris à cet égard des mesures sévères qui ont empêché la république de périr.

La situation critique de l'état rendait nécessaire une grande création politique : je me trouvais placé au milieu d'un champ de désolation; mais j'ai rencontré les élémens d'un gouvernement bienfaisant : toutefois, malgré mon ardent désir pour le bonheur du Pérou, je ne puis me flatter d'avoir porté cette œuvre au point de perfection qu'elle doit atteindre. Le congrès, dans sa sagesse, adoptera les moyens les plus capables de donner à la république une organisation forte et durable; il recueillera les fruits de la liberté que nous avons conquise : qu'il me

Digitized by Google

soit permis de dire que, n'étant pas Péruvien, l'accomplissement d'une aussi grande tâche m'offrait plus de difficultés qu'à tout autre.

Nos relations avec la république de Colombie nous ont procuré de puissans secours; notre alliée a tout sacrifié pour nous : elle a employé ses trésors, son armée pour combattre l'ennemi commun, comme pour sa propre cause. Le congrès appréciera, par la conduite de la Colombie, l'avantage infini que peut retirer l'Amérique d'une intime et étroite fédération des nouveaux états : quant à moi, persuadé que de la réunion du congrès des représentans il doit résulter un très grand bien, je me suis empresé, au nom du Pérou, d'inviter les confédérés à former, sans perdre de temps, dans l'isthme de Panama, cette auguste assemblée qui doit sceller notre alliance perpétuelle.

La république du Chili a mis à la disposition du gouvernement une partie de sa marine, commandée par l'intrépide vice-amiral Blanco; elle bloque actuellement la place de Callao, avec les forces réunies du Chili et de la Colombie.

Les États-Unis du Mexique, Guatimala et Buénos-Ayres, nous ont fait des offres de service qui n'ont pas été acceptées à cause de la rapidité des succès : ces républiques se sont constituées, et maintiennent leur tranquillité intérieure.

L'agent diplomatique de Colombie est le seul qui, dans ces circonstances graves, ait été accrédité auprès de notre gouvernement.

Les consuls de Colombie, des États-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, se sont présentés dans cette capitale pour exercer leurs fonctions : le dernier vient de

Digitized by Google

mourir par nn accident malheureux; les deux autres ont obtenu l'*exequatur* nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Aussitôt que les succès militaires du Pérou seront connus en Europe, il paraît probable que les puissances adopteront une politique définitive envers nous.

Je me flatte que la Grande-Bretagne sera la première à reconnaître notre indépendance : si nous devons ajouter quelque crédit aux déclarations de la France, elle n'est pas très éloignée de s'unir à l'Angleterre dans cette marche libérale, et peut-être le reste de l'Europe suivra-t-il cette conduite : l'Espagne elle-même, si elle écoute les conseils de son propre intérêt, ne s'opposera plus à l'existence des nouveaux états qui sont venus compléter la société de l'univers.

Législateurs, au moment de remettre au congrès la suprême dictature dont il m'a revêtu, qu'il me soit permis de féliciter le peuple péruvien; le voilà délivré de ce qu'il y a de plus terrible au monde, de la guerre, par la victoire d'Ayacucho, et de la dictature par l'expiration de mes pouvoirs : proscrivez pour toujours, je vous en conjure, cette terrible magistrature, c'est elle qui a perdu Rome ! Pour franchir l'abîme qui nous séparait de la liberté, il a fallu sans doute que le congrès clouât les lois du pays à la pointe des baïonnettes de l'armée libératrice; mais puisque la nation a enfin obtenu la paix intérieure et la liberté politique, les lois doivent seules commander.

Le congrès est installé : mon devoir, comme soldat auxiliaire, m'appelle à contribuer à la liberté du haut Pérou et à la reddition de Callao, dernier boulevart de la domination espagnole dans l'Amérique méridionale; ensuite je revolerai dans ma patrie pour rendre compte aux représentans du peuple colombien de ma mission au Pérou, de votre situation et des travaux de l'armée.

Digitized by Google

DE LA DISCUSSION

RELATIVE

AU CONGRÈS DE PANAMA.

On a paru naturellement assez surpris en Europe de ce qu'aux États-Unis la discussion relative au congrès de Panama s'était prolongée aussi long-temps dans le sénat, et surtout dans la chambre des représentans. On s'est d'abord plaint de ce que les Etats-Unis, dans cette circonstance, affectaient la dureté et la morgue d'une sorte de primogéniture. On a dit que, devenus égoïstes en même temps que riches et civilisés, ils se souciaient peu de voir triompher le principe auquel les nations de l'Amérique du Sud voulaient rattacher leur existence, qu'ils craignaient sans doute de voir des peuples indépendans arriver près d'eux à une prospérité commerciale rivale de la leur. Nous nous sommes convaincus que les Etats-Unis ne méritaient pas ces reproches. On voit par leurs journaux que cette discussion, à peine engagée dans la chambre des représentans, s'est écartée de son véritable but, l'allocation de fonds nécessaires pour devenir une contestation assez vive sur les attributions respectives de la chambre et du pouvoir exécutif dans les affaires extérieures. Pour l'explication de ce petit différent, il faut savoir que l'ancienne rivalité entre les *fédéralistes* et les *démocrates*, oubliée depuis assez long-temps, s'est un peu réveillée lors de l'élection du président actuel, élec-

Digitized by Google

tion dont l'immense majorité des Américains s'applaudit aujourd'hui, et qui toutefois a provoqué une modification importante dans la constitution des Etats-Unis [1]. Des circonstances de l'élection de M. Adams est née, de la part d'une portion de la chambre des représentans, une disposition marquée à contrôler sévèrement les actes de l'administration actuelle, et dans l'affaire du congrès de Panama cette disposition s'est manifestée, non sur le fonds de la question, mais sur la forme constitutionnelle dans laquelle elle était présentée, en sorte qu'un débat parasite a long-temps ajourné une détermination que l'Europe attendait avec impatience.

M. Webster, dans la séance du 13 avril, est parvenu à dégager la question de l'envoi des plénipotentiaires de celle qu'y avaient rattachée les adversaires du projet. Ce discours expose de la manière la plus satisfaisante et la plus claire les intérêts et la politique des Etats-Unis relativement aux républiques de l'Amérique du Sud.

Nous ne pouvons analyser que d'une manière fort rapide ce qui a été dit par M. Webster sur la question constitutionnelle de l'envoi des plénipotentiaires à Panama; il s'agissait simplement de prouver qu'aux termes de la constitution, le président ayant le droit de faire des traités avec le consentement des deux tiers des membres du sénat, ne pouvait avoir vis-à-vis du congrès la responsabilité d'un tel acte qu'après l'avoir exercé, mais qu'on ne pouvait ni s'opposer à ce qu'il le remplît, ni régler la manière dans laquelle il devait le remplir; que prétendre donner aux plénipotentiaires des instructions sur la con-

(1) Nous donnerons un résumé de la discussson qui a eu lieu cette année dans le congrès relativement à l'amendement de la constitution sur le mode d'élection du président.

Digitized by Google

duite à tenir à Panama, c'était empiéter sur les attributions du pouvoir exécutif, entrer en partage de sa responsabilité, et par conséquent perdre moralement le droit de le juger après l'événement. Les partisans d'un amendement qui avait pour but de prescrire aux plénipotentiaires désignés pour Panama la conduite qu'ils devaient tenir au congrès, prétendant qu'ils avaient droit de leur fixer cette ligne de conduite, puisqu'en refusant l'allocation de fonds nécessaires ils pouvaient empêcher la mission d'avoir lieu, M. Webster répond qu'il en est ainsi de toutes les parties du service public, qu'on pourrait arrêter l'action de la justice, paralyser la défense du territoire en refusant de payer des juges et des officiers de terre et de mer, mais que les auteurs immortels de la constitution n'ont pas cru que les représentans de la nation pussent jamais avoir de tels caprices, et, qu'après tout, la délibération ne peut avoir pour but de refuser ou d'accorder l'allocation, mais d'en fixer la quotité. M. Webster ne conteste pas à la chambre le droit d'exprimer son opinion sur une mesure diplomatique, mais elle n'exerce là, dit-il, ni une faculté délibérative, ni même consultative : c'est une protestation faite à l'avance contre une mesure qu'elle ne saurait constitutionnellement empêcher, mais qu'elle pourra désapprouver et punir ensuite. Le pouvoir exécutif, dit-il, ne dépend pas de nous, il est mandataire du peuple comme nous le sommes nous-mêmes; le pouvoir qu'il tient du peuple nous ne pouvons le lui enlever sous prétexte d'en faire un meilleur emploi. Les diverses branches du gouvernement se doivent mutuellement aide et confiance. Il y a des mesures qui doivent être abandonnées à la discrétion du pouvoir exécutif, mais sa responsabilité est là pour nous rassurer. M. Web-

Digitized by Google

ster répondant aux adversaires du projet qui lui reprochent d'avoir pris l'initiative sur le pouvoir exécutif dans une circonstance du même genre, soutient que dans cette circonstance il se conduisit d'après le principe qu'il invoque actuellement : « En effet, dit-il, que proposai-je ? Une nation héroïque, la Grèce luttait contre de féroces oppresseurs pour se donner une existence nationale, et tandis que ses succès faisaient concevoir les meilleures espérances, espérances qui se réaliseront tôt ou tard, la sainte-alliance, par une politique aussi stupide qu'abominable, se mêlait à ses assassins. Je proposai à la chambre de voter les dépenses nécessaires pour envoyer dans ce malheureux pays un député, mais seulement dans le cas où le président jugerait cette démarche convenable. Etait-ce là vouloir usurper ses pouvoirs ?

Mais, quoi ! ajoute M. Webster, c'est la crainte de mettre entre les mains du président une dictature, ou de nous exposer à la guerre en donnant à des plénipotentiaires toute la latitude qu'indique ce titre, c'est cette crainte qui nous retient en ce moment. La guerre ne peut-elle donc être provoquée que par nous ? Les exigences opposées des plénipotentiaires des autres nations ne peuvent-elles pas aussi bien nous forcer à la faire ? Que feront nos plénipotentiaires, liés par vos instructions, si le Mexique et la Colombie veulent s'emparer de Cuba si importante pour nous ? Que feront-ils si les puissances d'Europe veulent s'y établir ? Il leur sera interdit, crainte de nous compromettre, de faire entendre l'énergique voix des intérêts nationaux. Ce n'est pas là, ajoute M. Webster, ce que peuvent désirer les auteurs de l'amendement qui vont réduire nos plénipotentiaires au simple rôle de témoins et d'explorateurs. Je repousse donc cet amende-

Digitized by Google

ment, non-seulement parce qu'il nous suppose un pouvoir que nous n'avons pas, mais parce que la conduite qu'il veut prescrire à nos envoyés serait peu digne de nous.

Passant au fond de la question, M. Webster dit : C'est à l'époque la plus intéressante de l'histoire du genre humain qu'appartiendra la délibération qui nous occupe aujourd'hui. Pendant le peu de temps que nous avons vu s'écouler, nous avons été témoins de mille événemens de la plus haute importance : non-seulement de nouveaux intérêts ont établi de nouvelles relations entre les états de l'union, mais de nouvelles sociétés, de nouveaux peuples ont pris parmi les nations le rang qui leur était destiné. Huit états viennent de se former comme par enchantement sur cet hémisphère : songeons à l'avenir qui leur est réservé comme à nous avant de fonder notre système de relations avec elles.

Arrêtons-nous un moment devant cette immense révolution ; mesurons la vaste étendue du globe qui vient d'être conquise à nos principes ; tant de divers climats, une population si nombreuse, les résultats probables d'institutions pareilles aux nôtres, combien de rapports et d'intérêts nouveaux sont tout à coup créés dans le monde civilisé. L'habile ministre des affaires étrangères en Angleterre l'a fort bien senti lorsqu'il a dit qu'en parlant de l'Europe et du monde, on ne pouvait plus entendre que l'Europe et l'Amérique, et que les législateurs de l'époque actuelle devaient également approfondir les divers systèmes de ces deux parties du globe.

Comme dans les états de la chrétienté européenne, les arts et le commerce fleurissent en Amérique ; les progrès de l'esprit humain s'échangent déjà de l'une à l'autre. La jeunesse de ce continent profite de tout ce que l'autre

Digitized by Google

a acquis de savoir; elle s'appuie sur des institutions qui, à toutes les époques, avaient été regardées comme inapplicables à un grand peuple, tandis que la vieille Europe se débat sous le poids des légitimités que l'ignorance et le sabre ont fondées, et qu'elle ne saurait détruire sans convulsions parce qu'elles ont pour appui des intérêts ou des préjugés enracinés. Ce n'est point à elle qu'il appartient de présider aux destinées de la jeune Amérique. Si nous nous reportons vers l'histoire de l'Europe, qu'y voyons-nous? les peuples s'égorger pendant une partie des deux derniers siècles, tantôt pour soutenir la féodalité contre les dynasties ou les dynasties contre la féodalité, tantôt pour rompre des traités et reculer les bornes d'un royaume, tantôt enfin pour protéger l'intolérance et le fanatisme des religions, ou pour leur résister. L'histoire politique de l'Europe n'est pleine que de ces querelles sanglantes. Qui pourrait ne pas voir avec plaisir la glorieuse Amérique exempte des causes qui peuvent les produire? Sa liberté civile et religieuse fait espérer que les flambeaux de la discorde sont à jamais éteints sur ce continent. Les rapports de nation à nation devenus plus intimes, la philosophie, cette bienfaitrice des nations, le bon sens, la conviction que la guerre est toujours funeste à l'humanité reserreront les liens qui unissent tous les peuples.

On vous a dit, messieurs, que l'indépendance de l'Amérique du Sud est un événement de peu d'importance : il y en a, sans doute, qui peuvent figurer d'une manière plus brillante dans les gazettes, ou influer plus immédiatement sur les opérations de la bourse; mais quand tout l'univers penserait ainsi, l'opinion contraire conviendrait au plus ancien des états américains, aux aînés et aux plus pro-

Digitized by Google

ches voisins des républicains du sud, à nous qui nous souvenons que notre révolution fut prise en pitié tant qu'elle fut chancelante.

Quoique l'indépendance des nouveaux états paraisse entièrement établie, ils ont à soutenir contre l'Espagne une guerre continuelle : les nations doivent être profondément affligées de voir l'Espagne persister dans une chimère de domination qui ne peut avoir pour elle que de fâcheux résultats. Cette guerre est pour l'Amérique du Sud aussi affligeante que dispendieuse, elle entrave le commerce des nations qui veulent garder la neutralité. L'entêtement du caractère espagnol paraît ici dans toute sa folie. C'est encore cette nation qui a voulu pendant soixante-dix ans s'opposer à l'indépendance de la Hollande. On a néanmoins quelque raison de croire que cette guerre approche de sa fin : les mesures adoptées par notre gouvernement peuvent faire espérer cet heureux résultat : j'aime à croire que la question de reconnaissance a été prise en considération par le gouvernement espagnol, et qu'il s'empressera de terminer une guerre que toutes les nations désapprouvent et dont la continuation la mènerait à une perte certaine.

Notre conduite pendant cette querelle de l'Espagne avec ses colonies est bien connue ; quoique nous ayons gardé une stricte neutralité, nous avons toujours penché pour un prompt raccommodement. Nous fîmes connaître nos intentions aux souveraines puissances, réunies en congrès à Aix-la-Chapelle dans l'année 1818 : on y délibéra sur les affaires d'Espagne, et c'est probablement l'expression de nos sentimens à cet égard et la politique de l'Angleterre qui empêchèrent la sainte-alliance d'intervenir. Nous avons néanmoins usé de ménagement envers l'Espagne et

Digitized by Google

l'avons regardée comme en état de guerre civile. Nos traités avec les nouveaux états ont été basés sur un fait et non sur la question de savoir si l'Espagne était en droit de les asservir encore, en eût-elle eu la puissance; en reconnaissant leur indépendance, nous avons agi conformément à nos intérêts et à notre devoir.

Messieurs, l'histoire du congrès que l'on vous propose date d'une époque antérieure à celle de notre reconnaissance; c'est en 1821 que la première proposition en fut faite, et c'est en juillet 1822, quelques mois avant que nous eussions reconnu l'indépendance des nouveaux états, que fut conclu entre la Colombie et le Chili un des traités que vous avez sous les yeux. La première idée fut sans doute de mettre les états de l'union dans l'intérêt des nouveaux gouvernemens pour les engager à faire cause commune contre l'Espagne. Comme à cette époque les nouveaux états n'avaient d'autre but que d'établir leur indépendance, il est naturel qu'ils aient pensé qu'une alliance avec nous était le plus sûr moyen d'y parvenir. C'est le projet de congrès tel qu'il a été conçu d'abord qui paraît avoir donné lieu à l'appréhension de dangers pour nous dans l'envoi de nos députés à cette assemblée. Qu'est-ce cependant qu'un congrès de cette nature, sinon une réunion de députés de diverses nations venus pour régler leurs affaires respectives selon les instructions qu'ils ont reçues de leurs gouvernemens? ce n'est ni une intervention, ni une ligue que l'on exige de nous; c'est un rendez-vous diplomatique comme ceux de Westphalie, de Nimègue, de Ryswyck ou d'Utrecht; chaque nation ne prend à ces délibérations que la part qui lui convient, ratifie ce qui a été consenti par ses députés, mais tout ce qui s'est fait sans leur consentement ne la regarde en rien.

Digitized by Google

On vous a dit que les traités de commerce ne se négociaient pas dans ces sortes de congrès, c'est une erreur : les premières et les plus importantes stipulations du congrès de Westphalie eurent pour objet le commerce et la navigation; et ce que nous appelons le traité d'Utrecht n'en fut que le complément.

On prétend que les traités déjà existans entre les nouveaux états, donneront à ce congrès un caractère autre que celui que l'on nomme diplomatique; eh bien, quand cela serait, que nous importe? La nature de nos rapports avec ces nouveaux états ne saurait dépendre des arrangemens particuliers qui les lient ensemble. Auriez-vous oublié qu'un ministre français fut jadis admis dans notre congrès pour prendre part à ses délibérations, et qu'il traita avec lui au nom du roi de France? Ce ministre n'entrait pas pour cela dans le lien fédératif qui nous unissait entre nous; il était autorisé par son souverain à traiter avec nous d'une alliance contre l'Angleterre; s'il n'eût été chargé que de négocier un traité de commerce, il eût pu être témoin de nos résolutions contre l'Angleterre, sans que cela le compromît en rien vis-à-vis de cette puissance.

On demande si envoyer des ministres à un congrès dont les intentions ne sont rien moins que pacifiques, ce n'est pas rompre la neutralité? Non, sans doute : supposons que les députés des nouveaux états, au lieu de se réunir à Panama, se réunissent à Bogota où nous avons déjà un ministre; certes, leurs intentions pourraient être les mêmes tant que l'Espagne persistera dans son système politique; mais devrions-nous pour cela rappeler notre ministre? La principale objection de nos adversaires est que, puisque les députés de l'Amérique

Digitized by Google

du Sud peuvent, dans le même lieu et dans la même époque, s'occuper de la guerre que leurs états respectifs ont à soutenir contre l'Espagne, nous ne pouvons en même temps, sans cesser d'être neutres, faire avec eux ou avec chacun d'eux en particulier un traité de commerce. J'ai répondu, je crois, à cette objection.

Que cette assemblée ne nous inspire donc aucune crainte, nos ministres s'y rendront sous la protection de la foi publique ; leurs négociations n'auront pour but que notre intérêt commun, et la neutralité de leur gouvernement sera religieusement observée. Elle le sera, bien qu'on soit allé jusqu'à dire que cette mesure, appuyée par le pouvoir exécutif, était déjà une rupture tacite de notre neutralité politique. Messieurs, qu'entendons-nous par neutralité politique ? serait-ce une aveugle et stupide indifférence pour tout ce qui se passe autour de nous? Notre but est-il d'attendre, sans agir, l'issue d'événemens qui pourraient tourner à notre désavantage? enfin cette politique neutre consisterait-elle à ne pas faire respecter nos droits ? Nous ne cherchons point à conquérir de nouvelles provinces; nous ne formons point de projets ambitieux : voilà notre politique. Mais il ne s'ensuit pas que nous devions permettre à d'autres ce que nous nous interdisons : la neutralité des rois doit régler la nôtre. Il ne peut pas dépendre toujours de nous de rester en paix, cela dépend aussi de ce que sont pour nous les événemens politiques qui occupent la scène du monde; à l'avance nous devons prévoir leurs résultats, et toujours être en mesure de faire respecter notre neutralité par les armes.

Remontons aux grands événemens politiques qui ont amené la mémorable déclaration du président Monroë.

Digitized by Google

Vers la fin de l'année 1822, la sainte-alliance tint un congrès à Vérone, le grand objet de ses délibérations fut la situation de l'Espagne, alors gouvernée par les cortès. La question était de savoir si Ferdinand devait être rétabli dans son autorité par l'intervention de forces étrangères. La Russie, la Prusse, la France et l'Autriche adoptèrent cette mesure : l'Angleterre seule la repoussa et protesta contre elle : mais cette résolutiou n'eut pas moins son effet, et la France, chargée d'intervenir, commença ses opérations au printemps de 1823, en envoyant une armée en Espagne; cette armée fut partout victorieuse; le gouvernement populaire fut renversé et l'anarchie apostolique mise à la place de l'ordre constitutionnel. Cette invasion, messieurs, fut résolue et entreprise sous l'influence des mêmes doctrines que la sainte-alliance avait proclamées une année avant à Laybach. Les rois s'arrogeaient le droit d'intervenir dans les affaires d'un pays étranger de changer la forme de son gouvernement, sous prétexte de prévenir les effets d'un mauvais exemple, de ce mauvais exemple que donnent les gouvernemens libres, celui de rendre les peuples heureux : partant de ce principe, les puissances continentales, après avoir renversé les cortès, devaient voir dans la conduite des colonies espagnoles, l'imitation d'un exemple encore pire, celui que nous avons donné à l'univers; il était naturel que nous prissions là-dessus des informations. Les rois se contenteraient-ils de ce qu'ils avaient fait pour Ferdinand, ou bien celui-ci obtiendrait-il encore leurs secours pour soumettre ses colonies en insurrection? Or, on sait qu'au mois de décembre 1823, le cabinet de Madrid proposa aux cours de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin de se réunir à Paris pour établir des conférences à l'effet de ré-

Digitized by Google

tablir les affaires d'Espagne dans l'Amérique du Sud.

Le roi d'Espagne, en faisant cette demande à la sainte-alliance, lui rappela ses doctrines de Laybach, déclama contre le pernicieux exemple que donnait l'Amérique et dit qu'il fallait compléter la victoire qui venait d'étouffer les progrès de l'esprit de liberté dans l'ancien monde.

Le nouveau congrès n'eut pas lieu; l'Angleterre avait déjà pris ses mesures pour l'empêcher : au commencement d'octobre, M. Canning eut avec le ministre français à Londres une conférence dans laquelle il lui déclara formellement que l'Angleterre considérerait toute intervention étrangère, soit par force ou par menace, dans la querelle de l'Espagne avec ses colonies, comme un motif suffisant pour reconnaître celles qui lui restaient encore.

Il est probable que cette détermination du cabinet anglais fut connue ici au commencement de la session du congrès, et c'est dans ces circonstances délicates que M. Monroë fit sa déclaration, quoiqu'il ne fût pas alors tout-à-fait décidé si la sainte-alliance interviendrait dans cette querelle, on pouvait s'apercevoir qu'elle était disposée à prendre les intérêts de l'Espagne. La déclaration de M. Monroë, aussi sage que patriotique, fut donc faite à propos.

Elle a fait le plus grand honneur à notre gouvernement, nous ne pourrions la désavouer sans danger pour notre liberté; la nation entière lui a donné son approbation; fière de son indépendance, elle a vu avec plaisir que le gouvernement, sans sortir de ses devoirs, avait fait faire un grand pas à la cause de la liberté : enfin, l'enthousiasme universel qu'a fait naître ce message a prouvé que chaque citoyen de l'union sentait déjà l'honneur qui

Digitized by Google

allait rejaillir sur la patrie et les immenses avantages qu'elle en retirerait.

M. Webster déclare qu'il regarde le message de 1823 comme la plus belle page de l'histoire des États-Unis, et par une suite de raisonnemens dans lesquels nous ne pouvons le suivre, il prouve aux adversaires du projet que ce serait se mettre en contradiction avec eux-mêmes que de blâmer dans M. Adams une démarche qui est la conséquence rigoureuse de celle qu'ils ont louée dans M. Monroë. Il fait ressortir l'habile conduite au moyen de laquelle le président actuel est parvenu, d'un côté, à empêcher le Mexique et la Colombie, malgré leurs justes ressentimens contre l'Espagne, de tenter l'invasion de Cuba et de Porto-Rico; de l'autre, à détourner les puissances d'Europe, et notamment la Russie, du projet de fournir des vaisseaux à l'Espagne pour couvrir ces dernières possessions. De quelque côté que vînt le commencement d'hostilités, nos intérêts étaient compromis, dit M. Webster, et M. Adams a eu l'honneur de nous tirer de cette position critique par de simples négociations. L'orateur examinant encore quelques-unes des objections faites au projet du gouvernement, prouve à ceux qui les ont faites qu'elles sont bien plutôt dirigées contre l'administration de M. Adams que contre la mission de Panama. Il s'efforce de leur prouver combien sont fâcheuses les préventions domestiques quand elles se montrent à propos d'intérêts extérieurs dans la discussion desquels la plus grande dignité nationale doit être déployée. Il rappelle que quelques-uns des actes du grand Washington lui-même n'ont pas été à l'abri de censures du même genre, et exprime son regret sur ce que plusieurs des adversaires qu'il vient de combattre se sont placés dans une position assez fausse pour être obligés de

Digitized by Google

tenir un langage aussi nouveau dans le congrès qu'étranger à leur cœur et à leurs opinions connues.

Un honorable représentant de la Virginie, dit M. Webster, n'a pas craint d'avancer que la mesure qui est maintenant en délibération et toute la politique de notre gouvernement à l'égard de l'Amérique du Sud ne sont que le résultat malheureux de l'influence d'un président qui, dit-il, est atteint de *la fièvre américaine* et a répandu partout cette contagion.

S'il est vrai, répond M. Webster, que le président, entraîné par un ardent amour pour la liberté civile, ait senti plutôt que d'autres une vive sympathie pour les colonies de l'Amérique du Sud qui veulent conquérir cette liberté; ou que, suivant la maxime que les révolutions ne reculent pas, il ait eu la sagacité de prévoir l'heureuse issue de cette lutte et d'engager sa nation à reconnaître l'indépendance de ces nouveaux états; si c'est là la conduite qu'on lui reproche, et que cette conduite ait rendu son nom cher à toute l'Amérique du Sud, il mérite l'estime de tous les hommes de bien. C'est toujours avec une grande hésitation que je me résous à parler d'individus, mais il m'était impossible de garder plus long-temps le silence, lorsque dans la chambre des représentans, et sur cette terre classique de la liberté, je vois s'élever des reproches de cette nature contre un homme qui a voulu secourir des nations généreuses et qui luttent pour leur indépendance.

On a ajouté que nous trompions la nation par de grands mots de parti, que nous cabalions enfin : quoi! pour exprimer l'émotion que nous causent les progrès de la liberté politique, pour sympathiser avec des nations qui se forment en républiques, pour dire que des institutions libres et populaires peuvent seules rendre les hommes heureux,

Digitized by Google

et pour témoigner le désir de les voir s'établir dans l'un et l'autre hémisphère, nous serions des fauteurs d'intrigues! Voudrait-on que les États-Unis demeurassent indifférens pour des voisins qui, à leur exemple, veulent se former en états républicains?

Mon désir, messieurs, n'est pas d'exagérer les progrès des nouveaux états dans leurs travaux pour consolider leur liberté : je sais qu'ils ont encore beaucoup à faire ; mais rendons grace à Dieu de ce qu'ils sont dans le bon chemin : convenons qu'ils ont à vaincre des difficultés bien autrement grandes que celles qui s'offrirent à nos ancêtres. Avons-nous jamais rien connu de semblable au vasselage colonial de ces états? quand nos ancêtres ont-ils été jamais tyrannisés comme eux et soumis à cette intolérance religieuse qui n'accorde le ciel qu'à l'hypocrisie. Nous sommes, messieurs, une autre race d'hommes qui n'a jamais été foulée par le despotisme politique de l'Espagne ni par son inquisition. Aucun homme de sens ne peut s'attendre à voir l'Amérique du Sud faire dans la carrière de la liberté des progrès aussi rapides que l'Amérique du Nord; mais plus il se présentera de difficultés, plus elle aura d'honneur à les vaincre ; l'ignorance, la superstition et les préjugés sont des ennemis qu'elle aura de la peine à détruire. Si jamais aux yeux de nos adversaires, ce pouvait être un crime de s'intéresser au succès de ces grandes révolutions, d'aspirer au moment où il n'y aura pas un coin du monde qui ne soit affranchi de l'oppression, et ne soit régi par des institutions rationnelles et de son choix, j'avance que ce serait le crime de ma vie toute entière, et j'aime à penser que ce serait celui de tout américain.

Digitized by Google

SCIENCES PHYSIQUES,

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Ces diverses branches des connaissances humaines ne peuvent être ni aussi avancées, ni aussi généralement cultivées en Amérique qu'elles le sont en Europe. Il est au moins important de constater à quel point elles sont parvenues dans les parties les plus civilisées, et c'est à quoi cette division sera consacrée; elle se composera d'analyses des mémoires lus dans les universités et sociétés savantes sur la géographie, l'astronomie, les mathématiques, l'histoire naturelle, les sciences médicales, l'économie politique, l'agriculture, la philosophie, la jurisprudence, les sciences politiques et aussi d'extraits des ouvrages publiés sur ces diverses matières. Les croyances religieuses exerçant encore en Amérique, et même aux Etats-Unis, un assez grand empire, il sera curieux d'observer l'état actuel des diverses sectes religieuses en Amérique, et la singulière fusion qui s'est opérée dans les parties les plus civilisées entre des idées qui sont presque considérées parmi nous comme devant mutuellement s'exclure.

Digitized by Google

DE L'ÉTAT

DES CONNAISSANCES HUMAINES

En Amérique.

Nous pourrions donner une idée de la quantité de matériaux que les Etats-Unis d'Amérique nous fourniront pour cette division de notre travail, par une simple liste des journaux qui se publient dans cette partie de l'Amérique, sur chacune des spécialités que nous devons observer. La plupart de ces journaux ont une existence déjà ancienne, quelques-uns se bornent à transcrire ou analyser les publications européennes du même genre, d'autres ont un caractère national bien prononcé, et soutiennent même sans désavantage une sorte de lutte intellectuelle contre les journaux de la Grande-Brétagne, qui semblent avoir hérité des ressentimens de la métropole contre ses anciennes colonies. Quant au Mexique et à l'Amérique du Sud, si les documens scientifiques ne sont pas encore très nombreux, tout fait espérer qu'ils le deviendront assez rapidement. Les universités, les académies qu'on y a formées à la hâte ne sont encore que les signes extérieurs d'une civilisation transplantée. Les leçons données par des professeurs étrangers, dans les établissemens d'instruction publique, nous serviront moins à montrer comment on cultive les sciences dans les nouvelles républiques, que comment on les y enseigne; mais c'est précisément ce qu'il importe d'examiner, tout l'avenir de ces

Digitized by Google

jeunes nations est dans l'éducation que recevra la génération nouvelle. Celle qui a secoué le joug de l'Espagne est nécessairement encore peu éclairée; elle n'est pas au point où étaient les colonies de l'Angleterre à l'époque de leur émancipation; il est impossible que les mêmes institutions exercent sur elle une influence aussi rapide que sur ces dernières, et toutefois elle a plus fait qu'elles à proportion, car pour l'admirer il ne faut pas lui prêter des lumières et des qualités qu'elle ne saurait avoir acquises, mais remonter jusqu'à son point de départ et songer à toutes les précautions que l'Espagne avait employées pour l'empêcher de jamais faire acte de virilité.

Nous croyons établir en faveur des colonies espagnoles la plus raisonnable présomption, en exposant le système prescrit à leur égard par la métropole, et en dépit duquel elles se sont affranchies. Nous puisons les renseignemens dans un recueil qui a paru à Londres en 1823, sous le titre de *Bibliothèque américaine*, renseignemens fondés sur les actes officiels du gouvernement colonial de l'Espagne. Dans le système d'éducation donné à l'Amérique du Sud, le cabinet espagnol avait suivi la même politique que dans les autres branches de son administration; il avait donné à la science des limites qu'il était défendu de franchir. Comme la société a besoin, pour exister, de médecins, de jurisconsultes et de prêtres, ces diverses professions étaient admises par le gouvernement des colonies. Quant à l'éducation nécessaire pour les remplir, elle était dispensée par une sorte de monopole, et il était interdit d'aller la chercher ailleurs que dans les établissemens d'instruction fondés aux colonies.

Par une ordonnance de 1551, deux universités avaient été accordées aux colonies, l'une au Mexique et l'autre

Digitized by Google

à Lima; elles étaient placées sous l'inspection immédiate des *évêques* et des chefs politiques. Des écoles secondaires s'ouvrirent dans la suite par autorisation du gouvernement à Bogota, Quito, Cusco, Caracas, Cordova, Santiago. Cette université avait aussi une chaire de lois romaines, castillanes, indiennes et autres. Elle avait enfin un maître de plain-chant, et l'on ne sortait pas de là, médecin, avocat ou prêtre, sans savoir chanter au lutrin.

A l'université de Mexico on s'occupait un peu de mathématiques et de sciences naturelles, parce que là le gouvernement avait besoin, pour l'exploitation de ses mines, que ces connaissances fussent répandues. M. de Humboldt paraît même avoir distingué dans cet établissement des minéralogistes instruits, mais en général l'éducation était, entre les mains du gouvernement espagnol, un moyen de despotisme. Il n'y avait point d'école pour apprendre à lire et écrire aux enfans. Il est dit, dans le rapport adressé l'année dernière au congrès de Colombie sur la situation intérieure du pays, que dans le cours de trois cents ans, l'Espagne n'a pas créé une seule de ces écoles, et aujourd'hui il n'est pas de ville et même de village qui n'ait la sienne; dans tous les colléges fondés par l'Espagne l'ignorance des élèves fut toujours garantie par celle des instituteurs qui ne savaient guère autre chose que le mauvais latin des couvens au douzième siècle. Le collége établi à Caracas fut transformé dans le dernier siècle en une université qui comptait dix ou douze professeurs employés ainsi qu'il suit :

Trois enseignaient assez de latin pour mettre en état de lire la messe, la physique d'Aristote et la philosophie de Scotus, que l'on professait encore à cette université en

Digitized by Google

1808. Un professeur d'anatomie donnait ses leçons sur un squelette en cire ; cinq enseignaient la théologie et le droit canon ; un seul, et c'était le plus instruit, était chargé de défendre la doctrine de saint Thomas sur l'immaculée conception contre tous les hérétiques, et on ne pouvait obtenir aucun diplôme avant d'avoir juré que l'on croyait sincèrement à ce dogme.

Dans plusieurs circonstances particulières, le gouvernement espagnol prouva que ce n'était point de sa part la négligence, mais une vue bien arrêtée qui privait les colonies espagnoles des bienfaits de l'instruction. En 1796, une école avait été établie à Buenos-Ayres pour enseigner aux jeunes gens les connaissances mathématiques nécessaires à la marine : cette école prospérait à la grande satisfaction des habitans, lorsqu'une ordonnance royale, conçue dans les termes les plus stupides et les plus insultans, vint la fermer. Quand la cité de Mérida dans la capitainerie de Venezuela sollicita du gouvernement l'établissement d'une université, la réponse fut que les habitans des colonies espagnoles destinés par la nature à travailler de leurs mains à l'exploitation des mines n'avaient pas besoin des sciences. L'introduction des presses était défendue sous les peines les plus sévères. Jusqu'à la fin du dernier siècle, il n'y en eut que trois dans toute l'Amérique espagnole, une à Mexico, une à Lima, la troisième à Cordova. Elles étaient employées seulement à multiplier les décrets royaux, les ordres des vices-rois et des chefs politiques, mais n'imprimaient pas un livre. La première presse libre fut établie au Chili en 1811, par trois citoyens des États-Unis qui l'apportèrent de New-Yorck.

La suprême direction du système anti-intellectuel de l'Espagne était entre les mains de l'odieux tribunal

Digitized by Google

appelé la sainte inquisition. Ce corps était revêtu d'une autorité sans bornes dans tout ce qui regardait la police des livres. Aucun écrit ne pouvait être mis en circulation sans avoir reçu son approbation. La liste de tous les ouvrages défendus était intimée par les huissiers du saint-office à tout vendeur de livres, et il y avait pour lui des peines plus ou moins graves s'il recevait ou vendait un seul de ces livres. Les écrits de Luther, Calvin, Vattel, Montesquieu, Puffendorf, Fénélon, Addisson, Robertson étaient frappés du même index : lire ou posséder un de ces livres était un des plus grands crimes qui pussent être commis par un habitant de l'Amérique du Sud. En Europe, où les sources de l'instruction sont si nombreuses, et où la ligue des intelligences était si puissante, des mesures de ce genre ont toujours été combattues ou éludées; mais en Amérique il n'en a pas été de même. L'inquisition n'a pas été créée là pour lutter contre une impulsion déjà donnée, mais pour empêcher cette impulsion de se communiquer. La fonction qu'elle exerçait en Amérique était la plus élevée du gouvernement. Les vice-rois, gouverneurs et autres officiers avaient ordre de déférer aux ordres de la sainte inquisition pour la recherche des livres qui pouvaient n'être pas revêtus du permis de circulation conçu en ces termes : *conforme à los expurgatorios de la santa inquisicion*, le clergé était autorisé à employer tous les moyens possibles, *todas las vias possibles*, pour découvrir les livres prohibés. Ni vice-rois ni gouverneurs ne pouvaient donner l'autorisation de publier quoi que ce soit sans avoir obtenu préalablement l'agrément du saint-office.

Les terreurs et les précautions tyranniques de l'Espagne ont toujours été en augmentant, à mesure que ce gouver-

Digitized by Google

nement a senti l'approche de la crise qui devait détruire sa domination. En 1804, le gouvernement de la Havane dépêcha à Baltimore un vaisseau royal chargé d'enlever dans cette ville quinze ou vingt jeunes Américains du sud qui étudiaient dans le séminaire catholique de Sainte-Marie : on craignait qu'ils n'y puisassent de dangereuses lumières. Nous supprimons plusieurs faits du même genre, croyant avoir assez caractérisé par ce qui précède l'un des plus odieux moyens de la tyrannie espagnole : il a fallu l'immense secousse donnée au monde entier par notre bienfaisante révolution française pour briser de telles entraves. L'Espagne a gardé ses préjugés et son ignorance. A son tour digne de compassion, la voilà refoulée dans la barbarie jusqu'à ce qu'elle échappe à la sainte-alliance, comme ses colonies ont échappé à son propre joug.

Nous examinerons en détail le système d'éducation qui s'est rapidement propagé dans l'Amérique du Sud depuis qu'un voile de ténèbres ne s'étend plus sur elle. Tant de gouvernemens de ce côté de l'Atlantique conspirent par l'éducation contre les peuples, qu'à une ou deux exceptions près, ce n'est plus en Europe qu'il faut chercher l'application des grandes vérités que le dernier siècle a proclamées.

Digitized by Google

ARTS

APPLIQUÉS A L'INDUSTRIE;

COMMERCE.

MÉMOIRE

Sur le canal de Middlesex, près Boston,

DANS L'ÉTAT DE MASSACHUSSETTS.

Au mois de mai de l'année dernière, deux personnes chargées de visiter et d'examiner en détail le canal de Middlesex s'adressèrent à M. Sullivan, directeur des travaux pour la compagnie des actionnaires de ce canal. On nous communique le mémoire qui fut composé sur les lieux mêmes, et à l'aide des renseignemens fournis par M. Sullivan.

Le canal a 27 milles de longueur, il joint la rivière Merrimack, à la mer dans le port de Boston à Charlestown. L'eau du canal a 30 pieds de large à la surface, 20 pieds au fond, et 3 pieds de profondeur. La rivière *Concord* ou de *Sudbury* coupe la ligne du canal à son niveau le plus élevé, à 22 milles de Charlestown, et à 5 milles de son point de départ, et fournit une assez grande quantité d'eau pour faire jouer les écluses de chaque côté de ce niveau élevé de 104 pieds au-dessus de la mer, et de 32 au-dessus du Merrimack. Il y a en tout 20 écluses de différentes élévations, la plus haute a 12 pieds; les écluses ont toutes 75 pieds de long, 10 pieds de large dans le fond, et 11 au sommet.

Digitized by Google

Les bateaux qui transportent les marchandises et les produits sont de 14 tonneaux; chacun est tiré par un cheval d'une vitesse de 3 milles par heure. Les paquebots descendent le canal en 5 heures, et le remontent en 7 heures; chaque bateau a trois hommes d'équipage, deux cependant suffisent pour manœuvrer dans le canal. Le troisième n'est nécessaire qu'en arrivant à la rivière Marrimack : du point le plus élevé jusqu'à l'embouchure du canal il y a un courant d'un demi-mille par heure. L'inclinaison du canal est d'un pouce par mille. Le prix de transport d'un tonneau dans toute la longueur du canal est de 3 liv. st., dont 1 liv. pour le péage, et 2 pour le frêt.

Le canal est traversé par 50 ponts construits par la compagnie. Ils consistent en deux massifs de pierres (un de chaque côté du canal) de 20 pieds carrés à la surface; de l'un à l'autre de ces massifs, sont couchées des poutrelles de bois, recouvertes en planches, et d'une hauteur suffisante pour que les chevaux remorquans puissent passer dessous. Le sentier de remarque sous les ponts est d'environ six à sept pieds.

Pendant une partie de son cours le canal est suivi parallèlement et à petite distance par la rivière Mystiek et par une chaussée; celle-ci passe entre le canal et la rivière. On peut ainsi comparer les avantages relatifs de ces trois modes de transport.

Des bateaux plus pesans que ceux dont nous avons parlé sont employés sur le canal à porter le bois à brûler, et autres objets grossiers. Ils sont construits comme les bateaux plats, ont 75 pieds de long, 9 ½ de large, et portent 25 tonneaux de bois.

Le sentier de remorque a généralement 8 pieds de large, de manière que les chevaux et les bœufs peuvent aisément passer deux de front.

Digitized by Google

Un seul chemin sur un des côtés du canal a paru nécessaire; la surface de banc ou la chaussée a 3 pieds de large, et on a trouvé que cela suffisait. Une branche de canal, ou tranchée de côté joint le corps du canal à la rivière Mystiek près de Medford. Cette branche a été exécutée par une compagnie différente, et a pour principal objet le transport des bois employés à la construction des vaisseaux à Medford.

La compagnie du canal fut organisée en 1789, et l'année suivante les travaux d'exécution furent commencés. Le prix du travail fut dès lors par mois de 8 l. st. Le canal commença à servir en 1804; mais ne fut entièrement terminé qu'en 1808, lorsque M. Sullivan s'en chargea. Quelques réparations, et de nouveaux travaux ont été faits tous les ans depuis cette époque; les propriétaires ont mis en cotisation pour le canal 528 liv. st., plus environ 50,000 provenant des péages, et le tout a été dépensé en constructions, quais, etc.

Les principaux articles de transport sur le canal sont : le bois à brûler, les bois de construction, le seigle, l'avoine, les denrées de tout genre, et les pierres à bâtir. L'année dernière 12,000 cordes de bois à brûler ont été transportées sur le canal, et il y a eu une plus grande quantité de bois de construction.

Environ la moitié de la longueur totale du canal est alternativement encaissé, ou élevée au-dessus du sol. Au-dessus de Medfort est un aqueduc qui traverse la rivière Mystiek. Les culées de cet aqueduc ont 100 pieds carrés, et entre elles sont trois piliers bâtis en pierre et de 8 pieds de circonférence. La marée remonte la rivière Mystiek au-dessus de cette place. La surface de l'eau dans l'aqueduc est de 10 pieds au-dessus de celle de la rivière à la marée haute; le corps de l'aqueduc consiste en une espèce

Digitized by Google

d'auge faite en madriers et en planches; il résiste depuis 16 ans, mais a besoin d'entretien. Les madriers sont assemblés par les moyens ordinaires de la charpenterie, par tenons et mortaises et renforcés par des liens. Comme les tenons pourrissent promptement en laissant des trous, on aurait pu faire une meilleure et plus durable construction en employant des genouillères et des liens en fer comme dans les constructions navales. A l'extrémité supérieure de l'aqueduc est une écluse de 12 pieds de haut.

M. Weston, ingénieur anglais, prit les niveaux de toute la longueur de la ligne de ce canal, et estima que la dépense pour sa construction s'élèverait à 100,000 liv. sterling. La compagnie se chargea de cette construction, l'acheva sans le secours d'aucun ingénieur européen, et trouva que les niveaux de M. Weston étaient exacts.

Le canal traverse la rivière de Sym par un aqueduc dont les culées ont 120 pieds carrés avec trois piliers intermédiaires; l'eau dans l'aqueduc est de 30 pieds au-dessus du niveau de la rivière; tous ces aqueducs ont des trop pleins commodes. Lorsque l'eau n'est pas vidée hors du canal avant le commencement de l'hiver, des glaces se forment, écartent et détériorent les madriers des aqueducs; c'est pourquoi on a coutume à l'entrée de l'hiver de faire écouler environ un tiers de l'eau.

Un demi-mille au-dessus du dernier aqueduc mentionné, est une profonde tranchée de 40 toises de long à travers le sable mouvant et le gravier. Dans la partie la plus profonde l'excavation est de 20 pieds, la largeur est de 90 à 100 pieds à la partie supérieure. Le déblai a été presque entièrement employé à la construction d'une chaussée voisine.

Près de cette place sont deux batardeaux par lesquels on vide le canal au printemps pour enlever la vase et les

Digitized by Google

pierres qui tombent dedans et gênent la navigation. Cette dépense est d'environ 500 l. st. par an.

Pendant quelques semaines au printemps le canal perd plus d'eau que dans le reste de l'année : cela vient de ce que les parois ont été détériorées par l'action de la gelée. Trois hommes avec un cheval et un bateau sont pendant l'été constamment employés à tenir les bords et particulièrement les sentiers de remorque en bon état.

Les terres à six milles du canal, de chaque côté, ont augmenté d'un tiers en valeur. Dans l'état de New-Hampshire à travers lequel coule le Marrimack, le bois de charpente est maintenant du prix de 1 à 3 dollars par tonne (40 pieds cubes) sur pied. Avant la construction du canal il n'avait aucune valeur. Ainsi sur le bois de charpente seulement, cet état a fait un bénéfice d'environ 5,000,000 de dollars; les terres boisées se sont élevées de la valeur de 2 dollars jusqu'à 6, 8, et 10 dollars par acre.

L'aqueduc sur la rivière Shawsheen a entre les deux culées 140 pieds. L'eau qui passe dedans est à 35 pieds au-dessus du niveau de la rivière qui coule au-dessous; cet aqueduc a été fait il y a 20 ans. Il est, fait en bois comme les autres aqueducs qui sont sur ce canal, et tellement détérioré qu'il a besoin d'étais temporaires pour être soutenu ; il y a trois piliers entre les culées, et entre le pilier extérieur et la culée de chaque côté il y a un pilier en bois; à chaque bout de cet aqueduc à la distance de 500 pieds, est une chaussée d'environ 35 pieds de haut.

Durant la guerre, le bois de construction nécessaire pour réparer la frégate la *Constitution* fut apporté au bas du canal de Boston, et ce qui servit à construire l'*Indépendance* de 74 canons, à l'exception du chêne, fut apporté par le même canal ainsi que la plupart des mâts, bois équarris, etc., qui furent fournis à Boston à nos vais-

Digitized by Google

seaux de guerre. Sans le canal cette partie du pays n'aurait pu fournir les articles nécessaires au service.

En approchant de la rivière Concorde, le canal passe pendant un demi-mille à travers une profonde tranchée, dont 800 pieds ont été creusés par la mine au milieu d'un rocher de granit très dur. Cette tranchée pendant ce demi-mille est de 12 à 20 pieds de large, elle conduit à une écluse de 150 pieds de long et de 8 pieds de haut, formés des eaux de la rivière Concorde et qui alimente le canal pendant 22 milles jusqu'à la mer. De l'autre côté du réservoir, l'eau coule à travers le canal l'espace de 5 milles jusqu'à la rivière Merrimack. L'eau qui fournit aux 22 milles du canal passe à travers une ouverture horizontale de 6 pieds sur un, avec une tête de deux pieds au-dessus du côté supérieur de l'ouverture. Le sentier de remorque est conduit à travers le réservoir par le moyen d'un pont flottant, dont une partie est quelquefois retirée pour laisser passer les corps d'arbres, les poutres et les bois flottans qui sont réunis au-dessus. Il y a à l'écluse deux vannes au moyen desquelles on peut régler la hauteur de l'eau dans le réservoir.

A Chelmsford, à environ 60 verges (rods) du Merrimack, est un aqueduc dont les culées ont 110 pieds carrés, et qui est soutenu par 10 piliers de bois. L'eau dans l'aqueduc est 16 pieds au-dessus du courant d'en-bas. Entre cet aqueduc et le Merrimack est une chute de 32 pieds, et trois écluses de maçonnerie solide et dans une terrasse de mortier. A l'endroit où le canal joint le Merrimack, un bassin est creusé à 10 ou 12 pieds de profondeur, et 5 pieds au-dessous de la surface de la rivière pendant les plus basses eaux. L'étendue de ce bassin est d'environ 200 pieds sur les bords de la rivière, moitié de cette distance sur une ligne qui forme angle droit avec le cours de la rivière,

Digitized by Google

lequel est en cet endroit presque demi-circulaire. Il y a en tout 7 aqueducs sur le canal, mais ceux dont on n'a point parlé sont fort peu de chose.

La compagnie avait eu d'abord l'intention d'employer sur le canal trois officiers; savoir : un sur-intendant, un trésorier, et un secrétaire; mais ce projet a été abandonné, et maintenant ces trois fonctions sont remplies par M. Sullivan qui reçoit pour cela 1,500 dollars par an, et a en outre 5 pour cent sur toutes les recettes, estimés à environ 20,000 liv. st. par an.

Les recettes de la compagnie, provenant du canal, ont augmenté rapidement. Le revenu en 1808 fut de 7,000 l. st. en 1809 9,000 l. st., en 1810 14,000 l. st., en 1811 17,000, en 1812 25,000 l. st., en 1816 30,000 l. st., et depuis lors il s'est élevé au-dessus de cette somme.

MINES DU MEXIQUE.

L'exploitation de ces mines avant la révolution actuelle fournissait presque les neuf dixièmes de l'argent monnayé qui circule en Europe. La guerre ayant forcé d'abandonner ces travaux, la plupart des mines ont été comblées, et l'industrie actuelle de la république mexicaine n'est pas encore assez puissante pour remettre en valeur toutes ces richesses. Des compagnies de capitalistes se sont formées en Angleterre et en Allemagne pour recommencer l'exploitation des mines; quelques-unes de ces mines ont déjà produit d'énormes quantités d'or et d'argent, une mauvaise direction de travaux a fait manquer l'exploitation des autres. Une compagnie américaine s'est formée à

Digitized by Google

New-Yorck pour entreprendre des exploitations qui lui ont été indiquées par M. Poinsett, ministre des États-Unis à Mexico. M. Poinsett a publié, dans l'intérêt de ses compatriotes, un mémoire sur l'état actuel des mines et sur les meilleurs travaux d'exploitation. Ce mémoire est appuyé de pièces d'un grand intérêt, nous l'insérerons dans ce journal. Nous avons aussi sous les yeux le rapport publié cette année en Angleterre par la compagnie des mines de Réal Monte, et la lettre de M. John Taylor sur le produit comparé des mines de l'Angleterre et du Mexique. Nous empruntons à cette lettre l'extrait suivant :

Extrait de la lettre de M. John Taylor à M. Fowell Buxton.

Supposons que l'exploitation d'une mine anglaise demande 4000 liv. sterling, que le minéral donne un assez beau profit, et que cette mine soit exploitée au moyen de la vapeur, je classerais les dépenses dans les proportions suivantes :

	sterling.
Travaux souterrains	2000
Travaux de surface	200
Travail des ouvriers	200
Matériaux	700
Machines, feu, travail, etc	500
Transport, etc.	250
Administration	150
	4000

Maintenant, parce que nous connaissons du pays, voyons

Digitized by Google

à quoi pourraient se monter ces divers chapitres de dépense dans le Mexique? Tout, en définitive, sera vraisemblablement plus cher qu'en Angleterre.

1° Au Mexique la main-d'œuvre des mineurs varie beaucoup en différens districts; à Real del Monte, les meilleurs mineurs se contentent d'un demi-dollar par jour; ce taux serait plus bas qu'en Angleterre, mais les gages nominaux ne sont pas un signe du prix réel de la main-d'œuvre. Si, par exemple, les hommes sont inhabiles ou indolens, il peut arriver que leur ouvrage soit fort cher, encore bien que leurs gages journaliers soient très peu élevés.

J'incline cependant à penser assez favorablement du mode de travail des mineurs mexicains, surtout depuis les renseignemens que le capitaine Rule m'a donnés à son retour; et j'oserai dire même que nous avons peu de choses à ajouter sur ce sujet, car bien qu'il soit nécessaire de donner de gros salaires à quelques mineurs anglais, leur nombre sera très petit, et l'industrie de la masse pourra être stimulée et améliorée si on l'intéresse aux produits, système qui peut être introduit sans difficulté. Je suppose pourtant que le travail souterrain coûte dix pour cent de plus qu'en Angleterre.

2° Je ne connais pas de raison qui force d'ajouter aux charges pour les travaux de surface.

3° Les ouvriers parmi lesquels je comprends les ingénieurs, les charpentiers, les forgerons, les maçons, etc., coûteront à présent trois fois autant qu'en Angleterre; mais si les mines sont établies, ce dernier pays même en fournira à un taux plus bas que celui d'aujourd'hui.

4° Les matériaux dont on se sert dans les mines consistent principalement en bois de charpente, cordage, fer et acier, poudre, chandelles, cuir, etc.

Digitized by Google

Quelques-uns de ces principaux articles se trouvent (à Réal del Monte par exemple) à bien meilleurma rché qu'en Angleterre; d'autres, quoique production du pays, sont plus chers; le fer et l'acier, y compris le transport, coûtent quatre ou cinq fois autant qu'ici; peut-être devrions-nous ajouter 50 pour cent sur ce chapitre, à cause de l'emploi des machines.

5° Après les frais d'extraction, ceux des machines employées pour pomper consistent principalement dans le chauffage et la surveillance; quant aux frais de réparation, ils doivent être compris dans le chapitre intitulé : travail des artisans. Certes, il n'est pas probable que dans des lieux choisis le bois soit aussi cher que dans le Cornouailles. A Réal del Monte, une charge de bois coûte aux mines un réal, ou 6 pences $\frac{1}{2}$ (13 sols), en supposant que cette quantité soit seulement égale à un boisseau de charbon pesant 80 livres; le coût de ce dernier dans les mines de Cornouailles est au moins de 10 pences (10 sols). A Bolannos le bois de charpente est également abondant, mais l'on peut se servir de l'eau qui ne coûte rien; il en est de même à Otzumatlan, tandis qu'à Zacatecas les mines sont presque à sec. Je ne vois pas pourquoi le prix courant des machines serait plus élevé qu'en Angleterre.

6° Lorsque les routes seront améliorées, ce qui sera bientôt fait dans le voisinage immédiat des mines, le transport se fera à bien meilleur compte qu'il ne se fait en Angleterre.

7° L'administration sera comme de juste fort chère; je suppose qu'elle coûtera quatre fois autant que ce que l'on demande ici.

Digitized by Google

EXTRAIT

DU DISCOURS DE M. LLOYD,

SÉNATEUR DE L'ÉTAT DE MASSACHUSSETTS,

DANS LA SESSION DE CETTE ANNÉE,

SUR L'ÉTAT ACTUEL DES MANUFACTURES ET DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE DANS L'AMÉRIQUE DU NORD [1].

Les immenses avantages que nous trouvons dans le commerce extérieur ne constituent pas seuls notre prospérité; nous avons été conduits par la nécessité à nous créer d'autres ressources, car par inclination et par choix nous n'étions que navigateurs. Depuis la dernière guerre et les agressions qui l'ont précédée, nous avons tourné vers nous-mêmes, quoique avec répugnance et pour ainsi dire *invitâ Minervâ*, notre industrie. Aucune prévision ou expérience ne nous a d'abord guidés, et cependant ces nouvelles ressources ont fructifié, se sont développées entre nos mains, presque à l'égal de notre navigation. Dans le court espace de quinze ans, nos manufactures de coton, pour tous les articles d'un usage commun, ont égalé celles des autres pays. Les produits qui en sortent se vendent dans tout l'univers; et les noms des manufactu-

(1) Ce discours a été traduit en entier. Les renseignemens qu'il donne sur les relations commerciales des États-Unis avec toutes les nations du monde sont d'une grande importance : on la trouve chez Sautelet et compagnie, place de la Bourse.

Digitized by Google

riers américains, empreints comme une sorte de recommandation sur les articles du même genre qu'exportent d'autres pays, prouvent assez que pour la qualité nous n'avons aujourd'hui rien à apprendre des descendans des Arkriwghts, malgré leur expérience, leur habileté, leurs capitaux et leurs immenses établissemens. D'après la consistance que prend chez nous cette industrie, aucun homme clairvoyant ne peut visiter notre pays sans être convaincu que si cette disposition continue et obtient succès, nos états du milieu et de l'est pourront dans un demi ou un quart de siècle avoir comme la France et l'Angleterre, leur Lyon, leur Rouen ou leur Manchester. Voilà une industrie que ne détruiraient pas les gênes apportées à notre commerce extérieur, et que les principales nations de l'Europe n'ont pas intérêt à favoriser, en nous obligeant à nous y livrer exclusivement. Quant au rétablissement des droits de prohibition, nous en sommes garantis par nos moyens de représaille et par la nature de notre commerce. Quel est-il en effet? nous importons d'Europe principalement des articles de luxe que les habitudes d'aisance nous ont rendus nécessaires. Si ces objets ne sont pas indispensables, nous pouvons nous en passer; s'ils le sont, nous pouvons mieux faire encore, nous les procurer par nous-mêmes. Au contraire, quel genre d'articles exportons-nous? des articles de première nécessité, comme les grains, lorsqu'ils manquent en Europe, et le coton qu'on y met en œuvre. Cela est de nécessité, puisque la subsistance et les moyens d'industrie de la multitude en dépendent. On dira qu'elle peut les tirer d'ailleurs; mais cette crainte déjà présentée est tombée d'elle-même. La richesse de notre règne végétal ne pourrait succomber sous les influences réunies de la peste et de la guerre. En temps

Digitized by Google

de paix, personne ne voudrait aller se mettre sous la dent du lion, quand sa gueule est encore dégoûtante de débris sanglans; nous ne craignons donc pas la concurrence du pacha d'Egypte. On ne peut pas non plus en temps de paix tirer le coton de l'Inde, où il est très inférieur en qualité et coûte trois fois plus de transport. L'Amérique du Sud pourrait seule rivaliser avec nous; mais si avec la supériorité du savoir et de l'expérience, une plus grande proximité des marchés de consommation, nous ne pouvions lutter avec les produits tirés de cette source, nous mériterions d'être supplantés. Les droits qu'on mettrait à l'étranger sur ces articles, augmenteraient pour les manufacturiers de ces pays le prix des matières premières, et, comme les manufacturiers augmenteraient d'autant le prix de leurs marchandises fabriquées, il s'ensuivrait que nos fabriques fourniraient à meilleur compte que les leurs; ce que, je le répète, les nations étrangères ne sauraient désirer.

Nous avons enfin encore une ressource sur laquelle ne sauraient influer les empêchemens mis à notre commerce extérieur. Cette ressource peu appréciée, peu remarquée, ne se trouvera bientôt au même degré chez aucune nation étrangère. Née dans le silence et l'obscurité, elle n'a encore été l'objet d'aucun calcul; nos tableaux statistiques n'en font pas mention. On ne s'est pas occupé d'examiner ce que peut nous rapporter l'échange du superflu d'un de nos états en blé, contre le superflu d'un autre état en tabac ou en sucre; c'est là une affaire de famille; et, en effet, comment dire ce qu'est pour nous cet immense commerce de cabotage qui se fait sans sortir du pays? Voulez-vous savoir ce que c'est que ce commerce? Suivez un seul des vaisseaux qui le font, prenez tel point de départ que vous

Digitized by Google

voudrez, par exemple la cité de Washington; voyez un de ces vaisseaux descendant le Potomac, la baie de Chesapeak, visitant nos villes commerciales du Sud, entrant dans le golfe du Mexique, remontant le cours majestueux du roi des fleuves, remontant plus haut encore le Missouri son rival, traversant les grands lacs, descendant, si vous le voulez, dans celui d'Érié, entrant dans le magnifique canal de l'état de New-Yorck, coupant par le milieu la fourche du futur trident de Neptune, s'arrêtant au grand entrepôt du nouveau monde, la cité de New-Yorck, et si vous voulez encore, continuant sa route par le canal jusqu'à la chute du Niagara; passant dans l'Ontario, de là, longeant par le S. Laurent la côte nord-est des États-Unis, et prenant en front nos principales villes de commerce; enfin rentrant dans le Potomac après avoir fait un circuit de plusieurs milliers de lieues, sur une route qui sera bientôt garnie de villes florissantes et d'établissemens populeux. Pas un tonneau étranger n'est employé dans ce commerce, il est à nous dans la paix comme dans la guerre. Dans quelques années vous pourrez vous y livrer en suivant un chemin couvert depuis le Maine jusqu'au Mississipi et aux lacs, entièrement hors de la vue de l'ennemi, si ce n'est dans le court espace qui borde la côte du Canada. D'après les registres du commerce, sept cent mille tonneaux ont été employés l'année dernière dans le cabotage. Vous sentez que c'est là tout simplement l'expression de la capacité des vaisseaux enregistrés et contrôlés pour cet effet, car chacun de ces vaisseaux n'a, terme moyen, sur dix voyages par an, qu'une réparation, et prend chaque fois une cargaison; estimez le tout à moitié, cinq voyages par an avec de petites cargaisons, reste encore un mouvement de trois millions cinq cent mille

Digitized by Google

tonneaux de produits échangés entre les diverses parties et les habitans de ce pays. On ne peut vous donner que par cette évaluation approximative une idée de l'importance de ce commerce; une interruption dans le commerce extérieur l'augmenterait, et c'est ce que ne sauraient désirer les autres nations; car la force est relative, et certaines nations ne sont puissantes que lorsque les autres sont faibles.

MELANGES.

Les extraits ou analyses que nous publierons sous ce titre auront pour objet de faire connaître les mœurs, la littérature et les beaux-arts en Amérique. Nous désirons que bientôt les républiques du Sud puissent nous intéresser sous ce dernier rapport. Nécessairement elles fournissent peu jusqu'à présent, mais nous nous empresserons de recueillir leurs premiers essais. Si leur existence politique se consolide, nous ne doutons pas que l'influence d'un beau ciel et les inspirations de la nature, si grande, si variée, si riche dans cette partie de l'Amérique, n'y développent promptement l'aptitude poétique de ses habitans. Séparés des populations d'origine anglaise par la différence de langage, ils ne chercheront point à copier celles-ci dans leurs arts,

Digitized by Google

comme dans leurs institutions ; leur civilisation pourra même à quelques égards devenir plus brillante. Dans les États-Unis de l'Amérique, les travaux de l'esprit ont une direction plus positive que littéraire ; ils n'ont point encore une *littérature*, du moins dans le sens qu'on attache en Europe à ce mot ; mais les nombreuses richesses intellectuelles presque également répandues dans toutes les classes de la société, nous paraîtront un dédommagement heureux de ce luxe de savoir et de beau langage qui fleurit dans les cours et les académies au milieu de nations ignorantes. Le caractère national et l'état de la société nous serviront à expliquer la tendance pratique des esprits qui, dans l'Amérique du Nord, donne à l'instruction quelque chose de plus usuel et de plus sérieux ; néanmoins plus d'une rénommée littéraire y est déjà solidement établie. Les noms de Cooper, de Washington, Irving, du romancier Brown, ont franchi l'Atlantique ; quelques-uns des peintres de l'Amérique sont arrivés à une grande célébrité ; on remarque même qu'en Angleterre plusieurs Americains sont à la tête des académies de peinture. L'état des mœurs chez toute nation tient de si près à celui des arts que les renseignemens que nous nous procurerons sur les mœurs et la vie intérieure des habitans de l'Amérique, trouveront naturellement ici leur place.

Digitized by Google

MŒURS ET COSTUME DES FEMMES DU PÉROU.

(Extrait du Voyage de M. Caldelengh, publié à Londres, en 1824)

En général, les péruviennes sont belles et de cette élégance de formes qui distinguent les femmes des pays chauds. Il n'y a pas d'étranger qui ne remarque l'extrême petitesse de leur pied. Leur parure favorite est la mantille et l'ajustement appelé saya. Le saya est une robe de soie merveilleusement propre à dessiner les contours, et quelques-unes la portent si étroite qu'elle ne sauraient enjamber le moindre ruisseau. La mantille enveloppe le buste, les bras, la tête et ne laisse qu'un œil à découvert. Il y a toutefois une telle coquetterie dans la manière de disposer ce voile, que l'autorité espagnole en avait interdit l'usage, sous peine de confiscation et d'une amende de dix mille maravedis. Le goût national n'a pu être réformé à cet égard, et l'on ne rencontre guère aux promenades de Lima que des femmes ainsi parées. Chez elles, les péruviennes sont vêtues à l'espagnole ou à la française, leurs cheveux sont entrelacés de fleurs; elles fument quelquefois, et même au théâtre, de petits cigarres parfumés, et qu'elles cachent avec l'éventail, c'est moins pour elles un passe-temps qu'une précaution de santé, elles croient par là se préserver de l'influence des brouillards qui règnent à Lima. Plusieurs fois par jour elles prennent des bains froids. Dans les familles riches on se lève de grand matin; on déjeûne avec du chocolat et des fruits; à deux heures on prend un repas qui consiste en viandes préparées et fortement assaisonnées, ou bien en excellent

Digitized by Google

poisson; on boit des vins du Pérou ou d'Europe, puis on fait la sieste jusqu'à 6 heures. Alors commencent les promenades. On soupe à sept heures avec le chocolat. Dans la plupart des grandes maisons il y a des tertulias aux assemblées; on y danse peu à cause de la chaleur; mais le jeu, la musique, la conversation occupent ces réunions dans lesquelles se consomme d'ordinaire une assez grande quantité de punch.

Nous tirons du journal *la Cometa*, de Caracas, les considérations suivantes sur la loi d'émigration dans la république de Colombie.

La loi du 7 juin 1813, destinée à favoriser l'émigration des étrangers dans le pays, n'a pas produit les résultats qu'on aurait pu attendre de cette conception philantropique de nos législateurs, ce qui a été attribué à diverses causes. Plusieurs pensent que tant que l'Espagne conservera vis-à-vis de nous une attitude hostile, peu d'étrangers abandonneront la sécurité de leur terre natale pour se transporter dans un pays encore menacé d'invasion; d'autres croient qu'il ne suffit pas que la loi accorde des terres et les droits de citoyen, si d'ailleurs elle ne garantit pas aux émigrans les moyens de transport et une existence honnête jusqu'à ce qu'ils puissent s'établir. Il y a déjà long-temps que la première de ces causes n'existe plus que dans les prétentions impuissantes de l'Espagne; toute l'Europe sait qu'elle n'a eu ni assez de force, ni assez de conduite politique pour empêcher notre émancipation, lorsque nos ressources n'étaient pas encore organisées. La seconde cause disparaîtra bientôt par la formation à Bogota d'une société de colonisation pour-

Digitized by Google

vue de capitaux considérables ; mais nous doutons qu'il puisse dépendre de cette société de remplir le but de la loi, ou plutôt de suppléer à son insuffisance. Si nous voulons réellement peupler et civiliser notre pays par le secours d'étrangers utiles et laborieux, il faut que non-seulement leur croyance religieuse soit tolérée comme elle l'est, mais que le droit d'exercer publiquement leur culte leur soit accordé; il est également indispensable que les lois qui font de la différence de religion un obstacle au mariage soient abrogées en faveur des émigrans.

Sans doute la constitution a reconnu qu'il pourrait exister en Colombie différens cultes, puisqu'elle n'en a adopté aucun. L'article 183 admet tous les étrangers aux mêmes droits et garanties que les autres citoyens, et quel droit plus cher à l'homme que celui de ses croyances religieuses! Les magistratures et emplois de la république ne sont pas refusés aux hétérodoxes nés Colombiens : nous avons parmi nous des étrangers non catholiques, dont les enfans seront élevés dans la religion de leur père : ainsi, quand nous ne le voudrions pas, quelque grande que soit l'influence des prêtres dans le congrès, quelle que soit la condescendance du gouvernement à leur égard, le faux principe que l'on veut maintenir est à moitié détruit par une conséquence du système libéral dans lequel nous sommes entrés.

N'est-ce pas assez pour les étrangers d'abandonner patrie, parens, amis, des habitudes toujours chères; faut-il qu'en venant sur la terre de Colombie ils doivent encore abjurer leur foi religieuse? Ce serait une horrible tyrannie, et dont nous pouvons nous faire l'idée en songeant à ce que souffriraient nos co-religionnaires dans un pays où il ne leur serait pas permis de se livrer aux pratiques de

Digitized by Google

leur culte. Rappelons-nous que nous avons émigré dans des contrées hétérodoxes, que nous y avons trouvé des temples et des prêtres catholiques; que là nous avons pu remplir pendant la vie et à la mort nos devoirs religieux, et que par cette douce tolérance les familles de ceux qui sont morts n'ont point eu la douleur de voir ensevelir furtivement, sur un rivage ou dans un jardin particulier, les restes de leurs proches, or, cela arrive parmi nous à la honte de la civilisation du pays. Les schismatiques ont plus fait en faveur de notre indépendance et de notre liberté que ces communautés religieuses, et ces confréries bigotes qui leur refusent la terre-sainte; et notre ingratitude les abandonne à cet affront, crainte de scandaliser une piété stupide.

Mais que dire de la négligence avec laquelle nos législateurs ont laissé subsister jusqu'à présent l'empêchement au mariage, motivé par la différence de religion, empêchement flétri par les témoignages historiques qui, dans les premiers siècles de l'église, montrent si souvent l'homme infidèle converti par son alliance avec la femme fidèle, et qu'on ne saurait qualifier en présence d'institutions telles que les nôtres. Nous appelons des étrangers pour peupler et faire fleurir cette terre dont l'intolérance et le monopole de l'Espagne ont fait un désert; ils viennent et nous les condamnons à un célibat perpétuel, il leur est interdit de contracter parmi nous des liens légitimes, de devenir des pères de familles respectables; et cela sous la zone torride, au milieu de femmes d'une incomparable beauté, et d'une imagination facilement entraînée vers les étrangers; quelle morale voulons-nous donc créer parmi nous?

Sur la foi de nos promesses il viendra de ces jeunes Et-

Digitized by Google

topéens aux formes robustes, à la blonde chevelure, au teint coloré. L'irrésistible loi du climat, la vigueur du tempérament les pousseront vers nos colombiennes si vives, si fraîches, si séduisantes; et dans ce pays si misérablement dépeuplé, où l'on rencontre quatre femmes pour un homme, où tous les hommes mêmes ne se marient pas, ils devront se contenter de voltiger autour de la fleur; toute colombienne sera pour eux le fruit de l'arbre d'Eden. Une pareille interdiction n'est pas seulement absurde et dangereuse, elle est impraticable, la voix de la nature parlera plus haut qu'elle, et, ce qu'ils ne sauraient obtenir légitimement sous l'empire de vos lois, les étrangers l'obtiendront par la fraude et l'hypocrisie, ils feindront une religion qui ne sera pas dans leur cœur; ils feront tous les sermens que vous exigerez, et rempliront en s'en moquant toutes vos pratiques extérieures de dévotion, et à ce prix ils possèderont des colombiennes. Ainsi le plus sacré des contrats, celui qui ne saurait admettre la moindre arrière-pensée, commencera par un parjure. Qui sait si plus tard la femme qui aura été le prix du mensonge ne s'effraiera point d'une sorte de complicité? Sa faible raison consultera des casuistes dont l'arsenal sophistique lui fournira de suite quelque argument de nullité; elle voudra sortir de ses alarmes par la rupture du lien conjugal, la loi civile interviendra; il ne manquera pas de jurisconsultes pour ou contre la validité du mariage; les enfans seront abandonnés, la famille détruite, et telles seront les conséquences de la loi d'émigration et de votre intolérance.

Pour éviter ces maux, pour hâter l'accroissement de notre population, pour que le sang colombien soit fécondé, appelons des étrangers honnêtes et laborieux, que

Digitized by Google

nos lois soient les leurs; qu'ils bâtissent leurs temples près des nôtres; que nos filles reçoivent indifféremment la bénédiction du ministre de l'un ou de l'autre culte; il n'y a que des fanatiques qui puissent ne pas vouloir cette douce union, et ce n'est pas pour eux que la république est faite.

Les journaux colombiens parlent de Bolivar avec des éloges qu'ils ne se lassent point de répéter sous toutes les formes et en toute occasion. Nous ne doutons pas qu'aux yeux d'un homme aussi distingué par l'esprit et le caractre que le libérateur Bolivar, ces explosions si fréquentes d'admiration ne soient presqu'un abus de la liberté de la presse, sorte d'abus dont ne se plaignaient pas chez nous les gens en pouvoir. Nous empruntons à l'un de ces journaux un article qui résume rapidement et dans une mesure convenable les services rendus par Bolivar à l'Amérique du Sud.

Il y a dix années que Bolivar, sur le champ de bataille comme dans le cabinet, tient le premier rang parmi les libérateurs de l'Amérique du Sud. Jeune, il a montré les précieuses facultés de cet âge unies à toutes celles qui pouvaient le mettre à la hauteur de son œuvre; son premier acte de dévouement a été le sacrifice d'une fortune considérable, et plus tard il lui est arrivé de ne pas posséder seulement une piastre.

Avec des recrues il a soutenu la guerre contre les vétérans de l'Espagne, et vaincu Morillo leur plus habile capitaine. C'est lui qui a organisé politiquement la Colombie après l'avoir purgée de la domination espagnole. Comme tous les hommes d'une raison supérieure, il a senti que la

Digitized by Google

victoire n'était qu'un demi-succès lorsqu'elle n'était pas suivie de l'entière destruction de l'ennemi ; et non content d'avoir assuré nos frontières, il a volé au secours du Pérou où l'Espagne disputait encore un reste de pouvoir : parti doublement remarquable et par la confiance que devait avoir dans la stabilité de son œuvre celui qui abandonnait à elle-même la Colombie à peine délivrée, et par le sentiment qu'avait de ses forces celui que n'effrayait point l'immense tâche de conduire à une si grande distance, à travers des difficultés dont personne ne se fait l'idée en Europe, une armée qui n'avait qu'une ébauche de discipline et d'instruction. Bolivar ne s'est point trompé ; tout s'est affermi derrière lui, tandis qu'il atteignait au cœur du Pérou les *Turcs* de l'Amérique. On sait comment l'exécrable trahison du marquis de Torre-Tayle l'arrêta tout à coup au fort de ses succès. Un homme ordinaire eût été perdu : les drapeaux castillans avaient retrouvé toute leur audace ; ils se précipitaient comme pour punir un téméraire, ils s'arrêtèrent devant la prudence d'un nouveau Fabius : ce n'était plus ce Bolivar rapide comme l'aigle, et marchant aux inspirations de sa fortune ; il n'opposait au nombre que des positions choisies avec une habileté consommée ; il méprisait les provocations de l'ennemi, et résistait à l'ardeur de ses soldats. Et toutefois ce général homme d'état ne songeait pas à une retraite ; la destruction de l'armée espagnole était toujours présente à sa pensée, comme la seule condition de notre indépendance. Il savait que toute tyrannie ne se maintient que par une armée, et qu'il n'y aurait plus d'Amérique pour l'Espagne quand l'Espagne n'aurait plus d'armée en Amérique. Il atteignit le prix de sa constance et de sa haute sagesse : il prit les Espagnols en faute et les écrasa dans une seule

Digitized by Google

bataille : de ce jour a été décidée la question entre l'Espagne et l'Amérique.

Parmi les Espagnols proscrits par le gouvernement de Ferdinand VII, quelques-uns peuvent devenir pour l'Amérique du Sud d'heureuses acquisitions. Un de ces réfugiés, M. Félix Megia, écrivain distingué qui rédigeait à Madrid sous les cortez un journal politique, a composé pour le théâtre américain plusieurs pièces que nous avons sous les yeux. L'une d'elles est un tribut de regrets patriotiques et d'amitié particulière offert à la mémoire de Riégo. Une tragédie sur la mort de Riégo nous ferait horreur et peut-être honte : ce souvenir est trop récent et trop odieux ; les passions fanatiques auxquelles cet homme qui n'avait point versé de sang a été immolé sous les yeux de nos compatriotes s'agitent encore trop près de nous. En Amérique la différence de situation politique, surtout l'éloignement, reculent assez un tel événement pour rendre sa représentation supportable. La pièce de Mégia ne montre pas Riégo traîné sur la claie au milieu des huées de la populace apostolique et d'une haie de soldats français ; le ressentiment de l'Espagnol proscrit s'est contenté de le montrer dans sa prison luttant contre un tribunal composé de ses plus mortels ennemis, et contre les hypocrites obsessions de quelques moines qui prétendent l'aider à mourir. La toile tombe avant le supplice. Nous ne savons pas si le poète s'est trompé en donnant à Riégo des soldats et des officiers français pour géoliers ; mais, avant de mourir, le général apostrophe ainsi ces étrangers qui l'entourent : « Malheureux, « êtes-vous bien de cette nation dont vous portez l'habit « et parlez la langue ? ils étaient vêtus et parlaient comme

Digitized by Google

« vous ceux qui vinrent il y a 30 ans nous apprendre que « les rois étaient des hommes, et qu'il n'y avait pour eux « de légitimité que dans la volonté des peuples. Vous étiez « presque tous sur les pas de ce chef qui vous avait cou- « verts de gloire, et qui se perdit en voulant nous asservir; « du moins il ne connaissait que nos richesses, et dans son « cœur nous destinait les bienfaits de la civilisation; main- « tenant, c'est au nom du fanatisme que vous venez pour « la troisième fois mettre l'Espagne à feu et à sang... « Achevez votre ouvrage; portez dans votre patrie l'in- « quisition et la servitude que vous nous avez rendues; « brisez ce sceptre des arts et du génie qu'elle a porté pen- « dant deux siècles; allez faire hommage de votre dévoue- « ment hypocrite à cette aristocratie qui vous méprise, « à ce clergé vindicatif qui a tant d'anciennes injures à « vous faire expier, et croyez bien qu'à votre tour vous « succomberez sous la tyrannie que votre valeur merce- « naire a fondée. » Ces imprécations qu'on ne saurait trouver déplacées dans la bouche de Riégo marchant au supplice, M. Félix Mégia les a exprimées dans de fort beaux vers qui font désirer qu'il consacre son exil à faire fleurir dans les anciennes colonies de l'Espagne la langue de Cervantès et de Lopez de Wega. Une autre tragédie de M. Mégia, intitulée : Pizarre ou les Péruviens, a été son premier essai dramatique sur l'histoire de sa nouvelle patrie; elle a été composée pour le théâtre de Mexico.

Le cinquantième anniversaire de l'indépendance des États-Unis a été célébré à Paris le 4 juillet. Grand nombre d'Américains s'étaient réunis à ce banquet. L'hôte, le bienfaiteur et l'ami de la nation, le général Lafayette, plusieurs

Digitized by Google

de ses parens et de ses amis étaient au nombre des convives. Après dîné les 13 toasts d'usage ont été portés par M. Burnet président; on a bu : 1° à la solennité du jour; 2° aux institutions américaines; 3° à la mémoire de Washington; 4° au président des États-Unis; 5° au roi de France; 6° à Thomas Jefferson; 7° au général Lafayette; 8° à la mémoire de Louis XVI; 9° aux républiques du Sud et au Mexique; 10 à la Grèce; 11° à la sainte-alliance du bon sens, de la vertu et du patriotisme; 12° à l'esprit des voyages; 13° aux femmes américaines.

Le général Lafayette a répondu au toast qui lui était adressé :

Messieurs,

Il y a deux ans qu'en quittant cette table de réunion américaine, je partis pour l'heureux et bien-aimé pays ou l'accueil que j'ai reçu, les prodiges de création et d'amélioration dont j'ai été témoin, le spectacle de prospérité publique et de félicité privée dont j'ai joui avec délices ont de beaucoup surpassé tout ce qu'un reconnaissant souvenir de mes obligations antérieures et ma vive confiance dans l'immense pouvoir de la liberté républicaine avaient pu me faire prévoir. C'est ainsi, messieurs, qu'après avoir visité les vingt-quatre états de l'union, après avoir sur le glorieux terrain de Bankers-hill célébré le cinquantième anniversaire du 17 juin, j'ai eu le plaisir de fêter le dernier 4 juillet au même lieu où lors de mon débarquement avait commencé cette suite de réceptions aussi touchantes qu'honorables. Aujourd'hui je suis heureux de me réunir à vous à cette époque d'un demi-siècle dans l'ère du nouvel ordre social qui a déjà parcouru l'hémisphère américain, et qui ne peut manquer d'éclairer de plus en plus et d'af-

Digitized by Google

franchir le monde; j'en suis d'autant plus heureux, messieurs (permettez cette observation à un vétéran de votre révolution), qu'en trouvant ici un si grand nombre de citoyens des États-Unis, je sais que plus ils verront l'Europe, plus ils seront attachés aux institutions de leur patrie, à ces institutions fondées sur les droits de l'homme, sur la vertu républicaine, sur la liberté pratique, sur une politique toute simple, une vraie représentation, et le gouvernement du peuple par lui-même. C'est en conséquence de ces sentimens que je vous propose le toast suivant :

Au budget de la liberté américaine : que les autres nations réfléchissent à ce qu'elle coûte et à ce qu'elle rapporte.

Parmi les toasts particuliers qui ont suivi, on a remarqué les suivans :

Par le comte de Lasteyrie *aux progrès de l'instruction* par les moyens les plus compatibles avec la raison, les mœurs et la tolérance religieuse.

Par *M. Georges Washington Lafayette.* Une visite aux États-Unis : elle élève l'ame ; elle remplit le cœur de joie; elle imprime à l'esprit cette conviction que la liberté est le plus grand des biens.

Par *M. Levasseur, aux défenseurs de la liberté grecque:* leur gloire sera éternelle comme l'ignominie de ceux qui combattent contre elle.

Par *M. Scheffer,* (qui a fait hommage au congrès du beau portrait en pied du général Lafayette), *aux artistes américains : c'est à eux de prouver que la gloire nationale, fondée sur la liberté, est faite pour donner les plus nobles inspirations.*

Digitized by Google

MOUVEMENS DES FONDS AMÉRICAINS

SUR LA PLACE DE LONDRES,

Du 1er juin 1826 au 1er juillet.

DATES.	Brésil. Bons : 5 p. %.	Buénos-Ayres. Bs. 6 p. %.	Chili. Bons : 6 p. %.	Colombie. Bons : 6 p. %. 18	Colombie. Bons : 6 p. %. 24	Mexique. Bons : 5 p. %. 1822	Mexique. Bons : 6 p. %. 1824	Pérou. Bons : 6 p. %.	Haïty Voir les journaux franç.
1 juin .	56 . .	. . . .	. . . .	. .	40 3/4	63	61 7/8	29 1/2	
2 » . .	. . . .	. . . .	40 1/2.	. .	40 7/8	53 1/2	62		Guatimala n'a pas été coté.
3 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	40 1/2	. .	61 3/4	30	
5 » . .	56 3/4. .	60 1/2 . .	. . . .	. .	40 3/4	53 1/2	62 1/2	*id.*	
6 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	41	. .	62	29 1/2	
7 » . .	57 . .	60 1/2 . .	. . . .	. .	*id.*	. .	62 1/8	*id.*	
8 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	. .	. .	63	*id.*	
9 » . .	. . . .	. . . .	40 1/2. .	. .	40 3/4	. .	62 1/2	30	
10 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	40 1/2	. .	*id.*	29 1/4	
12 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	40 1/4	. .	60 5/8	29 1/2	
13 » . .	. . . .	60. . .	. . . .	. .	39 1/2	. .	59 1/2	29	
14 » . .	. . . .	60. . .	39 3/4. .	36 1/2	38 7/8	50	59 1/8	29	
15 » . .	57 . .	60 1/2 .	. . . .	. .	39	. .	60 1/8	28 3/4	
16 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	38	. .	59		
17 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	35	36 5/8	. .	58 3/4		
19 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	37 1/2	. .	58 1/2		
20 » . .	57 . .	60. . .	. . . .	. .	36 1/2	47 1/2	56 1/2	28 1/2	
21 » . .	56 . .	. . . .	. . . .	. .	36 3/4	46 1/2	55		
22 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	37 1/4	47	55 3/4		
23 » . .	. . . .	. . . .	. . . .	. .	36 1/8	. .	55	28	
26 » . .	56 1/2. .	. . . .	. . . .	. .	36 1/4	. .	53 5/8	28	
27 » . .	55 . .	. . . .	. . . .	34	36 1/2	. .	53 1/2	27 1/2	
28 » . .	55 . .	. . . .	. . . .	. .	36 5/8	. .	54	27 1/2	
29 » . .	55 . .	. . . .	. . . .	. .	34 3/4	. .	51 1/2		
30 » . .	53 . .	57. . .	. . . .	29	34 1/4	41	56 1/2		
1 juillet	. . . .	. . . .	32 . .	. .	29 3/4	36 1/2	44 3/4	23	

Digitized by Google

Revue
AMÉRICAINE.
N° 2. — AOUT 1826.

HISTOIRE.

DE LA GUERRE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE BUENOS-AYRES ET L'EMPIRE DU BRÉSIL,
Au sujet de la Banda-oriental.

Entre la rive orientale de l'Uruguay et la mer, entre La Plata qui le termine au sud et La Sierra-do-Topas qui le sépare du Brésil à l'est et au nord est un vaste pays arrosé par une multitude de rivières qui se jettent à la mer ou grossissent l'Uruguay et La Plata. Ce pays nommé la *Banda-oriental*, à cause de sa situation par rapport à l'Uruguay, est l'une des plus fertiles contrées de l'Amérique du Sud. Placé entre les colonies du Portugal et celles de l'Espagne, il leur a servi long-temps de frontière commune. Les races indiennes attachées à cette terre par la richesse de ses

Digitized by Google

productions naturelles, la douceur et la salubrité de son climat, l'excellence de ses pâturages et l'abondance des bestiaux, s'y sont maintenues entre les deux nations conquérantes jusqu'à ce que celles-ci aient voulu combler l'intervalle qui les séparait. Les Indiens ont été refoulés alors dans les parties montagneuses voisines du cours supérieur du Parana, et quelques débris de leurs tribus y existent encore sous le nom de *Charruas*.

Il n'y a guère plus d'un siècle et demi que cette prise de possession s'est opérée. Les Espagnols ont d'abord été maîtres de la partie du pays la plus grande et la mieux située, celle qu'on nomme aujourd'hui district de Monté-Vidéo; la ville du même nom sur la côte que baignent les eaux de La Plata a été peuplée par une colonie envoyée de Buénos-Ayres. Ces premiers colons européens ayant trouvé les rivages de l'Ybicin, du Rio-Négro, du Céboll-lati, du Pardo, du Tacuari et des autres affluens de l'Uruguay couverts d'innombrables troupeaux de vigognes, de chevaux et de bœufs sauvages, leur donnèrent la chasse, et par la vente des peaux et la salaison des viandes qu'ils en tiraient ne tardèrent pas à fonder sur la côte et dans l'intérieur du pays beaucoup d'établissemens florissans. Il se forma là rapidement une population européenne composée d'Espagnols et de Portugais. L'accès était également facile pour les émigrans des deux frontières voisines et les ressources du pays semblaient inépuisables. Les petites villes de Maldonada, Santa-Lucia, San-José, Canelones, Sorcano, San-Carlos, Cerro-largo n'ont pas une existence plus ancienne, et toutes ont eu dans le dernier siècle une assez grande importance.

Il est naturel qu'à la longue indifférence du Portugal et de l'Espagne pour la rive orientale de l'Uruguay ait suc-

Digitized by Google

cédé de part et d'autre un vif désir de posséder ce pays aussitôt que son importance a été reconnue. L'Espagne a dû promptement sentir que le monopole du commerce de La Plata tenait pour elle à la conservation de ses deux rives : elle s'est hâtée de faire de Monté-Vidéo une place importante ; elle a entrepris des travaux considérables pour rendre d'un accès facile son port exposé aux vents d'est de l'océan : de son côté le Portugal voyant une colonie industrieuse s'interposer entre sa frontière montagneuse et l'Uruguay, s'emparer du cours inférieur et de l'embouchure de toutes les rivières nées dans ses provinces méridionales, a cherché à compléter de ce côté sa grande existence territoriale en se portant sur La Plata. Il a fait valoir dans plusieurs contestations contre l'Espagne que de tout temps ce fleuve avait été reconnu comme barrière naturelle entre les possessions des deux nations en Amérique ; il s'est appuyé, non sans quelque apparence de raison, sur les instructions données par Charles V au chef de la colonie de Buénos-Ayres, instructions qui défendaient de tenter aucun établissement sur la rive gauche de La Plata, *la part* des Portugais commençant là. Dans le cours des longues guerres que le Portugal et l'Espagne se sont faites dans le Nouveau-Monde au sujet des limites entre le Brésil, le Pérou, la Nouvelle-Grenade et La Plata, les prétentions des deux nations sur la Banda-oriental ont été diversement réglées par plusieurs traités, mais plutôt suivant les chances de la guerre que suivant les prescriptions du droit. En 1777, le Portugal fut forcé de se contenter de la ligne des montagnes do-Topas et de S.-Ignacio ; puis il revint sur l'Uruguay et s'empara du district des missions. Il consentit, en 1804, à restituer à l'Espagne ce territoire pour prix de la forteresse d'Olivenza qu'il avait perdue en Eu-

Digitized by Google

rope. « La mauvaise foi des deux parties, dit l'auteur d'un « mémoire que nous avons sous les yeux, ne se montra « jamais plus que dans cette occasion. Ni l'Espagne, ni le « Portugal ne remplirent leurs engagemens. La première « refusa de remettre Olivenza; peu après elle se brouilla « avec la France : le Portugal voulant profiter de l'occasion « pour se dédommager de la perte d'Olivenza chercha à « s'emparer de Monté-Vidéo et n'y réussit point. »

La prospérité de la Banda-oriental a beaucoup souffert des prétentions jalouses auxquelles elle donnait lieu; alternativement envahie et dévastée par les Portugais et les Espagnols, elle n'a pu chérir la domination ni des uns ni des autres. L'histoire de cette province, jusqu'au temps où le Portugal et l'Espagne ont cessé de se partager le Nouveau-Monde, a été celle de beaucoup de petits territoires qui, resserrés entre des états puissans, ont assez de ressources pour pouvoir se passer de leur patronage et pas assez de force pour n'appartenir qu'à eux-mêmes. Toutefois, lorsque l'envahissement de l'Espagne par les Français ébranla en Amérique la domination des vice-rois, la Banda-oriental était dans un état assez florissant. Ce climat sans cesse rafraîchi par la brise de l'océan et par le souffle des vents, qui des *pampas* voisines de Buénos-Ayres viennent en traversant La Plata, avait été préservé des fréquentes et terribles mortalités qui ravagent le centre et la côte orientale de l'Amérique du Sud. La population européenne s'élevait à près de quatre-vingt mille ames. La ville de Monté-Vidéo en avait seule quinze à vingt mille; dans cette ville et dans ses environs on comptait trente-trois établissemens de salaison dans lesquels on tuait jusqu'à cent bêtes par jour, des bœufs sauvages, des vigognes, des chevaux, des moutons. Les conditions favorables

Digitized by Google

à la reproduction de ces diverses espèces étaient si puissantes et si nombreuses qu'on ne s'apercevait pas qu'aucune d'elles diminuât par cette destruction continuelle; l'exportation résultante était considérable et consistait en viandes salées, laines, cornes, suif, crins, etc., commerce dont Buénos-Ayres recueillait en partie le fruit. Monté-Vidéo moins exposée que les villes de l'intérieur aux ravages de la guerre était devenue une ville riche et célèbre par la beauté et la salubrité du séjour qu'elle offrait aux Européens.

Lorsque les colonies de l'Espagne abandonnées à elles-mêmes se créèrent des juntes provinciales et bloquèrent dans les châteaux voisins de la mer les forces espagnoles restées sans appui, la province de Monté-Vidéo s'insurgea comme les autres : son ancienne indécision entre le Portugal et l'Espagne se fixa naturellement en faveur des colonies émancipées et que de nouveaux principes allaient régir; mais il est impossible de reconnaître si, dans ce désordre, elle s'unit simplement par les armes à ceux de Buénos-Ayres, ou bien si elle se reconnut dépendante de la junte de cette province. Les mémoires que nous avons sous les yeux ne fournissent point cette explication importante[1]. Toujours est-il qu'après le facile affranchissement

(1) Le mémoire composé par M. Nuñez sur la guerre de Monté-Vidéo, et qu'on trouve dans le volume de M. Varaigne (voyez notre premier numéro), inséré parmi un assez grand nombre de pièces relatives à la guerre entre le Brésil et Buénos-Ayres, s'exprime à cet égard avec une réserve plus que diplomatique; il ne nomme même pas le chef Artigas, qui fut à la tête de l'insurrection dans la Banda-oriental, et qui, plus tard, proclama dans Monté-Vidéo l'indépendance de cette province : il dit seulement que les habitans de la Banda-oriental se soulevèrent en faveur de la révolution, *sous la conduite factieuse d'un chef insubordonné*. Plusieurs mémoires insérés dans les journaux colombiens font connaître plutôt le caractère que les vues politiques d'Artigas. Le

Digitized by Google

des deux rives de La Plata, des démêlés s'élevèrent entre la Banda-oriental et la junte de Buénos-Ayres; des hostilités s'ensuivirent; les populations de Santa-Fé, d'Entré-Rios, de Corrientes et des Missions prirent les armes contre Buénos-Ayres. Celle-ci envahit une partie du pays à l'est de l'Uruguay; mais dans l'année 1815 les troupes de la rive occidentale furent vaincues par les bandes d'Artigas, en un lieu nommé Gaubiju, et à la suite de cet échec Artigas fut reconnu par le gouvernement de Buénos-Ayres comme chef indépendant de la province.

Selon le rapport des Brésiliens, ce fut pour préserver leurs provinces méridionales de l'esprit révolutionnaire qu'Artigas s'efforçait d'y propager qu'ils résolurent d'occuper militairement la Banda-oriental. Un des ministres brésiliens, dans une communication officielle adressée au gouvernement de Buénos-Ayres, parlant de cette occupation, dit que « ce fut simplement une mesure provisoire « prise pour faire cesser l'inquiétude que causaient les « projets d'Artigas. » Le baron de Laguna chargé de l'exécution de la mesure qui consistait militairement à se porter sur la ligne de l'Uruguay, se présenta avec des forces si considérables, et trompa si bien les habitans, en alléguant les bonnes dispositions du Brésil, qu'aucune résistance ne fut faite, et cette lueur d'existence politique finit pour la Banda-oriental par la disparution d'Artigas.

Le baron de Laguna avait promis aux habitans que la présence des troupes portugaises ne serait que momentanée; mais comme le Brésil était seul juge des circon-

manifeste du gouvernement brésilien, daté du 10 décembre 1825, relève, comme favorable à ses prétentions, le refus de s'unir politiquement à Buénos-Ayres, exprimé dès le commencement de la révolution par les insurgés de la Banda-oriental alors commandés par Artigas.

Digitized by Google

stances qui devaient prolonger ou terminer l'occupation, les habitans fatigués au bout de quelques mois s'insurgèrent et firent aux troupes brésiliennes une guerre désastreuse, qui dura jusqu'au temps où les événemens de la péninsule espagnole firent naître l'espoir d'événemens plus grands encore dans le Nouveau-Monde. L'Espagne et le Portugal étaient devenus deux monarchies constitutionnelles : cette révolution appelait en Europe l'empereur du Brésil et lui prescrivait une nouvelle conduite envers les insurgés de l'Amérique.

Le gouvernement brésilien n'avait traité jusque-là la guerre faite par les habitans de la Banda-oriental que comme un brigandage suscité par les intrigues des républicains de Buénos-Ayres : aveugle comme toutes les tyrannies menacées, il s'imaginait qu'un peuple opprimé ne se sent pas lui-même et a besoin pour se révolter d'être poussé par des incitations extérieures. Au départ de l'empereur on offrit aux habitans de la Banda-oriental des conditions d'existence politique qui semblaient devoir réduire à un simple protectorat la domination usurpée du Brésil. Il fut convenu qu'une assemblée des notables de la province réunie à Monté-Vidéo délibèrerait en toute liberté sur la nature des liens qu'il lui conviendrait de conserver avec l'empire : mais on sait ce que les gouvernemens entendent par liberté dans ces sortes de délibérations que surveillent leurs baïonnettes : ainsi tout ce que purent obtenir les habitans de la Banda-oriental ce fut un pacte en vertu duquel leur pays agrégé sous le nom de *province cisplatine* au royaume-uni du Portugal, du Brésil et des Algarves, pouvait adopter un mode d'administration en rapport avec ses intérêts et ses besoins. Les forces du pays devaient être mi-parties de Brésiliens et de *Cisplatins;*

Digitized by Google

Monté-Vidéo recevait une garnison ainsi composée et le gouvernement brésilien ne pouvait, par aucune cession, ni échange, livrer cette place à l'Espagne. Ces bases posées, toutes les villes de la Banda-oriental donnèrent par des actes particuliers leur consentement à la réunion au Brésil : tous ces actes réunis aujourd'hui sont joints comme titres de possession au manifeste de l'empereur don Pédro contre la république de Buénos-Ayres (cette pièce est du mois de décembre 1825); mais pas plus que tous les actes de ce genre, ils ne peuvent faire foi des dispositions réelles qui les ont inspirés. Il est inutile de dire que le gouvernement de Buénos-Ayres protesta contre ces actes d'adhésion qui, obtenus de gré ou de force, froissaient également ses prétentions, et d'après M. Nuñez que nous avons déjà cité, lorsqu'ils furent soumis par le Brésil aux cortès de Lisbonne, ceux-ci les jugèrent de si peu de valeur qu'ils les déclarèrent nuls et non avenus.

Ceci se passait au commencement de 1822, et ce fut au milieu de cette année que don Pédro, le fils que Jean VI avait laissé pour régner à Rio-Janéiro, sentant que le temps était venu pour le Brésil d'inscrire l'ère de son émancipation dans les fastes de l'Amérique régénérée, proclama la fin de la domination portugaise. La Banda-oriental, associée dans la pensée du jeune prince aux destinées du Brésil, figura dès lors sur les armes de l'empire et l'assemblée de Monté-Vidéo jura de nouveau l'acte d'union pour la province. Mais à quelque temps de là on put juger avec quelle fidélité cette assemblée représentait le vœu des Cisplatins. La division brésilienne qui occupait la province et Monté-Vidéo s'étant formée en deux partis, l'un pour l'indépendance du Brésil, l'autre pour le maintien de la domination portugaise, les habitans de la Banda-oriental,

Digitized by Google

comme s'ils n'eussent cherché que cette occasion de montrer qu'ils ne voulaient pas plus appartenir au Brésil qu'à la république argentine, se déclarèrent pour la faction portugaise. Le général Alvaro, qui était chef de cette dernière, ayant été bientôt obligé de capituler dans Monté-Vidéo et de passer en Europe avec le peu de troupes portugaises qui lui restaient, les insurgés de Monté-Vidéo restèrent abandonnés à eux-mêmes sans espoir d'être jamais secourus par le Portugal à cause des événemens dont cette contrée elle-même était le théâtre. Que leur resta-t-il donc à faire? se soumettre ou implorer le secours de la république argentine : ils prirent ce dernier parti.

Le gouvernement de Buénos-Ayres ne pouvait perdre cette occasion de faire triompher ses prétentions abandonnées depuis 1815. A l'égard des insurgés, il agit d'abord avec lenteur et réserve; il ne leur envoya ni troupes ni munitions, mais les réclama diplomatiquement près de la cour de Rio-Janéiro comme membres de la république argentine. Cette cour répondit « que la Banda-oriental ayant « secoué le joug de l'Espagne aussi bien que la vice-royauté « de Buénos-Ayres, elle ne voyait pas quelle suprématie « l'une de ces provinces pouvait prétendre exercer sur l'au- « tre; que d'ailleurs la Banda-oriental s'était formellement « prononcée pour être unie au Brésil, qu'enfin ce qui « s'y passait était le résultat de menées dont sa majesté « impériale demandait raison elle-même à la république « argentine. » Par tout ce que nous avons exposé des anciens différens du Brésil et de Buénos-Ayres, au sujet de la Banda-oriental, on peut se faire une idée des raisons qui furent alléguées de part et d'autre et de la valeur des reproches comme de celle des récriminations. Pendant ce temps, l'énergie des insurgés faisait merveille; ils rece-

Digitized by Google

vaient par des sociétés particulières établies à Buénos-Ayres de l'argent et des armes. Un officier monté-vidéen, le colonel Lavalléja, homme aussi intelligent qu'intrépide, avait quitté le service de Buénos-Ayres pour venir diriger les efforts de ses compatriotes; un autre chef, le colonel Fructuosa Riveira, était sorti des rangs de l'armée brésilienne elle-même. Sous ces deux hommes, les habitans de la Banda, au nombre de plusieurs milliers, remportèrent avantage sur avantage, et enfin les Brésiliens n'eurent plus dans le pays que Monté-Vidéo et la colonie du Saint-Sacrement. Sous l'influence du colonel Lavalléja, un gouvernement provisoire formé dans la ville de Florida rédigea une note dans laquelle il exprimait, au nom de la province, le vœu formel d'être désormais unis politiquement à l'état de Buénos-Ayres. Sur cette déclaration, le gouvernement de Buénos-Ayres ne crut plus pouvoir hésiter à prendre parti dans la lutte. Il écrivit au gouvernement brésilien que « ne pouvant sans déshonneur abandonner « un peuple brave, exaspéré et armé, capable des plus « grands excès pour la défense de sa liberté, il reconnais- « sait la Banda-oriental comme réincorporée de fait à la « république des Provinces-Unies du Rio-de-la-Plata; qu'il « allait désormais pourvoir à la défense et à la sûreté de « cette province; qu'il désirait que la remise des places « encore occupées par le Brésil pût s'opérer à l'amiable; « mais que cela dépendait de S. M. Impériale, aussi bien « que l'établissement d'une paix durable et également pré- « cieuse pour les deux pays. »

Le gouvernement brésilien répondit à cette note du gouvernement de Buénos-Ayres, laquelle n'était à la vérité qu'une déclaration de guerre dans des formes mesurées et en apparence amies de la paix, par un long et vio-

Digitized by Google

lent manifeste « destiné à mettre sous les yeux de tous les « souverains de l'univers et des nations des deux hémis- « phères les preuves de la longanimité du monarque « brésilien et du système persévérant d'agression suivi « par la république de Buénos-Ayres. » Cette pièce, à part quelques déclamations dans le genre de celles des chancelleries monarchiques de l'Europe contre l'esprit révolutionnaire et quelques imputations dictées par le ressentiment contre la république argentine, est un document important. L'historique de toutes les circonstances et des causes de la guerre actuelle diffère en beaucoup de points des rapports que la république argentine a de son côté publiés; mais ces différences, qu'il est facile de concilier en tenant compte de l'opposition des deux intérêts, nous ont mis dans le cas de donner à peu près au récit qu'on vient de lire le degré de certitude convenable. Il est remarquable au moins que dans cette contestation, malheureusement devenue sanglante, les deux gouvernemens n'appuient leurs prétentions que sur le vœu contradictoirement émis par les habitans de la Banda-oriental. Buénos-Ayres regarde comme obtenus par la force les actes d'incorporation que fait valoir le Brésil; de son côté le Brésil regarde comme arrachées par la séduction les déclarations postérieurement faites en faveur de la république argentine. L'ancien droit des métropoles dont le joug a été secoué de part et d'autre n'étant plus allégué, il reste à décider lequel des deux votes de réunion a été spontané: tous deux sont appuyés de pièces écrites également irrécusables, et la guerre n'est ici qu'une sorte de jugement de Dieu, funeste aux deux partis et surtout au territoire contesté. La Banda-oriental a perdu plus d'un tiers de sa population dans tous ces événemens. L'intérieur du pays,

Digitized by Google

a été tellement ravagé que les Portugais sont obligés d'amener des bestiaux dans les districts dont ils sont maîtres et qui jadis étaient le plus favorisés par ce genre de richesses. Les *Estancias* qui peuplaient les riantes vallées des affluens de l'Uruguay sont presque toutes détruites; Monté-Vidéo n'a plus de commerce; ses murailles sont partout percées de brèches et ses rues encombrées de ruines. On ne peut dire à quel point de prospérité serait aujourd'hui parvenue cette province, si depuis quinze ans elle eût pu demeurer étrangère à la politique des deux états dont elle est devenue le champ de bataille. Et peut-être la querelle est-elle loin encore de toucher à sa fin! Qu'on jette un coup d'œil sur une carte, on verra que le grand motif de la guerre entre le Brésil et Buénos-Ayres n'est pas dans les griefs que ces deux gouvernemens élèvent l'un contre l'autre, mais dans l'importance également sentie de la possession qu'ils se disputent. L'embouchure de La Plata semble faite pour concentrer un jour tout le commerce de la côte orientale de l'Amérique du Sud; si Buénos-Ayres parvient à conserver les deux rives, tout cet avenir est à elle sans partage; si le Brésil perd la Banda-oriental, la navigation intérieure des plus belles parties de son vaste empire est frappée de mort; aussi ne doit-on pas s'attendre à le voir se départir de ses prétentions.

C'est ainsi que la question est généralement envisagée aujourd'hui en Amérique. La plupart des républiques du Sud, sympathisant naturellement avec celle de Buénos-Ayres, seraient volontiers disposées à prendre parti pour elle contre le Brésil; nous avons vu dans quelques-uns de leurs journaux des appels faits en faveur de la république argentine contre le *tyran* du Brésil. Les journaux de

Digitized by Google

l'Amérique du Nord parlent diversement des mêmes intérêts : nous avons sous les yeux un numéro du *National Journal*, la feuille officielle des États-Unis, dans lequel les avantages de la possession de la Banda-oriental, tant pour le Brésil que pour la république argentine, nous paraissent bien appréciés. Ce journal termine ainsi : « La « république argentine, comme toutes celles de l'Améri- « que du Sud, a besoin de se consolider dans ses propres « institutions et de fonder son crédit en Europe : ce n'est « pas par la guerre qu'elle y parviendra. Ce que cette ré- « publique aurait peut-être de plus sage à faire serait de « céder au Brésil, au plus haut prix possible, ses préten- « tions sur la Banda-oriental. Elle sera toujours par la « possession de la rive droite de La Plata plus puissante « que le Brésil ne peut le devenir par la possession de la « rive gauche. La position de Monté-Vidéo ne rivalisera « jamais avec celle de Buénos-Ayres. La guerre peut être « une spéculation avantageuse pour un état qui a de « grandes et anciennes ressources ; mais pour celui qui « est à peine constitué, elle est aussi folle que le seraient « des entreprises lointaines pour un marchand à peine ca- « pable de fournir à la subsistance de sa famille : un état « naissant comme l'est Buénos-Ayres doit consacrer les « premiers momens de son existence politique, non pas « à acquérir par les armes une gloire douteuse, mais à se « créer par l'industrie les élémens de force qui seuls peu- « vent faire des nations puissantes. »

A. C.

Digitized by Google

DE LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE

PAR RAPPORT A L'AMÉRIQUE MÉRIDIONALE,

ET

DE LA SITUATION DU CHILI, DU PÉROU, DU MEXIQUE,

D'après le capitaine Hall.

De quelque manière qu'on juge les divers ministères anglais qui se sont succédés depuis la révolution de 1688, on est forcé de leur accorder un mérite assez rare chez les gouvernans, celui d'avoir constamment pris pour règle de leur politique les intérêts des Anglais, soit comme individus, soit comme nation, sur tous les points du globe. Cette conduite est peut-être de toute nécessité là où le peuple possède à un si haut degré le sentiment national, et où son opinion est presque toujours l'expression bien entendue des besoins du pays. En se laissant guider par elle, le cabinet britannique a constamment devancé les autres gouvernemens dans les mesures qui demandaient à la fois de la générosité et des lumières.

Parmi les objets qui dès long-temps ont dû attirer l'attention du cabinet de Saint-James, on peut placer en première ligne le projet d'affranchir l'Amérique espagnole des lois commerciales de la métropole. Près de 12 millions de consommateurs ayant besoin de tous les produits manufacturiers de l'ancienne Europe, et que l'Espagne ne pouvait fournir qu'imparfaitement et à un prix fort élevé, devaient tenter l'esprit spéculateur de l'Angleterre. Dans

Digitized by Google

le commencement on se contenta d'organiser un système de contrebande assez vaste et d'encourager les flibustiers qui pendant cinquante ans causèrent de grands dommages au commerce espagnol; mais après que l'Amérique septentrionale se fut constituée en république indépendante, le ministère anglais conçut des projets plus vastes. M. Pitt avait formé le plan de faire soulever l'Amérique du Sud, et il le fit connaître à ses habitans en 1797. Sir Thomas Picton, gouverneur de l'île de la Trinité, publia par ordre les instructions reçues de Henri Dundas, ministre des affaires étrangères; dans cette proclamation, le système tyrannique de la métropole était signalé aux créoles et on leur promettait, de la part de S. M. Britannique, toute espèce de secours en hommes, en armes et en munitions, en leur déclarant que S. M. ne voulait que les rendre indépendans sans prétendre s'immiscer en rien dans leurs affaires particulières. Plus tard, pour assister le parti révolutionnaire dans l'Amérique espagnole, le cabinet anglais fournit au général Miranda les moyens de faire une expédition contre la province de Vénézuéla, et il en envoya une autre commandée par Whitelocke contre Buénos-Ayres. Ces deux tentatives échouèrent également (en 1806 et 1807).

Les événemens de Bayonne changèrent la situation de l'Angleterre vis-à-vis de l'Espagne devenue son alliée. Il n'était plus question alors de soulever les colonies, mais au contraire de leur faire reconnaître la régence de Cadix et d'en obtenir le plus d'argent possible pour soutenir la guerre contre la France. Toutefois lorsque les nombreuses fautes commises par la régence et par les cortès forcèrent l'Amérique du Sud à prendre les armes, le cabinet anglais n'oublia point ses intérêts : il offrit sa médiation à

Digitized by Google

la régence et aux colonies sous des conditions très avantageuses aux deux partis, mais par lesquelles la liberté du commerce se serait trouvée établie immédiatement. Ces propositions furent refusées par les cortès; la guerre à mort entre l'Espagne et l'Amérique du Sud commença, ses chances furent long-temps variées, mais il était facile d'en prévoir l'issue définitive. Pendant la lutte, la conduite du gouvernement anglais fut dictée moins peut-être par la générosité ou la philantropie, que par la prudence. Quand Vénézuéla implora sa protection en 1814, il la refusa ouvertement, mais en secret des armes, des munitions et des secours de toute espèce furent fournis aux patriotes par des Anglais. Une expédition commandée par lord Cochrane sortit des ports de la Grande-Bretagne pour aller détruire la marine espagnole dans la mer Pacifique et assurer la délivrance de Buénos-Ayres et du Chili. La séparation du Brésil et du Portugal ne se fit point non plus sans l'intervention anglaise, et dès 1820 presque toute l'Amérique du Sud se trouva délivrée du joug européen. Alors des agens y furent envoyés pour en examiner les ressources commerciales et financières; des vaisseaux de guerre allèrent d'un port à l'autre pour protéger les négocians anglais dans ce froissement des partis qui se disputaient le pouvoir, et lorsqu'enfin aux yeux de tout homme sensé les Espagnols eurent perdu leur empire, l'Angleterre s'empressa de reconnaître l'indépendance des nouvelles républiques, de conclure avec elles des traités de commerce et d'y envoyer des consuls. Les manufactures anglaises obtinrent un débouché immense pour leurs produits; les capitaux anglais un emploi nouveau dans les entreprises des mines américaines. Le temps nous apprendra ce que l'Angleterre a gagné par la po-

Digitized by Google

litique de son cabinet et par l'esprit entreprenant de ses capitalistes.

Parmi les vaisseaux envoyés pour protéger le commerce anglais dans le Nouveau-Monde et pour en examiner la situation, se trouva le *Conway*, commandé par le capitaine Hall, homme d'un esprit distingué et connu déjà par la relation d'un voyage en Chine. Sa mission le conduisit successivement dans tous les ports de la mer Pacifique, depuis le Chili jusqu'au golfe du Mexique, et l'époque de son séjour dans ces parages fut marquée par des événemens du plus haut intérêt qu'il a su observer sans préjugé et rapporter avec simplicité. La relation qu'il a publiée jouit d'une grande estime. Elle vient d'être traduite et publiée en France, et quoiqu'elle ait déjà fourni à plusieurs journaux des articles intéressans, nous croyons devoir chercher à attirer sur elle une attention plus particulière.

La mission du capitaine Hall précéda l'envoi d'agens commerciaux ou diplomatiques, et souvent il eut à remplir les fonctions de consul ou d'envoyé extraordinaire auprès des gouvernemens du Chili et du Pérou. Afin de savoir quels principes dirigèrent ses rapports officiels, nous traduisons les passages suivans d'un chapitre intitulé : *Vues sur l'état des Colonies espagnoles avant leur émancipation.*

« Quiconque a étudié nos relations avec l'Inde doit savoir combien il est difficile de gouverner des contrées éloignées avec justice et d'une manière conforme aux droits et au bonheur de leurs habitans. Là, avec les intentions les plus pures, des artifices innombrables et des mesures contradictoires encombrent l'administration, et rendent notre système entièrement incompréhensible aux indigènes. Si, au lieu d'être administrée par des individus de tous les partis, soumis à l'influence de l'opinion,

Digitized by Google

l'Inde dépendait directement de la couronne, il y a peu de doute que son administration serait un fléau pour la population indienne, quelque sagesse qu'on puisse supposer à nos autorités politiques. Si cela est vrai dans notre gouvernement représentatif, où les rouages de la constitution arrêtent à tout moment l'action arbitraire de l'autorité, combien plus cela a-t-il dû exister dans l'Amérique méridionale? Chez nous, l'opinion publique est la meilleur sauve-garde du bonheur de l'Inde et de la durée de notre puissance dans ce vaste pays; mais dans les colonies espagnoles, où régnaient des principes de gouvernement diamétralement opposés aux nôtres, la puissance de la métropole avait cessé d'exister du moment où l'opinion publique a pu se montrer. »

Après cette déclaration de principes, qui prouve que les officiers anglais ne sont pas obligés de professer les doctrines du pouvoir absolu, M. Hall expose le système du gouvernement colonial de l'Espagne; il cite quelques anecdotes pour montrer la cruauté avec laquelle toute infraction à ce système a été punie, cruauté qui allait au point que le général Morillo aurait fait fusiller les négocians anglais et autres qu'il trouva à Carthagène, sans l'intervention active du commandant de la station anglaise. Il termine ce tableau par les réflexions suivantes :

« On pouvait prévoir que des maux de toute espèce devaient être la conséquence de principes et de pratiques aussi contraires à la nature. En effet, leur réaction sur l'Espagne elle-même était inévitable; et dans la décadence et la ruine de la métropole nous voyons la sévère mais juste punition de l'oppression sous laquelle l'Amérique a gémi pendant trois siècles. Le lucratif patronage que la cour exerça sur les colonies servit à détruire complètement la liberté de la mère-patrie. L'argent mal acquis qui venait de l'Amérique n'étant point le produit de l'industrie espagnole, passa dans d'autres contrées sans laisser derrière lui aucune trace de richesse nationale; et le monopole établi en faveur de la péninsule détruisit son crédit, ruina ses manufactures, et lui fit perdre enfin le marché des colonies. »

Digitized by Google

M. Hall cite ensuite plusieurs articles du code des Indes; il rappelle une foule de faits qui caractérisent le système suivi par l'Espagne dans ses colonies, et n'hésite pas à qualifier ce système de bas, vil et égoïste : de pareilles opinions devaient naturellement lui assurer un accueil distingué chez un peuple soulevé contre les abus qu'il signale. Nous allons le suivre maintenant dans ses voyages sur les côtes de l'Océan Pacifique.

Le capitaine Hall arriva dans le port de Valparaiso, le 19 décembre 1820. A cette époque le Chili avait complètement établi son indépendance par le secours de l'armée de Buénos-Ayres commandée par le général San-Martin, et les deux républiques se préparaient à chasser les Espagnols du Pérou. Lord Cochrane était venu créer une flotte dans les ports du Chili, et déjà il avait pris un grand nombre de vaisseaux espagnols et s'était emparé d'assaut de la forteresse de Valdivia, de la ville et de la province qui en dépendaient. L'expédition contre le Pérou était partie; elle se composait de l'armée de quatre mille neuf cents hommes, commandée par San-Martin, et de la flotte de lord Cochrane, forte de sept vaisseaux de guerre et de vingt bâtimens de transport. Les opérations commencèrent dans le mois d'août 1820. Au nom de lord Cochrane se rattachent maintenant les espérances et les vœux de tous les cœurs généreux en Europe; nos lecteurs nous sauront gré par conséquent de rappeler un de ses plus brillans faits d'armes et de faire voir ce qu'on peut attendre de son expérience et de sa valeur dans la cause sacrée des Grecs.

« Lord Cochrane arriva en novembre devant le port et le château de Callao, une des forteresses les plus imposantes du Nouveau-Monde. La frégate *l'Esmeralda*, de 40 canons, et deux

Digitized by Google

sloops de guerre, étaient embossés sous le canon du château, dans un demi-cercle formé par quatorze barques canonnières. Ayant reconnu en personne cette position formidable, lord Cochrane entreprit, dans la nuit du 5 novembre, d'enlever la frégate espagnole, quoiqu'elle fût préparée à une attaque. Il réunit deux cent quarante hommes sur quatorze barques, les partagea en deux divisions commandées par les capitaines Crosbie et Guise, et, à minuit, il réussit à couper la chaîne qui fermait le port. Lord Cochrane en personne guidait une chaloupe, et ramant le long de la première barque canonnière, il mit à l'improviste le pistolet sur le front de l'officier espagnol en lui proposant le silence ou la mort. Aucune réponse ne fut faite, et lord Cochrane montant sur *l'Esmeralda*, fut le premier à donner l'alarme. La sentinelle sur la galerie fit feu, et blessa sa seigneurie à la cuisse, mais elle fut tuée immédiatement. De l'autre côté le capitaine Guise monta à l'abordage avec le même succès, et rencontra son amiral sur le milieu du gaillard d'arrière qui fut enlevé le sabre à la main. Les Espagnols se rallièrent sur le pont d'avant où ils firent une résistance désespérée, mais inutile : dans une heure la frégate était prise, ses câbles coupés, et elle fut amenée en triomphe en bravant le feu de toute la partie septentrionale du château. *L'Hyperion*, frégate anglaise, et *le Macédonien*, frégate américaine, qui étaient à l'ancre près du théâtre du combat, s'éloignèrent au moment de l'attaque ; et, afin de ne pas être prises pour *l'Esmeralda* par les batteries, elles firent des signaux particuliers ; mais lord Cochrane avait prévu cette circonstance et répéta les mêmes signaux que les deux vaisseaux neutres : il empêcha de cette manière les batteries de diriger leurs coups, et enfin *l'Esmeralda* ne souffrit que très peu du feu du château. Les Espagnols eurent 120 hommes tués et blessés ; les Chiliens en eurent 11 de tués et 30 de blessés. »

Cette perte fut un coup de mort pour la marine espagnole dans ces parages ; deux frégates et d'autres vaisseaux qui lui restaient dans l'Océan Pacifique n'osèrent plus se montrer et laissèrent lord Cochrane maître de la mer et des côtes. Jamais entreprise ne fut conçue avec plus de hardiesse et exécutée d'une manière plus brillante.

Digitized by Google

Elle encouragea les patriotes dans le Pérou, et prépara leur expulsion de la capitale.

Les instructions du capitaine Hall le conduisirent à Lima peu de temps après cet événement. Cette ville et une partie du pays étaient encore entre les mains des Espagnols. La différence d'aspect entre les deux contrées était remarquable. Autrefois le Chili était inférieur au Pérou sous les rapports de la richesse et de l'importance politique, mais la révolution avait renversé ces rapports : le Chili était devenu un pays actif, commerçant, instruit; le Pérou, au contraire, avait perdu son ancienne splendeur, et Lima, autrefois une des villes les plus opulentes de l'Amérique, était devenue une des plus misérables de la terre.

Peu de jours avant l'arrivée du *Conway* dans les parages de Callao, la capitale avait été le théâtre des troubles et des violences qui souvent signalent la chute d'un gouvernement ou d'un système. Le parti royaliste et les soldats espagnols, attribuant leurs revers à l'incapacité du vice-roi Pézuéla, le déposèrent à la pointe des baïonnettes, et nommèrent à sa place le général La Serna. Les instructions du capitaine Hall lui ordonnaient de communiquer avec les gouvernemens *de fait* ; en conséquence il alla présenter ses respects au nouveau vice-roi, et assista aux fêtes de son installation. Dans ces fêtes, les combats de taureaux jouaient un rôle important; importés en Amérique par les Espagnols, ils y avaient pris un caractère encore plus dégoûtant et plus cruel que dans la métropole ; aussi le capitaine Hall annonce avec satisfaction que ces spectacles abrutissans sont abolis partout où l'indépendance a été proclamée.

Le changement de gouverneur ne produisit aucune amé-

Digitized by Google

lioration dans les affaires des Espagnols. En peu de mois l'armée de San-Martin avait conquis une grande partie du pays et se trouvait aux portes de Lima. Le capitaine Hall eut des rapports suivis avec le général San-Martin, et ce qu'il nous apprend de la conduite et des vues de ce général doit nous donner une haute opinion de ses talens et de sa modération. Pouvant s'emparer de Lima par un coup de main, il préféra forcer le vice-roi à évacuer la place et alors même il ne voulut y entrer que sur l'invitation expresse des habitans. Il montra qu'il n'était point venu pour conquérir, ni pour acquérir de la gloire militaire, mais pour délivrer un pays qui avait les mêmes intérêts et les mêmes besoins que Buénos-Ayres et le Chili. Cette conduite lui valut d'abord une immense popularité; le 18 janvier 1821, l'indépendance du Pérou fut proclamée avec un enthousiasme général. Comme dans les commencemens de toute révolution les intentions les plus pures, la confiance et l'espérance remplissaient tous les cœurs; mais des difficultés survinrent: le vice-roi avait rétabli ses affaires dans l'intérieur du pays et vint à la tête d'une armée respectable enlever les trésors entassés dans le château de Callao, avant que cette place ne tombât au pouvoir des patriotes. Dans Lima même les Espagnols plus nombreux et plus riches que partout ailleurs donnèrent des inquiétudes: ils devinrent l'objet de mesures rigoureuses et arbitraires; on commença à parler de conspirations; San-Martin se crut obligé de se proclamer protecteur du Pérou et de concentrer momentanément toute l'autorité entre ses mains: alors des soupçons s'élevèrent sur ses intentions; on le regarda comme un ambitieux qui voulait asservir les Péruviens; l'opinion l'abandonna et San-Martin dégoûté des affaires du pays qu'il

Digitized by Google

voulait sincèrement servir résigna le pouvoir et retourna au Chili après avoir convoqué un congrès national (le 20 septembre 1822). Ce qu'il avait prévu arriva. Les Péruviens n'avaient ni l'expérience ni la persévérance nécessaires pour lutter contre les Espagnols; Lima fut reconquis, en juin 1823, par le général Canterac, et le Pérou resta encore deux années sous le joug avant d'être délivré par Bolivar et par le général Sucre.

Le capitaine Hall ne fut pas témoin des derniers événemens; il quitta les parages de Callao en décembre 1821, et suivit les côtes de l'Océan Pacifique jusqu'à San-Blas dans le Mexique. Les lieux qu'il visita durant ce long voyage furent Guayaquil et Panama: la première place, ayant vingt mille habitans et chef-lieu d'une province qui en comptait cinquante mille, avait secoué le joug espagnol, en 1819, et long-temps elle voulut former une république indépendante: pourtant en 1822 elle prit le parti de reconnaître le gouvernement de Colombie. Panama avait proclamé son indépendance peu de jours avant l'arrivée du *Conway* (en janvier 1822), et la révolution s'y était faite avec tant de tranquillité que le gouverneur nommé par les Espagnols fut maintenu dans sa place. Panama aima mieux faire partie de la république colombienne que du Mexique. Cette ville qui jouissait sous l'autorité de la métropole de quelques faveurs commerciales avait perdu depuis quelques années l'avantage de servir de magasin aux autres colonies; elle avait perdu son ancienne opulence; et, dans ce pays nouveau, dans cette ville de deux siècles, on voyait déjà des ruines. La liberté illimitée du commerce rendra à Panama son ancienne splendeur.

L'arrivée du *Conway* dans le port de San-Blas fut presque contemporaine de la révolution qui plaça Iturbide à la

Digitized by Google

tête du gouvernement mexicain. Voici la relation que le capitaine Hall fait de ce mouvement :

« Le soulèvement commencé par Hidalgo en 1818, continué par Morelos, semblait apaisé en 1820, lorsque la nouvelle de la révolution espagnole arriva en ce pays; en même temps le vice-roi Apodaca reçut officiellement l'ordre de proclamer la constitution des cortès et l'ordre secret du roi de s'y opposer de toutes ses forces. Il résolut d'obéir aux instructions secrètes. Il augmenta son armée, et, redoutant les opinions libérales du général Armigo, commandant une division contre Mexico et Acapulco, il nomma à sa place don Augustin Iturbide qui, dans les insurrections précédentes, avait servi avec zèle le parti royaliste. Cet officier reçut en même temps la mission d'escorter 500 mille dollars qu'on devait embarquer pour Cadix. Arrivé à Iguala, Iturbide s'empara de l'argent qui lui était confié, gagna ses soldats, et publia un plan d'après lequel le Mexique devait proclamer son indépendance en appelant à la tête de son gouvernement Ferdinand VII ou un de ses frères, sous le titre d'empereur constitutionnel. Le plan d'Iguala promettait d'ailleurs de maintenir tous les priviléges de l'église, et de regarder les Espagnols comme citoyens mexicains : il semblait concilier tous les intérêts, et en effet il gagna en peu de temps de nombreux partisans. L'armée presque entière se réunit à Iturbide, et Apodaca fut destitué par les soldats espagnols, comme Pézuéla l'avait été à Lima. Sur ces entrefaites, un nouveau vice-roi, le général O'Donoju, arriva d'Espagne, et reconnaissant que la cause de la métropole était perdue, fit avec Iturbide un traité par lequel il adoptait pleinement le plan d'Iguala, et consentait à faire partie d'une régence qui offrirait aux Bourbons d'Espagne la couronne indépendante du Mexique. O'Donoju mourut un mois après avoir signé ce traité, et cet événement facilita l'exécution des projets ambitieux de son collègue. Les cortès d'Espagne rejetèrent imprudemment les offres des Mexicains, et Iturbide fut proclamé empereur constitutionnel par les cortès réunis à Mexico, par les soldats et par les habitans de la capitale; mais il se flatta vainement de pouvoir maîtriser la révolution commencée. En ménageant les Espagnols, en promettant au clergé de rétablir l'inquisition, il donna une nouvelle con-

Digitized by Google

sistance au parti républicain. Le congrès s'opposa aux mesures violentes de l'empereur, qui le chassa et fit arrêter cinquante de ses membres : ce fut le dernier acte de son autorité. Un officier républicain, Santana, se mit à la tête d'une insurrection qui, dans un mois de temps, força Iturbide d'abdiquer le trône et de se réfugier en Europe. »

Iturbide retourna au Mexique; on connaît son sort : mais ce qu'on ignore, ce sont les motifs qui l'ont engagé à cette démarche imprudente. Malgré l'opinion du capitaine Hall nous sommes loin de croire qu'il ait agi par des motifs désintéressés; sa conduite fut celle d'un ambitieux qui ne possédait ni grande habileté ni grande prudence : des manières distinguées, de l'adresse, et sa proclamation de l'indépendance mexicaine, lui valurent sa popularité qu'il ne sut point conserver.

Le *Conway* quitta les côtes du Mexique en mai 1823, chargé d'une somme de cinq à six millions de francs, envoyés par des négocians mexicains pour l'achat de marchandises anglaises. Le capitaine Hall nous apprend comment l'argent embarqué à bord d'un vaisseau de guerre devient disponible avant d'être rendu à sa destination. Dès l'embarquement, les lettres de change sont envoyées par la première occasion en Angleterre; ceux qui les reçoivent en font assurer la valeur qui devient immédiatement négociable. Il arrive ainsi que les marchandises sont expédiées pour l'Amérique avant l'arrivée de l'argent.

Nous ne nous sommes point arrêtés dans cette analyse de l'ouvrage de M. Hall sur les observations scientifiques ou statistiques, ni sur les descriptions des pays et des mœurs, quoiqu'elles forment une partie fort intéressante de son journal. Les habitudes sociales des nations américaines nous fourniront matière à des articles spéciaux. Nous

Digitized by Google

nous bornons à dire ici, d'après le capitaine Hall, que des manières aimables et ouvertes, une hospitalité généreuse et illimitée règnent parmi les habitans de l'immense littoral de l'Océan Pacifique. Tout concourt à assurer aux Européens des rapports avantageux et agréables avec ce beau pays. D'un autre côté, la série des maux que l'Amérique devait souffrir de l'Europe est épuisée : ni conquête, ni système colonial, ne sont plus possibles; le Nouveau-Monde ne peut plus recevoir de nous que des bienfaits : notre industrie, nos sciences doivent donner une nouvelle existence aux Américains du Sud, et les nations indiennes qui ont gémi si long-temps dans l'ignorance et dans l'abrutissement, en remplaçant leur sauvage indépendance par la liberté des hommes civilisés, cesseront peut-être un jour de maudire le sort qui amena l'étranger sur leurs rivages. A. S.

COUP D'OEIL

SUR LES CONSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

DE L'AMÉRIQUE.

La sanction extérieure des diverses révolutions de l'Amérique, l'avénement des anciennes colonies au rang de nations indépendantes, ont tenu depuis le commencement de cette grande et mémorable scission à deux ordres de travaux distincts : les efforts matériels, la lutte militaire par laquelle il a fallu secouer le joug; l'organisa-

Digitized by Google

tion politique, c'est-à-dire l'élaboration d'institutions propres à féconder le germe jusque-là comprimé par la tyrannie.

Pour tout l'hémisphère américain la première et peut-être la plus facile partie de la tâche est remplie : autant qu'il était en elle, la force a résolu la question discutée à prix de sang pendant un demi-siècle. Portugais, Anglais, Espagnols sont pour jamais chassés des lieux que leur monopole exploita pendant trois siècles. Il faut voir ce qu'ont déjà fait pour consolider leur existence les nations affranchies. La liberté qui improvisa pour elles des armées et des généraux a-t-elle aussi fait sortir de leur sein des législateurs capables d'apprécier les besoins et la véritable situation morale de chacune d'elles ? Voilà ce que se demandent les adversaires comme les partisans de l'indépendance américaine.

L'Amérique du Nord dont les premiers pas dans un ordre social, actuellement offert en exemple au monde, ont été marqués par une sagesse et une maturité si précoces, a naturellement fixé les regards des nations entrées après elle dans la voie républicaine; c'est aussi par cette création politique à laquelle se rapportent, comme à un type commun, les constitutions plus récentes, que nous devons commencer l'exposé qui fait l'objet de cet article

On a déjà fait observer que la révolution des colonies de l'Angleterre est la seule des révolutions américaines qui ait été provoquée par le sentiment bien déterminé d'un ordre de choses meilleur; qu'elle a été l'expression de ce besoin de liberté, qui résulte moins de la gêne matérielle causée par l'oppression que de l'injure mille fois plus insupportable qu'elle fait à des esprits éclairés, à des ames qui ont conscience de leur dignité.

Digitized by Google

Aussi lorsque ces intrépides colons coururent aux armes, ils caractérisèrent avec autant d'énergie que de vérité le système de Georges III et du parlement anglais; ce fut plutôt contre l'immoralité que contre la violence de cette tyrannie que s'élevèrent leurs plaintes les plus amères. Dans l'appel qu'ils firent à la sympathie du peuple anglais et dans les adieux qu'ils lui adressèrent, leurs droits comme hommes parlèrent un langage que l'Europe de ce temps trouva sublime, et dont la profonde raison, la modération pleine de force aujourd'hui nous étonnent encore. « Nous « n'avons pas été dénaturés envers nos frères bretons, di- « saient-ils; nous les avons souvent avertis des efforts de « leur gouvernement pour étendre sur nous une juridic- « tion arbitraire. Nous leur avons rappelé les circonstances « de notre émigration et de notre établissement dans ces « contrées. Nous en avons appelé à leur justice, à leur « magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés par « les liens de notre commune origine de désavouer ces « usurpations qui devaient inévitablement interrompre « nos relations de commerce et d'amitié. Eux aussi ont été « sourds à la voix de la justice et de la parenté. En consé- « quence, nous devons céder à la nécessité qui prononce « notre séparation et les considérer, ainsi que nous consi- « dérons le reste de l'espèce humaine, comme ennemis « pendant la guerre, et comme amis pendant la paix[1]. »

Les principaux griefs des colons anglais contre le gouvernement de la métropole sont exprimés dans la déclaration d'indépendance faite par les représentans des États-Unis réunis en congrès le 4 juillet 1776, et qui sert de préambule à la constitution fédérale. Ils lui reprochaient de s'être opposée à l'établissement des lois les plus

(1) Déclaration d'indépendance du 4 juillet.

Digitized by Google

urgentes; d'avoir convoqué les corps législatifs dans les lieux inusités et incommodes, afin d'obtenir d'eux, par la fatigue, la sanction de ses mesures; d'avoir dissous ces assemblées lorsqu'elles s'opposaient à ses empiètemens; et de s'être refusée malgré les plus vives instances à l'établissement de pouvoirs judiciaires réguliers, et d'avoir rendu les juges dépendans de sa volonté en consacrant leur amovibilité; d'avoir, sans le consentement des législateurs, entretenu pendant la paix des armées permanentes et de s'être efforcée de rendre le militaire indépendant de l'autorité civile et même supérieur à elle.

Ces griefs, et beaucoup d'autres que l'Angleterre ne voulait pas redresser, occasionnèrent la lutte sanglante et opiniâtre qui se termina par l'indépendance des États-Unis. Ils étaient présens à la pensée des législateurs américains, lorsqu'ils posèrent les bases de l'organisation politique de ces contrées, et chaque article de la constitution fédérale ainsi que des constitutions particulières des états en est une preuve. Un gouvernement élu par la nation, et placé sous le contrôle immédiat de celle-ci, a semblé aux colons la garantie la plus puissante contre le retour des maux qu'ils avaient soufferts. Tous croyaient avoir un titre à prendre une part aux affaires générales du pays, puisque tous avaient contribué par de grands sacrifices à son indépendance. L'ancienne domination anéantie, il n'existait plus un homme ou une classe privilégiée d'hommes qui prétendissent s'attribuer la puissance, et le choix d'un monarque, de même que la création de cette classe privilégiée, eût infailliblement donné naissance à des troubles nouveaux au moment ou la paix était si nécessaire et si désirée. La déclaration du principe de la souveraineté du peuple se trouva ainsi

Digitized by Google

commandée par les circonstances auxquelles on se prêta d'autant plus volontiers que les applications de ce principe ne pouvaient offrir d'inconvéniens chez un peuple de travailleurs, sans prolétaires, presque entièrement étranger aux préjugés, aux traditions, aux habitudes du vieux monde, et où les lumières étaient à peu près également réparties. La prospérité inouie des États-Unis, prospérité que l'organisation politique a si évidemment contribué à accroître, a prouvé sans réplique que les législateurs ne s'étaient pas mépris sur ce qui convenait aux peuples de ces contrées.

C'est aussi une nécessité impérieuse qui a commandé l'établissement de la première confédération américaine. Les élémens de cette confédération existaient déjà avant la guerre de l'indépendance, puisque les diverses localités qui plus tard se constituèrent États-Unis d'Amérique étaient gouvernées séparément et par des lois différentes; de plus ces localités n'avaient pas entre elles des rapports assez intimes, leurs moyens de communication étaient trop peu nombreux, leurs intérêts n'étaient pas assez confondus les uns dans les autres pour que toutes pussent convenablement être réunies sous un gouvernement central. Une fédération d'états indépendans, unis entre eux par de puissans liens, répondait à tous les besoins et à tous les intérêts. On a vainement opposé à cette forme politique qu'il était impossible que deux états voisins restassent en communauté d'intérêts sans que des contestations troublassent la paix entre eux. Ce danger réel à d'autres époques a disparu avec la marche actuelle de la civilisation. Les habitudes et les mœurs des colons anglais étaient un sûr garant du maintien de la bonne harmonie entre les états. Chez eux c'était comme aujourd'hui une sorte de dogme

Digitized by Google

que l'on ne peut honorablement s'enrichir que par le travail : or le travail ne saurait être avantageux à ceux qui s'y livrent s'il n'est protégé par la paix, et pour la conserver, les travailleurs se résignent aisément à des sacrifices d'intérêt ou d'amour-propre.

C'est bien des années après l'émancipation et l'organisation politique et définitive des États-Unis que les premiers germes d'indépendance se sont manifestés dans les colonies espagnoles de l'Amérique. La situation des peuples qui les habitaient était encore bien plus insupportable que celle des colons anglais : ceux-ci avaient au moins quelques priviléges municipaux; ils avaient dans quelques localités des chambres de représentans et pouvaient régler entre eux et presque sans contrôle un grand nombre d'affaires intérieures. Les Américains espagnols ne possédaient aucun de ces avantages; pour eux les entraves au commerce étaient plus odieuses encore que celles qui pesaient sur les colons anglais. Dans plusieurs branches importantes, l'industrie manufacturière était proscrite de même que l'industrie agricole, car il était interdit de se livrer à la culture du lin, du chanvre, de la vigne, de l'olivier, du mûrier, etc., etc.; les communications avec les étrangers étaient punies comme crime capital, et les mesures les plus vexatoires rendaient d'une extrême difficulté les communications des colonies entre elles ; elles étaient accablées sous le poids des impôts, des monopoles, des priviléges : on empêchait l'introduction des connaissances utiles avec la même rigueur que celle des marchandises qui ne venaient pas d'Espagne. Mais malgré tant de motifs légitimes de révolution, ces colonies ne se sont insurgées que lorsque les embarras de la mère-patrie les ont laissées presque abandonnées à elles-mêmes. Elles

Digitized by Google

étaient loin encore du degré de lumière et de civilisation auquel les colonies du Nord étaient parvenues sous la domination anglaise.

Après leur affranchissement, les Américains espagnols ont dans leurs institutions politiques imité leurs aînés en liberté; leurs républiques se sont organisées d'après les mêmes principes. Toutefois l'organisation fédérale n'a été admise définitivement qu'au Mexique et à Guatimala. A Buénos-Ayres, rien n'est encore décidé sur ce point important: les provinces qui, avant l'émancipation, composaient la vice-royauté de Buénos-Ayres ou du Rio-de-la-Plata, entretiennent bien entre elles d'intimes relations, mais aucun lien constitutionnel bien défini ne les attache les unes aux autres. On s'occupe à les réunir et à les constituer en un seul corps national, et l'organisation fédérale paraît y rencontrer de nombreux opposans. La nouvelle république de Bolivar qui comprend les quatre provinces de Potosi, la Paz, Cochabamba et Charcas, et qui faisait auparavant partie des Provinces-Unies du Rio-de-la-Plata, sous le titre de haut Pérou, s'est déclarée, le 31 août de l'année dernière, république une et indivisible. Le Pérou, à peine sorti d'une guerre longue et sanglante, n'a point encore d'organisation définitive. La constitution promulguée au Chili au mois de décembre 1823 consacrait le principe de l'unité et de l'indivisibilité. Cette constitution, la plus démocratique de celles de l'Amérique, n'a pu se maintenir. Les représentans de cette nation en préparent actuellement une autre. Colombie, république une et indivisible, semble éprouver le besoin d'une constitution fédérative; mais quelles que soient les différences de formes qui existent dans les institutions politiques de tous ces états, tous ont adopté le principe de la souveraineté

Digitized by Google

du peuple, la représentation nationale et la distinction des trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire.

POUVOIR LÉGISLATIF.

Toutes les constitutions générales de l'Amérique attribuent l'exercice de la puissance législative à un congrès composé d'un sénat et d'une chambre de représentans. Dans les républiques fédératives, indépendamment du congrès général, il existe dans chaque état confédéré un pouvoir législatif dont la forme et les attributions sont déterminées par la constitution particulière de l'état. Ces constitutions sont presque toutes calquées sur la constitution générale; on y retrouve le sénat, la chambre des représentans et les pouvoirs exécutif et judiciaire institués sur les mêmes bases. A Vermont, aux États-Unis, il y a une chambre des représentans et point de sénat; et dans les états de Rhode-Island et de New-Jersey, lesquels ont conservé les chartes qui leur avaient été octroyées par la métropole avant l'émancipation, les fonctions du sénat sont remises à un conseil législatif. En vertu de la constitution générale du Mexique, chaque état particulier doit avoir un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif et un pouvoir judiciaire distincts.

Aux États-Unis, la chambre des représentans de toute l'union est formée de députés élus tous les deux ans par le peuple. Pour être éligible, il faut être âgé de vingt-cinq ans, avoir été pendant sept ans au moins citoyen de la république, et être au moment de l'élection habitant de l'état qui élit. Le droit de concourir à la nomination des représentans au congrès appartient à celui qui possède les qualités exigées pour être électeur de la chambre des représentans de l'état. Ces qualités varient

Digitized by Google

d'un état à l'autre, mais elles se bornent assez généralement à une résidence d'un certain temps, fixé à deux ans dans quelques états et à trois mois seulement dans quelques autres. Partout on exige le paiement des taxes, et dans quelques états le droit de cité.

Chaque état envoie au congrès un représentant sur trente mille habitans. A cet effet un recensement général de la population a lieu tous les dix ans. Les vacances sont remplies sans délai par le corps électoral, sur la convocation qui en est faite par le pouvoir exécutif de l'état.

Par la constitution générale des états mexicains, chaque état détermine dans sa constitution particulière les conditions imposées aux citoyens pour être électeurs. Comme aux États-Unis la chambre des représentans se renouvelle intégralement tous les deux ans : pour être député, il faut être âgé de vingt-cinq ans, avoir résidé deux ans dans l'état qui élit, ou y être né si l'on réside ailleurs. Quant aux individus qui ne sont pas nés sur le sol mexicain, ils ne sont éligibles qu'en justifiant de huit années de résidence sur le territoire de la république, de la propriété de 8000 piastres en biens-fonds dans une partie quelconque du Mexique, ou de l'exercice d'une industrie rapportant 1000 piastres par année. On excepte néanmoins de cette disposition les individus nés dans une autre partie de l'Amérique espagnole émancipée; trois ans de résidence leur suffisent pour être assimilés aux autres citoyens du Mexique, et les militaires étrangers qui ont défendu, les armes à la main, l'indépendance du pays, ont, par une résidence de huit ans, droit aux mêmes avantages.

Une population de quatre-vingt mille ames, ou une fraction au-dessus de quarante mille, nomme un député; cependant tout état, quelle que soit sa population, a le

Digitized by Google

droit d'envoyer au moins un député à la chambre. Le recensement exigé par la constitution des États-Unis l'est également par celle du Mexique. Outre les députés titulaires, chaque état nomme des députés suppléans, à raison d'un pour trois titulaires, et les états qui ont moins de trois titulaires nomment également un suppléant. Les députés suppléans contribuent comme les autres à la formation des lois et des décrets.

A Colombie la chambre des représentans se compose des députés des provinces, à raison d'un député par trente mille ames; et si, après dénombrement fait des habitans de la province, il se trouve un excédant de quinze mille ames, elle nomme un député de plus; dans la prévoyance d'une augmentation considérable de la population, la constitution statue que, lorsque le nombre des représentans dépassera cent, la proportion se réduira à un député pour quarante mille ames, jusqu'à ce que leur nombre ait atteint cent cinquante; alors la proportion ne sera plus que d'un député pour cinquante mille habitans.

Il existe à Colombie deux degrés d'élection. Les assemblées paroissiales se composent de tous les Colombiens mariés ou majeurs de vingt-un ans, sachant lire et écrire [1], et possédant un immeuble de la valeur nette de cent piastres, ou exerçant un office, métier, profession ou industrie utile, sans être simple ouvrier ou serviteur à gage. Dans ces assemblées on nomme les électeurs qui doivent concourir aux élections des représentans de la paroisse [2].

(1) Cette condition ne sera indispensable qu'après 1825.

(2) La représentation colombienne est divisée en douze départemens formés de trente-et-une provinces; les provinces sont divisées en cantons, et les cantons en paroisses.

Digitized by Google

Ces électeurs doivent avoir la jouissance légale du droit d'électeurs de paroisse, savoir lire et écrire, être âgés de vingt-cinq ans, et posséder un immeuble de la valeur nette de cinq cents piastres, ou un emploi de trois cents piastres de traitement annuel, ou être usufruitiers d'une propriété qui produise un revenu de cinq cents piastres, ou professeurs d'une science quelconque, ou enfin revêtus d'un grade universitaire.

Pour être représentant, il faut, outre les qualités requises pour être électeur, être né ou avoir son domicile dans la province; de plus avoir résidé sur le territoire de la république pendant les deux années qui ont précédé immédiatement l'élection; posséder une propriété foncière de la valeur nette de deux mille piastres, ou jouir d'un revenu net de cinq cents piastres, ou enfin être professeur d'une science utile. Ceux qui ne sont pas nés sur le territoire de Colombie ne peuvent être représentans s'ils ne justifient d'une résidence de huit années, et d'une propriété foncière de dix mille piastres. Il y a, comme au Mexique, une exception en faveur des Américains espagnols nés sur un autre territoire affranchi. Ceux-ci ne sont tenus qu'à une résidence de quatre ans, et doivent posséder une propriété foncière de quatre mille piastres.

Aux États-Unis et à Colombie la chambre des représentans a le droit exclusif de mettre en accusation devant le sénat les principaux fonctionnaires de la république; son droit s'étend même à tous les fonctionnaires sur lesquels elle a une haute surveillance, et qu'elle peut mettre en accusation lorsque leurs actes tendent à compromettre l'indépendance, la fortune ou la tranquillité publique. Au Mexique, les deux chambres connaissent, en qualité de grand jury, des accusations qui peuvent être portées

Digitized by Google

devant elles contre le président, les membres de la cour suprême de justice, les ministres et gouverneurs des états[1]. La chambre des représentans connaît seule, en qualité de grand jury, des accusations portées contre le président et les ministres, pour des actes dans lesquels, à raison de leurs attributions, le sénat et le gouvernement seraient intervenus. Mais les chambres ne prononcent jamais comme cour de justice; elles décident seulement s'il ya ou s'il n'y a pas lieu à accusation; et en cas d'affirmative, elles renvoient l'accusé devant un tribunal compétent, après l'avoir provisoirement suspendu de ses fonctions.

Le sénat, dans les trois grandes républiques dont nous exposons les institutions fondamentales, forme la seconde branche du pouvoir législatif. Aux États-Unis et au Mexique il se compose de deux sénateurs par état, élus par les législateurs, et renouvelés tous les deux ans, par tiers aux États-Unis, et par moitié au Mexique. A Colombie le sénat se compose de quatre sénateurs par département. Ils sont nommés directement par les assemblées électorales de province. Le renouvellement a lieu tous les quatre ans par moitié; ainsi la durée des fonctions de sénateur est de huit années. Pour être sénateur à Colombie il faut avoir trente ans, être né ou avoir son domicile dans le département qui nomme, avoir résidé trois ans sur le territoire de la république immédiatement avant l'élection, et posséder une propriété foncière de la valeur nette de quatre mille piastres, ou un revenu annuel de cinq cents piastres, ou être professeur d'une science utile. Les sénateurs sont dispensés de la résidence des

(1) Les gouverneurs des états au Mexique et aux Etats-Unis remplissent, relativement aux états dans lesquels ils sont institués, les mêmes fonctions que les présidens relativement à toute la fédération.

Digitized by Google

trois ans, et les représentans de la résidence des deux ans immédiatement antérieurs à l'élection, lorsqu'ils ont été absens pour le service de la république, ou fugitifs et exilés à raison de leur attachement au pays et à la cause de l'indépendance. Les étrangers peuvent aussi devenir sénateurs après une résidence de douze ans, s'ils possèdent une propriété foncière de seize mille piastres. Une exception existe en faveur des individus nés sur toute autre partie de l'Amérique appartenant jadis à l'Espagne, et maintenant indépendante. Ceux-ci ne sont tenus qu'à une résidence de huit ans et à justifier d'une propriété foncière de huit mille piastres. Au Mexique, on n'exige des sénateurs que l'âge de trente ans, en sus des conditions d'éligibilité imposées aux députés. Aux États-Unis, il est nécessaire d'avoir été neuf ans citoyen de la république, et de résider au moment de l'élection dans l'état qui nomme.

Lorsqu'aux États-Unis et à Colombie le sénat est appelé à remplir les fonctions de haute-cour de justice, les condamnations ne peuvent être prononcées qu'à la majorité des deux tiers; elles ne peuvent avoir d'autre effet que de priver le condamné de son emploi, de le rendre incapable de posséder quelque office d'honneur, de confiance ou de profit dans la république; mais l'accusé est renvoyé devant les tribunaux ordinaires pour y être puni selon les lois.

Dans les deux grandes fédérations de l'Amérique septentrionale et dans la républiqua de Colombie, pour ne pas laisser des armes dangereuses entre les mains du pouvoir exécutif, on écarte des fonctions de sénateur ou de représentant tous les individus qui occupent des emplois dépendant du gouvernement. Le président et le vice-président, les membres des hautes-cours de justice, et dans les ré-

Digitized by Google

publiques où domine le catholicisme, les archevêques, évêques, les proviseurs et vicaires-généraux sont également exclus de la députation et du droit d'être sénateurs. Les représentans et les sénateurs reçoivent partout une indemnité sur le trésor public, et lorsqu'ils sont réunis en corps ils font tous les réglemens relatifs à leur police intérieure, et sont respectivement et exclusivement chargés d'examiner la validité des titres des nouveaux élus. Toutes les décisions sont prises à la majorité simple, excepté dans les cas prévus par la constitution. Les chambres tiennent toutes procès-verbal de leurs séances; l'inviolabilité est accordée aux membres pour tous les discours et opinions qu'ils peuvent prononcer en leur qualité de députés et de sénateurs. Ils ne peuvent même être arrêtés à Colombie ni durant la session ni durant le temps nécessaire pour se rendre au congrès et retourner dans leurs foyers que pour le cas de trahison et de violation de l'ordre public. Aux États-Unis, outre les deux cas ci-dessus, ils peuvent encore être arrêtés pour félonie. Au Mexique, dans toutes les causes criminelles intentées contre des sénateurs ou des représentans, à compter du jour de leur élection jusque deux mois après l'accomplissement de leur mandat, la chambre à laquelle appartient l'accusé se constitue grand jury et décide seulement, comme dans les cas indiqués plus haut, s'il y a lieu à le renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

Nous avons exposé tout ce qu'il était important de connaître relativement à l'institution du pouvoir législatif dans les trois grandes républiques du Nouveau-Monde. Quoiqu'il n'entre pas dans notre plan de faire le commentaire des constitutions de ces états, nous croyons néanmoins, avant de passer à l'énumération des différentes attribu-

Digitized by Google

tions des corps législatifs, devoir faire quelques observations sur la manière dont ils sont formés.

L'élection a paru aux premiers législateurs des républiques américaines le seul moyen admissible et légitime de désigner les pouvoirs. En supposant même qu'ils se fussent trompés en ce point, il est évident qu'aucun autre moyen ne pouvait être employé avec sécurité, car les peuples qui viennent de reconquérir leur indépendance sont ordinairement jaloux de leurs droits, et ne s'en croient assurés que lorsqu'eux-mêmes, par une intervention fréquente, peuvent les défendre comme citoyens, après les avoir défendus comme soldats. Toutefois il importe que cette intervention du peuple dans les affaires de l'état aussi bien que son concours à la nomination de ceux qui doivent le gouverner ne soient pas nuisibles à ses intérêts privés. On a observé qu'aux États-Unis de l'Amérique anglaise le renouvellement fréquent de la législature générale et de celle de chaque État entretenait la nation dans un état constant de brigue et de fièvre politique. Encore ne serait-ce point un mal si cela n'avait pour effet de détourner l'élite de la population des travaux industriels et scientifiques qui en définitif sont les seules causes de la véritable prospérité des peuples. La même observation peut être faite au Mexique. Le désir bien naturel de jouir activement et amplement d'une liberté à peine acquise, les alarmes continuelles que donne aux affranchis leur sollicitude pour leur nouvel état politique expliquent assez ces fréquens changemens dans la législature, et l'on ne saurait attribuer au législateur ces inconvéniens de la loi, inconvéniens d'ailleurs balancés par de grands avantages, celui, entre autres, de faire l'éducation politique de la nation. Car, dans ce frottement continuel des passions et des intérêts, dans cette lutte de gloire et

Digitized by Google

d'habileté, un grand nombre sentent la nécessité de se procurer, par des études sérieuses, des armes capables de les faire triompher; et la somme des lumières générales s'accroît d'autant.

Toutefois si les brigues politiques et le mouvement continuel des passions nationales peuvent produire d'excellens effets chez un peuple grave et naturellement porté aux habitudes d'ordre, elles peuvent ne pas convenir également aux fils de l'Espagne naturalisés sur le sol américain et que la nature du climat condamne à des habitudes d'indolence. Dans ces contrées, un gouvernement plus stable, quant au personnel de ses membres, un gouvernement semblable à celui de Colombie (le principe unitaire excepté) serait peut-être plus conforme aux mœurs nationales. On se rappelle que dans cette république les fonctions de sénateur et de représentant ont une durée bien plus considérable qu'au Mexique et aux États-Unis. On sait en outre que des conditions moins aisées à remplir sont exigées des candidats à ces importantes fonctions; en un mot la constitution de Colombie semble calculée, autant que le comporte la nature d'une constitution, de manière à n'amener aux principales charges de la république que les hommes les plus recommandables par leurs talens ou les plus influens par leurs richesses. La législature y étant beaucoup moins variable quant à sa composition, ses membres peuvent se livrer avec plus de calme et de maturité à leurs travaux législatifs, et la certitude qu'ils demeureront longtemps en fonctions doit les encourager à entreprendre les études et les travaux théoriques sans lesquels ils ne pourraient marcher qu'en chancelant dans la carrière difficile où ils sont engagés.

Les attributions du congrès sont à peu près semblables

Digitized by Google

dans les deux grandes confédérations américaines; mais elles sont limitées par les attributions spéciales des législatures des états. Leur objet le plus général est :

De défendre l'indépendance nationale et de pourvoir à la conservation et à la sécurité de la nation dans ses relations extérieures;

De conserver l'union fédérale des états, la paix et l'ordre public dans l'intérieur de la fédération;

De maintenir l'indépendance des états entre eux pour ce qui a rapport à leur gouvernement intérieur;

De soutenir l'égale proportion d'obligations et de droits des états devant la loi.

Dans ce but le congrès a le pouvoir de créer des impôts qui doivent toujours être répartis également entre tous les états; de contracter des emprunts sur le crédit de la confédération; de payer la dette publique ou l'intérêt de cette dette; de fixer les dépenses générales, de régler le commerce avec les nations étrangères, entre les différens états et avec les tribus indiennes, et de faire les lois de douane.

Le congrès décide de la guerre, accorde des lettres de marque ou de représaille, lève et entretient des armées; mais aux Etats-Unis l'argent voté à cet effet ne peut l'être que pour deux ans. Il crée et entretient les forces maritimes; il doit régler l'organisation et l'administration de toutes les forces de terre et de mer, pourvoir à l'organisation des milices nationales, en laissant aux états respectifs la nomination des officiers, établir les lois générales relatives à la naturalisation et à la banqueroute. La fabrication des monnaies, leur valeur et celle des monnaies nationales et étrangères, la fixation des poids et mesures, la punition de la contrefaçon de la monnaie et du papier public; l'é-

Digitized by Google

tablissement des routes de postes, l'entreprise des canaux, la protection des arts et des travaux intellectuels sont tous objets de son ressort.

Le congrès peut admettre de nouveaux états dans l'union; mais aucun nouvel état ne peut être érigé ou formé dans la juridiction d'un autre, ni par la fusion de deux ou plusieurs états en un seul, sans le consentement des législateurs des états intéressés.

Enfin le congrès exerce une juridiction exclusive comme pouvoir législatif sur le district dans lequel est fixé le siége du gouvernement.

On comprend que dans l'énumération que nous venons de faire des attributions du congrès aux États-Unis et au Mexique, nous n'avons indiqué que les attributions les plus importantes et les plus générales, et que nous n'avons pas dû descendre dans des détails minutieux et sans intérêt. A Colombie, le pouvoir législatif de cette république étant entièrement concentré dans un congrès unique, ce congrès réunit ainsi toutes les attributions du congrès général dans les deux confédérations, et en même temps les attributions particulières des législatures des états.

Pour qu'une résolution d'un congrès ait le caractère d'une loi et d'un décret, il faut qu'elle ait été discutée dans les deux chambres, adoptée à la majorité des suffrages et approuvée par le président, à l'exception des cas prévus par la constitution. Si le président auquel le projet a été soumis donne son approbation, il y appose sa signature, sinon il le renvoie avec ses objections dans la chambre à laquelle il a été d'abord proposé : celle-ci consigne ses objections tout au long dans un journal et discute de nouveau le projet. Si, après cette seconde

Digitized by Google

décision, deux tiers de la chambre se déclarent en sa faveur, il est renvoyé avec les objections du président à l'autre chambre, et si celle-ci l'approuve à la même majorité, il devient loi; mais dans tous les cas pareils, aux États-Unis, les votes des chambres doivent être déterminés par oui et non, et les noms des personnes votant pour ou contre doivent être inscrits sur le procès-verbal de chaque chambre respective. Si, dans les dix jours (les dimanches non compris), le président ne renvoie point un projet qui lui aura été présenté, il aura force de loi, à moins cependant que le congrès, en s'ajournant, ne prévienne le renvoi. Indépendamment de ces dispositions générales, les constitutions du Mexique et de Colombie renferment d'autres dispositions peu importantes relatives à certaines formalités de discussion, et qu'il serait trop long de rapporter ici. Il en est une cependant que nous ne pouvons passer sous silence, et qui est la même dans les trois républiques, c'est l'obligation de proposer toutes les lois relatives aux finances, d'abord à la chambre des représentans.

POUVOIR EXÉCUTIF.

Toutes les constitutions républicaines de l'Amérique confient le pouvoir exécutif à un fonctionnaire suprême qui prend le titre de président. Aux États-Unis il est nécessaire que le président soit âgé de trente-cinq ans au moins, et qu'il soit né sur le territoire de la république, ou qu'il fût citoyen au moment de l'adoption de la constitution. Dans tous les cas il faut qu'il ait résidé au moins quatorze ans dans le pays. Il est élu pour quatre ans et son élection, de même que celle du vice-président, qui doit remplir les mêmes conditions d'éligibilité, et que le

Digitized by Google

président remplace en cas de mort, de démission, ou d'autre cause, a lieu dans la forme suivante. Chaque état nomme de la manière prescrite par sa législation un nombre d'électeurs égal au nombre de sénateurs et de représentans que l'état envoie au congrès; mais aucun sénateur ou représentant, ni aucun individu possédant une place de profit ou de confiance dans les États-Unis ne peut être nommé électeur. Les électeurs, dans leurs états respectifs, procèdent par ballotage et dans des bulletins séparés à la nomination du président et du vice-président, dont un au moins doit ne pas être habitant de l'état où l'élection a lieu. Les suffrages doivent être inscrits sur des listes, lesquelles sont transmises scellées au président du sénat et ouvertes en présence du congrès assemblé. Les suffrages sont comptés, et la personne qui en réunit le plus grand nombre, soit pour la présidence, soit pour la vice-présidence, est nommée président ou vice-président, si ce nombre est la majorité de tous les électeurs réunis; mais si cette majorité n'a pu être obtenue, alors parmi les trois candidats qui ont le plus de voix pour la présidence, la chambre des représentans choisit immédiatement par ballotage. Dans ce choix les votes sont comptés par état, la représentation de chaque état n'ayant qu'un vote; un membre ou des membres de deux tiers des états doivent être présens, pour cet objet, et la majorité de tous les états est nécessaire pour que la nomination soit parfaite. Et si la chambre des représentans ne choisit point le président, lorsque ce choix lui est dévolu, avant le quatrième jour du mois de mars suivant, alors le vice-président est président comme dans le cas de mort, ou de quelque inhabileté constitutionnelle du président.

Digitized by Google

Quant à la nomination du vice-président, si aucun candidat n'a réuni la majorité requise, le sénat choisit parmi les deux qui ont obtenu le plus de voix. Les deux tiers du sénat et la majorité du nombre total sont nécessaires pour ce choix[1].

Au Mexique, les conditions d'âge et de naissance sont exigées comme aux États-Unis; au lieu d'électeurs ce sont les législateurs des états qui nomment les candidats à la présidence et à la vice-présidence. Celui qui a obtenu le plus de voix, si ce nombre dépasse la majorité des électeurs est président, et celui qui vient immédiatement après est vice-président. Mais dans le cas où le nombre de voix ne surpasse pas la majorité, alors la chambre des députés désigne le président et le vice-président, parmi ceux qui ont obtenu le plus de suffrages. Elle choisit également le président dans le cas où deux candidats auraient égalité de suffrages. Celui des deux qui ne serait pas nommé président serait de droit vice-président. L'élection est renouvelée tous les quatre ans au mois d'avril; le même citoyen ne peut être réélu que quatre ans après l'expiration de ses fonctions.

A Colombie, le président et le vice-président sont nommés par les assemblées électorales, de la même manière que les sénateurs, et doivent remplir les mêmes conditions d'éligibilité que ces fonctionnaires, indépendamment de la condition de naissance sur le sol de la république. Leurs fonctions durent quatre ans, et le président ne peut être réélu qu'une fois sans intermittence.

Aux États-Unis, le président promulgue et fait exécuter

(1) Nous parlerons dans un prochain numéro de la discussion qui a eu lieu dans le congrès de cette année, sur un changement important dans le mode d'élection du président.

Digitized by Google

les lois, donne les commissions d'emplois, entretient les relations diplomatiques avec les nations étrangères, nomme avec l'avis et le consentement du sénat les ministres, les ambassadeurs, les consuls, les juges suprêmes et tous les employés de la république à la nomination desquels il n'a pas été pourvu par des lois ou par la constitution. Il peut convoquer les chambres dans les cas extraordinaires et les ajourner, et il doit veiller à ce que les élections aient lieu aux époques voulues.

Il fait des traités avec l'avis du sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs l'approuvent. Il est le commandant en chef des forces de terre et de mer de la république, ainsi que de la milice particulière des états au service actif de la confédération. Il a le droit de commuer les peines, excepté dans le cas de mise en accusation par la chambre des représentans.

Le président du Mexique a les mêmes attributions, à l'exception qu'il ne commande pas de plein droit les forces militaires de la république; il faut auparavant qu'il ait obtenu le consentement du congrès ou, à son défaut, celui du conseil du gouvernement dont il sera parlé plus tard. Mais il peut disposer de l'armée permanente dans l'intérêt de la tranquillité intérieure, et même de la milice particulière des états dans le même but. Toutefois pour faire passer la milice d'un état dans un autre, il a besoin d'une autorisation du congrès ou du conseil du gouvernement. Il n'a pas la nomination des juges de la cour suprême, mais sur une proposition triple de cette cour il nomme les juges et procureurs fiscaux de canton et de district. Il choisit seul les ministres, et, avec l'approbation du sénat ou du conseil du gouvernement, les chefs de division aux bureaux des finances, les ambassadeurs, les consuls géné-

Digitized by Google

raux et les officiers supérieurs de l'armée active tant de terre que de mer. Il fait des traités de paix, de commerce, et, avec la sanction du congrès général, il peut suspendre pendant trois mois seulement les employés de la république et les priver pendant le même temps de la moitié de leurs traitemens, dans le cas où il le juge nécessaire; il peut, en outre, ordonner leur mise en accusation: le congrès s'est réservé le droit de grace.

Le président de la république colombienne a presque les mêmes attributions que celui du Mexique, et dans la constitution elles sont exprimées à peu près dans des termes semblables. Il est de droit le chef suprême des forces militaires de la république, mais il n'en prend le commandement qu'avec l'approbation du congrès, et lorsque ce corps n'est pas assemblé, il peut nommer provisoirement à toutes les fonctions pour lesquelles il a besoin du consentement du sénat; ce sénat lui est nécessaire pour la nomination des ministres. Il a le droit de grace conjointement avec les juges qui ont prononcé sur le sort du coupable. D'ailleurs, comme les présidens des deux autres républiques, il est expressément chargé de prendre les mesures que commande l'intérêt public, et qui ne lui sont point interdites par la constitution, ainsi que de proposer au congrès toutes les lois qui lui semblent nécessaires ou utiles au pays. Il doit, comme eux enfin rendre compte à l'ouverture de chaque session du congrès de la situation générale de la république.

Il existe en Colombie et au Mexique un conseil de gouvernement qui assiste le président dans ses fonctions. Dans ce dernier pays il se compose de la moitié du sénat ou d'un sénateur par état et il est présidé par le vice-président de la république. Cette partie du sénat fonctionne comme

Digitized by Google

conseil du gouvernement pendant l'intervalle des sessions du congrès, et nous avons vu qu'il était des cas où l'approbation de ce conseil était nécessaire au président. A Colombie ce conseil se compose du vice-président, d'un membre de la haute-cour de justice nommé par le président, et des ministres. La constitution indique les cas dans lesquels la présidence est tenue de le consulter, sans cependant être jamais tenue de se conformer à ses avis. Aucun conseil de ce genre n'assiste le président des États-Unis; mais il peut requérir l'opinion écrite de l'employé principal de chacun des départemens exécutifs sur tout objet relatif aux devoirs imposés.

Telle est l'institution du pouvoir exécutif dans les républiques américaines. On a remarqué les précautions prises dans ces constitutions pour empêcher le pouvoir de compromettre les intérêts nationaux. Ce pouvoir qui dans tous les pays tend toujours à s'étendre est renfermé en Amérique dans des limites qu'il ne peut franchir; et quelquefois même les entraves apportées à sa libre action sont gênantes; mais cela devait être chez les nations nouvellement formées des lambeaux de l'Amérique espagnole et qui n'ont pas dans leurs mœurs et dans leurs lumières ces garanties pratiques de liberté et d'indépendance qui seules sont indestructibles. Quand la paix, le commerce, les sciences auront fait fleurir les nouvelles nations américaines, elles pourront, sans danger, sans inconvénient, laisser un champ plus vaste aux hommes chargés de les gouverner; elles pourront débarrasser leurs institutions de ces formes compliquées nécessaires peut-être dans des temps où le germe de discorde est encore dans tous les cœurs, mais qui seraient superflues dans des temps calmes

Digitized by Google

et heureux et lorsque l'état a en quelque sorte ajouté une prescription légale à ses titres naturels à l'indépendance et à la liberté civile et politique.

POUVOIR JUDICIAIRE.

Cette partie importante des institutions de l'Amérique républicaine a vivement excité l'intérêt et la sollicitude des législatures du Nouveau-Monde. Dans ces états, autrefois dépendans de l'Espagne, tout était à refaire sur ce point; mais les Etats-Unis, plus heureux, parmi les institutions de leur ancienne métropole, en ont trouvé qui étaient dignes d'être consacrées dans leur code républicain. Ils ont conservé le jury pour les causes criminelles et pour toutes les causes civiles dont l'intérêt excède 20 dollars : le Mexique et Colombie ne l'ont point encore admis; la constitution de ce dernier pays désigne néanmoins cette institution à la sollicitude du gouvernement, afin qu'il en fasse l'application dans certaines causes et en constate ainsi par l'expérience les avantages ou les inconvéniens [1].

Le principe de l'inamovibilité des juges et de la publicité des débats a été généralement admis. Aux Etats-Unis, au Mexique et à Colombie, il existe une cour suprême de justice ayant des attributions pareilles. Aux Etats-Unis il existe en outre telles cours inférieures qu'il plaît au congrès d'établir. Dans tous les cas touchant des ambassadeurs et d'autres ministres publics, ou des consuls, et dans ceux où un état de la confédération est partie, la cour suprême exerce la juridiction originelle. Elle a la juridiction d'appel tant sous le rapport du fait que de la loi, dans tous les cas en matière de lois et de justice qui peuvent

(1) De semblables expériences ont été faites au Mexique.

Digitized by Google

s'élever sous l'empire de la constitution, des lois et des traités sanctionnés par les États-Unis.

Le pouvoir judiciaire au Mexique se compose, outre la cour suprême, de tribunaux d'arrondissement et de district. La cour suprême est formée de onze membres divisés en trois chambres, et d'un procureur fiscal; elle est choisie par les législateurs des états parmi les citoyens instruits de la science du droit, âgés de trente ans accomplis et nés dans l'Amérique espagnole indépendante.

Les tribunaux d'arrondissement et de district correspondent à nos cours d'appel et à nos tribunaux de première instance, mais ne connaissent que des affaires auxquelles la confédération est intéressée. Les tribunaux de district décident en dernier ressort de toutes les causes dont l'intérêt n'excède pas cinquante piastres, et en première instance de toutes les causes qui doivent être portées aux tribunaux d'arrondissement. Du reste tous les crimes et délits contre des individus, toutes les contestations civiles particulières, sont au Mexique et aux États-Unis compris dans la juridiction des états particuliers de la confédération.

Les membres de la haute-cour de justice à Colombie sont proposés par le président de la république à la chambre des représentans sur une triple liste, laquelle est envoyée réduite d'un tiers au sénat qui prononce la nomination; les conditions sont d'avoir trente ans et d'être avocat et électeur. Viennent ensuite des cours supérieures de justice et des tribunaux dont la compétence est réglée par des lois particulières.

Nous avons successivement exposé les dispositions principales classées dans les trois grandes divisions du pouvoir constitutionnel dans les provinces du Mexique, des États-Unis et

Digitized by Google

de Colombie. Avant d'en venir à l'exposition de certaines dispositions générales communes à ces divers pays, nous avons quelques mots à dire sur le gouvernement particulier des états dans les confédérations des États-Unis et du Mexique. Ces états, dans leur constitution et dans leurs lois, ne peuvent contrevenir en rien aux principes consacrés et formulés par les constitutions générales qu'ils sont tenus de faire observer. Ils doivent tenir le congrès général au courant de leurs opérations et consentir à l'extradition des fugitifs d'un autre état accusés de félonie, trahison ou tout autre crime, ou enfin qui seraient tenus à un service personnel envers un citoyen. Pleine confiance et crédit sont donnés en chaque état aux procédures et actes judiciaires de tout autre état. Chaque Mexicain ou citoyen des États-Unis jouit des droits civils et politiques dans toute l'étendue de la confédération, en se conformant d'ailleurs aux lois particulières de l'état.

Aucun état ne peut, sans le consentement du congrès général, établir aucun droit ni imposer des contributions ou des droits sur les importations et exportations, entrer dans quelque traité ou union avec un autre état ou avec une puissance étrangère, entretenir des troupes ou des vaisseaux de guerre en temps de paix, ou enfin s'engager dans une guerre si ce n'est dans le cas d'invasion ou d'un danger tellement imminent qu'aucun délai ne puisse être admis. La constitution des États-Unis porte en outre : qu'aucun état ne peut accorder de lettres de marque ou de représailles, battre monnaie, émettre des bills de crédit, décréter aucune autre monnaie que celle d'or ou d'argent, passer aucun bill *d'attainder* ou *d'ex-post-facto* [1], ni faire de loi qui puisse affaiblir la force des contrats obligatoires.

(1) Bill de proscription ; bill qui a un effet rétroactif.

Digitized by Google

Outre les dispositions qui se rapportent à la division des trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, à leur composition et à leurs attributions, les constitutions américaines renferment des dispositions générales qui sont l'expression des garanties pour l'acquisition desquelles les colons de l'Amérique se sont rendus indépendans. Ainsi on y trouve les garanties individuelles impérieusement réclamées de nos jours par tous les peuples civilisés, et que quelques-uns seulement possèdent. La liberté de la presse, par exemple, ne peut, dans aucune des républiques du Nouveau-Monde, être jamais suspendue; il n'est permis de porter atteinte à la liberté individuelle qu'en vertu de dispositions de loi qui ne laissent aucun champ à l'arbitraire. Les citoyens ont le droit de s'assembler en public pour discuter sur les intérêts du pays; ils ont le droit de port d'armes et jouissent, la plupart, des institutions judiciaires que les lumières et la philosophie modernes ont enseignées aux hommes. Les constitutions des États-Unis et de Colombie déclarent la noblesse abolie, et par une loi encore récente, le Mexique a imité cet exemple. Toutes proclament le principe de la non-rétroactivité de la loi si souvent méconnu dans les colonies espagnoles. La constitution des États-Unis interdit de faire aucune loi pour établir une religion ou pour en prohiber une. Celle de Colombie ne fait aucune mention de ce sujet important; mais celle du Mexique déclare la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'état, et le législateur ajoute : « La nation la protége par des lois sages et justes et interdit l'exercice de toute autre religion. » Cette disposition peut servir à mesurer le degré de lumières auquel est arrivée la majorité du peuple mexicain.

Au Mexique et à Colombie tout homme libre, quelles

Digitized by Google

que soient sa couleur et son origine, est citoyen. Qu'on ne s'imagine pas cependant que l'ancienne répugnance des créoles blancs pour les hommes de couleur se soit beaucoup affaiblie par la révolution. Mais les législateurs, sans doute, les hommes les plus sages de la nation, ont été déterminés à cette mesure, non-seulement par principe d'humanité et de justice, mais par la crainte fondée de mécontenter une partie très considérable de la population, dans laquelle on avait recruté presque tous les soldats qui ont servi à la conquête de l'indépendance. Aux États-Unis il n'est pas fait mention des noirs ou des hommes de couleur, mais plusieurs constitutions d'état excluent expressément les noirs de l'exercice des droits politiques.

Les jeunes nations de l'Amérique, en abolissant pour jamais des institutions barbares importées d'Europe, ne devaient pas se priver des avantages que la civilisation, les lumières, l'industrie du vieux monde peuvent leur fournir; aussi leurs institutions favorisent-elles spécialement les étrangers qui veulent s'établir chez elles, en leur accordant la jouissance de toutes les garanties individuelles que possèdent les nationaux; elles leur facilitent encore les moyens de remplir les conditions pour l'acquisition des droits politiques. Nul doute que les avantages offerts aux hommes de l'Europe ne contribuent puissamment à l'accroissement de la prospérité des peuples américains : si nos institutions sentent la décrépitude, nos lumières peuvent éclairer les deux mondes.

Nous croyons avoir donné un résumé exact et complet des constitutions qui régissent les trois principales républiques du continent américain. Ceux qui les ont discutées et arrêtées n'ont pas eu la présomption de penser que leur œuvre fût parfaite : aussi des dispositions for-

Digitized by Google

melles sont-elles consacrées aux moyens d'y apporter les modifications que l'expérience aura montrées nécessaires. Les États-Unis sont sur le point de faire usage de cette importante faculté constitutionnelle. Le général Jackson a proposé au congrès de changer le mode actuel d'élection du président. Il est probable que les événemens de Colombie amèneront tôt ou tard les peuples de ce pays à revoir leur acte constitutionnel dans la partie qui concerne l'unité et l'indivisibilité de la république. Les nations de l'Amérique sont parvenues au temps le plus favorable pour l'amélioration de leurs lois fondamentales. Aucune époque ne fut plus riche de faits observés et d'expériences faites que la nôtre; aucune n'offrit plus de leçons et d'exemples capables de guider le législateur dans sa route. Si les hommes entre les mains desquels sont placées les destinées du monde occidental sont éclairés, s'ils savent profiter des avantages de leur position, en peu de temps l'Amérique n'aura rien à envier à l'Europe.

Digitized by Google

DOCUMENS OFFICIELS.

EXTRAIT DU MESSAGE

DU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE COLOMBIENNE, LE GÉNÉRAL SANTANDER,

AU COMMENCEMENT DE LA SESSION DE 1826.

ÉTAT DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA RÉPUBLIQUE ; SITUATION MILITAIRE.

Concitoyens du sénat et de la chambre des représentans, l'accomplissement de vos devoirs législatifs dans cette période constitutionnelle de la république réclame de votre part le concours des lumières et du patriotisme. La tranquillité intérieure dont jouit la nation[1], l'état de ses relations extérieures nous permettront d'améliorer l'administration et de hâter le développement de notre prospérité. Loin du fracas des armes, guidés par la saine opinion publique et par votre propre expérience, consolidez l'édifice de la liberté élevé par tant de dispendieux sacrifices. Je dois vous éclairer des lumières que j'ai pu tirer de l'administration pratique; c'est pour moi une obligation constitutionnelle tout-à-fait d'accord avec les vœux de mon cœur.

Le gouvernement espagnol, sourd aux conseils des gou-

(1) Cette pièce est anterieure à l'insurrection du général Paez.

Digitized by Google

vernemens sages et impartiaux, ne paraît pas abandonner ses projets hostiles contre la république. Cependant nous avons cherché tous les moyens d'amener cette puissance à une réconciliation honorable, à mesure que les succès de nos armes et la marche de la république assuraient irrévocablement notre indépendance; vous verrez dans les documens que je vous soumets les bons offices que nous ont rendus quelques puissances de l'Europe et de l'Amérique auprès du cabinet de Madrid. Il est évident qu'on ne peut plus avoir maintenant que la ressource des armes contre un gouvernement aussi obstiné. Le pouvoir exécutif ne fléchira donc point devant les difficultés qui s'opposent à la conclusion de la paix. Il soutiendra avec fermeté les projets qu'il a conçus: si nous ne parvenons pas à une réconciliation sincère et digne de la Colombie, nous avons le moyen de continuer la guerre avec honneur.

Nos relations avec les gouvernemens américains et particulièrement avec ceux des États-Unis du Mexique et du Pérou, se sont consolidées de manière à assurer une amitié perpétuelle et sincère avec ces gouvernemens. Les plénipotentiaires des nouveaux états de l'Amérique sont réunis à Panama, pour ratifier de la manière la plus solennelle notre commune résolution de soutenir et de défendre la liberté et l'indépendance nationale contre les entreprises de nos ennemis. Cette assemblée, fruit des méditations du gouvernement de Colombie et de son libérateur, mettra le complément aux garanties de notre indépendance. J'ai fait connaître en Europe le véritable objet de l'assemblée de l'isthme, afin de dissiper quelques appréhensions fâcheuses facilement conçues par certains cabinets, moins sur le mal que peut faire à nos ennemis cet

Digitized by Google

immense concert, que sur la grandeur du spectacle que nous allons offrir au monde.

La république péruvienne a recouvré son existence politique par l'épée et la sagesse du libérateur président. Vous savez quel a été le résultat des efforts du général Bolivar, efforts si bien secondés par l'énergie du peuple péruvien. Depuis le jour glorieux où l'armée espagnole qui tenait en oppression cet immense pays a été écrasée à Ayacucho, jusqu'à la mort du général ennemi qui occupait le Potosi, les armées unies de la Colombie et du Pérou ont obtenu une suite non interrompue de succès. C'est à ces événemens militaires que les provinces du haut Pérou, berceau de la liberté américaine, ont dû enfin l'existence politique qui leur manquait. Dans les transports de leur enthousiasme et de leur reconnaissance, les peuples de cette nouvelle nation ont adopté le nom de *république de Bolivar*, et consacré ainsi l'illustre nom du libérateur de la Colombie : je ne saurais exprimer quelle satisfaction et quelle reconnaissance ont fait éprouver au gouvernement les hommages rendus à l'armée colombienne et à son général par le congrès du Pérou, les villes, les villages et toute la population du Pérou.

Le congrès recevra une députation du Pérou, chargée de le remercier des efforts qu'a faits la république de Colombie en faveur de l'indépendance et de la liberté inespérée de ce pays. J'espère que vous éprouverez, ainsi que le pouvoir exécutif, la satisfaction de voir réalisée une entreprise qui paraissait devoir compromettre nos propres destins. Une partie de l'armée auxiliaire est de retour en Colombie ; une autre restera au Pérou à la disposition de son gouvernement, pour appuyer les délibérations du peuple et protéger la tranquillité intérieure, tant que cet

Digitized by Google

état le jugera convenable, et que notre république n'aura pas besoin elle-même de ses troupes.

Pour remplir nos conventions avec les Etats-Unis du Mexique, j'ai disposé d'une partie de nos forces dans l'intérêt de cette république. Toute l'Amérique du Sud était intéressée à cette mesure qui consolide l'existence commune; ainsi il n'y aura aucune partie du Nouveau-Monde qui n'ait été aidée par la république de Colombie dans la destruction des anciens oppresseurs et l'accomplissement des grandes choses qui fondent la paix et la concorde parmi nos frères de ce continent.

Il n'existe aucun motif de plainte contre le gouvernement du Brésil. Le pouvoir exécutif n'a différé d'entrer en relation avec ce gouvernement qu'à cause des contestations existantes sur la détermination de nos limites respectives, et de l'incertitude où l'on est que le ministre de la république soit admis au Brésil dans les termes reconnus par la loi des nations. Les journaux étrangers assurent qu'il existe une contestation entre l'empereur et le gouvernement de Buénos-Ayres, pour la possession de la Banda-oriental; mais le pouvoir exécutif n'a aucune donnée officielle sur cette question [1].

Le président des États-Unis de l'Amérique ayant ratifié le traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce que nous avons conclu avec cette république, nos relations subsistent toujours sur le pied le plus avantageux et le plus flatteur. La mesure contre le trafic des nègres de

(1) Nous croyons devoir faire remarquer l'espèce d'indifférence avec laquelle le général Santander s'exprime au sujet de la guerre entre le Brésil et Buénos-Ayres: c'est pour nous une raison de penser que le véritable caractère de cette lutte a été convenablement apprécié dans l'article placé en tête de ce numéro.

Digitized by Google

l'Afrique n'a pas été ratifiée à raison de quelques difficultés qui se sont élevées dans le sénat américain : sur cela le secrétaire des relations extérieures vous donnera de plus amples détails.

Le traité de paix et d'amitié que vous avez approuvé dans la dernière session doit être également approuvé par le gouvernement de Sa Majesté Britannique. Depuis cette époque, les relations politiques et commerciales entre la république et la Grande-Bretagne se sont établies d'une manière durable, avantageuse aux deux nations, et utile à la cause américaine. Depuis la ratification de ce traité, j'ai admis dans des termes convenables le chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique, qui réside dans cette capitale. Les agens de commerce sont reçus dans nos ports, ainsi que je vous l'ai annoncé dans mon précédent message et aux conditions prescrites, à exercer leurs fonctions; les procédés des gouvernemens auxquels ils appartiennent étant toujours les mêmes, je n'ai pas cru devoir changer de conduite. Nos consuls et agens de commerce pour l'Angleterre seront expédiés dans les ports qui conviennent le mieux à nos relations commerciales.

Le pouvoir exécutif a travaillé avec le zèle le plus ardent auprès du gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne pour obtenir une déclaration explicite en faveur de la république. Il fallait au préalable s'entendre avec ce gouvernement sur quelques points tenant à la différence de principes et de position. J'ai cru qu'il serait bon de faire traiter de ces préliminaires par un agent confidentiel. Les démarches de cet agent ont eu un heureux succès; tous les détails de sa mission vous seront communiqués, et j'espère que le congrès approuvera la circonspection avec laquelle elle a été conduite. Je ne désespère

Digitized by Google

aucunement de voir le gouvernement français, appuyé de l'opinion nationale, reconnaître, à l'imitation d'autres grandes puissances, notre souveraineté, et consentir à des relations qui peuvent être utiles à l'un et à l'autre peuple.

La république jouit de la tranquillité intérieure; la constitution est respectée; les lois sont observées, et les Colombiens jouissent librement du droit d'en réclamer l'accomplissement. Les élections constitutionnelles se sont faites sans trouble, et avec la liberté que doit conserver un peuple souverain. La presse a rempli en partie ses fonctions par la discussion des questions qui intéressaient la république; s'il a été impossible de mettre des entraves à l'insidieux langage des passions, nous avons vu toutefois avec satisfaction qu'il n'a jamais pu relâcher les ressorts de la force morale du gouvernement. L'administration politique des départemens et des provinces, celle de la justice, ont été considérablement améliorées par les lois du 11 mars, des 11 et 13 mai, qui viennent d'être mises à exécution. Il y a sans doute des imperfections à corriger, des lacunes à remplir, et des difficultés à résoudre dans cette branche si importante à la félicité des citoyens. Je ne me dissimule pas que le temps, et avec lui les progrès de la civilisation et des lumières sont indispensables pour parvenir à former un corps complet de lois qui protégent la liberté, assurent l'ordre et élèvent la nation à ce haut degré de considération qui est la véritable gloire. J'attends toutefois de vos lumières et des observations que j'ai sollicitées auprès des tribunaux de justice un travail plus parfait et plus conforme à nos institutions. Examinez avec une scrupuleuse lenteur s'il convient, dès ce moment, d'établir généralement la belle garantie du jury,

Digitized by Google

ou si l'on peut seulement l'étendre des affaires commerciales et des abus de la presse, auxquels cette institution est actuellement réservée, aux affaires criminelles, aux délits qui portent le plus de préjudice à la société, et qui se commettent le plus souvent.

L'armée colombienne mérite que le pouvoir exécutif rende à ses vertus un nouveau témoignage public de satisfaction. Les troupes colombiennes ont combattu loin de la patrie avec la même gloire qu'elles ont acquise en défendant la Colombie. L'armée subsiste sur le pied de guerre: la politique espagnole nous force à la tenir dans cet état; et, comme la majeure partie des dépenses pour cette année se rattache à la branche militaire, je vous recommande, comme moyen de réduire ces dépenses, de régler pour la milice nationale la retraite ou le licenciement honorable des individus qui ne peuvent plus servir utilement. Notre marine mérite aussi une protection particulière.

Je dois appeler votre attention sur la nécessité d'un réglement de compte pour ce qui est dû à l'armée, aussi bien que sur l'urgence reconnue de lui donner une direction qui soit en harmonie avec nos nouvelles institutions. Vous savez que la république ne possède point de lois spéciales sur cet objet, et que l'armée est toujours soumise aux anciennes lois espagnoles combinées pour une monarchie absolue. Je dois vous rappeler en faveur de cette estimable portion des citoyens de la république dont les vertus et les efforts ont commencé à élever ce bel édifice, et aideront à le conserver à jamais, qu'il est juste de consacrer une partie de vos travaux à lui donner des lois qui la garantissent de l'arbitraire et des vexations, qui lui assurent une honnête subsistance, lui ouvrent la porte

Digitized by Google

aux honneurs et au repos, la traitent avec impartialité dans la distribution des récompenses comme dans l'application des lois pénales, et protégent les familles de ceux qui meurent pour l'état.

Mes désirs eussent été comblés si j'avais pu vous présenter un tableau de l'état de la Colombie satisfaisant sous tous les rapports; mais il est impossible de détruire en quatre ans l'ouvrage de trois siècles. Vous connaissez, pour les avoir touchés au doigt, les obstacles que rencontre dans son enfance un peuple qui du sein de la plus abjecte servitude s'est élevé au rang des nations libres.

C'est beaucoup pour elle, après la longue lutte qui a brisé ses chaînes, d'avoir établi un système de liberté fondé sur la dignité et les droits de l'homme, de s'être déjà élevée dans l'opinion des nations vieilles et jeunes à la hauteur des principes de son organisation politique; et la gloire de ses premiers pas appartient aux représentans, à l'armée libératrice, à toute la nation colombienne.

EXTRAITS DU RAPPORT

DU SECRÉTAIRE-D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR

DE LA RÉPUBLIQUE COLOMBIENNE,

AU COMMENCEMENT DE LA SESSION DE 1826.

Agriculture. La population de Colombie, répandue sur un vaste territoire qui convient à toutes les productions du globe, qui voit croître les céréales à côté de neiges

Digitized by Google

perpétuelles, et se couvre spontanément de cacaotiers, de cannes, de platanes, doit tous ses soins à un sol presque partout vierge et dont la fécondité naturelle promet d'inépuisables richesses. Dans cette vue, le congrès a cherché à augmenter le nombre de bras capables de mettre en valeur le territoire de la république. Il a rendu l'importante loi du 7 juin 1823, par laquelle il autorise le pouvoir exécutif à distribuer jusqu'à trois millions de fanègues de terres nationales aux étrangers européens ou habitans de l'Amérique septentrionale qui voudront s'établir parmi nous. Deux sociétés de colonisation ont déjà reçu 600 millions de fanègues de terres. Elles ont à leur tête des maisons respectables d'Europe ; leur capital est de six millions et demi de pesos; elles se chargent d'ouvrir sur le territoire qui leur est concédé les moyens de communication nécessaires à l'agriculture. De nouveaux colons abordent déjà sur nos côtes : on a choisi des personnes de bonnes mœurs et versées dans le genre d'industrie qu'elles viennent exercer.

Postérieurement, on a distribué à différentes compagnies des terres en friche pour lesquelles on a passé de nouveaux contrats de colonisation d'après les mêmes principes que les premiers; le pouvoir exécutif continuera à suivre cette marche, assurant aux entrepreneurs et aux colons toutes les garanties qui sont nécessaires au succès de leurs travaux.

Le pouvoir exécutif croit devoir demander qu'un nouveau million de fanègues soit ajouté aux trois millions qu'il est autorisé à distribuer. Des demandes sont faites par de nouvelles sociétés, et comme notre population augmente, la valeur des terres augmentant en proportion, ces nouveaux marchés nous seront plus avantageux.

Digitized by Google

Chemins. Le mauvais état de nos chemins oppose les obstacles les plus préjudiciables à l'agriculture colombienne, en élevant les frais de transport, et en empêchant même les communications. Ce mal est bien ancien chez nous, car nos chemins n'ont jamais été autre chose que d'étroits sentiers tracés au hasard et pratiqués sans aucun des moyens employés chez les nations civilisées. Le congrès a fait des lois pour encourager les capitalistes étrangers à entreprendre ces importantes améliorations.

Le gouvernement présentera au congrès divers projets, dont un surtout mérite toute son attention. Il consiste à établir une large et solide chaussée qui, partant de la Guaira, passe par Caracas, Bogota et Quito, et conduise jusqu'à Guayaquil et Loja. Une telle route serait une entreprise vraiment nationale : non-seulement utile à l'agriculture et au commerce, elle donnerait plus de vigueur à l'administration, en multipliant les rapports entre les divers districts de la république. L'entreprise, il faut l'avouer, est difficile, mais encore plus indispensable.

Il est une réforme que demande impérieusement notre agriculture, c'est la suppression de tant de jours de fêtes que contient notre calendrier : une faible partie de ces jours est consacrée au culte divin : on ne peut que déplorer l'emploi que l'on fait du reste. Que l'on calcule la valeur du travail de trois millions d'individus, pendant soixante-quatorze jours de fêtes entières et dix-huit demi-fêtes auxquelles il est d'obligation d'entendre la messe, on verra combien cette dévotion paresseuse porte de préjudice à l'agriculture et à toute espèce d'industrie dans le courant d'une année. Le gouvernement ayant fait des démarches pour déterminer l'autorité ecclésiastique à la radiation de

Digitized by Google

toutes ces fêtes inutiles, le congrès jugera ce qu'il doit faire ici dans l'intérêt de la félicité publique.

Pendant ces deux dernières années il n'est presque pas tombé de pluie dans toute l'étendue de la Colombie; la sécheresse a causé les plus grands préjudices à nos récoltes, le peuple a souffert de la disette. Des maladies épidémiques, résultat des chaleurs ou de la mauvaise qualité des eaux, ont causé de grands ravages parmi la population, particulièrement dans les vallées d'Aragua et aux environs de Caracas, où les autorités locales ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour arrêter les progrès du mal; mais il n'a cessé qu'après avoir détruit une partie de la population laborieuse de ces vallées: il est donc de la plus haute importance de chercher les moyens de fournir au pays pendant la saison des chaleurs l'eau nécessaire à l'agriculture et aux besoins de la population.

Manufactures. Les provinces de la Colombie où se fabriquent les tissus de laine ou de coton, sont celles de Socorro, Junja, Pastos, et celles qui composent les départemens d'Ecuador et Asnay. Les toiles de laine et de coton, connues sous le nom de Quito, sont parvenues à un degré suffisant de perfection, et avant la guerre de l'indépendance, elles formaient la principale richesse de ces provinces; on en exportait une grande partie au Pérou, et des quantités considérables dans les provinces de Popayan, Choco et Antioquia, où elles étaient échangées contre l'or des mines. Les exportations s'élevaient à la somme de 800,000 pesos. Ces relations commerciales ont été détruites par la guerre qui a interrompu long-temps les communications et fait perdre à une partie de la population les habitudes de travail remplacées par celles de la dépense et des plaisirs. D'ailleurs, par suite de la li-

Digitized by Google

berté de commerce avec les nations européennes, nos draps et nos toiles de Quito ne se débitent plus au Pérou; on en exporte fort peu à Popayan, Antioquia et Choco. La révolution a ruiné les fabriques de la partie industrieuse de la Colombie, et laissé dans notre système de production un vide qu'on aura bien de la peine à combler. Enfin la mise en vigueur des lois fiscales de la Colombie a prohibé l'introduction des indigos étrangers; il en est résulté une privation fâcheuse pour les provinces de l'Ecuador, qui tiraient de Guatimala l'indigo nécessaire pour leurs manufactures : or, l'indigo ne se récolte point dans cette partie de la Colombie, et il est difficile de l'y transporter de la province de Vénézuéla. Ce nouvel obstacle a concouru à rendre pénible la situation des manufacturiers des provinces d'Ecuador et de Cuença. Le pouvoir exécutif ne doute pas que le congrès n'adoucisse de quelque manière le sort de ces fabricans.

Il est très difficile de remédier au défaut de consommation et d'exportations qu'éprouvent les manufacturiers des provinces d'Ecuador, ainsi que du reste de la Colombie : la liberté de commerce, la concurrence des manufactures européennes, et les modes introduites nouvellement, ont singulièrement compliqué la solution du problème. Toutefois il paraît nécessaire que le congrès tende une main secourable aux manufacturiers du pays dont la richesse constitue en partie celle de l'état. Aucun moyen ne semble pouvoir être plus efficace, à cet égard, que l'introduction des machines et des nouvelles inventions européennes, pour filer la laine et le coton, de même que pour les tisser avec plus de facilité et moins de bras; en mettant, pour cet objet, quelques sommes à la disposition du gouvernement, il pourra faire en sorte que nos tissus ordi-

Digitized by Google

naires, ceux qui servent aux vêtemens de la masse du peuple, soutiennent, pour le prix, la concurrence des tissus étrangers de la même nature.

Une mesure qui ne serait pas moins efficace pour arriver au même but serait la création, à Caracas, Bogota et Quito, d'écoles normales d'agriculture et d'arts mécaniques, comme l'a proposé le gouvernement dans les deux sessions précédentes : ce seraient autant de pépinières qui produiraient bientôt à l'état de plus grandes richesses que leur établissement ne lui aurait coûté.

Que l'on ne dise point que, si les manufactures sont détruites, les bras qu'elles employaient trouveront une autre occupation également utile. Une grande partie de notre population est placée sur la cîme des Andes, loin des côtes et des rivières navigables, ou doit franchir de hautes montagnes pour approcher des ports; elle ne peut, à raison des frais de transport, exporter les grains, principaux produits des pays qu'elle cultive. Ces provinces n'ont point de mines : si leurs manufactures se ruinent, elles seront bientôt fort misérables. Il appartient à la sagesse du congrès de prévenir la perte de cette ressource et les maux incalculables qui en résulteraient.

Commerce intérieur. La cessation de la guerre dans la république de Colombie, et l'état de sécurité qui en a été la suite, ont fait revivre le commerce intérieur dans toutes les provinces. Toutefois, pendant l'année dernière, il y a eu des plaintes fondées de la part des commerçans contre le peu de fidélité de ceux qui transportaient leurs marchandises, tant par terre que par eau. Ces derniers ont plusieurs fois soustrait des valeurs considérables, et puis ont abandonné les embarcations. Le gouvernement a pu s'occuper avec succès de la police des routes ; mais

Digitized by Google

il est beaucoup plus difficile de surveiller la conduite des mariniers sur les rivières, et quelques-uns se sont livrés à un véritable brigandage. Depuis 1823, le pouvoir exécutif a appelé l'attention du congrès sur ce point; il est urgent d'apporter enfin remède à des abus dont le commerce a tant à souffrir.

Bateaux a vapeur. Un des moyens les plus efficaces de veiller à la sûreté de nos rivières c'est d'y établir des bateaux à vapeur. On a fait sur la Madeleine l'essai d'un bateau à vapeur de 215 tonneaux, qui a remonté cette rivière jusqu'au point nommé *Peñon de Conéjo*, entre Onda et Guaramo. Il continuera de naviguer à l'avenir depuis la côte jusqu'au même point, et avec une facilité de plus en plus grande. D'autres bateaux à vapeur doivent être établis sur la même rivière, et procureront un moyen de transport régulier et sûr au commerce intérieur. On a déjà obtenu cet avantage par le bateau à vapeur qui navigue sur le beau lac de Muracaïbo; on en aura bientôt un semblable sur la rivière Zulia. Les papiers publics ont annoncé qu'on avait fait construire en Angleterre un bateau à vapeur pour naviguer sur l'Orénoque, depuis la ville d'Angostura jusque bien avant en remontant le fleuve. D'autres bateaux suivront celui-ci par suite de l'obligation contractée envers la personne qui a obtenu l'entreprise des bateaux à vapeur sur ce grand fleuve et sur les rivières qui s'y déchargent. Il est arrivé de même un bâtiment à vapeur à Guayaquil. Ces premiers et heureux essais prouvent que bientôt la navigation à vapeur s'établira sur nos côtes, nos lacs et nos fleuves; elle produira inévitablement une révolution dans notre commerce intérieur : révolution qui ne peut qu'être avantageuse à sa prospérité future et augmenter les richesses et le bien-être des peuples.

Digitized by Google

Il s'est formé en Angleterre une compagnie possédant des capitaux considérables, pour établir la navigation à vapeur entre la Grande-Bretagne et l'Amérique.

Il n'est pas besoin de dire quel bien nous éprouverons de cette rapide communication avec l'Europe.

Écoles primaires. Le pouvoir exécutif, conformément aux règles établies par la loi du 2 août de l'année dernière, a continué à encourager l'éducation des enfans dans les écoles primaires de chaque département de la république; elles existent dans toutes les paroisses qui ont les moyens d'entretenir un maître; et dans la plus grande partie de nos villes principales, il existe des écoles où l'on a adopté la méthode lancastérienne; ces écoles se sont étendues à des endroits moins considérables. Graces à la munificence du libérateur président, on doit établir à Caracas une école qui pourra servir de modèle à toutes celles du même genre, si, comme nous l'espérons, le directeur publie le résultat de ses travaux et de ses observations.

Quoique la première éducation des enfans des deux sexes de la Colombie ne soit pas aussi parfaite que l'aurait désiré le gouvernement, à raison de la pauvreté et du défaut de ressources des paroisses, nous avons incontestablement fait des progrès dans cette partie au moyen de la loi de Cucuta. D'après les listes remises au secrétariat de l'intérieur, il y a dans chaque province des écoles primaires où un nombre considérable d'enfans apprennent à lire, écrire, calculer, et reçoivent des notions de morale religieuse. La loi du 11 avril dernier, sur les revenus municipaux, a procuré quelques moyens de venir au secours des écoles primaires : dès lors on sentira moins le défaut de maîtres et de livres propres à l'instruction dans les écoles.

Digitized by Google

Colléges et maisons d'éducation. Le gouvernement a mis un zèle particulier à multiplier et à améliorer les colléges et les maisons d'éducation. Depuis la session de 1824, on a résolu l'établissement de deux nouveaux colléges, un pour Cumana, un autre pour la ville d'Angostura, dans la province de Suagana; tous deux dans le département de l'Orénoque. Le pouvoir exécutif espère qu'ils commenceront bientôt à produire d'heureux résultats. En outre, on a établi de nouvelles chaires dans les anciens colléges, réformé des abus et amélioré l'éducation de la jeunesse par tous les moyens que possédait le pouvoir exécutif. En général, on remarque des améliorations considérables dans les études de nos universités et colléges; en même temps on voit augmenter le nombre des jeunes gens qui suivent les cours, de sorte que les lumières se répandent dans toutes les parties de la Colombie. Ces établissemens seront à l'avenir le plus fort appui de nos institutions républicaines.

Pour hâter cet avenir le gouvernement espère que, pendant la session actuelle, le congrès posera les bases qui doivent régler l'instruction publique dans toutes les universités, colléges, maisons d'éducation et communautés religieuses. Cette loi est de la plus haute importance pour que l'éducation publique soit en tout conforme à nos institutions, et que dans l'état il ne se forme point d'hommes à maximes hétérogènes, et dont les principes soient en opposition avec le système de gouvernement que nous avons adopté. Ce mal résulterait du manque d'un réglement général des études publiques. En m'exprimant sur cette matière dans mon dernier exposé au congrès, je déclarais qu'il était indispensable de faire dans les études une révolution aussi complète que celle

Digitized by Google

qu'ont subie les institutions politiques. Il faut oublier en effet ces erreurs qui, sous le gouvernement de l'Espagne, étaient toute l'éducation publique, et apprendre tout ce qu'on avait réussi à nous cacher : c'est le seul moyen d'obtenir le rang auquel nous aspirons parmi les nations véritablement civilisées.

Éducation des orphelins. Le congrès constituant, pour honorer la mémoire des citoyens morts pour la patrie, a décidé par son décret du 10 octobre de l'année dernière que les fils de ces généreux patriotes seraient élevés gratuitement dans les écoles et colléges de la république: cette disposition a été fidèlement remplie par le pouvoir exécutif, et tous les jeunes gens qui se sont présentés pour étudier dans nos colléges, en justifiant qu'ils étaient enfans de citoyens morts pour la patrie, y ont été reçus pour être instruits aux frais de l'état. Par ce moyen, ces jeunes gens seront capables d'imiter un jour les vertus héroïques de leurs pères.

Si, de l'éducation que reçoit la jeunesse colombienne dans les écoles, colléges et maisons d'instruction, nous tournons nos regards sur la masse générale de la population, nous trouverons que les lumières se répandent dans toutes ses parties. L'influence d'une meilleure éducation, et surtout celle qu'exerce généralement la liberté de la presse est si puissante qu'on remarque une grande différence entre ce que sont aujourd'hui nos concitoyens et ce qu'ils étaient à l'époque où commença la révolution.

Affaires ecclésiastiques. Le clergé séculier comme le clergé régulier de la Colombie continue à donner des preuves de soumission au gouvernement et d'adhésion aux lois de la république. L'un et l'autre ont rendu d'importans services; quelques-uns de ses membres se distin-

Digitized by Google

guent par un patriotisme qui a exercé une grande influence sur leurs confrères. Si d'autres ont conservé des préjugés qui ne se trouvent point en harmonie avec nos institutions nouvelles, nous devons espérer que le temps et les lumières qui se répandent partout les feront changer, ou, pour le moins, leur imposeront silence.

Petits couvens. Le gouvernement a éprouvé quelque embarras sur le véritable sens de la loi du congrès constituant, portant suppression des petits couvens qui ne contiendraient pas au moins huit religieux au jour de la sanction de la même loi. Ces embarras ont été soumis au congrès dans la session de 1824; il est urgent qu'il prenne à cet égard une résolution que le pouvoir exécutif attend pour la session actuelle. Le gouvernement juge à propos d'étendre la loi de Cucuta à tous les couvens de la Colombie qui n'ont pas huit prêtres. Il doit aussi se prononcer pour l'avenir, de telle sorte qu'un couvent qui cesserait de posséder huit religieux tombât dans le cas de la suppression: la loi pourvoira aussi à ce que l'on devra faire des biens et revenus des couvens supprimés.

Dotations religieuses. Il y a dans la Colombie trente couvens de femmes qui contiennent actuellement huit cent religieuses professes; chacune d'elles, en entrant dans le couvent, apporte ordinairement une dot de 1000 à 2000 pesos, et pourvoit, en partie, à sa subsistance avec les revenus de ce capital qui est constitué en rente. En vertu des lois espagnoles qui approuvaient les constitutions des différens ordres de religieuses, ainsi qu'en vertu de dispositions canoniques, le capital qui formait la dot de chaque religieuse augmentait à sa mort les revenus du couvent. Dès avant la révolution, il était parvenu au gouvernement espagnol, de divers points du territoire dont se compose aujourd'hui la Colombie, des réclamations éner-

Digitized by Google

giques sur le préjudice qu'éprouvaient les habitans en ce que les dots des religieuses ne retournaient pas après leur mort à leurs familles : on ne put rien obtenir alors. Il appartient au congrès d'apporter un remède proportionné à la gravité du mal, car autrement les couvens de religieuses deviendraient, avec le temps, les uniques propriétaires de tous ou de presque tous les biens-fonds qui seraient grevés de dotations constituées en rente. Il est juste qu'une loi déclare qu'à partir de sa promulgation les dots de toutes les religieuses retourneront à leurs héritiers, et que dans le cas où elles n'en auraient point la loi règle la destination que ces dots doivent recevoir.

Tous les jours, nous observons que des jeunes filles de seize ans ou un peu plus âgées, entraînées par la piété ou par d'autres motifs, courent s'ensevelir pour la vie dans les couvens. L'expérience a prouvé que quelques-unes d'elles maudissent leur précipitation, et se consument dans les douleurs d'un repentir qui les rend malheureuses pour la vie, sans apporter de remède à leurs maux. Il est juste que le congrès de la Colombie rende, par une loi, ces sacrifices moins fréquens, en empêchant que l'ardeur de l'imagination précipite les jeunes filles dans les cloîtres. Ainsi il faudra défendre qu'aucune femme puisse être reçue novice avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis: à cet âge on réfléchit mûrement, et les femmes qui auront conçu le projet de se faire religieuses auront un temps suffisant pour méditer, et s'assurer si leur vocation est véritable. La même disposition pourra, par des motifs non moins puissans, être appliquée aux couvens de moines: de cette sorte personne ne pourra prendre l'habit religieux avant l'âge de vingt-cinq ans.

Digitized by Google

DE LA CRÉATION

D'UN GRAND-LIVRE DE LA DETTE NATIONALE

EN COLOMBIE.

Voici les articles les plus importans d'un décret passé dans le congrès colombien, le 19 mai dernier, pour consolider toute la dette de la république, tant extérieure qu'intérieure, et pour assurer le paiement des intérêts :

Art. I. La république colombienne reconnaît comme dette nationale : 1° la somme de 2,000,000 sterling, contractée au nom de la république, à Paris, par Francisco Antonio Zéa, en mars 1822; 2° la somme de 4,750,000 sterling, contractée à Calais le 14 avril 1824, par M. Ant. Arrublas et Francisco Montoya; 3° les sommes avancées et liquidées par la commission de liquidation établie en cette capitale, et qui, jusqu'à ce jour, s'élèvent à 1,181,470 dollars et 78 réaux, aussi bien que les sommes qui pourront être à l'avenir liquidées par la même société; 4° la somme de 814,710 dollars résultant de l'emprunt fait le 23 juillet 1823, pour pourvoir aux besoins de l'armée; 5° ce qui reste à payer des 5,458,600 dollars, dits propriété militaire, et destinés à récompenser les serviteurs de la république; 6° ce qui reste à payer des pensions civiles et militaires retenues par le décret du président libérateur, du 14 septembre 1819; 7° les sommes provenant du tiers de solde retenu sur les mêmes personnes, en vertu du décret du 8 octobre 1821.

II. 1° Les dettes étrangères mentionnées aux numéros 1 et 2 de l'art. I, ont rapporté et continueront à rapporter l'intérêt de 6 p. o/o par an; 2° les dettes mentionnées aux numéros 3 et 4 qui ont rapporté 5 pour o/o par an depuis qu'elles sont contractées, continueront à rapporter le même intérêt; mais les dettes indiquées au même numéro, et qui, jusques ici, n'ont rapporté que peu ou point d'intérêt, rapporteront 5 p. o/o à partir de leur

Digitized by Google

inscription sur le grand-livre de la dette publique ; 3° les dettes mentionnées dans les numéros 5, 6 et 7 porteront un intérêt de 3 p. 0/0 par an à partir du 1er juillet 1826.

III. Pour le paiement régulier de l'intérêt et le rachat graduel de la dette extérieure, les ressources suivantes seront spécialement employées : 1° tout le produit clair du revenu du tabac; 2° 1/8e du produit des douanes; 3° tout le produit des terres non cultivées qui pourront être vendues ; 4° tout le produit du fermage des diverses mines appartenant à la république.

IV. Ce qui suit est spécialement affecté au paiement de la dette domestique : 1° le revenu provenant des hypothèques et des propriétés séquestrées ou confisquées, et non encore adjugées, aussi bien que le revenu de celles séquestrées et confisquées par la loi d'octobre 1821 ; 2° le revenu provenant des majorats rentrés au domaine de l'état; 3° le revenu de toutes les terres qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent à l'état; 4° le revenu des biens d'églises qui n'ont été ni aliénés ni adjugés; 5° le revenu de ce qui reste des biens de l'inquisition; 6° le revenu des hypothèques des biens royaux qui ont été confisqués, et peuvent s'échanger contre de l'argent; 7° le produit clair du papier timbré ; 8° le produit des enregistremens d'hypothèques d'actes et de titres ; 9° le produit des droits de hausse et de vente; 10° la neuvième partie des dixièmes consolidés ; 11° dix pour cent sur tous les revenus municipaux; 12° les dîmes attachées à tous les canonicats, prébendes et dignités ecclésiastiques qui pourront vaquer dans la république ; 13° le produit des amendes pour infractions aux priviléges accordés par le gouvernement; 14° le revenu des terres autrefois appartenant au collége des nobles de Madrid.

V. Au rachat du capital de la dette domestique est exclusivement destiné le produit de la vente de toutes les propriétés territoriales mentionnées aux nos 1, 2, 3, 4 et 5 de l'art. IV, excepté seulement les propriétés séquestrées en vertu des lois du 1er octobre 1821 et du 29 juillet 1824.

VI. Tout le surplus du revenu consacré au paiement de la dette domestique sera affecté à l'extinction de la dette extérieure.

VII. Les revenus appropriés spécialement à l'extinction de la dette nationale ne peuvent être employés ultérieurement à combler aucun déficit survenant.

VIII. Le congrès établira un grand-livre de la dette nationale

Digitized by Google

qui aura pour introduction une copie de la présente loi, signée par le président et le secrétaire des deux chambres.

IX. Sur ce livre seront inscrites les diverses sommes reconnues dettes nationales, et chaque inscription, revêtue de la signature du président et des secrétaires des deux chambres, aura la forme suivante : *La république de Colombie reconnaît comme dette nationale le capital de dollars provenant de en vertu de la loi du Ce capital rapportant l'intérêt annuel de pour cent payables tous les six mois, sur les fonds et revenus y destinés par la loi du*

X. Le grand-livre sera gardé à la trésorerie de la cité de Bogota aussi long-temps que cette ville sera la résidence du congrès ; il sera scellé de trois sceaux confiés au président du sénat, à celui de la chambre des députés et au secrétaire des finances.

XI. Le grand-livre de la dette publique ne pourra être ouvert que dans la chambre des députés et en présence du congrès.

XII. Sur le grand-livre seront inscrites dans la même forme que ci-dessus les extinctions successives de la dette nationale.

XIII. Pour l'administration des fonds employés au paiement des intérêts et au rachat du capital de la dette nationale, il y aura une commission dite du crédit national et composée du président du sénat, du ministre des finances, d'un officier nommé par la chambre des représentans et d'un délégué du gouvernement; cette commission statuera sur les droits des créanciers à l'inscription au grand-livre.

XIV. La commission de la dette nationale fera tous les ans un rapport sur l'état de la dette, rapport très détaillé, afin que l'expérience puisse améliorer continuellement le système du crédit national.

XV. La commission présentera aussi au congrès, dans sa prochaine session, un état particulier de toutes les propriétés territoriales qui doivent être affectées à la dette nationale, afin que le congrès puisse statuer sur le temps et le mode de leur mise en vente.

XVI. La commission soumettra chaque année tous ses livres de comptabilité à une autre commission composée de membres de la chambre des représentans.

XVII. Parmi les livres dont la commission devra être munie,

Digitized by Google

il y en aura un intitulé : *Grand-livre subsidiaire de la Dette nationale*, et sur lequel seront d'abord portés tous les mouvemens de la dette, lesquels seront ensuite mis au net sur le grand-livre.

XVIII. La commission du crédit national devra recueillir tous les titres de la dette nationale qui sont entre les mains du ministre des finances, tous les certificats de la dette militaire et des arrérages de pensions. Elle classera tous ces certificats dans l'ordre suivant lequel ils doivent être inscrits, et à leur place, et suivant la forme prescrite par la loi ; elle délivrera des bons payables avec intérêt au porteur, exprimant le taux annuel de cet intérêt, signés de trois membres de la commission, et estampillés.

XIX. Les bons seront de 25, 50, 100, 200 et 500 dollars. Tous les bons de la même valeur seront numérotés, et formeront une série portant la même lettre, et estampillés de la même manière. Pour les sommes au-dessous de 25 dollars, qui pourraient se présenter parmi les certificats à convertir, la commission donnera des bons particuliers ne portant pas intérêt, mais payables en argent au mois de janvier 1828. On ne délivrera pas de bons pour les rentes déposées dans la caisse de l'état, mais des certificats qui suffiront aux porteurs pour réclamer le paiement de leurs dividendes.

XX. Pour les capitaux reconnus dettes nationales, et qui consistent en majorats et substitutions, on délivrera des bons à intérêt.

XXI. Les bons qui seront émis conformément à la loi seront recevables dans leur valeur nominale pour le rachat d'un capital quelconque, si l'intérêt indiqué par le bon est égal à celui du capital à racheter ; mais, si cet intérêt est moindre, la différence doit être ajoutée aux bons.

XXII. Les capitaux des taxes rachetées par des bons seront déposés dans la caisse du crédit national avec les formalités exprimées par l'article XVIII.

XXIII. Tous les bons émis en Colombie, pour la partie de la dette liquidée, jusqu'au 30 juin de la présente année, porteront la date de juillet, et la commission du crédit national au moment de renouveler les bons ajoutera au capital l'intérêt rapporté par ces mêmes bons jusqu'au 30 juin de la présente année.

XXIV. Pour faciliter la reconnaissance et le paiement de l'intérêt de la dette courante, laquelle n'est point liquidée, le

Digitized by Google

rapport sera fait dans le mois de décembre qui précédera immédiatement celui dans lequel la liquidation doit s'effectuer.

XXV. L'intérêt relatif à la dette contractée en Europe, aussi bien que les fonds destinés à son extinction graduelle, seront payés aux lieux et époques fixés par le contrat. La commission du crédit national aura soin de tenir à la disposition du gouvernement, pour les époques déterminées, les sommes qui représenteront ces intérêts.

Les derniers articles du décret roulent sur les moyens qui seront employés par le gouvernement pour opérer les diverses rentrées qui doivent faire face au paiement des intérêts des deux grandes divisions de la dette nationale. Comme il n'y a qu'une connaissance exacte des localités qui puisse faire apprécier ces dispositions particulières, nous les omettons. La concentration et l'uniformisation de la dette colombienne, telles qu'elles sont exposées par la partie du décret que nous insérons, sont presque la conception financière qu'une grande époque de notre histoire a rendue fameuse. Ce document, encore inconnu en France, intéresse hautement les capitalistes de l'Angleterre.

Digitized by Google

Extrait du Message

DU GÉNÉRAL GUADALUPE VICTORIA,

AUX DEUX CHAMBRES DU CONGRÈS,

A LA CLOTURE DE LA SESSION ANNUELLE, LE 23 MAI 1826.

Depuis le commencement de cette session nos relations extérieures n'ont point changé.

Le gouvernement espagnol a persisté dans son étroite politique. Malgré l'état de nullité auquel il s'est réduit par ses extravagances et sa mauvaise foi, il a fait quelques démonstrations sur Cuba et Porto-Rico, radoubé ses anciens vaisseaux et entrepris des constructions nouvelles. Toutefois la reddition de l'importante forteresse de Callao, et les succès obtenus par une république amie dans l'archipel de Chiloé, ont à jamais détruit les moyens agressifs de l'Espagne. Elle use de ses dernières ressources, dans l'espoir sans doute que pour nous délivrer de menaces plus importunes qu'inquiétantes nous consentirons à quelque réconciliation avantageuse pour elle. Nous ne nous refuserons point à la paix, mais ce ne sera qu'autant que notre existence politique ne sera point mise en question par la nature du traité. Il y a long-temps que le congrès a fermé tout accès aux propositions qui pourraient exiger de nous, suivant un exemple mémorable et récent, des indemnités, des tribus, comme compensation de la perte de la suprématie politique [1]. Le congrès a la

(1) On sent qu'il est question ici de l'émancipation de Saint-Domingue.

Digitized by Google

douce certitude qu'il est ici d'accord avec l'énergique vœu de la population mexicaine. Nous ferons la guerre jusqu'à ce que nous ayons conquis la paix; la paix avec les nations des deux mondes est le plus ardent de nos souhaits.

Jusqu'ici la conclusion du traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne a été retardée par quelques difficultés. La bonne foi et la franchise qui président à ces négociations nous font espérer que bientôt les intérêts seront conciliés.

Nous avons l'espoir que nos efforts pour mettre nos intérêts en harmonie avec ceux de l'Amérique du Nord auront plein succès. Le gouvernement des Etats-Unis, d'après son système commercial fondé sur les bases de l'égalité et de la réciprocité la plus parfaite, s'est opposé dans le cours des négociations aux exceptions que nous voulions faire en faveur des républiques nées de la même patrie que nous, et qui, à cause de l'identité d'origine, de principes et de position font cause commune avec nous contre le même ennemi. Le gouvernement des États-Unis, quoique américain d'intérêts et de principes, a pour l'Europe certaines affinités que nous devons respecter et qui n'existent pas pour les nouveaux états obligés de se soutenir mutuellement en toute occasion. Un acte qui a fait par tout le continent américain le plus grand honneur à la politique du cabinet de Washington, la mémorable promesse faite par le président Monroë, n'a point été soutenue par le gouvernement actuel des États-Unis. Il vient de déclarer publiquement qu'il ne s'est jamais engagé envers les états du Sud à s'opposer à toute tentative faite par les nations étrangères, soit pour détruire leur indépendance, soit pour leur imposer une forme de gouvernement. Il est vrai que M. Clay, le secrétaire d'é-

Digitized by Google

tat, auteur de la note, y fait appel à la sympathie du peuple des États-Unis et à la communauté d'intérêts qui doivent lui faire désirer notre indépendance; mais tout espoir de voir les États-Unis, selon leur promesse, nous soutenir contre les puissans auxiliaires de l'Espagne, est perdu pour nous[1]. Au reste, la république mexicaine, en se déclarant indépendante, n'a compté que sur la justice du principe qu'elle invoquait, sur son droit, sur les inépuisables ressources de son sol et la toute-puissante valeur de ses enfans; elle n'a proclamé que des vœux de paix et de philantropie. Elle ne pense pas qu'aucune autre puissance que l'Espagne puisse vouloir la troubler; mais si, contre cette attente, son sol était violé, elle saurait défendre ses droits et préserver son indépendance.

L'empereur Alexandre, peu de temps avant sa mort, a formellement déclaré ses intentions quant à l'Amérique du Sud. M. Clay a représenté au gouvernement russe que la paix du monde ne serait point irrévocablement assurée tant que durerait la lutte entre l'Espagne et ses colonies.

(1) Il est étonnant que les républiques du Sud aient tant insisté pour que les États-Unis se prononçassent catégoriquement dans une question devenue futile, depuis qu'il est si bien démontré que la déclaration du président Monroë a complètement produit son effet, c'est-à-dire hâté la détermination libérale de l'Angleterre, et forcé la sainte-alliance à renoncer à ses projets d'intervention. Le sentiment populaire qui en définitive est aux États-Unis le grand régulateur dans ces sortes d'affaires, s'est manifesté assez hautement sur la déclaration de M. Monroë, notamment pendant le voyage du général Lafayette, partisan zélé de cette déclaration, qui n'a pas manqué une seule occasion de la louer publiquement et toujours au milieu des plus vives acclamations. Un sentiment aussi prononcé n'a pas besoin de la sanction d'alliances offensives et défensives, et pour qui connaît les dispositions du peuple des États-Unis et de ses représentans, y compris ceux qui s'opposent à l'administration actuelle, il est évident que l'intervention des puissances d'Europe contre la souveraineté et la liberté de l'Amérique aurait les conséquences indiquées par le message de M. Monroë.

Digitized by Google

Ce document fait grand honneur à la sagacité, à la prévision, à la philantropie du cabinet de Washington. Les causes de la révolution américaine y sont analysées avec grande habileté; la lumière est jetée sur les faits qui composent l'histoire de cette grande contestation; ses résultats y sont présentés non comme probables, mais comme certains : la nécessité de se conformer aux circonstances; la puissance irrésistible d'une révolution faite dans les mœurs et les besoins; les ressources de tant d'états confédérés; l'immense intérêt auquel vingt millions d'hommes ont attaché leur existence; le mal déjà résultant pour l'Espagne du prolongement de cette guerre, toutes ces circonstances réunies et vivement peintes par le ministre des États-Unis ont puissamment agi sur l'esprit généreux de l'empereur Alexandre, et il est heureux pour nous d'avoir la certitude presque complète qu'il n'y avait rien d'hostile contre les nouvelles républiques dans les vues de la Russie.

Un agent de commerce s'est présenté ici sur une autorisation délivrée par un officier de la marine royale française. Cet agent n'est point officiellement commissionné par son gouvernement. Le nôtre n'est pas non plus admis officiellement à Paris, ni reconnu sous le caractère dont est revêtu notre agent en Angleterre. La conduite des États-Unis mexicains étant constamment basée sur la réciprocité, j'ai ordonné l'admission de M. Alexandre Martin comme agent confidentiel, qualité dans laquelle M. Thomas Murphy, notre concitoyen, a été reçu en France.

La lettre de crédit délivrée à M. Louis Sulher par le ministre de Sa Majesté prussienne qualifie cet envoyé d'agent commercial chargé de stipuler les droits et intérêts des sujets de Sa Majesté prussienne avec les autorités supérieures et subalternes de Mexico. La nomination

Digitized by Google

de cet agent ne m'a point paru faite dans une forme qui permît sa confirmation, mais aussitôt qu'elle sera présentée suivant la coutume des nations, je ne doute pas que la bonne intelligence ne s'établisse entre les deux nations.

Notre envoyé à Rome s'est arrêté à Bruxelles d'où il a fait passer ses dépêches au saint père. Il espère pouvoir juger des dispositions du siége apostolique par celles de la cour ecclésiastique qui réside dans cette ville, aussi bien que par l'état actuel des démarches du ministre colombien, plus avancé que nous dans cette négociation; il attend la fin des discussions actuellement pendantes devant les chambres et dont le résultat doit être de lui fournir des instructions sur sa mission.

Au commencement de cette année la liberté de la république du Pérou a été complétée.

La république du Chili a chassé les Espagnols de quelques îles voisines de ses rivages; la communauté d'intérêts et de sentimens a mis nos relations avec cette république dans l'état le plus satisfaisant.

Du fond du tombeau des Incas une nouvelle république est sortie qui a pris le nom du premier président de la Colombie. C'est par l'enfance des nations que l'on peut conjecturer de leur avenir, et l'on peut tout espérer de l'énergie avec laquelle le Haut-Pérou a secoué le joug de l'Espagne.

La reconnaissance de l'indépendance du Brésil par le roi de Portugal est un événement d'une immense importance dans l'histoire de ce temps. Puisse cet exemple de soumission à l'empire des circonstances donné par le roi Jean VI être un salutaire exemple de philantropie et contribuer à effacer les fâcheuses impressions qui s'élèvent contre le principe de la légitimité! La distance qui sépare

Digitized by Google

l'empire brésilien de la république mexicaine, aussi bien que la nature différente de nos intérêts, n'ont permis entre les deux gouvernemens que des relations de peu d'importance. Les amis de la liberté voient avec peine se prolonger la guerre entre le Brésil et la république de Buénos-Ayres. La guerre est une calamité si grande que ceux qui provoquent ce fléau devraient consulter la prudence avant de s'abandonner à des ressentimens dont les suites peuvent être si déplorables.

Les plénipotentiaires mexicains sont partis pour Panama; leur embarquement a été retardé par la discussion des instructions relatives à cette mission et qui leur prescrivent de s'entendre avec les autres députés sur les moyens de consolider l'indépendance acquise au prix de tant de sacrifices, et de poser les bases des futures relations de la grande famille américaine.

L'état intérieur de la république est calme et prospère; les discussions qui ont eu lieu dans nos assemblées politiques sur quelques points ont eu parfois une vivacité qui témoigne en faveur du zèle des représentans de la nation. La sévérité constamment éveillée sur les actes du pouvoir a fourni de nouveaux gages de sécurité. Laissons aux gouvernemens despotiques ce silence de mort, cette dissimulation ténébreuse faite pour tromper des opprimés. Chez nous le gouvernement croit donner une preuve de force en appelant l'examen et la critique sur toutes ses actions; sa plus belle prérogative c'est d'agir au grand jour.

Les fonds nationaux du Mexique ont suivi la dépréciation progressive de tous les fonds étrangers sur le marché de Londres. Les plus riches nations de l'Europe ont été ébranlées par cette révolution commerciale attribuée par les uns à la politique régnante en Europe, par les autres à la

Digitized by Google

trop grande quantité de spéculations et à la rareté de capitaux qui en est résultée. Notre crédit particulier a été soutenu par notre exactitude à payer les dividendes de nos emprunts, et le gouvernement mettra tous ses soins à soutenir la réputation que cette régularité nous a faite.

DE LA DISCUSSION

RELATIVE

AUX PRÉTENTIONS DU S.-SIÉGE,

ET A LA CRÉATION D'UNE ÉGLISE MEXICAINE.

Les anciennes colonies de l'Espagne, en rompant avec la métropole, n'ont pas prétendu rompre avec cette religion romaine, si efficacement et si long-temps employée contre elles comme instrument d'oppression. Quelques-unes, au contraire, l'ont adoptée comme religion d'état, et la république mexicaine a ajouté à cette imprudente faveur la proscription des autres cultes. Les assemblées mexicaines se sont montrées trop éclairées dans le cours de leurs travaux pour qu'on puisse leur reprocher cette disposition législative comme une œuvre d'intolérance et de fanatisme. Il est malheureusement vrai que l'état des croyances religieuses dans cette partie de l'Amérique, l'influence qu'y exercent les prêtres catholiques et leur douteuse adhérence aux principes républicains, réclament encore de grands ménagemens; mais, par égard pour des préjugés encore puissans, fallait-il transgresser les principes libéraux auxquels le Nouveau-Monde a confié ses destinées? Et cette arrière-pensée, qui consacre

Digitized by Google

une erreur jusqu'à ce que des circonstances permettent de la détruire, ne court-elle pas le double risque de n'être point comprise, et de rendre le mal incurable en l'entourant de ce respect qui s'attache à toute institution fondamentale?

Peut-être à la prétendue nécessité de se conformer aux opinions religieuses de leurs mandataires, une vue politique s'est-elle jointe pour décider les représentans mexicains à adopter le culte romain à l'exclusion des autres communions chrétiennes. L'influence visible de cette cour dans les conseils de la sainte-alliance, a pu leur faire espérer que la sanction obtenue d'elle déterminerait celle des puissances d'Europe qui persistent à soutenir la légitimité de l'Espagne. Si c'est encore là une erreur, la cour de Rome se gardera bien de la leur faire sentir. Comment ne tendrait-elle pas les bras aux rebelles enfans de l'Espagne, lorsqu'il y a pour elle de si grands profits à tirer de leurs prétentions à l'orthodoxie? Son universalité qui menaçait de se restreindre à une petite partie du vieux monde, va se relever ainsi plus glorieuse et plus puissante que jamais. Elle pourra créer en Amérique une république très chrétienne, décorer une autre du titre de fille aînée ou de très fidèle; et si, pour prix de ces faveurs, elle obtient le monopole des dignités et bénéfices ecclésiastiques; si de nouveaux et immenses débouchés s'ouvrent au débit de ses jubilés, de ses dispenses, de toutes les marchandises mystiques dont le cours va se dépréciant en Europe, bien que les gouvernemens poussent à la hausse, son intérêt à une réconciliation est assez clair; mais qu'y gagneront les républiques américaines?

Il serait à désirer, comme l'ont observé les adversaires du projet dans le congrès mexicain, que les gouverne-

Digitized by Google

mens de l'Amérique du Sud, présentement en négociation avec la cour de Rome, jetassent les yeux sur ce qui se passe en Europe : ils verraient se préparer là une solution terrible de la dangereuse question qu'ils vont poser. Ils ne découvriraient pas d'aussi loin par combien d'intrigues et de manœuvres secrètes la politique papale est mêlée à toutes les trames ourdies contre la liberté des peuples de l'Ancien-Monde; mais ce qu'il y a d'extérieur dans ce détestable système suffirait pour les éclairer. Les échafauds, si long-temps promenés sur la France, l'Italie et l'Espagne, sont dressés maintenant sur la Newa; on égorge les chrétiens de la Morée; on mitraille jusqu'aux portes de nos légations les janissaires d'Asie et de Macédoine; et partout la cour de Rome est la sainte alliée des bourreaux. Schismatiques et infidèles lui sont devenus chers comme également ennemis des lumières et de la liberté. Elle a béni le croissant contre la croix, et montré par-là jusqu'à quel point elle-même a foi dans la parole qu'elle enseigne. La Grèce, surtout la Grèce immolée, s'élève contre ce dogme de charité qui n'est plus qu'une monstrueuse protestation d'athéisme, une injure au ciel et aux hommes. La liberté du Nouveau-Monde pourrait-elle s'accommoder sans danger d'un pareil patronage! Nous aussi, au sortir d'une révolution, dont l'un des plus précieux bienfaits semblait devoir être une indifférence ou une tolérance égale pour tous les cultes, nous avons renoué avec l'église romaine des rapports que nous nous croyions sûrs de maîtriser. Le papisme a brisé le sceptre à qui il devait sa réexistence. Il a plus fait contre l'esprit et les résultats de la révolution que les huit cent mille baïonnettes de l'Europe. Après s'être courbé sous toutes les nécessités, il a su tirer avantage de toutes. Il déborde

Digitized by Google

aujourd'hui par le jésuitisme, qui est son développement inévitable, le pouvoir qu'il se vante d'avoir restauré. Il s'est servi de notre sang et de nos trésors pour détruire en Espagne les principes auxquels il se contente de donner le change parmi nous. Il a envahi la société jusque dans ses rapports les plus intimes, et creusé un gouffre qu'on ne saurait plus combler qu'en l'y précipitant lui-même. En vain tous les esprits éclairés, toutes les consciences honnêtes se liguent pour prévenir des malheurs hautement prophétisés. Les uns sont emportés dans la sphère d'attraction du sinistre météore; les autres se retranchent derrière les priviléges vieillis du gallicanisme, philosophes imprudemment armés d'une foi de circonstance et de paroles intolérantes; d'autres enfin, et ce ne sont ni les moins nombreux ni les moins à craindre, attendent l'avenir avec un effrayant silence.

Voilà l'état des choses qu'ont invoqué en témoignage, dans le congrès mexicain, ceux qui, dans le cours de la discussion relative aux négociations avec la cour de Rome, ont insisté pour l'indépendance religieuse du Mexique. Les partisans de la soumission au pape ne se sont trouvés ni les plus nombreux ni les plus forts. Toutefois, ainsi que l'indique le message du général Victoria pour la clôture de la session, rien encore n'est arrêté. Nous avons sous les yeux le travail de la commission ecclésiastique chargée du rapport de cette question, et voici sur quelles bases cette commission a proposé d'entrer en négociation avec la cour de Rome.

1° La religion de la république est la catholique, apostolique et romaine. La nation la protége par ses lois et défend l'exercice des autres cultes.

2° La république mexicaine emploiera tous les moyens de maintenir et de resserrer les liens d'union avec le pontife romain, qu'elle reconnaît pour chef de l'église universelle.

Digitized by Google

3° La république est soumise aux décisions des conciles généraux en matière de dogmes; mais elle est libre de les accepter sur la discipline.

4° Le congrès général mexicain a la faculté exclusive de régler l'exercice des pouvoirs ecclésiastiques dans toute la fédération.

5° Le même congrès général se réserve le droit de fixer les revenus ecclésiastiques.

6° Le métropolitain de Mexico érigera, partagera ou réunira les différens diocèses suivant les divisions civiles adoptées par le congrès.

7° Le même métropolitain, ou à son défaut le diocésain le plus ancien, confirmera l'élection des évêques suffragans, et ceux-ci confirmeront l'élection de l'évêque métropolitain, rendant compte, dans l'un et l'autre cas, à Sa Sainteté.

8° Toutes les affaires ecclésiastiques se termineront dans l'intérieur de la république suivant l'ordre prescrit par la loi civile et par les canons.

9° Les étrangers n'exerceront dans la république aucun acte de juridiction en vertu d'une commission extérieure.

10° Les communautés religieuses de l'un et de l'autre sexe se régleront exactement par leurs institutions respectives dans tout ce qui ne sera pas contraire aux lois de la république ou aux dispositions des canons. Elles recourront au métropolitain dans tous les cas qui jusqu'ici ont donné lieu à un recours extérieur.

11° Le métropolitain aura les pouvoirs nécessaires à la sécularisation des religieux de l'un et de l'autre sexe qui pourront la désirer.

12° On sollicitera du pontife romain la convocation d'un concile général.

13° La république paiera chaque année au pontife, à titre d'offrande volontaire, 100,000 pesos pour l'entretien du saint-siége.

14° Par les moyens qui lui paraîtront convenables, le gouvernement prendra l'avis des autres républiques du Sud sur les articles précédens, afin qu'ils soient soumis au saint père au nom de toutes celles qui les adopteront.

15° Le gouvernement pourra modifier les articles sur lesquels l'approbation désirée ne serait pas d'abord obtenue.

Ces différens articles sont tous développés et raisonnés dans le rapport de la commission suivant un système qui

Digitized by Google

tend à constituer une église mexicaine soumise à celle de Rome quant aux dogmes, et indépendante quant à la discipline. Tout ce que Rome nous enseigne sur sa propre infaillibilité et la nature de son vicariat sur la terre y est admis avec une foi respectueuse ou démontré par des textes de l'évangile, sorte de logique qui ne manque à personne, car les interprétations du divin livre sont nombreuses et parfois contradictoires. Ainsi, dans la discussion du projet, les partisans de l'unité catholique dans l'intérieur comme à l'extérieur de l'assemblée s'appuyant du fameux *Petrus es et super hanc petram*, etc., leurs adversaires n'ont pas manqué d'observer que ce jeu de mots n'a point d'équivalent dans la langue du Christ. Il n'a pas été facile aux contestans de s'entendre sur la signification de cette parole: *mon royaume n'est pas de ce monde*, non plus que sur celle-ci : *rends à César ce qui appartient à César*, etc.; car par la première ceux de l'église mexicaine ont prétendu condamner la puissance temporelle du saint-siége, et par la seconde les papistes entendent que toute l'Amérique doit payer tribut à Dieu, c'est-à-dire au saint-siége. Des questions d'état sont assez mal soutenues avec de telles armes; aussi la discussion serait-elle d'un faible intérêt pour nous sans la triste analogie qui existe entre elle et celles qui dans ce moment nous agitent. Il faut dire au moins que dans l'Amérique il y a conviction, et défaut de lumières chez ceux qui combattent pour les préjugés; que les représentans des peuples veulent sincèrement conserver leurs croyances religieuses sans enchaîner leur liberté politique, et qu'en citant pour modèles les constitutions de l'église gallicane, en s'armant contre les prétentions du saint-siége des seuls argumens de Bossuet, ils croient marcher avec les nations les plus civilisées de l'ancien monde.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

RAPPORT DU GÉNÉRAL FREYRE SUR LA CAMPAGNE DE QUATRE JOURS, QUI A INCORPORÉ A LA RÉPUBLIQUE L'ARCHIPEL DE CHILOÉ.

San-Carlos de Chiloé, 16 janvier 1826.

Les forces destinées à la reddition de Chiloé se sont réunies dans le port de Valdivia le 18 décembre 1825. Elles se composaient de cinq bataillons de l'armée chilienne et d'une escadre arrivant du Pérou où elle avait fait la guerre pendant toute l'année. De Valdivia à San-Carlos de Chiloé la distance est de quarante lieues marines : le convoi ne put mettre à la voile que le 2 janvier 1826. Les vents contraires nous empêchèrent d'atteindre le point désigné pour le débarquement jusqu'au 10 de janvier. Enfin, ce jour, à quatre heures du matin, le débarquement commença sur la plage de *Yuste*, et à cinq heures du soir, le colonel Aldunaté, avec deux compagnies du 6e bataillon et quarante hommes du 8e, marcha sur la batterie de Balcacura qui défend, avec deux pièces de 24, le mouillage du port de San-Carlos. Le 1er bataillon suivit cette avant-garde sous les ordres du commandant Godoy, et dut se poster à l'embranchement du chemin de Balcacura et du fort Aguy. L'armée campa au lieu du débarquement.

Le colonel Aldunaté arriva nuit tombante à la batterie, escalada intrépidement une gorge de rochers, surprit les

Digitized by Google

Espagnols, enleva leurs pièces, et leur fit des prisonniers, dont un officier.

Dans le même temps, quatre de nos bricks de guerre marchaient de front sur la batterie; le 11 au matin sous le feu de toute l'artillerie de la place, ils forcèrent l'entrée du port. Des canonnières espagnoles s'étant glissées intrépidement jusque dans notre ligne, nos bricks que l'amiral Blanco commandait avec son habileté ordinaire, manœuvrèrent de manière à forcer ces chaloupes de se mettre entre le feu de la place et celui de notre escadre. Une de ces chaloupes fut abordée par les nôtres, mais sa prise coûta la vie au lieutenant Osley.

L'armée qui depuis six heures du matin était en marche par la route qu'avait suivie le colonel Aldunaté arriva à la batterie après six heures de marche. Je fis embarquer de suite toutes les compagnies d'élite afin de continuer l'opération en gagnant la pointe de *Lachagua*, d'où les forces de terre devaient marcher sur San-Carlos. Le matin du 13 ce second débarquement fut effectué : le colonel Aldunaté prit l'avant-garde avec quatre compagnies de grenadiers et quatre de chasseurs. Les 1, 4, 7 et 8e bataillons s'échelonnèrent à la suite. Le 6e bataillon, l'escadron des guides et deux pièces de 4 formèrent la réserve. On arriva le soir à un point du rivage voisin d'une position dominante que l'ennemi occupait avec de l'artillerie et environ deux mille hommes. Cette position, nommée le *Poquillihue*, est d'un accès fort difficile. La batterie située au point le plus élevé était de six pièces d'artillerie. On ne pouvait y arriver que par une gorge très étroite coupée en plusieurs endroits de fossés profonds et commandée à droite et à gauche par des escarpemens couverts de tirailleurs ennemis. L'amiral Blanco, qui suivait notre mouve-

Digitized by Google

ment, commença le 14 matin à canonner la position, tandis que nos deux pièces l'attaquaient d'un autre côté; nous nous aperçûmes bientôt que notre feu incommodait vivement les Espagnols. Nos grenadiers et nos chasseurs d'avant-garde gravirent les rochers, culbutèrent quelques avant-postes, et après une courte fusillade l'ennemi se replia sur la position de Bella-Vista située à portée de canon de la première. Cette position, beaucoup mieux appuyée, fut emportée après un combat plus vif; l'ennemi y perdit son artillerie. Depuis lors sa retraite dans un pays montagneux qui lui offrait encore de grands moyens de résistance, fut très precipitée. Notre avant-garde ne lui laissa point de repos, et eut occasion de repousser plusieurs fois la cavalerie qui chargeait pour couvrir la retraite.

La journée de Bella-Vista nous a coûté à peu près quatre-vingts morts et blessés ; toute l'artillerie, les vivres et les munitions de l'ennemi sont tombés entre nos mains. Dès le soir de cette brillante action un grand nombre de prisonniers ou de fugitifs ont été recueillis par nos troupes légères ou sont venus se livrer à nos avant-postes. Ce jour a décidé de la perte de Chiloé pour l'Espagne.

Suivent les noms des officiers de terre et de ceux de la flottille qui se sont distingués, et que le général Freyre recommande au gouvernement provisoire de la république chilienne.

Un second rapport du général Freyre annonce qu'à la suite de sa déroute de Bella-Vista, l'ennemi, enfermé dans la place de Callao et assiégé par les troupes chiliennes, a consenti, le 19 janvier, la capitulation dont voici les principaux articles :

L'archipel de Chiloë est incorporé à la république chilienne ; ses habitans acquièrent l'égalité et les droits des citoyens de la république. — Tous les drapeaux, canons, armes appartenant à

Digitized by Google

l'armée royale, aussi bien que les vivres et munitions des magasins dits royaux, seront remis au général de l'armée républicaine. — Les généraux, officiers et soldats de l'armée royale sont libres de se retirer ou de se fixer sur le territoire acquis par la république, en se soumettant à ses lois. Deux mois leur sont accordés pour prendre cette détermination. Le gouvernement chilien se charge de faire transporter ceux qui voudront se retirer.—Tous les effets constituant la propriété privée des officiers de l'armée royale seront respectés. — Tous les prisonniers des deux partis sont libres. — Aucune recherche ne sera faite sur la conduite des individus avant la capitulation.

La capitulation est signée par les officiers chargés d'en dresser les articles, et approuvée, pour l'Espagne, par le général Quintanella, pour le Chili, par le général Freyre.

RÉPUBLIQUE D'HAITY.

La chambre des représentans d'Haïty a terminé sa session le 10 de mai par une adresse aux citoyens de la république, qui leur rend compte des objets dont elle s'est occupée cette année. Voici un extrait de ce document remarquable :

Le temps qui mûrit toutes choses avait décidé que, dans le cours de l'année 1825, le grand événement politique qui devait déterminer le rang d'Haïty parmi les nations serait accompli. Telle a été la conséquence inévitable de notre courage et de la sagesse de nos institutions.

Le chef de l'état, dans sa prévoyance, avait cru devoir assembler cette année le corps législatif avant l'époque fixée par la constitution; de nouvelles circon-

Digitized by Google

stances reclamaient en effet des dispositions capables de prouver, d'une manière éclatante, la bonne foi des actes du gouvernement; il était indispensable de définir et de constater les droits des sujets d'Haïty, en réunissant en un seul code les lois commerciales qui régissent le système de nos relations avec les autres nations du monde; il fallait aussi, par la garantie de lois criminelles, assurer désormais la tranquillité publique.

Les formes à suivre dans les poursuites criminelles ont été déterminées par un code spécial; l'organisation judiciaire et la police des tribunaux ont été fixées de la même manière.

On a cherché à favoriser les progrès de l'agriculture par des lois à la fois justes et sévères; les représentans croient avoir rendu à la nation un grand service en lui offrant un code rural.

La législature après avoir passé une loi qui reconnaît comme dette nationale l'indemnité de 150 millions de francs accordés à la France, a dû prendre des moyens pour remplir cet engagement sacré. Une contribution extraordinaire répartie de la manière la plus égale et la plus régulière entre le corps des citoyens a paru le mode le plus simple. Ainsi une loi imposant une contribution extraordinaire de 30 millions de dollars a été votée par la chambre.

Une taxe sur les droits locaux et sur les propriétés a été jugée nécessaire, afin que les propriétaires de maisons entrent en partage des charges de l'état et dans une proportion égale avec les habitans qui vivent de leur industrie. Par l'effet de cette loi, l'impôt territorial qui jusque-là n'était supporté que par la classe respectable des cultivateurs sera supporté sous diverses dénominations par

Digitized by Google

toutes les classes de propriétaires. Cette mesure jointe à d'autres du même genre avancera le temps auquel la dette nationale étant éteinte l'objet de la contribution extraordinaire sera rempli.

« La loi pour la création d'une banque nationale donnera de grandes facilités au commerce pour la circulation des capitaux; le temps est arrivé pour nous d'employer cette puissante machine.

« L'établissement de magasins de dépôt pour les marchandises de la république augmentera l'avantage de notre position naturelle en donnant un plus grand développement à nos relations commerciales.

Le journal à qui nous empruntons ce fragment annonce qu'une correspondance régulière va s'établir entre l'Angleterre et Haïty; que tous les mois, douze heures après l'arrivée à la Jamaïque du paquebot anglais, un brick de guerre sera dépêché de Port-Royal au Port-au-Prince avec les lettres d'Angleterre pour Haïty. Ce bâtiment restera vingt-quatre heures au Port-au-Prince, d'où il retournera à Port-Royal avec les lettres d'Haïti pour l'Angleterre, et le paquebot anglais partira six heures après son retour.

Digitized by Google

SCIENCES PHYSIQUES,

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

DESCRIPTION D'UNE MALADIE FÉBRILE

QUI A RÉGNÉ ÉPIDÉMIQUEMENT SUR LES NÈGRES

EMPLOYÉS AUX PLANTATIONS DE RIZ DANS LES ENVIRONS DE SAVANNAH,

Par le docteur Will. R. Waring, de Savannah (Géorgie).

La maladie qui fait le sujet de ce mémoire se montra dans le cours de l'hiver dernier (1824, 1825), à la plantation de Robert-Smith, sur les bords de la Savannah, dans la Caroline. Peu de temps après elle commença à exercer ses ravages sur le bord opposé de la rivière, en Géorgie, dans l'habitation de John P. Williamson. Vers la fin de mars, les nègres de John-Potter en furent atteints à Coleraine; dans le mois d'avril, ceux de feu Robert-Mackay le furent à leur tour; et en mars ou avril, on l'observa sur quelques sujets à la plantation de Judge-Wayne; mais elle ne se répandit pas plus loin au dehors. Ces plantations, peu étendues, sont rapprochées les unes des autres, et établies sur des terrains marécageux conquis sur la rivière au moyen de digues, et dont le niveau est inférieur à celui de la marée haute. Les habitations des nègres sont bâties sur des élévations à très peu de distance. La population blanche, peu nombreuse, répandue dans ces plantations, est victime, dans le cours de l'année, d'inflammations de l'estomac et du foie; son habi-

Digitized by Google

tude extérieure a la plus grande analogie avec celle des habitans des contrées marécageuses de l'Italie et de la campagne de Rome; cependant, chose remarquable, la population noire, lorsqu'elle est bien traitée, bien nourrie et vêtue convenablement, jouit d'une bonne santé; elle offre de nombreux exemples de longévité extraordinaire; ses maladies les plus fréquentes sont des affections du poumon occasionnées par le froid. Il ne paraît pas que les nègres éprouvent aussi facilement que les blancs l'influence des chaleurs de l'été et des miasmes de l'automne, mais ils sont plus sensibles au froid et plus souvent atteints des phlegmasies qui règnent en hiver. Celles-ci peuvent résulter de qualités sensibles de l'atmosphère, ou de circonstances que nous ne saurions apprécier, puisqu'elles se présentent dans toutes les saisons et sous toutes les températures.

Vers la fin de mai, quelques malades atteints de l'affection épidémique furent transportés des plantations à Savannah, pour la commodité des secours, et déposés dans une maison, rue Broughton : mais les habitans en ayant pris alarme firent des représentations à l'autorité municipale, et on les transporta de nouveau à la campagne. Ils n'avaient pas séjourné dans la ville plus de vingt-quatre heures, et cependant, peu de jours après, deux nègres apartenant à madame Bellinger et à madame Davidson, sa fille, tombèrent malades en même temps, dans une cour contiguë qui servait à la communication des deux maisons. Ils furent aussitôt transportés à une habitation de Mme Davidson, dans un quartier éloigné de la ville. Mais lorsque les symptômes, suffisamment développés, eurent permis de reconnaître la nature de l'affection, cette dame, craignant qu'elle ne fût contagieuse, les fit

Digitized by Google

transporter de nouveau dans la cour de madame Bellinger ; une négresse qui avait été chargée de les servir gagna la maladie. Une femme blanche, qui la remplaça, tomba également malade peu de temps après, et fut transportée dans une maison d'un quartier éloigné, où un individu de la famille chez qui elle se trouvait fut légèrement atteint d'une affection qui, je n'en doute pas, était de même nature. Pendant le mois d'avril, M. Williamson fit transporter en ville les nègres malades de sa plantation, et les plaça dans une maison contiguë à son domicile, dans le but de rendre plus facile l'administration des secours. Peu de jours après un nègre qui habitait sa maison, et une fille occupée des soins de la basse-cour, tombèrent brusquement malades. Le premier mourut, mais la seconde recouvra la santé. Aucune de ces personnes n'avait dépassé les limites de la ville, et n'avait pu être exposée dans la campagne à l'influence des premières causes. Toutes les gardes qui furent employées dans cette infirmerie gagnèrent successivement la maladie. A la plantation de M. Potter, sur dix gardes employées neuf en furent atteintes. En général, lorsque cette maladie s'était introduite dans une habitation, les personnes de la maison en étaient plus vite affectées que celles qui n'y demeuraient pas. Lorsqu'elle commença à se montrer à Argyle-Plantation, elle attaqua d'abord la seconde maison d'une longue suite d'habitations, envahit ensuite la première et la troisième, et après cela, parcourut très régulièrement toutes les autres. Quelques individus en furent affectés, jusqu'à deux, trois et même quatre fois, mais les dernières attaques furent généralement plus faibles que les premières. Le plus ordinairement une seule attaque mettait l'économie à l'abri de la

Digitized by Google

récidive. Ces faits sont très remarquables, et suffisent certainement pour faire croire à la contagion; mais d'un autre côté, aucun médecin n'a été malade, quoique beaucoup d'entre eux s'y soient exposés. La maladie n'a pas été communiquée hors de la maison de ville de M. Williamson, bien que la communication ait toujours été libre entre les malades et les nègres du voisinage.

Une autre maison de M. Williamson, qui n'était qu'à vingt pas de distance de l'infirmerie, fut complètement préservée. On transporta aussi les malades de la plantation de M. Mackay dans l'habitation de son épouse, et cependant personne de la famille ou des domestiques ne contracta la maladie. Les nègres de la maison Bellinger ne l'avaient communiquée à personne autre qu'à la garde-malade blanche, quoique les occasions eussent été nombreuses. La plantation de M. Read est contiguë à celle de M. Potteer, et aucun de ses nègres ne fut malade. La plantation de M. Morell est voisine de celle de M. Williamson, et les siens échappèrent complètement à la maladie. Celle de M. Young, qui touche à celle de M. Mackay, eut le même bonheur. On doit remarquer encore que la maladie exista peu de temps à Brampton-Plantation, propriété de M. Williamson, d'où elle disparut subitement, après n'avoir affecté que quelques nègres. Le nombre des morts et des malades varia selon les différentes plantations : à Coleraine les trois quarts des nègres furent constamment en bonne santé; cent quatre environ furent malades, il en mourut un dixième. A Clifton-Plantation, les deux tiers en furent exempts, cent cinquante-un furent malades, il en mourut un septième. A la plantation de M. Smith, les malades furent dans la proportion d'un cinquième; il en mourut un

Digitized by Google

quart. A la plantation de M. Mackay, le quart des nègres fut malade, il en périt un dixième. L'inégalité avec laquelle la maladie se répandit, et cette différence dans la mortalité n'offre pas le caractère des maladies contagieuses reconnues pour telles, comme la variole, la rougeole, la scarlatine, etc.

Des divers renseignemens recueillis par l'auteur il résulte que, dans le mois de septembre, à la suite de violens orages et de débordemens des rivières, les moissons avaient été submergées et entraînées sur divers points; et que pendant l'hiver suivant une température extraordinaire favorisa leur putréfaction. La terre elle-même fut imprégnée de miasmes dont les effets se manifestèrent aussitôt qu'on voulut commencer les travaux préparatoires de la nouvelle récolte. M. le docteur Waring cherchant quelle influence on peut attribuer aux qualités appréciables de l'air, est amené à regarder ces miasmes, produits par des décompositions végétales, comme cause première et éloignée de la maladie. Il s'appuie pour exclure les autres circonstances, telles que la chaleur, l'humidité, etc., sur ce que les habitations éloignées des foyers de putréfaction furent préservées. Il combat également l'opinion des personnes qui supposaient que le riz ayant été mouillé, aurait pu contracter des qualités analogues à celles du seigle ergoté, en rappelant que l'ergot ne se développe dans les semences des céréales que sous l'influence de pluies long-temps prolongées avant la maturation des grains, ce qui n'avait pas eu lieu dans cette circonstance. Il fait observer d'ailleurs que les nègres, qu'on supposait s'être nourris de riz, continuèrent à être malades après un changement de nourriture.

Il y a des raisons de croire que la maladie a été contagieuse dans quelques cas..... Ce n'est pas une contagion par virus, comme dans la variole; cette maladie n'était pas nécessairement transmissible comme elle, dans toutes les circonstances, ni même véritablement dans aucune. Pour que la communication eût lieu, il paraissait néces-

Digitized by Google

saire de rester exposé à son influence lorsqu'elle s'offrait sous les formes les plus graves, et surtout dans les localités et au milieu des causes où elle avait pris naissance.

Ce qui a été dit sur l'origine de cette maladie, sur la manière dont elle s'est propagée, et même l'opinion de l'auteur, qu'il semble n'émettre que sous la forme du doute, s'accorde très bien avec celle des médecins *non-contagionistes* sur l'origine et le mode de propagation des affections réputées contagieuses, et reconnaissant une cause miasmatique.

Le malade commençait à éprouver des lassitudes pendant un ou deux jours; il était ensuite pris de douleurs de tête et d'estomac ou de coliques, et quelquefois de douleurs dans la poitrine. La prostration des forces arrivait subitement; la respiration devenait précipitée; un léger mouvement ou un effort pour parler semblaient épuiser le malade. Souvent des bouffées de chaleur survenaient tout à coup, et alors la respiration était plus accélérée et le malade paraissait sur le point d'expirer : les muscles des membres étaient le siége de vives douleurs, et quelquefois on apercevait des ecchymoses (taches sanguines) sur les points où elle s'était plus particulièrement fait sentir. Quelquefois la paralysie ou l'atrophie d'un membre survenait. Il y avait des tremblemens, des soubresauts des tendons, la langue était tremblotante et le malade la sortait avec difficulté ou bien il était incapable de parler; les muscles du pharinx était en partie paralysés, d'où résultait la difficulté de la déglutition. Avec les progrès de la maladie, l'irritation du système nerveux devenait manifestement prédominante; la physionomie était égarée ou stupide, les mouvemens involontaires étaient augmentés et les forces s'affaiblissaient de plus en plus. Le malade était pris du délire, il marmottait entre ses dents et cher-

Digitized by Google

chait continuellement à saisir des objets imaginaires, ou à *ramasser* ses couvertures. Souvent il perdait entièrement l'ouïe. Il ne pouvait se croire dans sa maison et demandait constamment à retourner chez lui; enfin il finissait par tomber dans un état profond de stupeur. Dans quelques cas la peau était constamment brûlante, dans d'autres elle ne l'était que pendant les paroxysmes; mais chez le plus grand nombre, elle était d'une température inférieure à l'état ordinaire, ou bien elle conservait la chaleur naturelle depuis le commencement jusqu'aux approches de la mort. La peau était généralement aride, mais quelquefois, une sueur visqueuse recouvrait la face, le cou, ou les membres; au reste, elle n'arrivait pas à des périodes régulières.

Les modifications de la circulation étaient très variables : le cœur était parfois tumultueux, la force et l'intervalle de ses pulsations étaient alternativement régulières et irrégulières; quelquefois elles étaient plus lentes que dans l'état naturel. J'ai vu les pulsations ne pas excéder le nombre de quarante-quatre par minute, et pendant dix jours de suite ne pas excéder cinquante. Le plus souvent le malade avait la fièvre; elle était caractérisée par des exacerbations et des rémissions périodiques; chez d'autres elle existait sans périodes régulières, elle était continue, et quelquefois il n'y en avait pas du tout. Le pouls était isochrone aux battemens du cœur, il était plein, résistant, avec ou sans fréquence; quelquefois il était faible, lent, et à peine perceptible; dans d'autres cas petit, tendu, filiforme, vif et fréquent; enfin il pouvait être plein, mou et lent. J'ai vu un malade chez qui la circulation était dans l'état ordinaire, dont la peau avait généralement la chaleur naturelle, dont la langue était humide et nette, qui

Digitized by Google

n'éprouvait ni soif ni douleur et n'offrait d'autre symptôme de maladie qu'une prostration extrême, la difficulté de respirer après le moindre effort, et une sorte de paresse des facultés intellectuelles. On a observé certains cas où cette maladie s'est dissipée sans fièvre. L'exacerbation était caractérisée par un sentiment de pesanteur à l'estomac, la douleur de tête et une anxiété générale.

Comme le pouls, la langue était diversement affectée : tantôt, elle était humide et nette; d'autres fois elle était recouverte d'un enduit blanchâtre ou noirâtre; mais son aspect général était d'un blanc plombé près de la pointe. Elle était communément humide, bien que parfois elle devînt sèche et rude. Dans quelques cas, les bords étaient de couleur rouge de feu. Rarement y avait-il beaucoup de soif. La langue muqueuse coïncidait avec l'accélération de la circulation; la langue nette humide avec la lenteur du pouls ou l'absence de fièvre. Au commencement de l'épidémie, il y avait fréquemment complication de l'affection des organes de la poitrine; le malade toussait, éprouvait des douleurs de côté, et on avait pour résultat une péripneumonie avec expectoration de mucosités mêlées de sang; la toux était quelquefois continuelle. Cet état de péripneumonie s'accompagnait d'un pouls fréquent, tumultueux; mais la prostration des forces était aussi profonde que dans les inflammations ordinaires des poumons. Avec les chaleurs de mai et de juin, les affections thoraciques devinrent plus rares, et parurent être plus souvent consécutives ou sympathiques, comme dans les cas où elles avaient été plus fréquentes. On n'observait quelquefois qu'une toux légère, qui était exclusivement l'effet d'une irritation gastrique, et qu'on excitait à volonté en comprimant l'estomac. La rareté des irritations thoraci-

Digitized by Google

ques après la disparition des temps froids démontre qu'elles devaient être attribuées plutôt à cette cause accidentelle qu'à la cause miasmatique de la maladie dominante. Cependant, comme elles continuèrent à se montrer, après avoir aussi existé dès le commencement, on doit les considérer comme en faisant partie, bien qu'elles ne se soient pas toujours également offertes dans le cours de la maladie. L'estomac et les intestins furent affectés en même temps ou séparément, ce qu'il fut facile de constater par le toucher. Souvent la sensibilité était plus vive dans la région du premier, mais en général elle l'était davantage dans celle des intestins. La sensibilité de l'estomac paraissait résider principalement dans la région sous-diaphragmatique et auprès du cardia. L'affection de ces parties ne parut pas être constante dans tout le cours de la maladie, quoiqu'elle le fût véritablement. La douleur disparaissait quelquefois au bout d'un certain nombre de jours. Ce phénomène singulier, qui paraît tenir à un certain état du système nerveux, ne survenait que quand celui-ci était évidemment affecté d'une manière grave. Le malade éprouvait de la torpeur, une certaine paresse, et n'accusait d'abord aucune douleur; la sensibilité paraissait anéantie, bien que l'intelligence pût être dans son intégrité. L'ame semblait être isolée du corps et étrangère à ses maux; le malade pouvait se lever, se placer sur un siége; il assurait que sa santé était excellente; d'autres fois, se plaçant auprès du lit de quelque autre malade, il semblait se plaire à lui prodiguer ses soins. La sensibilité de l'estomac était quelquefois si vive, que la plus légère pression de la main était insupportable. J'avais pensé un instant pouvoir l'attribuer à un état particulier de la peau, mais un examen plus attentif me donna la con-

Digitized by Google

viction de mon erreur. Malgré l'exaltation de la sensibilité d'organes aussi importans, le malade était fréquemment sans aucune apparence de stimulation du cœur; les pulsations de cet organe offraient leur type ordinaire, ou même étaient plus faibles que dans l'état naturel.

Lorsque la maladie siégeait dans l'intestin grêle, la sensibilité était en général vive à la région ombilicale; la constipation était difficilement vaincue par les purgatifs, ou bien il survenait un flux diarrhétique. Quelquefois la distension du ventre par des gaz était considérable; d'autres fois, sans que le météorisme fût aussi prononcé, une pression exercée le long des intestins faisait éprouver la sensation singulière d'un craquement produit par le déplacement des gaz. Les selles étaient extrêmement bilieuses, surtout depuis que les chaleurs s'étaient fait sentir; elles étaient quelquefois noires et fétides, et dans quelques cas accompagnées d'une grande quantité de vers. Il y eut plusieurs cas de parotides et de tumeurs inguinales qui se terminèrent par résolution; mais ils furent si rares qu'on ne doit les regarder que comme accidentels et tout-à-fait particuliers.

Lorsque l'issue d'une maladie était funeste, la mort arrivait ordinairement le neuvième jour et quelquefois plus tôt, mais dans beaucoup de cas la maladie se prolongeait pendant plusieurs semaines. Lorsque la guérison devait avoir lieu, la convalescence était lente et sans crise évidente. Quelquefois au bout de deux mois les forces n'étaient pas encore rétablies, et le moindre exercice causait de la fatigue. Le docteur Cuyler m'a assuré avoir vu la convalescence être plus rapide dans tous les cas où la bouche avait été affectée par le traitement mercuriel.

Digitized by Google

Cette maladie a quelque analogie avec la fièvre jaune, ce qui n'est pas surprenant, puisque les mêmes organes étaient quelquefois affectés idiopathiquement. Les affections du poumon ne font pas partie de la fièvre jaune, cependant je l'ai fréquemment vue accompagnée de toux : dans cette épidémie elles n'étaient qu'accidentelles ; mais ce qui distingue ces deux maladies, c'est que dans la fièvre jaune l'affection du système nerveux n'était que secondaire, tandis que dans celle que nous décrivons elle fut prédominante. Dans la fièvre jaune l'affection de l'estomac existe chez tous les malades; dans celle-ci elle ne fut qu'accidentelle : dans la seconde on observa toujours l'affection des intestins; dans la première, au contraire, elle n'est pas constante. L'affection du colon avec dyssenterie est fréquente dans la fièvre jaune, on ne l'observa pas dans celle-ci; dans l'une il survient des vomissemens noirs, dans l'autre ce symptôme ne se montre presque jamais. Cependant, malgré ces différences, on observe certains cas de ces deux maladies qui approchent assez d'une exacte ressemblance pour justifier ce parallèle. Toutes deux offrent également une affection du système nerveux, de l'estomac et des intestins grêles; elles ne sont ni violentes ni mortelles au même degré, et il est probable que c'est aussi à cela que tient la différence des symptômes.

Les cas d'anatomie pathologique que je vais décrire serviront à exposer les symptômes qui ont été énumérés et compléteront l'histoire de cette maladie. Il est à regretter qu'on n'ait pas pu examiner l'état du prolongement rachidien, parce qu'il est une condition importante pour l'explication des phénomènes. Bien qu'on ne puisse douter qu'il ait participé à l'état morbide du cerveau, il eût été plus satisfaisant de le confirmer par l'autopsie.

Digitized by Google

PREMIÈRE OBSERVATION.

Lucrèce, âgée de quinze ans, fut prise le 25 juin de douleurs de tête, de la poitrine et du bas-ventre; bientôt sa langue devint chargée, les yeux étaient brillans et la peau brûlante; le pouls était petit, fréquent et tendu. Il y avait alternativement des exacerbations le jour et des rémissions la nuit. La prostration des forces était considérable, la respiration précipitée, la toux fréquente et les tremblemens presque continuels. Pendant l'exacerbation, les facultés intellectuelles étaient troublées, mais elles se rétablissaient dans la rémission. Avec les progrès de la maladie, les douleurs du bas-ventre et de la poitrine diminuèrent, mais la toux et la dyspnée augmentèrent; l'affection nerveuse devint prédominante; le trouble des facultés intellectuelles permanent; la mussitation continuelle; les allucinations fréquentes; enfin la carpologie, le refroidissement des extrémités, l'affaiblissement du pouls et la suppression de l'expectoration, précédèrent la mort qui arriva le 15 juillet.

Nécroscopie douze heures après la mort. — Le cerveau et ses membranes offraient des lésions suffisantes pour expliquer les phénomènes nerveux. La dure-mère était saine, l'arachnoïde était d'un gris-cendré dans les points correspondant aux anfractuosités, la pie-mère était très rouge et fortement injectée. Les ventricules présentaient à leur surface une belle injection couleur écarlate; ils contenaient un peu de sérosité, mais il avait dû s'en échapper, car la base du crâne en contenait une grande quantité. En coupant la substance du cerveau, on vit suinter à la surface des gouttelettes de sang. Dans la poitrine, les traces de la maladie étaient encore plus éviden-

Digitized by Google

tes : le poumon et la plèvre gauches étaient sains. La portion inférieure du poumon droit était engorgée à un degré voisin de l'hépatisation ; la plèvre de ce côté était généralement enflammée, mais la rougeur était plus intense dans les points correspondans à la portion hépatisée du poumon et au diaphragme. La cavité contenait un peu de sérosité et de lymphe coagulée. La tunique extérieure du péricarde était très rouge, l'interne l'était plus légèrement, sa cavité contenait un peu de sérosité ; la portion qui recouvre le cœur ainsi que le tissu de cet organe paraissait dans l'état naturel ; les ventricules étaient sains, le droit contenait quelque peu de lymphe coagulée, les valvules sigmoïdes étaient injectées et profondément colorées par le sang; la tunique interne de l'aorte et de l'artère pulmonaire étaient également colorées, quoique plus légèrement. Tous les gros vaisseaux, depuis la tête jusqu'aux membres, offrirent la même particularité. Les oreillettes étaient dans l'état naturel. Dans l'abdomen, le péritoine parut sain, le foie et les reins étaient très engorgés. La rate avait son volume ordinaire. La membrane muqueuse de l'estomac n'offrait aucune trace de maladie; celle de l'intestin grêle présentait une coloration d'un rouge intense dans toute sa longueur. Le colon n'offrait aucune espèce d'altération. La membrane muqueuse de la vessie était d'un rouge éclatant, et son épaisseur était augmentée dans certains points qui étaient jaunes et d'une densité plus considérable.

SECONDE OBSERVATION.

Jack fut pris, le 13 juin, de céphalalgie et de coliques; la circulation était accélérée, la peau brûlante, la soif vive et la respiration précipitée, lorsque la prostration

Digitized by Google

des forces survint tout à coup. La chaleur de la peau et l'accélération de la circulation, qui d'abord éprouvaient des rémissions, devinrent bientôt continues; la langue, qui d'abord était blanche, devint aussitôt d'un noir-brunâtre. Le pouls, qui avait été plein et redondant, devint petit, tendu et fréquent. Bientôt survinrent le délire, la mussitation, la carpologie, les soubresauts des tendons, les tremblemens; le malade ne prenant absolument aucun repos, finit par tomber dans la stupeur, et mourut le 22 du même mois.

Nécroscopie dix-huit heures après la mort. La putréfaction du cadavre était peu avancée, eu égard à la chaleur d'un jour d'été. La dure-mère et l'arachnoïde étaient saines; les vaisseaux de la pie-mère étaient fortement gorgés de sang. Lorsqu'on faisait une coupe dans la substance du cerveau, la surface se recouvrait d'une multitude de gouttelettes de sang; les ventricules contenaient peu de sérosité. Dans la poitrine, des deux côtés, la plèvre pulmonaire adhérait à la plèvre costale, mais ces adhérences paraissaient anciennes. Les poumons étaient parfaitement sains. Le péricarde était dans l'état naturel, et contenait très peu de sérosité. Le cœur n'offrait rien de remarquable à sa surface ni dans sa texture. Les valvules sigmoïdes présentaient une injection sanguine et étaient fortement colorées. Les tuniques séreuse et fibreuse de l'aorte, vers sa division en iliaques primitives, celles de l'artère innominée, de la sous-clavière, de la carotide et de l'artère pulmonaire jusqu'aux organes où elle se rend, étaient de couleur violâtre, ce qui n'existait pas aux membres. L'abdomen, le péritoine, le foie, la rate, le pancréas, les reins et la vessie n'offraient rien qui fût digne de remarque. La membrane

Digitized by Google

muqueuse de l'estomac, du jéjunum et de l'iléon était plus ou moins fortement colorée en rouge. Le colon paraissait sain; le cardia et la grande courbure de l'estomac étaient tout-à-fait décolorés.

Si l'on compare ces deux observations, on ne trouve pas de différences importantes dans l'état pathologique du cerveau, non plus que dans les symptômes qui en sont évidemment la conséquence. L'état des viscères de la poitrine n'offre pas de différences plus remarquables; ainsi, dans l'une, les poumons, le cœur et le péricarde étaient sains; dans l'autre le poumon droit était engorgé, et le péricarde coloré en rouge. Dans l'une, la plèvre était saine, et ne contenait rien; dans l'autre, elle était rouge et contenait de la sérosité et de la lymphe coagulée. Dans l'une, les valvules sigmoïdes, une petite portion de la membrane intérieure du ventricule et les tuniques des artères étaient fortement colorées; dans l'autre, elles ne l'étaient que légèrement: aussi y avait-il une différence dans les symptômes. Dans l'une, la respiration était seulement accélérée; dans l'autre, à cette accélération se joignait la toux et la douleur. A quelle cause faudra-t-il rattacher cette modification de la respiration dans le cas où les poumons étaient sains, et dans ceux où elle était accompagnée de toux ou de douleur? Je pense que c'est à la même irritation et au même collapsus du système nerveux à qui il faut attribuer la prostration des forces et l'interruption de la communication sympathique entre le cœur et l'estomac. Le sang n'est qu'imparfaitement décarbonisé lorsque l'influence nerveuse vient à manquer, à peu près comme par l'effet de la section du nerf pneumo-gastrique. L'état des organes de l'abdomen offre une différence considérable. Ainsi, dans l'une des observations, le foie, les

Digitized by Google

reins et la vessie étaient sains; dans l'autre, ces organes offraient une très forte injection sanguine. Dans la première, la membrane muqueuse de l'estomac et des intestins grêles était rouge; dans la seconde, la membrane muqueuse des intestins grêles présentait seule cette altération. Les symptômes, néanmoins, n'offrent pas de différences très marquées: dans les deux cas il y a eu au commencement une sensibilité générale à la pression; ce phénomène disparut vers la fin : peut-être y a-t-il eu une douleur épigastrique plus vive dans un cas que dans l'autre. L'affection des valvules et des tuniques artérielles n'offrait dans les deux cas qu'une très légère différence.

L'auteur discute la valeur des colorations rouge et violette de la tunique interne des artères; et s'appuyant sur ce qu'on peut les produire artificiellement par la ligature de ces vaisseaux, il en conclut qu'elles doivent être regardées comme un résultat de l'irritation.

Examinant ensuite la valeur des principaux caractères de l'inflammation, il en vient à parler de l'injection sanguine observée dans les organes malades, et fait remarquer qu'elle était uniformément répandue dans leurs parties les plus déclives comme dans celles dont la position était la plus élevée.

Un anatomiste célèbre a avancé qu'il n'y avait que deux grandes causes d'accumulation du sang dans les vaisseaux capillaires : la première, l'interruption du cours du sang dans un tronc artériel ou veineux, par une cause quelconque; la seconde, l'irritation ou l'augmentation d'action. Les causes d'interruption sont la propre pesanteur des fluides dans une partie affaiblie; la compression d'un vaisseau sanguin assez important, comme cela a lieu dans les anévrismes; les *maladies organiques* du cœur, qui font obstacle à la circulation veineuse; la gêne que peut éprouver le sang à traverser le poumon dans les dernières

Digitized by Google

ramifications de l'artère pulmonaire. Quelquefois les congestions dont j'ai parlé peuvent ne pas venir de ces causes: ce n'est pas de la pesanteur, nous en avons donné la raison; ce n'est pas de la compression, puisqu'il n'en existait nulle part; ni d'une *maladie organique* du cœur, puisqu'il n'y en avait pas; ni d'un embarras dans les poumons, puisque dans l'un de ces cas ils étaient sains, et que dans l'autre leur affection ne suffisait pas pour produire cet effet. Il faut donc, par conséquent, qu'elle soit l'effet de l'irritation. Cet état des vaisseaux se présente sous deux formes. On remarque la première dans le phlegmon lorsqu'il se développe dans un tissu qui offre de la résistance. La seconde forme peut être observée chez les scorbutiques à qui il survient des éruptions à l'extérieur; on voit chez eux les vaisseaux se rompre avec grande facilité et le sang s'écouler faiblement; avant la mort, on aperçoit des signes de putréfaction, le commencement d'une dissolution des solides et des fluides, et lorsqu'elle est arrivée, une décomposition extrêmement rapide. Ces deux espèces d'irritations ne diffèrent l'une de l'autre que par le degré, elles se ressemblent quant à la *force de la fibre*. La première est un fait qui ne peut se passer dans une partie saine; la seconde ne peut arriver dans une partie qui, par quelque cause cachée, a perdu sa tonicité. Cette dernière est prise par quelques médecins pour une congestion passive. Mais elle n'est pas plus passive que la première, car elle tend peut-être encore avec plus de force vers la désorganisation et la mort. Supposez un homme dont la constitution ait été usée par la débauche ou par les maladies, ses gencives sont tuméfiées et violettes, son haleine est fétide, sa peau molle et douce au toucher, et le sang s'accumule dans les vaisseaux qui viennent s'y distribuer; de petites taches d'un

Digitized by Google

rouge léger paraissent sur son dos, elles augmentent, deviennent livides et tombent en gangrène : tel est le charbon. Qui pourra affirmer que ce charbon n'est pas une maladie par irritation, ou bien qu'il consiste simplement en une congestion passive? D'un autre côté, au lieu d'un pareil sujet, supposez-en un dans la vigueur de la santé : une petite tumeur se montre au dehors, elle est rouge, s'étend, suppure, et se cicatrise rapidement : telle est la marche d'un phlegmon ordinaire. En quoi consiste, dans ces deux cas, la différence entre le phlegmon et le charbon? Ce n'est certainement pas dans la maladie, mais évidemment dans l'état de la partie malade : il y a dans les deux cas irritation ou augmentation d'action. Nous voyons maintenant que les congestions que j'ai observées, loin d'être passives, ne sont pas même de la nature de celles qui se rapprochent entre elles par la faiblesse de la fibre, mais au contraire, qu'elles sont phlegmoneuses, c'est-à-dire qu'elles se rapprochent de celles qui arrivent chez les individus à fibre forte et résistante. Il n'y a eu ni hémorrhagie, ni aucun symptôme de putridité, ni décomposition rapide après la mort. Tous les phénomènes avant et après celle-ci tendent à nous prouver que les solides et les fluides étaient dans un état de vigueur.

La couleur violette n'est pas une preuve de congestion passive : 1° parce que le sang s'accumulant fréquemment et séjournant autour du point irrité, comme dans la péripneumonie, est noirci par la stase, malgré l'action inflammatoire ; 2° le sang retenu ou engagé dans les capillaires devient ordinairement veineux, parce que telle est la fonction de ces vaisseaux; 3° on trouve le sang noir, même dans les artères, toutes les fois que la respiration a cessé avant la circulation. Ces circonstances se présentent

Digitized by Google

dans l'asphyxie, ou lorsque la mort arrive lentement, lorsque le sang traverse les poumons, sans éprouver l'influence de l'air; dans ces cas, une partie enflammée se colore nécessairement en violet.

La congestion passive ne peut avoir lieu dans des capillaires affaiblis et sans action. Ces vaisseaux font circuler le sang par une force qui leur est propre, en sorte que, lorsqu'ils entrent vigoureusement en action, ils contiennent une plus grande quantité de sang et en contiennent moins lorsqu'ils agissent faiblement. Ceci est démontré par l'inflammation locale de quelque espèce qu'elle soit, par l'érection du pénis qui s'injecte en quelque sorte lui-même, et par les paralysies partielles, dont le résultat est l'atrophie par le défaut d'action des capillaires, quelle que soit l'augmentation de la force d'impulsion du cœur.

Si l'on admet l'existence des congestions passives, on ne peut pas se rendre raison de la chaleur de la peau, de la douleur et de l'activité de la circulation; cette hypothèse ne peut rendre raison des maladies. Qu'est-ce qu'une congestion qui s'effectue d'elle-même? rien. S'il y a une pareille maladie, elle ne peut être qu'un état des vaisseaux dans lesquels la congestion est établie. Cette condition d'état passif est-elle une véritable débilité? Nous voyons que chez un homme affaibli par des pertes de sang, un bain froid peut réduire l'action du cœur au point de rendre le pouls insensible; cependant le sujet peut être exempt de maladie, comme lorsque toutes ses facultés étaient complètement en exercice. Le convalescent qui se soutient à peine peut être aussi sain qu'avant sa maladie. Une partie qui vient d'être guérie d'une inflammation locale est certainement plus faible, plus débile; et cependant son état morbide a complètement disparu. L'état de ma-

Digitized by Google

ladie n'est véritablement pas un état passif ni une congestion. C'est quelqu'autre chose, c'est ce qui produit la chaleur, la douleur, l'activité de la circulation. D'ailleurs, la congestion, lorsqu'elle est le résultat d'un obstacle à la circulation dans l'estomac, les intestins, etc., n'est souvent accompagnée ni d'abattement des forces, ni d'irritation. J'ai vu un anévrisme du cœur accompagné de cet état de congestion de la membrane muqueuse de l'estomac. Les vaisseaux capillaires etaient gorgés de sang, et ils avaient été pendant quelque temps dans cet état. Cependant le malade avait conservé l'appétit; il n'avait éprouvé ni douleurs, ni nausées; la peau était restée fraîche, la langue humide, etc.; et la mort avait été le résultat de la suffocation occasionnée seulement par la maladie du cœur. M. Laënnec affirme que cette congestion de la membrane muqueuse, qui accompagne toujours les affections du cœur, est plus forte que celle qui est occasionnée par une gastrite; et cependant le malade n'avait pris ni vin, ni eau-de-vie, ni aucune substance stimulante. Certes il n'y a pas là de maladie ni aucun effet de son développement. Mais lorsqu'on peut rattacher une pareille congestion à un état morbide, elle est un effet de l'irritation : c'est tout ce que nous savons sur cela. C'est la dernière limite de nos connaissances sur l'action morbide. C'est cet état que nous traitons exclusivement dans la majorité des cas.

J'ai insisté sur ces caractères morbides, parce qu'ils sont de la dernière importance pour la conduite à tenir dans le cours d'une maladie. S'ils étaient vraiment l'effet de la débilité, le traitement par les médicamens sédatifs serait nuisible; et si d'un autre côté ils étaient le résultat d'une inflammation, l'emploi général des toniques et des

Digitized by Google

stimulans ne saurait être convenable. Je crois avoir démontré qu'ils tirent leur origine d'une sur-excitation des vaisseaux capillaires; et qu'importent les succès qu'on dit avoir obtenus par toutes les méthodes thérapeutiques? s'ils ne s'accordent pas avec ce principe, ils sont erronés. On ne doit pas apprécier un médicament d'après les succès ou les insuccès, mais bien d'après la nature connue de la maladie.

Ici M. le docteur Waring expose longuement les moyens qu'il regarde comme les plus propres à donner à la science une meilleure direction; ce sont l'observation clinique, l'anatomie pathologique et une thérapeutique basée sur ces deux séries d'observations, qui doivent être constamment mises en parallèle. Ces idées sont depuis long-temps généralement répandues parmi nous, et tout le monde, à peu près, est d'accord sur ce point.

Une fois établi par les symptômes et par l'autopsie, que la maladie est une sur-excitation ou une irritation des intestins ou de l'estomac, ou de tous les deux à la fois, unie à une irritation du cerveau, et fréquemment à une iritation des organes et des membranes séreuses de la poitrine, il s'ensuit que les meilleurs moyens doivent être ceux qui peuvent réduire l'excitation des parties affectées. La débilité musculaire, l'état de tranquillité ou la diminution d'action du cœur, la température modérée de la peau, ne sont pas des raisons pour détourner de l'emploi de cette méthode. Ces phénomènes sont le résultat ordinaire des irritations céphaliques, intestinales, gastriques et même pulmonaires, lorsque le parenchyme des poumons est engorgé. Aussi a-t-on trouvé que la saignée, une évacuation modérée des intestins, une dérivation à l'extérieur par les synapismes et les vésicatoires, les applications émollientes, une diète au

Digitized by Google

gruau et au thé ont été les moyens les plus heureux. Ils constituent un traitement rationnel confirmé par le succès. Les saignées ont été particulièrement utiles dans les cas où il y avait affection pulmonaire, et partout où le cœur et le système artériel jouaient un rôle important. Mais lorsque la grande circulation ne participait pas à l'affection, ou était affaiblie, leur utilité était douteuse. Le premier cas de ces maladies que je vis était très avancé lorsqu'il fut soumis à mon observation. La péripneumonie était l'affection prédominante, les battemens du cœur étaient très fréquens. Malgré les saignées répétées avec hardiesse, le pouls ne céda nullement et conserva sa fréquence jusqu'à la mort. Mais il y eut d'autres exemples où les émissions sanguines modérèrent la violence de la maladie et contribuèrent à la guérison. Elles furent le moyen le plus employé pendant les mois de février et mars. Depuis cette époque elles ne furent que rarement nécessaires, ou même admissibles. Le temps chaud disposa davantage aux embarras du canal intestinal, et fit recourir aux évacuans, plus convenables alors qu'ils ne l'avaient été dans les premiers temps. Chez plusieurs malades, le canal intestinal fut constamment tenu libre par une légère diarrhée qui faisait l'office de purgatifs; mais lorsqu'elle ne survenait pas, on donnait quelques doses d'huile de ricin qui suffisaient pour le débarrasser. Lorsqu'on put obtenir cet effet par les clystères, on leur donna la préférence afin d'éviter un surcroît de stimulation de la membrane muqueuse. Tous les évacuans, les clystères, les médicamens étaient quelquefois rendus, lorsque l'irritation intestinale était extrême, et le ventre distendu par des gaz. On se servit des vésicans, des rubéfians appliqués sur les membres et sur les ré-

Digitized by Google

gions correspondant aux parties irritées, dans l'intention d'augmenter l'excitation des capillaires extérieurs. Des cataplasmes qui recouvraient tout le ventre procurèrent un soulagement très marqué. Lorsque par ce mode de traitement les douleurs de la tête, de la poitrine et du ventre avaient disparu, si le malade était très faible, on employait les toniques avec avantage. On préférait alors les fleurs de camomille et le sulfate de quinine, qu'on fut quelquefois obligé d'abandonner, parce qu'ils produisirent des symptômes fébriles. Leur usage n'était peut-être sûrement avantageux qu'après le commencement d'une véritable convalescence.

Ce traitement est très simple. C'est celui qui, d'après mon observation personnelle, a atteint le but, et a été complètement suivi de succès entre les mains de mon ami le docteur Bartow. Mais au commencement ce médecin avait eu la précaution de faire immédiatement transporter en ville tous les nègres malades, afin de pouvoir, par une surveillance assidue, faire exécuter son traitement avec exactitude. D'autres médecins n'eurent pas cet avantage; ils furent obligés de porter leurs soins à une très grande distance, ne visitant leurs malades qu'une seule fois par jour; leurs gardes-malades étaient des femmes ignorantes qu'on avait prises aux champs; les médicamens avaient été mal administrés, peut-être même ne l'avaient-ils pas été du tout. Dans cette situation, ils essayèrent toute espèce de traitemens, les toniques, les stimulans, les évacuans; et sous l'influence de ces moyens la mortalité fut grande. Il était impossible qu'un médecin qui ne voyait un malade qu'une fois par jour, et pendant dix minutes, pût juger des changemens dans la marche de la maladie et se conduire en conséquence.

Digitized by Google

Il lui était impossible d'estimer les forces de l'économie pendant l'exacerbation et la rémission ; il ne pouvait parer promptement aux accidens qui survenaient ; et enfin il ne pouvait, sans des personnes sûres et intelligentes, être certain que ses instructions seraient fidèlement suivies. Il est certain, d'après toutes ces considérations, que les ravages de cette maladie doivent être attribués en grande partie à la conduite tenue par les médecins qui virent les malades à la campagne. Entravés par d'aussi grandes difficultés, il leur fut impossible de connaître avec certitude, au premier moment, quels étaient les moyens convenables, aussi bien que si l'expérience les eût guidés. On doit aussi beaucoup regretter qu'un temps considérable se soit écoulé avant que ces messieurs aient ouvert un seul cadavre. S'ils l'eussent fait d'abord, ils n'auraient pas tâtonné dans l'obscurité ; ils auraient pu caractériser la maladie et diriger ensuite le traitement avec certitude. La conséquence de cette omission fut l'administration successive et sans avantage du quinquina, du vin, de l'eau-de-vie, de la térébenthine, de l'opium, etc., etc. Comment supposer que ces médicamens eussent été administrés, si l'on eût découvert par l'autopsie l'inflammation d'organes aussi essentiels à la vie ? malgré les apparences de faiblesse que présentaient les malades, on se serait abstenu de ces excitans, avec la conviction que cette débilité était purement symptomatique, et ne tenait à aucune altération particulière des tissus de l'économie. L. J.

Digitized by Google

ARTS

APPLIQUÉS A L'INDUSTRIE;

COMMERCE.

ÉTAT DES DIVERSES EXPLOITATIONS DU DISTRICT MINÉRAL DE RÉAL DEL MONTÉ,

D'APRÈS LES DERNIERS RAPPORTS ADRESSÉS A LA COMPAGNIE ANGLAISE.

Les mines de Réal-del-Monté ne sont pas les seules que la compagnie anglaise possède au Mexique, et il n'est pas démontré qu'elles soient les plus riches de celles que la compagnie entreprend d'exploiter; mais elles sont les seules dont les travaux soient assez avancés pour qu'on puisse, avec certitude, prononcer sur les avantages de l'opération. On ne peut dire depuis quel temps on a commencé à tirer l'argent des mines de Réal-del-Monté, ni quel a été leur produit jusqu'à l'année 1738, époque à laquelle don Bustamenté et don Terréros, comte de Régla, les déclarèrent au gouvernement espagnol et entreprirent de les exploiter. Cette déclaration portait sur une douzaine de mines encore existantes depuis le pas de Palma à l'Est jusqu'à celui de San-Domingo à l'Ouest, dans une étendue de plus de deux mille vares.

Don Bustamenté et don Terréros commencèrent une galerie d'épuisement au ravin d'Azoyalta, où venait aboutir une des extrémités de la veine. Ils poussèrent cette ga-

Digitized by Google

lerie pendant neuf ans à douze cents verges de l'orifice; mais après une dépense de 80 mille dollars, l'impossibilité de procurer de l'air aux mineurs et l'extrême dureté du sol les forcèrent à s'arrêter. Ils choisirent alors un autre point appelé aujourd'hui *moran*, et y commencèrent une nouvelle galerie. Cette seconde entreprise commençait à peine lorque don Bustamenté mourut, et don Terréros, resté seul propriétaire, continua les travaux. Au bout de treize ans la galerie fut poussée jusqu'à l'intersection du filon de Biscaina, dans un développement de 2,800 verges. Cette galerie suivait à peu près le cours de la veine de Sainte-Brigite. On tira de cette veine, avant l'achèvement de la galerie, pour 8 millions de dollars dont un fut distribué en paiement aux ouvriers, et il n'y eut d'exploitée que la couche minérale entre la voûte de la galerie et la surface du sol; la couche inférieure est encore vierge. Sept *puits d'éclairage* et un pareil nombre de *puits d'extraction*, les deux puits de San-Gayétano et Dolores, pourvus chacun d'une pompe, complétèrent ces travaux souterrains, et jusqu'à la mort du comte de Régla, en 1781, le produit de l'exploitation s'éleva à 12 millions et demi de dollars, dont un million et demi fut employé à payer les ouvriers.

Don Antonio d'Ulloa, qui visita les mines de Régla en 1780, c'est-à-dire un an avant la mort du comte, fournit sur leur état à cette époque les détails suivans :

« L'*Hacienda* de San-Miguel ne présente pas un appareil de richesses qui réponde à la puissante fortune des comtes dont elle est la résidence ; les bâtimens sont spacieux et conviennent à leur objet, mais ne sont remarquables que par leur air d'antiquité. Cet établissement de San-Miguel, ainsi que la plupart de ceux du voisinage,

Digitized by Google

tire un grand avantage de la proximité d'une rivière d'un cours fort rapide qui met en mouvement la plupart des machines employées aux divers traitemens que subissent les métaux à leur sortie de la mine, fournit l'eau nécessaire au lavage du minerai, et épargne ainsi la dépense de transport à laquelle sont obligées les mines non favorisées d'un semblable voisinage; d'autres sources se rendent à ce cours d'eau principal, traversent le pays dans plusieurs sens, et toutes sont d'une très grande utilité.

L'*Hacienda de Regla,* à environ une lieue de celle de San-Miguel, est située sur la rivière, et presque entièrement bâtie sur un pilotis en arceaux, qui la traverse comme un pont d'une rive à l'autre; ainsi l'eau passe au milieu de l'établissement même, et sert à tous les usages sans qu'on soit obligé au plus petit déplacement. On dit que ce magnifique atelier a coûté au comte de Régla 527,000 dollars; ce qu'il contient en instrumens de tout genre, machines et matières diverses, employées à la réduction des métaux, est déjà une immense valeur. Tous ces objets accumulés à la longue et avec des frais de transport couverts par les anciens bénéfices sont en bon état et distribués avec beaucoup d'ordre dans des magasins particuliers. Un magasin plus vaste que les autres est destiné à recevoir le minerai à la sortie de la terre. Ce lieu est solidement enceint et bien fermé, et l'on évalue à sept millions d'onces d'argent la quantité de minerai qui y est déposé, quantité invariable, car on y apporte chaque semaine autant de minerai nouvellement extrait qu'on en fait sortir pour soumettre aux travaux de réduction. Il résulte de renseignemens certains que chaque semaine on tire de la mine de Santa-Aguada six cents charges de minerai de trois quintaux chacune, et que

Digitized by Google

des cinq mines de Palmas, San-Francisco, Dolores, San-Antonio, San-Cayétano, on tire dans le même temps 1,600 charges du même poids, ce qui fait en tout 6,600 quintaux, dont 5,600 sont *réduits* dans les ateliers de Régla, et le reste à ceux de Saint-Michel. Le comte de Régla a établi toutes les parties de l'exploitation dans un ordre si parfait que chaque fois qu'il fait à Mexico un envoi de lingots d'argent, la même quantité est livrée aux ateliers, et que pour les époques fixées il est ainsi toujours en mesure de payer au trésor sa portion de revenu sur la mine.

La mort du comte de Régla, arrivée une année après le voyage d'Ulloa, aussi bien que la mauvaise direction de quelques-uns des travaux, interrompirent presque entièrement l'extraction du minerai jusqu'à l'année 1794; mais la quantité déjà extraite était si considérable que la partie extérieure des travaux d'exploitation ne laissa pas d'être encore productive et que jusqu'à la fin de l'année 1794 les bénéfices s'élevèrent encore à 600,000 dollars.

Le second comte de Régla s'étant trouvé dans le cas de suivre les travaux commencés par son père, perça de nouveaux puits, répara les anciens, et jusqu'à l'année 1801, sans rien entreprendre encore sur la couche minérale au-dessous de la galerie, tira de l'exploitation une valeur de 6 millions de dollars. A cette époque la rareté du mercure, le haut prix du fer et de l'acier nécessaires à l'exploitation, une abondance de pluie qui combla tous les travaux, obligèrent à une nouvelle suspension, dont l'effet sur la classe ouvrière fut si désastreux que le comte de Régla se décida à de nouvelles entreprises; il entreprit à l'est et à l'ouest des anciens travaux, et toujours sur la même veine, diverses fouilles

Digitized by Google

dont toutes les profondeurs réunies forment au moins un total de deux mille verges; mais bien que quelques-unes de ces fouilles fussent productives, il perdit sur la totalité, jusqu'à l'année 1809, au moins un million de dollars. Il mourut cette année, et le troisième comte de Régla, celui qui existe aujourd'hui, non-seulement fit les plus grands sacrifices pour conserver en bon état les galeries et puits déjà construits, mais conçut l'entreprise d'une nouvelle galerie prise à une profondeur beaucoup plus grande, celle qu'on nomme le *new adit*, et qui, traversant une partie du district de Réal-del-Monté, doit rencontrer, dans son développement, plus de quarante filons les plus riches de toute la contrée. Les puits communiquant à cette galerie, ceux de dessèchement, d'éclairage ou d'extraction devaient être, ou d'anciens puits agrandis et prolongés, ou de nouveaux ouverts sur des dimensions beaucoup plus grandes. Sans la guerre qui enleva tous les bras, suspendit tout travail et jeta partout la confusion et le désordre, l'entreprise de cette nouvelle galerie, faite sur l'échelle qui convient à l'inépuisable richesse du district, eût produit dès lors les résultats que les compagnies anglaises sont appelées aujourd'hui à recueillir.

Ces compagnies, formées à Londres en 1823, ont envoyé l'année suivante un premier détachement d'explorateurs; les recherches ont été commencées immédiatement, et la compagnie a reçu chaque année un rapport fort circonstancié sur ce que l'on a reconnu des anciennes exploitations, sur les plans adoptés pour les remettre en valeur et sur le progrès des travaux entrepris à cet effet. Dans le premier rapport, celui de 1824 figure un détail assez diffus du voyage de New-Yorck à Réal-del-

Digitized by Google

Monté par le chemin de Tampico. Ce récit est partagé par journées ; l'auteur arriva à Réal-del-Monté le 10 juin ; ce qu'il raconte du jour de marche qui précéda son arrivée peut donner une idée du pays qui environne les mines de Réal-del-Monté et de l'état auquel la guerre a réduit cette contrée.

« Le 9 juin, dit-il, nous nous sommes vus au milieu du pays le plus triste. C'est une terre de désolation ; on n'y découvre pas un arbre, à peine si le bétail peut y trouver une faible et mauvaise nourriture. De temps en temps nous apercevions çà et là quelques mauvaises cabanes ou de petites éminences qui sont l'ouvrage de fourmis d'une espèce énorme ; nous apercevions dans le lointain le village d'Attimolio-grandé où nous arrivâmes pour coucher. Les maisons sont presque toutes construites en paille, ce qui est de l'aspect le plus misérable. L'église, surmontée de créneaux et flanquée de gros murs sur lesquels s'élève une tour, ressemble plus à un château-fort qu'à un lieu de prières. Nous reçûmes la visite de l'alcade et du curé.

(Nous passons le portrait de ces deux personnages, que le voyageur avec ce bon goût de plaisanterie qui réjouit les lecteurs anglais, compare l'un à un bœuf hongrois et l'autre à un hippopotame.)

« Le soir nous vîmes une troupe d'indiens qui paraissait former la milice du village et qui s'exerçait au maniement des armes.

« Le 10 juin, je commençai à m'apercevoir que les habits d'été n'étaient plus de saison. Nous avions hâte de connaître un pays qui nous intéressait à tant de titres. Nous fûmes loin d'être satisfaits, lorsqu'à midi nous fîmes notre entrée à Réal-del-Monté, ou plutôt dans le lieu qui jadis était Réal-del-Monté, car il semble que le village ait été

Digitized by Google

saccagé et ruiné par des cosaques : ce ne sont que ruines et débris ; à peine y a-t-il quelques maisons habitables. On nous reçut au son des cloches et on nous logea dans la maison du comte de Régla tandis que le peuple encombrait l'église, priant le ciel pour le succès de notre entreprise qui promet une fin à ses misères. Nous vîmes aux environs d'une maison de campagne appartenant au comte, celle qu'on nomme *Hacienda-di-San-Miguel*, quelques-unes des mines exploitées de père en fils par la famille du comte. Les établissemens à la surface sont considérables : ils ont dû coûter des sommes immenses. Leur délabrement n'est pas tel qu'on ne puisse les réparer et en tirer parti. Ils sont mal distribués et paraissent placés au hasard. »

Le voyageur que nous citons n'entre pas dans de plus grands détails sur l'état des mines de Réal-del-Monté ; il est certain du moins qu'elles n'ont rien perdu des avantages naturels de leur position signalés par Antoine d'Ulloa. Les rapports de 1825 ont mis sous les yeux de la compagnie l'état de ce qu'elle possède comme mines, fermes, ateliers, l'aperçu des réparations nécessaires en tout genre et des résultats qu'on peut attendre des premiers travaux. Les deux grandes galeries, dont l'une, *the old socabon*, a été terminée, et l'autre, *the new adit*, a été seulement commencée par les comtes de Régla, y sont particulièrement recommandées à l'attention des propriétaires. Les plans que les commissaires se proposent de suivre pour remettre en service l'ancienne galerie et pour exécuter la nouvelle y sont exposés dans le plus grand détail. Ces plans ne sauraient être présentés ici sans le secours des cartes et devis qui les expliquent.

Les rapports adressés cette année aux actionnaires des mines et reçus à Londres au mois de février seraient tout

Digitized by Google

aussi difficilement séparés des cartes et des plans qu'y ont joints les commissaires. La plus importante de ces pièces fait connaître la marche des travaux nouvellement entrepris. Il paraît d'après elle que pour mettre les ateliers en état de réduire le minerai déjà fourni par les exploitations, il a fallu plus de temps qu'on ne pensait; qu'on a d'abord été obligé de construire des hangards bien fermés et où les matières exploitées pussent être mises à l'abri du pillage. Les ouvriers, dit ce rapport, sont rares, surtout les bons maçons; ceux du pays travaillent bien, mais lentement. Employés jusqu'ici à la réparation des murs d'enceinte, ils n'ont pu terminer les constructions moins urgentes mais plus directement nécessaires à l'exploitation. Toutefois un fourneau pour griller, un autre pour les mélanges à chaud, et les cuves pour laver et bocarder les métaux ont été achevés sous la direction de M. Morgan. Les commissaires insistent sur la distinction à faire entre la couche minérale qui est au-dessus de l'ancienne galerie et celle qui est au-dessous. La première de ces couches sera exploitée, disent-ils, aussitôt que les anciens puits d'éclairage et la galerie seront réparés. La seconde que l'on exploitait et desséchait autrefois au moyen de chevaux, ne pourra l'être que par l'emploi de machines à vapeur. La galerie a été réparée dans une longueur de 500 verges; le terrain au-dessus de cette longueur peut donc être immédiatement exploité; mais comme il n'est pas neuf, il produira moins que la couche inférieure. Parmi les points de la couche supérieure anciennement exploitée, ceux qui ont été remis en valeur sont ceux de Biscaina, Dolores, Tapona, San-Francisco, Esperanza. On est parvenu sur ces divers points à des profondeurs plus ou moins grandes, et les résultats prouvent déjà que tous les travaux dépendant de la ré-

Digitized by Google

paration de l'ancienne galerie seront avantageux. Ceux qui dépendent de l'achèvement de la nouvelle galerie passeront, suivant les commissaires, toute espérance. Le *new adit* doit rencontrer dans son prolongement, et à une profondeur double de celle atteinte par l'ancienne galerie, les plus riches filons de la contrée. On n'aura pas besoin pour elle du secours des machines à vapeur, parce qu'on pourra se contenter d'exploiter la couche comprise entre elle et la surface du sol, laquelle est d'une épaisseur immense. Ce sera le plus beau travail en ce genre qui jamais ait été fait dans un pays de mines. La longueur de la galerie sera d'environ 2000 verges, tandis que la longueur déjà très considérable de l'ancienne n'était que de 1200. Elle doit traverser tout le district depuis la *Hacienda-de-Sanchez* sur le bord de la grande rivière, jusqu'à la veine de Biscaina. On ne fera par-là qu'accomplir la grande idée du dernier comte de Régla, idée dont l'exécution était remise à un ingénieur fort habile et dont les conseils sont encore aujourd'hui d'une grande utilité. La partie du rapport de cette année consacrée au détail des améliorations introduites dans la plupart des procédés métallurgiques ne saurait avoir d'importance que pour les personnes directement intéressées aux travaux de la compagnie anglaise. Celle qui expose l'état de la population du district de Réal-del-Monté n'exprime encore que des espérances et des vœux pour son augmentation et l'amélioration de son sort.

Comme nous l'avons dit au commencement de cet article, les mines de Réal-del-Monté ne sont pas les seules cédées à la compagnie par le comte de Régla. On distingue encore dans l'immense propriété acquise par la compagnie les mines d'Olzumaltan et de Zimapan, dont l'exploitation déjà commencée paraît promettre de grands bénéfices.

Digitized by Google

M. Taylor, qui a présenté à l'assemblée des actionnaires des mines ces divers rapports, joignant son opinion particulière à celle de tous les commissaires et agens de la compagnie, regarde le succès de l'entreprise comme désormais assuré. « Je devrais à peine m'arrêter, dit-il, aux bruits « décourageans semés dans le public contre cette spécula- « tion : toutes ces prédictions sinistres n'ont pu être accré- « ditées que par l'ignorance, et je dois dire pour la satis- « faction de ceux des entrepreneurs qui veulent bien faire « cas de mon opinion, que jamais je n'ai eu d'aussi grandes « espérances qu'aujourd'hui. Je vois toutes les difficultés « bien reconnues et graduellemen vaincues, la richesse des « mines partout constatée et partout les meilleurs moyens « d'exploitation répondant à cette inépuisable abondance « de matières précieuses. Toutes les garanties de savoir, « d'expérience, de probité, d'économie, nous sont données « par nos agens, et quant aux dépenses déjà faites pour « l'ouverture des travaux, je dois faire observer que les « plus considérables, celles qui résultent du transport des « machines depuis la côte jusqu'à Réal-del-Monté ne se « renouvelleront plus une fois faites, ainsi que plusieurs « sacrifices nécessaires dans tout commencement d'opé- « ration. »

Il résulte de l'état joint au résumé de M. Taylor qu'il a été dépensé depuis le 12 février 1825 jusqu'au 12 février 1826, en constructions, appointemens des commissaires, salaires des ouvriers, envois et transports de machines, immunités au gouvernement mexicain, 175,006 liv. sterl., somme couverte par les produits de l'exploitation et les versemens de nouveaux sociétaires.

Digitized by Google

DES MINES D'OR
DE LA CAROLINE SEPTENTRIONALE,

Par Denison Olmsted,

PROFESSEUR DE CHIMIE ET DE MINÉRALOGIE A L'UNIVERSITÉ DE CET ÉTAT.

Les mines d'or de la Caroline septentrionale comprises entre les 35° et 36° degrés de latitude nord, et les 82° et 83° de longitude ouest (méridien de Paris), sont situées au sud de l'état, non loin des frontières de la Caroline méridionale, à peu près vers les points où le Pedee reçoit l'Uwharre venant du nord, et le Rocky-River venant du sud. Nous pouvons indiquer d'ailleurs une méthode facile pour reconnaître ce terrain aurifère qui n'a pas moins de cent lieues carrées. Si, sur une carte de la Caroline, d'un point pris à huit milles à l'ouest de l'embouchure de l'Uwharre, et avec un rayon de 18 milles, on décrit une circonférence, elle renfermera la plus grande partie du comté de Montgomery, la partie septentrionale d'Anson, le coin nord-est du Mulenberg, une partie de Cabarrus et un coin de Rowan et de Randolph; l'or se trouve en plus où moins grande abondance dans presque toutes les parties de ce pays, souvent même à la surface du sol; mais son principal gîte est une couche de gravier renfermée dans un limon épais ordinairement d'un bleu pâle et quelquefois jaunâtre; dans les terrains élevés et exposés à l'action des eaux pluviales, elle reste à découvert; dans les bas-fonds au contraire où ces eaux ont formé des attérissemens, on ne la rencontre qu'à environ huit pieds de pro-

Digitized by Google

fondeur; et là où cet agent n'a pu altérer la profondeur primitive elle est à trois pieds au-dessous du sol. Rocky-River et ses petits affluens qui traversent cette couche ont jusqu'ici donné le plus de métal précieux.

La roche principale de cette contrée est l'argilolite; elle forme une zone d'environ vingt milles en largeur entrecoupés de schistes novaculaires et de porphyre pétro-siliceux. Nous n'entrerons point dans des détails géographiques qui offriraient peu d'intérêt; nous nous bornerons à dire que le pays est fort peu cultivé, et que les habitans, pour la plupart, sont pauvres et ignorans.

Les principales mines sont celles d'Anson, de Reed et de Parker.

La mine d'Anson située dans les eaux mêmes du ruisseau de Richardson (Richardson-Creek), petite ramification de Rocky-River, fut découverte il y a environ trois ans par un de ces hommes appelés dans le pays *chasseurs d'or*. Le lit de ce ruisseau qui laisse quelquefois briller des pepites d'or parmi les cailloux sur lesquels il roule, est presqu'entièrement découvert pendant la saison des sécheresses. Les mineurs profitent de cette circonstance pour commencer leurs travaux, et entre deux collines qui s'élèvent sur les rives du Richardson, ils rencontrent presque toujours à la profondeur de trois à six pieds la couche de limon bleuâtre qu'ils savent être le gîte du métal. Des morceaux d'un volume considérable trouvés par les premiers explorateurs avaient fait concevoir les plus hautes espérances, mais la propriété de cette mine ayant été constamment un objet de contestations, les travaux n'ont jamais été en grande activité.

La mine de Reed, dans le Cabarrus, est la première qu'on ait exploitée. On trouva dans le lit d'un ruisseau appelé

Digitized by Google

Meudow-Creek un morceau de métal dont l'éclat et la pesanteur attirèrent d'abord l'attention de celui qui fit cette découverte; il le conserva long-temps sans pouvoir déterminer si effectivement ce métal était de l'or; cette mine, comme la première, est située dans les eaux du ruisseau; le fond offre entre deux collines qui s'élèvent de chaque côté une surface plane dont la longueur varie de trente à quarante mètres, et qu'on a presque entièrement explorée; mais les recherches ont été conduites sans méthode, à peine même s'est-on aidé, pour l'exploitation, des agens mécaniques. Voici en peu de mots le procédé qu'on emploie : lorsque, pendant la sécheresse, la plus grande partie du terrain aurifère reste à découvert par le rétrécissement du Meudow-Creek, le mineur, armé d'une bèche et d'un pic, creuse un fossé au hasard. Ce n'est qu'après avoir enlevé trois ou quatre pieds d'un limon épais, rempli de pierres anguleuses, qu'il rencontre la couche de boue ou de gravier, recouverte quelquefois par un lit d'oxide ferrugineux de manganèse pulvérisé qu'il appelle cendres. La richesse de cette couche est, selon lui, en raison de la dureté du premier limon, de sa couleur plus jaune et de la quantité de cendres. Il en enlève une partie qu'il place dans le *berceau* (c'est la moitié d'un cylindre de bois, fendu longitudinalement et soutenu par son axe sur des supports); après avoir ajouté à peu près autant d'eau qu'il en peut contenir, il le balance en ayant soin de remuer de temps à autre le dépôt de gravier avec un rateau de fer. Par le mouvement rapide qu'il lui imprime, l'eau déborde peu à peu chargée d'autant de limon qu'elle peut en retenir en suspension; les plus gros cailloux sont alors enlevés à la main, on verse de l'eau une seconde fois et l'opération recommence

Digitized by Google

et continue jusqu'à ce que le résidu ne soit plus qu'un sable fin, mélangé encore avec quelques matières terreuses. Ce résidu est alors transvasé dans une sébile de fer, qu'on place sur l'eau après l'avoir à peu près remplie, puis par une rotation rapide l'eau chargée des matières terreuses déborde et ne laisse au fond du vase qu'un sable ferrugineux mêlé de poudre d'or et de parcelles de ce métal de la grosseur d'une tête d'épingle. On a trouvé aussi dans cette région quelques morceaux d'or natif d'une valeur considérable; l'un d'eux entre autres pesait vingt-huit livres.

La mine de Parker est, comme les deux autres, située dans un ruisseau, à quatre milles au sud de la rivière Yadkin. Comme elle diffère fort peu, quant à la manière dont on l'exploite, nous terminerons ici ces détails. Il serait assez difficile de connaître le produit de ces mines, qui, en grande partie, est acheté par les marchands du pays, pour être revendu à Fayetteville, Cheraw, Charleston, New-Yorck, etc. Nous pouvons affirmer cependant que jusqu'à l'année 1820, il en avait été pris à la monnaie pour une valeur de 43,689 dollars.

ÉTAT
DU CRÉDIT ET DE LA CIRCULATION
AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

From Degrand's Boston Weekly Report, may 1826.

Après avoir jeté un coup d'œil sur les causes principales de la crise financière qu'éprouve en ce moment l'Angleterre, le *Weekly Report* recherche pourquoi les États-Unis, dont les habitudes commerciales et finan-

Digitized by Google

cières ont tant d'affinité avec celles de la Grande-Bretagne, ont échappé à un degré si prodigieux aux effets effrayans de cette crise.

La banque des États-Unis est placée, dit-il, à la tête du système financier de la nation; et si, dans des temps difficiles, les opérations de cet établissement étaient dirigées par une crainte aveugle, la ruine de la moitié de la communauté en serait bientôt le résultat. On prétendrait vainement que ceux-là seuls qui reçoivent directement les services de la banque se trouveraient atteints si, succombant à de pareilles craintes, celle-ci venait à diminuer ses escomptes : toute mesure de ce genre prise par la banque en déterminerait de semblables et de plus étendues encore de la part des établissemens locaux qui, réagissant à leur tour sur la banque générale, l'obligeraient à de nouvelles restrictions; or, toute restriction semblable, de la part de quelque banque que ce soit, retire l'argent des seules mains qui le répandent sur toute la communauté. En définitif, chaque soustraction faite par la banque sur la moyenne de la circulation se fait triplement sentir à tout individu qui a besoin de participer à cette moyenne, c'est-à-dire à tout membre de la communauté.

L'examen de la nature et des effets des opérations de la banque des États-Unis doit donc nous conduire à l'objet de nos recherches.

Pendant l'existence de l'ancienne banque, le système de finance comparé à son état antérieur était arrivé à un grand degré de régularité. Qui ne se rappelle, en effet, la misérable situation du crédit public et privé avant l'existence de cette banque? et qui ne sait que l'un et l'autre se relevèrent dès qu'elle eut commencé ses opérations? N'est-ce pas, selon toute probabilité, à l'absence d'une institution de cette nature qu'il faut attribuer en grande partie la confusion complète dans laquelle furent jetées les finances dans le cours de la dernière guerre, ainsi que la ruine du crédit public? De quelle source le gouvernement pourrait-il tirer aussi facilement qu'il le fait de la banque les sommes proportionnées aux besoins soit temporaires, soit permanens de l'État? Dans le mécanisme des banques de l'Union entière la banque générale n'opère-t-elle point comme le balancier dans les autres machines? et par son influence prépondérante, ne contrôle-t-elle point, ne

Digitized by Google

soumet-elle point à une action régulière et salutaire les effets inégaux et discordans de toutes les autres banques ?

A la fin de la dernière guerre, le dérangement des finances publiques et privées était si évident, il était si généralement senti, que le parti démocratique qui était alors au pouvoir sacrifia à la nécessité ses anciennes préventions contre la constitutionnalité d'un tel établissement, et convaincu par l'expérience qu'il était indispensable pour continuer la guerre et relever les finances de la nation, il accorda un privilége à la banque actuelle des États-Unis. Celle-ci commença ses opérations lorsque le pays sortait de l'état de guerre, avec un cours déprécié par des émissions excessives, ce qui était la conséquence naturelle de la suspension des paiemens en espèces et de l'absence de tout contrôle sur les banques particulières; ce fut pour remédier à cet état de choses que la banque fut établie. Elle commença ses opérations au milieu d'un grand nombre d'établissemens dont il était nécessaire de contrôler et souvent même de restreindre les mouvemens. N'accordera-t-on point qu'elle a réussi à modérer plusieurs de ces établissemens, qui, selon toute apparence, seraient tombés autrement dans des excès extravagans et ruineux? Ce contrôle salutaire et nécessaire n'est-il pas dû en grande partie à ce que la banque générale met seule des billets en circulation et reçoit de la communauté ceux des autres banques solvables? N'est-il pas clair que le but général de l'action de la banque est d'exercer sur toutes les autres institutions financières de l'Union un contrôle doux et modéré, mais efficace, et de manière plutôt à leur indiquer la proportion qui doit exister entre leurs forces et leurs entreprises qu'à les forcer à se tenir dans cette proportion?

Dans les fluctuations du change sur l'Angleterre, la France et la Hollande, il arrive souvent que la différence est contre nous, et cela à un degré suffisant pour nécessiter une exportation d'espèces. Si cette différence devient considérable et se prolonge, toutes les banques sont obligées de restreindre leurs escomptes, et par conséquent de diminuer leurs profits ainsi que les facilités qu'elles offraient au public; de là, gêne pour la communauté, et pour les banquiers accroissement de chances de mauvaises créances. Pour prévenir cet inconvénient, la banque des États-Unis a entrepris de régler les fluctuations qui y donnent lieu, et elle y est parvenue en grande partie, en mettant sur la place ses pro-

Digitized by Google

pres creances sur l'Europe toutes les fois que le haut prix du change nécessiterait un transport extraordinaire d'espèces; ainsi en entretenant les valeurs sur l'étranger lorsque le taux du change est bas, et les vendant lorsqu'il est élevé, la banque non-seulement fait de fort beaux bénéfices, mais opère encore comme un *balancier* dans le mécanisme du change, prévenant, par les compensations qu'elle établit, l'importation absurde du numéraire quand le change est bas, et son exportation dans le cas contraire.

On convient généralement que les grandes irrégularités dans la quantité d'argent ont des effets très fâcheux. Toutes les fois que les États-Unis ont des paiemens considérables à faire à un jour donné, une provision doit être faite en conséquence. Le premier moyen qui se présente à l'esprit, dans ce cas, est de réunir une somme égale à celle qui doit être payée; par exemple, cinq millions pour pareille somme à payer sur la dette publique, le 1er juillet prochain. Si le soin d'une telle opération était abandonné aux banques particulières, ne devrait-on pas s'attendre que quelques-unes d'entre elles agiraient d'après ce principe? Et cependant quoi de plus funeste? une pareille accumulation d'espèces ne forcerait-elle pas les banques à réaliser et à produire ainsi des maux incalculables? Par exemple, comment serait-il possible de réunir à Boston ce que nous aurions à payer, c'est-à-dire plus d'un million, sans enlever à nos banques jusqu'à leur dernier dollar? C'est le fait d'un esprit éclairé, et considérant le sujet d'un point de vue élevé, de prévenir de pareils malheurs; le meilleur parti à prendre dans le cas dont nous parlons est de s'en remettre à la direction d'une seule administration, ce qui arrive lorsque la banque des États-Unis est chargée de ce soin.

En octobre 1825 plus de six millions de la dette publique furent payés. Fut-il jugé nécessaire alors d'accumuler cette grande quantité de fonds? Loin de là : la banque offrit long-temps à l'avance aux principaux porteurs des fonds publics d'échanger ces fonds contre quelques-uns de ceux dont elle était en possession. Cette offre ayant été acceptée pour une somme considérable, le paiement à faire le 1er octobre se trouva diminué d'autant. Toutes les dépendances de la banque reçurent, en outre, l'ordre de prêter sur les fonds à rembourser à cette époque, en sorte que la somme à payer au jour de l'échéance se trouva tellement réduite, que ni la banque ni le public n'éprouvèrent aucun incon-

Digitized by Google

vénient de cette mesure. N'aurait-il pas été impossible pour les banques locales d'arriver à un pareil résultat?

Nous joignons ici un tableau de la situation de la banque à trois époques principales, savoir :

1° Immédiatement après son établissement; 2° pendant le temps de sa plus grande réduction; 3° au mois de janvier 1826, avec une estimation approximative pour le mois d'avril de la même année.

Il résulte de cette situation et de ce qui est connu de la manière de procéder de la banque que le système de l'administration actuelle a été de rendre cette institution essentiellement commerciale, d'identifier ses opérations à celles du pays entier, en prêtant son ministère à toutes les transactions de l'Union, en étendant son crédit, et en donnant un grand développement aux échanges intérieurs et extérieurs; la banque a obtenu les moyens de cette extension en convertissant son capital mort, se composant de son fonds de réserve en capital actif, et plus spécialement en augmentant la circulation de ses billets; moyen doublement utile parce qu'en donnant à la banque la faculté d'étendre son crédit, ils augmentent le nombre de ses relations, et par suite, celui de dépôts, qui, de même que les billets en circulation, produisent un intérêt et ne coûtent rien.

On verra que l'accroissement de la circulation entre juillet 1820 et avril 1826 est de 6,400,000 d. dont l'intérêt simple donne par an un profit net à la banque de 380,000 d. et qui présentent au public un nouveau crédit et un nouveau capital à exploiter. On verra également au premier coup d'œil que la portion active de la société qui nécessitait de la banque un crédit de 20,300,000 d. en octobre 1821, en reçoit un aujourd'hui de 31,000,000, et que cette extension de plus de 10,000,000 d. que la banque générale a donnée à son crédit en promet une au moins aussi considérable de la part des banques locales.

Ce serait une chose ridicule et fâcheuse, sans doute, que de voir le numéraire des États-Unis allant et venant pour payer le prix des diverses transactions; de voir 100,000 d. expédiés de Boston à la Nouvelle-Orléans pour payer une cargaison de coton, et de la Nouvelle-Orléans à Boston pour un motif de même nature; de voir enfin de pareilles relations s'établir entre Boston et New-Yorck; et cependant cet état de choses a existé, et à un haut degré, entre les villes du nord et celles du midi; l'argent

Digitized by Google

perdait ainsi le caractère légitime et utile qu'il ne peut avoir qu'en servant de base aux billets des banques où il est déposé, puisque l'intérêt et les droits d'assurance auxquels il donne lieu en voyageant sont en pure perte pour la communauté.

La banque des États-Unis, sous l'administration actuelle, a donné une assez grande extension à sa participation aux échanges intérieurs pour rendre à peu près inutile, dans ce cas, tout transport d'argent. Ses primes sont assez élevées pour lui donner un bénéfice raisonnable sans être aussi dispendieux pour le commerce que les transports de numéraire. C'est ainsi qu'en faisant les affaires du public la banque fait aussi les siennes avec de grands avantages. Par exemple, elle escompte, moyennant 4 pour cent, à la Nouvelle-Orléans un mandat sur New-Yorck, à soixante jours de vue : ce mandat est payé dans un délai qui n'excède point quatre-vingt-dix jours, à partir de celui où il a été tiré. La banque reçoit donc 4 pour cent pour quatre-vingt-dix jours, ou environ 18 pour cent par an avec les intérêts composés. La véritable théorie des lettres de change consiste à faire circuler au lieu d'argent, sous la forme d'un billet, un crédit incontestable et de s'épargner ainsi des intérêts et des frais d'assurance ; partant de cette théorie et ayant à sa disposition une garantie de la solidité la moins douteuse, les hommes éclairés qui dirigent la banque s'appliquent chaque jour à étendre de plus en plus les résultats avantageux que cette théorie doit nécessairement avoir pour le pays et pour la banque.

Les mêmes hommes ont aussi conçu et soumis à l'expérience un plan lumineux qui devra avoir pour résultat d'éviter tout transport d'argent dans le commerce avec les Indes orientales. L'exécution ultérieure de ce plan a été suspendue afin de pouvoir mieux apprécier les effets de son premier développement. Dans le cours de l'été et de l'automne derniers un grand nombre de lettres de change qui avaient été acquises par la banque lui revinrent protestées, ce qui fut occasionné par la chute des affaires en Angleterre; cette circonstance et la faillite immédiate de plusieurs maisons considérables du midi de l'Union firent perdre à la banque des sommes considérables. Une administration ignorante, dans un cas pareil, aurait réalisé ses créances et refusé de nouveaux escomptes; le résultat d'une pareille conduite aurait été pour le peuple des États-Unis une détresse

Digitized by Google

égale à celle du peuple anglais; le conseil de la banque a suivi un système tout opposé, et l'influence de ce système a été surprenante. La succursale de New-Yorck vint, dit-on, au secours d'une seule maison, dans l'espace d'un seul jour, pour une somme de 400,000 dollars; d'autres succursales tendirent à la fois une main secourable aux banques locales et aux grandes maisons. Ainsi fut évité le coup qui, de par de-là l'Atlantique, semblait devoir nous terrasser. La confiance demeura à peu près intacte, et le mal fut presque nul comparativement à celui qu'on pouvait attendre.

La banque fut récompensée de sa conduite, non-seulement par le bien public qu'elle avait produit, par la satisfaction d'avoir détourné un malheur général, elle le fut encore par le salut d'une grande partie de ses débiteurs dont elle avait prévu la chute et par l'accroissement considérable des intérêts qu'elle reçut. A la faveur de ce système éclairé les pertes de la banque furent réduites au point de ne pas excéder 390,000 dollars, somme qui se trouve couverte par les bénéfices nets de l'année 1825, ces bénéfices ayant été de 6 5/8 pour 100 et le dividende seulement de 5 1/2.

L'administration actuelle de la banque a toujours évidemment confondu dans sa pensée l'intérêt public et celui de l'institution, intérêts tellement identiques qu'ils ne sauraient être séparés, tout événement désastreux pour la banque ne pouvant manquer en effet de compromettre à la fois le crédit public et le crédit privé. La preuve que le but de cette administration a été constamment l'affaire confiée à ses soins, c'est-à-dire l'*affaire d'une banque, en tant que banque*, c'est que pouvant disposer absolument de cette institution, elle ne l'a jamais fait servir aux vues d'aucun parti; si elle en eût agi autrement, il aurait été difficile de ne point s'en apercevoir dans le cours des derniers débats pour la présidence; mais tant qu'ils ont duré, le nom de la banque n'a pas même été prononcé, et son influence ne s'est fait ni sentir ni apercevoir.

En terminant cet aperçu, je ne puis m'empêcher d'ajouter un mot sur le président de l'institution. En accordant une grande confiance au conseil général comme conseil, il doit être permis d'en rapporter une partie à l'intelligence, au mérite, à l'activité infatigable du président, qui, entièrement dévoué à l'établissement, en est devenu l'ame en quelque sorte.

Je le répète, la cause principale à laquelle nous sommes redevables d'avoir échappé aux malheurs qui ont bouleversé la nation

Digitized by Google

anglaise résulte de ce fait, qu'aucune crainte aveugle ne s'est emparée de l'administration de la banque; ce qui tient à ce que les hommes qui la dirigent ont reconnu, comme il appartenait à des esprits éclairés, que les pertes de l'année dernière provenaient de coups extraordinaires, et étaient de la nature de celles d'une compagnie d'assurance, qui doivent être réparées, non pas en cessant d'assurer, mais au contraire en multipliant les opérations de ce genre. Au lieu donc de diminuer leurs prêts sur garantie personnelle, ils les ont multipliés à un degré inconnu depuis l'existence de la banque. C'est à cette conduite que nous devons le bien-être dont nous jouissons en dépit de l'effet naturel qu'on devait attendre des malheurs qui ont accablé les négocians anglais dans toutes les directions de l'industrie, et comme l'argent a été grandement recherché, la banque, en agissant ainsi, s'est donné le moyen, non-seulement de s'interposer efficacement entre la société et la destruction qui la menaçait, mais aussi de donner plus de crédit au papier et de préparer les esprits pour le temps qui approche où le bon papier sera plus rare, oui, beaucoup plus rare que l'argent.

Dans le cours de cet essai, j'ai parlé comme le public des pertes que la banque avait éprouvées dans le cours de l'année dernière, et cependant ces pertes peuvent-elles être comptées lorsqu'elles n'excèdent pas les intérêts d'une année sur l'augmentation de circulation des billets de banque due à la bonne gestion de l'administration actuelle? Cette augmentation seule met la banque à même de gagner 400 millions tous les dix ans, et une perte de 100,000 fr. de temps à autre ne saurait être aperçue; il n'y a pas lieu d'ailleurs de s'étonner de ce qu'un grand courant d'affaires puisse amener des pertes; cette chance est inévitable et l'on doit s'y attendre. Un de mes amis, homme de grande expérience, me disait un jour qu'il savait le secret de ne rien perdre : c'était, disait-il, de ne point faire d'affaires.

Dans le cours de l'automne dernier l'administration de la banque eut le génie de découvrir qu'elle avait dans ses mains le moyen de soumettre la machine financière des États-Unis à un mouvement ferme et régulier; elle ne s'inquiéta point alors des grands dérangemens survenus dans les finances des autres parties du monde et fit à peine attention à ceux bien moindres comparativement qui se manifestaient dans l'Union. Heureuse fut cette découverte; elle sauva le pays d'une horrible catastrophe.

Digitized by Google

MÉLANGES.

VOYAGE

FAIT EN 1825 DANS LE PAYS OCCUPÉ PAR LES INDIENS, DANS LA GÉORGIE OCCIDENTALE.

(Extrait communiqué.)

Parmi les noms qui s'attachent à l'histoire de la révolution d'où est sortie l'indépendance américaine, il en est peu qui brillent d'un éclat aussi pur, qui s'environnent d'une gloire moins contestée que celui du vénérable Lafayette. A l'époque où bien jeune encore il s'éprit d'amour et d'enthousiasme pour cette liberté qu'il n'a jamais cessé de servir, on sait quelle était, malgré la hardiesse de certaines idées, la vie de la classe à laquelle il appartenait par sa naissance. L'honneur était pour elle à se faire esclave des caprices d'un favori ou d'une maîtresse premier ministre, à dissiper en brillantes profusions les revenus et les pensions payés par les sueurs du peuple, à savoir au besoin perdre la réputation ou la vie pour le bon plaisir d'un maître. Sous l'influence de telles appréciations, des prérogatives et devoirs attachés à la naissance, ce ne pouvait être l'effort d'une ame commune de sentir ce qu'il y avait de beau à se dévouer, non pas seulement aux intérêts de la patrie, mais à ceux de l'humanité tout entière. Le jeune Lafayette prévit, sans doute, que les racines de l'arbre planté en Amérique traverseraient l'Océan et pous-

Digitized by Google

seraient des rejetons par toute la terre : mais ce qu'il y a de vraiment fortuné pour celui qui trouva dans son cœur ces prévisions supérieures, c'est d'avoir assez vécu pour les voir réalisées ; c'est d'avoir mérité, un demi-siècle après les services rendus, d'entendre sa glorieuse vieillesse redemandée par la reconnaissance des peuples auxquels il avait consacré ses jeunes ans. Le spectacle de ce voyage triomphal est l'une des plus touchantes et des plus sublimes moralités de cette révolution qui a fait prévaloir les droits des hommes, et la majesté des nations sur les volontés usurpatrices qui se prétendent nées du ciel, n'ayant point de fondement sur la terre.

Nous avons sous les yeux un récit du voyage du général Lafayette, écrit par une des personnes qui l'ont accompagné dans cette visite aux États-Unis. Si nous voulions ramener nos lecteurs sur les profondes impressions que leur ont causées les premières relations, celle de M. Levasseur nous offrirait une vivante peinture de ce banquet d'une année auquel la postérité décuplée des vainqueurs de Bunker's-hill s'est assise en face d'un bienfaiteur qui ne vivait plus pour elle que par l'histoire. Ce rapprochement entre une gloire étonnée de se contempler dans ses prodigieux résultats, et une reconnaissance qui croit à peine au bonheur d'être entendue par l'objet de ses bénédictions, est un spectacle trop extraordinaire, trop digne de méditations pour que le récit d'un témoin si heureusement placé pour en jouir et pour l'observer ne soit pas un jour du plus grand prix.

L'extrait que nous choisissons n'est pas un des épisodes les moins intéressans de la visite du général Lafayette aux états de l'Union américaine, et c'est un de ceux qui ne sont point connus. Il s'agit de la partie de ce voyage faite sur le

Digitized by Google

territoire indien, au milieu de peuplades ignorées de la civilisation européenne, et qui pourtant ont pris leur part de cette fête du Nouveau-Monde, comme si elle eût été celle des hommes de toute race et de toute couleur qui l'habitent. On sait que dans la guerre de l'indépendance, plusieurs tribus indiennes de l'Amérique du Nord prirent part pour ou contre les indépendans. Quoique par des circonstances qui tiennent au caractère belliqueux et à l'esprit imprévoyant des indiens, leur sort ne se soit point amélioré depuis cinquante ans, leur intérêt général était alors l'émancipation des colonies anglaises. Quelques-unes des tribus furent séduites par les agens de l'Angleterre et combattirent contre les Américains; d'autres se réunirent à eux et cette alliance fut surtout l'ouvrage des Français intervenus dans la querelle. En se rendant de l'état de Géorgie dans celui d'Alabama, le général Lafayette dut traverser la partie occidentale de l'état de Géorgie encore habité par les débris des tribus indiennes, jadis amies des Américains et des Français confédérés, et qui depuis se sont presque éteintes, soit par une guerre inégale contre les États-Unis, soit par la diminution des ressources que leur offrait autrefois le pays. Le nombre de ces indiens n'est plus évalué aujourd'hui qu'à environ vingt mille. Voici ce que M. Levasseur rapporte de l'état du pays qu'ils sont prêts à abandonner.

Macon, jolie petite ville, aujourd'hui passablement peuplée, n'existait pas il y a dix-huit mois; elle est sortie comme par enchantement du milieu des forêts. C'est un point civilisé perdu dans le domaine encore immense des premiers enfans de l'Amérique. A une lieue de là nous sommes au sein des forêts vierges; les cimes de ces vieux arbres, qui semblent mesurer l'âge du monde, se balancent sur nos têtes; le vent les agite avec ce bruit tour à tour grave et aigu, que M. de Châteaubriand appelle

Digitized by Google

la voix du désert. Le chemin que nous suivons est une sorte de tranchée ou de déchirement au fond duquel la voiture du général a grand' peine à rouler, et court souvent le risque de se briser; nous le suivons à cheval, et nous arrivons ainsi le soir à Indian-Agency.

Indian-Agency est une habitation isolée au milieu des forêts, construite l'année dernière pour servir aux conférences entre les chefs indiens et les envoyés des États-Unis. C'est là qu'a été stipulé le traité d'après lequel les tribus indiennes, encore habitantes de la rive gauche du Mississipi, consentent à se retirer sur la rive droite, moyennant une somme assez considérable. L'année 1827 est assignée pour époque de l'évacuation, et ce n'est pas sans peine que les indiens voient arriver ce terme de leur antique possession; ils quittent à regret le voisinage des hommes civilisés que pourtant ils détestent; ils accusent leurs chefs de les avoir trahis en faisant cette cession, et l'on assure qu'elle a déjà coûté la vie au chef Mac-Instosh, l'un des signataires du traité.

Nous passâmes la nuit à Indian-Agency (~~l'habitation était déserte~~); nous y avions été attendus la veille par une centaine d'indiens, car depuis cinquante ans le nom du général Lafayette a vécu chez eux par tradition; mais les retards que nous avions éprouvés en route ayant fatigué leur patience ils étaient allés nous préparer ailleurs une réception. Pour ce second jour nous avions 32 milles à faire par une route de moins en moins praticable. Un orage tel qu'on n'en voit point en Europe, et que pourtant je ne veux pas m'amuser à décrire, vint par là-dessus nous assaillir et nous dispersa pendant quelques heures. Fort heureusement nous rencontrâmes un abri : c'était une cabane élevée par un Américain, non loin de la route. Quelques chasseurs indiens, habitués sans doute à y chercher refuge, séchaient leurs vêtemens autour d'un grand feu auquel nous prîmes place sans être connus et sans attirer grande attention. La mienne, au contraire, était bien vivement excitée par cette rencontre, la première que j'eusse faite en ce genre. J'avais tant entendu parler des mœurs de ces hommes de la nature, et, comme tout habitant d'un pays civilisé, je m'étais fait sur eux de si singulières idées, que le moindre de leurs gestes, la plus petite pièce de leur vêtement et de leur armure, étaient pour moi presque autant de causes d'une stupéfaction qu'en retour les

Digitized by Google

indiens ne paraissaient nullement éprouver, en nous voyant. Autant que le langage des signes me le permettait, je leur faisais une foule de questions auxquelles ils répondaient par une pantomime à la fois expressive et laconique. On m'avait beaucoup vanté l'impassibilité des indiens comme une faculté naturelle, et singulièrement développée en eux par l'éducation. Je voulus hasarder quelques expériences à cet égard, ne sachant trop comment ils les prendraient. Je provoquai l'un d'eux par quelques démonstrations hostiles; mais ma colère, quoiqu'assez bien feinte, ne parut pas plus l'émouvoir que ne l'eussent fait les jeux d'un enfant. Il continua sa conversation sans me regarder, et sans que sa figure exprimât ni crainte ni dédain. Après quelques essais du même genre, et toujours accueillis avec ce calme imperturbable, je revins aux signes de bienveillance (j'offris aux indiens ma gourde pleine d'eau-de-vie) cela réussit mieux. Ils la vidèrent. Je leur montrai dans la main quelques pièces d'argent, et sans façon ils s'en emparèrent. Je les quittai bientôt, et il me parut que nous nous séparions très bons amis. La fin de l'orage nous ayant permis de nous réunir et de nous mettre en route, nous arrivâmes à un gîte un peu meilleur que celui de la veille. C'était un groupe de cabanes construites avec des corps d'arbres superposés et recouvertes d'écorce. L'hôte était un Américain que des revers de fortune avaient forcé à se réfugier en ce lieu, où il faisait un commerce d'échanges assez lucratif entre les pelleteries fournies par les indiens et les denrées tirées du pays civilisé. Sa petite ferme se composait de quelques arpens assez bien cultivés, d'une basse-cour bien fournie, et de l'habitation que j'ai décrite. A notre arrivée nous trouvâmes assis devant sa porte deux indiens, l'un jeune, l'autre homme fait, et tous deux d'une taille et d'une beauté remarquables. Ils étaient vêtus d'une tunique courte d'étoffe légère et frangée, serrée au corps par une ceinture brodée de petites perles de mille couleurs. Ils portaient roulé avec beaucoup d'élégance autour de la tête un schall de couleur vive; leurs chaussures de peau de daim couvraient la jambe jusqu'au-dessus du genou. Ils se levèrent à l'approche du général, le saluèrent; et le plus jeune, à notre grand étonnement, le complimenta en fort bon anglais. Nous sûmes bientôt qu'il avait passé sa jeunesse dans un collége aux États-Unis, mais qu'il s'était dérobé depuis plusieurs années aux soins d'un bienfaiteur pour retourner parmi ses frères, dont

Digitized by Google

il préférait la vie à celle des hommes civilisés. Le général lui fit beaucoup de questions sur l'existence de la peuplade indienne. Il y répondit avec beaucoup de sens et de précision. Quand il fut question du dernier traité conclu avec les États-Unis, sa figure devint sombre, il frappa du pied la terre, et portant la main à la poignée de son couteau, il murmura le nom de Mac-Instosh de manière à nous faire frémir sur les dangers de ce chef indien; et comme nous paraissions nous étonner: « Mac-Instosh, « s'écria-t-il, a vendu la terre de ses pères; il nous a tous sa- « crifiés à sa cupidité. Le traité qu'il a conclu pour nous il nous « est impossible de le rompre; mais le lâche!! » Il s'arrêta sur cette exclamation violente, et peu après entama tranquillement un autre sujet de conversation.

Hamly (c'était le nom du jeune indien), quand il nous vit un peu reposés, nous engagea à venir visiter son habitation qu'on apercevait sur le penchant d'une colline peu éloignée. Deux aides-de-camp du gouverneur et moi acceptâmes l'invitation, et nous suivîmes les deux indiens. Chemin faisant, ils nous montrèrent une enceinte palissadée et remplie de cerfs, de biches et de chevreuils, qu'ils appelaient leur réserve, et qui pourvoyait en effet à leurs besoins quand la chasse était malheureuse. La cabane d'Hamly touchait à cette enceinte. Nous y entrâmes. Il y avait alors grand feu au foyer; le jour était à son déclin, et la spacieuse habitation était éclairée par la flamme du bois de sapin. L'ameublement se composait de deux lits, d'une table, de quelques chaises grossières; des paniers d'osier, des armes à feu, des arcs, des flèches étaient attachés à la muraille, ainsi qu'un violon. La disposition du tout indiquait la présence d'un homme demi-civilisé. Le compagnon d'Hamly détacha le violon, et maniant l'archet avec plus de vigueur que de légèreté, nous fit entendre quelques fragmens d'airs indiens, qui tout à coup mirent Hamly en humeur de danser; mais, soit courtoisie, soit désir de faire naître une comparaison qui fût à son avantage, il nous pria de danser les premiers à la mode de notre pays. Les graves Américains qui m'accompagnaient s'en défendirent. Plus jeune ou moins réservé qu'eux, je ne me fis pas prier; et je fis quelques pas d'une de nos lourdes danses françaises: Hamly n'en demandait pas plus. Je le vis tout à coup jeter ce qui l'embarrassait, se saisir d'un grand schall et s'élancer triomphant au milieu de la chambre, comme s'il eût dit:

Digitized by Google

cette scène est à moi. Je me retirai pour lui laisser carrière. Ses premiers mouvemens, lents et passionnés, s'animèrent par degrés; sa danse, incomparablement plus hardie et plus expressive que celle de nos danseurs d'opéra, ne fut bientôt plus qu'un tourbillonnement que l'œil avait peine à suivre. Dans les intervalles où il reprenait haleine, ses pas mollement cadencés, sa tête doucement penchée, et suivant avec grace les mouvemens du corps le plus souple, ses yeux brillant d'une émotion qui empourprait la couleur cuivrée de son teint, les cris qu'il laissait échapper en sortant de cette rêverie pour recommencer ses fougueux élancemens, étaient pour nous de l'effet le plus inattendu et le plus difficile à rendre.

Deux femmes indiennes, que j'appris ensuite être celles d'Hamly, s'approchèrent de l'habitation tandis qu'elle retentissait des plaisirs d'Hamly et de nos applaudissemens; mais elles n'entrèrent point, je ne fis que les apercevoir. Elles avaient la beauté des femmes de cette race; leur vêtement se composait d'une longue tunique blanche, d'une draperie écarlate jetée sur leurs épaules; leurs longs cheveux noirs comme l'ébène flottaient en liberté. Elles portaient au cou le collier à quatre ou cinq rangs de perles, et aux oreilles les énormes pendans d'argent qui sont le principal ornement des femmes indiennes. Je crus à leur réserve qu'Hamly leur avait défendu de nous approcher, et je ne lui fis même aucune question sur elles. Il y avait aussi dans la case du jeune indien quelques nègres; mais ils ne me parurent pas être près de lui dans la condition d'esclaves : c'étaient des fugitifs auxquels il avait donné asile, et qui payaient de leur travail son hospitalité.

Je me serais volontiers fait pour quelques jours le compagnon de chasse et le commensal d'Hamly; mais il fallait continuer notre voyage. Nous nous retirâmes, et le lendemain, 31 mars, nous nous remîmes en route. A mesure que nous nous enfoncions dans ce pays de forêts, la terre indienne semblait effacer en nous l'espèce de préjugé qui porte les hommes civilisés à vouloir imposer leur état de société aux nations qui ne se sont point écartées de la vie primitive, à considérer comme une noble et légitime conquête l'envahissement des lieux sur lesquels règne encore cette prétendue barbarie. Il faut dire à la louange des Américains que ce n'est point par l'extermination ou par la guerre, mais par des traités où leur supériorité intellectuelle

Digitized by Google

exerce à la vérité un autre genre de violence qu'ils poursuivent contre les tribus indiennes de l'ouest et du nord, leur système d'agrandissement. Chez eux la civilisation ne s'est point souillée de crimes comme celle de la Grande-Bretagne dans les Indes orientales; mais tout en leur rendant cette justice, on ne peut s'empêcher de prendre intérêt au sort des indiens expropriés. Ainsi, en rencontrant à chaque pas la case d'écorce du chasseur mascogulge encore habitée par la sécurité et les simples vertus de l'ignorance, nous n'avons pu songer sans tristesse que bientôt elle serait renversée et remplacée par la ferme du cultivateur américain.

Ce fut près d'un creek rapide, et dont les bords étaient escarpés, que nous vîmes pour la première fois les indiens réunis en troupe pour recevoir le général. Grand nombre de femmes et de jeunes garçons perçaient le feuillage sur la rive opposée, et poussaient en nous apercevant des cris en signe de joie. Des guerriers descendaient la pente d'une colline peu éloignée, et accouraient au point du rivage où devait toucher un bac sur lequel nous étions descendus. La variété et la singulière richesse de leurs costumes offrait le coup d'œil le plus pittoresque. M. Georges Lafayette sauta le premier à terre, et en un moment fut entouré d'hommes, de femmes, d'enfans qui s'agitaient, sautaient, dansaient autour de lui, touchaient ses mains, ses habits avec un air de surprise et de ravissement qui lui causait presqu'autant d'embarras que d'émotion. Tout à coup, comme s'ils eussent voulu donner à leur joie une expression plus grave et plus solennelle, ils se retirèrent en arrière, les hommes rangés de front et sur le devant. Celui qui paraissait être le chef de la tribu donna, par un cri aigu et longtemps prolongé, le signal d'une sorte de salut qui fut répété par toute la troupe; alors elle se précipita de nouveau vers le bac. Au moment où le général allait descendre à terre, quelques-uns des plus vigoureux s'emparèrent d'un petit cabriolet que nous avions avec nous, obtinrent que le général y montât, ne voulant pas, disaient-ils, que leur père posât le pied sur la terre humide. Le général fut ainsi porté comme dans un palanquin jusqu'à une certaine distance du rivage; alors celui que j'avais déjà distingué comme le chef de la tribu s'approcha de lui, et lui dit en anglais que tous ses frères étaient heureux d'être visités par celui qui, dans son affection pour les habitans de

Digitized by Google

l'Amérique, n'avait jamais distingué le sang ni la couleur; qu'il était le père chéri de toutes les races d'hommes qui habitaient le continent. Après que le chef eut parlé, les autres indiens vinrent tous presser la main du général et la placer sur leur tête. Ils ne voulurent pas abandonner le cabriolet; et, le traînant eux-mêmes, gravirent ainsi à petits pas la colline d'où nous les avions vus descendre, et sur laquelle était situé un de leurs plus grands hameaux.

Pendant que nous cheminions, je m'approchai du chef indien; je pensai que puisqu'il parlait anglais il avait été élevé comme Hamly aux Etats-Unis, et ce fut ce qu'il m'apprit. Il était âgé d'environ vingt-huit ans, d'une taille moyenne; mais la beauté de ses membres était parfaite, sa physionomie était noble, son air triste; quand il ne parlait point, il attachait à la terre ses deux grands yeux noirs et recouverts d'un épais sourcil. Lorsqu'il me dit qu'il était le fils aîné de Mac-Instosh, je ne pus me rappeler sans peine les imprécations que j'avais entendues la veille contre ce chef des Macogulgés. C'était là sans doute ce qui donnait au jeune homme l'air de l'abattement et de la méditation; mais d'après ce que je pus recueillir de sa conversation, je me l'expliquai mieux encore : son intelligence ne s'est développée qu'aux dépens de sa sécurité. Il apprécie la véritable position de sa nation; il la voit s'affaiblir et prévoit sa destruction prochaine; il sent combien elle est inférieure à celles qui l'entourent; il a reconnu qu'il lui était impossible de fixer la vie errante des hommes de sa race. Le voisinage des hommes civilisés ne leur a fait faire aucun progrès et a introduit parmi eux des vices qui leur étaient étrangers. Il paraît espérer que le traité qui les rejette dans un pays entièrement désert retrempera l'antique organisation des tribus, ou du moins garantira leur conservation dans l'état où elles sont aujourd'hui.

Cependant nous arrivions au haut de la colline : là nous vîmes briller des casques et des épées; des cavaliers étaient rangés en bataille sur la route : ce n'étaient point des indiens, mais des hommes civilisés envoyés par l'état d'Alabama au-devant du général. La singulière marche triomphale à laquelle il avait été obligé de se prêter cessa pour lors. Les indiens ne virent pas sans jalousie l'escorte américaine se placer autour du général; mais nous approchions de leur village : ils y coururent afin de nous y précéder. Là, à notre arrivée, nous les trou-

Digitized by Google

vâmes réunis, dépouillés de leurs vêtemens, et préparés à nous donner le spectacle de leurs jeux guerriers.

Nous étions arrivés sur une vaste pelouse autour de laquelle étaient élevées une centaine de cases indiennes, couronnées par la verdure d'épais bosquets, On distinguait une maison plus grande que les autres : c'était celle du résident américain ; il tient en même temps une auberge, et sa femme dirige une école dans laquelle on cherche à instruire les enfans des Indiens. Tous les hommes étaient réunis sur la place, dépouillés en partie de leurs vêtemens, le visage peint de couleurs bizarrement assorties, quelques-uns portant comme distinction des plumes à la chevelure. Ils nous annoncèrent qu'ils allaient *jouter* en l'honneur de leur père blanc. Et en effet, nous les vîmes se séparer en deux troupes, former deux camps aux deux extrémités de la place, nommer deux chefs, et se provoquer comme à une sorte de combat. Le cri qui fut poussé par chacune des deux troupes, et qu'on nous dit être le cri de guerre des tribus indiennes, est peut-être la plus étrange modulation de la voix humaine qu'il soit possible d'entendre, et l'effet qu'il produit sur les guerriers, jeunes et vieux, est plus extraordinaire encore. Les jeux commencèrent. On nous expliqua qu'il s'agissait, pour les deux partis, de lancer au-delà d'un but indiqué une balle assez semblable à celles de nos écoliers, et que la victoire serait à celui des deux qui atteindrait sept fois ce but. Nous vîmes en effet les combattans, armés chacun de deux longues raquettes, se précipiter au-devant du léger projectile, sauter les uns par-dessus les autres afin de l'atteindre, la saisir en l'air avec une adresse inouïe, et l'envoyer au-delà du but. Lorsque la balle était manquée par un joueur, elle roulait sur le gazon ; alors toutes les têtes se baissaient, se heurtaient, et souvent ce n'était qu'après une longue lutte qu'un des joueurs parvenait à la relever. Au milieu d'un de ces longs combats, tandis que tous les joueurs, le dos courbé, se pressaient en cercle autour de la balle, un indien se détache du groupe, s'éloigne, revient en courant, s'élance, et après avoir tourné plusieurs fois sur lui-même, retombe sur les robustes épaules des autres joueurs sans les faire fléchir, saute au milieu du cercle, saisit la balle, et pour la septième fois la lance au-delà du but. Ce joueur était Mac-Instosh. La victoire fut au camp dont il était le chef ; il vint recevoir nos félicitations au milieu des acclamations d'une partie des

Digitized by Google

femmes indiennes, tandis que les épouses des vaincus semblaient leur adresser des paroles de consolation.

Le général, après cette fête qui l'amusa beaucoup, alla visiter l'intérieur de quelques cases et l'école indienne. Prêts à nous remettre en route, nous vîmes reparaître le jeune Mac-Instosh vêtu à l'européenne. Il demanda au général la permission de l'accompagner jusqu'à Montgomery où il devait conduire son frère âgé de dix ans, voulant confier son éducation à un Américain. Le général y consentit, et tous ensemble nous partîmes pour Uchee-Creek, auberge américaine située sur les bords du torrent qui porte ce nom. Nous arrivâmes de bonne heure à cette station, et pûmes visiter les environs qui sont délicieux. Accompagné de Mac-Instosh, j'eus bientôt fait connaissance avec les indiens de cette contrée. Nous en trouvâmes qui s'exerçaient à tirer de l'arc. Je voulus essayer mes forces en faisant comme eux; Mac-Instosh pareillement s'arma d'un arc : il a le bras et le coup d'œil de Guillaume Tell. Quelques-unes des preuves d'adresse qu'il donna, rapportées, seraient à peine crues. J'admirai surtout l'habileté avec laquelle, couché presqu'à plat ventre, il lançait une flèche qui, frappant la terre à quelques pas de là, se relevait par un ricochet léger, et volait à une distance prodigieuse. C'est un moyen que les indiens emploient pour lancer de loin et sans être vus leurs flèches à l'ennemi. Je tentai vainement ce singulier tir : chaque fois ma flèche au lieu de ~~ricocher~~ s'enfonça dans la terre.

Nous revenions vers Uchee-Creek lorsque nous fîmes rencontre d'un chef indien qui se rendait à cette auberge. Il était à cheval et conduisait une femme en croupe. A quelques pas de la maison, l'indien mit pied à terre, alla saluer le général et faire quelques emplètes. Sa femme pendant ce temps resta à la garde du cheval, le lui amena lorsqu'il repartit, lui tint la bride et l'étrier, et s'élança ensuite derrière lui. Je demandai à mes compagnons de voyage si cette femme était l'épouse de l'indien, et si telle était la condition des femmes de cette nation? On me répondit qu'en général elles étaient près de leurs maris dans cette sorte de domesticité; que dans les pays agricoles c'étaient elles qui cultivaient, labouraient, ensemençaient et récoltaient; que chez les indiens chasseurs elles portaient le gibier, les ustensiles de ménage, les objets de campement, et parcouraient ainsi chargées des distances considérables; que les soins de la

Digitized by Google

maternité les dispensaient à peine de ces rudes travaux. Toutefois, dans les promenades que je fis ensuite aux environs d'Uchee-Creek, le sort des femmes ne me parut pas aussi mauvais que le faisaient ces renseignemens. Je vis presque devant toutes les habitations les femmes rangées en cercle occupées à tresser des paniers ou des nattes, et s'amusant des jeux et des exercices de corps auxquels se livraient sous leurs yeux les jeunes hommes; et je n'eus à remarquer aucun trait de dureté de la part des hommes ou de servile dépendance de la part des femmes. J'avais été si bien reçu dans toutes ces cases indiennes voisines d'Uchee-Creek; tout le pays arrosé par le torrent était d'ailleurs si beau, qu'il me semble encore que c'est un des plus délicieux séjours que j'aie rencontrés. D'Uchee-Creek à la case du Big-Warrior, qui est la halte la plus voisine, il y a une journée de marche; nous la fîmes au travers d'un pays peuplé d'indiens. Nous les rencontrâmes plusieurs fois rassemblés sur notre route, et fûmes aidés par eux à nous tirer de ce pas dangereux, car les orages avaient encombré les chemins et grossi les torrens. Dans une de ces circonstances, le général reçut une marque bien touchante de la vénération qu'avaient pour lui ces hommes simples. L'un des torrens que nous devions traverser couvrait en ce moment un pont de bois sans galerie, et sur lequel devait passer la voiture du général. Quel fut notre étonnement en arrivant sur la rive de trouver là une vingtaine d'indiens qui, se tenant par la main et ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, jalonnaient par une double haie la direction du pont! Nous fûmes bien heureux de ce secours, et les indiens, pour toute récompense, ne voulurent que la faveur de serrer la main du général qu'ils appelaient leur père blanc, l'envoyé du grand Esprit, le grand guerrier français venu jadis les délivrer de la tyrannie des Anglais. Mac-Instosh, qui nous traduisit leur discours, leur exprima aussi les vœux du général et les nôtres. Le hameau du Big-Warrior est ainsi nommé à cause du courage extraordinaire et de la haute stature de l'indien qui en était le chef. Nous y arrivâmes assez tard; le chef était mort depuis quelque temps: le conseil des vieillards allait s'assembler pour lui donner un successeur, et l'on désignait un de ses fils remarquable par la même force de corps comme devant être élu. Ce fils causa beaucoup avec M. Georges Lafayette; il s'exprimait en anglais, et nous étonna par la singulière insensibilité avec laquelle il parlait de la mort

Digitized by Google

de son père. Mais à cet égard les indiens n'ont pas même l'idée de ce que nous appelons deuil et regrets; la mort ne leur paraît un mal ni pour celui qui quitte la vie ni pour ceux de qui il se sépare. Le fils du Big-Warrior parut seulement fâché que la mort de son père arrivée depuis trop peu de temps ne lui permît pas de disposer de son héritage et de faire présent au général d'une des armures de ce chef célèbre.

Nous ne passâmes qu'une nuit avec la famille du Big-Warrior. Le lendemain nous arrivâmes à Line-Creek, c'est-à-dire à la frontière du pays indien. Nous fûmes reçus là par un Américain qui a épousé la fille d'un chef creek, et adopté la vie des indiens, le capitaine Lewis, ancien officier dans l'armée des États-Unis; son habitation était commode et meublée avec élégance pour une case indienne. Le capitaine Lewis, qui est un homme distingué par ses connaissances et son caractère, nous parut exercer une grande influence sur les indiens. Il en avait réuni un grand nombre à cheval et armés en guerre pour former une escorte au général. Un chef des environs vint à la tête d'une députation haranguer le général. Son discours, qui paraissait étudié, était assez long, et nous fut traduit par un interprète. Il commençait par de grandes louanges de l'habileté et du courage que le général avait autrefois montrés contre les Anglais. Les plus brillantes circonstances de cette guerre étaient rappelées et racontées avec un langage dont la pompe ne manquait pas d'une certaine poésie. Le chef indien terminait à peu près en ces mots : « Père, on dira long-temps parmi nous que tu es revenu visiter nos forêts et nos cases, toi que le grand Esprit avait envoyé jadis de l'autre côté du grand lac pour chasser les ennemis des hommes, les Anglais à l'habit teint de sang. Les plus jeunes d'entre nous diront à leurs petits-enfans qu'ils ont touché ta main et vu ta figure. Ils te reverront peut-être encore, car tu es le favori du grand Esprit et tu ne vieillis point; tu pourrais encore nous défendre si jamais nous étions menacés. »

Le général répondit par le secours de l'interprète aux adieux des indiens. Il leur donna des conseils de sagesse et de tempérance, leur recommanda de vivre toujours en bons voisins avec les Américains; de regarder ceux-ci comme leurs amis et leurs frères. Il leur dit que lui aussi penserait toujours à eux et ferait des vœux pour le bonheur de leurs cases et la gloire de leurs guerriers. Nous nous dirigeâmes alors vers le torrent qui sépare le

Digitized by Google

pays des Creeks de l'état d'Alabama ; les cavaliers indiens du capitaine Lewis montant de petits chevaux légers et vifs comme des chevreuils, armés les uns d'arcs et de flèches, les autres de *tomahauks* ou haches d'armes, nous suivaient en longue file sans ordre, dont l'extrémité se perdait dans l'épaisseur de la forêt. Arrivés au bord du torrent, ils tournèrent bride et disparurent en poussant de grands cris; quelques-uns des chefs nous dirent un dernier adieu, et nous saluâmes la terre indienne.

Le document suivant est tiré d'une lettre écrite des Etats-Unis, il y a quelques mois, par un de nos compatriotes qui après avoir figuré au premier rang parmi les généraux d'artillerie de l'armée impériale, a porté aux États-Unis ses talens, son expérience et des vertus faites pour être goûtées dans une république. Le général B... s'honore aujourd'hui d'être, comme ingénieur, l'un des conseils investis de la confiance du gouvernement des Etats-Unis, et de partager ce titre avec plusieurs officiers américains, dont la lettre que nous avons sous les yeux vante le mérite. L'extrait que nous publions intéresse à la fois par l'importance des faits et par la source dont ils viennent.

La défense de ce pays est considérée, par les conseils de la nation, comme reposant sur quatre objets essentiels : la marine, l'armée régulière et les milices, les fortifications, les routes et canaux.

La marine est destinée principalement à protéger notre commerce sur les autres mers et à gêner celui de nos adversaires. Avant et pendant la dernière guerre, le nombre limité de ses bâtimens, le manque d'ouvrages défensifs et respectables sur nos côtes avaient beaucoup circonscrit le rôle qu'alors elle pouvait jouer. La nation instruite de cette manière par l'expérience a, depuis la dernière guerre, considérablement augmenté son matériel maritime et porté ses forces navales jusqu'au nombre de vaisseaux qu'on trouve mentionné dans les récentes statistiques du pays. Deux grands établissemens ont été fixés pour

Digitized by Google

les chantiers de constructions et rades d'expédition : Boston au nord, Hampton-Road au sud; un troisième établissement vient d'être décidé pour le golfe du Mexique : c'est Pensacola. Les ouvrages portant une formidable artillerie, ont été élevés, et sont en construction pour défendre les établissemens et la marine soit par terre soit par mer, et pour assurer partout à ses bâtimens et flottes des asiles de sûreté. Des *steam-vessels* (vaisseaux à vapeur) coopéreront avec les fortifications à la défense des passes, et protégeront notre navigation le long des côtes. Par ce moyen, toute la marine de haut-bord prendra, au besoin, l'offensive, et quittera nos rivages pour courir les mers.

Les milices et l'armée régulière constituent ce que l'on peut appeler l'armée nationale de l'Union. Les premières sont au nombre de 800,000 hommes; l'armée proprement dite n'est que de 6,000 hommes. Les milices des États le long des côtes sont bien organisées, et ont reçu, depuis la dernière guerre, des améliorations considérables; elles sont bien habillées, bien armées et manœuvrent assez bien; elles ont toutes une bonne artillerie et d'excellentes compagnies de carabiniers, destinées au service d'éclaireurs et de troupes légères. Quant à l'armée, le nombre de ses soldats n'est pas considéré, en temps de paix, comme la chose essentielle; il suffit qu'il soit assez fort pour garder nos côtes, et tenir, sur nos frontières de terre, nos voisins les indiens en respect. On sait qu'en temps de guerre, dans un pays où tout homme sait lire et écrire, fait usage du fusil dès son enfance, sait manier la hache et la pioche, sait ramer et nager, on sait, dis-je, que dans un tel pays on aura, en peu de mois, d'excellens soldats qui, après avoir reçu deux ou trois fois le baptême du feu, pourront se mesurer contre quelque ennemi qui leur soit opposé. Mais

Digitized by Google

ce à quoi la nation s'est particulièrement attachée depuis la dernière guerre, c'est à former un corps d'excellens officiers et sous-officiers, constituant le noyau d'une armée trois à quatre fois plus forte que celle du pied de paix; et la nation a reconnu que dans ce cas le talent suppléait au nombre; que celui-ci pouvait facilement être augmenté en quelques semaines dans un moment de besoin; mais que le talent exigeait les soins de l'éducation et les épreuves de l'expérience. Une école militaire de deux cent cinquante jeunes gens a été créée à West-Point; l'école polytechnique a été le modèle que l'on a suivi dans son organisation. Les cours d'études y sont de quatre ans : on y est admis à quinze ans. A la sortie de cette école, les élèves entrent comme lieutenans en second dans les différentes armes de l'armée; ceux qui ne peuvent y trouver place retournent dans leurs foyers. Les officiers de l'armée sont tous tirés de cette école, et pour ainsi dire exclusivement. Les élèves à l'école sont instruits et entretenus aux frais de la nation. Au moyen de cette institution militaire de West-Point, les connaissances militaires sont répandues à la fois dans l'armée et parmi les milices.

Les fortifications ont pour premier objet non-seulement de défendre nos baies et mouillages importans, de les assurer pour l'usage exclusif de notre marine marchande et militaire, mais encore d'en empêcher le blocus par des forces ennemies supérieures aux nôtres. Elles ont pour second objet de défendre l'entrée et le blocus des grands fleuves qui sont les artères de notre commerce d'exportation et d'importation. Leur troisième objet est de défendre les avenues conduisant des bords de la mer à nos grandes villes commerciales, qui autrement seraient exposées à être prises et dévastées par des armées de débar-

Digitized by Google

quement. Nous avons vu plus haut qu'elles avaient pour auxiliaires les bâtimens à vapeur, et laissaient à la marine de haut-bord la faculté de quitter nos rivages et de porter la guerre au loin sur les mers. Quant aux garnisons fixées d'après les circonstances, elles sont fournies au quart tout au plus par l'armée, le reste par l'artillerie et l'infanterie des milices. Les forts construits ou à construire sur nos côtes, depuis les états du Maine jusque sur le golfe du Mexique, portent tous une nombreuse artillerie du côté de la mer, et bien que généralement placés sur des points d'un accès difficile par terre, néanmoins ils sont construits et armés pour une résistance longue et opiniâtre de ce côté. Tous ces forts ont leur artillerie casematée, comme aussi les logemens pour leurs garnisons et les édifices pour leurs magasins; ils n'ont à redouter ni la bombe ni les incendies; l'intérieur est sans aucune habitation occupée par des citoyens, et par conséquent ils n'ont aucune bouche inutile en cas de siége. Du reste, ces forts, dans leur tracé, sont construits avec toutes les améliorations que les dernières guerre en Europe ont prouvées indispensables. Tous sont organisés pour une défense pied à pied, et tous sont munis de réduits de sûreté et de refuge pour une résistance à outrance.

Les routes et les canaux si utiles aujourd'hui pour vivifier le commerce intérieur d'un pays, si indispensables pour que les parties du territoire éloignées des côtes puissent jouir à un certain degré des avantages du commerce maritime, si nécessaires pour mettre en valeur réelle tous les produits et productions d'un pays; les routes et les canaux, dis-je, ont aussi reçu des conseils de la nation toute l'attention qu'ils méritent, non-seulement sous ces rapports, mais encore sous ceux de la défense du pays. Depuis deux

Digitized by Google

ans on est occupé à faire les reconnaissances préparatoires pour déterminer les grandes lignes d'un système de routes et canaux satisfaisant aux grandes conditions d'importance nationale de ces lignes, c'est-à-dire aux besoins du commerce et de l'agriculture, à la nécessité de communications rapides d'une extrémité de l'Union à l'autre, enfin aux combinaisons défensives du pays, sous le point de vue naval et militaire. Les plans de ce système ne pourront être complétés que dans trois ou quatre ans; les lignes qui, jusqu'ici, entreront dans ce grand canevas sont: un canal du cap Cost-Bay à Buggard-Bay, un du Rariton à la Delaware, un de la Delaware à la Chesapeak, un d'Hampton-Road aux *sounds*[1] de la Caroline du nord; ces *sounds*, et ceux de la Caroline du sud et de la Géorgie, seront rendus d'une navigation facile : cette série de canaux et de sounds formera ainsi une ligne navigable parallèle à la côte depuis Boston jusqu'à Saint-Mary's en Géorgie, un canal à travers les Florides qui mettra l'Atlantique en communication avec le golfe du Mexique, et éviteront de doubler les caps des Florides; un canal du Mississipi au lac Pontchartrain; un canal de la Chesapeak à l'Ohio, par les vallées du Potomac et du Yonghagany, se terminant d'un côté à Washington, et de l'autre à Pittsburgh; un canal prolongeant ce dernier pour unir l'Ohio au lac Érie; une grande route de Washington à New-Orléans. Quant aux autres lignes qui devront entrer dans le système, elles ne sont pas encore inspectées.

Cette courte esquisse montre que l'Union organise à la fois sa marine, ses armées, ses frontières, ses communications; que le tout formera un système vaste, bien lié et

(1) On appelle ainsi les petits bras de mer resserrés entre cette partie de la côte et les îles qui s'étendent longitudinalement vis-à-vis d'elle.

Digitized by Google

tendant à un seul objet. Quelle immense création pour une jeune nation qui a à peine un demi-siècle d'existence politique et dont la population n'est que le tiers de celle de la France! Maintenant répondez, grands de la terre, les peuples peuvent-ils se gouverner sans vous?

John Adams était membre d'une de ces familles encore peu nombreuses aux États-Unis, qu'on pourrait appeler patriciennes, non parce qu'elles ont rempli les charges les plus importantes de la république, mais parce qu'elles les ont toutes honorées par de grandes vertus et de mémorables services. Samuel Adams, dont le patriotisme est passé en proverbe aux États-Unis, était cousin, condisciple et intime ami du grand citoyen que vient de perdre l'Amérique. Josiah-Quincy, dont le fils est actuellement maire de Boston, celui qui le premier écrivit d'Angleterre où il se trouvait pour les intérêts de la colonie, que l'Amérique ne pouvait plus échapper à l'esclavage que par une insurrection victorieuse, était un autre parent du vénérable John Adams, père du président actuel des États-Unis.

John Adams s'était distingué fort jeune, par de brillantes études, à l'université d'Harward près Boston. Son mérite comme jurisconsulte le fit remarquer de si bonne heure, qu'âgé de vingt-cinq ans, il fut désigné pour remplir les fonctions de chef de justice de l'état. Il refusa cet emploi. Des premiers, il manifesta son opposition au système tyrannique de l'Angleterre; cependant, et c'est ici l'un des traits qui font connaître son caractère, lors des sanglantes rixes qui préludèrent à la révolution de Boston, ce fut lui qui se présenta pour défendre les soldats qui, assaillis dans un poste, avaient fait feu sur le

Digitized by Google

peuple. L'absolution de ces militaires, que le ressentiment des Bostoniens voulait rendre comptables des ordres donnés par l'autorité anglaise, fut un beau triomphe pour le talent et la popularité de John Adams. L'Angleterre reconnut comme elle le devait ce service : John Adams partagea avec D. Hancook l'honneur d'être excepté de la première promesse d'amnistie faite aux insurgés américains : il est vrai que pendant le temps écoulé entre cette proposition et la cause célèbre qui avait donné la mesure de son influence, John Adams s'était distingué dans tous les comités insurrectionnels, et s'était fait connaître pour l'un des hommes les plus capables de seconder, par de bonnes mesures politiques, les efforts militaires des indépendans.

En 1770, John Adams avait été élu comme représentant de la ville de Boston, et en 1774, la domination anglaise tenant encore, il avait été porté au conseil de l'état par le suffrage de ses compatriotes. Ses opinions politiques étaient dès lors si hautement prononcées, que le gouverneur Gage ne ratifia point son élection. Les Américains ayant enfin pris les armes, jurant qu'ils ne les déposeraient que vainqueurs et libres, John Adams fut un de ceux qui mirent le plus de vigueur à soutenir cette grande et irrévocable détermination ; il insista des premiers pour qu'à la face du monde entier elle fût proclamée par un acte digne d'elle. Dans la fameuse séance de juillet, cette motion ayant été faite par Richard Henri Lee de Virginie, il la soutint contre John Dickinson avec la supériorité de raison et d'éloquence qui seule pouvait triompher d'un adversaire influent par ses talens, son caractère, et retranché derrière des considérations de prudence qui ralliaient un assez grand nombre de membres.

Digitized by Google

John Adams et Th. Jefferson, cet autre patriarche de la liberté américaine, dont la noble vie s'est aussi arrêtée au cinquantième anniversaire de l'indépendance furent chargés de proposer chacun une rédaction de l'acte; celle de M. Jefferson fut adoptée, et cette préférence a été pour lui un immense titre de considération. « Mais, ajoute une notice que nous avons sous les yeux, Th. Jefferson n'a jamais parlé en public, et dans cette difficile période de notre existence politique, c'est John Adams qui constamment a été l'ame et le flambeau de l'assemblée. »

Depuis la déclaration de l'indépendance jusqu'à la paix, et tandis que Washington soutenait la lutte militaire par des prodiges de constance et des saillies d'audace qui l'ont placé au premier rang parmi les capitaines de ce siècle, John Adams rendit à la patrie des services aussi continus et non moins importans. Il exerça ses talens dans toutes les cours de l'Europe, partout où il fut possible de négocier des alliances et des emprunts. Sa tâche ne finit aussi qu'avec les tribulations des défenseurs de l'indépendance. Il fut un des commissaires qui, en 1782, signèrent la paix avec l'Angleterre. Sa présentation au roi Georges III produisit à Londres une vive sensation d'intérêt et de curiosité. On se souvenait qu'il avait été dans le commencement de la guerre presque seul excepté du décret d'amnistie, et sa présence était jugée capable de réveiller l'opiniâtre ressentiment de Georges III; mais à sa noble et simple contenance, le roi lui dit : « M. Adams, j'ai été le dernier à consentir à ce que nous reconnussions votre indépendance, je serai le dernier à vouloir la troubler. »

John Adams publia à Londres, en 1787, un ouvrage intitulé · *Défense des Constitutions des États-Unis*,

Digitized by Google

résumé fort savant de toutes les constitutions du monde, tant anciennes que modernes. Ce livre, malgré son titre, indiquait une prédilection marquée de l'auteur pour les doctrines de la constitution anglaise. Plusieurs assertions émises à l'appui de cette opinion furent vivement attaquées aux États-Unis, notamment dans un examen de la constitution anglaise, par Philips Liwingston, alors gouverneur de New-Jersey. Dans l'assemblée qui produisit le grand œuvre de la constitution des États-Unis, John Adams composa, avec Hamilton et quelques autres membres, cette nuance républicaine, appelée depuis parti *fédéraliste*, qui tendait à donner au président et au gouvernement général de plus grands pouvoirs, tandis que l'opinion de Franklin, de Madisson et les sentimens bien connus de Jefferson, qui était encore en Europe, tendaient à modérer l'action du pouvoir central en étendant celle des états particuliers.

Pendant les huit années de la présidence de Washington, John Adams remplit les fonctions de vice-président, jouissant de toute la confiance de son illustre ami et consulté par lui dans toutes les affaires importantes. Ce fut lui qui succéda à Washington, et l'on doit dire qu'il arriva à l'administration dans un moment fort difficile. La révolution française, dont les premières années pures de violences avaient charmé tous les cœurs américains, s'était malheureusement souillée d'excès qui avaient révolté contre elle en Amérique ses plus chauds partisans; mais les hommes qui partageaient l'opinion de M. Adams allaient peut-être plus loin dans la réprobation de ces excès que ceux du parti qui s'appelait exclusivement républicain, et c'était là entre eux un grave sujet de dissidence. La *question française* devint bientôt entre les deux partis, dans

Digitized by Google

le congrès comme dans la nation, un lieu commun de discussions et d'attaques fort vives, et sur ce dangereux terrain, la rivalité des fédéralistes et des démocrates, qui ne s'était long-temps exercée que sur des abstractions constitutionnelles, prit un caractère de violence tout-à-fait inquiétant. Il y eut quelques troubles intérieurs dans les nouveaux établissemens. On dénonça des intrigues étrangères. Le président Adams chercha dans ce qu'on appelait ses idées anglaises un moyen de répression. Il proposa un *alien-bill*, à l'instar de celui d'Angleterre et d'après le même exemple, demanda une loi qui permît la suspension de l'*habeas corpus;* mais ces mesures sont opposées aux sentimens de liberté et à la raison publique du peuple américain. La chambre des représentans, quoique l'administration d'Adams y fût en grande majorité, ne voulut pas même délibérer sur le bill de suspension qui avait passé à grande peine au sénat. John Adams avait fourni contre lui, par cette double proposition, des armes si puissantes, qu'à l'expiration de la première période de son administration il ne fut pas réélu. Toutefois Th. Jefferson, son heureux compétiteur, ne l'emporta sur lui que de quatre voix.

Pendant les huit années de l'administration de Th. Jefferson, temps marqué par de grands embarras extérieurs et de fâcheux démêlés, tantôt avec la France et tantôt avec l'Angleterre, M. Adams vécut retiré dans sa terre de Quincy près Boston, ne se mêlant aucunement d'affaires publiques. Ce fut sous l'administration de M. Madisson que l'espèce de bouleversement de la loi des nations, causé par la guerre à mort que se faisaient la France et l'Angleterre, exposa les États-Unis à plusieurs provocations odieuses de la part de cette dernière. L'honneur national ne pouvait être vengé que par la guerre. John Adams reparut en ce

Digitized by Google

danger parmi les plus vigoureux partisans des droits du pays et des mesures qui pouvaient les faire respecter. Sa lettre sur l'insulte faite dans le cas présent au pavillon américain, lettre destinée à amener au sentiment général ceux des fédéralistes qui s'opposaient à la guerre, est un chef-d'œuvre de raisonnement et d'éloquence. Les Anglais qui avaient conçu l'espoir de profiter des divisions de parti existantes aux États-Unis, accusèrent John Adams d'avoir changé de parti. Mais John Adams séparé quelque temps de ses compatriotes par des vues que ceux-ci n'approuvaient point, n'en était pas moins dévoué aux grands intérêts nationaux; il avait pu se laisser entraîner à quelques préjugés anglais, à trop d'humeur contre la révolution française, à la crainte que la constitution des États-Unis ne s'égarât dans la tendance démocratique; il fit aux dangers du moment un sacrifice de ses opinions si généreux et si entier que ses adversaires les démocrates, pénétrés d'admiration, lui offrirent de nouveau leurs suffrages, d'abord pour le gouvernement de l'état de Massachussets, puis pour la présidence de la convention chargée de réviser la constitution de cet état : il ne voulut point rentrer dans la vie publique. « Je supplie, répondit-il dans une lettre alors « imprimée, je supplie les théologiens, les philosophes et « les politiques de me laisser mourir en paix; je ne cher- « che plus que le repos. » Ses compatriotes obligés de renoncer à l'espoir de le faire changer de résolution, lui témoignèrent leurs regrets et la profonde admiration que leur inspiraient ses vertus, dans une adresse qui fut signée par les hommes de tous les partis.

Depuis l'année 1816 la santé de John Adams s'affaiblit sensiblement. Dans les dernières années de sa vie, il ne pouvait plus porter ses mains à sa bouche; c'était un spec-

Digitized by Google

tacle touchant de le voir dans cette cruelle infirmité servi par sa fille et ses autres enfans. Sa patience était héroïque; il conservait toute sa force de tête et la fraîcheur de sa mémoire; ne pouvant plus sortir de sa chambre et à peine se lever, il s'intéressait toujours aux affaires du pays, elles étaient l'objet de ses conversations avec ceux qui venaient le visiter. Quand il revit le général Lafayette, son ami de près de cinquante années, il sembla se rajeunir en parlant des grandes choses qu'ils avaient faites ensemble pour la liberté de l'Amérique. Sa dernière et la plus grande de toutes ses joies fut la nomination de son fils à la présidence des États-Unis. On souleva les mains déjà glacées de ce vénérable père lorsqu'il donna à l'héritier de son nom et de ses vertus, au suprême magistrat de la république, sa bénédiction paternelle. John Adams est mort le jour anniversaire de l'indépendance américaine. Il avait envoyé à la célébration de ce jour, dans un toast cacheté, ses vœux pour la grande famille américaine. On a recueilli avec une avidité bien légitime les dernières inspirations de cet homme de bien. Elles ont été dignes de sa belle vie.

Nous nous proposions de donner sur l'honorable Jefferson une des notices insérées dans les journaux américains. Des renseignemens tout-à-fait particuliers nous sont promis et nous permettront de fournir dans le prochain numéro une notice plus complète. Les hommes tels que Jefferson et Adams ne sont pas de ceux dont il faut parler le lendemain de leur mort sous peine de les voir oubliés après quelques jours. D'ailleurs, en disant comment ils ont vécus on ne se propose pas de satisfaire une curiosité fu-

Digitized by Google

gitive, mais de laisser dans les esprits la trace profonde qu'y impriment les vertus.

L'aversion des Américains du Sud pour leur ancienne métropole semble moins dirigée contre le gouvernement royal d'Espagne que contre cette nation aujourd'hui si turbulente et si désolée. C'est un sentiment implacable qui n'excepte aucun des partis qui ont succombé ou vaincu dans la dernière lutte. L'invasion de l'Espagne et la guerre déclarée aux cortès ont alarmé vivement les nouveaux états de l'Amérique sur leur propre existence, mais n'ont point excité en eux, pour les vaincus, cette sympathie qu'ont montrée généralement les peuples d'Europe. Les journaux américains qui correspondent à cette époque exprimaient vivement les craintes éprouvées en Amérique sur les conséquences de la guerre d'Espagne. Le journal officiel de Bogota s'écriait : « Les rois d'Europe ont résolu, pour se soutenir sur leurs trônes, de « faire rétrograder le genre humain qui ne veut plus de « royauté. Ils ont essayé leurs forces à Naples et en Piémont; les voilà qui envahissent l'Espagne; les baïonnettes de leurs satellites ont déchiré partout les constitutions que les peuples avaient proclamées. Préparons-nous, enfans de Colomb, à défendre à notre tour la « liberté sur cet hémisphère. » Cependant, la sainte-alliance n'a point songé aux républiques du Sud, et celles-ci ont refusé un asile aux Espagnols proscrits par la France. Il y a peu de générosité dans ce refus; les Américains le donnent eux-mêmes pour ce qu'il est, et ne cherchent pas à déguiser la haine nationale, en alléguant des considérations politiques. Voici la réponse du journal

Digitized by Google

que nous venons de citer à la demande faite par le général espagnol Odaly pour être admis dans la république de Colombie. « Il est possible que M. Odaly ait prouvé « son attachement à la constitution espagnole, mais cela « ne prouve pas qu'il soit ami de la Colombie; Quiroga « et Lopez Baños étaient aussi libéraux, et cependant « le premier offrit à Madrid ses services pour nous faire « rentrer sous le joug; le second étant ministre de la « guerre s'est conduit à l'égard de l'Amérique comme « l'avait fait Éguia. Arguelles, Florez Estrada, défen- « seurs de la constitution espagnole, se sont toujours op- « posés à la reconnaissance de notre indépendance : ainsi « ont fait Laserna, Canterac, Valdez, Latorré; tous sont « libéraux quant aux intérêts de leur pays, mais serviles « quant aux nôtres. S'opposer à l'admission de M. le gé- « néral Odaly, c'est répondre au vœu de tous les Colom- « biens qui savent ce qu'il nous en a coûté pour avoir une « patrie..... »

La lettre suivante a été tout récemment écrite du Bas-Canada par un Français depuis fort long-temps établi aux États-Unis. Elle fournit sur l'existence des hommes de race française dans cette colonie anglaise des détails qui nous paraissent du plus haut intérêt.

N'espérant pas revoir l'ancienne France, j'ai voulu au moins visiter la nouvelle, et j'ai été charmé de reconnaître qu'après près de 70 ans de conquête ses anciens habitans sont encore fidèles à leur origine. En somme j'ai trouvé dans le Bas-Canada environ 420 mille descendans de Français, bien décidés à rester tels, et ne voulant absolument pas adopter ni la langue ni les usages de leurs conquérans. J'y ai trouvé, à mon grand étonnement une haute classe, très instruite et très capable de bien con-

Digitized by Google

duire la classe inférieure. Le corps des avocats y est très respectable. J'ai entendu le français le plus pur et le plus élégant aux barreaux de Montréal et de Québec, et cela contrarie beaucoup les Écossais qui viennent dans ce pays pour faire fortune et ne peuvent trouver à s'y employer : j'ai entendu un jeune, *dandy*, né à Montréal de parens anglais, dire hautement : « *I scorn to be called a Canadian; I am an English man.* » Ainsi le nom de Canadien est resté exclusivement aux descendans des colons français. Je vous ai dit que la haute classe était instruite : cela est, il faut l'avouer, l'ouvrage des prêtres sulpiciens que la révolution française a jetés dans ce pays, et qui, répandus dans les colléges et séminaires, ont donné à la jeunesse de ce temps-là une bonne éducation classique. Cette jeunesse occupe maintenant la scène et l'occupe avec honneur. La classe inférieure est très ignorante, mais l'influence des Français instruits se fait déjà sentir. Ils ont amené le gouvernement et les prêtres à consentir à l'établissement d'écoles primaires françaises dans tous les villages, les prêtres ont senti que sans cela on établirait des écoles anglaises et que la langue française disparaîtrait peut-être avec le catholicisme romain. On a établi des écoles anglaises dans beaucoup d'endroits, mais les paysans qu'on appelle *habitans* ne veulent pas y envoyer leurs enfans. Les Canadiens se préparent à être une nation indépendante, mais française par sa langue et ses habitudes. Ils attendent que leur population, augmentée et portée à 2 deux ou 3 millions, amène naturellement cet événement. La superstition italienne, que vous appelez religion papiste, y domine dans toute sa force; mais chez les gens instruits l'attachement à cette secte est plutôt un sentiment national que religieux. Je dois vous dire que le régime féodal de l'ancienne coutume de Paris domine dans cette province : les habitans ont corvées, lots et ventes, moulins bannaux et tout ce qui s'ensuit : les prêtres possèdent beaucoup de seigneuries, entre autres toute l'île de Montréal. Les Canadiens sentent bien qu'ils sont opprimés; mais si quelqu'un veut s'élever contre ce système, les prêtres crient à l'athée, au déiste. Eh bien! les Anglais sont là qui leur offrent des terres en location libre, sous le régime des lois anglaises, à côté ou à peu de distance de celles qu'ils occupent; ils n'en veulent point; et, tant qu'il y aura un pouce de terre féodale à vendre dans ces seigneuries, ils n'achèteront point,

Digitized by Google

ils ne recevront pas même gratuitement celles des Anglais. Voilà certes l'esprit national constaté à la cent-millième preuve. Par cela jugez du reste.

La population de Montréal et de Québec est à peu près égale, de 22 à 23,000 ames pour chaque ville; cette population augmente. Le commerce avec la France vient d'être ouvert, le chef des douanes de Québec m'a dit qu'il attendait cette année deux ou trois bâtimens de France. J'ai bu à Québec et à Montréal d'excellent vin de Bordeaux et de Champagne; le pain et la cuisine dans les villes sont à l'anglaise, excepté chez les prêtres; les paysans tiennent toujours à leur potage plantueux de choux et de lard. Malgré les traditions gothiques qu'elle a maintenues, l'ancienne noblesse française est tombée en discrédit. Sous le gouvernement français, elle avait, outre ses prérogatives féodales, le monopole des places qu'elle a aujourd'hui perdu. Les noms nobles ou roturiers ne distinguent plus les riches et les pauvres, la confusion des habitudes des préjugés du passé avec les besoins et les lumières du présent est extrême; mais de cette confusion sortira certainement un ordre de choses qui fera prévaloir nos principes dans cette partie de l'Amérique comme dans celles qui sont encore privées d'institutions libres.

Les renseignemens suivans sur l'état et le nombre des sociétés savantes établies aux États-Unis d'Amérique ont été adressés de ce pays à un correspondant étranger qui désirait connaître les progrès faits dans les sciences naturelles par la plus avancée des nations américaines.

En prenant les sociétés d'Amérique dans l'ordre de leur distribution géographique, nous mentionnerons d'abord *la société maritime des Indes orientales* fondée en 1799, et constituée en 1801 à Salem dans le Massachussets : le but de cette institution a été de rechercher les faits relatifs à l'histoire naturelle de l'Océan. Pour être reçu membre de cette société il faut avoir navigué jusqu'au cap de Bonne-Espérance ou au cap Horn soit comme contre-maître ou subrécargue d'un vaisseau; il est fourni à tout membre de la société qui part pour des découvertes un journal en blanc, dans lequel il insère toutes les ob-

Digitized by Google

servations faites sur les variations de la boussole, les gisemens et distances des caps, et qu'il remet à son retour à l'inspecteur chargé d'examiner ces journaux. La société a fait une collection de semblables mémoires qui s'élève au nombre de 67, et elle est parvenue à former un musée qui renferme déjà plusieurs milliers de pièces rares en histoire naturelle. Le catalogue de la collection a été publié en 1821, et peut donner une idée de l'utilité de l'institution.

2. *L'Académie américaine des arts et des sciences* instituée à Boston en 1780 : elle a publié, sous le titre de *Mémoires de l'acamie des arts et des sciences*, quatre volumes in-4o. Les mémoires sur l'astronomie et les sciences exactes y sont très nombreux ; ceux composés par MM. Cutler, Cleaveland et Peck sont des pièces à consulter. La classification botanique des productions végétales de cette partie de l'Amérique est encore citée avec avantage par les botanistes de l'époque.

3. *La Société linnéenne de la Nouvelle-Angleterre*, Boston. Cette société n'a publié d'autre ouvrage qu'un rapport de son comité sur un animal marin que l'on croyait être un serpent ; cet animal avait été découvert près du cap Sainte-Anne.

4. *Société Franklin. Providence*, Rh.-Island.

5. *Société philosophique.* *id.*

Les travaux de la première de ces deux sociétés sont en pleine activité ; elle possède un laboratoire convenable pour ses expériences, et tous les membres qui la composent se livrent à l'analyse des minéraux. Il n'est peut-être pas de lieu en Amérique plus propre à faire des recherches de cette nature que le Rhode-Island. Comme ces deux sociétés n'ont qu'un même but, nous pensons que dans l'intérêt de la science elles devraient se réunir et n'en former qu'une.

6. *L'Académie des arts et des sciences du Connecticut* instituée à New-Haven en 1799. Le premier volume de ses mémoires parut en 1810 : il renferme divers écrits de Dwight sur la *Meloe vesicatoria*, ainsi que des notices de MM. Sillimans et Pingsley sur les pierres météoriques. Cette société fit paraître la dernière partie de son recueil en 1813, époque depuis laquelle ses travaux paraissent s'être relâchés. Il est bon de noter que le célèbre mémoire de M. Sillimans : *Expérience sur la fusion de différens corps réfracteurs*, fut publié dans ce recueil. Ces expériences fu-

Digitized by Google

rent revendiquées avec une étrange mauvaise foi par le docteur anglais Clarke qui, en 1820, prétendit à la priorité dans ces découvertes, bien qu'il ne pût ignorer qu'il y avait déjà vingt ans qu'elles étaient faites par M. Silliman.

7. *La Société géologique* établie à New-Haven : elle tient séance annuelle au mois de septembre. Cette société n'a point encore publié de recueil; elle a fait à quelques journaux des communications importantes.

8. *Le Lycée de Pittsfield*, institué en 1823.

9. *La Société des arts de New-Yorck.* Ces deux sociétés ont publié le résultat de leurs travaux en quatre vol. ; on y trouve sur la botanique divers morceaux tous fort intéressans : ces deux académies n'en forment plus qu'une aujourd'hui qui porte le nom d'institut d'Albany.

10. *Le Lycée d'histoire naturelle.* Utique en 1820. N. I.

11. *La Société de chimie et de géologie.* Delhi. N. Y.

12. *Le Lycée d'histoire naturelle.* Troy, 1819.

13. *Le Lycée d'histoire naturelle.* Hudson, 1821.

14. *Le Lycée de Catskill*, institué en 1820 pour les sciences naturelles.

15. *Le Lycée d'histoire naturelle* de Newburgh, en 1819.

16. *Le Lycée d'histoire naturelle de Westpoint*, 1824.

Quoique le plus grand nombre de ces sociétés n'ait encore rien publié, elles ne sont pas pour cela inférieures aux précédentes ; elles se sont adjoint de nombreux savans ; elles ont répandu un esprit d'investigation qui ne peut manquer d'avoir d'heureux résultats. On trouve dans plusieurs journaux scientifiques la correspondance des membres de ces sociétés.

17. *Société littéraire et philosophique de New-Yorck*, 1815. Elle reçoit toutes sortes de communications sur les matières scientifiques et littéraires ; elle a publié un volume de Mémoires.

18. *Lycée d'histoire naturelle*, New-Yorck, 1818. Il se réunit toutes les semaines, il a un cabinet fort riche, ses travaux sont très actifs : il a entendu l'année dernière la lecture de quarante-sept mémoires scientifiques, sans compter les rapports reçus dans son comité. Cette société a commencé ses publications en 1824 ; elle les continue dans un ordre de périodicité très rapide et qui excite à la fois l'émulation et l'activité des membres.

19. *Nouvelle branche de la Société linnéenne de Paris*, New-

Digitized by Google

Yorck. Cette société s'assemble annuellement au mois de mai.

20. *Athénée de New-Yorck.* Cette institution est particulièrement soutenue par les négocians de New-Yorck; ses lectures sur la chimie, la minéralogie, la botanique ont été très suivies à New-Yorck l'hiver dernier. Il existe aussi dans chaque comté de l'état de New-Yorck une société d'agriculture soutenue des fonds de l'État et qui correspond par des députés avec un comité central d'agriculture résidant à New-Yorck.

21. *Société littéraire et philosophique de New-Jersey.* Princeton, 1825. Son objet est de répandre les connaissances usuelles.

22. *Société philosophique américaine*, Philadelphie, 1769. C'est, comme on voit par cette date, la plus ancienne société de ce genre dans l'Amérique du Nord. Ses travaux ont été publiés dans une série de cinq volumes. Les mémoires scientifiques de MM. Jefferson, Maclure, Say, Lesueur, et du professeur Barton appartiennent à cette société.

23. *Société linnœenne*, Philadelphie, 1807. Cette société a cessé depuis quelque temps ses assemblées. Son objet est l'histoire naturelle.

24. *Académie des sciences naturelles*, Philadelphie, 1818. Cette société est fort active; elle a publié quatre volumes et en prépare un cinquième. Elle est redevable à M. Maclure, citoyen connu par sa haute instruction et son zèle pour les progrès des sciences, de la bibliothèque de sciences naturelles la plus complète qui soit aux Etats-Unis. L'université de Philadelphie a une chaire de sciences naturelles occupée par quatre savans qui professent alternativement la chimie, la minéralogie, la botanique, l'anatomie comparée.

25. *Académie de sciences et de littérature*, Baltimore-Maryland, 1825. Elle doit bientôt publier un premier volume de ses travaux.

26. *Musée occidental*, Cincinnati Ohio, 1818. Cette société se propose de faire la collection progressive de toutes les productions de l'Amérique, classées par règnes, et de recueillir les monumens de la civilisation des aborigènes américains.

27. *Société littéraire et philosophique*, Charleston, Caroline du Sud. Cette société est présidée par un homme distingué, M. Elliot. Nous ne croyons pas qu'elle ait encore rien publié.

28. *Lycée d'histoire naturelle*, New-Orléans, Louisiane, 1825.

Digitized by Google

Des informations récentes présentent cette société comme travaillant avec activité.

29. *Institut colombien*. Washington, le président des Etats-Unis, est d'office président de cette société. Sous ses auspices elle a publié un recueil intitulé : *Florula columbiensis*. Elle s'occupe maintenant de la fondation d'un jardin botanique.

Voici, dit le correspondant américain, la liste de toutes les sociétés savantes que je connais, et non de toutes celles qui existent aux Etats-Unis. Il m'a été difficile d'avoir des renseignemens sur celles de Cincinnati, Pittsburg, Pavia, Natchez. Je suis loin de donner ce tableau comme complet.

(*Philosophical magazine London.*)

Bogota, 19 mai 1826.

LETTRE PARTICULIÈRE.

Mon occupation principale est ici la recherche des faits qui peuvent intéresser le commerce et l'agriculture, mais je ne néglige pas l'observation des peuples chez qui nous désirons faire fleurir ces deux branches de prospérité. Je ne puis voir sans étonnement les progrès que fait la liberté parmi des peuples qui conservent encore des restes de barbarie, et chez qui règnent le fanatisme et la superstition; aussi ces heureux résultats ne peuvent être attribués qu'aux grands principes de justice sur lesquels reposent le gouvernement et la législation de Colombie; l'attachement à la constitution est devenu aussi une dévotion presque aveugle, et comme les institutions sont ici plus avancées que les hommes, nul doute qu'il ne faille espérer voir bientôt l'équilibre établi par cette foi aux institutions qui remplace dans le peuple les lumières nécessaires pour les apprécier.

Je n'éprouve pas moins de plaisir à entendre citer à la chambre des représentans et au sénat le nom et les ouvrages de Bentham, avec ces marques de respect et d'enthousiasme que doit recueillir dans le monde entier un homme qui a rendu de si grands services à la sainte cause de la liberté; il est rare qu'un bienfaiteur de l'humanité vive assez long-temps pour être témoin de l'heureux résultat de ses travaux, mais Bentham a ce bon-

Digitized by Google

heur. Il est flatteur pour lui de voir ses opinions devenues, par une loi du congrès, la base de l'instruction publique, malgré les anathèmes d'un clergé violent qui traite d'hérétiques et de diaboliques ces principes, amis de la tolérance.

Un prêtre, nommé Francisco Margillo, a publié une réfutation de toutes les doctrines de Bentham, mais elles ont été honorablement défendues par M. Vincente-Aguere, natif de Colombie. Des traductions espagnoles des ouvrages de Bentham adoptés pour les écoles, auraient ici un grand succès de vente : plusieurs jeunes gens n'ont appris le français que pour être en état de lire Bentham.

Le gouvernement de Colombie a dans ce moment le plus grand besoin de fonds : sa banque est menacée d'une crise que la faillite de Goldsmith ne peut que précipiter....

Cette session du congrès a été longue et d'un grand intérêt. L'insurrection de Paez occupe maintenant tous les esprits : il y a long-temps que Paez était connu pour un homme sans principes et dévoré d'ambition.

Sachant cela, il est étonnant qu'on l'ait chargé d'un poste de confiance : tout concourt à faire de lui un ennemi dangereux ; son audace, sa vigueur, sa perverse intelligence, son ascendant sur tout ce qui l'entoure le rendent capable d'ébranler la république.

COMMUNICATION DU CONSUL ANGLAIS A BOGOTA.

29 avril 1826.

Je vous envoie copie d'un décret par lequel le port d'Esméraldas et la baie de Caracas sur l'Océan pacifique sont pour quinze années exempts de la moitié des droits perçus sur les importations et exportations ; je crois néanmoins dans l'intérêt du commerce anglais devoir vous dire que les avantages que présente le décret ne peuvent s'obtenir qu'à grands frais, parce qu'il y a des difficultés nombreuses à vaincre. Le petit village d'Esméraldas est à huit milles au-dessus de l'embouchure de la rivière de ce nom, les canots seuls peuvent y arriver. Non-seulement on ne trouve point de rade pour les vaisseaux à l'embouchure de cette rivière, mais encore le mouillage y est toujours dangereux par la

Digitized by Google

grande quantité de sables que vient y déposer la rivière; ce qu'il y a de plus fâcheux encore, c'est que la marée n'arrive jamais jusqu'à cette embouchure, dont le volume d'eau arrête le flux de la mer jusqu'à un mille.

Le port d'Atacames, à environ cinq lieues de l'embouchure de l'Esméraldas, au sud de la vigie, est à l'abri des vents qui se font sentir pendant dix mois de l'année. De grands vaisseaux peuvent mouiller dans un espace de trois cents verges depuis la pointe de Sua où l'on trouve toujours cinq, six et sept brasses d'eau.

Les avantages du commerce extérieur ouvert à Esméraldas par le décret serait de fournir aux besoins des provinces de Pichincha et de l'Ecuador, dont la population, d'environ 300,000 ames, est répartie entre les villes de Quito, Otubalo, Ibara, Latacurga, Ambalo. Quito pourrait devenir l'entrepôt-général de ce nouveau commerce.

Les forêts immenses, voisines de Quito, sont inaccessibles aux bêtes de somme : les indiens transportent les marchandises moyennant une rétribution de six dollars pour une charge de cent livres. On trouve un mouillage sûr dans la baie de Caracas, située à un demi-degré de latitude Sud, dans la province de Manabi, mais cette ville est environnée de forêts moins praticables pour la communication avec le département de Guayaquil que ne le sont les environs d'Esméraldas. Cette dernière contrée est fertile et riche. Elle produit du coton, du cacao, du tabac, du riz.

Les prisonniers faits pendant la guerre à Pasto sont employés à ouvrir une route qui mènera de Quito à Esméraldas.

EXTRAIT D'UNE LETTRE PARTICULIÈRE.

Parmi les lois discutées cette année dans le sénat colombien, on a remarqué celle qui interdit les vœux monastiques avant l'âge de trente ans. Les ultramontains se sont opposés avec une extrême violence à cette mesure, toutefois elle a été adoptée à une très forte majorité. A la fin de la séance où cette discussion fut close, le chanoine Ramon-Ignacio-Mendez, qui avait été le plus vigoureux adversaire du projet, s'approcha du docteur Hernando-Gomez, dont l'éloquence et la raison avaient repoussé

Digitized by Google

victorieusement tous les sophismes des sénateurs ecclésiastiques; il lui adressa quelques mots d'un air de douceur affectée, et tout d'un coup le frappa si rudement au visage, que le docteur Gomez tomba renversé de son siége et perdit connaissance ; le furieux prébendé se jeta sur lui et lui porta de nouveaux coups, tandis que les autres membres accouraient de tous les points de la salle au secours de leur collègue. On eut grand'peine à se rendre maître du chanoine, aussi vigoureux athlète que mauvais logicien, après quoi l'on reprit séance, et il fut résolu que le chanoine Mendez se rendrait dans sa maison pour y attendre les ordres du sénat. Il fallut que deux sénateurs l'accompagnassent, car la fureur des habitans présens dans les tribunes ou réunis hors de l'enceinte était au comble. La foule rapidement accourue se borna toutefois à transporter le docteur chez lui, en lui donnant les marques d'intérêt les plus capables de lui prouver que l'opinion publique était pour lui, et pour la cause qu'il avait si bien soutenue.

Le lendemain de cette scène la commission chargée de faire le rapport au sénat lut un mémoire du docteur Gomez, retenu au lit par les contusions qu'il avait reçues à la tête. Le docteur parlait avec modération de l'attentat commis sur sa personne ; mais déclarait qu'il ne rentrerait point au sénat avant que l'injure faite à la représentation nationale ne fût vengée d'une manière éclatante. Il demandait l'expulsion du coupable et sa détention pour un temps quelconque dans une prison d'état. Il récusait comme juges dans cette affaire ceux des membres du sénat qui, par position, étaient intéressés à ce que le scandale restât impuni. « Je désigne surtout, disait le docteur, le sénateur évêque de Mérida, à cause de ses principes ultramontains, à cause de ce fanatisme infatigable avec lequel il qualifie d'impie et d'hérétique toute proposition faite pour éclairer la nation ; enfin parce qu'il a eu l'impudence de prendre la défense du chanoine Mendez, et d'avancer que mes discours avaient mérité cette insulte. »

Le chanoine a été expulsé du sénat, et il n'y a eu que trois voix opposées à cette mesure. La conduite des prêtres dans cette affaire a beaucoup monté l'opinion contre eux : aussi dans la présente session ont-ils été dépouillés de toutes les prérogatives qui leur restaient encore depuis la chute de la tyrannie espa-

Digitized by Google

gnole. On espère, en leur ôtant les moyens d'accumuler les richesses qui les rendent si insolens, les contraindre à ne plus prétendre à la considération que par l'exemple des vertus et du patriotisme.

Londres, 20 août.

..... La conduite de Paez est ici regardée comme une rébellion, une révolte ouverte, deux mots sur lesquels il faut s'entendre. On a fait valoir qu'il n'y avait pas de raison pour qu'une des parties de l'immense territoire de Colombie appartînt à l'autre, et persistât contre ses intérêts dans le dogme de l'indivisibilité. Mais la constitution colombienne, jurée par toutes les provinces, assignait un terme auquel la constitution devait être révisée; ce terme approchait, et toute modification nécessaire se serait faite sans secousse. Paez a fait révolter les troupes pour obtenir par force et par anticipation ce que promettait la constitution. Il a choisi le moment où la Colombie est très gênée dans ses opérations financières; l'intérêt de la province qu'il commande n'est pour rien dans cette levée de boucliers. On assure que la nouvelle de sa défection a fait partir de la Havane, d'Espagne, et même d'un autre pays, des agens pour lui faire des propositions.

Les journaux du Brésil, arrivés par le paquebot de Buénos-Ayres, ne contiennent aucune nouvelle, sinon celles relatives à la constitution portugaise. Les publicistes de Rio-Janéiro, passant des habitudes de l'absolutisme à celles du régime constitutionnel, ne sont point encore façonnés au langage qu'il leur est enfin permis de tenir. Les comptes rendus des premiers travaux législatifs indiquent l'embarras que les membres des chambres législatives éprouvent dans leurs nouvelles fonctions; les discussions ne peuvent avoir de franchise; on n'effleure qu'une partie des maux qui existent au Brésil comme dans toute l'Amérique du Sud, et l'on est bien loin de songer aux remèdes radicaux employés par les gouvernemens républicains. En revanche, les fêtes de la cour sont plus brillantes que jamais; l'anniversaire de la naissance de l'empereur a été signalé par beaucoup d'actes de sa munificence impériale. Ce jour il a légitimé une de ses filles naturelles, et l'a créée duchesse de Goyaza.

Digitized by Google

Les journaux de Buénos-Ayres du 10 au 31 mai ne contiennent rien de bien important relativement aux hostilités entre la république de Rio-de-la Plata et l'empire du Brésil. La marche de la république est jusqu'ici toute législative, l'instruction publique, la police intérieure, les finances, l'armée sont les objets constans de la sollicitude et des travaux du congrès.

L'université de Buénos-Ayres a été définitivemont constituée; la littérature, les sciences et le droit y seront enseignés. On a créé un corps d'ingénieurs civils et militaires, et un nouveau régiment d'artillerie.

La nation sera représentée au congrès de Panama par le docteur Miguel-Diaz-Valez.

Le 25 mai, l'anniversaire de l'indépendance de cette république a été célébré. On n'a fait dans les rues ni distributions ni aumônes; on n'a pas cru devoir enivrer le peuple pour lui donner l'apparence de la joie; chaque citoyen a senti que cette fête était la sienne.

Quelques observations nous ont été adressées sur le compte rendu par ce journal du banquet anniversaire de l'indépendance américaine. Le défaut d'espace ayant forcé à ne citer que quelques-uns des toasts, le hasard a fait tomber le choix sur ceux des personnes invitées, et les toasts arrêtés par le comité, et la plupart très remarquables, ont été omis ou tronqués. En Amérique un toast est chose plus importante qu'on ne le croit ici; c'est l'expression long-temps méditée d'une opinion générale ou privée, et il est surtout d'habitude d'insérer intégralement les toasts du comité comme indiquant plus particulièrement le but et l'esprit d'une réunion. Nous nous bornons à noter ceci; l'erreur que nous avons commise, n'ayant été répétée par aucun journal.

Digitized by Google

Revue
AMÉRICAINE.

N° 3 — SEPTEMBRE 1826.

HISTOIRE.

MONARCHIE BRÉSILIENNE.

A l'époque où le Portugal découvrit le Brésil, il était déjà maître d'une partie de l'Asie et de l'Afrique. Ses possessions formaient une chaîne non interrompue depuis les places de Tanger et d'Arzila jusqu'au golfe Persique, et de là jusqu'aux mers de la Chine. Ses galères partant des Colonnes d'Hercule visitaient la côte occidentale de l'Afrique, doublaient le cap des Tempêtes, remontaient la côte orientale de cette immense péninsule, et, de là, se répandaient dans toutes les îles et les ports de l'Asie. Aucune nation ne disputant alors au Portugal l'empire de ces mers, il était peu disposé à courir vers le monde occidental, car tandis que les épices et les perles d'Asie, l'ivoire et l'or de l'Afrique enrichissaient ses négocians; que la soumission de tant de nations florissantes, le vasselage de tant de rois bar-

Digitized by Google

bares, leur conversion au christianisme flattaient l'ambition de ses princes, l'esprit aventureux de ses guerriers et le zèle religieux de ses missionnaires, le Brésil, d'après le rapport de ceux qui avaient les premiers touché la côte, n'offrait à son commerce que quelques bois de teinture, au prosélytisme de ses moines que quelques tribus d'Indiens sauvages, à la couronne qu'une étendue démesurée de pays inculte et inhabité. Aussi la découverte faite par Pedralvez Cabral fut presque jugée de nulle valeur, comme le disent les historiens du temps. Mais après Cabral, les plus fameux navigateurs du commencement du seizième siècle, entre autres Nicolas Coelho, Amérigo Vespucci, Jacques Christovano, Solis, Magalhaëns ou Magellan, Diégo Garcia ayant visité dans l'espace de vingt-cinq ans toute cette côte, et y ayant même jeté çà et là quelques faibles établissemens, la cour de Lisbonne acquit sur la fertilité du Brésil des données qui la firent songer sérieusement à coloniser ce pays.

Elle eut recours, à cet effet, à un système de colonisation barbare, mais tel qu'on pouvait l'imaginer en ce temps. Le roi Jean III autorisa des aventuriers, sous le nom de capitaines ou donataires, à aller s'établir à leur choix dans l'Amérique portugaise. On leur donnait autorité absolue sur les émigrans qui voulaient les suivre. Ils pouvaient à leur tour faire à ceux-ci des concessions de terres et leur imposer telles lois qu'ils jugeraient convenables. Comme dans toutes les conquêtes féodales, des religieux de tous les ordres s'associaient à ces entreprises privées, allaient prêcher l'évangile aux peuplades qu'exterminait le bras des aventuriers. La peinture des excès de tout genre, des désordres et des horreurs qui accompagnaient ces prises de possession est presque devenue en histoire un lieu commun auquel il est super-

Digitized by Google

flu de s'arrêter. Nous nous bornerons à dire que la plupart des établissemens à peine formés étaient en guerre les uns contre les autres; que quelques-uns, fondés et dirigés par des mains, plus sages et plus vigoureuses, prospéraient dans ce nombre, et que la fertilité du pays était telle que, malgré l'anarchie dont il était le théâtre, le Brésil, découvert au commencement du seizième siècle, était déjà, dans le dix-septième, convoité par toutes les nations maritimes et commerçantes de l'Europe. Le Portugal était alors descendu du haut rang qu'il avait occupé parmi ces nations. Il était tombé sous la domination espagnole, et le Brésil avait suivi son sort. La Hollande, devenue libre, se présenta à son tour sur le champ de bataille, arrosé pendant soixante ans du sang des indigènes américains, et des colons portugais, anglais, espagnols et français. Les conquêtes d'Albukerque, les découvertes de Gama étant tombées sous le joug des républicains des Provinces-Unies, peu s'en fallut que les découvertes de Cabral n'eussent le même sort et que l'Amérique méridionale autrefois partagée par le saint-siége entre le Portugal et l'Espagne ne devînt tout-à-fait hollandaise. Mais les hommes de race portugaise, naturalisés sur ce sol le défendirent, et lorsque la maison de Bragance enleva le Portugal à l'Espagne (1640), cet événement tout-à-fait imprévu réagit puissamment sur le Brésil. Le nouveau roi, Jean II, reconnu dans la partie du Brésil que les Hollandais n'avaient pu soumettre, obtint de ces derniers une trève de dix ans, trève qui leur fut plus funeste que plusieurs batailles perdues. La paix ayant rendu moins nécessaire aux Hollandais le célèbre Maurice de Nassau, qui non-seulement par ses armes, mais par une administration éclairée, vigoureuse et bienfaisante, avait porté à un haut degré la prospérité de la colonie, les

Digitized by Google

Provinces-Unies le remplacèrent par d'avides marchands, qui mécontentèrent les hommes de race portugaise et les forcèrent à s'insurger. Un homme très remarquable, Fernandez Vieira, fut à la tête de cette révolution, qu'il commença preque seul, soutint, malgré la désapprobation du Portugal, et termina, presque à l'insu de Jean II, tout surpris d'avoir recouvré en sommeillant le plus bel apanage de sa couronne.

C'est depuis lors seulement que le Brésil a été invariablement lié aux destinées du Portugal; sous Jean IV et Alphonse VI, le commerce du Brésil avec la mère-patrie fut peu favorisé par le gouvernement, occupé de guerres et de troubles intérieurs. Ce ne fut que sous Pierre II que les riches mines de la colonie furent découvertes. Les particuliers à qui leur exploitation fut abandonnée firent des fortunes considérables; parmi les enrichis, les uns employèrent leurs capitaux à fonder au Brésil de vastes établissemens agricoles, d'autres allèrent s'établir en Portugal et imprimèrent une grande activité à l'échange des marchandises d'Europe contre les produits des mines et les denrées des nouvelles plantations. Le roi Jean V établit, pour favoriser ce commerce, un service de convois marchands qui, sous bonne escorte, faisaient régulièrement et avec activité les allées et les retours entre les deux pays. Ce commerce tournait en grande partie au profit de la métropole; car, dans la colonie, le régime administratif n'était ni moins violent, ni moins spoliateur qu'en Espagne. Le gouvernement portugais ne songeait pas qu'en voulant attirer vers lui toutes ces richesses par son monopole, ils les tuait dans leur source. Sous Joseph Ier, le célèbre ministre Pombal, réforma pourtant ce système désastreux. Il ne craignit pas de faire résonner aux oreilles de ces hommes, ailleurs

Digitized by Google

éternellement voués à l'esclavage, les principes d'humanité et de liberté. Il proclama l'affranchissement des indigènes, mesure dont la colonie et la métropole profitèrent à la fois. Le marquis de Pombal, homme à tous égards en avant de son siècle, prit moins de soin des mines et chercha tous les moyens d'augmenter les plantations de sucre, de coton, de riz, d'indigo, de café et de cacao. Il établit dans l'intérieur des moyens de communication qui facilitaient le transport de ces denrées aux lieux d'embarquement. Il établit en Portugal, avec des priviléges qui n'opprimaient point les colonies, des compagnies de capitalistes pour le commerce avec Fernambuco, Para, Maranhaò; deux fermes pour les bois du Brésil, les diamans, l'huile de baleine. Ces diverses institutions rendirent au commerce portugais de grands services, tant qu'elles furent soutenues de la main ferme de Pombal, elles fécondèrent, dans une progression croissante, les ressources naturelles du Brésil; mais les ministères qui suivirent sous la reine Marie les laissèrent graduellement s'éteindre, et, à mesure que la prospérité du Brésil diminua, les exigences de la mère-patrie, devenant de plus en plus grandes, il fallut pressurer la colonie pour lui arracher ce qu'elle ne pouvait plus fournir par les moyens ordinaires, la tyrannie devint comparable à celle qu'exerçait l'Espagne dans ses possessions transatlantiques; même esprit d'exactions, même intolérance, même système d'abrutissement, même redoublement de vexations à mesure que le progrès des lumières chez toutes les nations du monde rendaient plus à craindre la contagion des idées de liberté. Et cependant, lorsque l'invasion française, en 1807, força Jean VI, alors simple régent de Portugal, à prendre la fuite, ce fut au Brésil qu'il alla chercher refuge.

Digitized by Google

Sur tout l'immense territoire compris entre les Amazones et la Plata, le rivage de mer possédait à cette époque une population clair-semée et dont les blancs faisaient tout au plus la cinquième ou sixième partie. Il y avait environ 800,000 mulâtres, 1,500,000 noirs, 200,000 indigènes et 700,000 colons. La race esclave était traitée comme dans les colonies de l'Angleterre et de la France, c'est-à-dire avec une barbarie révoltante. L'autorité des capitaines généraux était sans limite comme sans appel. La juridiction mixte et embrouillée des juges du dehors rendait illusoire la garantie publique et privée des tribunaux, organes des lois. Comme en Portugal, l'autorité administrative et judiciaire était partout confondue. A Rio-Janéiro et à Bahia, il n'y avait pas un seul tribunal qui pût juger avec indépendance les différens privés. Ceux qui existaient dans les deux villes rendaient la justice au nom du gouverneur, et c'était dans ses bureaux que les arrêts étaient minutés. Le clergé était pauvre et ignorant; il y avait quelques ordres religieux assez riches, mais sans influence. Le commerce, malgré les innombrables entraves de la législation, et les abus commis par les hommes chargés de l'exécuter, avait seul quelque importance; toutefois il ne s'exerçait qu'avec la métropole : Lisbonne et Porto étaient les seuls marchés du Brésil. La métropole ne leur permettait aucun trafic avec le reste de l'univers, si ce n'est par ces deux voies. Il n'y avait point d'écoles dans le pays, point de séminaires, point de colléges, point d'universités. Pour devenir jurisconsulte, mathématicien, philosophe; pour acquérir les plus simples connaissances, celles indispensables à la pratique des métiers, il fallait aller en Portugal, et cependant chaque fois que le joug de la métropole avait été allégé, comme sous l'administra-

Digitized by Google

tion du marquis de Pombal, cette colonie avait prouvé que, pour devenir la plus florissante contrée de l'Amérique méridionale, il ne lui fallait que des institutions tolérantes.

La situation du Brésil était donc complétement misérable, lorsque la maison de Bragance y transporta ses foyers monarchiques et le ridicule appareil d'une cour féodale, spectacle inconnu dans le Nouveau-Monde. Les habitans, jusque là également opprimés, également résignés sous la commune et dure loi du travail, n'avaient plus qu'un mal à connaître et peut-être le plus grand de tous, la présence d'une aristocratie. Jusque là ils n'avaient eu au-dessus d'eux que leurs gouverneurs, leurs évêques, les magistrats qui de par delà l'Océan rendaient pour eux la justice.

Tout à coup fondit sur le Brésil une nuée de grands seigneurs, de gens de cour de tout rang, de favoris pensionnés, d'officiers de terre et de mer qui avaient fui la métropole au lieu de la défendre. Il fallut nourrir, pourvoir, amuser tout cet entourage d'une légitimité détrônée, charge bien au-delà des ressources de la colonie : aussi l'arrivée des illustres fugitifs fut pour elle comme une nouvelle conquête. Impôts, corvées, taxes, violences, expropriations, signalèrent cette transplantation de la monarchie portugaise. Bientôt elle-même eût succombé après avoir tout dévoré, si, pour prix de ses services, le cabinet britannique ne lui eût imposé une mesure salutaire, celle d'ouvrir les ports du Brésil au commerce de l'Angleterre. Ainsi finit le monopole du Portugal; Rio, Bahia, Fernambuco remplacèrent, comme marchés de l'Amérique méridionale, Porto et Lisbonne. Le commerce prit un rapide accroissement, mais le luxe inutile et l'a-

Digitized by Google

vidité des courtisans s'élevèrent en proportion. La banque nationale, sans cesse remplie par les gains des négocians, se vidait à mesure en prodigalités, en festins, en débauches honteuses : la dilapidation était permanente. L'exemple de cette oisiveté si richement récompensée, était malheureusement pour les Brésiliens de l'effet le plus contagieux.

Quant aux événemens politiques il n'y en eut point jusqu'à la fin de la guerre européenne, ou bien ils se bornèrent à quelques changemens de ministère. Cependant les colonies de l'Espagne dans toute l'Amérique du Sud s'érigeaient en états indépendans. Le gouvernement de Jean VI, opposé d'intérêt à toutes ces révolutions, hésitait à se prononcer contre elles et à s'allier à l'Espagne. Il ne se dissimulait pas que le même esprit de révolte fermentait au fond des cœurs brésiliens; car une partie des troupes régulières qu'il avait amenées du Portugal ou qui étaient venues le joindre depuis la paix de 1815, étaient employées à comprimer le vœu national ou à empêcher la communication avec les indépendans. La province de Monté-Vidéo, ancien objet de querelle entre le Portugal et l'Espagne, s'étant insurgée sous Artigas, Jean VI envoya des troupes contre ce chef, afin, disaient ses manifestes, de préserver le Brésil d'un voisinage dangereux, et lorsque moitié par ruse, moitié par force, il fut parvenu à s'établir dans cette province, il fit revivre les droits que le Portugal avait eus anciennement sur elle, et prétendit en demeurer maître. Malgré cette occupation qui élevait en effet une barrière entre les patriotes brésiliens et les républicains de Buénos-Ayres, le désir de rompre à la fois avec la métropole et avec la monarchie éclata par des insurrections dans le nord du Brésil. Un jeune négo-

Digitized by Google

ciant, nommé Martins, se mit à la tête d'un soulèvement qui tendait à former de la capitainerie de Fernambuco un état séparé. Les insurgés, presque tous cultivateurs ou marchands, et n'ayant nulle habitude des armes, furent aisément vaincus par les troupes disciplinées de Jean VI. L'événement, pas plus ici qu'ailleurs, ne prouva contre la légitimité de l'insurrection, mais comme partout, en pareil cas, les vaincus furent criminels : Martins et quelques ecclésiastiques qui l'avaient secondé dans sa malheureuse tentative, furent condamnés et subirent la mort avec ce courage dont l'exemple n'est jamais perdu. Tout ce qu'il y avait de notable à Fernambuco par les lumières et l'aisance fut jeté dans des cachots, supplice plus affreux que celui de Martins, car ce fut pour presque tous une mort lente, misérable et ignorée.

Les insurrections qui devraient toujours être pour le pouvoir une leçon, ne sont le plus souvent pour lui que le prétexte d'excès nouveaux. Il traite en rebelles ceux qui se sont plaints, les armes à la main, d'être traités en esclaves. Ce fut ce qui se passa au Brésil : les classes parasites s'agitèrent autour du trône; il fallait redoubler de surveillance et d'énergie, c'est-à-dire subdiviser le commandement, créer pour elles de nouveaux emplois, des fonctions inquisitoriales, dépouiller le peuple pour lui ôter, sinon l'envie, au moins les moyens de se soulever. Une alliance que fit vers cette époque la cour de Rio-Janéiro permet de penser que l'invisible et puissante main qui tenait réunies comme en un faisceau toutes les destinées monarchiques de l'Europe, régla dès lors la politique brésilienne. L'infant don Pédro épousa une princesse autrichienne. Jean VI, père de don Pédro, était par ses préjugés et ses terreurs un roi tout-à-fait taillé pour mar-

Digitized by Google

cher au mot d'ordre de la diplomatie autrichienne. Jusqu'au moment où les événemens du Portugal le rappelèrent en Europe, il joua ce rôle passif, ordonnant des arrestations, distribuant des faveurs, guerroyant, par devoir, contre une république voisine. Il partit pour Lisbonne emmenant avec lui les plus chers de ses favoris, emportant en bijoux, en or monnoyé, en lingots, en meubles précieux d'immenses richesses. Devenu roi constitutionnel, il surpassa en démonstrations libérales les rois de Naples et d'Espagne, jura tout ce qu'on voulut, viola ses sermens avec une facilité non moins grande, subit tour à tour toutes les influences intérieures et extérieures, fut détrôné et restauré, vit deux de ses fils se révolter ou conspirer contre lui, et mourut, dit-on, d'un excès de table, laissant une *fortune* de plus de 100 millions de fr., que sa longue prévoyance avait distribués sur toutes les banques de l'Europe.

Tel fut le fondateur de la monarchie brésilienne; laissant la régence à son fils don Pédro lorsqu'il partit pour l'Europe, il mit ce dernier dans un très grand embarras, car, en s'éloignant, il donnait à la fois une occasion et un prétexte à ceux des Brésiliens dont les vœux protestaient contre la monarchie, et comme il avait presque vidé le trésor pour mettre sa royale personne à l'abri de toutes chances, il fallait pour continuer les services les plus urgens frapper la nation de nouveaux impôts, ce qui mit le comble au mécontentement. Les *républicains* formant le parti le plus nombreux s'agitaient surtout dans les provinces éloignées de la capitale; un parti plus modéré, celui des *indépendans*, voulait attendre l'effet du régime constitutionnel en Portugal et rester uni à la mère-patrie sous les institutions libres dont elle allait jouir; mais les uns et

Digitized by Google

les autres se refusaient à payer les impôts. En vain don Pédro affectant une conduite toute différente de celle de son père, réformant sévèrement sa maison, donnant l'exemple de l'économie, chercha à se concilier les cœurs. Entièrement découragé il songeait enfin lui-même à repasser en Europe, et y était rappelé par les cortès portugaises, lorsque les Brésiliens apprenant que toutes leurs espérances étaient déçues du côté de la métropole, que le nouveau gouvernement leur refusait la représentation aux cortès, firent hautement connaître qu'ils ne voulaient plus rentrer sous le régime colonial. Don Pédro à qui ils proposèrent une couronne indépendante fut séduit et se mit à la tête de cette révolution. Les indépendans et les républicains le proclamèrent empereur du Brésil.

Si nous en croyons l'auteur d'un mémoire imprimé à Londres en langue portugaise [1], et qui paraît avoir suivi de près ces événemens, les Brésiliens ne songeaient nullement à consacrer parmi eux et dans la personne d'un fils révolté contre son père, le principe de la légitimité; mais cette transition leur paraissait nécessaire pour arriver au régime républicain. Ils se trompaient; la nécessité de garantir avant tout l'indépendance brésilienne contre la métropole ayant favorisé l'augmentation des troupes régulières et de la flotte de don Pédro, celui-ci, après avoir chassé les Maximiliano, les Corréa de Mello, les Madeira, généraux portugais qui soutenaient les droits de Jean VI, se trouva en force pour imposer silence à ceux qui voulaient plus que l'indépendance extérieure. L'empereur avait pris le titre de constitutionnel, convoqué une assemblée législative et proposé une charte qui lui paraissait répondre aux besoins du jour. L'assemblée dont le vœu

(1) XIXe cahier du recueil périodique *O popular*.

Digitized by Google

secret était l'abolition de la royauté, voulant dépouiller celle-ci de tout ce qui pouvait garantir son existence, fut bientôt déclarée factieuse. Le peuple de Rio-Janéiro se souleva pour elle, le dévouement de quelques troupes régulières fut ébranlé par l'appareil menaçant de l'insurrection; mais l'assemblée forcée dans le lieu de ses séances par l'artillerie fut dissoute; ses membres ayant été arrêtés ou forcés de fuir, il n'y eut plus de centre de résistance. La population de Rio-Janéiro fut tenue en respect par des mesures vigoureuses; toutefois le mécontentement alla croissant dans les provinces éloignées difficiles à surveiller, et d'autant plus redoutables. Don Pédro se détermina à proposer une nouvelle constitution qui devait être adoptée par chacune des capitaineries, et soumise à une assemblée générale.

Cette constitution, si vantée en Europe par ceux qui croient à la possibilité d'allier la liberté au principe monarchique, est évidemment une concession désespérée. Elle consacre un principe qui doit tôt ou tard briser le pacte; elle reconnaît deux souverains, le peuple et le roi, et les partisans de l'absolutisme savent bien que la souveraineté ne se partage pas. Nous ne saurions affirmer que les troubles qui, depuis la promulgation de cette constitution n'ont cessé d'agiter toutes les parties du Brésil, soient déjà le résultat de cette étrange anomalie. Nous attendrons, pour parler de l'administration actuelle de don Pédro, des renseignemens certains. Sa réputation de prince libéral et éclairé est aujourd'hui si généralement établie que nous n'admettrons point sans preuves les accusations portées contre lui par les journaux des républiques qui ceignent son empire. L'auteur de la dernière révolution portugaise, mérite d'ailleurs la recon-

Digitized by Google

naissance de tous ceux qui gémissent sur le sort de l'Espagne. Quant à nous, comme nous intéressant particulièrement à la liberté et au bonheur de l'Amérique, il nous est permis de regretter que don Pédro se soit contenté de tracer une charte pour ses compatriotes, et ait abandonné à d'autres le soin de présider à son établissement et la gloire de la faire triompher des oppositions anarchistes. L. P.

GUATIMALA.

Les Espagnols qui ont écrit l'histoire de la conquête affirment qu'avant l'arrivée de don Pédro Alvarado, trente nations indiennes existaient dans le seul royaume de Guatimala. Si l'on en croit ces historiens, et que l'on jette les yeux sur les 700,000 Indiens, débris pauvres et dégradés de cette ancienne population, on ne songera point sans horreur à la longue suite de forfaits par lesquels l'Espagne est parvenue à affermir sa domination dans cette partie de l'Amérique.

Don Francisco de Fuentès, l'un des historiens du royaume de Guatimala, s'est livré sur l'antiquité de la ville d'Usatlan, ancienne résidence des rois de Quiché, à des travaux très précieux. Ne voulant s'en rapporter qu'à lui de cette recherche, il s'établit sur les lieux mêmes afin d'examiner les ruines et manuscrits qui existaient encore. D'abord il reconnut que l'emplacement d'Usatlan était présentement celui de Santa-Crux de Quiché, et

Digitized by Google

conjectura que cette dernière n'était qu'un faubourg de la première. Elle était entourée d'un précipice qui lui servait de fossé, et ne permettait d'accès dans la ville que par deux passages très étroits, défendus par le château de *Resguardo*, cette situation la faisait considérer comme imprenable. Au centre de la capitale se trouvait le palais royal, entouré des maisons des Indiens nobles; le peuple habitait les extrémités de la ville; les rues étaient très étroites, et la ville tellement peuplée que le roi tira d'elle seule 72,000 soldats pour combattre les Espagnols. C'était une capitale fort riche, ornée d'édifices somptueux, dont le plus célèbre, le *séminaire*, recevait 5 à 6 mille jeunes hommes nourris, habillés et instruits aux frais de l'état; soixante directeurs ou précepteurs y étaient employés à l'enseignement. Indépendamment des châteaux spacieux d'Atalaya et de Resguardo, qui pouvaient contenir de nombreuses garnisons, le grand alcazar, ou palais du roi de Quiché, servait à la défense de la ville. On assure qu'il le disputait en opulence au palais de Montézume à Mexico, et à celui de l'Incas de Cuzco. Sa façade de l'est à l'ouest avait 376 pas géométriques, et ses côtés 728; il était construit en pierres de diverses couleurs, et dans d'élégantes proportions. Il se divisait en sept parties distinctes. La première servait de quartier à une troupe nombreuse de lanciers, d'archers et d'autres soldats d'élite, formant la garde du roi. La seconde était destinée à l'habitation des princes et parens du roi, qui pendant tout le temps de leur célibat y étaient entretenus avec magnificence. La troisième était la demeure du roi lui-même. Dans cette partie du palais se trouvaient le trésor royal, le tribunal des juges du peuple, et un immense dépôt d'armes. La quatrième et la cinquième division du palais servaient à l'habitation

Digitized by Google

des femmes et des concubines du roi, qui toutes étaient traitées comme reines, ayant chacune un appartement séparé, avec jardins, vergers, bains, volières, etc. La sixième division était une sorte de collége réservé aux princesses du sang royal.

La description de cette capitale pourrait fournir un argument à ceux qui pensent que les naturels d'Amérique sont d'origine asiatique; le culte, les mœurs, le luxe des Orientaux, et jusqu'à leur pusillanimité de caractère, se retrouvent dans ce que les historiens les plus voisins des traditions de la conquête nous rapportent de l'existence et de l'état de civilisation des peuples exterminés par les envahisseurs espagnols.

Avant la conquête, il existait dans le royaume de Quiché et dans les autres empires indiens, plusieurs villes presque aussi considérables que celle qu'on vient de décrire: par exemple, Xelahu, Chéméquéña, Patinamit, la fameuse cité d'Atitlan, et la forteresse de Mizco; mais il ne reste de ces villes que des traditions effacées et des vestiges difficiles à reconnaître.

Après avoir tant détruit, les Espagnols ont construit à leur tour, et, comme les Turcs, avec les ruines des monumens de la civilisation du peuple conquis ils ont bâti de tristes habitations, des villages entassés, hideux, sous l'invocation de saints dont le patronage n'a point fait prospérer toutes ces fondations d'une piété grossière et sanguinaire. Guatimala est de toutes ces villes espagnoles celle qui a éprouvé le plus grand nombre de vicissitudes.

Guatimala est la quatrième ville de ce nom. La première fut cette Guatimala qui était la résidence des rois des *Rachiguèles*, et dont la destruction a été si complète que les historiens espagnols n'ont pu reconnaître la

Digitized by Google

place qu'elle occupait. La seconde fut construite entre deux volcans en l'année 1524 par Alvarado. Ce ne fut d'abord qu'un établissement provisoire et qu'on devait abandonner pour un emplacement plus convenable; mais cet emplacement ne se trouvant pas, les habitans résolurent de se fixer où ils étaient, en appuyant cependant un peu plus à l'est au pied du volcan de *Agua*, situation fertile et agréable, où l'on trouvait une température modérée, un air salubre, et une terre arrosée par des eaux fraîches et pures. Ce fut là que le 22 novembre 1527 le conquérant Alvarado fonda définitivement la ville qui bientôt après fut peuplée par les dominicains, les franciscains, les religieux de la Merci, les ermites de Notre-Dame, les ermites mendians, ceux de la Vraie-Croix, et toute leur innombrable famille. La ville, avec une telle population, ne s'étendit que fort lentement. Dans la nuit du 11 septembre 1541, elle fut inondée par un torrent sorti du volcan, et qui détruisit tout, arbres, maisons, habitans. La ville fut rebâtie sous le nom de *Ciudad-Viaga*, mais plus près de l'ancienne Guatimala.

Une troisième Guatimala s'éleva dans une vallée agréable, entourée de bois et de collines toujours vertes, et jouissant d'une température aussi douce que salubre. Cette Guatimala, dont la cathédrale à peine bâtie reçut les dépouilles mortelles d'Alvar, fut aussi colonisée par les dominicains, les franciscains, les pères de la Merci, les jésuites et autres ordres religieux qui bâtirent de riches églises et de spacieux couvens. La ville fut ébranlée par de fréquens tremblemens de terre, dont quelques-uns faillirent l'anéantir; enfin celui de 1773 l'ayant en partie détruite, les habitans résolurent de s'éloigner assez du volcan pour n'avoir plus à craindre ses ravages; ils

Digitized by Google

firent choix dans ce but de la vallée de Mizco, où, en 1776, s'éleva la nouvelle Guatimala.

La nouvelle Guatimala est la capitale de la république centrale; elle est bâtie dans une vaste plaine de cinq lieues de diamètre, arrosée et fertilisée par plusieurs ruisseaux et par des lacs considérables. Le ciel y est pur et le climat tellement tempéré, que pendant toute l'année on peut y porter indifféremment des vêtemens de laine ou de soie. Les rues de la ville sont étroites, passablement longues et en général pavées.

Les maisons, bien que construites à peu d'élévation dans la crainte des tremblemens de terre, sont néanmoins commodes et jolies à l'extérieur; elles ont dans leur dépendance des jardins et des vergers. La place principale est un grand carré, dont chaque côté a cent cinquante verges d'étendue; elle est bien pavée et est entourée de portiques; une de ses faces est occupée par la cathédrale, qui a été construite par un artiste italien, dans un style d'architecture noble et correct; d'un côté de la cathédrale est le palais archiépiscopal, et de l'autre un des séminaires. En face de la cathédrale s'élève le palais du gouvernement et tout auprès le palais de justice; au milieu de la place est une fontaine légèrement sculptée. Les églises de Guatimala sont en général belles et élégamment construites. L'attention est particulièrement fixée par un superbe amphithéâtre de pierre, destiné à l'amusement barbare des combats de taureaux; il y a dans la ville une université bien bâtie, où l'on enseigne le droit, la théologie, la médecine, les mathématiques et l'histoire naturelle. Une petite bibliothèque y est attachée ainsi qu'un musée d'anatomie, qui renferme plusieurs modèles en cire. La ville possède en outre une académie des beaux-arts et un hôtel des monnaies élégam-

Digitized by Google

ment construit, mais non pourvu des machines employées dans les établissemens européens de ce genre. Le gouvernement a chargé une personne, qui se trouve en ce moment à Londres, d'acheter une des machines de Boston. Cette fabrique de monnaie a toujours été en grande activité; c'est d'elle que sont sorties, en 1824, les nouvelles pièces d'or et d'argent frappées aux armes nouvellement adoptées par la république, et montrant d'un côté un arbre avec cette devise : *Libry crescae fecundo*, et de l'autre un soleil levant, éclairant cinq montagnes, emblèmes des cinq états de la fédération.

D'après le recensement qui fut fait par ordre du señor del Valle, lorsqu'il était président de la république, la population de Guatimala est de plus de 40,000 ames.

La ville est située à neuf lieues espagnoles de l'ancienne Guatimala, à quatre-vingt-dix de la mer, du côté du nord, à vingt-six de l'Océan Pacifique et à quatre cents de la cité de Mexico.

Le congrès fédéral et le sénat sont les établissemens les plus considérables de cette capitale et la rendront sans doute florissante et célèbre dans l'avenir. Ces deux corps, qui exercent conjointement le pouvoir législatif, s'assemblent dans deux édifices séparés, bâtis sur l'emplacement de l'ancienne université. Dans la première assemblée nationale, plus de quatre-vingts députés prirent séance; on ne compte à présent que quarante-six représentans dans le congrès fédéral, et le sénat est composé de dix membres. La chambre du sénat a été décorée dernièrement avec simplicité et noblesse. Celle du congrès n'offre rien de remarquable; ses murailles sont tendues en velours et en damas, on y voit une galerie pour le public, et derrière le fauteuil du président une espèce de balcon, d'où l'on peut assister aux débats.

Digitized by Google

Un des premiers actes de l'assemblée constituante fut l'abolition de l'esclavage; cette souillure des siècles civilisés fut effacée par un décret le 17 avril 1824. Néanmoins la loi stipule sagement une indemnité pour les propriétaires d'esclaves; le señor del Valle, que l'on trouve toujours le premier dans les voies du patriotisme et de la philantropie, insista fortement pour obtenir cette compensation, et son exemple fut suivi par la plupart des propriétaires. Il n'y avait pas alors plus de cinq cents esclaves dans la république. Cette détermination a été célébrée par des réjouissances publiques, et le corps législatif justement fier de cet exemple donné aux nations qui maintiennent l'ilotisme, a voulu que le décret fût gravé sur l'airain et placé dans le lieu de ses séances.

La constitution, promulguée depuis lors par l'assemblée nationale, a confirmé l'abolition de l'esclavage par l'art. 13, ainsi conçu :

« Tout homme est libre sur le territoire de la républi-
« que; quiconque se met sous la protection de ses lois ne
« peut être réduit en esclavage; celui qui fait le commerce
« d'esclaves ne peut être compté parmi ses citoyens. »

Instruction publique. On doit, sur ce point, les plus grands éloges à la sagesse du gouvernement qui, dès l'origine, s'est conduit invariablement d'après ce principe : que l'instruction du peuple est la véritable base des vertus et de la liberté. Les autorités locales furent invitées à dresser la liste des écoles existantes dans chaque province et à proposer les moyens qu'elles jugeraient les plus convenables pour augmenter le nombre de ces établissemens. Il existe dans la ville de Guatimala dix écoles dans lesquelles on apprend à lire et à écrire, et qui sont suivies par sept cents élèves. Le gouvernement désirant établir le système d'enseignement

Digitized by Google

mutuel, a chargé son ministre aux États-Unis de se procurer un professeur capable d'introduire et de propager ce système dans la république; en même temps il a répandu dans les provinces une brochure, imprimée à Mexico, dans laquelle la nouvelle méthode est expliquée; il a chargé aussi une commission de traduire les projets et rapports de Fourcroy, de Condorcet et de Talleyrand sur l'instruction publique. Des chaires de botanique, de mathématiques, d'agriculture et d'architecture ont été fondées dans l'université, et afin de propager les connaissances agricoles et botaniques, si nécessaires dans un pays aussi hautement favorisé par la nature et à qui le travail et l'industrie de l'homme ont manqué si long-temps, des jeunes gens ont été appelés de toutes les provinces dans la capitale pour y être instruits dans cette partie. A cette occasion, on peut remarquer comme une preuve de la louable impartialité du gouvernement, que six jeunes nègres d'Omoa et de Truxillo reçoivent cette instruction à ses frais.

La culture de la cochenille dans les différentes provinces est grandement encouragée par les fonctionnaires publics qui font circuler des instructions imprimées sur les meilleures méthodes à employer pour cultiver cette importante production ainsi que le cacao et l'indigo. Ce dernier article, dont la valeur était tombée d'abord, s'est élevé en 1824 à un prix sans exemple depuis plusieurs années. Les plantations de cochenille, récemment cultivées dans la république font de grands progrès, et dans peu de temps elles formeront l'une des sources principales de la richesse nationale.

Routes et canaux. Quiconque a voyagé en Espagne sait que le gouvernement de ce pays a pris peu de soin d'y faciliter les communications; on ne doit donc pas s'étonner

Digitized by Google

qu'ayant laissé la mère-patrie dépourvue de routes et de canaux, il ait, sous ce rapport, complètement négligé les colonies. Par suite de cette négligence la république a eu tout à faire dans les travaux de communication entre les provinces de sa juridiction. La route principale et la plus fréquentée est celle qui conduit d'Omoa à la capitale; la chambre de commerce, dans un de ses rapports, déclara que dans beaucoup de cas les marchandises qui arrivaient d'Europe à Omoa ne pouvaient être transportées au siége du gouvernement en moins de huit mois, quoique la distance ne soit pas de plus de 90 lieues tant par eau que par terre. En conséquence de cette représentation, l'attention du gouvernement s'est portée vers les moyens de faciliter les communications entre ces deux points. Pour cela il a déjà placé sur cette ligne la poste d'Isabelle, liée à plusieurs autres petits établissemens.

L'intention du gouvernement est aussi de donner à une compagnie l'entreprise d'un canal qui, au moyen du lac de Nicaragua, unirait l'Atlantique à l'Océan Pacifique. Plusieurs maisons de commerce de Londres et de l'Amérique du Nord ont demandé que cette entreprise leur fût accordée; quelques-unes d'elles ont déjà même réuni pour cela des sommes considérables et envoyé des ingénieurs pour examiner les lieux; il résulte des calculs faits par les derniers experts, d'après l'état actuel de la science, que l'entreprise bien dirigée est parfaitement praticable.

De l'armée. La république de Guatimala, non plus que les autres républiques de ce continent, n'a point eu les ressources nécessaires pour organiser une armée disciplinée. Elle a conquis sa liberté par une levée en masse. De l'aveu du ministre Zébadua lui-même, l'armée de la république est dans un état misérable, mal habillée, mal armée, mal

Digitized by Google

payée et mal disciplinée. Les fusils manquent, et les forteresses pour être mises en état de défense ont besoin de réparation complète. Les ports ne sont pas protégés par des batteries, et quant aux casernes on peut dire qu'à l'exception de celle qui vient d'être construite à Guatimala pour la cavalerie, il n'en existe point dans le pays. On doit croire que ce rapport du ministre de la guerre déterminera le gouvernement à employer une partie de l'emprunt contracté l'année dernière à pourvoir à la défense du pays. Cependant une école militaire a été fondée; le gouvernement espagnol avait eu grand soin d'empêcher les connaissances militaires d'arriver aux Américains; l'obéissance passive était leur partage, et le commandement celui des Espagnols. Les chefs de corps, les officiers subalternes, et même les sergens, étaient envoyés d'Espagne; sous le rapport des institutions militaires la république a encore eu tout à créer.

Finances. Le revenu du royaume de Guatimala, sous les Espagnols, se montait à un million de dollars; mais le pillage était poussé à un tel point, que la cour de Madrid ne recevait de cette somme que fort peu de chose et peut-être rien. Les finances ont toujours à souffrir des convulsions politiques et des changemens de gouvernement. Guatimala, sous la position précaire où elle s'est trouvée, ne pouvait faire exception à cette règle. Aujourd'hui l'ordre et l'économie commencent à se rétablir, et avant peu le revenu du gouvernement sera au niveau de l'accroissement de la richesse nationale. Dans le but de rendre les nouvelles institutions populaires, on a eu recours au moyen prématuré et imprudent de l'abolition de plusieurs des taxes qui remplissaient le trésor public; par suite de ces réductions le gouvernement s'est trouvé dans une telle

Digitized by Google

gêne qu'il a été dans la nécessité de contracter à Londres un emprunt de sept millions et demi de dollars; au moyen de cette ressource il aura le temps de rétablir quelques-unes des branches du revenu public, et en même temps de se mettre en mesure d'entreprendre plusieurs travaux avantageux pour l'état.

Les sommes destinées aux dépenses générales ont été uniquement tirées depuis quelque temps des impôts sur la poudre, sur les postes, sur le tabac[1] et des droits maritimes. Nous ne pouvons savoir si le produit de ces quatre branches de revenu est égal aux dépenses publiques, qui, selon le señor del Valle, excèdent rarement 500,000 dollars; mais quand il laisserait un petit *déficit*, ce ne serait là qu'un mal momentané, attendu que le gouvernement, qui chaque jour introduit de nouvelles pratiques économiques dans le système de l'administration, s'occupe en même temps d'augmenter les taxes, mais lentement et de manière à ce qu'elles ne tombent que légèrement sur le peuple, et qu'elles lui soient à peine sensibles, comparativement à celles qu'il supportait dans le passé. Le fait est que les habitans de Guatimala paient moins de taxes qu'aucun des peuples existans aujourd'hui en Europe et en Amérique. Le señor del Valle, ayant comparé les impôts du Mexique et de Guatimala, montre que la contribution, par tête, est de onze réaux dans le premier pays et de deux et demi seulement dans le second.

Colonisation. Le 12e article de la constitution déclare

(1) Il résulte de l'état des revenus de la république que, dans les cinq années de 1813 à 1817, 509,071 dollars ont été levés. Le tabac de Guatimala est excellent; beaucoup de personnes le disent supérieur à celui de Virginie; mais les difficultés et les dépenses de l'exportation qui sont le résultat du mauvais état des routes, l'ont empêché jusqu'ici d'atteindre le bas prix du tabac de l'Amérique du Nord.

Digitized by Google

que la république est un asile sacré, et le pays de quiconque désire habiter son territoire. Le gouvernement, sentant la nécessité d'inviter l'industrie étrangère à s'établir dans ce pays, a offert aux émigrans, par son décret du 12 janvier 1824, de très grands avantages; on obtient facilement des concessions de terre, avec exemption de taxes pour vingt années, et le droit de citoyen après trois ans seulement; la protection la plus attentive est en outre accordée aux agriculteurs étrangers.

(*New-Monthly Magazine*).

Digitized by Google

Tableau statistique

DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATIMALA,

DRESSÉ EN CONFORMITÉ DU DÉCRET DU 12 OCTOBRE 1825.

NOMS DES DÉPARTEMENS.	DÉPARTEMENS.	DISTRICTS.	CITÉS.	VILLES.	MUNICIPALITÉS.	HAMEAUX.	VILLAGES.	HABITANS.	PAROISSES.	MEMBRES DU CONGRÈS.		MEMBRES DES ÉTATS.	
										DÉPUTÉS.	SUPPLÉANS.	DÉPUTÉS.	SUPPLÉANS.
Guatémala et Escuintla.	1	7	1	5	38	12	50	87,129	21	3	2	3	2
Chiquimula et Zacapa.	1	7	»	2	54	5	59	64,908	14	2	1	2	1
Verapaz et Péten.	1	6	1	3	29	»	29	65,041	15	2	1	2	1
Quézalténango et Soconusco.	1	5	1	2	36	3	42	61,243	9	2	1	2	1
Totonicapan et Güéguténango.	1	8	»	2	45	3	56	79,472	12	3	2	3	2
Zacatépéquez et Chimalténango.	1	7	1	3	56	»	56	94,609	21	3	2	3	2
Solola et Suchitépéquez.	1	6	»	5	50	1	51	59,718	16	2	1	2	1
	7	46	4	22	308	24	337	512,120	108	17	10	17	10

Digitized by Google

SUR LA VALEUR DES COLONIES ANGLAISES

DE L'AMÉRIQUE DU NORD,

PAR RAPPORT A LA MÈRE-PATRIE [1].

Les provinces britanniques dans l'Amérique du Nord ne sont pas d'un aussi grand rapport que celles des Indes-Occidentales. Cependant pour ceux qui ne calculent point par livres sterlings, sous et deniers, la valeur d'un pays, mais examinent sa situation, les mœurs de ses habitans, et l'état croissant de ses ressources, l'importance politique de l'Amérique anglaise est grande aujourd'hui et tend à le devenir davantage.

Le Bas-Canada contient une population d'un demi-million d'ames, et possède une milice de 76,000 hommes robustes et accoutumés à l'usage des armes. Cette population a de bonnes mœurs, est industrieuse, sobre, attachée à ses lois, à ses coutumes, à son langage et à sa religion. Elle est catholique romaine, mais comme son clergé est élevé au Canada et n'a point de relations avec le pape ou avec aucune autre puissance étrangère, toutes

(1) Cet article a été composé pour réfuter l'opinion émise par un des économistes de la Revue d'Édimbourg, sur l'utilité dont les colonies anglaises sont à la mère-patrie. Il sera facile de reconnaître à quelques injustes imputations contre les États-Unis, que cette réfutation est l'ouvrage d'un homme attaché au gouvernement anglais. Elle contient des faits curieux : tous ne sont pas sans doute d'une grande exactitude; nos lecteurs, en recourant à la lettre insérée dans le précédent numéro sur la situation actuelle du Bas-Canada, pourront comparer deux jugemens portés d'un point de vue bien différent, et qui pourtant arrivent à présager le même fait, celui de l'émancipation des provinces canadiennes.

Digitized by Google

les objections politiques qui peuvent s'élever contre cette religion ne sauraient s'appliqner à sa situation au Canada. L'église n'est pas payée par le gouvernement comme on l'a avancé par erreur dans le parlement, mais elle a la vingt-sixième partie des grains récoltés dans les terres des catholiques : la loi reconnaît ce droit, mais c'est toute la faveur qu'elle accorde à la religion romaine. Si un individu de cette religion vend sa terre à un protestant, ou s'il juge à propos de se faire protestant lui-même, sa propriété cesse d'être soumise à cet impôt modique; le foin et les pommes de terre en sont exemptés. L'église est gouvernée par un évêque natif du Canada, qui indépendamment du revenu de quelques terres de peu de valeur, reçoit 1000 livres par an sur la liste civile de la Grande-Bretagne. Ces 1000 livres sont tout ce que l'église catholique du Canada coûte à la mère-patrie; la vingt-sixième partie du grain prélevée sur les terres catholiques est considérée comme une ample dotation. Le revenu des *cures* se monte à environ 300 livres sterl. par an, ce qui, dans un pays où la vie est à bon marché, donne à ceux qui les administrent les moyens non-seulement de vivre d'une manière très honorable, mais encore d'exercer une hospitalité libérale. Cette situation de l'église canadienne marque combien est grande la différence qui existe entre le caractère canadien et le caractère américain. Malgré cette différence, un écrivain de la revue d'Edimbourg a prétendu que le Canada était sur le point de se fondre dans la république américaine : comment 76,000 hommes en armes, et qui ne sont point comme les Américains dispersés sur une vaste étendue de pays, mais pressés sur les bords du Saint-Laurent et faciles à réunir, se courberaient-ils sous les modernes faisceaux d'une puissance contre

Digitized by Google

laquelle ils ont une haine héréditaire, et dont l'armée régulière se monte à 5,000 hommes? Ce n'est point l'étendue d'un état, mais la vigueur de ses institutions et l'esprit militaire de sa population qui le rend un voisin dangereux. Loin de moi la pensée de vouloir rabaisser les talens ou les qualités militaires des Américains : ils sont hommes, et de l'aveu de tout le monde, hommes entreprenans et actifs ; j'observe cependant que leurs coutumes, leurs usages et leurs occupations sont essentiellement pacifiques. Ils ont une milice bien réglée et il serait imprudent de vouloir envahir leur pays ; mais ils ne sont pas et ne sauraient être, tant que la forme actuelle de leur gouvernement subsistera, une nation conquérante ; ils n'ont ni les moyens ni la volonté de former une armée régulière. Sous l'influence d'un chef populaire, d'une institution momentanée ou de quelqu'autre cause également temporaire, il serait possible que quelque corps de milice se hasardât à franchir les frontières du Canada, mais il y a une grande différence entre des coups de main et des conquêtes permanentes : celles-ci ne peuvent ni se faire ni se maintenir sans troupes régulières, et les États-Unis n'en ont point. En se reportant aux événemens de la dernière guerre, on peut se souvenir que bien que dans les deux dernières années l'Angleterre ne donnât que peu de secours au Canada, les progrès des Américains dans ce pays furent peu considérables. Dans une occasion ils furent arrêtés par la milice du Bas-Canada sans le secours de troupes régulières, et dès que la Grande-Bretagne, sortie de la lutte plus importante où elle était engagée en Europe, put disposer de quelques forces, la guerre changea de nature et devint défensive de la part des Américains. C'est un fait trop notoire pour être contesté, que

Digitized by Google

bien loin de songer à persévérer dans son projet de conquête du Canada, le gouvernement américain, au moment de la paix, était hors d'état d'entreprendre une nouvelle campagne. Si la guerre se fût prolongée d'une année encore, il y a toute probabilité que les états de l'Union se seraient séparés. Les plus sages d'entre eux avaient reconnu la folie de cette entreprise, et ils délibéraient déjà s'il convenait ou non de fournir les contingens d'hommes et d'argent qui leur étaient demandés par le gouvernement central pour continuer la guerre. Si donc on peut juger de l'avenir par le passé, si on réfléchit au caractère des Canadiens qui, religieux et soumis à l'influence des prêtres, heureux sous le gouvernement anglais, redoutent toute aggrégation aux États-Unis, parce que la constitution de ce pays ne permet l'établissement légal d'aucune église; si on songe en outre que nous pouvons profiter d'un temps de paix profonde pour occuper avec discernement les points militaires reconnus par expérience les plus capables de donner confiance aux Canadiens et de tenir en respect les Américains, assurément la conquête du Canada doit être considérée sinon comme impraticable, au moins comme tout-à-fait improbable.

La *Revue d'Édimbourg* affirme que le Canada est une lourde charge pour l'Angleterre et rien de plus. Elle défie qui que ce soit de prouver que nous retirions le moindre avantage de la possession de ce pays et de nos autres provinces du nord de l'Amérique. Je répondrai à ces diverses propositions par des faits.

Le Canada n'a point été une charge pesante pour l'Angleterre; au contraire, jusque dans ces derniers temps, nous avons observé à l'égard de cette province une économie presque sordide et qui aurait pu faire penser que

Digitized by Google

nous avions le dessein de l'évacuer prochainement. Toutes nos mesures ont été provisoires, et dans l'administration de ce pays nous n'avons eu recours en général qu'à un misérable système d'expédiens : nos casernes ont été construites en bois et nos fortifications en terre; tous les établissemens durables et qui ont nécessité de grands frais sont l'ouvrage des Français. Ce sont eux qui ont construit à Québec le château de Saint-Louis, la place de l'intendant, les casernes des jésuites et du dauphin; il en est de même à Mont-Réal. Nous avons sans doute dépensé de l'argent dans le cours de la dernière guerre, mais l'emploi judicieux du quart de cette somme pendant la paix, s'il n'eût pas prévenu la guerre, en aurait au moins diminué les charges et fait disparaître les dangers. Ces remarques n'ont point pour objet de blâmer ceux qui avaient dans les mains l'administration des affaires publiques à l'époque dont il est question : engagés alors dans la lutte terrible des guerres de la révolution française, ils se trouvèrent dans l'obligation de sacrifier les intérêts secondaires; des considérations pressantes exigeant alors l'emploi de tous nos moyens, celles dont l'objet ne se montrait que dans un avenir éloigné durent être nécessairemsnt ajournées.

Dix-huit cents bâtimens anglais sont entrés l'année dernière dans le golfe du Saint-Laurent; cette circonstance peut donner une idée de la valeur actuelle du Canada : ce commerce, cette école pour nos marins, cet emploi offert aux capitaux et à l'industrie de l'Angleterre, existeraient-ils pour nous si la France fût restée maîtresse du Canada et des provinces environnantes? et cependant on nous défie de signaler un seul avantage obtenu de la possession de ce pays!

La marine française éprouva un plus grand dommage

Digitized by Google

par la perte de la bataille livrée sur les hauteurs d'Abraham, en 1759, que par les victoires postérieures de Howe et de Nelson : la perte du Canada ne la priva pas seulement de sa force principale, cette force fut encore ajoutée à celle de sa rivale. L'exemple de la France peut nous montrer, contradictoirement à l'opinion du journaliste, qu'une marine militaire ne saurait exister sans une marine commerciale et celle-ci sans colonies. La marine française commença à décliner du jour où elle perdit le Canada. L'île de Saint-Domingue qui donnait constamment de l'emploi à 12,000 de ses marins la rendit encore capable pendant quelque temps de se maintenir au rang de puissance maritime; mais les économistes, les réformateurs visionnaires qui préparèrent la révolution française, assistés par les *amis des noirs*, la privèrent bientôt de cette dernière ressource. Sans colonies, et par conséquent sans marine employée dans les relations coloniales, la France se trouva dans l'impossibilité, durant le cours des guerres de la révolution, de recruter sa marine. Des vaisseaux ne sauraient courir la mer sans marins, et ceux-ci ne peuvent se former que par de fréquens voyages et une pratique constante. Tout ami de l'humanité doit détester la coutume de *la traite*, et désirer son abolition; eh bien! quelques dispositions que l'on prenne à l'avenir pour recruter notre marine, la facilité de se procurer des hommes capables sera toujours pour nous en raison de la quantité de marins que nous posséderons, quantité qui devra toujours dépendre à son tour de l'étendue de notre commerce, de la force de notre marine marchande.

On a vu que la France en perdant ses colonies perdit aussi sa puissance maritime. L'Angleterre, au contraire, ayant conservé les siennes, et acquis en outre les plus pré-

Digitized by Google

cieuses de celles de sa rivale, fut mise à même par le nombre de marins que lui fournit son commerce colonial de porter ses forces navales au plus haut degré de puissance. S'étant trouvée un moment sans un seul allié, exclue de tous les ports à l'exception de ceux de ses propres colonies, son commerce néanmoins continua de prospérer; ses colonies devinrent un marché pour ses manufactures, et le commerce qu'elles entretinrent continua de lui fournir des marins; les droits additionnels levés sur l'importation des produits coloniaux vinrent aussi au secours du trésor de la métropole. On ne conçoit point qu'avec de tels faits sous les yeux on puisse nous dire que nos colonies ne nous ont été d'aucun usage, et nous défier hardiment de montrer les avantages que nous avons retirés de la possession de provinces qui même aujourd'hui donnent de l'emploi à 1800 bâtimens, nombre qui dans peud'années doit incontestablement se trouver doublé.

Le journaliste avance, et avec vérité, que nos exportations dans l'Amérique telle qu'elle est, sont beaucoup plus considérables qu'elles ne l'étaient autrefois lorsque la situation de ce pays était différente; que les États-Unis consomment une plus grande quantité des produits de nos manufactures que n'en demandèrent jamais les colonies du nord, et cette circonstance est présentée comme une preuve de l'inutilité des colonies et de cette assertion, que nous n'avons point besoin de pareils établissemens pour assurer des débouchés aux produits de nos manufactures; leur supériorité et leur bon marché par rapport à ceux des autres nations, suffisant d'ailleurs pour en assurer la consommation. De là le journaliste conclut que notre commerce avec le Canada et les provinces environnantes ne prouve point que nous tirionsaucun avantage

Digitized by Google

de la possession des colonies, puisque, indépendamment de cette possession et sans les dépenses et les inconvéniens quelle entraîne, ce commerce existerait également.

Voici ce que j'oppose à ce raisonnement en apparence victorieux. Une plus grande demande de nos produits manufacturés, de la part des États-Unis, n'est point le résultat de leur séparation de la Grande-Bretagne, mais l'effet naturel de l'accroissement de richesses et de population que le temps a produit. Il me paraît que si malgré cette séparation, si en dépit des efforts des Américains pour établir chez eux des manufactures, si en opposition avec les sentimens hostiles dont malheureusement leur gouvernement et une grande partie d'entre eux furent autrefois animés contre nous, la consommation de nos produits est aujourd'hui si considérable chez eux, on peut raisonnablement supposer qu'elle le serait beaucoup plus encore, s'ils étaient demeurés avec nous sujets d'un même roi et membres d'un même empire, intimement unis à la Grande-Bretagne par tous les liens de l'intérêt privé et de l'intérêt public. Et pourtant ces réflexions ne s'appliquent qu'à la quantité de nos produits exportés en Amérique; mais le journaliste a oublié de dire que les Américains, à l'avantage manifeste de leur navigation, font eux-mêmes la plus grande partie de ce transport, se préparant ainsi les moyens de se former une marine dans l'avenir : on voit rarement à New-Yorck un bâtiment de commerce anglais. Sous ce point de vue au moins on doit convenir que nous avons éprouvé un dommage de la séparation de nos anciennes colonies; non-seulement la marine marchande employée dans ce commerce est perdue pour nous, mais encore elle est devenue l'aliment d'une marine militaire qui grandit de l'autre côté de l'Atlantique.

Digitized by Google

Le Haut-Canada contient une population d'environ 160,000 ames et présente une milice de 44,000 hommes; cette colonie est encore dans son enfance. La fertilité de son sol, la douceur de son climat, le luxe de sa végétation doivent incontestablement la rendre en peu de temps une province de la plus grande importance. Le débouché naturel pour ses produits est évidemment Mont-Réal, il serait nécessaire que l'Angleterre l'aidât à se frayer du lac Ontario à cette ville une communication par eau, au moyen de laquelle les dangers de la navigation du Saint-Laurent seraient évités dans tous les temps.

Les Canadiens de cette partie sont trop pauvres pour tenter eux-mêmes une pareille entreprise; et cependant si elle ne se fait point, ou si elle est trop long-temps ajournée, le commerce du pays prendra une autre direction. *La Nouvelle-Brunswick* est située entre le Bas-Canada et la *Nouvelle-Écosse;* ses établissemens sont principalement placés sur les bords de la rivière Saint-Jean. La population de cette province est de 72,000 ames, et la force de sa milice de 12,000. La *Nouvelle-Écosse* est une province très riche, et comme elle est le point de communication le plus rapproché et le plus facile entre les colonies de l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne, comme elle renferme en outre l'arsenal et le port d'Halifax, elle devient de la plus haute importance; elle contient 86,000 habitans et compte 12,000 hommes de milice. L'île du Prince Édouard, dans le golfe de Saint-Laurent auprès de la Nouvelle-Écosse, contient une population de 24,000 habitans et une milice de 4,000 hommes.

Il résulte des faits précédens que les cinq colonies du *Haut* et du *Bas-Canada*, de la *Nouvelle-Brunswick*, de la *Nouvelle-Écosse* et de *l'île du Prince Édouard*,

Digitized by Google

présentent une force armée de milice active qui ne s'élève pas à moins de 147,000 hommes. Ce serait faire injure à la nature humaine que de supposer que les Américains pussent prendre jamais ces provinces sans le consentement des habitans. Avec les puissans secours que l'on peut tirer d'une pareille force armée, nous devrions rougir de nous-mêmes si jamais nous songions à les évacuer.

L'aversion des habitans du Bas-Canada pour les Américains a déjà été expliquée; c'est un sentiment national qui probablement ne s'éteindra point. Les habitans du *Haut-Canada*, de la *Nouvelle-Brunswick* et de la *Nouvelle-Écosse* n'éprouvent point pour les États-Unis ces mêmes sentimens hostiles; mais satifaits du gouvernement sous lequel ils vivent, ils savent bien qu'en renonçant à la protection de la Grande-Bretagne ils auraient tout à perdre et rien à gagner. Chaque province est gouvernée par les lois de son propre parlement; les seules taxes qu'elle paie sont celles qu'elle s'impose elle-même, encore surveille-t-elle l'emploi de ces taxes. Bien loin donc qu'il y ait aucune probabilité que les provinces de S. M. dans l'Amérique du Nord conçoivent un jour le désir de se fondre dans la république américaine, comme le prétend le rédacteur de la *Revue*, les Américains sont plutôt disposés à envisager leur situation d'un œil d'envie; et les plus éclairés d'entre eux ont déclaré souvent que s'ils avaient été gouvernés d'après des principes libéraux, ils ne se seraient jamais séparés de nous. Ce fut l'idée séduisante, mais trompeuse, de tirer un revenu direct de l'Amérique qui causa la perte de ces colonies. Non contens de l'œuf d'or de chaque jour, comme l'homme de la fable, nous perdîmes la poule par trop d'avidité. Puisse l'expérience des pères n'être pas perdue pour les enfans!

(*Quarterly Review.*)

Digitized by Google

DOCUMENS OFFICIELS.

CONSTITUTION FÉDÉRATIVE

DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATIMALA.

Cette constitution fédérative est plus démocratique que celle des États-Unis du nord et du Mexique; elle diffère essentiellement de ces deux constitutions en ce qu'elle ne fait pas de la puissance législative l'attribution générale, commune à la chambre des représentans et au sénat. La chambre des représentans seule compose ici le congrès. Le sénat placé en dehors du pouvoir législatif et exécutif tient au premier par une sorte de *véto* limité, et au second par un droit d'inspection et une faculté consultative assez étendus. Le pouvoir exécutif perd ainsi d'un côté ce que la représentation nationale gagne de l'autre. Cette constitution que nous n'avions point reçue lorsque nous avons exposé les principes des diverses constitutions qui ont remplacé le régime de la métropole espagnole, n'a pas encore été publiée en France. Au lieu de hasarder sur elle un jugement, nous croyons devoir l'insérer textuellement.

Digitized by Google

Constitution fédérative

DE LA RÉPUBLIQUE CENTRALE.

TITRE I. — DE LA NATION ET DE SON TERRITOIRE.

SECTION I. — *De la Nation.*

Art. 1. Le peuple de la république fédérale de l'Amérique centrale est souverain et indépendant.

Art. 2. Le premier objet de la souveraineté nationale est de consacrer la liberté, l'égalité et la propriété.

Art. 3. La réunion de tous les habitans forme le peuple souverain.

Art. 4. Respecter la loi, servir la patrie, contribuer selon leurs moyens à l'entretien et aux besoins de l'état, est le devoir des citoyens.

SECTION II. — *Du Territoire.*

Art. 5. Le territoire de la république est celui que comprenait l'ancien royaume de Guatimala, à l'exception de la province de Chiapas.

Art. 6. La fédération se compose actuellement de cinq états qui sont : Costarica, Nicaragua, Honduras, Salvador et Guatimala ; la province de Chiapas n'entrera comme état dans la fédération que lorsqu'elle-même réclamera cette admission.

Art. 7. Une loi constitutionnelle fixera les limites territoriales de la république.

TITRE II. — DU GOUVERNEMENT, DE LA RELIGION, ET DES CITOYENS.

SECTION I. — *Du Gouvernement et de la Religion.*

Art. 8. Le gouvernement de la république est populaire, représentatif, fédéral.

Art. 9. La république prend le nom de *Fédération de l'Amérique centrale.*

Art. 10. Chacun des états qui la composent est libre et indépendant dans son gouvernement et son administration intérieure. Tout pouvoir qui n'appartient point, en vertu de la constitution, aux autorités fédérales, appartient aux états particuliers.

Digitized by Google

Art. 11. La religion est la catholique apostolique romaine; l'exercice public de tout autre culte est défendu.

Art. 12. La république est un asile sacré pour tout étranger, et la patrie de qui veut se fixer sur son territoire.

SECTION II. — *Des Citoyens.*

Art. 13. Tout homme est libre dans la république; celui qui se soumet à ses lois ne peut être esclave, et celui qui fait le commerce d'esclaves ne peut être citoyen.

Art. 14, 15, 16, 17, 18, 19. Les habitans ou naturalisés, âgés de plus de dix-huit ans, possédant une industrie ou des moyens d'existence connus, sont citoyens de la république. Le congrès donne des lettres de naturalisation aux étrangers qui veulent s'établir dans la république, ont rendu quelque service, ou fait quelque invention utile; à ceux qui peuvent professer une science, exercer un art ou une industrie qui ne soit pas connue dans le pays; à ceux qui sont établis depuis cinq ans, ou mariés depuis trois, ou propriétaires de biens existans dans le pays; à ceux qui sont nés en pays étrangers de parens nés dans la république; à tous ceux qui, se trouvant dans le pays au moment de la révolution, ont pris parti pour l'indépendance.

Art. 20, 21, 22. Perdent la qualité de citoyens ceux qui acceptent des emplois ou pensions d'un autre gouvernement, sans la permission du congrès; ceux qui ayant été condamnés à des peines infamantes n'ont point été réhabilités. Cette qualité est seulement suspendue pour ceux qui sont en prévention pour des délits punis de peines plus que correctionnelles; pour les débiteurs déclarés frauduleux; pour ceux qui sont convaincus d'immoralité ou d'incapacité physique, ou qui vivent dans la domesticité. Les citoyens, reconnus tels, peuvent seuls exercer des fonctions.

TITRE III. — DE L'ÉLECTION DES AUTORITÉS SUPRÊMES FÉDÉRALES.

SECTION I. — *Des Élections en général.*

Art. 23. Les assemblées des états diviseront leur population aussi exactement que possible, en juntes populaires, en districts et en départemens.

Art. 24. Les juntes populaires se composent des citoyens dans l'exercice de ce droit; les juntes de district d'électeurs nommés

Digitized by Google

par les juntes populaires; et les juntes de département d'électeurs nommés par les juntes de district.

Art. 25. Toute junte sera régie par un directoire composé d'un président, deux secrétaires et deux scrutateurs nommés par elle.

Art. 26. En cas de violence, insinuation ou corruption employée pour obtenir des votes, l'accusateur et l'accusé nommeront, dans la junte, quatre citoyens à leur choix, lesquels annuleront l'élection de l'accusé, ou celle de l'accusateur suivant le cas; s'il y avait calomnie, en pareil différent, les tribunaux ordinaires en connaîtraient.

Art. 27. Les recours en nullité, dans les élections populaires, seront jugés par les juntes de district, et pour les juntes de district dans les juntes de département; enfin, le corps législatif prononcera sur la validité des élections faites dans les juntes de département.

Art. 28, 29, 30, 31 et 32. Les électeurs de district et de département sont inviolables pendant l'exercice de leurs fonctions. Aux époques des élections les juntes populaires s'assembleront le dernier dimanche d'octobre; celles de district, le second dimanche de novembre; celles de département, le premier dimanche de décembre. Aucun citoyen ne pourra se dispenser de remplir sa charge d'électeur. Personne ne se présentera en armes aux élections. Les juntes ne pourront délibérer que sur les objets que leur désigne la loi.

SECTION II. — *Des Juntes populaires.*

Art. 33. Les juntes populaires seront au moins de deux cent cinquante citoyens et de deux mille cinq cents au plus.

Art. 34. Chaque junte ayant son registre, ceux inscrits comme ayant droit de vote seront seuls appelés à voter.

Art. 35. Les juntes nommeront un électeur primaire pour chaque deux cent cinquante citoyens. Celles qui auraient un reste de cent vingt-six votans nommeront un électeur de plus.

SECTION III. — *Des Juntes de district.*

Art. 36, 37. Les électeurs primaires s'assembleront dans les chefs-lieux de district. Les deux tiers au moins, dans chaque junte, étant présens, un électeur de département sera nommé par chaque dix électeurs primaires, et à la majorité absolue.

Digitized by Google

SECTION IV. — *Des Juntes de département.*

Art. 38, 39, 40, 41. Un département aura douze électeurs de district pour chacun des représentans qu'il devra nommer. Le lieu de l'assemblée, le nombre d'électeurs présens, le terme de majorité sont fixés comme pour les assemblées de district. Les représentans nommés se pourvoiront d'actes constatant leur nomination.

Art. 42. Dans le renouvellement du président et du vice-président de la république, des membres de la suprême cour de justice et des sénateurs de l'état, les électeurs de département voteront pour ces divers fonctionnaires, et chaque vote sera séparément enregistré.

Art. 43. Les juntes de département formeront, pour chaque élection particulière, des listes d'électeurs avec l'expression de leurs votes.

Art. 44. Les listes relatives à l'élection du président et du vice-président de la république et des membres de la suprême cour de justice, seront signées par les électeurs et remises scellées au congrès. Une autre copie, comprenant de plus les votes pour l'élection des sénateurs, sera adressée à l'assemblée de chaque état.

SECTION V. — *Réglement des votes et moyens de vérifier l'élection des suprêmes autorités fédérales.*

Art. 45. Les listes des juntes départementales de chaque état étant réunies, l'assemblée de cet état les examinera et les enverra dans la forme prescrite par l'art. 44 au congrès, réservant celles relatives à l'élection des sénateurs.

Art. 46. Tous les paquets contenant les listes des juntes de département et la vérification de l'assemblée de chaque état étant réunis, le congrès les ouvrira et réglera les votes d'après le nombre des électeurs de district et non d'après celui des juntes départementales.

Art. 47. L'élection sera confirmée dès qu'il y aura majorité absolue des suffrages. Si la majorité absolue n'existe pour aucun des candidats, le congrès choisira parmi ceux qui réunissent le plus grand nombre de suffrages.

Art. 48. Les assemblées des états vérifieront, d'après les mêmes

Digitized by Google

règles, l'élection des sénateurs, et décideront celles qui seraient restées en ballottage dans les districts.

Art. 49. A nombre égal de votes l'élection d'un propriétaire sera toujours préférée.

Art. 50. Un citoyen élu par deux juntes optera pour celle où il a eu le plus de suffrages, ou à nombre égal aura le choix.

Art. 51. Les citoyens qui auront rempli pendant le temps voulu par la constitution quelque fonction élective ne seront point obligés à accepter de nouvelles fonctions pendant l'intervalle d'une année.

Art. 52. Les élections des suprêmes autorités fédérales seront publiées par un décret du corps législatif, après vérification.

Art. 53. Tous les actes relatifs à l'élection, depuis la mise aux voix dans les juntes populaires jusqu'à la vérification dans le congrès et les assemblées des états, doivent être publics pour être valides.

Art. 54. Les dispositions réglementaires sur les élections seront établies d'après ces bases.

TITRE IV. — DU POUVOIR LÉGISLATIF ET DE SES ATTRIBUTIONS.

SECTION I. *De l'organisation du pouvoir législatif.*

Art. 55. Le pouvoir législatif de la fédération réside dans un congrès composé de représentans librement élus, à raison d'un pour trente mille habitans.

Art. 56. Il y aura un suppléant pour trois représentans, et les juntes qui ne pourraient nommer qu'un ou deux représentans auront de droit un suppléant.

Art. 57. En cas de mort ou d'incapacité d'un représentant, les suppléans concourent pour le remplacer.

Art. 58. Le congrès se renouvellera par moitié chaque année; les mêmes représentans pourront être élus deux fois de suite.

Art. 59. La première législature désignera par le sort ceux qui devront être les premiers remplacés, et, dans la suite, les membres les plus anciens formeront la portion renouvelée.

Art. 60, 61, 62, 63. Pour être représentant, il faut être âgé de vingt-trois ans, être citoyen depuis cinq ans. Les naturalisés doivent avoir séjourné dans le pays au moins une année immédiatement avant l'élection. Les employés du gouvernement de la fédération ou des états ne peuvent représenter le territoire au-

Digitized by Google

quel ils appartiennent par leur charge ; réciproquement les représentans ne peuvent être employés par le gouvernement, ni obtenir de congés sans les plus graves motifs. Les représentans ne peuvent être, en aucun temps, attaqués pour les propositions et discours faits au congrès; pendant le cours des sessions, et un mois après, ils ne peuvent être attaqués civilement ni contraints pour dettes.

Art. 64, 65, 66, 67, 68. Le congrès fixera, pour chaque législature, le lieu de sa résidence; mais le congrès et les autres autorités fédérales ne pourront exercer dans les localités où ils siégeront que l'autorité nécessaire au maintien de l'ordre et de la tranquillité, à la liberté et à la dignité de leurs fonctions. Quand la situation de la république le permettra, une ville sera fondée pour être la résidence des autorités fédérales, lesquelles y exerceront une juridiction exclusive. Le congrès se réunira tous les ans, le 1er mars. Ses sessions dureront trois mois. La première législature pourra se proroger le temps nécessaire; celles qui suivront n'auront cette faculté que pour un mois.

Art. 68. Toute résolution réclame le concours de la majorité absolue des représentans, et l'accord de la moitié plus un des membres présens.

SECTION II. — *Des Attributions du Congrès.*

Art. 69. Le congrès fait les lois qui maintiennent la fédération ou celles dans lesquelles l'uniformité est reconnue nécessaire par chacun des états. — Il lève et entretient l'armée et la flotte nationale; règle l'ordonnance des forces de terre et de mer; autorise le pouvoir exécutif à employer les milices des états pour faire exécuter la loi, repousser les invasions ou insurrections. Il accorde au pouvoir exécutif des facultés extraordinaires expressément définies, et pour un temps limité, en cas de guerre contre l'indépendance nationale. — Il fixe les dépenses de l'administration générale; décrète et désigne les revenus généraux qui doivent les couvrir, et la portion de ces revenus correspondante à chaque état d'après sa population et sa richesse. — Il règle l'administration des rentes générales, veille sur leur emploi; décrète les emprunts ou impôts extraordinaires; qualifie et reconnaît la dette nationale; destine les fonds nécessaires à son amortissement et à son extinction; contracte des dettes sur le trésor national; négocie des emprunts à l'étranger. — Il dirige

Digitized by Google

l'éducation en établissant ses principes de la manière la plus favorable au système démocratique, et aux progrès des sciences et des arts. Il assure aux inventeurs le droit exclusif et temporaire de leurs découvertes. — Il règle et protège le droit de pétition; déclare la guerre, fait la paix d'après les communications diplomatiques préalablement faites par le pouvoir exécutif; ratifie les traités et négociations commencés par le pouvoir exécutif; accorde ou refuse l'entrée des troupes étrangères sur le territoire de la république; règle les relations commerciales avec les autres nations ou entre les états; établit des lois uniformes sur la banqueroute; ouvre les ports et établit les douanes maritimes. — Il détermine la valeur, le titre, le poids de la monnaie nationale, le cours des monnaies étrangères; fixe d'une manière uniforme les poids et mesures, et décrète les peines contre ceux qui les falsifient. — Il établit les grands chemins et canaux de communication, les postes et le service des courriers; fait les lois sur la course, sur la répression de la piraterie et l'outrage au droit des gens. — Il accorde les amnisties ou graces dans le cas de l'art. 118. — Il crée les tribunaux inférieurs qui connaissent des affaires particulières de la fédération; il vérifie les élections populaires des autorités fédérales, à l'exception de celles des sénateurs. — Il admet aux deux tiers des voix les démissions d'emploi offertes pour des motifs graves, par le président, le vice-président de la république, les sénateurs reconnus et les membres de la cour suprême de justice. — Il fixe le traitement des représentans au congrès, du président et du vice-président, des sénateurs, des membres de la cour suprême et des autres agens de la fédération. — Il veille sur toutes les opérations financières et peut annuler, sans les formalités prescrites par l'art. 194, toute disposition législative qui contrarie l'amortissement ou l'acquittement de la dette nationale. — Il accorde l'autorisation d'accepter à l'étranger les pensions ou distinctions compatibles avec le système républicain. — Il règle la formation et l'admission des nouveaux états.

Art. 70. Quand le congrès est convoqué extraordinairement, il ne peut s'occuper que de ce qui fait l'objet de la convocation.

Digitized by Google

TITRE V. — FORMATION, SANCTION ET PROMULGATION DE LA LOI.

SECTION I. — *De la Formation de la loi.*

Art. 71. Tout projet de loi doit être présenté par écrit, et les représentans et secrétaires d'état ont seuls le droit d'en proposer. Ces derniers toutefois ne peuvent faire de proposition sur aucune classe d'impôts.

Art. 72. Tout projet de loi doit être lu deux fois, et à différens jours, avant qu'il soit délibéré sur sa mise en discussion.

Art. 73. Un projet admis à la discussion sera préalablement soumis à l'examen d'une commission qui ne pourra le présenter qu'après trois jours. Le rapport de cette commission sera lu aussi deux fois, et à deux jours différens ; trois jours après la seconde lecture, la discussion devra commencer si le congrès n'en décide autrement.

Art. 74, 75, 76. Un projet non admis à la discussion ne pourra reparaître que l'année suivante. Un projet adopté sera rédigé en triple expédition, et les trois originaux, signés par le président et deux secrétaires, seront remis au sénat.

SECTION II. — *De la Sanction de la loi.*

Art. 77. Toutes les résolutions du congrès, dictées en vertu des attributions que lui accorde la constitution, doivent, pour être valides, recevoir la sanction du sénat, excepté celles qui ont pour objet le régime intérieur du congrès, le lieu et la prorogation de ses sessions, la vérification des électeurs et le rejet des élus, la concession de lettres de naturalisation, les déclarations de mise en cause contre les fonctionnaires.

Art. 78. Le sénat donnera sa sanction par la majorité absolue des votes, et dans cette formule : *au pouvoir exécutif.* Il la refusera par celle-ci : *renvoyé au congrès.*

Art. 79. Avant de donner ou refuser sa sanction il pourra réclamer du pouvoir exécutif des éclaircissemens qui lui seront dus, dans les huit jours.

Art. 80. Le sénat donnera ou refusera sa sanction dans les dix jours ; passé ce terme sa sanction sera censée obtenue.

Art. 81. Le sénat devra refuser sa sanction quand la résolution du congrès lui paraîtra contraire à la constitution ou aux intérêts de la république. Dans les deux cas, il renverra au congrès l'une des expéditions avec la formule susdite exprimant à

Digitized by Google

part les motifs de son refus. Le congrès examinera ces motifs et discutera de nouveau la résolution. Si deux tiers des membres du congrès persistent dans la résolution elle sera considérée comme sanctionnée par le sénat, qui en effet donnera cette sanction en forme; dans le cas contraire, la résolution ne pourra être discutée que l'année suivante.

Art. 82. Quand la résolution portera sur une classe quelconque des contributions, et que le sénat aura refusé sa sanction, l'accord des trois quarts des membres du congrès sera nécessaire pour forcer cette sanction.

Art. 83. Quand le sénat refusera de sanctionner une résolution du congrès comme contraire aux articles 10 et 11 de la constitution, il faudra l'accord des trois quarts des membres du congrès pour que la résolution soit de nouveau soumise à la sanction du sénat, et ici cette sanction ne sera point forcée, le sénat pourra la refuser.

Art. 84. Si le sénat refuse une seconde fois sa sanction, la résolution ne pourra être discutée dans le congrès que l'année suivante.

Art. 85. Quand la majorité des états réclamera une mesure décrétée par le congrès et non ratifiée par le sénat, l'examen nécessaire à cette sanction devra avoir lieu immédiatement.

Art. 86. Lorsque le sénat sanctionnera un acte du congrès, il adressera au congrès l'un des trois originaux revêtu de sa sanction, et un autre au pouvoir exécutif pour la mise à exécution.

SECTION III. — *Promulgation de la Loi.*

Art. 87. Le pouvoir exécutif, aussitôt la réception d'un décret sanctionné, devra disposer tout pour le publier, le répandre et le faire exécuter dans le délai de quinze jours, délai que le congrès pourra étendre si cela est nécessaire.

Art. 88. La promulgation se fera dans la forme suivante : *le congrès a résolu et le sénat a sanctionné ce qui suit*, etc.

TITRE VI. — DU SÉNAT ET DE SES ATTRIBUTIONS.

SECTION I. — *Du Sénat.*

Art. 89. Il y aura un sénat composé de membres élus par le peuple, à raison de deux par état. Il se renouvellera annuellement par tiers, et ses membres ne pourront être réélus sans intervalle.

Digitized by Google

Art. 90. Pour être sénateur il faut être né dans la république, avoir trente ans accomplis ou être depuis sept ans citoyen.

Art. 91. Chaque état nommera un suppléant ayant mêmes qualités que les deux sénateurs.

Art. 92. Un seul des sénateurs dans chaque état pourra être ecclésiastique.

Art. 93. Le sénat, dans sa première session, se divisera par le sort, avec toute l'exactitude possible, en trois parties qui se renouvelleront successivement chaque année.

Art. 94. Le vice-président de la république présidera le sénat et ne votera qu'en cas de partage.

Art. 95. Le vice-président sera remplacé, quand il y aura lieu, par un membre du sénat, lequel devra réunir les qualités requises pour la présidence de la république.

Art. 96. Le vice-président ne siégera point au sénat quand celui-ci nommera les membres du tribunal établi par l'article 147.

Art. 97. Les sessions du sénat dureront toute l'année, dans la forme prescrite par son réglement.

SECTION II. — *Des attributions du Sénat.*

Art. 98. Le sénat a la sanction de toutes les résolutions du congrès, dans la forme établie, section II, titre V.

Art. 99. Il veillera au maintien de la constitution, à l'accomplissement des lois générales et des devoirs particuliers des fonctionnaires.

Art. 100. Il conseillera le pouvoir exécutif dans les cas douteux que pourra présenter l'exécution des résolutions du congrès; dans les relations ou traités avec les puissances étrangères ; dans le gouvernement intérieur de la république ; dans les cas de guerre ou d'insurrection.

Art. 101. Il convoquera le congrès dans les cas extraordinaires, appelant les suppléans de ceux des représentans qui seraient morts dans l'intervalle des sessions.

Art. 102. Il proposera au pouvoir exécutif trois personnes pour les emplois vacans d'envoyés diplomatiques, de commandans d'armes de la fédération, d'officiers de terre, de commandans des ports et frontières, de ministres de la trésorerie générale et de chefs de perceptions.

Art. 103. En cas de délits commis dans l'exercice de leurs

Digitized by Google

fonctions par ces derniers fonctionnaires, il déclarera s'il y a lieu à les poursuivre.

Art. 104. Il interviendra dans les démêlés définis par l'art. 194, et nommera dans sa première session le tribunal établi par l'article 147.

Art. 105. Il reverra les sentences dont il est question à l'article 137.

TITRE VII. — DU POUVOIR EXÉCUTIF, DE SES ATTRIBUTIONS ET DE CELLES DES SECRÉTAIRES D'ETAT.

SECTION I. — *Du Pouvoir exécutif.*

Art. 106. Le pouvoir exécutif sera exercé par un président nommé par le peuple de tous les états de la fédération.

Art. 107. Le président sera au besoin remplacé par un vice-président, également nommé par le peuple.

Art. 108. Si l'un et l'autre manquent à la fois, le congrès nommera un sénateur ayant les qualités désignées par l'art. 110. Si l'absence des deux premiers fonctionnaires n'est pas temporaire, et que l'époque du renouvellement périodique de la présidence soit éloignée de plus d'une année, il sera pourvu à une élection nouvelle et dans toutes les formes. Le président ainsi élu restera en fonction le temps voulu par l'article 111.

Art. 109. Si le cas précédent arrive dans l'intervalle des sessions, le congrès sera convoqué extraordinairement, et provisoirement le président du sénat exercera le pouvoir exécutif.

Art. 110. Pour être président et vice-président, il faut être né dans la république, avoir trente années accomplies, être citoyen depuis sept ans, appartenir à l'état séculier, et jouir de tous ses droits civils.

Art. 111. La durée de la présidence et de la vice-présidence est de quatre ans; le président et le vice-président peuvent être réélus sans intervalle.

Art. 112. Le président ne pourra recevoir d'aucun état ni autorité, ni charge particulière, ni dons, ni émolumens. Son traitement ne pourra être altéré pendant la durée de ses fonctions.

SECTION II. — *Des attributions du Pouvoir exécutif.*

Art. 113. Le pouvoir exécutif promulguera les lois, veillera à leur exécution et à l'ordre public.

Digitized by Google

Art. 114. Il consultera le congrès sur l'interprétation de la loi, sur les doutes ou difficultés que pourrait présenter leur exécution. Il doit dans ce cas se conformer aux décisions du sénat, lesquelles le déchargent de sa responsabilité.

Art. 115. Il dirigera, en prenant l'avis du sénat, les négociations et traités avec les puissances étrangères. Il consultera le sénat sur toutes les affaires qui tiendront à ces relations, mais sans être obligé de se conformer à ses décisions.

Art. 116. Il pourra consulter le sénat dans les cas de guerre et d'insurrection.

Art. 117. Il nommera les fonctionnaires de la république, proposés suivant l'article 102 par le sénat, ceux proposés suivant l'article 139 par la suprême cour de justice ; les subalternes des uns et des autres, et les officiers de l'armée permanente au-dessous du grade de colonel, sur la proposition des chefs supérieurs.

Art. 118. Quand des circonstances graves mettront dans le cas d'accorder des graces ou des amnisties, le président les proposera au congrès.

Art. 119. Il dirigera toute la force armée de la fédération, pourra réunir la milice, disposer d'elle pour le service actif de la république, et commander en personne l'armée avec l'assentiment du congrès, auquel cas le vice-président sera chargé du gouvernement.

Art. 120. Il pourra user de la force pour repousser les invasions ou insurrections, rendant compte immédiatement au congrès, ou au sénat si la session du premier est terminée.

Art. 121. Il accordera, avec l'approbation du sénat, les récompenses honoraires compatibles avec le système de gouvernement de la nation.

Art. 122. Il pourra écarter librement et sans les mettre en cause, les secrétaires d'état, traduire conformément aux lois tous les fonctionnaires, les suspendre pour six mois ou les déposer pour cause d'incapacité ou d'insubordination, lorsque les deux tiers des membres du sénat reconnaîtront la justice de ces plaintes.

Art. 123. Il présentera au commencement de toutes les sessions du congrès, par l'entremise des secrétaires d'état, un détail circonstancié de la situation des diverses branches de l'administration publique, de l'armée et de la marine, avec les pro-

Digitized by Google

jets d'amélioration qu'il jugera praticables, plus un compte exact des dépenses et recettes.

Art. 124. Il donnera au congrès et au sénat les renseignemens qui lui seront demandés; quant aux affaires secrètes il les communiquera au congrès et au sénat, si ces deux assemblées l'exigent, à l'exception toutefois des plans de campagne et des négociations de haute politique qui ne doivent pas transpirer.

Art. 125. Dans le cas où sa responsabilité serait attaquée, il ne pourrait, sous aucun prétexte, taire ni réserver les documens qui pourraient être réclamés dans sa mise en cause.

Art. 126. Le président ne pourra, sans l'agrément du congrès, s'éloigner du lieu où celui-ci tient ses séances, ni sortir du territoire de la république jusque six mois après l'expiration de sa charge.

Art. 127. Quand le président aura connaissance de quelque trahison ou complot, il pourra donner ordre d'arrêter et d'interroger les individus soupçonnés; mais dans les trois jours il devra les livrer à leurs juges naturels.

Art. 128. Il adressera aux chefs de tous les états les lois et les dispositions générales, et leur indiquera la conduite qu'ils doivent tenir dans les divers services de la fédération qui ne seraient pas confiés à des officiers particuliers.

SECTION III. — *Des secrétaires d'état.*

Art. 129. Le congrès, sur la proposition du pouvoir exécutif, désignera le nombre des secrétaires d'état, organisera les différens ministères, et fixera les attributions de chacun d'eux.

Art. 130. Pour être secrétaire d'état, il faut être d'origine américaine, citoyen dans l'exercice de ses droits et âgé de vingt-cinq ans.

Art. 131. Les ordres du pouvoir exécutif seront expédiés par le secrétaire de la branche à laquelle ils correspondent, et ceux qui seraient expédiés par une autre voie doivent rester sans exécution.

TITRE VIII. — DE LA SUPRÊME COUR DE JUSTICE ET DE SES ATTRIBUTIONS.

SECTION I. — *De la suprême cour de justice.*

Art. 132. Il y aura une cour suprême de justice qui, selon ce que prescrira la loi, sera composée de cinq ou sept membres,

Digitized by Google

lesquels seront élus par le peuple, se renouvelleront par tiers chaque année et pourront toujours être réélus.

Art. 133. Pour être membre de la cour suprême il faut être d'origine américaine, et avoir résidé pendant sept ans immédiatement avant l'élection, être citoyen jouissant de ses droits, laïc et âgé de trente ans.

Art. 134. Il y aura trois suppléans choisis par le peuple dans la classe des propriétaires ayant les susdites qualités, et qui remplaceront les membres manquans.

Art. 135. La cour suprême désignera celui des suppléans qui devra siéger dans ce cas.

SECTION II. — *Des attributions de la cour suprême de justice.*

Art. 136. Elle connaîtra en dernier ressort et dans la forme prescrite par la constitution, des causes qui intéressent la constitution, les lois générales, la politique extérieure de la république, la police maritime de toutes les causes qui seront de sa compétence sur les démêlés existans entre les citoyens d'états différens.

Art. 137. Dans les affaires contentieuses où la république sera partie, ou bien qui existeront entre les états de la fédération, ou enfin entre ceux-ci et des étrangers, la cour suprême de justice nommera pour le premier cas des arbitres et connaîtra du second. La décision de la cour suprême sera soumise au sénat si elle ne convient point aux parties ou si cette sanction est prescrite par la loi.

Art. 138. La cour suprême connaîtra, conformément aux lois, de toutes les causes civiles qui concernent les envoyés diplomatiques et les consuls, et de toutes les affaires criminelles impliquant des fonctionnaires, en vertu d'une déclaration de mise en cause émanée du sénat.

Art. 139. Elle proposera trois sujets au pouvoir exécutif pour chacune des nominations de juges inférieurs que devra faire le pouvoir exécutif, en vertu de l'article 69.

Art. 140. Elle veillera sur la conduite des juges inférieurs de la fédération, et tiendra la main à ce que ceux-ci administrent promptement et dans toutes les formes.

Digitized by Google

TITRE IX. — DE LA RESPONSABILITÉ ET DU MODE DE PROCÉDER DANS LA MISE EN CAUSE DES SUPRÊMES AUTORITÉS FÉDÉRALES.

SECTION UNIQUE.

Art. 141. Les fonctionnaires de la république, avant d'entrer en charge, prêteront serment d'être fidèles à la république et de soutenir de toute leur autorité la constitution et les lois.

Art. 142. Tout fonctionnaire est responsable dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 143. Il y aura lieu à mettre en cause les représentans au congrès, lorsqu'ils seront prévenus de trahison, corruption, faute grave dans l'exercice de leurs fonctions, ou de délits communs et punissables de peines plus que correctionnelles.

Art. 144. Dans tous ces cas et dans ceux d'infraction à la loi ou d'usurpation, il y aura lieu à mise en jugement contre les membres du sénat, de la cour suprême de justice, contre le président, le vice-président de la république et les secrétaires d'état.

Art. 145. Tout accusé est suspendu du moment où un acte déclare qu'il y a lieu à le mettre en cause. Il est déposé dès que sa culpabilité est prouvée, et dès lors inhabile à toute charge publique, suivant la nature de l'accusation.

Art. 146. Les délits sus-mentionnés donnent lieu à une action populaire dans laquelle toute accusation d'un citoyen ou habitant de la république doit être entendue.

Art. 147. Il y aura un tribunal composé de cinq juges que le sénat choisira parmi ses membres suppléans ou parmi ceux du congrès ; les fonctions de ce tribunal seront déterminées par les articles 149 et 150.

Art. 148. Dans les accusations contre les membres du congrès, cette assemblée déclarera quand il y a lieu à mise en jugement.

Art. 149. Dans les accusations contre le président et le vice-président, le congrès décidera de la mise en jugement, la cour suprême jugera, et l'appel, s'il y a lieu, sera porté au tribunal établi par l'art. 147.

Art. 150. Dans les accusations contre des membres de la cour suprême, le congrès prononcera sur la mise en jugement, et le tribunal sera celui désigné par l'art. 147.

Art. 151. Dans les accusations contre les sénateurs et le vice-président, le congrès déclarera quand il y a lieu à mise en cause. La cour suprême jugera.

Digitized by Google

TITRE X. — GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

SECTION UNIQUE.

Art. 152. La peine de mort ne pourra être portée que dans les crimes qui compromettent directement la sûreté publique, l'assassinat ou l'homicide prémédité.

Art. 153. Tous les citoyens et habitans de la république, sans distinction aucune, seront soumis à l'ordre de procédure et de jugement que fixent les lois.

Art. 154. Les assemblées, aussitôt qu'il sera possible, établiront le système du jury.

Art. 155. Personne ne peut être arrêté, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente.

Art. 156. Cet ordre ne pourra être exécuté sans qu'une instruction préalable ait déclaré que le délit commis donne lieu à l'application d'une peine plus que correctionnelle, et qu'un témoin désigne positivement le coupable.

Art. 157. Tout prévenu qui chercherait à fuir pourra être arrêté. Tout individu pris en flagrant délit pourra être arrêté et sur-le-champ traduit.

Art. 158. La détention, dans ce cas, ne pourra être que de quarante-huit heures, et pendant ce temps, l'autorité devra, suivant l'art. 156, faire les recherches nécessaires pour confirmer l'arrestation ou mettre le prévenu en liberté.

Art. 159. Le geôlier ne pourra recevoir ni retenir en prison qui que ce soit sans inscrire sur son registre l'ordre d'incarcération.

Art. 160. Toute personne arrêtée doit être interrogée dans les quarante-huit heures, et le juge, dans les vingt-quatre heures qui suivent, est obligé de prononcer la mise en liberté ou la validité de l'arrestation.

Art. 161. La détention peut être imposée comme peine correctionnelle, suivant le code de chaque état.

Art. 162. La détention, comme peine correctionnelle, ne peut passer un mois.

Art. 163. Les personnes arrêtées ne pourront être transférées qu'aux lieux de détention indiqués par les lois.

Art. 164. Quand un prévenu n'aura pas été mis au secret par l'ordre d'arrestation inscrit au registre du geôlier, on ne pourra l'empêcher de communiquer avec l'extérieur.

Digitized by Google

Art. 165. Quiconque aura fait arrêter ou emprisonner un citoyen, sans être autorisé par la loi, ou qui aura fait enfermer un détenu dans un lieu autre que ceux désignés par la loi, sera reconnu coupable de détention arbitraire.

Art. 166. Celui qui donne caution, dans les cas où cela est permis par la loi, ne peut être arrêté ou détenu.

Art. 167. Les assemblées veilleront à ce qu'il y ait des visites de prisons pour toutes les classes de détenus.

Art. 168. Aucune visite domiciliaire ne pourra être faite que pour perquisition d'un prévenu, désordre qui réclamerait un prompt remède ou cris de secours partis de l'intérieur; mais la visite faite, il faudra au moins deux témoignages pour prouver qu'elle a été faite pour un des motifs sus-indiqués.

Art. 169. On ne peut s'emparer des papiers des citoyens que dans le cas de trahison; encore leur dépouillement doit-il avoir lieu en présence de l'intéressé.

Art. 170. La police de sûreté ne pourra être confiée qu'aux autorités civiles.

Art. 171. Aucun procès entre les citoyens ne pourra avoir lieu sans qu'il soit prouvé d'abord que les moyens de conciliation ont été essayés.

Art. 172. Toute personne a la faculté de nommer des arbitres, et si les parties ne se sont point réservé le droit d'appel, la décision des arbitres est irrévocable.

Art. 173. Les mêmes juges ne peuvent siéger en deux instances différentes.

Art. 174. Aucune loi du congrès ni des assemblées ne pourra restreindre les garanties ici exposées, mais elle pourra les étendre ou en donner de nouvelles.

TITRE XI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION UNIQUE.

Art. 175. Le congrès, les assemblées et autres autorités ne pourront comprimer la liberté de la pensée, de la parole et de la presse; suspendre le droit de pétition verbale ou écrite; empêcher les citoyens ou habitans de la république sans responsabilité de se retirer en pays étranger; enlever la propriété des citoyens ou habitans ni les troubler dans la jouissance de leurs biens, si ce n'est dans le cas d'un intérêt public légalement cons-

Digitized by Google

tité et avec garantie préalable d'indemnité ; établir des substitutions, donner des titres de noblesse, créer des pensions, décorations ou distinctions héréditaires, ou permettre qu'aucunes de ces distinctions soient acceptées de nations étrangères par les citoyens ; permettre l'usage des tortures ou contraintes, la confiscation, les mutilations et peines cruelles ; accorder pour un temps limité des priviléges aux compagnies de commerce ou corporations industrielles ; faire des lois de prescription ou rétroaction.

Art. 176. Ils ne pourront, sinon dans le cas de tumulte, de rébellion ou d'attaque à main armée, désarmer aucune population ; empêcher les réunions populaires qui ont pour objet les discussions politiques ou l'examen de la conduite publique des fonctionnaires ; ordonner d'après les formalités voulues par les lois les visites de domicile ou de papiers, l'arrestation ou la détention des citoyens ; former des commissions ou tribunaux spéciaux pour connaître de certains délits et juger certaines classes d'habitans.

TITRE XII. — DU POUVOIR LÉGISLATIF, DU CONSEIL REPRÉSENTATIF, DU POUVOIR EXÉCUTIF ET DU POUVOIR JUDICIAIRE DES ÉTATS.

SECTION I. — *Du Pouvoir législatif.*

Art. 177. Le pouvoir législatif de chaque état réside dans une assemblée de représentans élus par le peuple, et qui ne peuvent être en nombre moins de onze ni plus de vingt-un.

Art. 178. Les premières législatures feront pour chaque état une constitution conforme à la constitution fédérale avec les lois, ordonnances et réglemens correspondans. Elles fixeront l'entretien de l'administration et décrèteront les impôts de toutes les classes qui devront y fournir. Elles ne pourront, sans l'agrément du congrès, imposer des contributions d'entrée et de sortie dans le commerce avec les étrangers ou avec les autres états de la fédération. — Elles détermineront la force des troupes permanentes en temps de paix, et ce, d'accord avec le congrès. — Elles organiseront la milice et les services nécessaires en temps de guerre. — Créeront les établissemens, corporations et tribunaux qu'elles jugeront nécessaires.

Digitized by Google

SECTION II. — *Du Conseil représentatif des États.*

Art. 179, 180. Il y aura un conseil représentatif composé de représentans élus par le peuple, à raison d'un par chaque division territoriale de l'état. Ce conseil sanctionnera les lois, conseillera le pouvoir exécutif, lui adressera des propositions pour la nomination des principaux fonctionnaires, surveillera la conduite de ces derniers et prononcera leur mise en cause quand il y aura lieu.

SECTION III. — *Du pouvoir exécutif des États.*

Art. 181. Le pouvoir exécutif réside dans un chef nommé par le peuple de l'état.

Art. 182. Il est chargé d'exécuter les lois et de veiller à l'ordre public; de nommer les principaux fonctionnaires de l'état sur la proposition de trois candidats, faite par le conseil représentatif, et les subalternes sur la proposition de leurs chefs; de disposer de la force armée de l'état, et s'en servir pour sa défense en cas d'invasion subite, rendant compte immédiatement à l'assemblée, ou à défaut de celle-ci, au conseil représentatif, lequel doit informer le congrès.

Art. 183. Le chef de l'état sera remplacé, au besoin, par un second chef nommé également par le peuple.

Art. 184. Le second chef sera président du conseil représentatif, et n'y votera qu'en cas de partage.

Art. 185. En l'absence du second chef de l'état, le conseil représentatif sera présidé par un membre du conseil.

Art. 186. Le second chef politique n'assistera point au conseil dans les cas où le vice-président de la république doit s'éloigner du sénat.

Art. 187. Le chef et le second chef de l'état resteront en fonctions quatre ans, et pourront être réélus une fois sans intervalle.

Art. 188. L'un et l'autre seront responsables vis-à-vis de l'état dans l'exercice de leurs fonctions.

SECTION IV. — *Du Pouvoir judiciaire des États.*

Art. 189. Il y aura une cour supérieure de justice composée de juges élus par le peuple, et qui seront périodiquement renouvelés.

Art. 190. Cette cour sera le tribunal de dernière instance.

Art. 191. Dans les accusations contre les représentans, contre le pouvoir exécutif, les membres du conseil et de la cour supé-

Digitized by Google

rieure de chaque état, il sera procédé dans la forme et les règles établies pour les autorités fédérales.

TITRE XIII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTATS.

SECTION UNIQUE.

Art. 192. Les états devront se livrer mutuellement les coupables qui leur seront réclamés.

Art. 193. Les actes légaux et juridiques d'un état seront reconnus dans tous les autres états.

Art. 194. Dans le cas où un état ou ses autorités se plaindraient de ce qu'un autre état aurait dépassé ses limites constitutionnelles, le sénat prendrait les renseignemens nécessaires, les remettrait à deux états voisins pour prononcer sur le différend, et si l'arbitrage de ceux-ci n'était point accepté par les intéressés, l'affaire serait portée au congrès dont la décision serait sans appel.

Art. 195. Les citoyens d'un état peuvent être appelés à toute espèce de fonctions dans un autre état, mais ne sont pas forcés d'accepter ces fonctions.

TITRE XIV. — DE LA FORMATION ET DE L'ADMISSION DE NOUVEAUX ÉTATS.

SECTION UNIQUE.

Art. 196. De nouveaux états pourront successivement se former et être admis dans la fédération.

Art. 197. Il ne pourra se former aucun nouvel état dans l'intérieur d'un autre état, non plus que de l'union de deux ou plusieurs états, ou de portions de ceux-ci, à moins qu'ils ne se touchent et que leurs assemblées respectives ne consentent à cette érection.

Art. 198. Tout projet de loi sur la formation d'un nouvel état doit être soumis au congrès par la majorité des représentans du territoire qui sollicite cette mesure. Ce territoire doit avoir au moins 100 mille habitans, et il doit en rester pareil nombre à l'état dont ce territoire se sépare.

TITRE XV. — DES RÉFORMES ET DE LA SANCTION DE CETTE CONSTITUTION.

SECTION I.

Art. 199. Un projet de réforme ou d'addition à la constitution

Digitized by Google

doit, pour être discuté, être signé au moins par six représentans au congrès, ou être proposé par quelque assemblée des états.

Art. 200. Si les projets ainsi présentés ne sont point admis à la discussion, ils ne pourront reparaître qu'à la suivante session.

Art. 201. Les projets admis à la discussion ne pourront passer qu'aux deux tiers des voix.

Art. 202. Toute réforme ou addition doit, pour être valide, être acceptée par la majorité absolue des états, et dans chacune des assemblées de ces états par les deux tiers des représentans.

Art. 203. Quand la réforme ou addition sera une altération sensible de la forme de gouvernement adopté, le congrès, après l'acceptation des états, convoquera une assemblée nationale constituante qui prendra une résolution définitive.

SECTION II. — *De la sanction.*

Art. 204. La présente constitution sera sanctionnée par le congrès fédéral.

Art. 205. La sanction tombera sur la constitution entière et non sur tel ou tel article.

Art. 206. La sanction sera donnée nominalement par la majorité absolue, ou refusée par les deux tiers des membres du congrès.

Art. 207. Si la majorité absolue pour la sanction, ou les deux tiers pour le rejet ne se sont point prononcés, la discussion sera prolongée de huit jours, à l'expiration desquels on votera définitivement.

Art. 208. Si de cette seconde délibération l'accord désiré ne résulte pas encore, les sénateurs seront mandés au congrès et concourront avec les représentans à délibérer sur la sanction.

Art. 209. Les sénateurs s'étant réunis au congrès, la discussion s'ouvrira pour la troisième fois et ne pourra se prolonger au-delà de quinze jours, et si l'adoption par la majorité absolue ou le rejet par les deux tiers n'étaient point obtenus par cette nouvelle épreuve, la constitution sera par là même sanctionnée.

Art. 210. La sanction sera publiée avec la plus grande solennité si la majorité se prononce pour elle; si elle est refusée le congrès convoquera sans délai une assemblée nationale constituante.

Art. 211. Cette constitution, avant d'avoir été sanctionnée, régira la république comme loi fondamentale, tant qu'une autre ne sera pas sanctionnée.

Digitized by Google

MESSAGE

DU C. MANUEL JOSÉ ARCÉ,

Président de la république de l'Amérique centrale,

AU CONGRÈS FÉDÉRAL,

A l'ouverture des sessions de la seconde législature constitutionnelle, le 1er mars 1826.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

Je félicite le pouvoir législatif sur sa nouvelle convocation. C'est pour la seconde fois que la nation voit se réunir un congrès constitutionnel. Puissent à jamais, et dans les jours de périls, les citoyens de la république centrale remplir ce grand acte de notre liberté constitutionnelle !

Nous pouvons déjà jeter avec satisfaction les yeux derrière nous et contempler avec de légitimes espérances les premiers pas de notre jeune révolution. Plus heureux qne la Colombie et le Mexique, nous nous sommes affranchis sans convulsions; nous avons acquis la liberté sans être obligés de faire pour elle les ruineux sacrifices auxquels l'Espagne, notre commune ennemie, a contraint les nations voisines. Heureuse de n'avoir point eu à lutter pour sa conservation, la république centrale a pu donner tous ses soins à la construction de l'édifice social. Honneur à la première assemblée nationale qui a su exprimer ici la volonté générale! honneur au premier congrès qui a sanctionné cette volonté! honneur à vous, représentans, qui marchez sur les traces de vos devanciers!

Ayant à rendre compte aux représentans du peuple et au peuple lui-même de mon administration, j'exposerai d'a-

Digitized by Google

bord l'état de nos relations avec les puissances de l'Europe et les nations américaines.

Les secrétaires d'état vous exposeront dans leurs rapports respectifs nos travaux depuis l'installation du premier congrès et vous diront en quoi le pouvoir exécutif a besoin surtout de votre coopération constitutionnelle.

L'Espagne doit nous occuper d'abord : comme anciennement dépendante de cette monarchie détestée, nous avons notre part de la haine extravagante qu'elle porte à ce continent. Elle se refuse à reconnaître notre indépendance. Accablée de maux depuis 1808, elle est réduite à une absolue nullité. Elle a passé sous tant de gouvernemens éphémères que la nation ne sait plus ce qu'elle veut, et que l'absolutisme même y est sans force. Tous ces désordres sont l'ouvrage de Ferdinand VII; mais s'il se bornait à tyranniser la Péninsule ! Il rêve encore notre ruine; il nous fait tout le mal qui est en lui; il empêche par ses intrigues les autres rois d'Europe de reconnaître nos droits. C'est en considérant ceci que le pouvoir exécutif a proposé au congrès fédéral, dans la dernière session, de fermer nos ports au commerce espagnol. Le pouvoir exécutif ayant appuyé cette proposition des meilleures raisons attendait de l'approbation du congrès les mesures législatives pour l'application de cette disposition. Le pouvoir législatif rendit un décret, le 22 du mois de décembre, conçu en termes qui ne remplissaient point les vues annoncées par le gouvernement. Le pouvoir exécutif examinant de plus près la question se confirma dans l'opinion qu'il était autorisé à fermer nos ports au pavillon espagnol, et cela d'après le réglement provisoire des douanes du 13 février 1822, lequel dit que les ports de la république seront ouverts à toute nation qui ne s'opposera point à la juste cause

Digitized by Google

de notre indépendance, et comme il est incontestable que le cabinet de Madrid, non-seulement s'oppose à nos droits, mais cherche à armer les autres nations contre nous, le gouvernement a dû se croire autorisé à défendre le commerce avec l'Espagne et ses adhérens.

Malgré le droit que cette disposition provisoire semblait donner au pouvoir exécutif, je crus devoir consulter le sénat sur son interprétation. Le sénat ne fut point de l'avis du pouvoir exécutif, et bien que je ne doutasse pas de la légalité de l'acte, je crus devoir, d'après certaines observations qui me furent faites, et en considérant que l'époque de la nouvelle session était très proche, m'en remettre à vous d'une détermination qui importe, je le crois, aux intérêts de la république et à la dignité du peuple que vous représentez.

Depuis le moment où nous nous sommes résolus à annoncer à la Grande-Bretagne que nous n'appartenions plus à l'Espagne, des difficultés nées du hasard ont empêché le départ du ministre chargé de cette mission. Nous sommes déjà reconnus en fait par la Grande-Bretagne, et il n'est pas douteux que nous le serons d'une manière officielle aussitôt que le colonel Marcial Zébadua sera présenté au roi des royaumes-unis d'Angleterre et d'Irlande. Dans le mois de juin de l'année dernière, le sieur J. O'Reilly se présenta comme consul de commerce de cette nation, et ses lettres de crédit étant dans la forme convenable il reçut de suite du conseil exécutif son *exequatur*. Le sieur E. Schenly est venu depuis en qualité de vice-consul et a été pareillement admis. Le 27 de décembre de l'année dernière, le colonel Moréno Guerra se présenta au gouverneur de Gibraltar avec ses lettres de consul de la république de Guatimala ; mais le

Digitized by Google

gouverneur n'ayant point reçu d'ordres ne put l'admettre à ce titre dans la ville. En conséquence, notre consul dut se rendre à Londres afin d'y obtenir l'autorisation nécessaire.

Le 4 du mois de février dernier, le sieur W. Quartel, chargé d'affaires du roi des Pays-Bas près de notre gouvernement et de ceux de Colombie et du Mexique, a reçu l'accueil public qui lui était dû. Cet envoyé nous a assuré des vœux particuliers du roi des Pays-Bas pour la liberté et la prospérité de notre nation. Il nous a exprimé le désir que les relations les plus amicales s'établissent entre les deux pays. Il a promis que notre pavillon serait traité dans les ports des Pays-Bas avec les mêmes honneurs et la même protection qu'obtiendrait ici le pavillon belge. Il nous a informés qu'il était autorisé à nommer des consuls dans tous ceux de nos ports où s'ouvrirait le commerce avec les Pays-Bas. Le pouvoir exécutif a répondu à ces diverses communications par l'expression de notre gratitude nationale envers le gouvernement des Pays-Bas. Il s'est engagé à traiter partout le pavillon belge avec la considération qu'il mérite et à reconnaître les divers consuls qui seraient désignés par M. W. Quartel, avec les formes voulues.

La conduite de l'Angleterre et des Pays-Bas est pour le reste de l'Europe une leçon qu'elle est intéressée à imiter. L'Amérique est libre et l'est pour toujours; il n'y a pas de puissance sous le ciel qui puisse de nouveau l'enchaîner. Ses droits sont imprescriptibles; il n'y a plus ici pour l'Europe de denrées coloniales à recueillir; mais les nations qui voudront spéculer sur les produits de notre sol devront premièrement établir leur bonne intelligence avec nous.

Digitized by Google

Les provinces-unies du Rio de la Plata et l'empire du Brésil sont les seules puissances formées avant nous dans l'Amérique avec qui nous ne soyons point entrés en relation. Mais cela tient à la grande distance qui nous sépare de ces nations et non à des causes capables de s'opposer à la bonne harmonie entre ces deux gouvernemens et le nôtre.

Nous n'avons point encore eu de rapports avec la république de Bolivia que la victoire d'Ayacucho a fondée dans le Haut-Pérou. Cette république s'annonce au monde sous les auspices du libérateur Bolivar, et aussitôt qu'elle pourra étendre ses relations extérieures, nous serons unis à elle par le lien qui nous attache au héros son fondateur.

Les États-Unis du nord de l'Amérique, dont la constitution a tant de rapports avec notre pacte fondamental, ont reconnu notre indépendance avec toutes les marques d'amitié que nous pouvions attendre d'eux. Notre plénipotentiaire à Washington nous a informés qu'il est convenu avec ce cabinet des bases d'un traité de paix, de commerce et de navigation que nous devrons ratifier. Le chargé d'affaires des États-Unis près de notre république est mort en se rendant à cette destination.

Nous sommes toujours étroitement unis à la Colombie par les liens de fraternité naturellement existans. Le traité de Bogota, du 15 mars dernier, est toujours garant de la bonne harmonie, malgré la petite contestation élevée entre les deux républiques au sujet de la province de Mosquitos, et ce différent se terminera à l'avantage des deux partis.

Le colonel Pédro Molina, envoyé par nous à Bogota, y a conclu le traité susdit, traité qui a été adressé à notre

Digitized by Google

plénipotentiaire à Washington. Don Ant. Morales, général de brigade, a été nommé par la république colombienne envoyé près de notre gouvernement. On nous a écrit de Panama que ce plénipotentiaire n'avait pu encore se rendre à son poste; cependant le pouvoir exécutif peut affirmer que les sentimens de la Colombie pour la république centrale et pour tout le continent américain sont pleins de grandeur et de franchise.

Le Mexique est la nation avec laquelle nous avons le plus de connexion morale et physique. Un moment la séduction et la violence ont fait des deux nations une seule puissance, mais ce système oppresseur a été bientôt renversé. Par suite de cette réunion forcée, mais si courte, nous nous trouvons aujourd'hui avec le Mexique en discussion au sujet de Chiapa et de Soconusco. Le pouvoir exécutif a mis dans cette réclamation toute la délicatesse et toute la mesure possibles. Nous avons aussi à fixer la limite commune entre les deux républiques, ce qui se fera d'une manière aussi prompte qu'amicale.

Nous ne sommes point encore entrés en relations diplomatiques avec la république du Chili, ce nouvel état étant encore forcé de soutenir la lutte commune et de régler ses intérêts particuliers. Nous avons toutefois un consul général du Chili résidant en la république centrale. Il y eut aussi quelques notes officielles échangées entre le ministre du Chili de sa majesté britannique et notre ministre des affaires étrangères. Nous avons déjà la certitude des bonnes dispositions de la nouvelle république à notre égard. Il en est de même de la république du Pérou, et pour que nos relations avec cette dernière soient ce qu'elles sont avec les autres états, il ne reste plus à faire que l'échange des envoyés respectifs.

Digitized by Google

Tel est, citoyens, l'état de nos relations avec les deux hémisphères. Nous sommes reconnus en Europe par toutes les puissances qui ont reconnu d'autres républiques sur ce continent, nous marchons de pair avec toutes les nations qui se sont déclarées indépendantes. Le pouvoir exécutif, sachant de quelle importance il est que la plus parfaite union existe entre toutes les républiques du Sud, avait proposé l'année dernière une loi tendant à ce but d'union. Le projet de loi adopté dans le congrès ne fut pas sanctionné par le sénat. Je recommande au congrès une nouvelle mise en discussion de ce projet. Nos plénipotentiaires à Panama sont partis pour cette destination. Les membres de cette grande assemblée régleront entre eux les intérêts des diverses nations qu'ils représentent; néanmoins les envoyés diplomatiques résideront, comme par le passé, près de chacun des gouvernemens unis. Je n'ai pas besoin de dire quel grand spectacle offrira cette diète générale des différens peuples devenus souverains sur la terre découverte par Colomb : tandis que les rois se réunissent en congrès pour river les fers du vieux monde, le génie du bien présidera aux conférences philantropiques de Panama. Les représentans des treize millions d'hommes affranchis du joug de l'Espagne proclameront d'une seule voix la paix continentale, sans laquelle nous ne pourrions accomplir nos destinées.

Passant à la situation intérieure de la république, le pouvoir exécutif se plaît à annoncer que dans tous les états la nation jouit de l'ordre et de la tranquillité. On sait que l'état de Nicaragua a été mis dans une position difficile, par suite des troubles de l'année 1824; une partie de la milice de Salvador, qui a eu l'honneur de mettre fin à ces troubles, est resté dans le pays à la disposition des auto-

Digitized by Google

rités locales, et si celles-ci le jugeaient nécessaire, on ferait relever la colonne de Salvador par un détachement de la milice de Honduras. Nicaragua est la seule province qui n'ait point achevé sa constitution; la législature s'occupe de cet objet sans relâche, et nous sommes fondés à croire que l'état jouira bientôt de ce travail.

Les ports de la partie septentrionale sont tous gardés par des détachemens proportionnés à l'état de nos forces régulières. Il a paru nécessaire de renforcer la garnison d'Omoa, et bientôt on fera partir les troupes désignées pour ce service. Les ports de la partie méridionale n'ont pas besoin de garnisons particulières; les corps de douaniers suffisent à moins de circonstances extraordinaires, et si ces cas se présentaient le gouvernement aurait les moyens de pourvoir à leur sûreté.

C'est un dogme pour le pouvoir exécutif que la volonté de la nation doit être celle de son président, et le système actuel étant l'expression de la volonté du peuple, le président se flatte de l'avoir observé dans l'exercice de ses plus hautes attributions comme dans les affaires le moins importantes. Ce n'est point ici un scrupule minutieux, car il n'y a point d'institutions, telles sages qu'elles soient, qui ne puissent être détruites pour peu qu'elles aient d'élasticité. La loi dans notre système constitutionnel doit être pour les citoyens chargés de l'exécuter une puissance absolue. Le président jaloux pour lui-même de cette rigoureuse observance a veillé à ce que tous les fonctionnaires qui lui sont soumis se tinssent dans la stricte ligne de leurs pouvoirs. C'est par là seulement, vous en conviendrez avec moi, que notre système peut se consolider, et déjà l'on peut remarquer que chaque jour sa marche devient plus uniforme, que l'accord s'établit entre le gouvernement général

Digitized by Google

et les gouvernemens des états, que la nation apprend chaque jour à mieux connaître ses droits et ses devoirs.

Les gouverneurs des états s'appliquent avec succès à généraliser l'instruction primaire ; les progrès déjà faits à Guatimala et à Salvador sont très satisfaisans. Le pouvoir exécutif a cru devoir surtout porter son attention sur la science qui fait la sécurité des états, et afin de pourvoir l'armée d'officiers instruits, il a donné tous ses soins à l'établissement d'une école militaire. Il a dû s'occuper aussi d'établir une sévère discipline parmi les troupes ; de les équiper et armer de la manière la plus convenable à la nature du pays qu'elles ont à défendre; d'établir un lieu pour les magasins de poudre et de munitions; de fournir à nos ports la marine qui leur est nécessaire pour empêcher la contrebande et préserver nos côtes de la piraterie. Les marchés pour l'acquisition et l'armement de bâtimens de guerre ont été conclus d'après des renseignemens pris en Angleterre sur la valeur des objets, et l'on a pu juger par ces renseignemens qu'ils étaient avantageux.

Comme le crédit est aujourd'hui une des bases de la prospérité des nations, la branche financière a été suivie par le gouvernement avec l'attention qu'elle mérite. Dans le mois de décembre dernier, l'anticipation sur l'emprunt conclu avec la maison Barclay n'a point été faite, ainsi que cela était annoncé par le chargé de pouvoirs de cette maison, cependant les fonds nécessaires aux services militaires ont été réunis à temps pour que l'état ne souffrît point de cet embarras imprévu. Il a fallu beaucoup augmenter les troupes régulières et conserver sous les armes les anciennes milices provinciales; enfin la députation à Panama a nécessité l'une des dépenses extraordinaires de cette année. Au mois d'avril de l'année dernière, le

Digitized by Google

revenu des fermes de l'état avait été spécialement affecté à l'entretien de nos consuls; on n'a point permis qu'aucune partie de ce revenu fût détournée de sa destination avant de l'avoir entièrement remplie.

Le congrès fédéral a émis, le 7 octobre, la loi organique de la haute administration, loi très différente du système compliqué existant d'après les ordonnances anciennes: la nouvelle loi ne peut encore être appliquée dans toutes ses parties, parce que la direction générale à laquelle tout doit aboutir n'est pas encore instituée; il en est de même du décret qui distribue les crédits actifs pour le paiement des dettes passives; le gouvernement recommande au congrès les diverses dispositions législatives sans lesquelles les perceptions du trésor ne peuvent s'accomplir; en résumé, le pouvoir exécutif a la satisfaction de pouvoir annoncer que la dette du trésor a été considérablement diminuée par le recouvrement d'anciens crédits, que tous les agens de la nation dans cette branche importante ont montré autant de probité que d'intelligence et de zèle dans l'accomplissement de leurs devoirs. Mais il est impossible qu'à l'avenir les recettes du trésor continuent à s'augmenter si les améliorations et les développemens ne se portent sur l'agriculture, le commerce, l'industrie qui sont les sources de la richesse.

Le congrès a cru devoir accorder la plus grande protection à la compagnie nationale de l'Amérique centrale formée et présidée par M. A. J. Irrizary, et dont les fonds sont destinés à l'exploitation des mines, à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Cette même compagnie forme sur la côte de Nicoya un établissement pour la pêche des perles. Le gouvernement a reçu aussi les propositions d'une compagnie anglaise qui désire établir sur nos côtes

Digitized by Google

des pêcheries pour le corail et les perles et exploiter l'or contenu dans les sables du Guayapé; on attend ici les commissaires de cette compagnie.

La grande entreprise de faire communiquer les deux mers par l'isthme de Nicaragua a été l'objet de mes méditations assidues. Aussitôt que le délai dans lequel les divers projets doivent être présentés sera expiré, les travaux seront commencés; je puis déjà affirmer que parmi les propositions faites il en est de très avantageuses pour la république[1].

Nous présenterons bientôt le plan d'une école de sciences, d'arts et de métiers, et un plan de colonisation qui réclament de votre part l'attention proportionnée aux avantages que la nation doit tirer de ces deux institutions.

Je finis en rendant graces au Tout-Puissant de l'aide qu'il nous a donnée dans les premiers pas de notre carrière. Législateurs représentans, continuez vos travaux de manière à mériter à votre tour les bénédictions des générations qui doivent nous suivre.

(1) La maison Palmer des Etats-Unis est chargée de l'entreprise; on ne sait encore à quelles conditions ni avec quels moyens.

Digitized by Google

ARTS
APPLIQUÉS A L'INDUSTRIE;
COMMERCE.

SOCIÉTÉ ANGLAISE DES MINES DU CHILI.

État des opérations de cette société au mois de juin 1826.

Au mois de janvier 1825, les directeurs de cette société envoyèrent au Chili M. Edward Stuart-Cameron, avec le titre de commissaire; ils lui adjoignirent M. Martin Thomas, habile chef d'exploitation du comté de Cornouailles, et J. Williams, mineur. M. Cameron devait être suivi par deux autres commissaires, MM. C. Lambert et Collet Dobson, conduisant un convoi d'ouvriers et partie du matériel nécessaire à l'exploitation; en les attendant il devait s'occuper de quelques préparatifs généraux. Il arriva le 28 avril à Santiago de Chili, et immédiatement présenta au gouvernement les lettres de créance qui lui avaient été remises à Londres. Il écrivit le 1er mai les détails de cette réception, et d'après eux la société pouvait compter non-seulement sur le consentement, mais encore sur l'assistance du gouvernement chilien. Voici le mémoire par lequel il exposa les vues de la société anglaise au ministre chargé de traiter avec lui.

« Le représentant de la société anglaise désire que le gouvernement du Chili veuille bien fixer les conditions et droits qui doivent régler les opérations de la société; il

Digitized by Google

pense que les bases suivantes pourraient être posées, et les soumet respectueusement à l'examen du gouvernement :

1. La présente société est admise aux droits, priviléges, franchises, facultés dont jouissent les Chiliens livrés à l'exploitation des mines.

2. Elle est autorisée à rechercher et déclarer les terrains capables d'être exploités, à reprendre les travaux abandonnés en tant que cela ne nuira point aux intérêts de tiers.

3. Les Chiliens pourront être propriétaires d'actions dans la compagnie, ou être employés à tous les travaux d'exploitation ou d'administration auxquels ils seront propres ; dans ces deux cas, il ne sera fait aucune distinction entre eux et les étrangers.

4. Les produits des mines de la compagnie seront soumis aux droits qui résultent des lois existantes, et ces droits ne pourront être augmentés à l'avenir.

5. Les machines, et généralement le matériel employé à l'exploitation des mines, seront francs de tout droit.

6. Les établissemens qui pourront être formés par la société, pour la mise en œuvre des produits minéraux, ne seront soumis qu'aux droits d'exportation ou de première vente ordinairement payés par les nationaux. L'or et l'argent, à l'état de lingots, seront seuls passibles de ces droits.

7. Le gouvernement fournira l'emplacement nécessaire au dépôt des machines et objets d'art, et protégera les entreprises en les aidant de toutes les ressources de temps et de lieu qui dépendront de lui.

8. Les mines de charbon et autres combustibles fossiles pourront être concédées à la compagnie, et ce aux conditions les plus capables de faciliter l'exploitation.

9. La compagnie ne pourra être soumise à aucune contribution ou emprunt forcé ; les droits fiscaux auxquels sont présentement assujétis les produits de ses exploitations devront même être diminués s'il est possible.

10. Le gouvernement ne pourra accorder à aucune personne ni à aucune autre société aucune espèce de privilége capable de nuire indirectement ou directement à la société, ou bien il lui fera partager ce même privilége.

11. Les ouvriers employés aux mines, et transportés par terre ou par mer, seront exempts de tout service militaire ou municipal.

Digitized by Google

12. La propriété de la société est inviolable, aussi bien dans le cas d'un changement d'administration que dans celui d'une guerre extérieure, fût-ce contre la Grande-Bretagne. Ses intérêts seront respectés, lors même que l'état de guerre pourrait justifier des représailles et des confiscations ou séquestres.

La commission nommée pour examiner ces divers articles déclara qu'ils ne lui paraissaient réclamer pour la société étrangère que les avantages garantis aux citoyens du Chili par les lois de la république. Le gouvernement souscrivit donc aux propositions de la société par un décret du 21 mai 1825. Ce décret approuve la plupart des articles sans les modifier. Il observe seulement, quant au dégrèvement dont il est question dans l'article 9, que l'or et l'argent en barre ne peuvent être soustraits aux droits légaux, qu'ils soient appliqués à la circulation ou manufacturés. Pour ce qui est des droits sur l'exportation du cuivre, le gouvernement promet de les diminuer aussitôt que faire se pourra.

Pendant le cours de cette négociation, le capitaine Martin, James Williams et M. Coustillas, engagé dans l'entreprise à cause de son habileté comme ingénieur de mines et de sa connaissance des localités, furent envoyés par M. Cameron dans quelques-uns des districts minéraux. Ils partirent munis de lettres du gouvernement qui les autorisait à reconnaître et déclarer pour la compagnie les points qui leur paraîtraient susceptibles d'exploitation. M. Cameron rendit compte à la société de la marche de cette reconnaissance. Voici les faits les plus curieux de sa correspondance :

Santiago, 28 *mai*. J'ai déclaré deux mines d'or au nom de la société; l'une nommée *Roble-alto*, déjà exploitée par trois entrepreneurs, a été abandonnée par suite d'une inondation. Le cœur de la mine donne une livre (*a pound*) d'or sur 20 charges de mule

de 18 *arrobas* chacune. L'autre, nommée *Mina de Castillo en el Asiento de lampa*, province de Santiago, produit de l'or dans une proportion très riche; elle a été abandonnée à la suite de plusieurs éboulemens.

31 *mai*. Le capitaine Thomas et M. Coustillas ont vu à *Pétorca* plusieurs mines qu'on peut acheter à très bas prix. Ils ne peuvent jusqu'ici fournir de renseignemens précis sur leur situation.

Valparaiso, 10 *juin*. MM. Thomas et Coustillas ont reconnu un terrain d'une vaste surface, lequel renferme cinq veines du développement d'environ 600 verges (*fathoms*). Ces mines ont été creusées jusqu'à une profondeur d'environ 40 à 50 verges, mais les mineurs ne pouvant continuer l'opération qu'à bras d'hommes ont laissé bientôt combler les travaux. On assure que ces mines sont très riches. Au fond de la vallée de Pétorca est un ruisseau assez fort pour servir de moteur aux machines qu'on pourrait vouloir y établir.

16 *juin*. M. Solard a reconnu, dans le Chili méridional, l'existence de 40 mines. La quantité de mines est si considérable qu'il ne s'agit plus pour nous d'en chercher de nouvelles, mais de discerner les meilleures, et de faire ce choix de manière à centraliser autant que possible nos travaux et mettre de l'unité dans l'application de nos moyens.

21 *juin*. Le capitaine Thomas apprend ce qui suit sur les mines d'Yllapel qu'il visite en ce moment. La mine d'or, nommée *Bacas*, est située au pied d'une montagne et déjà creusée à une profondeur de 100 ou 120 verges. C'est la mieux conduite de tout le pays, et il y a moyen de beaucoup améliorer son exploitation. Les ateliers pour traiter le minerai sont à sept lieues de là, distance énorme, et qu'on peut s'épargner en profitant de la force motrice d'un ruisseau qui coule dans la vallée. A trois lieues de là est la mine d'or de *Bétron*; elle n'est pas encore reconnue. Il n'y a pas moins d'un millier de mines entre Copiapo et Coquimbo.

Santiago, 8 *juillet*. Le capitaine Thomas a inspecté les mines de cuivre de *Ponitaké*; elles lui ont paru riches; toutes sont en exploitation. Près de là sont des mines de vif-argent. Il les croit de peu de valeur. Il a visité les mines de cuivre de la montagne Ramaya. La vallée, au pied de la montagne, a des cours d'eau qui peuvent être utilisés, et d'excellens pâturages pour les bêtes

Digitized by Google

de somme. Une grande partie du terrain minéral est vierge. Si les mines en exploitation peuvent être achetées à bon compte, la montagne de Timaya sera d'un grand produit.

23 *juillet*. Le capitaine Thomas écrit qu'il a reconnu douze nouvelles mines, qu'il continue la recherche des mines de cuivre et d'argent; que déjà on a signalé plus de mines d'or qu'on n'en pourra exploiter; que le propriétaire des mines de Bacas, dont il a déjà été question, les propose à la compagnie pour 90,000 dollars, somme beaucoup trop forte, selon M. Thomas.

18 *août*. Les divers agens de la compagnie ont déjà reconnu 500 mines, toutes plus ou moins riches. M. Coustillas parle d'une mine de charbon, à Copiapo, qui réduirait les mines de charbon de la Conception à une importance secondaire.

Santiago, 27 *août*. Le capitaine Thomas est venu de Pétorca dans cette ville pour se procurer du fer, de l'acier, de l'argent, de la poudre, des outils de mineur. Il emporte tout cela en retournant à Pétorca.

Les deux commissaires qui devaient suivre M. Cameron, MM. Lambert et Dobson arrivèrent à Santiago le 2 septembre avec un convoi composé de treize ouvriers charpentiers, maçons, mécaniciens, mineurs, et d'un matériel considérable. A son arrivée M. Lambert écrivit que son devancier, M. Cameron, avait déjà entièrement réglé les intérêts de la compagnie vis-à-vis du gouvernement du Chili, qu'il était en possession d'un grand nombre de mines anciennes et nouvelles, en mesure de commencer ses travaux et jouissant déjà d'une grande considération dans le pays. M. Lambert, pour remplir sa propre mission, se rendit à Coquimbo le 12 septembre, et fit adopter immédiatement au gouvernement de cette province l'arrangement suivant :

1. Le sieur Lambert s'engage, au nom de la société anglaise, à payer, quinze jours après l'acceptation du présent traité, les billets que pourra émettre le gouvernement de Coquimbo, jusqu'à la concurrence de 40,000 dollars.

Digitized by Google

2. Quinze jours après cette première échéance, il fera, à pareille présentation, un second paiement de 40,000 dollars.

3. Quinze jours après la deuxième échéance, il paiera une troisième somme de 40,000 dollars sur les bons qui lui seront présentés.

4. M. Lambert paiera 500 dollars pour chaque bon de 600 qui lui sera présenté. Ces bons porteront un intérêt annuel de 6 o/o payable par le trésor, de quatre mois en quatre mois.

5. Le gouvernement réclamera de l'honorable assemblée le droit, pour la compagnie anglaise, d'exporter de tous les ports de la république les lingots d'argent à raison de quatre réaux par marc. Cette disposition sera soumise au suprême directeur de la république et à l'assemblée; elle ne peut être valable, aussi bien que l'emprunt, sans cette double sanction.

6. Les bons de l'emprunt seront reçus en paiement de la moitié des droits d'exportation imposés à la compagnie; l'autre moitié sera payée en argent.

7. Le gouvernement pourra affecter telle branche du revenu public qui lui conviendra au prompt rachat des bons de l'emprunt.

8. Dans le cas où tous ces bons ne seraient pas rachetés dans le courant d'un an et demi, le gouvernement s'engage à vendre à la compagnie les biens ecclésiastiques qui sont au domaine de l'état et à recevoir en paiement les bons de l'emprunt. Dans le cas où la province se trouverait pressée par un besoin urgent avant l'expiration des dix-huit mois, elle pourrait disposer de 40,000 dollars du susdit fonds de propriété, et recevoir le prix moitié en bons de l'emprunt, moitié en argent.

Voici la ratification de cette convention par le président du Chili :

Considérant la nécessité de mettre à exécution le projet d'affranchir l'archipel de Chiloë; considérant l'impossibilité d'user des moyens ordinaires pour pourvoir aux frais de cette expédition; considérant qu'il faut faire de grands sacrifices pour éviter le mal bien plus grand qui résulterait pour la république d'une tentative infructueuse contre Chiloë, j'approuve, avec la majorité des membres du conseil consultant, l'emprunt de 100,000 dollars, contracté par la province de Coquimbo, pour participer aux frais de l'expédition. *Le général* FREYRE.

Digitized by Google

Ainsi la société prête à la province de Coquimbo 100 mille dollars pour 120 mille qu'elle recevra dans le courant d'un an et demi, outre l'intérêt annuel de 6 o/o et une réduction considérable sur les droits ordinaires d'exportation et de marque. Quelques avantageuses que soient ces conditions, et quelqu'importans que soient les privilèges obtenus, les directeurs ne peuvent dissimuler aux actionnaires que cet arrangement n'a point eu leur approbation. Comme il n'était ni dans les instructions ni dans les pouvoirs donnés aux commissaires de faire ce traité, les directeurs pensent, tout en le regardant comme fort avantageux à la société, qu'il n'eût pas dû être conclu sans leur approbation et leur avis préalable. M. Lambert a voulu faire à Coquimbo une autre entreprise à laquelle M. Cameron a refusé de concourir. Il s'agissait de l'établissement à Coquimbo d'une banque correspondante avec les autres parties de la république: l'opposition de M. Cameron à cette mesure a empêché son exécution et elle est actuellement abandonnée.

Voici les renseignemens fournis au sujet des mines par la correspondance de M. Lambert.

Coquimbo, 7 octobre 1825. Les mines d'argent d'*Arquéros*, à environ 20 lieues E. N. E. de Coquimbo, ont été reconnues au mois d'août 1825. Le terrain qui les renferme a une étendue de 12 à 16 milles carrés ; il est sillonné par une innombrable quantité de veines. Dans les deux premières veines découvertes on a trouvé, presqu'à la surface, une grande quantité de parcelles d'argent natif, ce qui avait d'abord fait croire que la mine était d'une richesse sans exemple, et, bien que cette espérance n'ait pas été entièrement réalisée, cependant, sur plusieurs points, le minerai est extrêmement chargé.

Le gîte du métal est généralement une espèce de craie; c'est quelquefois un mélange de terres de diverses couleurs, formé d'oxides métalliques étrangers rassemblés dans le même lit : la

Digitized by Google

plus grande partie de l'argent est à l'état natif et se reconnaît au premier aspect; peu ou presque point est combiné avec le sol crayeux.

Il y a un si grand nombre de veines sur ce terrain, que si à l'exploitation elles fournissaient l'une dans l'autre seulement 50/100, ce serait la plus riche mine d'argent qui fût au monde; mais les neuf dixièmes de ces veines ne produisent que peu ou point d'argent. Quelques morceaux de minerai, trouvés à la surface, ayant été lavés et pilés, ont fourni un peu d'argent vierge, mais à mesure que l'on creusait le rapport a diminué jusqu'à devenir presque nul. On ne peut prononcer sur la valeur générale des diverses mines avant d'être arrivé à une assez grande profondeur. Il est certain du moins que sur les 140 ou 150 mines essayées, quatre ou cinq ont rapporté des bénéfices considérables à ceux qui les ont entreprises; dix ou douze ont fait à peu près les frais; les autres n'ont rien rendu. Il semblait, d'après les premiers rapports, que cette mine allait faire descendre le prix de l'argent jusqu'à celui du cuivre. Cette exagération a fait beaucoup de tort à la province de Coquimbo, par les fausses spéculations auxquelles elle a donné lieu.

Vallanar, le 22 octobre 1825. Une première lettre de M. Thomas donne des renseignemens sur les mines de cuivre du district de Morrado et sur une mine supposée d'étain, mais pas encore suffisamment reconnue.

Une autre lettre de Vallanar, 4 novembre, revient avec beaucoup de détails sur les mines de cuivre de Morrado. Elle indique comme pouvant donner lieu à des spéculations lucratives la mine de cuivre de *Biaga Cancano*, anciennement exploitée; celle de *Véta Boba*, veine large de deux à trois pieds, et d'une riche apparence; la mine de *Tucas*, ayant deux veines bien situées; la *Corrida de Freiga*, la *Véta de Tavillon*, en ce moment exploitée par José Chillémaco.

Dans le district minéral de San-Juan, les mines de cuivre qui méritent exploitation sont celles de *Collonada*, qui a deux veines; *Quanaco*, plusieurs veines, dont trois principales; *Campania*, trois veines jadis exploitées et abandonnées depuis très long-temps; *Santa-Rosa* et autres d'une moindre importance.

Le district minéral de *Carrisal*, à environ cinq lieues des côtes de la mer et à peu près vingt du port de Huasco, contient neuf

Digitized by Google

mines de cuivre qui la plupart n'ont guère été exploitées qu'à la surface ou à une petite profondeur. Le minerai peut donner quant à présent 12 à 14 pour cent.

Copiapo, 5 *décembre* 1825. Nous avons, sur le district minéral d'*Algarrobo* les renseignemens suivans. Les mines de cuivre de ce district paraissent être les plus riches du Chili. Celle de *Solada*, appartenant à D. J. Corbalan, est exploitée à environ 8 pieds de profondeur. Son étendue en longueur n'est pas considérable ; elle a trois veines principales, chacune d'environ 2 pieds de large. Le minerai est de bonne qualité. La mine de *Mantos*, creusée à 15 verges de profondeur, se compose d'une seule veine d'environ deux pieds de large. Celle de *Prica*, appartenant à D. Cayétano Quévéda, est creusée à 25 verges de profondeur, large de 2 à 3 pieds et de longueur environ 100 verges ; elle n'est actuellement exploitée que par deux mineurs (*pick-men*), et l'on pourrait y employer cent ouvriers. C'est une des meilleures mines du Chili. La mine d'Algarrobo, la plus anciennement découverte, est abandonnée depuis six mois. Elle se compose d'une veine fort étendue et déjà fouillée jusqu'à 60 pieds de profondeur. Elle est éloignée d'environ quatre lieues du port de Caldéra, ce qui est très avantageux pour le transport des matières exploitées.

Coquimbo, 21 *janvier* 1826. M. Lambert écrit qu'il a acheté la mine de cuivre de *Higuéra*, à 12 lieues au nord de Coquimbo, 100 dollars, et qu'il l'a confiée à la direction du capitaine Tregoning.

Coquimbo, 10 *mars*. La mine de cuivre de Higuéra a déjà fourni 30 tonnes de minerai donnant de 20 à 60 pour 100 de cuivre. Les dépenses ne sont rien en comparaison de ce produit.

Copiapo, 18 *février*. M. Cameron s'est beaucoup occupé des moyens de procurer aux diverses exploitations le charbon qui leur est nécessaire. Il a traité de l'acquisition pour la compagnie de l'île de Quiriquina, abondante en charbon et en cours d'eau, et située à l'entrée de la Conception. Ce marché n'est point conclu. Il a obtenu du gouvernement le décret suivant qui doit beaucoup faciliter l'exploitation des mines de charbon.

Digitized by Google

DÉCRET.

Santiago, 7 novembre 1825. Le gouvernement ayant été consulté par l'intendant de la province de la Conception, sur la conduite à suivre à l'égard des entreprises industrielles qui ont pour but l'exploitation des mines de charbon, voulant donner à ces travaux toute la latitude possible et les débarrasser des obstacles qu'ils éprouveraient si les réglemens relatifs à la déclaration des mines abandonnées, ou récemment découvertes, étaient appliqués aux mines de charbon, décrète :

1. Les mines de charbon sont la propriété exclusive de ceux qui possèdent le terrain où elles existent.

2. Ceux qui veulent exploiter ces mines doivent s'adresser directement aux propriétaires des terrains afin de les acheter, prendre à louage ou à telles conditions qui pourront leur convenir.

3. Les mines de charbon existantes sur les terres appartenant aux villes ou communes sont la propriété de celles-ci, et peuvent être vendues à l'enchère publique, suivant le mode prescrit par les lois sur la vente des propriétés nationales.

Le général FREYRE.

Le 18 janvier 1826, le gouvernement a passé un autre décret non moins favorable à la compagnie, et dont voici la teneur :

Santiago, 18 janvier 1826.

1. A partir de ce jour, le droit de *quintos y minerìa* sur l'or et l'argent est supprimé.

2. La monnaie paiera le marc d'argent aux prix réglés par la loi, et le marc d'or, d'après la même loi.

3. L'exportation de l'or et de l'argent monnayé est franche de droits.

4. L'exportation de l'argent en lingot paiera un droit de quatre réaux par marc, et celle de l'or un droit de 4 pour 100 par marc, d'après la valeur fixée du marc.

Digitized by Google

COMPAGNIE RHÉNANE

POUR LE COMMERCE AVEC LES INDES OCCIDENTALES [1].

Cette compagnie a été fondée à Elberfeld, en 1821. Son premier but était de chercher des débouchés pour les produits de l'agriculture et de l'industrie des provinces prussiennes. Peu à peu elle étendit ses relations commerciales et forma des établissemens dans plusieurs pays du continent américain. Malgré les pertes causées par l'incendie d'un magasin à Port-au-Prince, en 1823, elle parvint à soutenir son comptoir dans cette ville. Ses dépôts étaient assurés en partie par la société du Phénix à Londres, et en partie par une compagnie d'assurance hollandaise. La société du Phénix remboursa loyalement le montant de la perte, mais la société hollandaise y mit beaucoup de lenteur et de difficultés. Le premier vaisseau de la compagnie rhénane arriva à Véra-Crux au mois de mai 1823, quelques jours après la chute d'Iturbide et la levée du blocus de ce port. Les agens furent très bien reçus des autorités, qui accordèrent le privilége d'y fonder un établissement sous le nom de *Compagnie rhénane des Indes*. Des agens se rendirent dans la capitale du Mexique où ils obtinrent la même faveur. En même temps la société nomma M. Schmaling agent à Buénos-Ayres, et lui adressa une quantité considérable de marchandises. Dans la séance du conseil directorial du 26 juillet 1823, la direction annonça déjà la vente des mille premières actions, chacune à 500

(1) Cet article est emprunté à la Bibliothèque allemande.

Digitized by Google

thalers de Prusse. D'après les statuts fondamentaux, la compagnie en devait émettre 2000.

Dans sa séance du 29 décembre 1823, le conseil directorial fit un rapport très favorable sur la situation de ses différens établissemens; et le 27 mars 1824, le conseil a évalué le total des fonds appartenant à la compagnie à 520,000 thalers, ce qui fait 20,000 thalers au-delà de la valeur des 1,000 actions vendues. L'administration a donc proposé de distribuer les 20,000 thalers en dividendes de 4 pour cent. Le rapport du 16 août 1824 s'étendit principalement sur l'établissement à Buénos-Ayres qui, étant reconnu par le gouvernement, se trouvait dans une position très avantageuse. La loi sur les rentes, proposée par le gouvernement français, exerçait quelque influence sur les affaires de la compagnie, en arrêtant le débit de la seconde série des actions qui étaient encore au nombre de mille, comme nous l'avons déjà dit.

Les explications données par le conseil, dans l'assemblée du 20 décembre 1824, firent craindre quelques dangers pour le commerce avec le Mexique, parce que deux agens de la compagnie avaient eu la perfidie de profiter des relations de la société pour fonder un établissement particulier dans la capitale de cette république. Cependant le directoire espéra que la confiance dont jouissait la compagnie ferait vaincre ce péril; et en même temps le conseil demanda et obtint l'autorisation d'étendre la faculté d'accepter des marchandises en consignation des négocians des Pays-Bas et de la Suisse.

Dans une séance extraordinaire de l'assemblée générale des actionnaires, du 29 août 1825, la direction fut autorisée à doubler les fonds de la compagnie, en ajoutant aux actions déjà vendues 2000 autres actions, qui rapporte-

Digitized by Google

raient un capital d'un million de thalers de Prusse. La direction avait recueilli les avis des plus grandes maisons de commerce de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, qui toutes étaient favorables à cette augmentation. L'assemblée générale décida cette opération à une majorité de 278 voix contre 25.

Extrait du rapport annuel de la Compagnie rhénane, lu dans la séance du Conseil directorial du 24 février 1826, par M. C. C. Becher, sous-directeur.

« Par la vente des deux premiers milliers d'actions et par suite des opérations commerciales qui ont été faites, la compagnie possède un fonds d'un million de thalers de Prusse, avec un excédant de 25,000 thalers. La direction vous propose d'employer cet excédant de la manière suivante : 20,000 thalers seront donnés comme dividende extraordinaire de 2 pour cent sur les deux mille actions, et payables au 1er juillet 1826; 5,000 thalers formeront une réserve qui, par l'augmentation des dividendes, deviendra plus forte et servira à réparer les pertes accidentelles. Pendant la dernière crise qui a ébranlé tout le commerce, la société n'a essuyé d'autre perte que celle de 1,100 thalers, dans la faillite des frères Benecke, de Berlin. L'exportation a dépassé du double celle de 1824, et est évaluée à 1,737,860 thalers; et la direction espère qu'elle augmentera dans la même progression. C'est le résultat de l'agrandissement des fonds de la société que l'assemblée générale du 27 août 1825 avait résolu : aussi a-t-il été si bien accueilli par le public et les actionnaires que les 1,000 actions ont été vendues en peu de temps, et que les autres 1,000 ont été données avec une prime de 5 pour cent. Le développement des affaires et des moyens de la société ont amené l'exécution d'un projet

Digitized by Google

formé dès le commencement, qui consistait à fonder un établissement à Hambourg, le port le plus important de l'Allemagne. M. Pietsch a été nommé chef de cet établissement et agent principal de la compagnie à Hambourg. Son service commencera au printemps de 1826. La crainte que nous avions exprimée dans le rapport du 26 juillet dernier n'a été que trop fondée : la république d'Haïti a accordé à la France, pour la dédommager de la reconnaissance de son titre d'indépendance, de si grands priviléges sur l'importation que les marchandises allemandes ne pourront plus soutenir la concurrence avec celles que la France y envoie. En tout cas, le nombre des articles que l'on pourrait encore envoyer dans cette république est tellement restreint qu'il est inutile d'y entretenir un comptoir. La direction a donc résolu de dissoudre celui qui est à Port-au-Prince et de donner une autre destination à son agent, M. Hoffmann. Toutes les relations que l'on pourra entretenir seront confiées à la maison T. et A. Weber et Ce, à Port-au-Prince. Notre correspondance avec la capitale du Mexique va jusqu'au 14 décembre et celle avec les côtes jusqu'au 17 décembre. Elle est très favorable au commerce et à la politique, et plus qu'on ne devait l'espérer d'après les nouvelles précédentes. La conquête de St.-Jean-d'Ulloa a complété l'indépendance des États-Unis du Mexique; les relations intérieures de l'état se consolident de jour en jour, et grace à elles, on doit tout espérer des progrès de la civilisation et du développement des ressources immenses qui refluent en partie vers la métropole. L'usage des productions industrielles de l'Allemagne s'est multiplié par la reprise des travaux des mines, et s'étendra encore davantage, de manière que l'importance de cette branche de commerce ira toujours en augmentant. Nous rendons

Digitized by Google

grace à la prévoyance paternelle de notre gouvernement qui, en réglant ses relations commerciales avec ces états, a assuré les nôtres, et m'a autorisé à accepter les fonctions d'agent général du commerce mexicain dans la Prusse occidentale. Cette place m'a été offerte par M. Gorostiza, consul général du Mexique à Bruxelles : je m'en suis chargé, sans cependant accepter de traitement, dans l'espérance de pouvoir bientôt la céder à des consuls.

« Parmi les expéditions qui ont été envoyées d'Anvers et de Hambourg au Mexique, la première a péri à l'entrée du port d'Alvarado; cependant l'équipage a été sauvé. La seconde, dont était chargé le vaisseau *la Cérès*, est arrivée heureusement. La dernière, qui accompagne M. Hundeiker, nommé chargé d'affaires de la compagnie, a été obligée de se réfugier dans le port de Lisbonne. Nous attendons la nouvelle de son arrivée à Véra-Crux, les circonstances nous ayant obligé de transporter notre établissement dans cette ville. Les marchandises pour le Mexique qui se trouvent prêtes à Hambourg seront embarquées dans le courant de ce mois.

« Les nouvelles que nous avons reçues de Buénos-Ayres vont jusqu'au 21 novembre; la guerre avec l'empire du Brésil a été déclarée, et le port de Buénos-Ayres est menacé d'un blocus qui a été publiquement annoncé par le gouvernement brésilien. Mais comme nous sommes assurés contre tous les dangers, nous ne craignons rien pour les deux vaisseaux *l'Uranie* et *le Conseiller de conférence Baur*, qui sont en route pour Buénos-Ayres. D'ailleurs, l'interruption du commerce sur la Plata étant des plus contraires aux intérêts de l'Angleterre et des États-Unis, qui ont beaucoup d'influence sur les parties belligérantes, nous croyons que ces deux états se rapprocheront bientôt,

Digitized by Google

et que les relations ne seront pas long-temps interrompues. D'après les dernières lettres de Buénos-Ayres, l'importation des farines est de nouveau permise; mais celle de l'Allemagne a tellement perdu de son crédit, par le mauvais état dans lequel plusieurs chargemens sont arrivés, que nous n'osons pas en envoyer d'autres avant que la confection de la farine n'ait atteint un plus haut degré de perfectionnement, ce qui ne sera possible qu'en changeant les dépôts de grains en magasins à farine. Nous porterons toujours notre attention sur cet objet, et nous ne négligerons rien pour favoriser l'exportation de cet article. Le commerce de l'Allemagne méridionale est toujours arrêté par le système de douanes du royaume des Pays-Bas; et notre patrie est obligée de renoncer à la navigation sur le Rhin pour une importante branche de son commerce, la farine.

« La dernière lettre de Valparaiso, au Chili, est datée du 7 octobre; le vaisseau *Canning* y était attendu à chaque instant. Cette expédition a été suivie d'une autre, le vaisseau *Lovely Ann*, chargé il y a quelques semaines à Anvers. La délivrance du Pérou a donné une nouvelle vie au commerce des vastes côtes de l'Océan Pacifique, et nous pouvons nous flatter que cette expédition aura les plus heureux résultats. Ces contrées sont très importantes pour le commerce et l'exportation des productions de l'Allemagne, et nous nous proposerons bientôt de créer un comptoir à Lima; nous en avons déjà fait les préparatifs.

« L'augmentation des ressources de la société nous a mis à même de réaliser un autre projet, celui d'envoyer des productions allemandes en Chine et aux Indes orientales. Vous avez nommé un agent général pour ces contrées dans la personne de M. Leffler, auquel M. Kauffmann a été adjoint. Nous sommes occupés à former un assorti-

Digitized by Google

ment de marchandises, et notre bâtiment partira de Hambourg le 1er mai. Il fera voile pour Sincapore, île située dans le canal de Malaca, à l'entrée de l'archipel indien. La situation géographique de cette île en fait le centre du commerce entre les îles et le continent, et la franchise de son port, déclarée par le gouvernement anglais, l'a élevée en peu de temps à un degré qui dépasse les calculs de la statistique. La Grande-Bretagne s'empara du port de cette île en 1815; il n'était alors habité que par 150 individus et n'était visité que par quelques pêcheurs. Le gouvernement en fit un port libre, et trois mois plus tard on y comptait 3,000 habitans. A l'expiration de la première année, cette population s'était élevée à 5,000 individus; à la fin de la seconde, à 10,000; en 1824, à 30,000, et en 1825 on y comptait 50,000 ames. Cette population, formée d'Européens, de Chinois, d'Arabes, d'Indiens et d'Arméniens, s'augmente journellement et surtout de Chinois. Le commerce s'est étendu dans les mêmes proportions; en 1822 il fut évalué à 8 millions et demi de dollars; en 1823, à 12 millions; en 1824, à 15 millions, et en 1825, à 30 millions. »

M. Becher développe ensuite l'importance de cette branche de commerce pour l'Allemagne, et il ajoute : « La plus grande partie des marchandises exportées est originaire d'Allemagne. Chaque million de thalers que l'étranger nous paie pour nos productions procure du travail à près de 5,000 ouvriers pendant toute l'année, et sert à entretenir près de 20,000 ames dans notre patrie. Ce fait seul prouve suffisamment que les sommes modiques que le commerce et l'industrie font circuler répandent plus de bonheur dans la nation que les millions créés par le jeu de la bourse. »

« La prochaine assemblée générale est fixée au 14 mars,

Digitized by Google

et les sociétaires ont été convoqués par les feuilles publiques. Ce rapport sera alors soumis à la cinquième assemblée de nos commettans. »

Les propositions faites par la direction ont été acceptées par le conseil directorial ainsi que ce rapport.

MÉLANGES.

AN ESSAY ON THE DOCTRINE OF THE CONTRACTS, ETC.

ESSAI

SUR LA DOCTRINE DES CONTRATS,

OU

Recherches sur la manière dont les Contrats sont viciés tant sous le rapport de la loi que sous celui de la morale, par la *réticence indue*, *l'erreur et l'inégalité du prix* (concealment, inadequacy of price). Par M. GUILIAN C. VERPLANCK [1], avec cette épigraphe : *Quod semper æquum et bonum, jus dicitur*. Un vol. in-8°. New-Yorck, chez G. et C. Carwel.

CET ouvrage n'est pas seulement un commentaire spécial et critique de la loi américaine sur les contrats. Les vices de cette loi et les conséquences immorales de son application dans certains cas ont fait naître dans l'esprit de l'auteur la pensée d'examiner et d'approfondir les grandes questions qui correspondent à cette loi. C'est dans la législation, la jurisprudence et les actes des cours judiciaires des Etats-Unis qu'il a principalement cherché ses exemples et ses points de critique; mais son but a été d'établir une doctrine générale sur les *contrats intéressés* (of mutual interest), applicable à la législation de tous les peuples ci-

(1) Mons C. Verplanck est membre du congrès général et de la Chambre des représentans de l'état de New-Yorck.

Digitized by Google

vilisés; ses principes et ses raisonnemens, exposés avec ordre, clarté et simplicité, pourront être médités avec avantage aussi bien par les législes de notre continent que par ceux du Nouveau-Monde.

Les États de l'Union américaine, à l'exception de la Louisiane, tiennent de l'Angleterre la plupart de leurs lois civiles. Depuis l'époque de l'indépendance, et même antérieurement, diverses modifications, commandées par les circonstances politiques ou commerciales et les besoins de certaines localités, ont été apportées à ces lois; mais les formes, les habitudes, les traditions judiciaires et les idées anglaises se sont conservées sans de grandes altérations. Les jurisconsultes les plus éclairés des États-Unis pensent généralement que de nombreuses réformes seraient nécessaires pour mettre la législation civile de cette république en harmonie avec les lumières modernes et les exigences de la civilisation actuelle. La partie de la législation des États-Unis relative aux contrats a paru à M. Verplanck particulièrement vicieuse. Il a été frappé des oppositions fréquentes qui existaient entre les décisions des cours de justice appliquant strictement la loi des contrats et les plus simples notions de la morale. Les lois sur cette matière ne sauraient trop exciter la sollicitude du législateur dans un pays aussi commerçant que l'Amérique. M. Verplanck a recherché les règles de justice et d'équité qui doivent présider à la confection de ces lois et servir de guide aux magistrats chargés de les appliquer. M. C. Verplanck entre en matière par l'exposition d'un fait dont les conséquences, facilement appréciées par tous les lecteurs, montreront quelle est l'importance de ses recherches.

« On se rappelle qu'à l'époque de la conclusion de la dernière guerre entre la Grande-Bretagne et les États-unis, le résultat

Digitized by Google

de la négociation entamée à Gand entre les commissaires anglais et américains était généralement considéré comme très douteux, et que les négocians des deux pays dont les intérêts étaient compromis par la guerre désespéraient entièrement de la paix. Dans cet état de l'opinion publique et peu de jours après la mémorable attaque sur la Nouvelle-Orléans, pendant que la flotte et l'armée anglaise étaient encore dans le voisinage de cette cité, l'annonce officielle qu'un traité de paix avait été signé, fut reçue à bord de la flotte et communiquée à deux ou trois marchands américains qui s'y trouvaient accidentellement. Ceux-ci l'apportèrent aussitôt à la Nouvelle-Orléans.

Nulle part aux États-Unis on ne s'attendait à une décision aussi prompte, et moins encore à la Nouvelle-Orléans qui depuis un mois était le théâtre des opérations les plus hardies et les plus sanglantes de toute la guerre.

Le blocus des ports américains, la présence de l'ennemi sur toutes les côtes, la difficulté, l'impossibilité même des communications intérieures d'une extrémité de l'Union à l'autre, l'interdiction des marchés étrangers, entrepôts ordinaires des produits des états méridionaux, avaient réduit les cotons, les riz et les tabacs au plus vil prix, qui ne se soutenait même que par l'espoir éloigné du rétablissement des affaires.

La nouvelle de la paix fut apportée dans la ville la nuit même où elle avait été reçue sur la flotte; et dès le matin avant qu'elle pût être répandue parmi les gens d'affaires, un négociant qui venait d'en être informé se rendit auprès d'un de ses confrères, et sans lui donner le moindre vent de la nouvelle, mais en même temps sans rien avancer ni insinuer contre la probabilité de l'événement, il lui acheta une partie considérable de tabac au prix du jour précédent.

Immédiatement après et en conséqueuce de la paix le prix du tabac s'éleva à plus de 50 p. o/o.

Tout homme pensant se demandera naturellement, une telle transaction est-elle loyale? est-elle conforme aux règles d'un honorable commerce entre négocians ou même aux règles de l'honnêteté commune parmi les hommes!

Le légiste et l'homme d'affaires se demanderont en outre si ce marché est valable, si la suppression d'un fait tellement essentiel pour fixer la valeur de la marchandise, fait qui était po-

Digitized by Google

sitivement connu de l'acheteur et qui ne pouvait l'être du vendeur, n'est pas équivalent à un dol, etc.

Une contestation judiciaire d'un haut intérêt fut la suite de ce marché : elle captiva l'attention générale, et après avoir passé par tous les degrés de la juridiction compétente, elle fut portée à la cour suprême des États-Unis. En prononçant la décision de la cour le chef de justice Marshall s'exprima ainsi :

La question dans ce cas est de savoir si la connaissance de circonstances extérieures pouvait influer sur le prix de la marchandise et si ces circonstances connues de l'acheteur devaient être communiquées par celui-ci au vendeur. *La cour est d'avis que l'acheteur n'était point tenu de faire cette communication.* Il serait difficile de circonscrire la doctrine contraire dans des limites convenables, lorsque les moyens de se procurer les renseignemens sont également accessibles aux deux parties, mais en même temps chaque partie doit avoir soin de ne rien dire ni rien faire qui puisse en imposer à l'autre.

L'examen de cette question et de la décision à laquelle elle a donné lieu a conduit M. Verplanck à une foule d'observations d'une grande importance sur la doctrine consacrée par la cour suprême des États-Unis. Il reconnaît la légalité de la décision mais il en combat la justice, et attaque la doctrine en vertu de laquelle elle a été rendue.

Tous les jurisconsultes, dit-il, s'accordent en termes généraux à reconnaître comme principe fondamental de la loi des contrats, que la bonne foi en est la base, et que la fraude ou l'artifice de l'une ou de l'autre part fournit une raison suffisante pour l'intervention de la loi, afin de protéger ou de dédommager la partie lésée. Suivons-les dans l'application de ce principe et l'uniformité cesse.

Dans quelques cas, tel que celui dont il a été fait mention plus haut, législateurs et juges cédant à une nécessité apparente, ou, selon les paroles du chef de la justice Marshall, à cause de la dif-

Digitized by Google

ficulté *de circonscrire la doctrine opposée dans des limites convenables*, ont considéré la question bien moins sous le point de vue de la justice que sous un point de vue de convenances locales, et ont refusé de prêter le secours de la loi aux parties lésées, laissant à la prévoyance de chacun la protection de ses propres droits. Quant à la règle morale de notre conduite, ils distinguent expressément entre cette grossière et imparfaite moralité des actions que sanctionne leur tribunal et le décret plus sévère du for intérieur (*forum interior*); car c'est ainsi que la loi romaine, par une noble métaphore, a désigné les décisions d'une conscience éclairée.

D'après les mêmes motifs de nécessité et de politique commerciale, les cours d'Angleterre et des États-Unis ont rejeté la doctrine de la loi romaine sur les garanties implicites. Elles ont établi que le prix d'une marchandise n'emportait point la garantie implicite de la qualité, et que même les denrées de la plus basse valeur peuvent être offertes et vendues au prix le plus élevé sans que les acheteurs aient aucun recours contre le vendeur à moins qu'il ne puisse prouver qu'il y a eu fraude positive dans la transaction; en un mot, elles ont souvent et de diverses manières reconnu et appliqué la rigoureuse maxime de *caveat emptor*, et laissé supporter à l'acheteur le poids de toute perte qu'il pouvait éviter par la précaution et la méfiance.

A cette doctrine l'auteur en oppose une autre professée par les mêmes cours dans une infinité de décisions qu'il trouve inconciliables avec les précédentes; il lui oppose, en outre, les principes consacrés par la loi d'assurance qui exige des parties la sincérité et la franchise la plus entière; il lui oppose enfin la jurisprudence des cours d'équité.

La loi romaine, telle qu'elle est enseignée par les jurisconsultes du continent européen, insiste pour que les deux parties contractantes soient également éclairées sur toutes les circonstances du marché et qu'il y ait pour elles réciprocité parfaite d'avantages. Notre auteur, tout en reconnaissant que cette théorie porte l'empreinte d'une haute et pure moralité, pense qu'elle n'est pas strictement applicable; toutefois plus on s'en rapprochera dans la pra-

Digitized by Google

tique et mieux la justice sera rendue. C'était donc une question grave et d'une haute importance que de rechercher *la nature et le degré d'égalité requis dans les contrats de mutuel intérêt;* mais elle était extrêmement délicate en ce qu'elle se rattache immédiatement à la question plus générale des limites qui séparent la morale de la législation, question encore indécise dans un grand nombre de cas. L'auteur y a consacré son sixième chapitre et il la proclame digne du génie d'un Montesquieu.

Avant d'établir sa doctrine particulière, M. Verplanck examine avec soin l'état de la jurisprudence et de la législation des cours de justice et d'équité en Angleterre et aux États-Unis sur *la réticence, la lésion quant au prix, les vices rédhibitoires, le dol*, etc.; il fait ressortir les contradictions qui existent entre les différentes parties de tout le système dans ces deux pays, et montre la difficulté d'assigner à ces contradictions une raison plausible. D'un côté il voit des décisions qui lui paraissent fondées sur des propositions de *justice naturelle*, évidentes par elles-mêmes; de l'autre il en trouve qui paraissent n'avoir été dictées que par les convenances du moment et par des nécessités accidentelles : comment établir l'harmonie entre ces influences contradictoires de la justice et des circonstances? A cette question les opinions connues des hommes sages et savans qui ont présidé les cours de justice d'Amérique et celles de Westminster ne donnent aucune réponse satisfaisante.

Les lois romaines et les systèmes des législateurs modernes qui en dérivent, tels que le code civil français, le code prussien et celui de la Louisiane, malgré la supériorité qu'il leur accorde sur la loi commune des États-Unis, ne lui paraissent pas renfermer des règles assez clai-

Digitized by Google

res, assez précises et assez complètes sur les contrats en ce qui regarde l'inégalité du prix et l'inégalité de lumières entre les parties quant à l'objet du marché. Dans cet état d'imperfection de toutes les législations existantes, M. Verplanck propose une doctrine des contrats qui selon lui concilie les règles de la morale la plus sévère avec les exigences des temps, des lieux, des événemens ou des habitudes invétérées. Les règles qui la constituent et qui sont, dit l'auteur, le résultat de l'expérience pratique durant des siècles, sont empruntées en grande partie aux anciennes lois romaines et aux lois modernes d'Allemagne, de France, de Hollande, d'Écosse, de Louisiane, à la jurisprudence d'équité en Angleterre et à la loi d'assurance américaine. Seulement elles sont présentées avec plus de méthode; il n'y a plus d'antagonisme entre elles, elles ne se détruisent pas mutuellement; elles sont en harmonie les unes avec les autres. C'est le système perfectionné de la garantie implicite dans les contrats intéressés.

M. Verplanck espère que l'odieuse maxime *caveat emptor* sera repoussée pour jamais des cours de son pays. L'esprit d'amélioration qui se manifeste dans toute l'Union lui garantit que son espoir ne sera pas trompé. Et voici comme il peint les déplorables conséquences morales de la loi commune qui consacre cette maxime.

Notre loi dit au vendeur : « Sois honnête si cela te convient, mais en tout cas sois circonspect. Prends soin qu'aucune fraude de ta part ne puisse être prouvée; après cela, fais le plus riche marché que tu pourras. »

A l'acheteur elle dit : « Sois vigilant, considère-toi comme entouré de voleurs, ne te fie à personne, dans tous ceux auxquels tu achètes ne vois que des fripons. »

Oh! si l'honneur, l'intégrité, la religion n'avaient pas fortement contrebalancé l'influence de la loi combien auraient été

Digitized by Google

terribles ses effets. Il ne serait pas aisé de dire dans ce moment jusqu'à quel point le relâchement dans nos cités de la morale commerciale peut être attribué à cette simple cause.

Mais d'un autre côté la loi de la raison et de la conscience telle que la loi romaine l'a consacrée dit au vendeur : Sois honnête, fais à ton prochain ce que tu voudrais qu'il te fît, veille à ses intérêts comme tu veilles aux tiens. En même temps elle dit à l'acheteur de se reposer avec confiance sur l'intégrité de tous ceux avec lesquels il traite, certain que toutes les fois qu'il sera trompé par ces derniers la loi protégera ses droits; certain en outre qu'elle le fera sur la simple preuve des faits, sans lui imposer la tâche désagréable et difficile de flétrir la personne avec laquelle il a traité par une accusation de fraude.

Nous terminerons nos extraits par un passage qui pourra beaucoup scandaliser ceux de nos jurisconsultes d'Europe qui renoncent à leur raison et leur jugement pour s'abaisser devant l'autorité de formules vieillies et contradictoires.

« Qu'il me soit permis, dit M. Verplanck, de protester que si mauvaise et pernicieuse que soit la règle *caveat emptor*, je ne sais si je ne la déteste pas surtout à cause de sa forme; elle appartient à cette cohue de maximes latines anonymes qui infestent notre jurisprudence. Aucune d'elles n'a d'autorité réelle, un certain nombre ne signifie rien; et il en existe à peine une seule dont les exceptions ne soient pas d'une application aussi étendue que la règle; mais ce sont des phrases extrêmement commodes, remplissant l'oreille d'un son comme si elles avaient du sens, faisant l'effet du savoir, tandis que leur principal usage est de suppléer à l'un et à l'autre. En même temps elles augmentent, ce qui est le plus grand opprobre de notre loi, cette dangereuse facilité avec laquelle le juge ou l'avocat se font à point nommé une opinion de circonstance. Aussi une de ees maximes nous apprend que l'erreur commune fait loi ; *error communis facit jus*. Une autre que l'ignorance de la loi n'excuse *personne ; ignorantia legis neminem excusat.* Qu'il se présente un cas décidé dans tel sens par la coutume universelle et dans tel autre par quelque règle oubliée pendant des siècles, à l'aide des deux maximes commodes

Digitized by Google

que nous avons citées, le juge prendra le parti qu'il lui plaira : partial il décidera en faveur de son protégé; insouciant ou inattentif il suivra le caprice du moment; ignorant comme il en est tant il prononcera au hasard.

AVIS A CEUX QUI VOUDRAIENT ALLER S'ÉTABLIR EN AMÉRIQUE[1].

Plusieurs personnes d'Europe ont témoigné verbalement ou par lettres à l'auteur de cet écrit, qui connaît très bien l'Amérique septentrionale, le désir d'y passer ou de s'y établir. Selon lui ces personnes ont conçu des espérances exagérées sur ce qu'elles pourraient obtenir en ce pays; il croit faire pour elles une chose utile, et leur épargner le désagrément du voyage et d'un déplacement coûteux et sans fruit, en donnant sur l'Amérique du Nord quelques notions plus précises et plus sûres que celles qui paraissent avoir prévalu jusqu'à présent.

Beaucoup d'étrangers pensent que les habitans de l'Amérique septentrionale sont riches, en état et en disposition de récompenser toute industrie; qu'en même temps ils ignorent les sciences, et conséquemment doivent rechercher les Européens instruits dans les belles-lettres et les beaux-arts; que ces talens sont un moyen sûr de faire fortune parmi eux, qu'ils ont aussi grand nombre d'offices avantageux auxquels les naturels du pays sont peu propres,

(1) Cet extrait d'une petite brochure publiée par Franklin dans les premières années de l'indépendance américaine, n'est pas inséré ici pour guider ceux qui pourraient aujourd'hui désirer s'établir aux États-Unis. Graces aux immenses progrès faits par cette nation, quelques-uns des renseignemens fournis par le philosophe ont cessé d'être exacts. Après le dernier message de M. Adams, et le discours de M. Llyod, insérés dans notre premier numéro, il nous a paru curieux de revenir à *l'avis* de Franklin comme au tableau de la situation des États-Unis à leur point de départ.

Digitized by Google

n'ayant ni les qualités requises, ni la naissance qui peut en tenir lieu, qu'enfin le gouvernement, pour encourager les émigrations d'Europe, non-seulement paie aux émigrans les frais de transport, mais leur donne gratis des terres, des nègres, des outils et des bestiaux pour les cultiver et les peupler : ce sont de pures imaginations. Ceux qui vont en Amérique sur la foi de tels renseignemens se trouveront bien loin de compte.

Voici la vérité : bien qu'il y ait ici peu d'hommes aussi misérables que les pauvres d'Europe, on en trouve aussi très peu de ceux qu'on y appelle riches : l'état du pays est une heureuse et générale médiocrité. Peu de grands propriétaires, peu de tenanciers; chacun cultive son propre champ, s'attache à quelque métier, ou fait le négoce; rarement on est assez riche pour vivre de son revenu sans rien faire, et payer les hauts prix qui se donnent en Europe, des peintures, sculptures, ouvrages d'architecture, et autres produits de l'art plus curieux qu'utiles. Aussi les personnes qui sont nées en Amérique avec des dispositions naturelles pour ces talens, ont-elles toutes quitté ce pays pour l'Europe, où elles peuvent les cultiver plus avantageusement. Les connaissances mathématiques et littéraires sont chez nous en estime, mais non pas si rares qu'on le croit, puisqu'il existe déjà neuf colléges ou universités, toutes pourvues de savans professeurs; sans compter nombre d'académies moins considérables où la jeunesse peut acquérir le savoir qui fait les avocats, les prêtres, les médecins. On n'exclut pas les étrangers de ces professions, et l'accroissement de la population est partout assez rapide, pour que, suivant leurs capacités, ils soient admis à tous les avantages dont jouissent les naturels du pays. Les offices civils sont en petit nombre, et jamais superflus comme

Digitized by Google

en Europe : c'est même dans quelques états une règle établie qu'aussitôt que, par l'avantage de ses émolumens, ou par tout autre cause, un emploi devient assez lucratif pour être recherché, il soit pourvu à la diminution des profits qui en dépendent.

Ces idées étant plus ou moins fortement établies dans les divers états de l'Union, il y aurait folie pour tout homme ayant des moyens de vivre chez lui de s'expatrier dans l'espoir d'obtenir ici une place à gros bénéfices. Les emplois militaires sont vacans depuis la paix, l'armée étant licenciée; et, quant à la naissance, elle a sa valeur en Europe, mais c'est une denrée que l'on ne saurait porter à plus mauvais marché que le nôtre; car ici on ne dit point d'un étranger qui est-il? mais que sait-il faire? Possédant un art utile, il est le bienvenu; l'exerçant, et se conduisant bien, il est estimé de tous; mais s'il n'est autre chose qu'homme de qualité, destiné pour cette raison à vivre aux dépens du public par quelque salaire, il est impossible de lui accorder autre chose que du mépris. Ici le laboureur est honoré, l'ouvrier l'est de même, parce que ses occupations sont utiles. Le peuple a coutume de dire que Dieu est lui-même un ouvrier et le plus habile de cet univers; c'est ainsi qu'il le conçoit et le respecte.

A l'égard des encouragemens que peut donner le gouvernement aux étrangers, il n'y a que ceux qui dérivent des bonnes lois et de la liberté. Les étrangers sont bien reçus, parce qu'il y a place pour tous, et que les anciens habitans ne sauraient être jaloux des nouveaux venus.

A quelle espèce d'hommes serait-il donc aujourd'hui profitable de se transporter en Amérique? quels avantages pourraient-ils raisonnablement attendre?

Le pays est rempli d'immenses forêts inhabitées et qui

Digitized by Google

ne seront pas occupées d'un siècle; la terre est à si bon marché que la propriété de cent acres d'un sol fertile, couvert de bois, peut s'acquérir dans beaucoup d'endroits près des frontières, pour sept ou huit guinées. Les jeunes laboureurs vigoureux, entendus en ce qui regarde la culture des terres et le soin des bestiaux, peuvent facilement s'y établir. Un peu d'argent mis de côté sur les gros gages qu'ils y reçoivent en travaillant pour les autres les met bien vite en état d'acheter un terrain et de commencer à leur tour une plantation, et leurs voisins les aident de tout leur cœur. Quantité de pauvres gens d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et d'Allemagne ont ainsi fait, et en peu d'années sont devenus de riches cultivateurs; tandis que dans leur pays, où les terres sont toutes occupées et le prix du travail modique, ils ne se seraient jamais tirés de la chétive condition dans laquelle ils étaient nés.

La salubrité du climat, l'abondance de nourritures saines, le grand nombre de mariages encouragés par la facilité de trouver une subsistance en cultivant la terre, sont les causes de l'accroissement de la population.

On a toujours besoin de cette classe d'artisans qui fabrique les ustensiles de ménage, meubles communs et instrumens grossiers qu'on ne fait point venir d'Europe. Les bons ouvriers en ce genre auront du travail et seront bien payés. Il n'y a point ici de gêne pour les étrangers qui savent un métier; il ne leur faut pas de permission pour l'exercer: s'ils sont pauvres, ils commencent par être domestiques ou journaliers, puis avec de la sobriété, de l'épargne, et de l'intelligence, ils deviennent maîtres, travaillent pour leur propre compte, se marient, élèvent une famille et deviennent des citoyens respectables.

L'auteur de cet écrit a vu plusieurs exemples de grands

Digitized by Google

terrains, sur les frontières qu'avait alors la Pensilvanie, achetés dix livres sterling les cent acres, qui vingt ans après, lorsque les habitations se sont étendues beaucoup au-delà, se vendaient couramment sans qu'on y eût fait aucune amélioration trois livres sterling par acre. L'acre d'Amérique est le même que celui d'Angleterre et de Normandie.

Ces dernières années, plusieurs princes d'Europe ont cru qu'il leur serait avantageux de faire fabriquer dans leurs propres états tout ce qui sert aux commodités de la vie, d'établir des manufactures pour diminuer et rendre nulles les importations, et ils ont entrepris d'attirer les fabricans des autres pays par de hauts salaires et des priviléges.

Plusieurs personnes capables de diriger de grandes entreprises manufacturières ont imaginé qu'il pourrait convenir au congrès d'imiter les princes dont nous venons de parler, et ont proposé de se transporter en Amérique à condition qu'on paierait leur passage, qu'on leur donnerait des terres, des salaires, des priviléges exclusifs pour plusieurs années, etc. Ces personnes, en lisant les articles de la constitution trouveront que le congrès n'a point de pouvoirs à cet égard, qu'il ne dispose d'aucuns fonds pour de telles entreprises, et qu'il n'y a que le gouvernement d'un état particulier qui pût les encourager. Toutefois c'est chose qu'on a rarement essayée en Amérique, et quand on l'a fait, on n'a presque jamais réussi, le pays étant trop faible sans doute pour soutenir de grandes manufactures, le prix du travail trop élevé, les ouvriers trop difficiles à conserver, chacun ayant la facilité de devenir maître, et le bon marché des terres donnant à beaucoup d'entre eux le désir de quitter les métiers pour l'agriculture. Quelques manu-

Digitized by Google

factures à la vérité ont été établies et conduites avec succès mais ce sont en général celles qui ne demandent que peu de bras, et dans lesquelles la plus grande partie du travail est produite par des moyens mécaniques. Les marchandises trop volumineuses, ou de trop petite valeur pour pouvoir supporter la dépense du frêt, ne sauraient être importées à meilleur compte; le débit de ces articles fabriqués par nous est avantageux parce que la consommation est immédiate. Les agriculteurs récoltent en Amérique beaucoup de laine et de lin ; le tout est mis en œuvre, mais dans les ateliers domestiques pour l'usage de la maison. On a plusieurs fois entrepris, dans différens états, d'en réunir de grandes quantités pour les faire filer, et pour former des établissemens qui fabriquassent en grand la toile et les étoffes de laine, mais ces projets ont presque toujours mal tourné, parce qu'on importe des ouvrages aussi bons et à meilleur compte; et lorsque les gouvernemens des états ont été sollicités de fournir de l'argent à ces établissemens, d'imposer en leur faveur des droits sur l'importation des objets de même espèce, ils l'ont toujours refusé, partant de ce principe que si la province est assez florissante pour avoir des manufactures, les particuliers peuvent en établir avec profit et que dans le cas contraire c'est une folie de vouloir forcer la nature. Les grandes manufactures ne se soutiennent que lorsque beaucoup de gens pauvres travaillent pour un léger salaire : voilà pourquoi il y en a beaucoup en Europe ; mais il n'y en aura point en Amérique jusqu'à ce que les terres soient toutes prises et cultivées, et que, ne pouvant en avoir, beaucoup de gens aient besoin d'être employés. Les manufactures de soie sont indigènes en France, comme celles de drap en Angleterre. Chacun de ces pays produit

Digitized by Google

en abondance la matière première; mais si l'Angleterre veut avoir des manufactures de soie comme la France, et la France des manufactures de laine comme l'Angleterre, il faut que ces opérations forcées soient soutenues, comme on l'a fait, par des prohibitions mutuelles, ou de forts droits sur l'une et l'autre marchandise importée. Par ce moyen, les fabricans obligent ceux qui consomment sur les lieux à donner un plus haut prix, et ne deviennent pas pour cela plus riches, car ils ont à payer le frêt des matières premières. Les gouvernemens en Amérique ne donnent aucun encouragement à de pareilles entreprises, et par ce moyen on n'y est point rançonné par les marchands. Qu'un marchand demande trop pour des souliers importés, on les achète chez un cordonnier du pays, et si celui-ci veut vendre trop cher on prend chez le marchand : de cette manière les deux professions sont contenues l'une par l'autre : tout calcul fait, cependant, le cordonnier peut retirer de son ouvrage un profit plus considérable qu'en Europe; car il peut ajouter au prix de son travail, suivant le taux d'Europe, une somme à peu près égale à la dépense du frêt, de la commission, des risques de l'assurance que supporte nécessairement le marchand. Il en est de même pour les ouvriers en tout genre. En conséquence, les gens de métier vivent mieux et plus aisément en Amérique qu'en Europe; ceux qui sont économes mettent facilement à part une bonne réserve pour le soutien de leur vieillesse et l'éducation de leurs enfans : il peut donc être avantageux pour cette classe d'hommes de passer en Amérique.

Dans les contrées d'Europe habitées depuis long-temps, les arts, les métiers, les professions, les fermages, etc., sont tous tellement remplis qu'il est difficile pour les gens

Digitized by Google

pauvres de placer leurs enfans de manière qu'ils puissent gagner ou apprendre à gagner de quoi vivre.

Les artisans qui craignent de se donner pour l'avenir des rivaux dans leurs métiers ne prennent point d'apprentis, à moins qu'on ne leur donne de l'argent et de quoi les entretenir, ou l'équivalent; ce que les parens ne sont point en état de faire. Il s'ensuit que les jeunes gens deviennent par nécessité soldats, domestiques ou voleurs. En Amérique, l'état de la population écarte la crainte de cette rivalité. Les artisans reçoivent volontiers des apprentis dans l'espoir de tirer profit de l'élève après l'avoir formé; par conséquent, il n'est pas difficile aux familles pauvres de faire instruire leurs enfans; quelques artisans donnent même de l'argent aux pères et aux mères pour s'attacher leurs garçons, depuis l'âge de dix à quinze ans jusqu'à celui de vingt-et-un. Ces conventions en faveur des apprentis sont faites devant un magistrat, et telles qu'elles puissent fournir à l'état un utile citoyen. Ainsi, le maître doit s'engager, par contrat, non-seulement à bien nourrir, entretenir convenablement et instruire à fond dans son métier l'apprenti, mais à lui faire apprendre à lire, écrire, calculer, et à lui fournir à l'expiration de son temps un trousseau complet de linge et de vêtemens neufs.

La médiocrité qui règne presque généralement en Amérique dans les fortunes, obligeant tous les habitans à travailler pour subsister, prévient en grande partie les vices dont l'oisiveté est mère. Le travail, joint à une tranquillité constante, est un grand préservatif pour les mœurs et les vertus d'une nation. Aussi la jeunesse rencontre rarement en Amérique de mauvais exemples : ce qui doit être une considération bien rassurante pour

Digitized by Google

les parens. On peut encore ajouter à ces avantages que la religion, sous ses différentes dénominations, y est non-seulement tolérée mais respectée et cultivée. L'athéisme y est inconnu, l'incrédulité rare et secrète, de sorte qu'on peut y vivre long-temps sans être scandalisé par la rencontre d'un athée ou d'un incrédule; et la divinité paraît avoir montré qu'elle approuve la tolérance et la douceur avec lesquelles les différentes sectes se traitent l'une l'autre par la grande prospérité qu'elle a répandue sur toutes et dont tout le pays est généralement favorisé.

DES CRABES DE TERRE A LA JAMAÏQUE.

Les crabes abondent dans toutes les saisons dans la partie orientale de la Jamaïque, mais les habitans les croyent meilleurs dans les mois dont le nom contient la lettre R, comme avril, etc.; ils sont très abondans dans le mois de mai, pendant lequel ils déposent leurs œufs, ou *couvent*, comme disent les nègres; la terre alors en est exactement couverte. A cette époque il est impossible d'en délivrer les maisons, même les chambres à coucher, où tantôt grattant avec leurs larges serres, tantôt se traînant sur le plancher ils font un bruit dont les étrangers ne laissent pas d'être fort inquiétés. Quelquefois ils se logent dans une natte, et si l'on n'y prend garde en y mettant le pied, on est bientôt averti de la présence de l'intrus par l'impression de ses deux pinces. Durant quelques semaines de cette saison, on peut en ramasser autant qu'on veut, et les nègres souvent se rendent malades pour n'en point user avec assez de modération. Le cochon leur fait aussi a chasse, mais non pas toujours impunément; il est par-

Digitized by Google

fois saisi au grouin par le crabe et de manière à ne pouvoir se débarrasser. Il se met alors à courir épouvanté, poussant des cris comme lorsqu'on l'assomme.

Dans d'autres saisons, lorsqu'ils ont plus de valeur, on prend les crabes la nuit avec des torches allumées et on les met dans des paniers couverts. Des troupes de nègres des plantations voisines, dit l'auteur de cet extrait, passent devant ma maison chaque soir, se rendant à un bois à crabes situé de l'autre côté, et reviennent avant minuit complètement chargés; leurs paniers peuvent contenir environ 40 crabes, dont le prix ordinaire, pour cinq ou six, est d'une pièce de notre plus petite monnaie, laquelle vaut environ trois deniers et demi sterling. A ce prix un nègre peut gagner deux sous six deniers dans sa soirée, et le plus imprévoyant, s'il ne s'est point procuré de provisions par la culture, n'a plus en quelque sorte d'autre ressource que de prendre des crabes et de les vendre. Avec cent plantains, qui valent ordinairement 5 shellings, on peut se procurer 50 à 60 crabes, et deux de ceux-ci avec des plantains ou des ignames font un excellent repas. J'ai vu plus de cent nègres passer devant ma maison dans une soirée, et revenir portant sur la tête leurs paniers pleins de crabes. Je n'exagère pas quand je suppose qu'ils en avaient ramassé trois mille. Presque chaque famille nègre a un vieux tonneau à farine, percé de trous, dans lequel elle dépose ses crabes qu'elle nourrit avec des peaux de plantains, etc., pour s'en servir au besoin.

On trouve à la Jamaïque une grande variété de crabes, mais on n'en mange que de deux espèces; le crabe noir est le plus estimé et a toujours été considéré comme un des mets les plus délicats des Indes occidentales, sans en excepter la tortue; il vit dans les forêts montagneuses,

Digitized by Google

sur les terrains pierreux et se nourrit de feuilles sèches. Le crabe blanc, comme on l'appelle, quoiqu'il soit plus rouge que blanc, est principalement recherché par les nègres, quoiqu'il le soit aussi par la population blanche. Il est plus gros que l'autre et ressemble plus pour le goût au homard de ce pays. Ce crabe est amphibie et se trouve dans les basses terres, principalement dans les bois où, comme je l'ai déjà dit, on le prend la nuit avec des torches; mais on les trouve aussi dans les champs cultivés et dans les propriétés situées dans les bas-fonds où pendant les temps secs ils causent fréquemment des dommages considérables aux planteurs en rongeant la pointe des jeunes cannes et du bled au moment où ils sortent de terre. Les nègres ont un moyen assez ingénieux de les détruire; ils s'en servent avec succès et préservent les plantations d'un fléau plus terrible que tous ceux qui désolent l'agriculture dans les autres pays.

LA VICTOIRE DE JANIN,

CHANT PATRIOTIQUE A BOLIVAR.

Depuis que les journaux français ennemis de l'indépendance américaine ne peuvent plus menacer l'Amérique du sort de l'Espagne et sont forcés de regarder la cause de Ferdinand VII comme à jamais perdue dans le Nouveau-Monde, leur ridicule acharnement s'est fait de la gloire même de Bolivar un nouvel argument contre toutes ces libertés naissantes. L'épée qui a vaincu Morillo se changera bientôt, disent-ils, en un sceptre de fer, ou plutôt déjà ce sceptre pèse sur trois nations qui ne sont républicaines que de nom. Les acclamations qui partout saluent

Digitized by Google

le libérateur signalent une nouvelle époque d'esclavage. Il n'y a plus dans l'Amérique du Sud qu'une volonté et devant elle la soumission de tous. Il est très vrai que l'enthousiasme pour Bolivar est un sentiment exprimé par les Américains, sans aucune des réserves que pourrait inspirer la crainte de cette usurpation qu'on veut nous présenter comme déjà consommée; mais Bolivar n'a point encore cessé de mériter la confiance sans bornes de ses compatriotes. Son habileté, et peut-être sa fortune, ont avancé de plusieurs années l'affranchissement tôt ou tard inévitable de l'Amérique espagnole. Trois fois revêtu de la dictature il est trois fois descendu de ce faîte pour y faire monter à sa place les institutions. Il est le premier citoyen de trois républiques, mais il a pu et n'a voulu être le tyran d'aucune d'elles. Cette gloire qu'avant lui le seul Washington avait acquise mérite bien qu'on la célèbre, et nous ne craignons pas de fournir à ceux qu'elle désespère une nouvelle preuve de ce prétendu servilisme des Américains pour Bolivar en faisant connaître le poème de M. Olmédo. C'est un récit animé, brillant et parfois un peu emphatique du combat de Janin, l'un de ceux qui ont affranchi la Colombie. Les ressources poétiques employées par M. Olmédo, telles que l'invocation au soleil, aux dieux de Montézume et de Guatimozin, l'apparition nocturne du génie de la patrie et son allocution à Bolivar, pourraient bien n'être pas du goût des critiques sévères, mais ce qui suit termine d'une manière fort remarquable cette pièce d'environ neuf cents vers.

« O liberté! si le ciel a confié à la jeune Amérique la noble tâche d'enchaîner le démon de la guerre et de répandre par tout l'univers tes principes simples et purs, ne crains plus que le mensonge revienne quelque jour obs-

Digitized by Google

curcir la lumière qui marche avec toi, que la superstition remonte sur l'autel où tu règnes, et que la tyrannie brise jamais les lois qui sont ton appui..... Un temps viendra où les peuples détrônés lèveront la tête; Carthage ne sera pas toujours ensevelie sous les ruines, la Grèce enchaînée aux lieux où fut l'aréopage, ni Rome humiliée à la vue de son Capitole..... Toutes les oppressions liguées n'arrêteront point ce glorieux avenir : une autre ligue remplacera celle des rois; les peuples se donneront la main d'un pôle à l'autre, et, puisse la majestueuse chaîne des Andes, qui s'étend aussi de l'une à l'autre extrémité de cet hémisphère, devenir le nœud de l'alliance éternelle des deux continens....! Cest au pied des Andes que la liberté est venue chercher un asile ; aimable et triste fugitive, elle a trouvé parmi nous un temple et des autels ; avec nous elle se console des revers qui l'ont exilée de l'ancien monde.... Le peuple, premier né de cette grande régénération, celui dont la puissance brille comme l'étoile de Virginie sur l'étendard américain, nous a donné le baiser de paix et d'amitié fraternelle..... »

Le missionnaire, W. Ellis, dans le journal de son voyage dans l'île Hawaii ou Owhyhée si célèbre par la mort du capitaine Cook, donne la description d'un volcan extraordinaire qui existe dans cette île. M. Ellis traversa d'abord une contrée toute volcanique où il rencontrait à chaque pas des collines et des crevasses encore fumantes; il arriva bientôt à un vaste désert entièrement formé de laves. Cette immense étendue ressemblait à une mer intérieure bornée au loin par des montagnes : nul doute qu'elle n'ait été liquide, mais la vitrification paraissait avoir été soudaine,

Digitized by Google

et alors que les vagues étaient le plus agitées; non seulement les ondulations étaient sensibles, mais dans plusieurs parties les vagues étaient couvertes de cette écume qu'on observe à la surface de la mer au lever d'une brise. A deux heures après midi le cratère du Kiraner, dit M. Ellis, s'offrit à notre vue : nous nous attendions à voir une montagne à large base, flanquée de torrens de lave durcie et de masses métalliques, et au sommet un mur de scories formant les parois d'une vaste cuve; nous nous trouvâmes au contraire sur le bord d'un précipice escarpé; une plaine de quinze à seize milles de circonférence se déployait devant nous; sa surface inégale s'affaissait insensiblement jusqu'à environ quatre cents pieds au-dessous de la hauteur primitive; elle était couverte d'énormes rocs volcaniques qui y avaient été lancés; au centre était le grand cratère, à un mille et demi de nous. Nous eûmes quelque peine à franchir la rampe escarpée qui nous séparait du cratère; nous y réussîmes toutefois après quelques chutes; et, suivant l'inclinaison de cette plaine singulière qui dans quelques endroits retentissait du bruit de nos pas, nous arrivâmes sur le bord du grand cratère. C'est là que nous fûmes frappés d'un spectacle aussi grand que terrible : à nos pieds s'ouvrait un immense gouffre en forme de demi-cercle courbé sur un diamètre tracé du nord-est au sud-ouest dans une longueur de deux milles; à huit cents pieds au-dessous de nous coulait un torrent de lave; au nord et au sud-ouest un immense lac de matières enflammées bouillonnait en roulant ses vagues de feu. Cinquante-un îlots de formes et de dimensions différentes, présentant autant de cratères, s'élevaient sur les bords ou à la surface de cette mer; nous en comptâmes vingt-deux qui lançaient continuellement des colonnes d'une fumée grisâtre

Digitized by Google

ou des pyramides de flammes. En même temps ils vomissaient des ruisseaux de lave liquide qui retombaient le long des escarpemens crevassés dans la masse qui bouillonnait à leur base. La forme conique de ces cratères nous porta à croire que la cuve de lave bouillante que nous avions à nos pieds n'était point le foyer du volcan, et devait être séparée par une couche solide d'un autre abîme qui se déchargeait dans ce réservoir supérieur. Les parois du gouffre formées de différentes couches d'ancienne lave s'élevaient perpendiculairement à la hauteur de quatre cents pieds, et une terrasse de lave noire d'une largeur inégale bordait le tour intérieur : il nous parut évident que le gouffre avait été récemment rempli de lave liquide jusqu'à la hauteur de cette terrasse, et que par des conduits souterrains il s'était vidé dans la mer ou sur les basses terres de la côte. Les flancs grisâtres et calcinés des cônes volcaniques que nous avions sous les yeux, les longues crevasses qui fendaient le terrain sur lequel nous marchions, l'explosion des cratères sur le bord le plus près de nous et les longs bancs de soufre que nous apercevions au bord opposé, les épaisses colonnes de flamme et de fumée qui s'élevaient au nord et au sud de la plaine, cette ligne de rocs escarpés qui la terminaient, s'élevant en quelques endroits à trois ou quatre cents pieds, présentaient à nos yeux un immense panorama volcanique dont l'effet était complété d'une manière terrible par le mugissement des vastes fournaises qui brûlaient sous nos pieds.

Parmi les prodiges de création et d'amélioration qui sont le résultat des institutions des États-Unis, on citera

Digitized by Google

bientôt les prospérités de La Floride. Ce pays qui a si long-temps langui sous la domination européenne ne fait partie encore de la fédération américaine que comme *territoire* : on sait que c'est la transition nécessaire pour arriver au rang d'état dans cette belle organisation politique. On est maintenant fort occupé des reconnaissances et préparatifs nécessaires à la construction d'un canal navigable pour les vaisseaux de toute grandeur, et qui, coupant cette péninsule dans sa largeur moyenne, établirait entre l'océan et le golfe du Mexique une communication nouvelle. On a calculé que les pertes éprouvées annuellement au dangereux et pénible passage de la pointe des Florides dépassaient de beaucoup l'intérêt annuel du capital nécessaire à cette magnifique entreprise, et pour une nation qui fait elle-même ses affaires un semblable calcul est toujours chose déterminante. Le littoral des États-Unis sur l'océan verra par là doubler ses rapports avec celui du golfe ; le commerce aujourd'hui si vaste de la Nouvelle-Orléans aura devant lui une avenue conduisant directement à l'océan. Au moyen d'une branche septentrionale, le canal sera lié au système de navigation intérieure des États-Unis, de manière à pouvoir être utile même aux états du centre et du nord. Il aura pour l'Union américaine un autre avantage, c'est qu'il diminuera l'importance militaire de l'île de Cuba dont la position est considérée comme maîtrisant la navigation du golfe. Le canal passera à Talahassée, ville dont on traçait les rues il y a deux ans et qui maintenant est désignée pour être la capitale des Florides; le conseil législatif du territoire y a tenu sa première session en 1825. Au mois de janvier de cette année, il y avait déjà à Talahassée un institut d'agriculture, une société de sciences et d'antiquités destinée à développer les

Digitized by Google

ressources physiques et agricoles du pays. On remarquait parmi les membres de l'une d'elles le jeune Achille Murat à peine échappé aux fers de la tyrannie espagnole. La société n'a pas seulement recueilli en lui le représentant d'une grande infortune, mais un homme capable par son instruction et ses qualités de s'associer d'une manière brillante aux destinées du nouvel état. De toutes les parties de la Floride arrivent à Talahassée les renseignemens les plus satisfaisans sur l'augmentation et les progrès de la population. Aucune contrée de l'Amérique n'est propre à une culture plus variée. La pomme, l'orange, l'olive, la figue et les fruits les plus délicieux de la France et de l'Italie croissent et mûrissent dans le même verger; la salubrité du climat est parfaite, la côte sur les deux mers est bordée de havres excellens, les nombreuses rivières navigables et les lacs intérieurs unis par des canaux mettront en valeur toutes les richesses naturelles des Florides. C'est aujourd'hui l'un des plus avantageux asiles que puissent choisir les émigrans européens.

NOTICE SUR LE GÉNÉRAL SANTANDER.

Le général don Francisco de Paula Santander, élevé pour la deuxième fois par les Colombiens à la seconde magistrature de la république, naquit à Rosario de Cucuta, le 2 avril 1792. Il reçut l'éducation que l'on donnait alors en Amérique aux enfans des familles aisées. Il commença ses études dans sa ville natale et alla les continuer au collége de Santa-Fé de Bogota, sous les auspices du docteur Nicolas Omaña, son oncle maternel. Ayant obtenu une bourse dans cet établissement, il y suivit les cours de philosophie, de droit civil, de droit canon, de

Digitized by Google

droit des gens, sous les meilleurs professeurs, remarqué partout comme un jeune homme appliqué, laborieux et doué d'une rare aptitude pour toutes les choses dont on voulait l'instruire. Il fut licencié en 1809, au moment où commençait la révolution des colonies espagnoles, et, comme tout ce qu'il y avait de généreux en Amérique, il prit les armes et se jeta dans les rangs des indépendans. Nommé enseigne en 1810 dans le bataillon des miliciens de la Nouvelle-Grenade, il fit par ce grade son premier pas dans la carrière qu'il a parcourue d'une manière si brillante. Son instruction l'appela bientôt à des fonctions plus capables de le faire remarquer. Don Manuel Castillo y Buda, chef politique et commandant militaire de la province de Mariquita, le choisit pour aide-de-camp. Peu après il fut attaché en cette même qualité au brigadier Baraya, fameux dans les discordes civiles qui ont précédé l'établissement de la constitution en Colombie. Santander fut associé au brigadier Baraya dans tout ce qu'il fit d'abord contre le parti fédéraliste, puis en faveur de ce parti. Toutefois, dans ces luttes qui compromettaient l'indépendance et qui souvent rougissaient du sang colombien l'épée tirée pour chasser les Espagnols, Santander eut le bonheur de ne se distinguer que par sa modération et un patriotisme supérieur aux haines de parti. Comme militaire il ne prit qu'une part peu active aux hostilités dirigées par le brigadier Baraya contre Nariño, chef du parti qu'on appelait de la capitale parce qu'il était maître de Bogota, ou des unitaires parce qu'il ne voulait point du système fédéral; mais ce fut contre les Espagnols qu'il se signala pour la première fois, et dans l'armée commandée par Bolivar.

Cet illustre chef ayant résolu de s'emparer de Véné-

Digitized by Google

zuéla avait chargé le colonel Castillo d'attaquer avec une colonne de 800 hommes, l'espagnol Corréa, dans le défilé de Grita, position très forte, inabordable de front. Santander envoyé par Castillo avec deux compagnies pour tourner le défilé par des hauteurs inaccessibles exécuta ce mouvement avec tant d'habileté, de secret et de vigueur, que le général Corréa se vit forcé de détruire lui-même ses munitions, de briser ses affûts et de se sauver en désordre. Santander fut récompensé de sa conduite par une mission de confiance. Le gouvernement provisoire le chargea de défendre la vallée de Cucuta contre plusieurs partis espagnols qui la parcouraient et la dévastaient impunément. Malheureusement cette contrée était entièrement ouverte à l'ennemi, qui pouvait l'envahir avec des forces considérables, tandis que toutes celles des patriotes s'étaient portées du côté de Vénézuéla. Santander réunit à peine 300 hommes avec lesquels il essaya vainement de conserver Rosario, sa ville natale. Forcé d'évacuer ce point et de faire, devant de vieilles troupes espagnoles dix fois plus nombreuses, une retraite difficile, il ne put, malgré sa prudence, éviter un combat désavantageux dans lequel sa petite troupe fut presque détruite. Les Espagnols, maîtres de la vallée, y commirent d'atroces excès; ils ne laissèrent pas à Cucuta un homme en vie; tous les fugitifs qu'ils purent saisir furent torturés avant d'être mis à mort, et l'auteur de la notice que nous analysons, M. J. Mora, assure que les chefs espagnols se donnèrent le féroce plaisir de tuer de leurs mains des prisonniers, et que ces assassinats commis de sang froid ou au milieu de dégoûtantes orgies ne furent point ignorés de la régence de Cadix (1813.) Le brigadier Mac-Grégor ayant enfin été envoyé par le gouvernement

Digitized by Google

provisoire pour délivrer la vallée de Cucuta, Santander fut l'un des officiers attachés à cette expédition : il commandait un bataillon de milice du pays. Ce corps, enflammé d'un désir particulier de vengeance, se distingua beaucoup à l'avant-garde de Mac-Grégor. Il tailla en pièces à Saint Faustin un détachement considérable commandé par l'espagnol Casas ; l'un de ceux qui avaient commis le plus de brigandages dans la province. Celle-ci enfin étant entièrement reprise, les troupes de Mac Grégor se portèrent sur un autre point ; et, pour la seconde fois, avec des forces encore insuffisantes, Santander, promu au grade de colonel, fut laissé dans le pays pour le garantir d'une nouvelle invasion, laquelle eut bientôt lieu. Santander, attaqué par la division du général espagnol Ramos, avait occupé à l'avance les positions les plus capables de résister au nombre. Il s'y maintint avec fermeté et repoussa les royalistes, jusqu'à ce qu'une division patriote vînt à son secours. Peu après, le gouvernement provisoire jeta les yeux sur Santander pour un commandement du même genre, mais beaucoup plus important, celui de la ville d'Ocaña, choisie pour être le centre d'un plan d'opérations calculé pour attaquer à la fois les Espagnols sur tous les points. Ocaña, située au pied des Cordillières, à une lieue de la Magdaléna, communique par deux bonnes routes militaires, d'un côté avec les vallées de Cucuta, de l'autre avec la cité de Pamplona. Le pays fertile et non encore ravagé pouvait nourrir un grand rassemblement de troupes.

Santander alla d'abord occuper la ville avec un corps de tout au plus trois cents hommes. Il devait être successivement renforcé par des troupes qui avaient ordre de le joindre ; mais cette réunion se faisant avec une extrême

Digitized by Google

lenteur, les royalistes qui de leur côté avaient senti l'importance d'Ocaña, manœuvrèrent pour couper les différens corps indépendans et s'établir eux-mêmes dans cette ville. La discipline supérieure de leurs troupes leur permettant plus de célérité, ils réussirent, et Santander n'ayant reçu qu'un seul détachement qui portait ses forces à cinq cents hommes, se trouva entièrement séparé de l'armée patriote, tandis que celle-ci rencontrant sur plusieurs directions les divisions royalistes de Morillo et de Calzada était jetée dans le plus grand désordre sur Carthagène et Pamplona. On regardait la petite garnison d'Ocaña comme perdue; il était impossible de marcher à son secours et elle occupait une ville ouverte. Santander prit la résoluiton énergique de se faire jour, et il y parvint en se jetant dans la route pleine de précipices de *Rio Négro à Tiros*, traversant les positions de l'ennemi qui n'essaya ni de l'arrêter ni de l'atteindre. Il arriva ainsi à *Pié de Cuesta*, ou s'étaient réunis les débris des divisions patriotes des généraux Urdanéta et Rovira, battus quelques jours avant à Baloga (1816) par les Espagnols. Le gouvernement adressa à Santander des félicitations sur sa belle conduite et le nomma commandant en second de la brigade du général Serviez, forte d'environ douze cents hommes et postée à Puenté Réal, alors menacé par quatre mille Espagnols de l'armée qui envahissait la nouvelle Grenade. Les efforts des patriotes pour conserver cette province étaient infructueux depuis que Morillo commandait les royalistes. La brigade à laquelle appartenait Santander ne put conserver Puenté Réal. Le gouvernement lui envoya l'ordre de se porter sur Popayan, mouvement qui parut impraticable à Serviez et à Santander, la désertion réduisant continuellement leurs forces, déjà trop insuffisantes, à me-

Digitized by Google

sure que la cause de l'indépendance éprouvait de nouveaux malheurs. Ces miliciens tous levés et armés à la hâte rentraient dans leurs foyers à l'approche des Espagnols, aimant mieux reconnaître Ferdinand VII que de s'exposer à être pris les armes à la main, torturés et livrés à d'affreux supplices. Toute la Nouvelle-Grenade fut ainsi reconquise par les Espagnols.

Ceux des Colombiens qui ne désespéraient point du salut de la patrie se retirèrent dans la province de Vénézuéla; Santander fut de ce nombre; il alla préparer avec Bolivar la réaction victorieuse qui devait affranchir sans retour cette partie de l'Amérique. Chargé par Bolivar d'organiser les milices du district de Casanave, il se prépara à marcher à l'avant-garde de l'armée qui devait envahir la nouvelle Grenade. Les dispositions générales capables d'assurer le succès de cette invasion demandaient beaucoup de temps. Les deux généraux y mirent une activité dont les Espagnols s'efforcèrent de prévenir les résultats. Samano qui commandait comme vice-roi dans la Nouvelle-Grenade fit marcher sur le point où opérait Santander une colonne de deux mille cinq cents hommes, infanterie et cavalerie. Mais à peine cette colonne était entrée dans le district de Casanave que l'esprit public monté par Santander se signala par les sacrifices et les actes de courage les plus généreux. Les routes, les ponts furent rompus sur son passage, les maisons incendiées à son approche, toutes les provisions détruites; pas un habitant ne se trouva qui pût servir de guide aux Espagnols, pas un déserteur ne donna à leur chef Barreiro connaissance des forces et des projets des patriotes. Santander, en attendant l'arrivée de Bolivar, se borna à côtoyer la division espagnole, lui enlevant ses vivres et ses traînards et ne risquant aucune affaire. Il la

Digitized by Google

força ainsi à rétrograder jusqu'aux fontières de la Nouvelle-Grenade.

Le vice-roi renforça la division et lui envoya de l'artillerie, ce qui lui donnait une grande supériorité sur les patriotes; mais Santander fut joint par Bolivar. Leurs forces réunies n'égalaient point celles du commandant espagnol Barreiro. Toutefois comme ils avaient la certitude que les Grenadins opprimés pendant un an, et ayant éprouvé qu'il en coûtait plus de se soumettre à Ferdinand que de le combattre, se soulèveraient en les voyant paraître, ils n'hésitèrent point à prendre l'offensive. Barreiro, militaire assez habile, sentit de quel danger serait pour les royalistes la plus faible incursion des patriotes sur le pays soumis, et il fit tout pour les obliger à une action décisive. Dès le commencement de leur entreprise il réussit à les jeter dans un pays marécageux où il pouvait les détruire à l'aide de sa seule artillerie; mais dans une nuit, comme il faisait ses préparatifs d'attaque, ayant les yeux sur le camp des patriotes, situé au pied de ses positions et éclairé de feux qui semblaient garantir leur présence, ceux-ci, par une marche aussi difficile que hardie, passaient sur ses derrières et allaient se poster entre lui et la ville de Tunga, coupant ses communications avec Bogota où résidait le vice-roi. Au point du jour Barreiro s'aperçut qu'il était joué, mais sans perdre de temps il fit volte-face et marcha sur Boyaca occupé par les patriotes. Le général Santander défendait avec l'avant-garde le pont à l'entrée de cette ville, et Barreiro voulant le franchir de vive force fut reçu avec un feu terrible qui ébranla ses meilleures troupes. Vainement il chargea lui-mêmeà la tête de trois bataillons et de 500 chevaux; les patriotes le foudroyèrent avec l'artillerie qu'on lui envoyait le jour

Digitized by Google

même de Bogota, et dont ils s'étaient emparés. Leur victoire due à la belle marche de nuit ordonnée par Bolivar, fut complète; Barreiro, tous ses officiers et 1300 soldats avec artillerie, bagages et munitions furent pris. Les fuyards répandirent eux-mêmes la nouvelle de cette victoire, qui chassa de Santa-Fé le vice-roi et fit insurger les provinces de Tunga, Socorra, Pamplona, Santa-Fé, Mariquita et Neiva.

Les talens et l'intrépidité qu'avait montrés le général Santander dans cette campagne lui assuraient le premier rang parmi les lieutenans de Bolivar, qui le nomma sur-le-champ vice-président de Cundinamarca, l'un des trois départemens qui formaient alors la république de Colombie. C'était le poste le plus capable de faire valoir les connaissances administratives et la grande activité de Santander.

Chargé du gouvernement des provinces de la Nouvelle-Grenade, dont les ressources étaient intactes, il sut les mettre à profit pour former diverses expéditions contre les royalistes qui, dispersés dans toutes les directions, fuyaient épouvantés jusqu'à Carthagène. Quinze jours lui suffirent pour mettre en mouvement une division de 2000 hommes qui rétrograda pour aller s'unir à Bolivar vers Cucuta, et contenir la marche de La Torre, expédié par Morillo avec mille hommes afin d'opérer conjointement avec Barreiro. Il rassembla en même temps tous les secours nécessaires pour donner au général Cordoba le temps de marcher sur la province d'Antioquia et mettre le lieutenant-colonel Rodriguez à même de poursuivre Calzada qui se retirait à Popayan par la province de Neyva. Il envoya des troupes pour soutenir la révolution de Canca en s'opposant au

Digitized by Google

gouverneur Pédro Domingnez, indigne du nom d'Américain, puisqu'il avait embrassé la cause royale.

Tout en organisant ces forces de terre Santander parvint à équiper une flottille destinée à la défense du cours de la Magdeleine. Avec le peu de canots qu'avaient abandonnés les fugitifs et de petits bateaux rapidement construits, il enleva tous les détachemens ou convois que le vice-roi Samano envoyait de Carthagène pour coopérer avec les forces espagnoles destinées à soumettre la province d'Antioquia.

Au milieu de l'agitation de la guerre, et lorsque les patriotes, oubliant leurs anciennes discordes, déployaient une activité inconnue dans toutes les époques antérieures, le général Santander travaillait avec ardeur à réparer les maux inouis qui avaient accablé les Grenadins sous la domination du vice-roi. Il eut le bonheur d'inspirer partout l'amour de l'ordre, le respect et la soumission aux nouvelles lois. Il contribua enfin plus que personne à la formation du congrès de Cucuta et fut élu vice-président de la république. Il prêta serment, en cette qualité, le 3 octobre 1821. Chargé du pouvoir exécutif de cet état, conformément à l'article 118 de la constitution, tandis que le libérateur Bolivar commandait les armées en personne, il a élevé ces peuples au degré d'importance nationale qu'ils ont si rapidement atteint.

La loi lui accordait des moyens extraordinaires pour agir à discrétion, et sans être assujéti à observer la constitution, dans les temps de troubles et de danger : bien que les circonstances l'aient souvent obligé à user de cette discrétion terrible, il l'a toujours maniée avec une prudence et une modération excessives, et le danger fut à peine passé qu'il s'empressa de rétablir l'ordre constitu-

Digitized by Google

tionnel. Ce qui surtout lui a mérité la reconnaissance des Colombiens c'est l'attention qu'il n'a cessé de porter à l'éducation publique dès son entrée en fonctions. C'est lui qui a fondé les écoles lancastriennes dans les capitales des départemens et étendu ce système sur tout le territoire de la république ; on lui doit les universités et les colléges qui, malgré les désastres de la guerre, ont prospéré dans plusieurs villes; il est le fondateur du musée de Bogota, où trente jeunes gens reçoivent annuellement l'éducation la plus distinguée sous des professeurs tirés des plus célèbres universités de France et d'Angleterre.

La presse a joui sous ses auspices de cette liberté qui lui est indispensable pour demeurer la garantie d'un régime fondé sur les bases immuables des droits les plus saints. L'envie s'est emparée de cette arme pour dénigrer sa conduite, mais il n'a répondu aux attaques que par ses actions et le témoignage de sa conscience. L'opinion de ses concitoyens lui a rendu justice, et le congrès, lui a confié, pour la seconde fois, dans le mois de mars de cette année, la vice-présidence de la Colombie.

COLONIE DE LIBÉRIA.

Parmi les tentatives faites aux États-Unis pour prévenir les maux qui pourraient avec le temps résulter pour la république, de l'esclavage des noirs, et faire cesser la scandaleuse exception faite au plus incontestable, au plus sacré de tous les principes, on ne peut trop remarquer celle qui consiste à établir d'une manière avantageuse, sur la côte occidentale d'Afrique, tous ceux des nègres libres ou dont on obtient l'affranchissement, et qui consentent à cette émigration. La *Société américaine de co-*

Digitized by Google

lonisation a fondé au cap Massarado, sous le nom de *Libéria*, un premier établissement sur lequel elle reçoit de fréquens rapports et qui obtient le plus heureux succès. L'expérience du climat, faite par les premiers émigrans, a été des plus satisfaisantes. Les hommes d'origine africaine rendus à cette terre, dont l'avidité des blancs les a arrachés eux ou leurs pères, non-seulement n'y souffrent point des plus rudes travaux mais y retrouvent une vigueur, une activité, une *santé d'esprit* qu'ils n'avaient point sous le ciel de l'Amérique. C'est une restitution faite avec usure par la civilisation, car tous les colons rapportent sur la terre natale quelque art, quelque industrie; des habitudes laborieuses et des idées morales, étrangères aux hommes de même race encore errans par tribus dans les déserts de l'Afrique centrale. Le patronage bienfaisant de la société de colonisation leur fournit tous les secours, tous les enseignemens, toutes les ressources qui peuvent contribuer à fonder sur cette côte un peuple noir civilisé, riche, assez fort pour se maintenir contre tous étrangers, et pour devenir l'exemple et l'appui des peuplades barbares qui l'entourent.

Le gouvernement de la colonie est équitable, paternel, mais énergique. La population croît et en même temps ses moyens de prospérité. Elle aura bientôt, dit le rapport du mois de mai 1826, toute la capacité nécessaire pour se bien gouverner elle-même. On s'occupe actuellement de multiplier les établissemens agricoles, et tout annonce que les progrès de l'agriculture égaleront bientôt ceux du commerce qui sont déjà très remarquables. Avec ces deux sources de richesses la colonie peut dès à présent se suffire à elle-même. Le commerce du riz, du café, de l'ivoire est déjà considérable. La bonne foi que mettent les co-

Digitized by Google

lons dans toutes leurs relations est très propre à inspirer la plus entière confiance aux naturels africains.

Les limites de la colonie s'agrandissent avec la population, et le village de Monrovia[1] peut déjà compter comme une place de commerce. Ses rapports avec l'intérieur du pays augmentent rapidement, et on y voit des vaisseaux de la côte d'Afrique, d'Europe et des États-Unis. Les habitans sont laborieux et sages, et ils paraissent bien comprendre les avantages que les hommes de leur couleur peuvent tirer de cette création. Durant l'année 1825 deux églises ont été construites; cinq écoles sont en pleine activité, outre les écoles du dimanche. On y donne une instruction soignée aux enfans des colons et même aux enfans des indigènes dont une soixantaine aujourd'hui fréquentent les écoles. Les ouvriers mécaniciens reçoivent deux dollars par jour, et les autres ouvriers de soixante-quinze Ces. à un dollar vingt-cinq Ces. Monrovia offre l'aspect le plus animé aux nombreux étrangers qui y abordent. Un vaisseau du port de dix tonneaux, nommé le *Saint-Paul*, et très propre au cabotage, a été construit par un des colons selon le plan et sous la direction de l'agent de la société. Plusieurs autres barques et bateaux appartiennent à l'établissement. Le fort Storkton a été construit; il est parfaitement situé, et avec quelques autres fortifications il met la ville naissante à l'abri de toute insulte.

Deux compagnies de milice bien disciplinées, l'une d'infanterie et l'autre d'artillerie composent les forces militaires de la colonie. Elles sont suffisantes pour résister aux invasions que pourraient tenter les tribus voisines; mais les dispositions de ces tribus sont pacifiques, et leurs chefs

[1] Du nom du président Monroë.

Digitized by Google

paraissent voir avec plaisir se former sur la côte des établissemens dont ils espèrent tirer profit. Il faut espérer que les progrès de la colonie finiront par anéantir leur autorité barbare et feront entrer dans les voies de la civilisation les sauvages auxquels ils commandent; du moins telle est la pensée des fondateurs de la colonie. Voici ce qu'un journal de Washington dit à ce sujet :

« Il nous paraît évident, d'après les informations récentes que nous recevons de Libéria, que nous pouvons fonder sur la côte occidentale de l'Afrique une nation puissante qui étendra ses établissemens et ses possessions dans l'intérieur, et portera les lumières de la science et de la religion jusqu'aux rivages encore inconnus du mystérieux Niger. On a déjà beaucoup fait en offrant à nos nègres affranchis un établissement où ils peuvent jouir du fruit de leurs travaux et laisser à leurs enfans une patrie et une demeure..... Nous avons toujours approuvé ce projet, quoiqu'à une autre époque nous ayons mis en question la possibilité de son accomplissement. »

Le bureau de la Société Américaine ayant reçu des lettres de M. Ashmun, son agent à Libéria, s'est empressé d'en publier le contenu; M. Ashmun annonce qu'en conséquence d'un acte de piraterie commis sur un vaisseau anglais, par un négrier espagnol dans la baie de Libéria, il jugea nécessaire de détruire trois factoteries d'esclaves situées à dix mille de Monrovia. Par suite de cette expédition, cent seize misérables victimes furent délivrées de l'esclavage et sont actuellement vêtues et nourries dans la colonie où ils reçoivent en outre l'éducation des hommes civilisés. Les circonstances de cet événement ont été rapportées dans tout leur détail au gouvernement et la conduite de l'agent a paru digne des

Digitized by Google

plus grands éloges. Les tribus voisines de Monrovia ont félicité les colons sur cette mesure énergique, et maintenant depuis le *cap Mount* jusqu'à *Trade-Town*, dans une étendue de 140 milles aucun vaisseau négrier n'ose plus se montrer pour exercer son infâme trafic.

Un établissement ainsi formé sur la côte d'Afrique dans un lieu salubre, sur un beau et fertile territoire, jouissant du respect et de la confiance des indigènes, ayant un gouvernement sage, d'excellentes institutions civiles et religieuses, une force militaire suffisante pour le protéger, se livrant à un commerce qui acquiert chaque jour de nouveaux développemens ; offrant en un mot tous les caractères de la prospérité, est bien digne d'exciter l'intérêt de tous les hommes éclairés, de tous les amis de l'humanité.

« Puisse le ciel, disent les directeurs de la société de colonisation, diriger l'attention des sages sur cet état naissant et le leur faire considérer comme un moyen de préserver notre pays de calamités, d'assurer le bonheur à une grande portion de nos semblables, d'affranchir nos institutions politiques de la seule tache qui les dépare, et de rendre ainsi notre nation la plus honorable comme elle est déjà la plus libre du globe. »

La pensée des directeurs de la société de colonisation, en publiant les documens qui leur ont été transmis sur Libéria est d'engager le gouvernement national à accorder à cet établissement sa protection spéciale. Depuis long-temps ils font des efforts pour arriver à ce but, mais beaucoup d'Américains pensent qu'il doit répugner aux principes du peuple américain et du gouvernement fédéral, de former des colonies sur une terre étrangère ou de s'en constituer les patrons. Le motif de leur opposition est la crainte très ho-

Digitized by Google

norable sans doute de voir établir entre ces colonies et la mère-patrie des rapports semblables à ceux qui existaient entre les États-Unis avant leur émancipation et l'Angleterre. Cette crainte tombe d'elle-même, puisqu'il semble qu'un tel inconvénient dût entièrement dépendre de la conduite des États-Unis vis-à-vis des colons. Au reste on doit attendre pour que les chambres du congrès puissent délibérer en cette matière, que l'établissement ait pris une plus grande consistance.

Le *National Banner*, journal hebdomadaire de Nashville dans le Tennésée, publie sur quelques-uns des hommes célèbres de l'Angleterre les esquisses suivantes qu'il paraît tenir d'un correspondant anglais.

Sir Walter Scott est un grand vieillard à tête grise, borgne, boiteux, et d'une physionomie insignifiante. Il est adoré dans le cercle de ses connaissances, qui ne se lassent point de vanter le charme de son commerce, l'éclat de ses vertus et la sévérité de ses mœurs. S'il eût été doué des avantages physiques nécessaires à une carrière active, le monde n'eût probablement jamais joui des trésors de sa belle imagination ; qui sait si ses goûts ne se fussent pas accommodés des travaux et de la simple vie d'un cultivateur? Il était autrefois greffier de la cour de justice d'Édimbourg, mais le succès extraordinaire de ses ouvrages l'éleva bientôt à une brillante indépendance. Il se méprenait beaucoup sur la nature de son talent en s'adonnant d'abord de préférence à la poésie; il n'est revenu qu'assez tard de cette erreur; mais il a regagné le temps perdu avec une rapidité sans exemple. Il avait environ

Digitized by Google

quarante-cinq ans lorsqu'il donna son roman de *Waverley*, et de ce moment, c'est comme romancier et non comme poète qu'il a travaillé pour la postérité. Ses poèmes sont aujourd'hui peu remarqués; ses essais dramatiques ont été sans succès. Le monde littéraire attend sa *Vie de Napoléon* avec une extrême impatience; on apprendra de lui comment l'histoire contemporaine peut se prêter aux peintures de la vie réelle que de vieilles traditions lui ont fournies ou que la singulière portée de son imagination a saisies et devinées pour ainsi dire dans le passé. Lord Byron a prédit qu'il s'ouvrirait facilement une nouvelle carrière lorsqu'on commencerait à se lasser de ses productions actuelles. Un étudiant du collége de la Trinité à Dublin lui ayant envoyé quelque poèmes en lui demandant son opinion, sir Walter Scott lui fit une réponse très polie, et entre autres avis lui recommanda de ne rien publier avant d'avoir atteint l'âge de quarante ans.

Le duc de Wellington, avec sa haute stature, son teint basané et son grand nez romain, a tout l'extérieur d'un homme fait pour la guerre. Son nom ne produit pas aujourd'hui plus de sensation à Londres que s'il eût acquis son rang par les moyens ordinaires de vénalité ou par l'influence de protecteurs puissans. Il a tellement perdu tout sentiment de pudeur et de convenance, qu'il délaisse sa femme, pour vivre publiquement avec une danseuse. Les sommes énormes qu'il a rapportées de ses campagnes continentales, ont été perdues à la table de jeu; devenu nécessiteux, il n'a pas craint d'abaisser le héros à l'abject rôle de flatteur et de pensionné de la cour.

Son compagnon d'armes, le *marquis d'Anglesea*, qui a perdu une jambe à Waterloo, est un homme tout dif-

Digitized by Google

férent, recommandable par sa conduite privée comme par sa vie publique : on ne peut se défendre en le voyant, d'éprouver pour lui un vif intérêt. Sa belle et imposante figure est toute sillonnée des nombreuses blessures qu'il a reçues à la guerre; il a la fermeté d'ame et la simplicité des héros de Plutarque.

Thomas Moore, le poète, est un petit homme ramassé, ayant l'air railleur, la vue courte et un visage de singe. Il vit entièrement des libéralités du marquis de Lansdown, car tout le produit de ses ouvrages n'a pu suffire qu'à une faible partie de ses dépenses extravagantes. Il jouissait autrefois de la faveur du roi, lorsque celui-ci était prince de Galles, et il l'a perdue par ses impertinentes familiarités. Sa réputation est bientôt arrivée à son apogée; maintenant elle est sur son déclin. C'est le sort qui menace également Rogers et Campbell.

William Roscoe est un des caractères les plus respectables de l'époque. Poète, orateur, il a éclipsé tous ses contemporains comme historien et comme botaniste. Il a été long-temps l'un des négocians considérables de Liverpool et a représenté cette ville au parlement. Ayant éprouvé des malheurs il fut, pendant plusieurs années, retenu pour dettes à la prison du Banc du Roi, et la population commerçante de Liverpool montra son indifférence pour les sciences et la littérature en permettant que son jardin botanique et sa bibliothèque fussent vendus. William Roscoe est retiré maintenant chez sir Coke, de Norfolk, qui s'est fait grand honneur par cette protection accordée à un homme que l'avenir placera peut être au rang des Hume, des Robertson et des Gibbon.

Miss Edgeworth est une petite femme d'une laideur et d'une bizarrerie excessive, et dont la voix criarde est le

Digitized by Google

tourment de toutes les sociétés qu'elle honore de sa présence.

Lady Morgan est fille d'une actrice et femme d'un ancien accoucheur de Dublin, fait chevalier par un lord lieutenant d'Irlande, dans une boutade bachique. Elle n'a jamais été fort honorée dans son pays. Philips en faisant arriver ses ouvrages jusque dans les solitudes les plus reculées de l'Amérique, a montré par-là qu'il avait beaucoup plus d'estime pour ses talens qu'on n'en a communément en Angleterre.

Edward Irving, le célèbre prédicateur écossais dont les sermons ont excité une attention si générale, est d'une taille élevée; il affecte de la singularité dans toutes ses actions, et il a un accent écossais très prononcé.

M. Brougham est un homme très maigre, il a le teint noir; on remarque sur son visage les traces d'une affection scorbutique, et ses traits sont continuellement agités par un mouvement convulsif. Il parcourt les rues de Londres vêtu misérablement, et marche ordinairement si vite qu'il semble chercher à gagner un pari.

Lord Castlereagh était un des plus beaux hommes d'Europe; il était grand, parfaitement proportionné, et sa figure était pleine de noblesse et d'expression. Pitt et Fox reposent l'un à côté de l'autre dans l'abbaye de Westminster, sans autre inscription sur leur tombe que les initiales de leurs noms grossièrement sculptées; lord Castlereagh n'a pas obtenu ce dernier honneur, mais la majorité de la nation est peut-être d'avis qu'il méritait mieux une sépulture sur un grand chemin que celle qu'il occupe.

Digitized by Google

MISSIONARY SOCIETY OF THE METHODIST EPISCOPAL CHURCH.

Cette société a célébré à New-Yorck, le 28 juillet l'anniversaire de sa fondation. Elle a reçu divers rapports sur l'état des missions qu'elle dirige, et l'on a remarqué celui du rév. James Finley, missionnaire dans le pays indien habité par la nation des *Wyandot-Indians*. James Finley a présenté à l'assemblée trois indiens députés vers elle par leurs compatriotes; deux de ces indiens ont harangué la société, et leurs discours traduits par des interprètes ont vivement intéressé les assistans. Le premier indien, qui depuis sa conversion a pris le nom de *Between-the-logs*, s'est exprimé ainsi :

« *Frères*, nous sommes venus du pays des grands lacs pour vous apprendre ce que le Seigneur a fait pour nous.

Frères, depuis nombre d'hivers, je ne sais combien, nous étions dans une grande ignorance; nous savions qu'il y avait un Grand-Esprit qui avait fait les montagnes et les fleuves; mais un homme noir qu'on appelait chez nos frères blancs un prêtre romain, nous apprit qu'il connaissait ce grand esprit et que nous ne le connaissions pas.

Frères, j'allai avec de jeunes indiens chez le prêtre romain, et je lui dis : apprends-moi ce que c'est que le Grand-Esprit; et ce jour-là c'était la fête du grand esprit des romains; le prêtre me dit : viens à l'église, et je t'enseignerai. Je le suivis dans un grand édifice de pierre et de bois. Il s'habilla de vêtemens bizarres, riches d'or, d'argent et de fins tissus. Il monta devant une grande table couverte d'ornemens comme les siens et éclairée de longs roseaux brûlans. Il dit une multitude de paroles comme s'ils se fut entretenu avec le Grand-Esprit, et montra aux

Digitized by Google

assistans, qui tous fléchirent le genou, un petit objet rond dont il mangea et qu'il fit manger aux autres. Et quand il eut fini la cérémonie, il me dit que le Grand-Esprit était ce même objet mystérieux qu'il avait mangé lui et les siens.

Frères, je n'adorai jamais ni la flèche qui tue le gibier pour assouvir ma faim, ni la source qui étanche ma soif, et le prêtre romain me montrant une vile et informe nourriture, me disait: voici le Grand-Esprit, prosterne-toi. Je lui dis : tu te joues de mon ignorance; mes yeux ne voient pas ce que ta bouche m'annonce, laisse-moi partir. Mais il me retint et m'emmena dans sa maison; là il y avait un grand repas, et, sur la table, des bouteilles de ces eaux fortes, si funestes aux hommes de ma race. Il voulut me faire manger et boire ainsi que mes compagnons; je lui demandai si tout ce qu'il mangeait et buvait était le Grand-Esprit; je ne compris pas sa réponse, et je partis craignant d'avoir offensé le Grand-Esprit en écoutant cet homme.

Frères, je retournai vers mon habitation et peu après j'entendis parler d'un homme qui disait l'avenir; moi et quelques jeunes hommes nous partîmes pour aller le voir à Buffalo, mais l'homme disant l'avenir ne m'éclaira point.

Frères, il y eut bientôt parmi nous des hommes qui imitèrent celui de Buffalo, disant comme lui l'avenir; et, quand nos guerriers, ou nos femmes, ou nos enfans étaient malades, ils prétendaient les guérir par des charmes; quelques-uns voulurent se blesser devant nous et se guérir par leurs secrets, mais la terre but tout leur sang et je vis que ce n'était point encore là le chemin de la sagesse.

Frères, nous eûmes alors une grande guerre qui en-

Digitized by Google

sanglanta nos lacs, mais lorsque nous eûmes déposé le tomahawk, nous recommençâmes à rêver au Grand-Esprit; il vint un voyageur qui nous dit que pour être agréable au Grand-Esprit, il fallait bien manger et boire des eaux fortes.

Frères, pendant quelque temps nous fîmes grande chère, nous tînmes les feux allumés, passant le jour et la nuit à boire; mais notre raison fut troublée, il y eut parmi nous beaucoup de querelles et de combats.

Frères, il vint alors parmi nous un autre étranger, c'était un orateur, il s'assit à nos festins et il nous plut parce qu'il mangeait et buvait comme nous. Il portait un livre qu'il ouvrait quelquefois pour chanter et qu'il lisait aussi devant nos enfans et nos femmes, et nous trouvions cela très étrange.

Frères, quand l'orateur eut notre confiance, il nous dit que nous avions assez bu et mangé, qu'il ne fallait plus boire de liqueurs, que le Grand-Esprit serait en colère contre nous. Alors, nos jeunes hommes aimant la table et les eaux fortes l'injurièrent et voulurent le chasser; mais lui, ouvrant son livre, nous toucha par les choses qu'il lut; il nous ravit par le chant des paroles de son livre, il ferma ses yeux et pria, et les jeunes hommes n'osèrent lever la main sur lui.

Frères, il vint encore un autre orateur semblable au premier et qui avait un pareil livre, et nous écoutâmes ses lectures. Il nous apprit que les hommes de couleur étaient les frères des blancs, qu'ils étaient tous de grands pécheurs, et que le Grand-Esprit avait fait ce livre pour les instruire.

Frères, je vous le dis avec vérité, j'écoutai attentive-

Digitized by Google

ment les paroles du livre et c'étaient les paroles du Grand-Esprit; j'ai cru en elles et je suis heureux.

Frères, beaucoup de mes compatriotes ont cru ainsi que moi, demandez à ce bon missionnaire (montrant le rév. M. Finley), comme tous sont changés. Autrefois nous étions insociables, violens, querelleurs; à présent nous ne passons plus l'un près de l'autre sans nous toucher la main et nous dire: comment vous portez-vous? comment se porte votre famille? êtes-vous heureux? Autrefois nous ne connaissions pas les lois du sang, nous négligions nos femmes et ne nous occupions pas de nos enfans; maintenant nous les chérissons et prenons soin d'eux. Autrefois nous couvrions nos corps et notre visage de peintures, nous portions aux oreilles et aux narines des bijoux et chargions nos armes d'or et d'argent; maintenant nous ne portons plus ces ornemens, nous avons, comme les blancs, des habillemens qui nous couvrent de la tête aux pieds.

Frères, je dis la vérité, si vous venez parmi nous vous verrez ce que le Seigneur a fait pour nous. Vous verrez nos hameaux tenus avec ordre, nos cabanes propres et plus commodes, nos femmes bien vêtues ainsi que nos enfans, et vous les entendrez adresser au Seigneur les prières et les hymnes du livre saint.

Frères, nous sommes venus dans cette grande ville dont on nous a tant parlé, et que nous n'espérions jamais voir, pour vous prier de nous envoyer de bons missionnaires avec le livre saint et des habits, et de nous apprendre la religion afin que nous soyons heureux et que le Seigneur vous récompense.

Frères, nous sommes chargés de vous remercier de ce que vous avez fait pour nous. Nous repartirons pour les

Digitized by Google

lacs au coucher du soleil, et nous n'entendrons plus le son de vos voix, ni ne vous verrons plus. Adieu.

Le second indien, nommé *Mononqua*, se leva à son tour, et dit :

Frères, mon frère vous a dit tout ce que je me proposais de dire. Quand notre pays était dans les ténèbres de l'ignorance, j'étais un homme méchant, plus méchant que je ne saurais vous dire ; mais depuis que j'ai appris à prier Dieu, graces à vos missionnaires je me suis senti un cœur tout différent.

Frères, nous étions peu nombreux avant de recevoir la parole du Grand-Esprit, mais depuis que vous nous l'avez apportée, nous augmentons en nombre, les vices ne nous détruisent plus.

Frères, nous avons besoin que vos missionnaires demeurent parmi nous pour continuer à nous instruire ; si vous pensez à nous nous ne vous oublierons pas, et nous prierons pour que vous soyez heureux sur la terre et dans le monde à venir.

Après ces paroles de Mononqua les trois Indiens s'agenouillèrent et prièrent avec une expression de ferveur qui frappa vivement les assistans. Tous regrettèrent de n'avoir pu entendre leurs paroles que par le moyen d'un interprète, car à en juger par l'éloquence de leurs gestes, l'aisance de leur débit et la facilité de leur élocution, leurs discours devaient avoir, dans la langue indienne, une sorte de charme qui se perdait en passant par la bouche de l'interprète. (*New-Yorck Spectator.*)

Digitized by Google

Journal of a third Voyage for the discovary of a north-west passage from the Atlantic to the Pacific; performed in the years 1824-25, *in his Majesty's ships* Hecla *and* Fury *under the orders of captain W. E. Parry.* (Monthly Review, *september* 1826.)

Le journal anglais à qui nous empruntons l'analyse de ce voyage déclare en commençant qu'il n'est pas de ceux qui ont blâmé le gouvernement de ce qu'après tant de tentatives infructueuses, il persiste à chercher un passage dans l'Océan Pacifique par le pôle nord. Comme maîtres des parties les plus septentrionales du continent américain, nous avons, dit-il, le plus grand intérêt à ce que les limites polaires de ce continent soient déterminées d'une manière certaine, et comme nation commerçante, nous avons un intérêt non moins grand à savoir quelles îles et quelles côtes dans ces parages sont ou ne sont pas accessibles. Nous nous souvenons fort bien qu'avant la première de ces expéditions on croyait généralement l'homme incapable de supporter la température qu'on supposait exister au pôle, et maintenant c'est un fait incontestable, qu'avec certaines précautions, les marins peuvent non-seulement exister à cette latitude mais y jouir de toute leur santé et de toute leur vigueur. Si l'on n'a point encore atteint les résultats auxquels cette expérience promettait de conduire, on a acquis par la nouvelle entreprise de nouvelles données qui auront aussi leur application.

L'expédition composée du vaisseau l'*Hécla*, commandé par le capitaine Parry, de *la Furie*, sous le capitaine Hoppner et d'un transport, mit à la mer le 19 mai 1824, et traversa l'Atlantique. Le 3 juillet, elle partit des îles danoises, où l'on pêche la baleine, dans le détroit de Davis

Digitized by Google

pour la baie de Baffin. Les vaisseaux étant fortement chargés ne marchaient qu'avec une extrême lenteur. Le 13, ils entrèrent dans les grandes glaces qu'ils trouvèrent à cinq milles de la position qu'elles occupaient en 1817; depuis le 17 les obstacles offerts par la quantité, la grandeur et l'amoncellement des glaces furent tels que les équipages furent constamment employés à briser, enlever ou scier ces masses énormes, et avec si peu de succès qu'à la fin du mois l'expédition n'avait gagné que d'environ soixante-dix milles à l'ouest, ayant atteint à peu près les 62 degrés 10 minutes longitude. On put juger alors combien étaient salutaires les précautions prises dans la construction des vaisseaux pour les préserver des accidens résultant de la pression extérieure, car l'*Hécla* fut plusieurs fois heurté avec tant de force que tout vaisseau construit par les procédés ordinaires eût été infailliblement brisé.

On ne découvrait de mer d'aucun côté, et le capitaine Parry espérant trouver les glaces moins épaisses dans la direction du nord poussa de ce côté. Mais, avec des peines infinies, il n'était encore le 19 août qu'à 72 degrés 34 minutes latitude nord, et là, le banc de glace parut aussi impénétrable qu'auparavant. La fin du mois et les huit premiers jours de septembre furent employés encore à forcer le passage, et le 9 les vaisseaux réussirent à franchir au milieu de la baie de Baffin un banc de glace de dimension extraordinaire. Le capitaine Parry attribue les difficultés prématurées de ce voyage à la rigueur de l'hiver de 1823 et à l'arrivée plus tardive du printemps suivant. Quoique la limite occidentale des glaces fût à peu près à la même position qu'elle occupait en 1819, le même banc s'étendait à près de 50 milles plus loin à l'ouest jusqu'au

Digitized by Google

parallèle qui marque 74 degrés. Il est impossible de se faire une idée des difficultés qu'ont éprouvées les vaisseaux pour se faire jour à travers une pareille masse, parcourant une distance de trois à quatre cents milles. Ils avaient en outre à lutter contre les jeunes glaces, qui contradictoirement aux premières expériences, se formaient continuellement autour d'eux, et si un changement de température n'était venu à leur secours, ils étaient en danger d'être forcés de passer tout l'hiver au milieu de la baie de Baffin.

L'expédition ayant franchi les grandes glaces gagna sans de nouveaux obstacles le détroit de sir James Lancaster, au-delà duquel elle rencontra encore une grande quantité de jeunes glaces. Néanmoins une forte brise l'aida à entrer dans le passage du Prince-Régent, et le 26 septembre elle mouilla dans le port Bowen où le capitaine Parry, de l'avis du capitaine Hoppner, se décida à passer l'hiver. On était certain alors que jusqu'au printemps il n'y avait aucun espoir de faire de nouveaux progrès, les glaces prenant de jour en jour un aspect plus formidable.

Le capitaine Parry dit qu'il est impossible de se figurer un séjour aussi triste que celui de ces régions polaires, où régne un éternel hiver. Les moyens qu'il employa pour entretenir dans les équipages la santé, la constance, la gaîté et l'habitude du travail eurent les plus heureux succès.

Il y avait toujours sur le bord de la mer un officier chargé de suivre les variations de l'aiguille aimantée, ce qui mit le capitaine Parry dans le cas de constater, relativement à ce phénomène, divers faits très curieux. On observa entre autres, qu'en employant au lieu d'aiguilles supportées des aiguilles suspendues, il y avait un mouement de variation et un changement d'intensité régu-

Digitized by Google

iers et diurnes. L'intensité croissait depuis le matin jusqu'à l'après-midi, et décroissait depuis l'après-midi jusqu'au matin. Il nous parut, dit le capitaine Parry, que la position du soleil et de la lune, par rapport à la sphère magnétique, avait une influence considérable et sur l'intensité du mouvement, et sur la variation diurne de l'aiguille; toutefois nous n'avons pu découvrir les lois suivant lesquelles s'exerce cette influence. Le capitaine Parry signale les observations faites à ce sujet par le lieutenant Forster et l'invention, par M. Barlow, d'une table pour corriger l'effet des attractions locales sur l'aiguille aimantée comme intéressant hautement la science et la navigation.

Comme dans les premières expéditions, le capitaine Parry observa quelques aurores boréales dont une offrit un incident fort singulier. « Le 27 janvier, dit-il, à minuit environ ce phénomène s'annonça par l'apparition d'une masse compacte de lumière jaillissant du sud-est, et qui paraissait toucher la terre. Cette masse de lumière semblait composée de rayons réunis en un faisceau, et ses limites à droite et à gauche étaient bien déterminées et verticales. Quoique très vive elle augmentait à chaque instant d'intensité comme si elle eût été produite par une succession d'élancemens lumineux, à peu près comme on voit croître l'épaisseur et l'obscurité d'un brouillard par l'addition successive de nouvelles couches vaporeuses. Tandis que les lieutenans Schérer, Ross et moi, nous admirions l'extrême beauté de ce spectacle, un cri de surprise nous fut arraché à tous à la fois par la vue d'un rayon de lumière qui, se détachant de la gerbe, vint s'interposer entre nous et la terre qui était alors fort peu distante. » Le capitaine Parry ajoute que pendant l'hiver

Digitized by Google

particulièrement dans les changemens de temps, on vit grand nombre de ces météores qu'on appelle étoiles tombantes, et qu'une fois la lune se montra si étrangement défigurée par un accident de réfraction qu'en Europe pareille vue eût été prise dans le peuple pour un présage de la fin prochaine du monde.

Tant que l'expédition resta à Port-Bowen, le baromètre ne put servir pour indiquer d'avance les changemens de temps, les variations de la colonne de mercure accompagnaient mais ne précédaient pas les mouvemens de l'atmosphère.

Après avoir été enfermés environ neuf à dix mois dans les glaces à Port-Bowen, les vaisseaux furent délivrés vers la fin de juillet 1825, et se remirent en route avec un léger vent de sud, suivant la côte occidentale du détroit du Prince-Régent. Le capitaine Parry se proposait de côtoyer aussi loin qu'il pourrait vers l'est la partie méridionale des terres désignées sur la carte par le nom de North-Somerset. Il espérait gagner ainsi les 95° longitude orientale sur le parallèle qui répond à 72° $\frac{3}{4}$ latitude. Les glaces et les brouillards trompèrent son attente. Forcé de changer de direction, il tourna au nord vers les îles Léopold, mais en les atteignant il eut l'extrême déplaisir de retrouver les glaces exactement où il les avait vues en 1819. Toute cette masse paraissait s'appuyer sur la côte occidentale, comme si elle eût été retenue par une attraction puissante. Le capitaine Parry essayait depuis plusieurs jours de pénétrer au milieu des glaces, lorsqu'une forte brise, qui souffla pendant dix heures, produisit une grande fissure dans laquelle il s'engagea, et, le 24 juillet, il atteignit le point appelé cap Sapping, d'où il découvrit, dans la direction du sud, un canal navigable s'étendant à perte de vue et large d'un

Digitized by Google

à deux milles; tout le détroit de Barrow, aussi loin qu'on pouvait le suivre dans la direction N. N. E. des îles, était également débarrassé des glaces. Le capitaine Parry, profitant de cette circonstance, explora vers le sud la côte occidentale du canal du Prince-Régent, et découvrit plusieurs baies auxquelles il donna le nom de Personnes Amies; mais il ne put franchir les 72 51′, 51″. A cette latitude, il fut arrêté par les glaces. Alors commencèrent réellement les malheurs de l'expédition. Les vents du nord qui se succédèrent avec violence poussèrent contre les vaisseaux d'énormes glaçons qui les maltraitèrent au point de les rendre pendant quelque temps incapables de manœuvrer. *L'Hécla* toucha plusieurs fois. On ne parvint à le remettre à flot qu'avec des peines infinies. *La Furie*, lancée sur un banc de glaces, s'ouvrit et commença à faire eau : on songea d'abord à la réparer, mais les avaries étaient si considérables qu'on se vit forcé de l'abandonner avec les vivres et munitions dont elle était chargée; son équipage passa à bord de *l'Hécla*, qui dès lors fut incapable de continuer seul le voyage.

En retournant vers la côte occidentale du canal du Prince-Régent, le capitaine Parry ne rencontra plus de glaces; il découvrit un peu au sud de Port-Bowen un hâvre excellent qu'il décrit avec beaucoup de détail et indique comme pouvant servir d'une manière très avantageuse à la pêche de la baleine. Le printemps de 1825 ayant été beaucoup plus chaud que celui de 1824, le capitaine Parry n'éprouva que peu de difficultés à son retour, il franchit le détroit de Davis dans le milieu de septembre, et arriva le 20 octobre à Scheerness.

Le récit du capitaine Parry, à en juger par quelques-uns des extraits fournis par le journal anglais, est aussi atta-

Digitized by Google

chant par la forme qu'intéressant par le fonds. On n'est pas peu étonné de trouver cet intrépide navigateur à la fin de son livre aussi convaincu que jamais de la possibilité d'effectuer le passage si désiré, et tout aussi disposé qu'auparavant à s'exposer aux périls d'une nouvelle tentative. Voici comment il fait valoir les motifs de sa conviction :

« La question, dit-il, reste évidemment ce qu'elle était avant la dernière entreprise, les vues que j'ai présentées sur la matière dans le récit de mon second voyage, ce que j'ai dit sur la nature et la possibilité de l'entreprise, sur les moyens d'exécution à adopter et la route à suivre reste vrai, et à tout cela s'ajoutent les espérances conçues par la découverte que je viens de faire d'une mer navigable au-delà de l'extrémité sud-ouest du canal du Prince-Régent. J'ai la certitude que tôt ou tard l'entreprise réussira malgré les obstacles et chances impossibles à prévoir qui peuvent encore faire manquer plus d'une expédition. Je ne prétends pas qu'il faille se remettre en route légèrement et sans examen, mais j'affirme qu'en profitant successivement de toutes les expériences faites, tant sur la construction des vaisseaux que sur leur conduite et le choix de la saison, on arrivera à franchir le passage et que ce sera l'affaire d'un printemps. Je crois qu'une réunion de circonstances favorables dans l'état de la température est ici le secours le plus désirable, mais en épiant on est sûr de la rencontrer. J'aurais été fort heureux de pouvoir résoudre par moi-même une question aussi conjecturale, et je le serais si le peu que j'ai déjà fait pour frayer la route peut aider un autre navigateur à mettre à fin cette entreprise; toutefois je désire vivement être moi-même ce navigateur. Puisse cette gloire être recueillie par la Grande-Bretagne ! l'entreprise est digne d'elle, digne de toute nation puis-

Digitized by Google

sante et éclairée, il est beau de la tenter surtout après des efforts malheureux, mais ces efforts ne seront pas perdus, et à tout événement l'histoire nous en tiendra compte.»

VOYAGE DE M. J. MIERS AU CHILI ET DANS LES PROVINCES DE LA PLATA [1].

Avant de voyager en Amérique, M. Miers s'était fait connaître en Angleterre par des travaux importans en chimie, notamment par ses expériences sur l'azote. La perspective de gains immenses à faire au Chili par le perfectionnement des procédés de la fabrication du cuivre en feuille l'ayant déterminé à aller s'établir dans ce pays, il quitta l'Angleterre avec son épouse. Il se rendit dabord à Buénos-Ayres, se proposant de traverser dans sa largeur le vaste continent de l'Amérique du Sud, et d'utiliser cette marche longue et périlleuse en la consacrant à des recherches et à des observations désirées par tous les savans. De retour aujourd'hui et ayant rapidement fait fortune, M. Miers publie à Londres son voyage, le plus important peut-être de ceux qui ont été faits dans l'Amérique du Sud depuis M. de Humboldt. Nous rendrons un compte spécial de la partie scientifique de l'ouvrage. La partie purement narrative n'est pas elle-même sans intérêt; mais comme beaucoup de voyageurs de sa nation, M. Miers porte trop loin peut-être en parlant de contrées encore peu avancées l'espèce de dédain et de morgue de l'homme civilisé, sans

(1) Travels in Chili and la Plata, including accounts respecting the geography, geology, statistics, government, finances, agriculture, manners and customs, and the mining operations in Chili; collected during a residence of several years in these countries. By John Miers. London 1826.

Digitized by Google

égard pour les longs malheurs de ces peuples sous la domination espagnole, malheurs encore accrus par les efforts mêmes qu'ils ont faits pour briser le joug, il se montre pour eux d'une sévérité excessive; il n'y a pas de sarcasme par lequel il ne se venge du défaut de soins, d'égards ou seulement du manque de *comfortable* auquel lui et sa femme ont été souvent exposés. Nous croyons devoir noter ceci avant d'emprunter à M. Miers quelques tableaux de mœurs qui probablement ne sont pas flattés.

Les Chiliens, dit-il, passent pour être les moins vicieux d'entre les créoles, quoiqu'on ne puisse dire qu'ils possèdent au moindre degré aucune vertu. Ils sont patiens et calmes comme les Chinois avec qui ils ont d'ailleurs beaucoup de traits de ressemblance, ayant comme eux le front bas, les yeux contractés, étant comme eux artificieux, égoïstes et enclins aux petits larcins. Ils paraissent insensibles aux privations et incapables d'éprouver aucune passion. Un étranger peut accabler un Chilien des épithètes les plus injurieuses sans le faire sortir de son sang froid. Le Chilien recevra tout, même des coups, et se contentera de regarder l'étranger en riant. Sa patience est comparable à celle des animaux qu'on mène en troupeau.

La femme paraît aux petits soins pour le mari, et il est inouï qu'un mari lève jamais la main sur sa femme; mais rien n'indique entre les époux cette tendresse qui fait ailleurs le charme du lien domestique. Ils ne se croient pas obligés à une fidélité réciproque bien scrupuleuse. Les lois à cet égard les mettent dans une si complète indépendance, l'un vis-à-vis de l'autre, qu'ils peuvent chacun de son côté se livrer au plaisir, et que la femme peut, quand cela lui convient, obliger le mari à lui donner la moitié de son avoir, et à la laisser partir. Dans la classe aisée l'habitude de séparer ainsi ses goûts et ses plaisirs est presque générale, au moins dans les ménages privés d'enfans, car là où il y a des familles nombreuses, le mari et la femme s'observent mutuellement avec grande sévérité. On ne remarque pas dans les pères et mères beaucoup d'affection pour leurs enfans, et si les mères ont toujours l'œil ouvert sur la conduite de leurs filles, c'est que la fragilité de celles-ci est précoce. D'ailleurs

Digitized by Google

elles ne cherchent à leur inculquer aucun principe de religion et de vertu; elles les surveillent seulement et c'est le meilleur moyen de ne faire que des femmes infidèles. J'ai remarqué dans les classes pauvres beaucoup d'attention de la part des enfans à pourvoir aux besoins de leurs parens devenus incapables de se suffire, mais cela paraît beaucoup plus résulter pour eux d'une obligation que d'un sentiment d'affection réelle, car il y a une loi qui contraint les enfans à donner à leurs parens la moitié de ce qu'ils gagnent jusqu'à ce qu'ils se marient, et alors l'obligation cesse. Si un garçon reste long-temps sans se marier, son père exige de lui ce partage; aussi beaucoup de jeunes gens s'en vont s'établir dans une province éloignée du toit paternel afin de jouir de tout le fruit de leur travail. Les mendians sont rares dans le pays; les paysans exercent entre eux l'hospitalité à un degré vraiment remarquable : on peut dire que c'est là l'unique qualité qu'ils possèdent.

En général les Chiliens ne montrent de probité dans les affaires de commerce que par nécessité et non par aucune conviction morale; leur penchant à la friponnerie s'exerce volontiers sur des objets de petite valeur. Il n'est pas rare de voir de gros marchands, après une vente considérable, faire de ces petits vols à l'acheteur, quand ils ne craignent pas d'être aperçus.

Il y a très peu d'habitans qui aient, sur la géographie de leur propre pays, les notions les plus simples. Plusieurs m'ont demandé si Londres était en Angleterre ou l'Angleterre dans Londres, si l'Inde était près de là, et autres questions du même genre. Les lettrés et les docteurs n'en savent pas davantage. On ne peut pas dire qu'il y ait d'éducation parmi eux; dans quelques provinces il n'y a pas même d'écoles et, dans la capitale, l'instruction est encore à l'A, B, C. Il y a quelques écoles où l'on apprend aux enfans à lire et écrire. L'arithmétique, la grammaire, les langues ne sont enseignées qu'aux élèves de l'université, et le nombre de ces élèves est d'à peine cent vingt, quoique l'édifice, qui est un ancien couvent de jésuites, puisse en recevoir trois cents. Les élèves appartenant aux familles riches se donnent des airs d'importance tout-à-fait risibles, et dès l'âge de douze à quatorze ans sont tirés de là pour exercer des emplois publics.

Ce tableau de l'ignorance des Chiliens, comme l'avoue

Digitized by Google

M. Miers lui-même, passe toute croyance et quelque véracité qu'on lui suppose, on admettra difficilement quelques-unes de ses dernières assertions empreintes d'une mauvaise humeur trop visible. Heureusement il nous reste à exploiter dans son livre une partie vraiment instructive et sur laquelle cette disposition chagrine n'a pu influer.

Les représentans péruviens ont commencé leurs travaux de l'année au mois d'avril. Il y a eu dès le début de cette session de fâcheuses divisions dans l'assemblée. Une trentaine de membres ont refusé de prêter le serment constitutionnel dans les termes prescrits par le congrès précédent. Il n'est pas étonnant que sortant à peine de l'oppression, les habitans de ce pays, malgré les exemples qu'ils ont sous les yeux, hésitent encore sur le choix des moyens qui peuvent leur assurer le bonheur et la liberté; peut-être même le regret de certains priviléges est-il pour le petit nombre qui en jouissait sous le despotisme espagnol, une cause d'attachement au régime qui n'existe plus. Les nouvelles institutions formaient la majorité dans le congrès. On ne peut trop louer la sagesse avec laquelle cette majorité s'est conduite. Pouvant imposer, comme cela se voit en Europe, ses décisions à une minorité trop faible pour disputer le succès par votes, elle ne s'est point constituée juge des intérêts des passions ou des vues fausses représentés par cette minorité; elle a voulu que la nation elle-même tranchât le différent, et a adressé au pouvoir exécutif un mémoire dans lequel elle demande, 1° la prorogation de la session législative jusqu'en 1827; 2° un recensement général de la population de la république; 3° la réunion des colléges électoraux et l'appel au peuple

Digitized by Google

sur les changemens et additions à faire à la constitution existante; 4° la continuation au libérateur Bolivar du pouvoir qu'il a exercé depuis l'affranchissement du Pérou. A cet offre, qui est un hommage de reconnaissance et une mesure peut-être indispensable, le libérateur a fait la réponse suivante insérée dans *la Gaceta del Gobierno* du 3 mai.

Après avoir long-temps réfléchi sur les articles délibérés par les cinquante-deux représentans au congrès général, je ne puis que féliciter ces honorables citoyens de ce qu'ils veulent recourir, dans les difficiles circonstances où ils se trouvent, à la source de laquelle émanent leurs pouvoirs. Rien n'est plus conforme aux doctrines de la souveraineté nationale que de consulter la nation en masse sur les points qui doivent être la base constituante de la liberté des états, de l'autorité des lois et du pouvoir chargé de les exécuter. Tous les hommes individuellement sont sujets à l'erreur et à la séduction. Il n'en est pas ainsi du peuple qui possède au degré le plus éminent la conscience de ce qui peut faire son bien-être, et assurer sa liberté. Son jugement est sûr et sa volonté forte; il n'est pas plus possible de le corrompre que de l'intimider. J'ai déjà éprouvé combien le peuple est apte à prendre de grandes résolutions, aussi j'ai toujours préféré son opinion à celles des sages. Qu'on recourre donc à l'opinion du peuple ainsi que cela est proposé, on verra si les lois ont reçu l'assentiment de tous et quel est le magistrat suprême entre les mains de qui la nation désire que je remette le pouvoir. Je dois ajouter, avec la franchise la plus absolue, que le besoin de déposer au plutôt l'autorité dont je suis revêtu ne me permet pas d'attendre pour la convocation du congrès l'époque fixée par la loi; que, rappelé par le cri de mes compatriotes et désespérant presque de retourner en Colombie, j'ai le plus vif désir de voir le congrès du Haut-Pérou mettre un terme aux relations ambiguës et je puis dire extraordinaires qui existent entre ces deux pays. Toutefois je mets de côté ces considérations pour ne m'occuper que de l'intérêt du Pérou, intérêt qui ne peut être raisonnablement sacrifié à celui d'un autre pays. La situation de l'Amérique est telle que le sort de ses di-

Digitized by Google

vers états est étroitement lié, et qu'on ne peut rendre service à l'un sans rendre service à toutes.

La réponse du libérateur a été suivie d'un décret du conseil exécutif qui ordonne aux préfets des départemens, intendans et autres fonctionnaires publics de procéder immédiatement au recensement de la population. Cette opération devant précéder les diverses mesures dont le corps législatif a fait valoir l'urgence, le recensement a eu lieu et par suite la fixation du nombre des représentans par chaque district, et l'ouverture des colléges électoraux. On espère cette fois que le vœu national ne sera contrarié par aucune opposition et que les efforts réunis des nouveaux représentans et du libérateur Bolivar établiront bientôt sur des bases immuables l'existence politique du Pérou. Il est malheureux qu'au nombre des mesures conseillées par les circonstances, on voie figurer la mise à mort des deux condamnés politiques, J. Berindoaga et J. Teron, ou comme un exemple salutaire ou comme une expiation indispensable. Aux yeux de la belle cause qu'il a toujours si bien servie, celle de la liberté et des lumières, Bolivar s'est ici trompé. Des considérations supérieures à celle qu'il a fait valoir dans sa réponse aux diverses sollicitations qui lui ont été adressées, devaient protéger les deux condamnés. Il eût été beau qu'une jeune nation donnât l'exemple aux vieilles sociétés de se dépouiller du prétendu droit de tuer pour l'exemple; et, si nous en croyons des rapports assez récens, l'inflexibilité qu'a montrée Bolivar n'a point été approuvée même par les patriotes péruviens. On assure aussi qu'un commencement de mésintelligence s'est élevé entre eux et lui au sujet de la prolongation du séjour des troupes colombiennes sur le territoire du Pérou, et qu'autant les habitans

Digitized by Google

désirent le conserver parmi eux jusqu'à ce que leur organisation politique soit achevée, autant ils désirent l'éloignement des troupes qui n'ont plus rien à faire pour la liberté du pays et lui coûtent beaucoup à nourrir. Les journaux qui parlent de ces démêlés ne les présentent point au reste comme inquiétans. *El Peruano* du 13 mai, contient un mémoire du ministre des finances don José de Lavéa y Lorédo, qui présente des détails intéressans sur les progrès du commerce et les moyens de prospérité de cette partie de l'Amérique. La *Gaceta del gobierno* annonce qu'on s'occupe de l'entreprise d'une route en fer de Lima à Callao. Un autre journal annonce qu'un français a établi sur cette route une diligence qui fait le service entre les deux villes. Bolivar retiré à sa demeure de Magdalena, située à une lieue de Lima, travaille avec la plus grande activité à la révision des lois et à l'organisation des différens ministères. A l'époque de l'insurrection du général Paez, le gouvernement colombien le fit prier de revenir en toute hâte avec son armée, mais il paraît que Bolivar a bien jugé de l'esprit public en Colombie et du peu d'importance de l'insurrection, car il a continué à s'occuper des intérêts du Pérou et le mouvement de Paez qu'on avait présenté d'abord comme pouvant avoir des suites si fâcheuses, s'est arrêté de lui-même. De ce grand trouble il ne reste rien qu'un avertissement aux Colombiens de faire à leur constitution les changemens que l'expérience a demontrés nécessaires.

Digitized by Google

VIE DE THEOBALD WOLF-TONE. (NEW-YORCK, 1826.)

La condition actuelle de l'Irlande est devenue une question fort grave, non-seulement pour l'Angleterre mais pour toutes les nations intéressées au sort de ce peuple, ou par la communauté des croyances religieuses, ou par la sympathie plus générale des lumières et de la philosophie. L'état de misère et de dégradation auquel est réduit ce peuple qui refuse si obstinément de s'associer à la civilisation et aux prospérités de la Grande-Bretagne, est un fait trop extraordinaire pour qu'on n'éprouve pas le besoin de remonter à ses causes. Toutefois, il n'y a point d'histoire que l'injustice, les passions et l'ignorance aient autant défigurée[1]. Ceux qui ont dépouillé l'Irlande et l'ont couverte d'échafauds, l'ont aussi calomnié, et rarement la voix des opprimés a pu s'élever pour répondre.

Un fils de Théobald Wolf-Tone, fondateur de cette société des Irlandais-unis, formée dans le secret pour la conservation d'une religion et d'une liberté proscrites par la Grande-Bretagne, a choisi l'Amérique pour publier des mémoires de famille très précieux pour l'histoire de ses compatriotes. On verra là, comment les ames les plus honnêtes ont été conduites à se constituer dans un état permanent de rébellion. L'homme qui a joué le principal rôle dans ces événemens les expose lui-même, et fournit les plus curieux renseignemens sur les relations secrètes entretenues par la société avec les puissances catholiques

(1) L'Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands n'est pas connue encore aux États-Unis, sans quoi l'auteur de cet article n'eût pas manqué de renvoyer au livre de M. Thierry pour l'histoire de la lutte politique et religieuse des Irlandais, contre l'Angleterre, et du rôle joué dans cette lutte par la société des Irlandais-unis.

Digitized by Google

du continent. Théobald Wolf-Tone remplit lui-même plusieurs de ces missions, et les journaux particuliers qu'il a tenus sur chacune d'elles ont été recueillis par son fils. Le ton des mémoires est généralement d'une grande simplicité, les faits présentés avec bonne foi, et les réflexions à la fois judicieuses et calmes. Wolf-Tone ayant eu le malheur de tomber entre les mains des Anglais, paya de sa tête l'importance qu'il avait acquise comme chef de parti; son procès et sa mort sont racontés par son fils d'une manière fort touchante.

Wolf-Tone n'était point un intrigant astucieux, mais un homme rempli d'une conviction forte et disposé à se sacrifier pour elle. Il s'arrachait aux plus douces affections domestiques pour aller chercher par l'Europe des ennemis à la Grande-Bretagne, et des alliés à sa patrie. Il fut pris dans une de ces expéditions, traduit devant une cour martiale et condamné à périr. Il écrivit à son épouse : « Souviens-toi, ma chère femme, que nos bien-aimés enfans n'ont plus que toi sur la terre. » Il se défendit avec beaucoup de présence d'esprit et de courage, et mourut en patriote et en sincère croyant. M. William Wolf-Tone s'est attendu à de justes encouragemens de la part des Américains, en publiant chez eux l'histoire des malheurs de son père; et il n'y a point en effet de victime de la tyrannie dont l'Amérique puisse à meilleur titre adopter la mémoire. (*National Intelligencer.*)

Digitized by Google

Revue
AMÉRICAINE.

N° 4 — OCTOBRE 1826.

RÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE

DANS LA NOUVELLE GRENADE;

Sous le général Morillo, en 1816 [1].

La nouvelle Grenade était entièrement perdue pour les patriotes dans la funeste campagne de 1816, lorsque Morillo vint à la tête de la trop fameuse armée dite expéditionnaire pour réorganiser monarchiquement la vice-royauté.

En se dirigeant sur la capitale avec son lieutenant, le maréchal-de-camp don Pascual Enrile, homme à qui l'on attribuait une grande influence sur lui, Morillo apprit que

(1) Ce morceau appartient à l'histoire encore inédite de la Colombie, par M. José Manuel Restrépo, ministre de l'intérieur de la république de Colombie. M. M. Restrépo, frère de l'historien, doit publier incessamment en français une traduction de cet important ouvrage qui s'imprime actuellement en Angleterre.

Digitized by Google

La Torre, qui commandait à Santa-Fé, respectait l'acte d'amnistie qui avait désarmé la population, et sur-le-champ il lui adressa les ordres les plus sévères pour qu'il arrêtât toutes les personnes qui avaient figuré dans la révolution et notamment les chefs qu'il appelait les *Cabezillas*. En vain La Torre et Calzada lui représentèrent-ils que leur parole était donnée au nom du roi; Morillo demeura inflexible, La Torre fut forcé d'obéir, et le 22 mai 1816, durant la nuit, plusieurs citoyens notables de Santa-Fé furent arrêtés. Cette mesure inattendue répandit une alarme générale, et dès ce moment tout patriote, quelque petite part qu'il eût prise à la révolution, dut craindre pour sa vie et sa liberté : le glaive espagnol était suspendu sur toutes les têtes.

On préparait dans Santa-Fé une réception brillante à Morillo et à Enrile, croyant peut-être que c'était un moyen de les adoucir; mais Morillo, sans permettre qu'on lui rendît aucun hommage, fit son entrée à Santa-Fé, la nuit qui précédait le jour où on l'attendait. On vit par là quelles étaient ses intentions et qu'on ne devait point compter sur sa clémence... Il reprocha durement aux colonels La Torre et Calzada de s'être laissés toucher par les prières des habitans, et de n'avoir pas dès les premiers momens mis en prison tous les rebelles. Il donna à La Torre le grade de brigadier et l'ordre de quitter immédiatement Santa-Fé, afin de poursuivre Serviès dans les plaines de San Martin. Il envoya Calzada avec un commandement dans les vallées de Cucuta, et annula l'amnistie publiée par La Torre. Il multiplia le nombre des prisons dans la capitale et dans les provinces, et partout on n'entendait que les gémissemens de fils qui allaient perdre un père, d'épouses qui pleuraient un mari, de

Digitized by Google

vieillards qui avaient vu périr leurs fils. Dans cette horrible situation arriva le 30 mai, jour de la fête du monarque espagnol. Les femmes qui avaient des époux, des frères ou des fils en prison, profitèrent de cette solennité pour aller implorer leur grace chez Morillo; mais elles furent mal reçues et congédiées avec des menaces et des paroles insultantes, car le langage habituel de Morillo laissait rarement oublier qu'il avait été sergent.

Ce jour-là il publia cependant un acte d'amnistie, mais cet acte concernait principalement les officiers subalternes qui s'étaient ralliés au parti royal avec leurs compagnies : d'ailleurs il renfermait un si grand nombre d'exceptions, qu'il ne pouvait inspirer de confiance à personne et que pas un des prisonniers ne s'y trouva compris.

Morillo passait des jours entiers à transcrire les archives du gouvernement général et de celui de Cundinamarca, que par un coupable oubli les chefs républicains avaient laissé exister. Sur les indices qu'il y rencontrait, de nouvelles arrestations étaient chaque jour ordonnées. Les suspects ou incriminés étaient déjà si nombreux que les deux prisons ordinaires de Santa-Fé ne suffisaient plus; il donna cette destination au couvent du tiers ordre de Saint-François et au collége *del rosario*, édifices immenses qui bientôt furent encombrés.

Pour juger les malheureux patriotes il se forma, par l'ordre de Morillo, un tribunal militaire appelé conseil de guerre permanent, que présidait le colonel don Antonio Casano, gouverneur de Santa-Fé, et qui était composé d'officiers de l'armée expéditionnaire dépendans de Morillo. Ce dernier, avec son assesseur le docteur Faustino Martinéz, confirmait les sentences. Ce fut donc à sept hommes, ennemis implacables des Américains, et dont

Digitized by Google

cinq pouvaient être considérés comme ignorant absolument les lois, que fût abandonnée la vie de tous ceux des citoyens de la Nouvelle-Grenade qui par leur conduite ou leur fortune avaient mérité d'être classés parmi les traîtres et les rebelles.

La manière dont on procédait devant ce tribunal de sang et de proscription était la chose la plus révoltante. Un officier, revêtu du titre de fiscal, instruisait sommairement l'affaire à l'aide des témoignages et des documens qui étaient à sa convenance. On prenait ensuite les aveux du prévenu et on les comparait aux déclarations des témoins; après quoi le fiscal donnait ses conclusions. Les pièces du procès étaient communiquées à l'accusé dans l'espace de 24 heures, par l'intermédiaire d'un officier espagnol auquel on donnait le titre de défenseur, caractère qu'il prostituait à l'accusation. Il était impossible aux accusés de se procurer aucun témoignage, aucune preuve en faveur de leur innocence, car ils ne conféraient qu'avec le défenseur attaché au conseil et point avec leurs familles; ainsi leur sort était déjà décidé quand ils paraissaient devant le tribunal; et il n'y a point ici d'exagération, car dans une proclamation adressée le 1er juin aux habitans des provinces de Popayan et de Choco, Morillo eut l'impudeur d'annoncer que Villavicencio, Valenzuéla et Lozano périraient sur l'échafaud, et à cette époque on commençait seulement le procès de ces trois citoyens.

Morillo créa un autre tribunal militaire qu'il nomma *conseil de purification*, et destiné à juger les coupables qui n'avaient point encouru la peine capitale. Devant ce tribunal comparaissaient tous ceux qui se trouvaient en prévention pour avoir obtenu quelque emploi civil ou militaire durant la révolution. Le conseil de purification

Digitized by Google

condamnait un grand nombre de personnes à servir comme soldats, et imposait de fortes amendes, dont le produit était consacré à l'entretien de l'armée expéditionnaire et à rétribuer les services des juges eux-mêmes. La voix publique accuse Morillo et Enrile d'avoir acquis des sommes énormes par ces cruelles exactions et par les taxes qu'ils imposèrent aux diverses provinces de la Nouvelle-Grenade. On porte ces sommes à environ un million de *pesos;* mais je n'ai aucune pièce à l'appui de cette accusation. Quelques-uns des juges firent une fortune rapide, soit en trafiquant de leur conscience, soit en faisant entrer dans leur bourse ce qu'ils pouvaient distraire des amendes exigées par le conseil de purification.

La junte des séquestres fut la troisième invention de Morillo pour opprimer la Nouvelle-Grenade. Les biens des malheureux qui gémissaient dans les prisons furent saisis et leurs familles plongées dans la misère. En vain celles-ci réclamèrent-elles, Morillo ne répondit à leurs supplications que par l'insulte et le mépris. Il leur disait : « Vos pères, vos fils, vos frères ou vos époux ont été des traîtres envers le roi, ils doivent perdre leurs biens avec la vie. » Morillo gouvernait en roi absolu dans la Nouvelle-Grenade; Ferdinand VII l'avait investi d'un pouvoir sans limites.

Le conseil de guerre commença la série de ses assassinats sur la personne du général de brigade Antonio-Villavicencio, qui fut condamné à être fusillé par derrière, après avoir subi la dégradation, car il avait été lieutenant-colonel au service du roi. On exécuta cette sentence avec beaucoup d'appareil.

Parmi les victimes illustres sacrifiées au despotisme, la Nouvelle-Grenade pleurera long-temps les docteurs Camilo Torres, Joaquin Camacho, José Gregorio, Frutos

Digitized by Google

Gutierrez, Crisanto Valenzuéla, Miguel Pombo, José Lozano, Francisco Antonio Ulloa, et Manuel Torices; et dans le nombre des militaires, le général Custodio Rovica, Liborio Méjia, et l'officier du génie Francisco José de Caldas. Les sciences exactes perdirent beaucoup par la mort prématurée de ce célèbre mathématicien. Des travaux très précieux pour la géographie de la Nouvelle-Grenade, et qu'il avait beaucoup avancés, ont été ainsi indéfiniment ajournés.

Afin de répandre l'horreur et l'épouvante sur tous les points à la fois, Morillo et son tribunal de sang conçurent l'idée d'envoyer les patriotes condamnés à Santa-Fé, dans des provinces éloignées quelquefois de 600 lieues, pour y être exécutés, soit dans leur ville natale, soit dans les lieux où ils s'étaient distingués en servant l'indépendance; souvent, pour rendre leur mort plus douloureuse, on leur présenta au pied de l'échafaud leurs parens et leurs amis. C'est ainsi que plusieurs patriotes furent envoyés à Tunja, Socorro, Mariquita, Neiva, et autres lieux, pour y être mis à mort. Après les avoir fusillés on suspendait leurs cadavres à une potence en signe d'infamie. Les têtes et les membres de quelques patriotes célèbres, entre autres du docteur Toricès, furent placés dans des cages de fer, et exposés sur les grands chemins, afin de témoigner de la justice espagnole, comme le disaient les royalistes eux-mêmes.

Durant le féroce duumvirat de Morillo et de Enrile, il y eut jusqu'à six cents personnes enfermées dans les seules prisons de Santa Fé. Le nombre de gens arrêtés dans les provinces était dans la même proportion. Des conseils de guerre permanens s'établirent également à Tunja, à Popayan et dans d'autres pays. Les routes étaient couvertes

Digitized by Google

de soldats qui conduisaient, soit les prisonniers destinés à être jugés dans la capitale, soit les victimes désignées pour être exécutées dans les provinces. En quelque lieu que l'on portât ses pas, on ne voyait dans toutes les familles que larmes, deuil et désolation. Morillo et son digne lieutenant Enrile, cet Américain souillé du sang de ses compatriotes, semblaient se complaire au spectacle affreux des supplices. On put les voir l'un et l'autre dans leur palais, situé sur la place principale de Santa Fé, assister à l'exécution du respectable Camilo Torres, du comte de Casa-Valencia, de Davila, de Toricés; d'autres patriotes furent mis à mort sur la hauteur de Jaime, sur la petite place de San Victorino, sur celle de San Francisco et sur la *Alameda nueva*. Nos neveux regarderont avec respect ces lieux arrosés du sang de tant d'illustres martyrs de la liberté. A Santa Fé et dans les provinces, le nombre des personnes fusillées ou pendues, et dont les biens furent confisqués par les ordres de Morillo, s'élève à cent vingt-cinq; mais c'étaient les citoyens les plus notables et les plus distingués par leurs lumières.

Comme le nombre des mises en accusation augmentait sans cesse, Morillo trouva le nombre des conseils permanens insuffisans et les formalités trop longues; il créa des conseils de guerre appelés verbaux, parce qu'ils n'écrivaient ni les actes d'accusation ni les interrogatoires. Le prévenu comparaissait devant les juges; ceux-ci questionnaient rapidement les témoins à charge, puis l'accusé; un officier rapportait de vive voix la cause, un autre jouait le rôle de défenseur, et en peu de minutes le tribunal prononçait la sentence de mort. C'est de la sorte que les officiers de l'armée expéditionnaire firent périr plusieurs des hommes les plus distingués de la Nouvelle-Grenade.

Digitized by Google

A tous ces actes de barbarie Morillo et Enrile en joignirent d'autres envers les femmes, les filles, les sœurs des patriotes morts sur l'échafaud. Entassées dans les prisons, plongées dans la plus affreuse misère, elles réclamaient en vain la liberté et la restitution de leurs biens. Ne voulant plus les nourrir en prison, Morillo leur ordonna de s'éloigner de la capitale : des dames habituées à une vie délicate furent ainsi obligées à quitter la ville dans l'espace de vingt-quatre heures, et celles qui n'avaient pas de monture durent partir à pied. Une circulaire était adressée au juge et au curé de chacun des lieux où devaient se rendre ces femmes proscrites, et elles y étaient traitées d'impies, d'irreligieuses et de débauchées; ordre était donné d'avoir l'œil ouvert sur leur conduite et sur leurs mœurs. Dans cette circulaire, qu'on ne sait trop comment qualifier, on atteignait ainsi par d'atroces calomnies les femmes et les filles les plus vertueuses. Morillo et Enrile imaginèrent, pour tenir enchaînée la population entière de la Nouvelle-Grenade, de l'employer à la construction des nouvelles routes. Les principales furent ouvertes de Jiron au Pédral sur la rivière de Sogamoso, de Zapatoca à Magdaléna, d'Opon à Cararé, de Sonson à Mariquita, de San Luis à Cacèrés sur la rivière Cauca, d'Urrao à l'Atrato; deux routes furent commencées de la province de Tunja aux plaines de Casanaré, une de Caquéta aux plaines de San Martin; les vieilles routes de Pamplona à Tunja et celles de Santa Fé à Honda furent aussi reprises. Les paysans étaient forcés de quitter pour un long espace de temps leurs maisons et leurs familles, de se transporter dans des lieux éloignés et malsains pour travailler à ces chemins; le travail n'était point payé, et les ouvriers n'avaient d'autre nourriture

Digitized by Google

que la ration qu'ils apportaient eux-mêmes. La population entière était ainsi appliquée à de véritables travaux forcés.

Il serait difficile de calculer toutes les dépenses qu'entraîna l'ouverture de ces nouvelles routes, au milieu de déserts immenses. La route de Sonson coûta plus de cent mille piastres; celle d'Anchicaya ruina les habitans de la vallée de Cauca, un grand nombre d'hommes y succombèrent. Encore si l'utilité de ces routes eût répondu à ce qu'elles coûtaient, s'il eût été possible de les conserver, on eût eu une bien faible compensation de la perte de tant de vies et de la ruine de tant de fortunes; mais elles ne servirent qu'à fournir à Morillo un prétexte de vanter dans ses proclamations les bienfaits de son administration. Enrile, l'infatigable instigateur de ces sortes d'entreprises, donnait pour les exécuter les plus stupides et les plus ridicules instructions. Il voulait, par exemple, que les routes eussent vingt-cinq verges de largeur, qu'on arrachât jusqu'aux racines tous les troncs d'arbres qui s'y trouvaient et qu'elles fussent ferrées dans toute leur étendue. Quiconque a voyagé dans nos Cordillières doit savoir que les croupes de ces montagnes où passent en général les chemins ont très peu de largeur; que sous la zone torride les troncs d'arbres sont en très grande quantité et d'une énorme grosseur, et qu'il y a très peu d'endroits où l'on rencontre les pierres propres à ferrer les routes. Comment donc des provinces dépeuplées et ruinées comme la Nouvelle-Grenade seraient-elles parvenues à mettre à fin des entreprises capables d'absorber sans résultats les capitaux de la Grande-Bretagne elle-même? Mais qu'importait à Morillo et à Enrile la misère de tous les habitans, si leurs entreprises, décrites avec tant de pompe à la cour de Madrid, pouvaient les conduire à de nouveaux honneurs?

Digitized by Google

J'ai dit que les nouvelles routes furent inutiles; en effet, la vigueur et la promptitude de la végétation sous les climats brûlans de l'équateur rendirent impraticables en moins d'un an les chemins à peine frayés..... Un million de piastres y avait été employé sans aucun fruit, tandis qu'avec la moitié de cette somme on eût beaucoup amélioré les anciennes routes de la Nouvelle-Grenade.

Pour tenir la population occupée et diminuer le nombre de ceux qui pouvaient nuire, les chefs espagnols se servaient encore d'un autre moyen : le recrutement de nouveaux bataillons. Ainsi, l'on vit se former le bataillon de Cachiri où l'on enrôla comme soldats les officiers patriotes qui étaient jeunes; dans ces sortes de corps, les Américains étaient traités avec la plus grande dureté et on les fusillait pour la moindre faute.

Dans la province de Popayan, Warléta se fit remarquer parmi les lieutenans de Morillo par des excès et des violences inouïes. Il imposa au chapitre de Carthago une amende de quatre mille pésos, pour ne lui avoir point envoyé de l'eau-de-vie lorsqu'il s'approchait de cette ville avec sa colonne. A Buya il ordonna l'arrestation de toutes les dames Cabal, d'une famille respectable et distinguée; sans égard pour leur âge, leur sexe et leurs vertus, il leur fit mettre les fers aux pieds, par la seule raison qu'elles ne voulaient pas découvrir le lieu où était caché le général républicain Santa Maria Cabal, leur proche parent. Pour le même motif, deux membres de cette famille furent condamnés à recevoir deux cents coups de bâton et succombèrent presque dans ce supplice.

Le même Warléta, dans les conseils de guerre verbaux condamna à mort, sans aucune espèce de formalité, les hommes les plus distingués et les plus vertueux de la val-

Digitized by Google

lée de Cauca. Un grand nombre, parmi lesquels se trouvaient des ecclésiastiques, furent par ses ordres conduits à Santa Fé ayant les fers aux pieds et aux mains; plusieurs des séculiers furent assassinés en route par les hussards qui les escortaient; les prêtres étaient conduits par ces derniers à coups de plat de sabre; enfin, toute la population de la vallée de Cauca fut condamnée à travailler au chemin d'Anchicaya, entreprise sans but comme toutes celles du même genre.

Il serait trop long d'énumérer tous les actes de despotisme, les vexations, les outrages et les cruautés dont les chefs et officiers de Morillo se rendirent coupables dans la malheureuse province de Popayan. Les églises de Quilichao, de Paniquita et du Tambo furent profanées; on les fit servir de casernes, et les soldats y couchaient avec des femmes. Warléta remit à Morillo, comme biens séquestrés, dix caissons remplis d'ornemens pris dans les temples.... On porte à plus de cinq cent mille pésos le montant des contributions extraordinaires exigées des habitans de Popayan, pour la nourriture et l'habillement des troupes, pour la direction des ouvriers qui travaillaient aux routes, pour fournitures de chevaux, mules, etc.

A tous les excès commis par l'armée expéditionnaire on doit ajouter la corruption introduite dans les mœurs. A cette époque malheureuse, il n'était point de père ni d'époux qui ne craignît pour sa fille ou sa femme des séductions appuyées par la terreur. Lorsqu'un officier espagnol voulait se délivrer de la présence incommode d'un père, d'un mari, lorsque les biens de quelque citoyen tentaient sa cupidité, il les dénonçait comme insurgés: ses chefs ne manquaient jamais d'approuver son zèle pour le service du roi. Mais nul cas de cette espèce ne fut aussi

Digitized by Google

scandaleux que celui qui arriva dans la province de Casanaré où commandait le lieutenant-colonel don Julian Bayer : le capitaine royaliste Pablo Maza, et le lieutenant Antonio Montana, sollicitaient les faveurs, le premier, d'une nièce de Miguel Daza, et le second, de l'épouse de Lucien Baston, tous deux considérés comme excellens patriotes. N'ayant pu réussir auprès de ces femmes, ces officiers pacificateurs ordonnèrent d'arrêter Baston et Daza, les firent périr et l'on confisqua toutes leurs propriétés. Ces officiers disaient hautement que leur conduite aurait l'approbation de Bayer et de Morillo; ils allaient même jusqu'à montrer un ordre du général en chef qui prescrivait de tuer les patriotes. Il se commit une multitude d'attentats de cette nature, et l'on pourrait en citer beaucoup d'autres qui prouvent que les pacificateurs n'avaient pas plus de respect pour la religion, le culte et ses ministres; et cependant, disaient-ils dans leurs proclamations, ils étaient venus pour détruire les principes hérétiques de la rébellion et de l'indépendance et pour relever l'autel. Après tant de profanations, ces hypocrites installèrent avec pompe *le saint tribunal de l'inquisition* dans la capitale et dans les provinces, fixèrent un jour où tous les pères de famille se virent obligés de faire une nouvelle profession de foi, et brûlèrent publiquement des livres français et anglais condamnés aux flammes par des commissaires aussi ignorans dans l'une que dans l'autre langue.

Pendant six mois Morillo régna dans la Nouvelle-Grenade aussi despotiquement que le sultan de Constantinople : tout autre pouvoir disparaissait devant le sien, et partout on n'écoutait que sa volonté et celle de cent officiers de son armée, tyrans de bas étage, plus féroces peut-

Digitized by Google

être que leur implacable chef. Les uns et les autres exerçaient le droit terrible de vie et de mort.

Morillo et ses lieutenans remplaçaient quelquefois la peine de mort par celle des galères. Le respectable avocat, J. M. Castillo, et un autre personnage qui avait tenu l'archevêché de Santa Fé sous la république, l'archidiacre J. B. Pei, le chanoine J. D. Duquesne et quarante autres ecclésiastiques tant séculiers que réguliers, furent envoyés dans ces lieux infâmes. Ils avaient pour ennemi acharné Don Luis Villabrille, qui s'intitulait *vicaire de l'armée pacificatrice.* C'était un homme ignorant et de mœurs dépravées, qui s'emparait des biens du clergé et des églises de la Nouvelle-Grenade, pour les dissiper au jeu et en désordres de tout genre. Dans ses rapports avec nos prêtres il les traitait avec la plus grossière insolence. Par la suite Morillo le fit mettre en jugement; mais quoiqu'il ait voulu le persuader au public, personne n'a cru que ses excès aient été ignorés de lui au moment où ils se commettaient.

Après avoir terminé la *pacification* de la Nouvelle-Grenade, Morillo conçut les idées les plus extravagantes sur l'étendue de ses entreprises militaires. Il songeait à se rendre au Pérou avec son armée, à détruire la république de Buénos-Ayres, *pacifiant* ainsi toute l'Amérique du Sud et même le Mexique si cela devenait nécessaire. Il fit part de ses projets dans une lettre particulière au brigadier Samano qui se trouvait dans la province de Popayan. Il ordonna même à ce dernier de se transporter à Santa Fé pour y commander en son absence. Mais toutes ces chimères ne tardérent point à s'évanouir : le feu sacré de la liberté brûlait encore à Vénézuéla.

Digitized by Google

ITINÉRAIRE PITTORESQUE

DU FLEUVE HUDSON[1].

M. Milbert, connu par d'importans travaux géographiques et par les relations de deux expéditions auxquelles il a été attaché comme savant, la première à l'Ile-de-France, la seconde aux Terres-Australes, sous la direction du capitaine Bodin, doit très incessamment publier un itinéraire pittoresque du fleuve Hudson. On sait que cette rivière, aujourd'hui réunie par le *grand canal* aux lacs Erié et Champlain, est devenue l'une des plus importantes de l'Union, et que le New-Jersey doit à l'heureuse fécondité de son cours la prospérité qui rend quelques parties de son territoire comparables aux plus riches contrées de l'Europe. M. Milbert a vu se déployer sur les rives de l'Hudson les scènes les plus capables de donner une idée de la puissance du travail et de l'industrie dans cette partie de l'Amérique, d'y montrer les progrès de l'agriculture, d'y peindre des mœurs et une civilisation jusqu'ici peu observées. Il a pris de ces diverses scènes tout ce qu'un crayon habile pouvait reproduire, et va publier une collection de vues auxquelles correspond un texte que

(1) Itinéraire pittoresque du fleuve Hudson et des parties latérales de l'Amérique du Nord, d'après les dessins originaux pris sur les lieux, par J. Milbert; chez Noël aîné et compagnie, éditeurs, rue de Vaugirard, n° 34. — L'ouvrage complet aura treize livraisons de quatre planches, imprimées sur demi-jésus vélin et papier de Chine. Ces livraisons paraîtront le 15 de chaque mois, à compter du 15 octobre 1826.

Digitized by Google

nous avons sous les yeux. Ce texte n'est pas seulement une explication de la collection que nous annonçons, c'est un récit fort détaillé du voyage de M. Milbert. Les renseignemens statistiques y sont nombreux, aussi bien que les études géologiques et les informations relatives à la construction des canaux, à la navigation intérieure, aux applications de la vapeur et à l'emploi des machines dans les diverses exploitations industrielles.

Le récit de M. Milbert commence à son arrivée à New-Yorck; sa description des approches de la vaste rade qui forme la double embouchure de l'Hudson et de la rivière d'Est, du port, des travaux maritimes et de l'intérieur de la ville, sera la plus complète qu'on ait encore donnée.

Vue d'une certaine distance en mer, dit M. Milbert, la ville de New-Yorck a toute l'apparence d'une ville turque. Les clochers de ses églises, généralement peints en blanc, ont quelque rapport avec les minarets des cités musulmanes. Les maisons sont placées en ligne droite sur les quais; leur élévation est à peu près égale, et cette régularité de coup d'œil n'est interrompue que par la hauteur des mâts de certains navires et des clochers dont la couleur claire contraste avec la teinte rougeâtre des maisons des quais toutes bâties en briques.

..... Pour prendre une idée exacte de la ville il faut visiter la partie élevée et centrale qui commence au sud, à la belle promenade appelée *la Batterie*, et monter le *Broad-way* (la rue Longue), qui a près de deux milles de long sur quatre-vingts pieds de large; elle est plantée d'arbres, bordée de larges trottoirs et de maisons d'une belle apparence. Cette rue contient plusieurs églises bâties au centre de cimetières couverts de tombeaux et qui tous ont pour enceinte un mur de brique et une grille de

Digitized by Google

fer ouvrant sur le *Broad-way*. Les Américains ont conservé jusqu'à ce jour, au sein de leurs cités populeuses, ces champs de repos que, par des raisons de salubrité, nous plaçons hors de nos villes; ils sont même tellement familiarisés avec la vue de ces tristes lieux que la partie du *Broad-way*, où pour la plupart ils sont réunis, se trouve être la plus fréquentée. Il est vrai que cette partie est aussi la plus belle et la plus large.

.... .. New-Yorck ne possède point de jardins publics, établissemens si précieux dans l'intérieur des grandes villes. La seule promenade à citer est la Batterie, à l'extrémité sud du *Broad-way*; elle est située entre les deux fleuves. On y jouit du plus beau coup d'œil; la baie tout entière se déploie au devant, et l'on peut suivre les vaisseaux jusqu'à leur sortie du port. De la terrasse d'un petit pavillon, situé sur cette promenade et servant de café, on découvre un panorama qui ne le cède point à celui de Constantinople si vanté par les voyageurs. Les côtes de l'état de Jersey bordent à l'occident la baie et se prolongent au loin vers le nord. C'est du rocher de Wehawh, qui s'élève sur cette côte derrière l'habitation de M. Stenwens, qu'a été prise une vue générale de New-Yorck qui fait partie de la collection.

..... La côte de la rivière de l'est, qui forme à l'ouest la baie de New-Yorck, offre des tableaux plus rapprochés du spectateur : on voit s'avancer dans la baie un promontoire de l'île, longue, couverte de champs labourés et de jolies maisons de campagne bordées de peupliers de la Caroline. Au bas sont des moulins à vent, plusieurs grands magasins, et une distillerie appartenant à M. Pierrepont, d'où l'on découvre une partie de New-Yorck et le cours supérieur de la rivière de l'Est. On aperçoit sur

Digitized by Google

ce promontoire les premières maisons du village de Brooklyn, l'un des plus considérables des environs. A deux milles à l'est de ce village se trouve le chantier de construction pour les bâtimens de l'état, dans la baie de Wallabout.

..... Jamais ce vaste tableau n'offre plus de richesse et de vie qu'au lever du soleil dans un beau jour. Avec l'aurore commence la bruyante activité de l'industrie : dans le lointain on voit paraître une multitude de barques à la voile; les unes sont chargées de poisson, de gibier; les autres apportent des contrées environnantes les légumes, les fruits, les productions de tout genre de ces riches fermes qu'exploitent pour la plupart des Hollandais, descendans de familles autrefois réfugiées. On voit aborder ces chaloupes sur tous les points de la rivière, et leurs chargemens vont approvisionner les marchés de la ville.

..... En quittant New-Yorck et traversant l'île de Mahattan pour pénétrer dans l'intérieur, on rencontre l'arsenal de l'état, situé à l'embranchement du chemin qui conduit à Boston. Lorsqu'on dépasse les maisons du village de Greenwich, on laisse à droite le Jardin botanique (*Elgin garden*) et quelques jolies maisons appartenant à des négocians de la ville. A quelques milles de là se voit la maison de M. Van-den-Hewel, jouissant d'une vue magnifique sur l'Hudson. On trouve dans cette partie un granit de couleur grisâtre employé communément à bâtir les fondations des maisons.

..... Après avoir passé au pied de la colline où est situé l'hôpital des fous, et avoir traversé les lignes de fortification qui de ce côté défendent les approches de la ville, on rencontre la maison de lord Cawleny, sur une

Digitized by Google

élévation qui domine le cours de l'Hudson. L'habitation est de forme carrée, entourée d'une galerie couverte en forme de colonnade et située au milieu de plantations délicieuses. Tous les environs de New-York sont très peuplés, entièrement défrichés, et les communications y sont établies par de bonnes routes. Depuis le bourg de Mahattan, qui longe la rive gauche de l'Hudson, jusqu'à la ville, l'île est sillonnée par quantité de chemins qui se croisent en tout sens et conduisent à des habitations cachées pour la plupart dans des bois, et dont l'existence n'est indiquée que par les espèces de portiques, plus ou moins élégans, qui leur servent d'entrée sur la route. On remarque sur toute cette étendue des poteaux et des bornes disposés suivant le plan des ingénieurs pour tracer le prolongement futur de la ville, prévoyance un peu orgueilleuse, car ce plan ferait de New-York une ville trois fois grande comme Londres ou Paris. »

Nous ne nous sommes pas arrêtés à la description des établissemens intérieurs de New-York, et nous nous bornons à ce petit nombre d'extraits sur ce qu'offrent de pittoresque et de curieux les environs de cette ville. M. Milbert remonta l'Hudson sur un des bâtimens à vapeur destinés à transporter les voyageurs dans le *High-Land* (Hautes-Terres), contrée célèbre dans le New-Jersey, par la beauté de ses sites et par les souvenirs qui rappellent à chaque pas l'ancienne lutte nationale contre l'Angleterre. Sa route jusqu'à Albany est l'une des parties les plus instructives de son voyage. Nous nous arrêterons à la description de cette dernière ville beaucoup moins connue que celle de New-York.

«..... La population d'Albany, dit M. Milbert, est de neuf à dix mille habitans. Cette ville, la plus considé-

Digitized by Google

rable de l'état après New-York, possède plusieurs banques de commerce, deux grands marchés, un muséum d'histoire naturelle assez bien fourni, mais sans ordre de classification. Une singularité assez bizarre dans cet établissement, c'est une collection de personnages en cire coiffés de perruques et vêtus d'habillemens de cour à la française. Ces personnages sont groupés de façon à représenter des scènes de l'histoire ancienne ou de l'histoire sacrée. Au nombre des monumens publics on remarque une académie, le grand collége, une bibliothèque, une église catholique, plusieurs temples appartenant à différentes communions et le palais des anciens gouverneurs hollandais, remarquable par sa construction. La partie basse d'Albany ressemble tout-à-fait à une ville de Basse-Normandie ; là se trouvent les fabriques de chapeaux, de chandelles, de tabac, les brasseries qui fournissent la bière renommée d'Albany; les forges, les magasins de salaison qui forment la principale branche d'exportation. Le grand canal de communication entre l'Hudson, le lac Erié et celui de Champlain, achève de rendre Albany une ville de commerce des plus florissantes.

« .... La maison des quakers ou trembleurs, au village de Hiskaguna, non loin d'Albany, est un établissement des plus curieux; il se compose de plusieurs grandes fermes et habitations; au centre d'une vaste cour s'élève l'édifice principal, bâti en brique et faisant face à un bois dont il est séparé par une grille. Les dépendances sont considérables et livrées à la culture du blé, du maïs et des pommes de terre. J'entrai dans l'établissement avec un seul compagnon de voyage, par un dimanche, jour de prière pour les quakers. Nous parcourûmes d'abord l'en-

Digitized by Google

ceinte sans rencontrer personne ; les croisées étaient toutes fermées; une seule, dont le rideau n'était point baissé, me permit de voir une chambre parquetée, des murs nus, une table et des chaises très simples ; mais le tout d'une si grande propreté que le plancher et les murs eux-mêmes semblaient être couverts d'un vernis. Enfin, nous vîmes passer près de nous un des religionnaires qui nous salua par un signe de tête sans proférer une seule parole. Nous en aperçûmes ensuite plusieurs qui sortaient de leurs maisons et se dirigeaient vers un bâtiment garni de fenêtres à petits vitraux et situé à l'extrémité de la cour. Un d'entre eux, à qui je m'adressai, me répondit : Frère, tu peux entrer. Pendant ce temps les femmes arrivaient à ce lieu de réunion par un autre chemin, toutes vêtues d'habillemens de même forme et de même couleur, à certaines différences près pour quelques jeunes femmes nouvellement admises. Les hommes, tous aussi vêtus de la même manière, portaient un habit gris-blanc, à grande taille et larges basques, une veste longue à poches, des culottes courtes nouées avec des rubans; des bottes à revers jaunes, et un chapeau rond à petite calotte et à larges bords.

«.... La salle était un grand carré long dont les murs nus étaient de couleur sombre. Les hommes et les femmes, placés dans des stales, occupaient *chacun un côté*. Toutes les femmes avaient suspendu leurs capotes et leurs mantes à des porte-manteaux ; elles étaient assises les mains jointes sur les genoux et tenant un mouchoir. Leurs figures pâles et maigres attestaient l'austérité de leur régime. Après un moment de recueillement, un des religionnaires entonna un cantique qui fut chanté par tous les membres de la société ; puis un autre quaker fit un dis-

Digitized by Google

cours sur l'amour du prochain. Quand il eut fini, les hommes et les femmes se levèrent, et les plus âgés se placèrent le long des murs, tandis que les plus jeunes, ôtant leurs habits, commencèrent une danse qui fut longue et fatigante, à laquelle succédèrent un nouveau recueillement, puis un second discours dans lequel l'orateur, qui avait déjà parlé, traitant de l'origine de cette cérémonie, dit qu'elle avait pour but de rappeler David dansant devant l'Arche. Les femmes et les hommes ayant terminé leurs prières sortirent séparément; car ils ne se réunissent que pour le dîner et la prière du soir à laquelle ils n'admettent personne. »

Dans un autre lieu, nommé *Sandy-Hill*, M. Milbert fut témoin d'une scène religieuse du même genre. Je fus invité, dit-il, à assister au baptême d'une jeune anabaptiste qui, d'après l'usage de cette secte, devait être plongée dans les eaux du fleuve par un ministre. C'était le 17 septembre, à 10 heures du matin; le temps était humide et très froid, un épais brouillard s'étendait sur tous les environs. Couverte d'habillemens de laine noire et conduite par deux compagnes vêtues de même, la jeune fille sortit de la maison de sa famille au milieu d'un cortège de parens, d'amis et de ministres. Son costume lugubre et l'air silencieux et recueilli des assistans donnaient à cette cérémonie l'apparence d'une pompe funèbre plutôt que d'une fête. Le cortège étant parvenu sur le rivage, le ministre, après avoir fait une prière, entra dans le fleuve pour choisir une place convenable. Il revint ensuite prendre la catéchumène, âgée de dix-huit à vingt ans, et la fit entrer dans l'eau avec lui. En ce moment un second ministre, dominant la foule des curieux, les mains et les yeux élevés vers le ciel, fit avec une grande expres-

Digitized by Google

sion de ferveur une prière à haute voix, tandis que le premier plongeait dans le fleuve entièrement et à plusieurs reprises la jeune fille qui, à cette immersion, poussa un cri assez fort pour être entendu sur le rivage. Après cette cérémonie il lui fit une nouvelle exhortation et la remit à ses compagnes qui, la soutenant sur leurs bras, la conduisirent pénétrée de froid et l'eau dégouttant de ses vêtemens jusqu'à une maison du village où elle fut réchauffée et vêtue d'autres habits qu'elle ne prit, me dit-on, qu'après s'y être long-temps refusée.

Nous terminerons les extraits auxquels M. Milbert veut bien nous autoriser par la visite qu'il fit aux eaux de Saratoga. « J'arrivai, dit-il, à huit heures du soir au village qui porte ce nom. Je craignais à cette heure, et dans la saison où ce village est fréquenté par une multitude de personnes de tous les points de l'Union, de n'y trouver ni un lit ni un souper. Cependant j'obtins place dans une chambre qu'occupaient déjà trois personnes qui m'étaient tout-à-fait inconnues. Un peu contrarié d'abord de me trouver ainsi en communauté, je fus forcé de prendre mon parti et de faire comme les habitans de ce pays qui se couchent et font leur toilette sans être gênés par la présence l'un de l'autre et sans même s'adresser une parole. A neuf heures la cloche de l'établissement appela à souper les pensionnaires retirés dans leurs chambres ou dispersés dans les environs. Je trouvai réunies dans la salle à manger environ cent cinquante personnes élégamment parées et qui ne me parurent pas très malades. Je reconnus une famille de New-York qui m'invita à me placer près d'elle, ce qui me fit grand plaisir; car, étranger dans cette société, je n'aurais pu, en vertu de l'usage rigoureu-

Digitized by Google

sement observé, m'entretenir avec personne à moins d'avoir été présenté.

« ... Le souper terminé, on passa dans le salon de compagnie presque aussi grand que la salle à manger. On s'y forma suivant l'habitude en groupes pour la conversation; et tandis que les dames se succédaient au piano, des pensionnaires des établissemens voisins vinrent visiter ceux de l'établissement où j'étais. Ces visites presque aussitôt rendues faisaient un continuel mouvement d'allées et venues qui n'interrompait point les dames musiciennes, et chacune en terminant était saluée par les applaudissemens de toute la salle. La soirée se complète ordinairement par la promenade; d'autres fois, des parties dansantes se forment entre les pensionnaires des divers établissemens qui tour à tour s'invitent à ces bals. C'est ainsi que le temps passe à Saratoga : le matin on boit l'eau minérale, et le soir on oublie le régime.

« ... L'établissement de bains le plus considérable est celui de *Congrès-Hall*. Ce dernier renferme beaucoup de chambres qui, bien que petites, contiennent chacune une famille souvent très nombreuse. La façade est décorée d'une colonnade formant une espèce de portique ouvert aux promeneurs. La table est fort bien servie et la maison en général bien tenue. Dans cet établissement, comme dans tous ceux de Saratoga, les douches s'administrent hors de la maison dans de petites guérites en planches, pourvues chacune d'une baignoire et surmontées d'un réservoir qui se remplit à l'extérieur. La douche tombe par une soupape sur la tête ou le membre du malade. Ces eaux minérales contiennent de l'acide carbonique, du carbonate de soude, du muriate de soude, de la chaux

Digitized by Google

carbonatée et du carbonate de fer. Les sources sont situées dans un vallon fangeux.

« Le nombre des maisons et des établissemens à Saratoga s'accroît sans cesse. On y a construit dernièrement une église presbytérienne qui, pour la forme et la distribution intérieure, ressemble à toutes les églises de cette communion. »

ÉTAT DE L'ÉDUCATION
DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

Dans plusieurs des numéros précédens nous avons exposé ce qu'était l'éducation dans l'Amérique du Sud sous la domination des Espagnols et des Portugais. Quelques-unes des pièces officielles que nous avons publiées montraient les efforts des nouveaux gouvernemens pour faire fructifier parmi eux tous les germes de civilisation empruntés à l'Europe. Nous trouvons ces données générales réunies à des renseignemens particuliers dans un nouveau recueil [1] destiné comme le nôtre à faire connaître l'Amérique. Voici le tableau à peu près complet de l'état actuel de l'éducation dans chacun des nouveaux états.

Dans la Nouvelle-Espagne, bien qu'au moment de la révolution, on manquât du nombre de professeurs et des fonds nécessaires pour l'établissement immédiat d'un système d'éducation, on fit des efforts très remarquables. Le gouvernement autorisa plusieurs sociétés à se former dans

(1) Le Répertorio américano paraissant tous les trois mois.

Digitized by Google

la capitale pour la culture et l'enseignement des sciences et des arts. L'administration de San Luis de Potosi décréta que les fonds des diverses municipalités seraient appliqués de préférence à tout autre usage à la création d'écoles primaires. Plusieurs de ces écoles s'élevèrent, et quelques-unes d'après la méthode d'enseignement mutuel. Au mois de mars de l'année 1825, une commission fut chargée par le gouvernement de proposer un plan d'études et un projet administratif pour la fondation du collége de San-Grégorio. Le travail de cette commission fut adopté. On pourvut en même temps à l'établissement d'un musée et d'un jardin botanique. Aujourd'hui l'école d'enseignement mutuel, fondée en 1822 à México, est dans l'état le plus prospère. Elle est tenue dans la salle même où siégeait, sous les Espagnols, l'horrible tribunal de l'inquisition. A Guatimala le gouvernement ayant ordonné l'impression du mémoire dans lequel le docteur Cordova présente un moyen perfectionné d'établir le système lancastrien, a fait venir d'Europe des professeurs pour appliquer ce système. Il a fait traduire l'ouvrage publié en France sous le titre : *Nouvelle méthode pour enseigner la langue latine à l'usage des lycées*. Il a recommandé au directeur de l'Université l'établissement d'un cours d'histoire suivant la méthode ingénieuse de M. Strass, et soumis à l'assemblée nationale un projet pour la création d'un collége militaire. Désirant fournir à l'instruction toute la protection et les secours nécessaires, il a ordonné une enquête sur le nombre des écoles existantes dans les provinces, sur les ressources et dotations appropriées à chacune d'elles et sur les moyens que les diverses branches de commerce et d'industrie peuvent avoir pour soutenir ces établissemens. Il y a déjà à Guatimala dix écoles primaires

Digitized by Google

suivies par sept cents élèves. Des cours publics d'agriculture, de mathématique, de botanique, de physique, d'architecture et de chimie y sont ouverts.

A Caracas, immédiatement après la révolution, on a introduit dans les études la philosophie de Locke et de Condillac, la physique de Bacon et de Newton, des cours de chimie pneumatiques et de sciences mathématiques. Dans les colléges de Bogota on a ajouté à ce qui était autrefois enseigné des cours de philosophie naturelle et morale; on a ouvert un cours de minéralogie sous la direction du célèbre naturaliste Mariano Ribéro et un cours public d'anatomie. On a aussi ouvert à Antioquia un cours de minéralogie. Une loi promulguée en 1821 a ordonné l'établissement d'écoles élémentaires dans chaque paroisse de Colombie; un très grand nombre ont déjà été fondées en exécution de cette loi. On a pareillement décrété l'établissement d'écoles normales d'enseignement mutuel dans les principales villes de la république, et celles de Santa-Fé, Carthagène, Caracas, Popayan, Quito et Guayaquil sont en pleine activité. Dès l'année 1821, le premier congrès général ordonna qu'il serait fondé un collége dans chacune des provinces de la Colombie, et déjà se sont établis ceux de Boyaca, San-Simon, Antioquia, celui de Loja, fondé par Bolivar, et la maison d'éducation de San-Gil. Les anciens colléges de la capitale, de Quito, Caracas, Popayan, Mérida, Carthagène, et les Universités de Bogota, Quito, Caracas et Mérida éprouvaient le besoin d'une réforme radicale dans leur plan d'études. Le gouvernement y a pourvu, aidé par les conseils des personnes les plus éclairées. Il existe déjà plusieurs écoles destinées à l'éducation des filles; mais la pénurie dans laquelle s'est trouvé le trésor public a empêché qu'on ne les multi-

Digitized by Google

pliât. Au surplus, pour prouver combien nos hommes d'état attachent d'importance à l'instruction du peuple, il suffit de citer l'article de la constitution qui déclare incapable d'exercer son droit aux élections de représentans tout citoyen qui ne saura point lire en l'année 1840.

En dépit des obstacles résultant de la présence d'un ennemi puissant, le Pérou lui-même a beaucoup amélioré son système d'instruction publique. Lima doit à l'administration de San-Martin le collége qui porte son nom ainsi qu'une école normale d'enseignement mutuel. Partout on a aboli le châtiment du fouet, et la jeunesse péruvienne cultive avec succès la musique et la poésie. Luna Pizarro a fait fleurir le collége de l'indépendance ; dans un cours de physique expérimentale, La Torre a expliqué les théories de Haüy et de Jacotot, tandis que Léon et Cayétano Hérédia donnaient une heureuse impulsion à l'enseignement de l'anatomie et de la physiologie. En 1821 et 1822 le licencié Gomés Sanchéz forma presque entièrement à ses frais une académie dans le département d'Aréquipa, sa patrie; on y enseignait les mathématiques, le droit naturel, le droit des gens, l'économie politique. Le congrès du Pérou ne fut pas plus tôt établi qu'il rendit un décret de protection en faveur de l'école lancastrienne, établie par le libérateur Bolivar et le conseil du gouvernement qui succéda au congrès; les ordres furent donnés pour gratifier Trujillo d'une université et d'une école normale. En conséquence de cette décision, et sous les auspices du docteur Obregoso, préfet de ce département, on fonda un collége de sciences naturelles à Cajamarca, un collége de mathématique à Cajabamba et une autre à Contumaza. Afin de répandre partout l'instruction primaire, le gouvernement péruvien a promis de nommer de préférence aux bénéfices tous les

Digitized by Google

prêtres qui se consacreraient à l'enseignement élémentaire. A Cuzco l'on a fondé deux colléges pour l'éducation des jeunes gens des deux sexes. Lima possède maintenant une institution de jeunes demoiselles et un musée à la tête duquel se trouve le naturaliste Mariano Ribéro ; enfin l'on a créé dans cette capitale une société philarmonique et une académie de peinture.

En 1813, le gouvernement du Chili ordonna qu'une école élémentaire gratuite serait établie aux dépens de la nation dans chaque ville ou village ayant plus de cinquante habitans. Au mois d'août de la même année, don Juan Égana forma un plan d'études pour l'institut national, qui s'établit immédiatement à Santiago, et pour ceux que l'on ouvrit plus tard dans les capitales de Coquimbo et de la Conception. Le pays ayant été subjugué en 1814 par le général espagnol Osorio, l'institut fut détruit; mais on le rétablit après la glorieuse action de Chacabuco. Il y a dans ce collége des chaires de droit civil, de droit naturel, de droit des gens, d'économie pol tique, d'éloquence et d'histoire ; on y enseigne aussi les mathématiques, la physique expérimentale et les langues française et anglaise; au commencement de 1822, la capitale fut dotée d'une école lancastrienne; plus tard on en ouvrit deux autres, une pour chaque sexe. Les écoles particulières se sont multipliées considérablement; on a fondé une école militaire à Santiago et une école de marine à Valparaiso; enfin, le gouvernement a ordonné la formation de cabinets de minéralogie, d'histoire naturelle et de physique, ainsi que l'établissement d'un observatoire astronomique et d'un laboratoire de chimie.

A Buénos-Ayres la méthode d'enseignement mutuel avait été, dès l'an 1821, adoptée dans toutes les écoles.

Digitized by Google

On y établit en outre une université d'après un système adapté aux nouveaux besoins de la société. L'instruction primaire se donne gratuitement dans les couvens de religieux. Le gouvernement ordonna en 1823 que six jeunes gens de chacune des provinces de Rio de la Plata seraient élevés, nourris et vêtus dans les deux colléges de la capitale aux frais du trésor public de Buénos-Ayres. La junte des études adjugea des fonds considérables pour que l'université pût avoir des cours de philosophie, de rhétorique, de peinture, de mathématiques, d'économie politique, de médecine, de législation, et suspendit l'enseignemeut de la théologie. Par suite de cette impulsion donnée aux sciences on vit s'élever dans la même cité une académie de médecine, une académie de musique et de chant, un collége pour les orphelins, et une école d'ingénieurs hydrauliques; de grandes améliorations ont également eu lieu hors de la capitale. On a établi des écoles d'enseignement mutuel sur différens points de la province et entre autres à Mendoza et à San Juan.

La république de Bolivia est trop jeune encore pour avoir pu parvenir à un haut degré de perfectionnement sous le rapport de l'instruction publique; mais nous n'en doutons pas, les hommes qui la dirigent s'occupent de cet objet important, et bientôt aussi elle possédera les moyens de participer aux lumières du siècle.

Digitized by Google

ÉTAT DE L'AGRICULTURE AU CHILI.

Division du Chili en terres productives et improductives. — Propriétés pastorales. — Nature et étendue des pâturages. — Mortalité parmi les bestiaux. — Manière de les élever. — Condition des tenanciers. — Mœurs des propriétaires. — Fermes agricoles. — Tenures. — Condition des tenanciers. — Ordre de succession des propriétés.

Lorsque le Chili fut conquis par les Espagnols, le roi d'Espagne divisa ce pays en trois cent soixante portions, qu'il distribua entre autant d'aventuriers. D'après la loi de succession espagnole, ces possessions se sont subdivisées avec le temps; le nombre des propriétaires a considérablement augmenté; cependant la plupart des domaines actuels sont encore d'une fort grande étendue. La majeure partie des terres au Chili n'est pas susceptible de culture. Les parties montagneuses sont très propres cependant à nourrir les bestiaux. Toutes ces gorges qui se terminent en profonds ravins sont boisées, et lorsque la surface des montagnes est dépouillée de verdure elles offrent non-seulement un abri mais de bons pâturages. En jetant un coup d'œil sur la carte du Chili, on voit à peu près en quelle pro-

(1) Travels en Chile and la Plata including accounts respecting the geography, geology, statistics, government, finances, agriculture, manners and customs and the mining operations in Chile, collected during a residence of several years in these countries, by John Miers with original maps wiews, etc. — Two volumes; London 1826.

Une traduction de ce voyage, que nous avons annoncé dans notre précédent numéro, doit paraître à la librairie Malher et compagnie, passage Dauphine.

Digitized by Google

portion le terrain capable d'être mis en valeur se trouve par rapport aux parties montagneuses non cultivables ; et de là on peut conclure que ce qui a été dit si souvent de la *productivité* du Chili ne peut être admis sans une assez grande restriction.

Les terres au Chili peuvent se diviser en deux classes : l'une propre à la culture, l'autre à la nourriture des bestiaux. Beaucoup de propriétés consistent en l'une ou l'autre de ces deux espèces, mais la plupart les réunissent toutes deux. On accorde généralement la préférence aux terres de pâturages. Et comme ce genre de fermage est celui auquel se livrent la plupart des propriétaires, je parlerai d'abord des terres de cette classe.

Aucun des systèmes de fermage qui ont été portés à une si grande perfection en Europe n'a encore été adopté au Chili. Il ne faut pas songer à entendre parler ici de prairies et d'irrigations artificielles, de riches et verts pâturages, d'enclos, de bâtimens, de fermes, granges, hangards, marché, etc., mais se reporter aux notions d'une condition beaucoup moins avancée ; imaginer un pays neuf et demi-sauvage. C'est le seul moyen de comprendre la simple méthode de fermage que j'ai à décrire. Je ne puis mieux faire que de choisir pour exemple une *estancia* entre toutes, car on les fait valoir toutes à peu près de la même manière. Une *estancia* est ordinairement bornée par une rivière, une lagune, ou l'arête de quelque chaîne de montagnes. Les lignes de démarcation ne sont tracées nulle part, et l'on ne peut les fixer qu'en recourant aux archives des cours de justice. L'emploi des haies est fort rare si ce n'est pour distinguer dans les vallées les enclos particuliers que chaque propriétaire tient en réserve pour nourrir ses bestiaux quand ils ne peuvent plus subsister

Digitized by Google

dans les lieux ouverts. Qu'on s'imagine une vaste surface divisée en plusieurs enfoncemens ou ravins appelés *caxones*, lesquels se subdivisent en enfoncemens plus petits appelés *québradas;* les flancs et le sommet des parties élevées sont couverts de buissons ; les *québradas* sont encombrés de grands arbres toujours verts dont l'épais ombrage entretient dans leur fraîcheur de petits filets d'eau, qui sans cela seraient bientôt desséchés. Sur douze lieues carrées, c'est-à-dire environ 60 mille acres d'un terrain semblable, se trouvent quelquefois 5 mille acres de terre accessible aux irrigations, et voilà ce que sont au Chili la plupart des propriétés *pastorales* appelées *estancias*.

Comme il ne tombe de pluie que dans les trois mois d'hiver, on ne peut pas long-temps faire paître les troupeaux sur les montagnes ; je ne crois pas même que l'herbe y pousse en aucune saison ; mais dans les intervalles, entre les buissons, se trouvent quantité de petites fleurs, de plantes herbacées, de racines tubéreuses, qui aux premières pluies produisent une verdure épaisse, laquelle disparaît pendant la moitié de l'année, et alors tout le pays semble avoir été entièrement grillé par le soleil. Les premières pluies qui tombent au mois de mai et pendant huit jours seulement, donnent tout à coup à la végétation une vigueur surprenante qui se soutient pendant les mois de juin, juillet et août. En novembre, la terre commence à prendre une teinte jaunâtre, et depuis décembre jusqu'au mois de mai, sa triste nudité s'accorde mal avec ce qu'on dit en Europe de la beauté de cette contrée. Cependant, de juillet jusqu'à décembre, les montagnes fournissent aux troupeaux une assez bonne nourriture. Quelques districts dans les cordillières sont couverts d'une sorte d'avoine

Digitized by Google

sauvage qu'on nomme *tiatina;* et dans celles des propriétés qui touchent à la partie supérieure des Cordillères, les pâturages passent pour être meilleurs et se conserver plus long-temps. Les portions de terrain fermées dont nous avons parlé précédemment et qui ne sont point consacrées à la culture du blé, du maïs, des légumes ou des fruits de jardin, sont employées à la propagation des *cardos*. On appelle ainsi une plante qui chaque année se dessèche jusqu'aux racines, mais qui ne meurt point; à la saison suivante elle produit de nouvelles pousses, qui se développent en grosses touffes de feuilles piquantes, d'une substance très nourrissante et d'une végétation semblable à celle du chardon; plusieurs tiges à fleur se détachent et s'élèvent jusqu'à quatre ou cinq pieds : c'est le cardon (*cardoon*) de nos jardins. Cette plante a été naturalisée au Chili par les Espagnols, expressément pour servir à la nourriture des bestiaux qui en sont très avides. On choisit ordinairement les meilleurs terrains pour cette plante, et l'on appelle *cardales*, les enclos où elle est nourrie. Depuis le mois de novembre jusqu'à celui de février, ou même de mars, et tout le temps que les montagnes sont dépouillées, on enferme les troupeaux dans les *cardales*. Depuis le mois de mars, il n'y a plus pour les nourrir que le chaume ou l'herbe desséchée qui couvre la terre, et en attendant la saison des pluies les pauvres animaux vont chercher de croupe en croupe quelques rares touffes d'herbe, à défaut desquelles ils sont forcés de se contenter de la verdure des buissons ou de feuilles d'arbres desséchées.

Ce peu de nourriture suffit dans la saison des chaleurs pour soutenir les bestiaux et les mettre dans le cas de reproduire : les propriétaires n'en veulent pas davantage. Ce n'est qu'après les pluies que l'état des pâturages permet d'en-

Digitized by Google

graisser les animaux pour la boucherie. Quand on les destine à fournir aux besoins des villes, on les conduit dans des pâturages entretenus à cet effet par l'irrigation, tels que ceux d'Aconcagua. Dans les années où les pluies sont insuffisantes, la mortalité parmi les bestiaux est considérable; il n'y en a comparativement qu'une petite quantité qui puisse se soutenir avec les broussailles et les feuilles d'arbre.

Les propriétaires de métairies n'emploient ordinairement que peu de monde. Les troupeaux étant à demi sauvages seraient chassés de leurs pâturages par les continuelles allées et venues d'hommes, de chiens et de chevaux. Les vols sont aussi beaucoup moins à craindre là où il y a moins de gens pauvres. Il n'y a donc ordinairement dans une métairie qu'un *mayor-domo* ou intendant et un *capataz* ou premier berger chargé de surveiller en masse les troupeaux et de diriger les autres bergers dont la fonction est de faire passer les troupeaux d'une partie de la ferme dans une autre suivant les changemens dans l'ordre des moyens de subsistance. Au mois de septembre, quand les troupeaux sont dans le meilleur état, il est d'usage d'assembler les *rodéos*, c'est-à-dire de réunir le bétail dans certains emplacemens disposés et fermés pour les recevoir.

Par ce terme de *rodéo*, on entend toute espèce de rassemblement des troupeaux, qui a pour but de les compter ou passer en revue, de les faire entrer dans des pâturages particuliers, de faire la séparation et le choix pour les dîmes, de reconnaître les génisses et les jeunes bœufs; enfin de désigner certains animaux pour le marché ou la boucherie.

Le *rodéo* est un temps de fête dans chaque métairie; non-seulement les bergers employés par le propriétaire,

Digitized by Google

mais ceux des fermes voisines sont convoqués pour cette espèce de chasse. C'est une grande partie de plaisir pour eux que celle de poursuivre de montagne en montagne, de rocher en rocher, de taillis en taillis, ces troupeaux sauvages, et de les forcer à se jeter dans le réduit commun où l'on veut les assembler. Cet emplacement qui est ce que l'on nomme proprement le *rodéo*, est un petit plateau ordinairement situé au centre de la propriété, près de la ferme, et partagé suivant les divisions à établir en un certain nombre de parcs fermés par des palissades solidement liées entre elles et enfoncées en terre. Dans leurs *rodéos* les paysans chiliens déploient une activité assez rare chez eux. Il est vrai qu'un semblable plaisir est tout-à-fait dans leurs mœurs demi-barbares. Les fermiers s'habillent de leurs plus beaux vêtemens, et montent des chevaux sur lesquels ils galopent armés de cordes à nœud coulant. Les bergers sont vêtus à peu près de la même manière, à l'exception d'espèces de bottes indiennes ou grandes guêtres formées de longues bandes de cuir non tanné et fixées par un lacet sur le côté extérieur de la jambe. Ces bottes ne se terminent point au genou, mais couvrent comme une espèce d'armure la partie antérieure de la cuisse. Sans elle les chasseurs en poursuivant les bestiaux auraient les jambes et les cuisses déchirées par les buissons et par les pointes de grands aloës qui encombrent les ravins où vont se réfugier les animaux lancés par les hommes à cheval. Les fêtes du *rodéo* durent trois jours : les deux premiers sont employés à fouiller les *québradas* et chasser les troupeaux vers le grand parc ; le troisième est employé à les distribuer dans les divers enclos, et ce périlleux travail est pour les hommes de la ferme un exercice favori. La dextérité avec laquelle ils se rendent maîtres des plus

Digitized by Google

terribles animaux est vraiment surprenante; c'est un spectacle dont viennent jouir les principaux habitans du pays et auquel assistent les femmes richement parées. Les soirées dans les trois jours du *rodéo* se passent en festins, concerts, danses, auxquels tout le monde est admis sans distinction de fortune ni de rang. Les fêtes terminées et les divers prélèvemens et séparations étant faits parmi les troupeaux, on rend à la liberté ce qui reste et tout rentre dans l'ordre habituel.

L'entretien d'une propriété de ce genre coûte fort peu. Le *mayor-domo* est généralement payé à raison de 120 dollars par an, et le *capataz* en reçoit 100. Les bergers chargés des grands troupeaux, et ordinairement au nombre de trois, reçoivent chacun 80 dollars. Un quatrième, chargé de la surveillance des moutons, reçoit 70 dollars. Quelquefois un propriétaire livre à de pauvres tenanciers une portion de terrain et deux à trois cents moutons, à la charge pour eux de répondre de l'accroissement du troupeau dans une certaine proportion au-delà de laquelle les bénéfices sont pour eux, et d'autant plus grands qu'ils prennent plus de soin des bestiaux. Ces tenanciers sont maintenus dans une rigoureuse dépendance. Le *mayor-domo* peut les mettre en réquisition pour quelque service que ce soit; il peut exiger d'eux un nombre de journées, qui rarement est moindre de cinquante. Le tenancier ne peut exiger aucun salaire pour le travail des cinquante journées, et au-delà de ce nombre il n'obtient qu'une rétribution extrêmement modique : sa condition est à peu près celle d'esclave du propriétaire; toute la classe pauvre est ainsi enchaînée, mais sans soupçonner un état meilleur. Il arrive souvent qu'un tenancier est envoyé par son maître pour un service quelconque jusqu'à cent lieues

Digitized by Google

de distance. Il ne reçoit pour son entretien pendant ce voyage qu'un réal ou environ six sous par jour.

Au moyen de cette dépendance des classes pauvres, les propriétaires parviennent à faire valoir leurs *estancias* à si petits frais que cela ne peut se comparer au revenu qu'ils en tirent. Une ferme comme celle que j'ai décrite ne coûte pas pour le soin de 5 à 800 têtes de bétail plus de 500 dollars. L'augmentation annuelle correspondante au nombre d'animaux vendus ou tués, est d'à peu près 800 têtes, lesquelles, à raison de huit dollars, suivant le dernier taux, produisent 6,400 dollars.

Cette espèce de propriété est celle qui rapporte le profit le plus constant et donne le moins de peine, condition à laquelle tiennent beaucoup les hommes de race et de mœurs espagnoles. Le propriétaire quitte rarement son *estancia;* il doit tout voir par ses yeux, parcourir souvent ses pâturages, et connaître lui-même tous les animaux qui lui appartiennent, afin de n'être pas trompé par son *mayor-domo*. Il doit savoir en grand détail tout ce qui compose l'art d'élever des troupeaux. Enfin, quoiqu'il puisse prendre à la ville les airs d'un cavalier, il doit mener chez lui la vie d'un véritable pâtre, sous peine d'être ruiné par ses employés. Tout propriétaire d'*estancia* occupe ses enfans au détail de la ferme; ceux-ci, dès qu'ils peuvent marcher, sont confondus avec les enfans des bergers dont ils partagent la vie, la nourriture, et prennent toutes les habitudes. On les laisse dans cette vie demi-sauvage jusqu'à l'âge où il devient urgent de les policer; alors le père les attache à sa maison, leur fait apprendre à lire et à écrire. Cette éducation leur donne bientôt un air d'importance, un ton de hauteur et de dureté qui suffit désormais pour les distinguer de la classe

Digitized by Google

inférieure. Ils ne peuvent jouir de la propriété jusqu'à la mort de leur père, et l'âge des passions arrivant ils se procurent l'argent nécessaire à leurs plaisirs en entrant en collusion avec les voisins, les employés et les tenanciers de l'*estancia*. Ils boivent, jouent, se livrent à la débauche, et sont communément les plus mauvais sujets parmi les jeunes gens d'un pays. Les femmes, dans la plupart des familles de propriétaires, habitent les villes ou vont y résider une partie de l'année, et cela suivant les distances.

Un usage à remarquer dans les parties du Chili où se trouvent les fermes que je viens de décrire, c'est qu'il n'est pas permis à un tenancier de recevoir chez lui un voyageur pendant plus de douze heures sans donner avis au seigneur de la présence de cet étranger sur les terres de son domaine ; il doit joindre à cet avis tout ce qu'il peut apprendre de la qualité, de la destination et des affaires du voyageur. Quelle que soit la distance, le rapport doit être fait, et toute omission à cet égard est rigoureusement punie par le seigneur. L'objet de cette mesure est de prévenir les vols de bestiaux. Aussi, dès qu'un étranger entre sur une propriété sans annoncer l'intention de poursuivre sa route, il est soumis à une surveillance très active; tous ses mouvemens sont observés, et s'il ne répond pas aux questions qui lui sont faites de manière à dissiper les soupçons, il est reconduit jusqu'aux limites de la propriété et on l'oblige à s'éloigner.

Il n'y a qu'un petit nombre de propriétés qui soient entièrement agricoles; elles sont ordinairement situées dans d'étroites vallées entre deux croupes de montagnes, de la nature de celles que j'ai décrites en parlant des fermes pastorales et qui reçoivent aussi des troupeaux, en sorte que les deux genres de fermage sont encore réunis. Le pauvre est

Digitized by Google

ici placé dans la même dépendance du riche, les intérêts de l'humble cultivateur sont sacrifiés à la rapacité du grand propriétaire. La terre n'est jamais affermée pour plus d'un an, en sorte que le seigneur (*landlord*) peut remplacer et renvoyer quand cela lui plaît le malheureux tenancier; celui-ci est dans une position si précaire et gagne si peu qu'il a rarement devant lui le plus petit capital; il peut à peine élever ses enfans et leur faire apprendre à lire et à écrire. Le tenancier n'a point de bœufs pour labourer, le propriétaire les lui loue aussi bien que les chevaux pour battre le grain. Toute assistance du même genre est fournie par le propriétaire et lui est largement payée sur le profit de la terre, en sorte qu'il reste à peine au fermier quelque chose de ce profit. Il n'y a pas moyen pour lui de rien détourner du produit de son travail; le *mayor-domo* a l'œil sur lui et fait tout entrer dans les greniers de son maître. Il est assez général que les propriétaires achètent à l'avance le produit de la terre pour l'année à la moitié ou aux deux tiers du prix qu'en tirerait le tenancier s'il avait les avances nécessaires pour attendre la récolte.

L'argent est d'un usage fort rare parmi les paysans du Chili, et leur défaut d'économie est généralement si grand qu'ils sont incapables de conserver le peu qu'ils ont; ils le perdent au jeu ou le dépensent à boire. Cette imprévoyance est moins leur faute que celle des propriétaires qui, loin d'encourager en eux les habitudes de frugalité et de tempérance, loin de leur apprendre à sentir le prix de ce qu'ils possèdent, à chercher à s'élever dans la société en améliorant leur position, en augmentant par le travail le produit de leur terres, font tout pour les tenir dans l'ignorance et la misère. Aussitôt la moisson

Digitized by Google

faite le propriétaire chasse le tenancier de sa terre et la couvre de ses troupeaux; il ne lui permet point d'acheter des bœufs pour labourer, mais il lui loue les siens à un taux qui enlève en grande partie le fruit du travail : ainsi le malheureux paysan perd tout espoir d'un sort meilleur et ne songe à aucun des moyens d'ordre et d'économie qui pourraient à la longue briser cet esclavage.

Le propriétaire ne permet point aux tenanciers de bâtir leur hutte sur la terre qu'ils cultivent; il les oblige à s'établir sur le haut des montagnes : encore à cette distance il leur interdit de former des enclos autour de leur habitation. Voici le motif de cette défense qui paraît d'abord singulière : comme les fermiers ont coutume de cultiver autour d'eux quelques légumes pour leur nourriture, les propriétaires veulent qu'au besoin leurs troupeaux puissent profiter de cette ressource, et bien souvent ceux-ci détruisent avant sa maturité la petite récolte du fermier qui toujours pâtit des mauvaises années. Ceci et quantité de petites tyrannies imaginées par l'esprit étroit des propriétaires empêche que jamais le cultivateur s'attache au sol et puisse réussir à augmenter sa fertilité; et comme les progrès généraux de l'agriculture dépendent uniquement du zèle et de l'industrie des cultivateurs pauvres, il est à présumer qu'elle restera long-temps dans l'enfance. Les propriétaires agriculteurs pouvant commander à leur tenanciers toutes sortes de services, les emploient sans les payer à labourer, ensemencer, récolter, bâtir sur des terrains dont ils se réservent la direction particulière, qui sont ordinairement les meilleurs et produisent un très grand revenu étant cultivées par corvées. La condition des tenanciers est ainsi plus misérable que celle des laboureurs à gages et l'on ne peut espérer

Digitized by Google

d'améliorations que celles que doit apporter le temps. En dépit des efforts des propriétaires et grace à la loi de succession espagnole qui règne en ce pays, la grande propriété tend heureusement à se détruire, car il n'y a que très peu de majorats au Chili : le père est obligé de partager son domaine en sections égales entre ses enfans; ceux-ci à leur tour faisant le même partage, on arrivera graduellement à une plus grande division de la propriété; les cultivateurs obligés de tirer tout le parti possible d'un terrain toujours de moins en moins étendu adopteront envers les tenanciers un système plus libéral; mais je crains que l'époque à laquelle ceci doit arriver ne soit encore bien éloignée.

Dans le numéro suivant, nous ferons connaître l'agriculture sous le rapport de l'art.

LETTRE

A L'ÉDITEUR DU *KINGSTON CHRONICLE*,

JOURNAL DE LA JAMAÏQUE.

Par un colon anglais.

De toutes les îles anglaises de l'archipel américain, tourmentées par la nécessité de l'abolition de l'esclavage et par les difficultés que présente cette émancipation, la Jamaïque est, à cause de son importance, celle où la question s'agite avec le plus de vivacité et où les vues philantropiques du cabinet anglais éprouvent le plus de résistance. Les journaux de cette colonie sont souvent pleins

Digitized by Google

d'invectives et de récriminations contre ceux que les colons appellent *abolitionistes*, c'est-à-dire partisans de l'abolition de l'esclavage. Il faut distinguer entre ces réclamations celles qui attaquent la justice des mesures proposées en Angleterre de celles qui discutent simplement leur opportunité. Celles-ci, pour tous les partisans éclairés de l'émancipation, méritent examen, et c'est à ce titre que nous avons choisi la lettre suivante. Nous croyons sa publication utile; car une cause aussi noble que celle de l'affranchissement des noirs doit être soutenue par des argumens sans réplique, et c'est rendre service à cette cause que de relever les erreurs de fait qui compromettraient sadéfense.

Lettre à l'éditeur du Kingston Chronicle.

Il y a plus de six mois que je n'ai écrit une ligne dans votre journal: vous avez dû penser que, fatigué de la controverse relative à notre système colonial, je voulais cesser d'y prendre part. Mais il n'en est point ainsi; je ne me suis tu que pour attendre le résultat de motions faites cette année au parlement; une opinion privée ne pouvait avoir d'influence sur les décisions de nos législateurs. Maintenant le champ de la discussion s'ouvre de nouveau; il est bon d'indiquer les mesures auxquelles doivent s'arrêter selon nous les ministres, aussi bien que de préparer l'esprit public à recevoir les améliorations jugées nécessaires à l'existence des colonies occidentales. Je vais chercher dans cette lettre à établir quel est le mouvement réel d'accroissement ou de dépérissement suivi par la population noire. Cette question est fondamentale, et la société des abolitionistes l'a résolue sur des données qui méritent examen.

Digitized by Google

Les partisans de l'émancipation se fondent principalement sur le décroissement annuel de la population noire dans les Indes occidentales britanniques. Ils représentent ce décroissement comme très rapide et le signalent comme la preuve d'un état de misère et d'oppression intolérables. Ils concluent de là que le gouvernement sera tôt ou tard dans la nécessité d'adopter leurs plans. Voici quelques passages du second rapport fait en 1825 par le comité de la société contre l'esclavage :

« La dépopulation de nos colonies est tellement consi-« dérable qu'on ne peut lui assigner d'autres causes que « la cruauté exercée envers les esclaves (page 36). » Et plus loin : « Mais il est un fait qui ne saurait être contesté, « un fait tout-à-fait concluant, et qui nous dispense d'ap-« porter les preuves de la barbarie du système en vigueur « à l'égard des esclaves : nous voulons parler du décrois-« sement excessif de la population noire dans nos colonies. » (page 37.)

Le comité de la société contre l'esclavage a joint à son rapport un appendice intitulé : « *Mémoranda* relatif à la « population des colonies anglaises, extrait de trois rapports « adressés au parlement, en mars 1823 et en juin 1824. » J'ai formé de cet appendice un tableau que je mets sous les yeux du lecteur et sur lequel je ferai les observations qui viennent ensuite.

Digitized by Google

TABLEAU DU MOUVEMENT DE LA POPULATION NOIRE DANS LES INDES OCCIDENTALES,
d'après les recensemens adressés au parlement et cités dans le rapport du Comité de la Société contre l'esclavage.

ILES.	Années.	Nombre d'esclaves.	Années.	Nombre d'esclaves.	Nombre d'années.	Noirs importés.	Noirs exportés.	Noirs affranchis.	Affranchissement par année.	Décroissement total.	Décroissement annuel.	Terme du décroissement pour cent par an.	Accroissement.	Accroissement par an.	Terme de l'accroissement pour cent par an.
Antigua	1817	32259	1820	30985	3	32	28	433	144	845	281	$\frac{1}{9}$	»	»	$1\frac{3}{4}$
Bahama	1818	11155	1822	10808	4	»	862	210	52	»	»	»	725	181	$\frac{1}{2}$
Barbados	1817	77493	1820	78345	3	102	22	412	137	»	»	»	1184	394	$\frac{4}{10}$
Berbice	1817	24549	1822	23356	5	246	1692	81	16	»	»	»	334	66	»
Demerara	1817	77867	1820	77376	3	3746	116	127	42	4014	1338	2	»	»	$1\frac{1}{3}$
Bermuda	1810	4794	1820	5176	10	»	»	160	10	»	»	»	382	88	»
Dominica	1817	17959	1820	16554	8	»	2184	230	77	1009	336	2	»	»	»
Grenada	1817	28029	1822	25586	6	»	»	500	83	1943	327	$1\frac{2}{5}$	»	»	»
Jamaica	1817	346150	1820	342382	3	»	42	2000	666	1800	600	$\frac{1}{6}$	»	»	»
Montserrat	1817	6610	1820	6505	3	»	33	43	14	29	9	$\frac{1}{6}$	»	»	»
Nevis	1817	9602	1822	9261	5	»	»	34	6	307	61	$\frac{2}{3}$	»	»	»
Saint-Christophe	1817	20168	1822	19817	5	»	22	320	64	9	2	$\frac{1}{100}$	»	»	»
Sainte-Lucie	1819	15032	1822	13794	3	»	»	300	100	945	315	$2\frac{1}{10}$	»	»	»
Saint-Vincent	1817	25218	1822	24252	5	1301	492	236	47	572	114	$1\frac{1}{5}$	»	»	»
Tabago	1819	15470	1822	14315	3	30	»	30	10	1155	385	$2\frac{1}{2}$	»	»	»
Trinidad	1815	25544	1819	23537	4	2206	112	499	125	3602	900	$3\frac{2}{5}$	»	»	»
Virgin-Island	1818	6899	1821	6460	3	»	9	84	28	846	115	$1\frac{7}{10}$	»	»	»
TOTAL		744798		728509		7663	5614	5639	1621	16576	4783		2625	679	

Le tableau comprend dix-sept colonies. Il constate le mouvement de population de neuf colonies pendant trois ans; de deux colonies pendant quatre ans; de quatre colonies pendant cinq ans; d'une colonie pendant six ans et d'une autre colonie pendant dix ans.

Le premier nombre d'esclaves donné s'élève à	744,798
Le dernier nombre à.	728,509
Ce qui établit un décroissement de.	16,289
En déduisant de ce nombre les affranchissemens évaluées à	5,689
le décroissement actuel reste de	10,650

Le mouvement des trois quarts de la population se trouve évalué pour trois ans; je supposerai donc que l'estimation du décroissement total porte sur cette moyenne : sur 744,798 esclaves, le décroissement annuel sera de 3,550, c'est-à-dire moins de un pour cent par an !

Cela peut-il s'appeler *tout-à-fait concluant?* La dépopulation est-elle *excessive?* On a parlé de cruauté, d'inhumanité, et les affranchissemens se sont élevés à plus d'un cinquième pour cent par an sur le nombre total de 744,798 esclaves [1].

Cependant quatre colonies, savoir : Bahama, les Barbades, Bermuda et Berbice, qui contiennent 117,923 esclaves, ou un sixième de la totalité des nègres existans dans les colonies anglaises, sont dans un état actuel d'accroissement. La population noire de St.-Christophe diminue dans une proportion inappréciable par année et se compose de 20,908 individus; à la Jamaïque et à Montserrat, le décroissement n'est que d'un sixième pour cent par an :

(1) C'est-à-dire 1 sur environ 450.

Digitized by Google

de telle sorte que ces îles renfermant 490,922 esclaves, ou les deux tiers des esclaves de nos colonies, gagnent en population noire; où si elles perdent, ce n'est que d'un sixième pour cent par an.

Telle est la vérité sur la dépopulation des colonies et sur les résultats de la cruauté dont nous accuse la société contre l'esclavage.

N'est-il pas singulier que le décroissement des esclaves dans les colonies anglaises se fasse principalement sentir à la Trinité, où, d'après les rapports de la société, il est de trois et demi pour cent par an? La Trinité est une colonie espagnole, et la société contre l'esclavage vante les lois et la conduite des Espagnols comme beaucoup plus favorables que celles des Anglais à la conservation des esclaves. Dans cette île on admet le témoignage des noirs, ils ont le droit d'acheter leur liberté, et les châtimens qu'on leur inflige sont très peu sévères. En général, la législation douce des Espagnols a été maintenue à la Trinité. Comment expliquer ce décroissement extraordinaire? Il résulte évidemment de la grande importation d'Africains à la Trinité depuis qu'elle est devenue colonie anglaise; cette importation s'élève aujourd'hui à 551 individus par an sur une population de 25,283 noirs, et plus la cupidité des négriers augmente le nombre des Africains sur ces marchés, plus les moyens de les alimenter deviennent rares et coûteux, et aussi plus le moyen de les employer diminue. Le travail réparti entre un trop grand nombre de bras n'est rétribué que par une nourriture et des soins insuffisans; de là cette mortalité si rapide, malgré l'humanité vantée des maîtres d'esclaves.

On représente Antigua comme perdant environ un esclave sur cent par an. L'état de cette colonie doit nous

Digitized by Google

faire croire que le principe qui dirige la société contre l'esclavage dans l'appréciation des causes du décroissement est entièrement erroné; car, d'après ce principe, Antigua serait de toutes les îles celle où la population noire devrait augmenter le plus. Depuis près de quarante ans les colons s'y sont distingués par leurs efforts pour améliorer physiquement et moralement la condition des familles noires; le gouvernement des esclaves est fort doux et les lois très libérales envers les noirs comme envers les gens de couleur; mais la trop grande importation a produit là, comme ailleurs, ses effets inévitables. On établit qu'à Tabago le dépérissement est à raison de deux et demi pour cent par an, et pourtant cette île est aussi très renommée pour la libéralité de son régime domestique.

Le terme du décroissement à Sainte-Lucie paraît être le même qu'à Tabago. Mais il n'y a là ni exportations ni affranchissement; il faut donc croire que les auteurs du rapport ont commis quelque grave erreur.

A Démérara, le décroissement est représenté comme étant de deux pour cent par an; mais on l'attribue aux continuelles exportations d'esclaves. Personne n'ignore en effet qu'il résulte de ces transplantations d'un climat sous un autre des pertes nombreuses et presque toujours un excédant en mâles. L'excédant en mâles à Démérara est de 9,078 sur une population de 77,376 esclaves, et l'importation annuelle s'est élevée dernièrement à plus de 1,200 par an.

Lorsqu'il y a disproportion de nombre entre les sexes et qu'il y a excédant en mâles, on doit naturellement s'attendre à un décroissement, parce que la quantité relative de naissances diminue, et que les décès parmi les mâles ne se réparent plus en raison suffisante; les sexes

Digitized by Google

tendent toujours à s'égaliser par le nombre, et lorsqu'il y a excédant, c'est, dans l'état naturel, du côté des femmes.

Le nombre des mâles, dans les colonies où le recensement est fait séparément sur les deux sexes, était à l'époque du premier rapport adressé au parlement de. 365,506

Celui des femmes de	364,290
Excédant en mâles.	2,216

Le nombre des mâles dans la même colonie à l'époque du second rapport, était de 364,711

Celui des femme de	364,056
Excédant en mâles	645
Excédant en mâles à la première époque . .	2,216
Excédant en mâles à la seconde époque. . .	645
Décroissement des mâles	1,571

A Démérara, première époque, nombre des mâles.	44,137
Nombre des femmes	33,730
Excédant en mâles	10,407
Seconde époque, nombre des mâles. . . .	43,227
Nombre des femmes	34,149
Excédant en mâles	9,078
Décroissement des mâles	1,429

Cette disproportion entre les sexes a été entretenue par de continuelles importations. Elle cessera maintenant qu'un acte du parlement vient de défendre ce trafic.

Il y a un excédant en femmes dans toutes les colonies, à l'exception de quatre : Trinidad, Démérara, Berbice et

Digitized by Google

Bahama. Quand la traite des nègres était en pleine vigueur, l'excédant en mâles doit avoir été universel, et le changement qui s'est opéré montre que les îles sont maintenant dans les conditions nécessaires au développement presque naturel de la population. Ces conditions, jointes à d'autres circonstances, doivent faire espérer un accroissement prochain. L'excédant en mâles dans trois des colonies, résulte certainement des importations; et l'excédant en femmes dans la quatrième résulte des exportations, généralement plus funestes à ce sexe.

Selon les partisans de l'émancipation, le bonheur ne saurait être que là où l'espèce humaine s'accroît, comme si le sort d'une population pouvait dépendre des voluptés attachées à la reproduction et du nombre des enfans plutôt que des moyens d'existence dans les familles. D'où vient donc cet excès de misère auquel sont réduits les paysans et les ouvriers qui pullulent dans les campagnes de l'Irlande et dans les districts manufacturiers de l'Angleterre? Mais en admettant que le trop grand nombre d'enfans dans les familles ne soit pas l'unique cause de cette misère, n'est-ce pas aller trop loin que de prétendre qu'il n'y a pas de bonheur pour les soldats, les marins, les ouvriers voyageurs, et autres classes, qui, par nécessité ou par choix, restent dans le célibat; pourtant toutes ces classes décroissent rapidement et s'éteignent même si elles ne sont recrutées. Il serait également absurde de dire que les hommes en quittant la campagne pour aller habiter les villes changent un sort heureux pour un sort malheureux; et pourtant ils meurent plus tôt et en plus grand nombre dans ces villes qui leur offrent des plaisirs ignorés aux champs. Autrefois, de grandes villes, telles que Paris et Londres, décroissaient uniformément; depuis huit ou dix ans, au

Digitized by Google

contraire, la population y augmente d'une manière régulière. On ne doit pas en chercher la cause dans un accroissement de bonheur chez les habitans, mais dans l'établissement ou l'extension des institutions de charité et dans les mesures de salubrité prises, à l'insu même des habitans, par l'autorité. Aux Indes occidentales le décroissement annuel était jadis beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui, parce qu'on a pris soin de guérir ou de prévenir certaines maladies, et parce qu'on a compris que l'importation des noirs était la cause permanente du dépérissement de cette race; aujourd'hui l'amélioration est telle que si l'on ne trouve pas un accroissement dans le recensement de cette année 1826, on le trouvera certainement en 1829, et qu'à moins de circonstances extraordinaires il sera très sensible avant l'année 1832.

J'ai fait voir ce que c'était que la prétendue dépopulation de nos colonies occidentales; j'espère être aussi heureux à renverser une autre assertion émise par les abolitionistes, savoir que cette dépopulation est en grande partie produite par les travaux de la culture des cannes à sucre.

La société prétend établir que le dépérissement de la population noire est partout en proportion de la quantité de sucre qu'elle cultive et récolte. Par exemple, elle affirme que le nombre des nègres à la Jamaïque diminue à raison d'un quart pour cent par an; que la fabrication du sucre y est à raison de quatre quintaux et demi par nègre; et qu'à St.-Vincent, où la quantité de sucre obtenu est de dix quintaux et demi par esclave, le décroissement des nègres est de près d'un pour cent par an. Mais voilà qui explique ou plutôt détruit cette proposition victorieuse : c'est qu'à la Jamaïque il n'y a jamais que deux tiers environ de la population noire employée à la culture du sucre, et qu'à St.-Vincent

Digitized by Google

toute la population y est employée. De plus, le ciel et la température de cette dernière île favorisent beaucoup les plantations de cannes à sucre, tandis que le climat de la Jamaïque leur est souvent contraire. Que devient donc le rapport de mortalité présenté par la société? la fausseté du principe duquel elle est partie est plus évidente encore en ce qui concerne les îles de la Vierge (*Virgin islands*), qui sont cotées comme rendant trois quintaux et demi de sucre par nègre, ce qui est moins qu'à la Jamaïque, et pourtant le décroissement y est d'un et demi pour cent par an, c'est-à-dire six fois plus nombreux que celui de la Jamaïque!! On pourrait excuser, jusqu'à un certain point, les erreurs commises dans la société par le peu de soin que ses membres apportent à leurs travaux; mais comment justifier celui qui affirme comme vrai un fait notoirement faux? c'est le cas de M. W. Smith. Cet illustre chef des unitaires, en demandant au parlement une mesure contre les Indes orientales, s'appuya sur les évaluations dont nous venons de démontrer l'absurdité. Les ministres écartèrent sa motion par la question préalable; mais pas un seul propriétaire de nos colonies ne se leva pour le réfuter!

Le préjugé contre l'emploi des esclaves à la culture du sucre est sans aucun fondement. Les nègres eux-mêmes trouvent à ce travail plus d'avantages qu'à tout autre. Lorsque l'importation des nègres était permise, les nouveaux venus étaient le plus souvent attachés aux plantations des cannes à sucre. Il en mourait beaucoup, il est vrai, mais c'était par suite du changement de climat et des divers inconvéniens que j'ai signalés comme résultant de la trop grande accumulation des esclaves; aujourd'hui dans la plupart des plantations de cannes à sucre, la population noire est dans un état de prospérité toujours crois-

Digitized by Google

sant; elle n'y est plus entassée comme au temps des grandes importations. Les planteurs ont intérêt à prendre soin d'elle. La législature et les sociétés de bienfaisance réunissent leurs efforts pour lui donner une éducation religieuse et l'attacher au sol par les liens moraux. Il y a tout lieu d'espérer que bientôt ces propriétés seront comme les autres délivrées des causes de mortalité que les désordres de l'importation y avaient introduites.

J'ai déjà examiné, en 1824, les causes du décroissement de la population noire. Je fis voir alors qu'à la Jamaïque le décroissement était fort peu considérable et qu'il ne résultait ni d'un travail trop pénible, ni d'une mauvaise nourriture, ni d'une excessive mortalité, ni de l'état de civilisation, ni du défaut d'instruction religieuse; mais du défaut de naissance, qui lui-même était une conséquence de l'importation des Africains, de la disproportion de nombre entre les sexes, du nombre des affranchissemens, des exportations, et enfin des mauvaises mœurs des Africains, lesquelles les éloignent du mariage. Je démontrai en outre que si la mortalité frappait les nouveaux importés, la masse des créoles recevait une augmentation rapide. Ces considérations furent publiées en 1824 dans le journal de la Jamaïque; elles n'ont point été réfutées, ni même contestées; pourtant j'ai la certitude qu'elles sont parvenues à la connaissance des partisans de l'émancipation; car M. Wilberforce, en 1824, et le docteur Lushington, en 1825, en ont fait usage dans les débats de la société contre l'esclavage.

On pourrait sans doute contester l'exactitude du relevé dressé par le parlement. Mais en l'admettant comme vrai dans tous ses points, le rapport du comité n'est que le commentaire inexact de ces données. Il affirme qu'il y a

Digitized by Google

un décroissement extraordinaire dans la population noire et il en conclut la nécessité d'adopter ses plans pour la destruction de maux imaginaires. N'est-il pas évident, au contraire, qu'en partant de l'état de choses existant lorsque l'importation des Africains a été arrêtée, l'excès du nombre des hommes sur celui des femmes n'a pu se maintenir que parce que la conduite pleine d'humanité des planteurs a prolongé la vie des nègres existans dans les colonies au moment de l'aboliton de la traite? n'est-il pas évident que ce sur-excès ne peut finir qu'avec la génération noire déjà vieillie, et que ce n'est qu'à la longue que les mariages réguliers peuvent fournir assez de naissances pour rétablir entre les deux sexes l'équilibre que le trafic des importations et exportations rendait jadis impossible.

Nous demanderons maintenant aux membre de la société s'ils pourraient aussi facilement que nos planteurs justifier la conduite qu'ils tiennent à l'égard de leurs établissemens coloniaux de la Sierra-Léona. Ils accusent notre système de causer dans la population noire un décroissement qui s'élève, disent-ils, à un sur cinquante chaque année sur le corps entier des Indes occidentales, tandis qu'ils favorisent de tout leur pouvoir les établissemens de la Sierra-Léona, où pendant plus de trente ans ils ont vu la population blanche périr souvent presque en totalité. C'est en vain qu'on cherche à cacher ce triste résultat par des colonisations annuelles : comment changer la funeste influence du climat, influence tellement reconnue qu'on double le cadre des officiers pour assurer le service des corps de l'armée qu'on y emploie? Dernièrement encore les papiers publics n'ont-ils pas annoncé qu'un régiment tout entier y avait péri avant que le vaisseau qui l'avait conduit sur cette terre insalubre eût quitté la côte. Cette colonie est pourtant

Digitized by Google

approuvée et soutenue par la société contre l'esclavage. Ne sommes-nous pas en droit d'adresser à cette société le proverbe de l'Évangile : « Tu vois une paille dans l'œil de ton voisin, et tu n'aperçois pas la poutre qui est dans le tien. » (*A. West-Indian.*)

INSTALLATION DU CONGRÈS DE PANAMA.

Le discours prononcé à l'ouverture du congrès de Panama, par don Louis Manuel de Vidaure, a été de la part des journaux ennemis de la liberté de l'Amérique, l'objet d'assez vives attaques et de plaisanteries auxquelles le *Courrier Français* et le *Journal des Débats* ont convenablement répondu. Les circonstances de l'installation du congrès sont peu de chose comparées à son but et à ses résultats probables; et en marquant la place que ce jour occupera dans l'histoire de la civilisation, don Manuel de Vidaure ne nous paraît pas avoir été aveuglé par une présomption trop grande. Après avoir examiné dans quelle proportion les peuples de l'antiquité et les nations modernes ont concouru au grand but de la civilisation[1], M. Vidaure a exposé ainsi l'objet du congrès de Panama.

(1) Dans cette partie de son discours, le président a dit que la doctrine des droits de l'homme a été proclamée par les Anglais, confondant ainsi soit la grande charte, qui fut une transaction entre les barons et le roi, soit la pétition des droits de la révolution de 1688 avec la déclaration de droits du système américain. Le système des déclarations des droits naturels et sociaux comme code des assemblées constituantes, lesquelles sont ensuite le code des autorités constituées, a commencé

Digitized by Google

« Un monde entier, dit-il, a les yeux fixés sur nos travaux et les suivra avec attention. Depuis le premier souverain jusqu'au dernier habitant des terres australes, il n'est pas une personne indifférente à notre réunion, qui sera peut-être le dernier essai de l'homme pour s'assurer s'il peut prétendre au bonheur. Chers collègues, le champ de la gloire, aplani par les Bolivar, les San-Martin, les O'Higgins, les Guadeloupe, vous est ouvert. Nos noms seront couronnés d'un immortel laurier ou d'un éternel opprobre. Jetons les yeux sur ces millions d'hommes dont nous sommes les législateurs : élevons notre pensée jusqu'au dieu même qui donna ses premières lois à l'univers : embrasés d'un feu divin, les difficultés les plus grandes disparaîtront. Les bases sur lesquelles notre confédération est fondée sont limitées, mais solides. Paix avec l'univers, respect aux gouvernemens établis dans les pays européens, alors même qu'ils seraient contraires aux principes adoptés dans notre Amérique. Commerce libre avec toutes les nations, et diminution des droits pour toutes celles qui nous reconnaissent. Tolérance religieuse pour ceux qui observent des rites que nous n'avons pas admis dans nos constitutions particulières. Rappelons-nous les millions de victimes qui ont été sacrifiées par le fanatisme, depuis l'hébraïsme jusqu'au siècle présent ; qu'elles nous apprennent à être humains, pacifiques, miséricordieux, même pour ceux qui ne marchent pas dans les mêmes voies que nous : que l'étranger nous arrive, et quel que soit son culte, qu'il soit admis, respecté, protégé, si sa mo-

l'ère de la régénération politique de l'espèce humaine. Tels étaient les principes sur lesquels reposait la déclaration des droits présentée en juillet 1789 par le général Lafayette. Il n'y a nulle parité entre ces déclarations et les compromis entre la liberté et le despotisme ou l'aristocratie.

Digitized by Google

rale, *qui est la véritable religion*, ne dément pas celle que nous enseigne notre Christ. Qu'il soit notre maître dans l'agriculture et les arts; que l'aspect triste et désolé de l'Africain abruti disparaisse de nos champs; qu'on aperçoive à ses côtés l'homme dont il croyait que la couleur était un titre de supériorité : qu'il reconnaisse la portée de ses facultés en voyant que rien ne le distingue des autres hommes. Immortel Pitt, éloquent Fox, sortez un moment du sommeil de la tombe, contemplez ces contrées qui furent le séjour de l'esclavage, et où vos maximes philantropiques se trouvent aujourd'hui le plus en honneur.

« Nous avons deux terribles écueils à éviter : la convoitise qui pourrait porter un état à s'agrandir aux dépens des états voisins, et l'ambition d'un homme qui aspirerait à la tyrannie et voudrait replonger ses frères dans l'esclavage. Je crains l'un et l'autre, autant que je méprise les menaces de la faible Espagne. Sully et Henri IV projetèrent un tribunal qui devait préserver les peuples du premier écueil. Ce congrès réalise leurs louables desseins. Évitons les guerres en terminant toutes les querelles par des médiations. Eh! quel serait le sujet de nos débats? Nos produits conviennent à tous les pays, nos terres sont immenses, nos ports vastes et sûrs; aucune république n'a rien à envier à l'autre. Les guerres étant presque toujours le résultat des alliances, l'Amérique n'en formera qu'entre tous les états qui la composent... Mais je ne dois pas prévenir vos résolutions.

« Le second péril peut être évité par des dispositions très simples : 1° que les gouvernemens fédérés se garantissent leur liberté et leur indépendance ; 2° qu'on ne confie à un individu que le pouvoir nécessaire au but pour lequel son

Digitized by Google

autorité fut instituée; 3° que, plus le pouvoir sera grand, plus la durée en soit bornée ; 4° que celui à qui la force sera confiée dépende toujours de la partie de la société qui est désarmée; 5° qu'il n'y ait d'armée permanente qu'en temps de guerre; que cet épouvantable fléau, inconciliable avec l'ordre intérieur des sociétés, soit écarté par tous les efforts dont nous sommes capables, et qui seront compatibles avec l'honneur et la prudence. Je n'oublie pas que, dans quelque coin de l'Escurial ou d'Aranjuez, on combine encore de nouvelles expéditions; l'exécution m'en paraît presqu'impossible : l'histoire de l'Espagne m'en fournit les preuves. Philippe II, ni son fils, ni son neveu, purent-ils jamais assujétir la Hollande? Philippe IV put-il reconquérir le Portugal? La Catalogne eût-elle été reprise sans une générosité de la France? Gibraltar est-il rentré sous la domination espagnole? La Jamaïque n'a-t-elle pas été perdue à jamais?

« L'histoire des traités pourrait être appelée celle des concessions de l'Espagne. Ce qu'elle gagna à Pavie et à Saint-Quentin se perdit par les traités de Vervins, de Westphalie, des Pyrénées, de Nimègue, d'Aix-la-Chapelle, etc. Si les Florides furent acquises par le traité de Paris, les Américains parvinrent à s'en emparer par la force. Rappelons quelques circonstances. Philippe II autorise ses troupes à vivre de pillage et réduit les Hollandais au désespoir; Charles II est obligé de souscrire des emprunts à 15 p. 100, et de vendre les vice-royautés du Pérou et du Mexique pour soutenir la guerre. Telle était l'Espagne quand le soleil ne cessait pas d'éclairer ses états et quand ses rois étaient partout obéis. Que pourra-t-elle aujourd'hui sans colonies, sans union intérieure, et occupée par cent mille Français? Je sais bien comment se forma l'ex-

Digitized by Google

pédition destinée contre nous, et qui échoua à Cadix en 1820. On y employa les indemnités payées par les Français, la cassette particulière du roi et toutes les ressources dont on put disposer. Tout est épuisé. Les navires manquent; les dernières carcasses, entièrement pourries, ont été envoyées à la Havane; ni armes, ni munitions, aucune disposition enfin de la part des Espagnols pour venir expirer sur notre continent par le fer et par les rigueurs du climat.

« Mon dessein n'est pas cependant de vous engager à désarmer; tout au contraire, augmentons nos forces de terre et de mer; mais que ce ne soit pas pour les laisser dans l'inaction et dans les garnisons. Portons à cette nation obstinée un coup qui l'épouvante. Attendre qu'elle nous attaque, c'est attendre le Messie, c'est être éternellement armés; obligeons l'opiniâtreté de notre ennemi à fléchir. Toute l'Europe condamne sa conduite, les princes de la maison de Bourbon eux-mêmes ne le flattent plus. Aucune nation n'a intérêt à la guerre que nous fait l'Espagne. Le vœu général est la paix: sans elle le commerce ne peut avoir de relations utiles. Combien différente était la position de l'Angleterre lorsqu'elle reconnut l'indépendance des États-Unis : puissent les sages Anglais ouvrir les yeux aux Espagnols! Mais aussi long-temps que l'Espagne résistera à la médiation des puissances qui nous protégent, que tous les produits de son sol et de ses fabriques soient entièrement prohibés; qu'ils soient saisis partout où on les trouvera; que les cargaisons entières de ceux qui auront violé cette loi soient confisquées; que les manufactures de Valence et de Barcelone, qui n'avaient d'autre débouché que notre consommation, cessent d'exister; que faute d'emploi le travail de l'Espagne s'arrête; que Fer-

Digitized by Google

dinand VII se persuade que si son obstination à nous méconnaître nous oblige à d'énormes dépenses en nous tenant toujours armés, elle détruit aussi ces misérables restes d'un royaume ravagé par la discorde et abattu par le joug d'une nation étrangère. Si quelque jour il devenait accessible aux conseils de la raison et de la justice ; s'il se persuadait qu'il ne saurait reconquérir ce qu'il n'a pas su conserver : s'il est enfin convaincu qu'il n'a en Amérique ni factions, ni forteresses qui puissent lui prêter appui, alors peut-être le généreux Américain s'expliquera-t-il d'une autre manière. Nous n'achèterons pas notre indépendance; nous avons horreur du nom d'affranchis : nous sommes constitués en états avec des droits égaux à ceux des Européens; nous sommes une réunion d'hommes spontanément formés en société et assujétis seulement au pacte que nous avons fait de notre libre consentement. Si Ferdinand VII le reconnaît, s'il accepte la réconciliation généreuse qu'on lui offre, nous oublierons les innombrables maux qu'il nous a causés, et le jour de la paix sera celui de la plus sincère union entre nous. Ce n'est qu'avec violence et contre notre caractère que nous continuons la guerre : nous la verrons finir avec la plus vive satisfaction, pourvu qu'elle finisse honorablement. Mais cette reconnaissance n'est pas ce qui nous importe le plus : la Hollande fut très riche et même conquérante avant d'avoir été reconnue; les Suisses avaient formé des alliances avec tous les souverains de l'Europe avant que l'Autriche eût sanctionné leur indépendance. La reconnaissance d'une nation ne lui donne pas l'existence : elle ne sert qu'à lui ouvrir des rapports. La vie d'un peuple est dans son organisation intérieure : donnons-nous celle que le monde entier voudrait nous donner. Conservons notre dignité; n'admet-

Digitized by Google

tons pas d'étrangers qui ne seraient pas autorisés par les formes diplomatiques; ne permettons pas que dans nos ports flottent les pavillons des puissances qui n'auraient pas admis le nôtre dans les leurs : formons surtout une seule famille; commerçons sans entraves, sans obstacles et sans prohibitions; qu'aucune douane ne soit occupée à visiter les produits américains; donnons-nous des preuves continuelles de confiance, de désintéressement et de véritable amitié; formons un corps de droit qui fasse l'admiration des peuples civilisés; qu'on y trouve que l'injure faite à un état est commune à tous les autres, ainsi que, dans une société bien ordonnée, l'insulte faite à un citoyen intéresse tous les autres; efforçons-nous de résoudre le problême du meilleur des gouvernemens; et, lorsqu'après avoir fini nos travaux, nous nous retrouverons dans nos foyers, environnés de nos enfans, prenons le plus jeune d'entre eux, et l'élevant vers l'Être suprême, essayons de lui faire prononcer dans son innocent langage les actions de grace que nous lui devons pour les bienfaits dont il nous a comblés. Puissent les représentans de toutes les républiques en Amérique se glorifier un jour d'avoir donné des lois qui assurent la paix générale des peuples et la félicité intérieure des états confédérés aujourd'hui, avec l'espoir de ne se désunir jamais! »

Digitized by Google

LETTRE
SUR L'ÉTAT DE L'ÉDUCATION
AUX ÉTATS-UNIS.

La lettre suivante, attribuée à un Américain distingué par ses lumières, a été adressée au *Monthly and European magazine*. Elle traite un peu légèrement peut-être la question de l'esclavage des noirs et contient de nouveaux renseignemens sur l'état de l'éducation dans l'Amérique du Nord.

« J'ai rassemblé une multitude de faits sur l'état de l'éducation dans l'Amérique du Nord, et comme je ne sais rien qui puisse vous intéresser plus qu'un tel sujet, je vais vous entretenir un peu au long de tout ce que j'ai appris ou remarqué.

« Je vous ai déjà dit, ou, si je ne l'ai pas fait, j'ai eu l'intention de vous dire que dans les six états du Nord et dans trois des états du centre de l'Amérique septentrionale, il ne serait pas facile de trouver une personne, blanche ou noire, depuis l'âge de douze ans jusqu'à celui de quarante, qui ne sût lire, écrire et compter. Les Indiens eux-mêmes ont des écoles où ils apprennent tout cela. J'ai maintenant parcouru une grande partie du pays : eh bien ! je n'ai rencontré que trois personnes douées de toutes leurs facultés et qui ne sussent ni lire ni écrire. Encore, sur ces

Digitized by Google

trois personnes, deux appartiennent-elles par leur âge à une époque où relativement aux besoins, le nombre des écoles n'était pas la cinquantième partie de ce qu'il est aujourd'hui. Dans les états du Sud il n'en a point été de même jusqu'à présent. Je dis jusqu'à présent, car j'aurai occasion de montrer que l'esprit public commence à s'améliorer à cet égard. Autrefois, dans cette partie du pays, les blancs, lorsqu'ils étaient riches, faisaient instruire leurs enfans chez eux par des maîtres particuliers ou les envoyaient aux colléges du Nord. Lorsqu'ils étaient pauvres, ils aimaient mieux ne donner aucune éducation à leurs enfans que de les pourvoir d'une instruction vulgaire, et cela par l'espèce de fierté qu'ont encore les hommes de race et de couleur blanches. Pour les noirs, ils étaient crus par leurs maîtres ou indignes ou incapables d'apprendre l'alphabet.

« Mais puisque je parle des préjugés des blancs de ce pays, à l'égard des noirs, je vous dirai par forme de digression que vous avez aussi en Angleterre d'étranges préjugés sur la condition des noirs. Savez-vous que votre sympathie pour eux et votre haine pour l'aristocratie blanche vous exposent de la part des gens de ce pays à de terribles récriminations ?

« Je veux vous mettre sous les yeux la substance d'une conversation que, pendant mon séjour en Angleterre, j'eus avec deux de vos illustres compatriotes : l'un était un grand homme; l'autre un érudit, un poète, un génie sublime; tous les deux étaient remplis de sagesse, de philantropie et d'idées libérales. Ils se plaignaient à moi de la conduite des blancs de l'Amérique envers la race noire. Je fus de leur avis, et je déclarai cette conduite aussi impolitique qu'inexcusable. Ils virent que je parlais avec sincérité,

Digitized by Google

étant complètement désintéressé dans la question. Le poète prit feu, et déclama force lieux communs sur ce sujet. « Croiriez-vous, disait-il, qu'en Amérique un blanc ne voudrait point être rasé par un perruquier qui fait la barbe à des nègres! » (Il tenait ceci de Fearon, voyageur anglais en Amérique). C'est la vérité, dis-je, en voyant l'autre grand homme lever les yeux en signe d'étonnement; mais un blanc d'Angleterre ne voudrait point non plus être rasé par un barbier qui a coutume de raser d'autres blancs du même pays dont la position sociale serait autant au-dessous de la sienne que celle des noirs est au-dessous de la position des blancs en Amérique. Vous ne savez peut-être pas que dans les pays chauds les nègres exhalent une odeur fort désagréable; qu'ils sont employés aux travaux les plus vils et qu'en général ils sont très malpropres. Les gens des classes inférieures d'Angleterre ont certes beaucoup plus de soin de leurs personnes; et cependant j'en suis sûr, un barbier anglais, qui aurait coutume de raser vos manans, ne trouverait guère de pratiques parmi vos marchands, pour ne rien dire de vos aristocrates. Ni l'un ni l'autre ne voulut me croire, et je continuai : Vos boutiquiers blancs refuseraient de prendre place à une table où seraient assis des artisans ou des valets blancs. Vous n'oseriez, appartenant à la *gentry*, épouser une servante; car si vous le faisiez, la proscription pèserait continuellement sur votre tête; quels que fussent d'ailleurs vos vertus, votre rang et les charmes de votre femme, vous et elle seriez à jamais exclus de la société; vous ne vous promèneriez pas côte à côte avec vos domestiques; vous ne mangeriez pas à la même table qu'eux; vous ne leur permettriez pas de s'asseoir devant vous; vous n'iriez point dans un lieu public où ils auraient coutume d'aller,

Digitized by Google

ni dans un bal où ils seraient traités sur le même pied que vous. Que dis-je ? dans le temple même du Seigneur, vos *gentlemen* et vos marchands rougiraient de donner une place dans leur banc à d'honnêtes blancs, qui serviraient ou auraient servi en qualité de domestiques. Ici mes antagonistes échangèrent un regard de pitié, par lequel ils semblaient se dire que je ne comprenais rien à la question. Je ne poussai pas mes argumens plus loin ; mais une semaine après notre dispute, j'appris d'une jeune *blanche*, belle, modeste, pleine de graces et de vertus, que son père, franc tenancier du lieu, était invité à se promener dans le parc du philantrope avec sa famille, mais qu'elle ne pouvait profiter de l'invitation qu'à certaines heures du jour. Je demandai au philosophe lui-même l'explication de cette particularité : il me répondit qu'il mettait des restrictions à sa bienveillance pour complaire à une dame de ses voisines, qui étant dans la société élevée d'un degré ou deux au-dessus de la fille du fermier, serait choquée de rencontrer cette dernière.

« Vous me direz qu'en Angleterre il y a des distinctions reconnues, et qu'en Amérique il n'y en a point, que tous les hommes y sont déclarés égaux; mais croyez bien qu'ici mon intention n'est pas d'excuser l'absurdité des préjugés américains contre la couleur par l'absurdité des préjugés de classes en Angleterre. Je veux seulement vous faire observer qu'il n'appartient pas trop aux Anglais de nous trouver déraisonnables en ce qui regarde l'inégalité de conditions. Vous dites que chez vous ce mal est inhérent à l'organisation sociale, que vous le tenez d'un passé qu'il ne dépend pas de vous de faire oublier. Convenez donc aussi que les Américains n'ont pas créé chez eux ce mal, *qu'ils sont redevables de l'esclavage à la cupidité des*

Digitized by Google

marchands anglais et à la politique étroite du parlement britannique; que la Nouvelle-Angleterre, et maintenant les États-Unis se sont toujours efforcés de détruire ce fléau de l'esclavage, rencontrant en cela l'opiniâtre opposition de la mère-patrie[1]. Ce que je dis est la pure vérité; et s'il se trouvait une personne qui n'en fût pas convaincue, je prendrais volontiers l'engagement d'apporter la preuve de tout ce que j'avance. De grace, soyez donc plus modérés dans vos déclamations sur la conduite des blancs américains envers leurs esclaves.

Mais en voilà bien assez sur ce chapitre. Voyons maintenant les faits dont je vous ai parlé. Aux États-Unis, le nombre des enfans propres à recevoir une éducation élémentaire s'élève à plus de 3,000,000. J'ose affirmer que les dix-neuf vingtièmes de ce nombre ont la faculté de recevoir l'éducation commune aux dépens de la nation; et que, parmi ces derniers, il en est beaucoup qui peuvent se faire instruire pour toute espèce de position sociale, ou sans frais, ou moyennant une rétribution si faible qu'elle est à la portée des moindres commerçans, fermiers et artisans. Suivant les calculs de M. Ingersoll[2], plus de 500 mille enfans sont maintenant élevés aux frais publics; il y en a 40 mille dans le seul état de Connecticut, où l'on ne compte pas plus de 275,000 habitans; et remarquez que cette impulsion est suivie dans le sud. Maryland, qui est la partie la plus méridionale des états

(1) Il y a long-temps que le commerce d'esclaves est déclaré en Amérique crime de piraterie; et, malgré toutes ses imperfections, le peuple des États-Unis a fait plus que tout le reste de la terre pour mettre fin à l'esclavage.

(2) Dans son estimable discours sur l'influence de l'Amérique, brochure d'une cinquantaine de pages publiée à Londres par Miller.

Digitized by Google

du centre, a déjà pris des mesures à cet égard; Indiana vient d'imiter son exemple; en un mot des idées plus saines semblent se répandre sur toute la surface de l'Union. Suivant un rapport officiel, sur l'éducation dans le Maine, on lève annuellement dans ce petit état la somme de un dollar par tête, pour l'éducation de chaque enfant, depuis l'âge de 4 ans jusqu'à 21; laquelle somme étant partagée entre les enfans qui suivent ordinairement les écoles, donne un total d'environ 6 schellings six pences par an pour chaque écolier.

M. Ingersoll dit aussi qu'en 1823 les registres des différens colléges et universités, ayant le droit de conférer des degrés, contenaient les noms de plus de 3000 sous-gradués; les écoles de médecine avaient plus de 1200 élèves; celles de théologie plusieurs centaines, et les étudians en droit étaient au nombre de 1000 au moins; les professeurs de ces diverses facultés n'ont point de traitement *sine curâ*. Leur existence dépend absolument de leur capacité et des succès qu'ils obtiennent dans l'enseignement. A Philadelphie, sans compter les écoles particulières ni les écoles de charité, il y a plus de 5000 élèves qui apprennent à lire, à écrire et à compter aux frais de la république.

Plusieurs états de l'Union possèdent aussi de grands colléges pour les filles, des écoles d'agriculture, et des bibliothèques à l'usage des hommes de chaque profession. Je ne crois point exagérer en disant qu'à Boston, par exemple, tout enfant peut recevoir gratis une instruction complète, non-seulement dans les branches inférieures des connaissances humaines, mais encore dans la haute littérature et les sciences.

Lorsque l'école de filles fut établie à Boston, il s'en pré-

Digitized by Google

senta 286 pour être admises; on en reçut 135, c'est-à-dire 13 de plus que le nombre fixé. Cette belle institution ne peut manquer de réussir, et nous verrons bientôt qu'en Amérique du moins, les femmes sont élevées pour être les compagnes et non les inférieures de l'homme.

En Angleterre, vous n'avez pas non plus fait peu de bruit sur la prétendue cruauté des blancs envers les Indiens. Vous serez donc heureux d'apprendre que vous êtes encore à cet égard dans la plus complète ignorance. Le gouvernement paie 13,500 dollars pour entretenir des écoles parmi les tribus indiennes. Sept de ces écoles ont été fondées par la société américaine des missions, sept autres par les anabaptistes, six par la société étrangère des missions et deux par les Moraves. La société des jésuites a fondé parmi les Indiens de Missouri une école catholique qui possède un revenu annuel de 800 dollars.

Vous avez entendu parler de la grande université de M. Jefferson. Elle est maintenant en pleine prospérité[1]. Cette institution promet d'être une digne rivale des grandes universités de Cambridge et de Massachussetts, où jusqu'à présent la plupart des jeunes gens du midi, qui n'étaient pas élevés dans leur famille ou à l'étranger, ont été forcés d'aller faire leurs études.

Northampton, Massachussetts, Litchfield, Connecticut et Baltimore, possèdent toutes une école de droit; il y a en outre une chaire de jurisprudence dans plusieurs colléges et universités; les écoles de médecine de Maryland et de la Pensylvanie sont rangées en Europe parmi les meilleures du siècle. Les élèves s'y procurent aisément des *sujets* pour la somme de deux ou trois dollars au plus.

(1) Cette université a commencé avec quarante étudians; mais en peu de semaines le nombre s'est élevé à cent seize.

Digitized by Google

Mais ce qui est beaucoup plus important, l'Amérique commence à reconnaître que le système d'éducation suivi jusqu'à présent n'est point *américain*, mais *étranger;* qu'il ne convient ni au siècle, ni à la nature des institutions républicaines; et que pour opérer une réforme radicale, il faut commencer par faire l'éducation des maîtres.

Ce n'est pas tout ; on rencontre le même besoin d'instruction à l'extrémité la plus reculée du territoire; M. Robert Owen a fondé une sorte de collége à New-Harmony, situé au cœur des déserts immenses de l'ouest. J'ai visité cette institution et l'homme bienfaisant qui la dirige; je ne m'attends pas à voir, suivant les prédictions de M. Owen, « l'herbe croître avant dix ans dans toutes les rues de Londres, » et les *communautés républicaines* renverser en Europe toutes les monarchies; mais j'ai tant de confiance dans le bon sens de cet homme et dans la supériorité de sa méthode pour l'éducation physique, morale et intellectuelle de la jeunesse, que si j'avais un enfant je n'hésiterais nullement à l'envoyer au collége de New-Harmony.

Il y a plus de deux cents ans, les pères de New-Plymouth, ainsi nommés parce qu'ils furent les premiers colons anglais de l'Amérique, établirent un fonds perpétuel, consacré à répandre les lumières dans cette contrée. Leurs fils ont marché sur leurs traces. Tous les états de la Nouvelle-Angleterre, la plupart de ceux du milieu, quelques-uns des états du sud, et onze des nouveaux états ont établi un pareil fonds destiné au même objet. En additionnant toutes ces sommes consacrées à l'instruction du peuple, on trouve un total qui égale presque la dépense nationale des États-Unis.

Est-il nécessaire d'en dire davantage pour vous con-

Digitized by Google

vaincre que dans ce pays on sait apprécier les bienfaits de l'éducation ? Mais je n'ai pas encore fini : on va publier un magnifique dictionnaire américain, en deux vol. in-4°, qui rivalisera avec celui de votre Johnson. L'auteur est M. Noah Webster, homme distingué par son savoir et son amour du travail [1].

Des universités, des colléges, des académies, des écoles de toute espèce, et un dictionnaire national, n'est-ce pas plus qu'il n'en faut pour faire tout espérer de la nouvelle génération républicaine ?

LETTRE DE JEFFERSON

AU MAJOR CARTWRIGHT.

Monticello, état de Virginie, le 5 juin 1824.

CHER ET VÉNÉRABLE MONSIEUR,

Je vous suis infiniment obligé de votre aimable lettre et du don que vous avez bien voulu me faire de votre livre sur la constitution anglaise. J'ai lu cet ouvrage avec d'autant plus de plaisir qu'il est tout-à-fait dans mes idées. Vous avez, je crois, parfaitement raison de dire que la constitution dont les Anglais ont hérité leur vient des Anglo-Saxons. N'est-il pas étonnant qu'un si grand nombre d'hommes supérieurs aient échoué dans leurs tentatives pour en tracer l'origine ? Payne pensait plus qu'il ne lisait; aussi ne suis-je point surpris s'il a cru sur parole qu'il n'y

(1) On souscrit d'avance au prix de 20 dollars.

Digitized by Google

a en Angleterre d'autre constitution que la volonté du parlement : Marbois me disait aussi, avant la révolution française, que l'*Almanach royal* formait la constitution de France. Votre opinion me paraît être la mieux fondée. Les Saxons ayant chassé les anciens habitans de cette partie de l'île appelée Angleterre, ils devinrent aborigènes quant à vous et à vos ancêtres; sans doute ils avaient une *constitution*, et quoiqu'ils n'en aient pas laissé de texte écrit que l'on puisse toujours invoquer, ils nous ont cependant transmis des fragmens de leur histoire et de leurs lois où l'on voit certainement les parties d'un système complet d'organisation et de législation. Nous devons regarder tout ce que leurs lois et leur histoire décrivent avec approbation ou blâme, comme ayant été permis ou défendu par leur constitution. L'épée des Normands a bien pu la violer ou la rendre sans effet, mais la force ne change pas le droit; la nation ne cessa de protester en demandant perpétuellement le rétablissement des lois saxonnes; d'où il résulte qu'elle ne les abandonna jamais volontairement. Dans les luttes qui s'établirent entre le peuple réclamant ses antiques prérogatives et les rois de la race des Plantagenets, des Tudors et des Stuarts, le premier n'obtint de triomphe décisif que sous les derniers Stuarts. Alors la nation fit cesser toutes prétentions au pouvoir absolu, mit un terme aux usurpations royales, et rentra en possession de tous ses droits; et quoique dans le bill de ses droits (*Bill of rights*), elle n'en ait réclamé que quelques-uns, elle n'a certainement pas renoncé par cette omission à reprendre l'exercice des autres quand l'occasion se présentera. Il m'a toujours semblé que la différence entre un Whig et un Tory d'Angleterre consistait en ce qu'un Whig voit l'origine de ses droits dans la nation anglo-

Digitized by Google

saxonne, tandis qu'un Tory les fait descendre des Normands. Le grand apôtre du torysme, Hume, dit dans une note sur le chapitre 42 : « Sous les Stuarts, ce fut le peuple qui empiéta sur la prérogative royale, et non, comme on l'a prétendu, le souverain qui tenta d'usurper les droits du peuple. » Il entend par là que les usurpations du premier roi normand étaient des droits acquis à ses successeurs. Ailleurs[1] il dit encore : « Les communes établirent un principe juste en lui-même et qui paraît spécieux, mais auquel l'histoire et l'expérience donnent un démenti formel : « *Le peuple est la source de tout pouvoir légitime.* » Où donc cet enfant dégénéré de la science, ce traître à l'humanité, placera-t-il la source des pouvoirs légitimes? Si ce n'est dans la majorité de la société, sera-ce dans la minorité ou dans un individu de cette minorité?

Notre révolution commença sur un terrain plus favorable. Elle nous présenta un *livre blanc* sur lequel nous fûmes les maîtres d'écrire ce qui nous plut. Il ne nous fallut point secouer la poussière d'antiques archives, découvrir des parchemins royaux ou déchiffrer la législation incertaine d'ancêtres à demi barbares. Nous en appelâmes aux lois de la nature, et nous les trouvâmes gravées dans nos cœurs; pourtant nous ne sûmes pas profiter de tous les avantages de notre position. Il ne nous avait jamais été permis de nous gouverner nous-mêmes; quand nous fûmes forcés de prendre l'autorité suprême, nous étions novices dans cette science; ses formes n'étaient entrées pour rien dans les habitudes de notre éducation; nous établîmes plusieurs de ses principes et en né-

(1) Chap. LIX.

Digitized by Google

gligeâmes quelques-uns. Les constitutions de la plupart de nos états déclarent que tous les pouvoirs sont inhérens au peuple, qu'il peut les exercer par lui-même quand il se croit compétent, comme pour choisir ses fonctionnaires, décider en jury les questions de fait et de droit ou bien confier leur exécution à des représentans librement élus; que c'est un droit et un devoir pour les citoyens de se tenir toujours armés; qu'ils ont droit à la liberté de leurs personnes, de leur religion, de leurs propriétés et à la liberté de la presse. Quant à l'organisation de nos législatures, l'expérience a, je crois, fait voir l'avantage de soumettre les questions à la délibération de deux corps bien distincts; mais en les constituant on s'est mépris sur le droit naturel. Quelques états ont voulu que l'un de ces corps, ou même que tous les deux représentassent la propriété au lieu des personnes; tandis qu'on eût pu sans violer les principes obtenir la double représentation, soit en exigeant un âge plus avancé pour entrer dans l'un des deux corps, soit en nommant un nombre convenable de représentans de personnes, divisant par le sort ce nombre en deux chambres et renouvelant souvent ce partage afin de rompre les ligues. La Virginie, où je suis né et que j'habite, est non-seulement le premier des états, mais, j'ose dire, la première des nations de la terre qui ait paisiblement assemblé ses sages pour former une constitution fondamentale, mais cet acte était très imparfait. Les autres états ont par degrés beaucoup amélioré leurs premiers travaux. La Virginie s'en est tenue jusqu'à présent à sa première ébauche, et ce n'est que tout récemment qu'elle a proposé d'appeler une convention pour l'amender. Entre autres améliorations, j'espère qu'on y adoptera les subdivisions de nos comtés en quartiers (wards); l'étendue

Digitized by Google

des premiers peut être évaluée à vingt-quatre milles carrés; en prenant un terme moyen, celle des seconds serait de six milles carrés chacun, et correspondrait aux cantons (*hundreds*) de votre saxon Alfred. Dans chacun de ces quartiers il pourrait y avoir : 1° une école élémentaire; 2° une compagnie de milice avec ses officiers; 3° un juge de paix et un constable; 4° chaque quartier prendrait soin de ses pauvres; 5° de ses routes; 6° de sa police; 7° il choisirait dans son sein un ou deux jurés pour les cours de justice; 8° il donnerait dans la maison commune ses votes aux fonctionnaires réservés à son élection. Chaque quartier deviendrait ainsi une petite république et chaque citoyen de l'état aurait une part active au gouvernement général, puisqu'il remplirait en personne des devoirs secondaires, il est vrai, mais importans et tout-à-fait de sa compétence. Le génie de l'homme ne saurait créer de base plus solide à une république libre, durable et bien administrée.

A l'égard de nos gouvernemens d'état et de notre gouvernement fédéral, je ne crois pas que les étrangers comprennent bien les rapports des uns avec l'autre; ils supposent généralement que les premiers sont subordonnés au second. Mais il n'en est point ainsi : ce sont les parties combinées d'un même tout. Le gouvernement d'état règle toutes les affaires qui concernent ses citoyens seulement. Le gouvernement fédéral règle toutes les affaires des étrangers ou des citoyens d'autres états; ces fonctions sont seules de son ressort. L'un est un gouvernement domestique, l'autre est une branche de ce même gouvernement qui s'étend au dehors. Aucun des deux n'a droit de contrôle sur l'autre, si ce n'est en ce qui touche ses attributions. Il n'y a guère qu'une ou deux exceptions à ce partage de

Digitized by Google

pouvoir. Mais vous pourriez demander quelle serait l'autorité supérieure qui jugerait un conflit élevé entre les deux gouvernemens. Dans les cas d'urgence ou peu importans, la prudence des deux parties les tiendrait éloignées du terrain disputé; mais si la contestation ne pouvait être ni évitée ni terminée par arrangement, on réunirait les états en convention nationale pour la juger. Vous verrez par ces détails que si nous n'avons pas assez perfectionné nos constitutions, nous nous sommes du moins réservé la faculté de le faire. Toutefois elles ne peuvent être changées que par l'autorité immédiate du peuple ou par une élection de mandataires expressément nommés à cet effet. Jusque là donc, elles sont la loi des lois.

Mais peut-on défendre de les changer? Une génération a-t-elle le droit de s'obliger pour une autre, d'enchaîner toute une postérité? Je ne le pense pas; le créateur a fait la terre pour les vivans et non pour les morts. Une génération peut se lier elle-même pour tout le temps de son existence comme majorité. Lorsqu'elle a disparu une autre majorité prend sa place, qui possède les droits et les prérogatives de l'ancienne, et peut conséquemment réformer à sa guise ses lois et ses institutions; car il n'y a d'immuable dans ce monde que les droits de l'humanité.

J'ai été content de vous voir, dans votre livre, combattre avec succès les empiétemens du pouvoir judiciaire sur le pouvoir législatif; c'est ainsi que les juges outrepassant leurs prérogatives ont introduit le christianisme comme partie dans la loi commune. On ne saurait rien opposer à la preuve que vous donnez de cette usurpation : savoir que la loi commune existait à l'époque où les Anglo-Saxons étaient encore payens et dans un temps où ils n'avaient encore jamais entendu prononcer le nom de Jésus-Christ. Mais

Digitized by Google

vous serez peut-être curieux d'apprendre quand et par quel moyen cette loi nous a été imposée. On trouve, en un recueil d'arrêts de l'année 1453, une espèce à propos de laquelle on posa la question suivante : « Jusqu'à quel point un tribunal civil doit-il avoir égard aux lois canoniques? » Prisot, c. 5, se prononce de cette manière : « A « tiel lie que ils de saint église ont en *ancien scripture*, « covient à nous à donner credence; car ceo common ley « sur quels touts manners leis sont fondés; et auxi, sir, « nous sumus obligés de conustre leur ley de saint église; « et semblablement ils sont obligés de conustre notre ley; « et, sir, si poit apperer à nous que l'évesque ad fait comme « un ordinary fera en tiel cas, adonq nous devons ceo « adjuger bon, ou auterment hemy, etc.» Finch, liv. Ier, chap. 3, est le premier qui cite ce cas; mais il le rapporte à sa manière, il dit : « A telles lois de l'église qui sont « sanctionnées par l'*Écriture sainte*, notre loi donne « credence.» La traduction des mots *ancien scripture* par ceux d'écriture sainte est évidemment infidèle. Dans l'idée de Prisot ils ne pouvaient signifier autre chose que *les anciennes lois écrites*. Cette interprétation est de 1613, un siècle et demi après la publication du texte de Prisot. En 1658 Wingate copiant l'opinion de Finch et se bornant à citer Prisot, érige cette traduction infidèle en maxime de la loi commune. En 1675, Wingate, maxime 3, et Sheppart, au titre *Religion*, transcrivent mot pour mot cette traduction, en citant Wingate. Hale dit formellement : « Le christianisme est une partie des lois d'Angleterre», mais il ne cite aucune autorité. Pourtant cette opinion prit une telle consistance qu'en 1728, dans le procès de Woolston, la cour ne voulut pas permettre de discuter la question de savoir si des écrits dirigés contre

Digitized by Google

le christianisme pouvaient être punis par les tribunaux temporels chargés d'appliquer la loi commune. En conséquence Wood introduit une nouvelle variante : il affirme que la profanation et le blasphème sont des délits aux yeux de la loi commune; et en 1763 Blackstone, tome 4, pag. 59, répète ces paroles de Hale : « le christianisme est une partie de la loi commune, » et cite Ventris et Strange; finalement lord Mansfield, dans le procès d'Evans, en 1767, dit « que les principes essentiels de la révélation font partie de la loi commune », engouffrant ainsi dans cette loi la *Bible*, le *Nouveau-Testament*, etc. Voilà par quels ricochets on a établi un principe qui n'a en définitive d'autre point d'appui que la traduction infidèle des mots *ancien scripture* de Prisot. Finch et Wingate citent Prisot; Sheppard cite Prisot, Finch et Wingate; Hale ne cite personne; la cour dans l'espèce de Woolston cite Hale; Wood cite l'espèce de Woolston; Blackstone cite l'espèce de Woolston et Hale, et comme le dernier, lord Mansfield la soutient de son propre poids. Ici je pourrais défier le jurisconsulte le plus savant de produire aucun autre texte à l'appui de cette supercherie judiciaire; je pourrais même démontrer comment plusieurs Anglo-Saxons falsifièrent les lois d'Alfred, les chapitres 20, 21, 22 et 23 de l'Exode, le 15e des Actes des apôtres, depuis le 23e jusqu'au 29e verset; mais cela conduirait trop loin et ma plume et votre patience. Concluons donc cet aperçu d'une conspiration de l'église avec l'état, en répétant la vieille chanson : Tantarara, toute canaille! tantarara, tous coquins! (*Sing tantarara, rogues all, rogues all; sing tantarara, rogues all!*)

Je ne veux point terminer ma longue lettre sans vous remercier de vos vœux pour la prospérité de notre univer-

Digitized by Google

sité de la Virginie. Vous nous approuvez d'y avoir établi une chaire des principes de gouvernement. Ils seront fondés sur les droits de l'homme : vous ne nous blâmerez pas non plus, j'en suis sûr, d'y faire enseigner l'agriculture et l'anglo-saxon. Les chroniques et les lois écrites dans ce dialecte doivent être principalement lues par nos jeunes gens. Avec la langue de leurs ancêtres ils y apprendront les véritables fondemens de la liberté. Les livres que vous avez eu la bonté de m'adresser seront placés dans la bibliothèque de l'Université. Un de mes amis, M. Gilmer, est en Angleterre dans ce moment; il y est envoyé pour faire choix de quelques professeurs; oserai-je vous prier de lui servir de guide dans cette importante mission?

Votre âge de quatre-vingt-quatre ans, et le mien de quatre-vingt-un, nous assurent une réunion prochaine. Alors nous pourrons causer à loisir et plus amplement du bien et du mal que nous avons vus pendant notre longue carrière. Veuillez en attendant recevoir l'assurance de mon estime et de ma considération.

THOMAS JEFFERSON.

L'ART D'ÉCRIRE AUX ÉTATS-UNIS.

« ..... [1] Heureuse de nos jours l'Amérique et Franklin qui vit son pays libre, ayant plus que nul autre contribué à l'affranchir par son fameux *Bon sens*, brochure de

(1) L'écrivain à qui nous prenons ces deux pages est aujourd'hui rarement cité, quoique bien des gens aient gardé de lui souvenance, et

Digitized by Google

deux feuilles. Jamais livre ni gros volume ne fit tant pour le genre humain. Car aux premiers commencemens de l'insurrection américaine, tous ces états, villes, bourgades étaient partagés de sentimens; les uns tenaient pour l'Angleterre, fidèles, non sans cause, au pouvoir légitime; d'autres appréhendaient qu'on ne s'y pût soustraire et craignaient de tout perdre en tentant l'impossible; plusieurs parlaient d'accommodement, prêts à se contenter d'une sage liberté, d'une charte octroyée, dût-elle être bientôt modifiée, suspendue; peu osaient espérer un résultat heureux de volontés si discordantes. On vit en cet état de choses ce que peut la parole écrite dans un pays où tout le monde lit, puissance nouvelle et bien autre que celle de la tribune. Quelques mots par hasard d'une harangue sont recueillis de quelques-uns; mais la presse parle à tout un peuple, à tous les peuples à la fois quand ils lisent comme en Amérique; et de l'imprimé rien ne se perd. Franklin écrivit son *Bon sens*, réunissant tous les esprits au parti de l'indépendance, décida cette grande guerre qui, terminée là, continue dans le reste du monde.

..... De tout temps les pamphlets ont changé la face du monde; ils semèrent chez les Anglais ces principes de tolérance que porta Penn en Amérique, et celle-ci doit à Franklin sa liberté maintenue par les mêmes moyens qui la lui ont acquise, pamphlets, journaux, publicité. Là tout s'imprime, rien n'est secret de ce qui importe à

que le mérite et l'utilité de ses écrits aient été de reste prouvés, comme il a osé une fois le dire, par tant de méchantes affaires qu'ils lui ont attirées. Feu Paul-Louis, s'il est besoin de le nommer à ceux qui liront ce précieux fragment, n'a laissé que cela sur l'Amérique, plus quelques lignes que ses amis ont lues à demi effacées sur son livret, et qu'il n'a point fait imprimer.

Digitized by Google

chacun. La presse y est plus libre que la parole ailleurs, et l'on en abuse moins. Pourquoi ? c'est qu'on en use sans nul empêchement, et qu'une fausseté de quelque part qu'elle vienne est bientôt démentie par les intéressés que rien n'oblige à se taire; on n'a de ménagement pour aucune imposture fût-elle officielle; aucune hablerie ne saurait subsister; le public n'est point trompé, n'y ayant là personne en pouvoir de mentir et d'imposer silence à tout contradicteur. La presse n'y fait nul mal et en empêche... Combien? C'est à vous de le dire quand vous aurez compté chez vous les abus. Peu de volumes paraissent, de gros livres pas un, et pourtant tout le monde lit; c'est le seul peuple qui lise et aussi le seul instruit de ce qu'il faut savoir pour n'obéir qu'aux lois. Les feuilles imprimées circulant chaque jour et en nombre infini font un enseignement mutuel et de tout âge; car tout le monde presque écrit dans les journaux, mais sans légèreté; point de phrases piquantes, de tours ingénieux; l'expression claire et nette suffit à ces gens-là. Qu'il s'agisse d'une réforme dans l'état, d'un péril, d'une coalition des puissances d'Europe contre la liberté, ou du meilleur terrain à semer les navets, le style ne diffère pas, et la chose est bien dite dès que chacun l'entend; d'autant mieux dite qu'elle l'est plus brièvement : mérite non commun, savez-vous, ni facile de clore en peu de mots beaucoup de sens. Oh! qu'une page pleine dans les livres est rare! et que peu de gens sont capables d'en écrire dix sans sottises! La moindre lettre de Pascal était plus malaisée à faire que toute l'Encyclopédie. Nos Américains, sans peut-être avoir jamais songé à cela, mais avec ce bon sens de Franklin qui les guide, brefs dans tous leurs écrits, ménagers de paroles, font le moins de livres qu'ils peuvent et ne publient guère leurs idées que

Digitized by Google

dans les pamphlets, les journaux, qui se corrigeant l'un par l'autre amènent toute invention, toute pensée nouvelle à sa perfection. Un homme, s'il imagine ou découvre quelque chose d'intéressant pour le public, n'en fera point un gros ouvrage avec son nom en grosses lettres, par *Monsieur* ..... de l'Académie... mais un article de journal ou une brochure tout au plus. Et notez ceci en passant, mal compris de ceux qui chez vous se mêlent d'écrire; il n'y a point de bonne pensée qu'on ne puisse expliquer en une feuille et développer assez: qui s'étend davantage souvent ne s'entend guère ou manque de loisir, comme dit l'autre, pour méditer et faire court.

De la sorte, en Amérique, sans savoir ce que c'est qu'écrivain ni auteur, on écrit, on imprime, on lit autant ou plus que nulle part ailleurs, et des choses utiles, parce que là vraiment il y a des affaires publiques, dont le public s'occupe avec pleine connaissance, sur lesquelles chacun consulté opine et donne son avis. La nation, comme si elle était toujours assemblée, recueille les voix et ne cesse de délibérer sur chaque point d'intérêt commun et forme ses résolutions de l'opinion qui prévaut dans le peuple, dans le peuple tout entier, sans exception aucune; c'est le bon sens de Franklin. Aussi ne fait-elle point de bévues et se moque des cabinets, des boudoirs même peut-être. »

Digitized by Google

NOTICE SUR LE GÉNÉRAL PAÈZ[1].

Le général Paèz est ce qu'on appelle en Colombie un *Llanéro*, c'est-à-dire qu'il est originaire des hautes plaines de Varinas, dans la province de Vénézuéla. Il était propriétaire de troupeaux à demi-sauvages, dont il prenait soin lui-même lorsque la révolution éclata. C'était un pâtre, tout-à-fait illettré mais né avec un caractère entreprenant, un cœur intrépide; doué d'une force de corps surprenante dans un homme dont la taille est au-dessous de la moyenne, il se signalait souvent par ces prouesses de dextérité et d'audace qui, chez les peuples à demi civilisés, sont presque toujours des titres à la supériorité ; il était renommé parmi ses voisins par toutes ces qualités physiques, et ne manquait jamais une occasion de briller devant eux par sa supériorité dans tous les exercices, surtout par l'adresse avec laquelle il domptait un cheval. Comme il était d'ailleurs d'un esprit très pénétrant et d'une sagacité rare, il s'était acquis une influence considérable sur les bergers de sa contrée. Quand l'insurrection commença, il réunit une troupe de ses plus braves compagnons, se mit à leur tête et commença pour son propre compte une

(1) Les notes sont fournies par un voyageur qui a visité la Colombie en 1823. A cette époque le général Paèz était fort éloigné de l'espèce de célébrité qu'il a depuis acquise. Ces renseignemens n'ont ainsi nul trait à l'insurrection de Vénézuéla, et peut-être ils n'en méritent que plus de confiance.

Digitized by Google

guerre de pillage et de dévastation. Étant Américain, il se trouva naturellement porté à servir la cause des patriotes. Mais s'il venait à manquer des provisions nécessaires à sa troupe, ou d'argent pour satisfaire la plus forte passion des esprits sans culture, le jeu, alors la cause de la patrie était ordinairement perdue de vue; il ne distinguait ni patriotes, ni royalistes. Bolivar ayant remarqué l'influence croissante de ce chef de bande, l'étudia, parvint à fixer ses principes, et pour faire servir ses bonnes qualités à la cause nationale, lui donna un commandement dans l'armée régulière. Cette nomination eut l'effet désiré, l'armée patriote se trouva fortifiée de la présence d'un soldat intrépide jusqu'à l'héroïsme, et doué pour la guerre d'un génie qui le dispensait pour ainsi dire d'en connaître les règles. Paèz commandait un corps de cavalerie composé de jeunes gens élevés comme lui, habitués à manier des chevaux depuis l'enfance, et ressemblant assez par l'extérieur et par l'équipement aux cosaques de l'armée russe. Quand Paèz chargeait à la tête de ce corps, rien ne lui résistait; il s'élançait le premier, et l'aveugle confiance qu'avaient en lui ses soldats les rendait capables d'affronter toute espèce de danger. Paèz s'est trouvé à plusieurs batailles et beaucoup de petits combats; mais il doit particulièrement sa réputation, à la conduite qu'il tint à la bataille de Carabobo. Les deux armées ennemies, composées chacune d'environ cinq mille hommes, s'étendaient dans une vaste plaine, traversée d'un côté par une route, et de l'autre, à quelque distance de la route, par un ravin caché. Quoiqu'égaux en nombre, les deux partis ne l'étaient point en force; les Espagnols mieux disciplinés avaient une superbe batterie de canons, en position sur la route et dominant toute la plaine; les Colombiens étaient entièrement

Digitized by Google

dépourvus de cette arme. L'affaire paraissait devoir être décisive. Bolivar forma son armée en deux divisions. Il confia la droite à Montilla, et la gauche à Paèz, donnant à ce dernier l'ordre d'attaquer l'ennemi par le ravin avec deux bataillons, et douze cents hommes de cavalerie. Paèz flatté d'une telle distinction fit avancer joyeusement sa troupe, se cacha d'abord derrière le ravin, et se déploya bientôt dans la plaine. Dès que le commandant espagnol se vit tourné par sa droite, il ordonna un changement de front et fit porter de ce côté son artillerie, qui commença un feu terrible. Malgré le feu, Paèz continua son mouvement avec la plus grande résolution; il perdit beaucoup de monde mais il arriva jusqu'aux batteries et les emporta; ce fut le signal de la déroute pour les Espagnols. Paèz se jeta sur les fuyards avec sa cavalerie; le carnage fut terrible; si les chevaux n'eussent point été harassés de fatigue, et si l'intrépide Moralés, commandant en second des Espagnols, ne s'était hâté de former un carré pour protéger la retraite, il est probable que la cavalerie colombienne n'eût point laissé échapper un seul homme.

Vers la fin de l'action Paèz fut attaqué pour la première fois d'un mal auquel il est exposé depuis lors, chaque fois qu'il est violemment ému. C'est une sorte de transport épileptique, pendant lequel il ne se connaît plus, et si dans de tels accès on n'employait une force supérieure pour le retenir, il s'élancerait contre ses propres soldats.

A la suite de cette journée dans laquelle il avait rendu de si grands services, Paèz fut nommé par Bolivar, capitaine-général sur le champ de bataille, et investi du commandement en chef. Cette promotion ne tarda point à être sanctionnée par nn décret du congrès, dans lequel notre héros est appelé l'intrépide général Paèz.

Digitized by Google

Aujourd'hui le Llanéro a par le secours des officiers anglais de son état-major, acquis une certaine instruction. Telle est la promptitude de son intelligence, qu'il apprend en quelques mois ce qui nécessiterait chez d'autres plusieurs années d'application. On doit regretter que les maîtres qui l'ont enseigné aient été pour lui d'un assez mauvais exemple, sous le rapport des mœurs. Le général Paèz sait toutes les choses honnêtes qu'ils ont voulu lui apprendre, il a des manières élégantes, mais il a contracté des vices qui lui étaient inconnus. Ses habitudes ne le portent point à l'intempérance, mais son humeur le fait souvent tomber dans des excès coupables. Sa passion pour le jeu est d'une extrême violence; aussi est-il toujours dans la gêne, quoiqu'il possède plusieurs riches propriétés confisquées. Il emprunte de quiconque veut lui prêter, et s'embarrasse fort peu ensuite des moyens de rendre.

On reproche à Paèz de s'être rendu coupable de plusieurs actes d'une froide cruauté, non-seulement envers l'ennemi, mais encore envers ses troupes. Comme tous les hommes doués d'un grand génie et de passions violentes, c'est un ami ardent ou un mortel ennemi. Le beau côté de sa réputation est la valeur militaire, et dans le pays on ne se lasse point de conter ses prouesses et ses tours de force. On parle beaucoup de sa grace et de son adresse à cheval, de ses luttes avec des taureaux furieux, et surtout du plaisir qu'il trouvait autrefois à aller attaquer le kaïman ou *alligator* jusque dans son élément.

Voici l'un des faits d'armes qui honorent le plus ce général. Paèz et ses officiers, voyant une goëlette espagnole armée qui avait jeté l'ancre dans l'Orénoque, se précipitèrent à la nage dans le fleuve, en tenant leurs épées nues à la bouche, gagnèrent une chaloupe, abordèrent le bâti-

Digitized by Google

ment, tuèrent quelques Espagnols, et effrayèrent si fort les autres que la goëlette se laissa prendre.

Le général a maintenant (1823) environ trente-cinq ans. Outre son grade militaire, il est sénateur de la république. Quoique revêtu de ces hautes fonctions il ne rougit pas de se livrer aux folies les plus puériles. A l'expiration de l'armistice de Santa-Ana, il mit le feu aux baraques des soldats, pour montrer la joie que cet événement lui faisait éprouver. Dans un autre intervalle de repos, il s'amusait à conduire ses officiers chez les habitans les plus riches d'Angostura, au moment du dîner et comme s'ils se fussent rendus à une invitation. Les habitans qui connaissaient le général s'efforçaient de le bien recevoir, et lui fournissaient ce qu'ils avaient de meilleur dans leurs maisons. Mais ceux qui, plus économes de leurs vins et de leurs provisions de bouche, cherchaient à s'excuser, étaient certains d'avoir leurs maisons saccagées, pour s'être permis d'inviter d'honnêtes gens à dîner sans avoir fait les préparatifs convenables. Au bout d'une quinzaine de jours passés dans cette dissipation, lorsque la débauche avait détruit la santé de quelques-uns des compagnons de Paèz, le général assignait un lieu de rendez-vous à ses officiers, et commandait une garde comme pour assister à un service funèbre. On saisissait le meilleur buveur, on le plaçait sur une bière avec des bouteilles et des dame-jeannes vides, etc. Les soldats ayant leurs armes renversées, étaient suivis des officiers portant chacun une bouteille vide. Le cortége s'avançait dans cet ordre vers le lieu de l'enterrement, et tous les citoyens que l'on rencontrait étaient forcés de se joindre à la cérémonie, qui était d'ailleurs conduite avec toutes les formalités d'usage. Une oraison funèbre était prononcée, dans laquelle on vantait les divers mérites du défunt

Digitized by Google

comme convive. Un autre jour, le général, annonçait qu'une *résurrection* était sur le point d'avoir lieu. Cette résurrection était celle de quelque buveur enterré la veille; elle était accompagnée des rites qu'on observe dans les églises catholiques au jour de Pâques. Toutes les bouteilles étaient remplies; on n'entendait que des cris de joie, le buveur ressuscité allait se placer en triomphe au bout de la table et recevait la couronne de chef des divertissemens. De telles scènes répétées souvent prouvent jusqu'à quel point on peut accuser la nation colombienne d'un attachement forcené à la religion catholique.

MOTION DE L'INDÉPENDANCE

FAITE AU CONGRÈS AMÉRICAIN, DANS SA SÉANCE DU 8 JUIN 1776,

PAR RICHARD-HENRY LEE[1],

DÉPUTÉ DE LA VIRGINIE.

Je ne sais si dans les troubles civils, dont l'histoire nous a transmis le souvenir, et qui ont eu pour origine l'amour des peuples pour la liberté, ou l'ambition des princes, il se présenta jamais une délibération plus grave, plus importante que celle qui nous occupe en ce moment. Il s'agit de la destinée future de ce peuple innocent et libre qui m'écoute, de celle de nos ennemis mêmes, de ces enne-

(1) Lee était un des meilleurs généraux de l'Amérique et l'un des plus ardens défenseurs de la liberté. Il fut un des compétiteurs de Washington lors de l'élection d'un généralissime; mais comme il était né Anglais et que la fougue de son caractère semblait le rendre peu propre à manier des circonstances aussi délicates, Washington lui fut préféré.

Digitized by Google

mis qui, malgré leur tyrannie et la guerre cruelle qu'ils nous livrent, sont cependant nos frères, et formés du même sang que nous. Peut-être enfin s'agit-il du sort de toutes les autres nations du globe, attentives au grand spectacle que nous leur donnons : elles se promettent de notre victoire une existence plus libre et plus douce; elles lisent déjà dans nos revers l'arrêt d'un esclavage plus rigoureux et sans remède. La soif des conquêtes ou des richesses n'a point armé nos bras : la lutte que nous soutenons va décider si nous devons conserver, ou si nous devons perdre la liberté qui nous fut transmise par nos ancêtres, que nous avons poursuivie au-delà des mers, à travers les tempêtes, et que nous avons su défendre sur ce rivage, contre des hommes barbares, contre des animaux féroces et un ciel inclément. Si tant de louanges ont été données, si tant d'éloges se prodiguent encore tous les jours aux défenseurs de la liberté grecque et romaine, que dira-t-on de nous, qui défendons une liberté fondée, non sur les caprices d'une multitude tumultueuse, mais sur des statuts immuables et des lois tutélaires? Ce n'est plus ici le privilége de quelques patriciens, c'est la propriété de tous; ce n'est plus enfin cette liberté souillée par l'injuste ostracisme, et par l'effroyable décimation des armées. Celle que nous reclamons est douce, pure, tempérée; elle est conforme à notre civilisation, à nos mœurs actuelles. Qu'attendons-nous donc pour marcher vers le but de la carrière où nous avons déjà fait de si grands pas? Puisque notre union avec l'Angleterre ne peut plus nous assurer la liberté et le bonheur qui font l'objet de nos vœux, rompons ce nœud fatal, et osons conquérir pour jamais ce bien dont nous jouissons déjà : une indépendance entière et absolue.

Digitized by Google

Mais, n'aurais-je point dû commencer par faire observer, que si nous sommes arrivés à ce terme extrême, au-delà duquel il ne peut plus exister entre l'Amérique et l'Angleterre que la paix ou la guerre, telles que les font entre elles les nations étrangères, la faute en est à ces ministres seuls, qui depuis dix ans nous accablent de demandes insatiables, et nous provoquent par de cruels outrages. Que n'avons-nous point fait pour ramener la paix, pour rétablir l'ancienne harmonie? Où nos prières, nos supplications n'ont-elles pas retenti? Elles ont fatigué l'univers. L'Angleterre seule nous a refusé la compassion que nous avons trouvée chez tous les autres peuples du monde. Quels égards a-t-elle eus pour notre patience et nos prières? Quels fruits avons-nous recueillis de notre résistance et du sang que nous avons répandu? N'écoutons plus de vains ménagemens et proclamons notre indépendance. Et que l'on n'imagine point qu'il nous reste un autre parti que celui que je propose! Il viendra un jour, n'en doutez pas, où malgré vous-mêmes cette séparation absolue s'accomplira : ainsi le veut la nature même des choses, l'accroissement progressif de notre population, la fertilité de notre sol, l'étendue de notre territoire, l'industrie de ses habitans et l'immensité des mers qui séparent les deux états. Si ce que j'avance est incontestable, pourquoi différer encore? Ce ne serait pas une simple imprudence, j'ose dire que ce serait une déplorable folie de notre part, que de ne pas saisir l'occasion où l'injustice britannique a semé l'indignation dans tous les cœurs, excité tous les courages, réuni toutes les volontés dans une seule, et mis les armes dans toutes les mains. Et jusqu'à quand faudra-t-il que nous traversions quinze cents lieues d'une mer orageuse, pour aller demander à des hommes arrogans ou des con-

Digitized by Google

seils, ou des ordres pour régler nos affaires domestiques? Ne convient-il pas à une nation grande, riche et puissante, comme nous le sommes, d'avoir chez elle-même, et non chez autrui le gouvernement de ses propres affaires? Un ministère composé d'individus étrangers, peut-il décider avec quelque discernement de nos intérêts, lorsqu'il ne savait pas, lorsqu'il lui importe peu de savoir ce qui nous est bon ou mauvais? L'épreuve que nous venons de faire de la justice des ministres britanniques, doit nous éclairer sur l'avenir, s'ils parvenaient jamais à nous ressaisir dans leurs serres cruelles. Nos barbares ennemis nous ont réduits à l'alternative de l'esclavage ou de l'indépendance : y a-t-il un homme assez degradé, assez peu dévoué à sa patrie pour hésiter sur le choix? Pour ces êtres perfides, nulle promesse n'a de valeur, nul serment n'est sacré. Supposons, ce que le ciel veuille détourner! supposons que nous reprenions nos liens, supposons un accommodement : qui nous garantira la générosité de l'Angleterre à user de la victoire, sa fidélité à observer les traités? Est-ce le soin qu'elle a pris d'armer et de lancer contre nous d'impitoyables Allemands et de barbares Indiens? Est-ce sa foi donnée et violée si souvent dans cette querelle; cette foi britannique qui sera plus honteusement célèbre encore que la foi punique? Sachons prévoir que lorsque nous serons tombés nus et sans défense entre leurs mains, ils assouviront sur nous leur fureur et leur vengeance; ils nous chargeront de chaînes pour nous ôter non-seulement la force, mais l'espérance même de recouvrer jamais notre liberté.

Mais je veux croire, quoiqu'il n'en existe pas un seul exemple, que le gouvernement britannique abjurera tout ressentiment, et qu'il accomplira ses promesses : pensez-

Digitized by Google

vous qu'après de si longues dissentions, après tant d'outrages, tant de combats, tant de sang répandu, la réconciliation puisse être durable? Et doutez-vous que la première étincelle ne rallume ce feu mal éteint? Déjà les deux nations sont séparées de cœur et d'intérêt : l'une connaît son ancienne force, l'autre vient d'apprendre à connaître la sienne; l'une veut exercer un pouvoir absolu, l'autre ne veut obéir qu'à son gré. Quelle paix, quelle concorde peut-on espérer dans une telle situation? Les Américains peuvent devenir les amis fidèles des Anglais : ils ne seront jamais leurs sujets; quand il serait possible que la réunion s'opérât sincèrement, elle ne serait jamais sans danger. La puissance même de la Grande-Bretagne, sa richesse doivent remplir les hommes prévoyans de crainte sur l'avenir. Au point de grandeur où elle sera parvenue, n'ayant plus rien à redouter des états voisins, les courages s'amolliront dans le sein d'une paix oisive, les mœurs se corrompront, la jeunesse croîtra au milieu des vices, et dans cet état de dégénération, l'Angleterre deviendra la proie d'un ennemi étranger ou d'un citoyen ambitieux. Si nous restons liés avec elle, nous participerons à sa corruption et à son infortune, d'autant plus déplorable qu'elle sera sans remède. Séparés d'elle, au contraire, comme nous le sommes maintenant, nous n'aurons à craindre ni une paix trompeuse, ni une guerre fatale. En déclarant notre indépendance, nous n'augmentons point nos périls, mais nous ajoutons à l'ardeur de nos défenseurs et à l'éclat de la victoire. Il faut sortir enfin d'une pénible incertitude, il faut nous dégager de tant d'entraves. Nous avons saisi le pouvoir souverain, et nous n'osons nous en parer; nous désobéissons à un roi, et nous nous reconnaissons ses sujets; nous faisons la

Digitized by Google

guerre à une nation, dont nous protestons sans cesse que nous voulons dépendre. Quel est l'effet de tant d'inconséquences?

L'hésitation paralyse toutes nos mesures; le chemin que nous devons suivre n'est point tracé; nos généraux n'obtiennent ni respect, ni obéissance; nos soldats manquent de confiance et de zèle; faibles au dedans, nous ne sommes point considérés au dehors; les souverains étrangers n'osent secourir, ne peuvent même estimer un peuple si timide, si chancelant. Mais proclamons l'indépendance, désignons le but vers lequel nous tendons: notre marche deviendra aussitôt plus ferme et plus assurée; les courages croîtront avec la grandeur de l'entreprise, les magistrats civils redoubleront de zèle, les généraux d'audace, et tous les citoyens de constance pour atteindre à une si haute, à une si glorieuse destinée.

Quelques esprits semblent redouter les suites de cette résolution. Mais l'Angleterre déploiera-t-elle, et peut-elle déployer contre nous plus de vigueur et de rage qu'elle n'en a fait paraître jusqu'ici? La résistance à l'oppression n'est pas moins une révolte à ses yeux que l'indépendance même. Où sont d'ailleurs ces armées formidables qui doivent nous terrasser? Ce que n'ont pu les Anglais, les Allemands le pourront-ils? Sont-ils plus braves, mieux disciplinés? Le nombre de nos ennemis s'est accru; mais le nôtre n'est point diminué, et les combats que nous avons soutenus nous ont rendu l'usage de nos armes plus familier. Est-il ici un individu qui doute que l'indépendance nous procure des alliés? Toutes les nations recherchent les productions de notre fertile territoire; elles viendront aborder dans nos ports, fermés jusqu'à ce jour par le monopole de l'Angleterre. Elles ne sont pas moins avides de contempler

Digitized by Google

l'abaissement de l'odieuse puissance britannique ; sa barbare domination est pour toutes un objet de haine ; leurs encouragemens, leurs secours témoigneront aux valeureux Américains la reconnaissance qu'elles leur porteront pour avoir les premiers ébranlé ce colosse. Les souverains de l'Europe n'attendent pour se déclarer que l'impossibilité reconnue d'un arrangement avec nos ennemis. Si le parti que je propose est avantageux, il n'est pas moins conforme à notre dignité. L'Amérique est parvenue au degré de puissance qui lui assigne une place parmi les nations indépendantes : nous n'y avons pas moins de droits que les Anglais eux-mêmes. S'ils sont riches, nous le sommes aussi ; s'ils sont courageux, nous ne le sommes pas moins ; s'ils sont plus nombreux, notre population, grace à la fécondité de nos femmes, égalera bientôt la leur ; s'ils ont des hommes recommandables dans la paix et dans la guerre, nous pouvons en citer parmi nous : les révolutions politiques engendreut et développent les grands courages et les génies audacieux. De ce que nous avons déjà fait dans ces pénibles commencemens, il est facile de présumer ce que nous pouvons faire ; l'expérience est la source des sages conseils et la liberté est la mère des grands hommes. N'avez-vous pas vu l'ennemi chassé de Lexington par trente mille citoyens armés et rassemblés en un jour ? Déjà les plus fameux généraux out cédé dans Boston à l'habileté des nôtres ; déjà leurs marins, repoussés de nos côtes, errent sur l'Océan, où ils sont le jouet des tempêtes et la proie de la famine. Acceptons de si favorables augures : combattons, non pour savoir à quelles conditions nous devons être les esclaves de l'Angleterre, mais pour nous assurer une existence libre, pour fonder un gouvernement juste et indépendant. Animés par la liberté, les Grecs ont

Digitized by Google

repoussé l'innombrable armée des Perses; soutenus par l'indépendance, les Suisses et les Hollandais ont humilié par de nombreuses défaites la puissance de l'Autriche, et ils ont conquis un rang parmi les nations. Mais l'astre qui éclaira leurs exploits luit aussi sur nos têtes; la pointe de nos armes n'est pas moins redoutable, notre courage ne le cède point au leur : on voit régner parmi nous la même union, le même mépris des dangers et de la mort.

Pourquoi donc nous consumer dans de plus longs délais? Que ce jour même, que cet heureux jour voie naître la république américaine! Qu'elle s'élève, non pour dévaster et conquérir, mais pour rétablir le règne de la paix et des lois! L'Europe a les yeux fixés sur nous : elle nous demande, au nom du bonheur de ses habitans, d'opposer le triomphe éclatant de la liberté à la tyrannie toujours croissante sur ces malheureux bords. Elle nous invite à préparer un doux asile où l'infortune puisse échapper à la persécution. Elle réclame de nous un champ où puissent croître et s'étendre au loin les rameaux de cet arbre précieux, qui, né dans sa vigueur sur le sol de l'Angleterre, mais bientôt flétri par le souffle de la tyrannie écossaise, ne trouve plus dans tout l'hémisphère oriental un terrain où il puisse ranimer ses racines languissantes. Voilà le but auquel ont aspiré nos premiers efforts, voilà le prix dû à nos premières victoires et à l'ardeur qui nous embrase tous également aujourd'hui! Seront-ce des augures insignifians pour nous que la fuite de Howe, le fléau qui dévora les troupes de Dunmore, les vents qui repoussèrent les flottes de la Grande-Bretagne, les tempêtes qui engloutirent sept cents vaisseaux sur les côtes de Terre-Neuve? Si nous ne trahissons pas aujourd'hui nos devoirs envers la patrie, les noms des législateurs américains seront placés par la postérité

Digitized by Google

à côté de ceux de Thésée, de Lycurgue, des trois Guillaume de Nassau, et de tous ceux dont la mémoire a été et sera toujours chère aux hommes de bien et aux citoyens vertueux.

LA NAVIGATION DE L'OHIO ET DU MISSISSIPI.

Souvenirs d'un Américain habitant les rivages de l'Atlantique.

La première chose qui fixe l'attention de l'habitant des rives de l'Atlantique lorsqu'il arrive à *Pittsburgh*, est le spectacle que présentent la variété et le nombre des bateaux. On remarque d'abord la grande berge de la taille d'un fort *schooner* de l'Atlantique, avec son pont élevé et de forme bizarre; ceux des bâtimens de ce genre qui pour remonter le courant exigent les efforts de vingt-cinq hommes, ne sont presque plus en usage, et quoiqu'ils fussent encore très communs il n'y a pas plus de dix ans, on n'en voit plus que très rarement aujourd'hui. Vient ensuite le bateau à quille d'une forme longue, étroite, élégante et portant généralement de quinze à trente tonneaux. Ce bâtiment est construit pour naviguer sur les bas-fonds; il est encore très commun, et se voit surtout sur les courans qui ne sont point encore fréquentés par les bateaux à vapeur. Les bateaux plats du Kentucky, sont une espèce d'arche qui a quinze pieds de large sur quarante à cent pieds de long, et porte de vingt à soixante-dix tonneaux. Des familles entières se servent de ces bateaux pour descendre la rivière; ceux qu'on emploie à cet usage sont ap-

Digitized by Google

pelés *bateaux de famille*, ils sont très spacieux et contiennent des appartemens commodes et séparés, garnis de chaises, de lits, de tables et de fourneaux. Il n'est pas rare de voir une famille nombreuse, accompagnée de ses domestiques et emmenant avec elle ses bestiaux, tels que cochons, chevaux, moutons, volailles, etc., descendre le courant sur un de ces bâtimens, et présenter ainsi une image de l'Arche de l'Écriture. On voit aussi des bateaux de huit à douze tonneaux, des pirogues de deux à quatre creusées dans un seul arbre ou formées des troncs de deux arbres réunis, des esquifs de forme ordinaire, et d'autres petites embarcations qui tirent leur nom de la manière dont on les construit. Tous ces bateaux sont en grand nombre et clairement désignés par les noms qu'ils portent. Mais on trouve encore dans cette terre de liberté, d'invention et peut-être aussi de bizarrerie, de singulières anomalies qu'il serait impossible de rapporter à aucune espèce de constructions connue. Il semble que tous ces cerveaux d'hommes industrieux et inventifs, repoussent comme une servitude l'obligation de construire selon une forme unique. Le canal de New-York commence à montrer aux provinces de l'Atlantique des exemples de cette variété infinie de constructions navales.

Tous ces bateaux, si différens par leurs formes, et pour la plupart si fragiles en apparence, sont destinés dans un très grand nombre de cas, à des voyages de douze cents à trois mille milles. Les bateaux à quille sont employés pour des expéditions de chasse sur différens points du Missouri, de l'Arkansas et de la rivière Rouge, à des distances tout aussi considérables; car tels sont les voyages intérieurs sur ces longs cours d'eau. Les termes de navigation y sont aussi nouveaux que les formes des bateaux, et les mœurs des

Digitized by Google

bateliers ne sont pas moins étranges que leur langage. Tous leurs jours de repos se passent à table, à fumer, à boire, à chanter, et ces plaisirs sont souvent partagés par des femmes. Chaque bateau pendant tout le temps qu'il reste au port est muni de plusieurs violons qui raclent sans cesse, et au son desquels on voit continuellement danser les bateliers. Il ne faut pas s'étonner si cette vie, tour à tour excessivement indolente ou excessivement active, tantôt n'exigeant que peu ou point d'efforts, n'offrant aucun péril, et tout à coup plus laborieuse, plus périlleuse que celle des navigateurs de l'Atlantique, présente des séductions irrésistibles aux jeunes gens nés près du rivage. Les bateaux passent devant leurs demeures dans les belles matinées du printemps; la forêt verdoyante, la douce et délicieuse température de l'air, le brillant azur du ciel de ce pays, le large fleuve à la surface unie, coulant lentement le long de la forêt et emportant le bateau avec lui, composent un ensemble harmonique qui exalte les jeunes imaginations. Les bateliers dansent au son du violon sur le pont de leur bateau, et donnent carrière à leur gaîté en s'adressant aux filles descendues sur le rivage pour jouir de ce spectacle. Le bateau glisse jusqu'à ce qu'il disparaisse derrière une pointe de la forêt; à ce moment, le cor de chasse dont tous les bateaux sont pourvus, se fait entendre et retentit au loin sur les eaux; ces scènes, cette musique répétée par les échos du magnifique Ohio, agissent si puissamment sur l'imagination, que bien que ce spectacle se soit mille fois reproduit à mes yeux, à toutes les heures et dans toutes les situations imaginables, il a pour moi un charme toujours nouveau et toujours délicieux. Qu'on ne s'étonne donc point si la jeunesse de ces pays éloignés, élevée dans une curiosité in-

Digitized by Google

quiète que nourrissent encore la solitude et le silence, se dégoûte promptement en présence de scènes si fréquemment répétées, des travaux pénibles et sans relâche de l'agriculture, et si elle saisit toutes les occasions d'embrasser la pernicieuse profession de batelier. Le goût général de la population des rives de ces longs courans pour cette profession explique son aversion pour les bateaux à vapeur, qui diminuent chaque jour le nombre des petits bateaux et des bateliers, et qui ont déjà privé dix mille hommes de cet emploi sur les eaux de l'ouest. Et cependant malgré toutes ces séductions pour les yeux et pour l'imagination, aucune vie n'est aussi misérable, aussi précaire, aussi périlleuse que celle des bateliers; dans aucune carrière les hommes ne s'épuisent aussi promptement; malgré qu'il ne se soit encore écoulé qu'un court espace de temps depuis l'origine de cette navigation, on est presque sûr d'apercevoir à chaque courbure de la rivière et sur chaque point élevé du rivage, un grossier monument, un rustique souvenir, élevé par un frère batelier, et qui atteste que là un compagnon épuisé de fatigue a rendu l'ame ou bien qu'il s'y est noyé.

Le Mississipi et l'Ohio sont à peu près de même largeur; à leur jonction les terres environnantes sont également marécageuses et inondées; la végétation de leurs rives a beaucoup de ressemblance, et cependant les deux rivières présentent des aspects fort différens. L'Ohio est calme et tranquille, et si ce n'est lorsqu'il est gonflé, ses eaux sont ordinairement limpides; le Mississipi au contraire est toujours trouble, partout son cours est rapide et impétueux, sa surface présente des inégalités nombreuses et singulières : en plusieurs endroits l'eau s'élève dans une assez grande étendue par un mouvement violent

Digitized by Google

et circulaire, avec un bruit semblable à celui d'un sifflement, et forme au-dessus du niveau commun une masse convexe qui s'écoule et se renouvelle sans cesse. On dirait que le fleuve est toujours en fureur; il arrache la terre qui borde ses rivages avec les bois qui le suivent, et va porter ces dépouilles à des distances énormes.

Il est difficile d'imaginer un travail plus difficile et plus périlleux que celui de remonter ce fleuve. Les difficultés disparaîtront bientôt à cause de la quantité de bateaux à vapeur qui s'établissent sur le fleuve, et font, par la puissance de leur moteur, ce qu'aucune force de rames ou de voiles ne saurait faire aujourd'hui. Voici quel est encore l'état de la navigation sur le Mississipi : le fleuve est couvert de bateaux de toutes dimensions, qui marchent à l'aide de crocs, de rames, ou par le secours d'hommes ou de chevaux placés sur le rivage. J'ai vu au printemps, en un seul jour, jusqu'à cent bateaux arriver à New-Madrid. La joie bruyante des équipages, leurs félicitations réciproques, le tableau vivant que présentaient à bord de bateaux les nombreux animaux de toute espèce qui s'y trouvent réunis, la variété des chargemens, mais pardessus tout, l'idée de la longue distance que ces bateaux venaient de parcourir et de celle qu'ils avaient à parcourir encore, me jetèrent dans la surprise et la méditation. Il n'existe pas un seul point sur les nombreuses rivières qui se jettent dans l'Ohio et le Mississipi, qui ne soit représenté par quelques-uns de ces bateaux; les uns apportent des bois de construction des forêts de pins du sud-ouest de New-Yorck; les autres descendant du Kentuky sont chargés de farines de Wisky, de chanvre, de tabac, de cordages. Le Tennessé envoie les mêmes articles, et de plus, de grandes quantités de coton; du Missouri et de la

Digitized by Google

rivière des Illinois, viennent des bestiaux, des chevaux, la plupart des produits des états de l'Ohio, et en outre de la volaille et du plomb. Quelques bateaux sont entièrement chargés de bled, d'autres de pommes et de patates; quelques-uns de cidre, et de celui qu'on appelle royal, qui n'est autre que le cidre ordinaire, dont on a augmenté la force en le faisant geler ou bouillir. Des fruits secs et des liqueurs spiritueuses de toute espèce composent encore plusieurs de ces chargemens qui présentent dans leur ensemble un échantillon des différens produits de l'industrie et de l'agriculture de tout le pays supérieur de l'ouest. Ces nombreux bateaux qui, partis séparément de plusieurs milliers de milles, ont vogué vers un même point, couvrent un espace de plusieurs acres. Tous les animaux de basse-cour peuplent la surface de ces bateaux; on entend leurs différens cris mêlés au mugissement des bêtes à corne. Les matelots vont d'un bateau à l'autre, soit pour prendre des informations, soit pour se prêter mutuellement assistance dans les difficultés que présente la navigation jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Après une heure ou deux passées de cette manière, ils descendent à terre, et vont prendre vent dans la ville; les habitans sont fort heureux si, dans le cours de la soirée, ils ne se livrent à quelques excès. J'ai vu prendre dans ce cas les mesures les plus promptes et les plus sévères. Vers minuit tout le tumulte est apaisé. La flotte se réunit une fois encore à Natchez, ou à la Nouvelle-Orléans, et le cours du fleuve est si considérable que les matelots qui s'y rencontrent une fois ne se revoient peut-être jamais.

A la pointe du jour les cors se font entendre; tout ce qui a vie à bord des bateaux est aussitôt en mouvement. Dans l'espace d'une demi-heure la flotte entière est

Digitized by Google

ébranlée et bientôt elle a disparu en rendant aux lieux qu'elle abandonne le calme qu'elle était venue interrompre. J'ai vu souvent plusieurs bateaux attachés ensemble et voguer ainsi de compagnie. Je me rendis une fois à bord d'un convoi qui se composait de huit bâtimens; la surface de cette ville flottante présentait une vaste promenade. Les équipages échangeaient leurs provisions; les uns fournissaient de la chair de porc, les autres des pommes, des noix, du cidre et des fruits secs; un des bateaux servait de boutique pour ces échanges. Les convois ne marchent pas toujours de cette manière; quelquefois les bateaux voguent séparément, mais dans ce cas ils se trouvent assez rapprochés pour que les équipages puissent réciproquement se faire des visites au moyen des canots.

Pendant que j'étais à New-Madrid, je vis à bord d'un bateau une fabrique d'ustensiles d'étain; tous les objets qui ont rapport à cette industrie se confectionnaient sur cette manufacture flottante et s'y vendaient en gros et en détail. J'entendis parler alors d'une usine plus extraordinaire encore, qui descendait l'Ohio et était incessamment attendue à New-Madrid. Dans celle-ci on fabriquait des haches, des faux et tous les autres instrumens de fer de ce genre; on y ferrait aussi les chevaux; c'était en un mot un atelier de forgeron du premier ordre. J'ai vu souvent dans ce pays des bateaux qui portaient des boutiques de marchandises précieuses, lesquelles étaient rangées avec le plus grand ordre; les mains délicates des marchandes auraient pu rivaliser avec celles des femmes de New-Yorck. On voit fréquemment aujourd'hui des navires marcher comme les bateaux à vapeur, au moyen de roues mécaniques qui sont mises en mouvement par la force d'un cheval. Au surplus, chaque printemps voit naître

Digitized by Google

quelque invention de ce genre, fruit des méditations auxquelles le fermier se livre au coin de son feu pendant l'hiver.

NOTICE

SUR THOMAS JEFFERSON.

En étudiant l'histoire des Etats-Unis, on est frappé de la foule de circonstances favorables qui ont accompagné la naissance, le développement, et enfin l'affranchissement des colonies anglaises sur le continent de l'Amérique septentrionale. Elles furent peuplées en grande partie par des hommes d'une haute moralité qui vinrent chercher au-delà de l'Atlantique, non pas une fortune brillante et rapide, mais la jouissance de la liberté civile et religieuse. Le gouvernement de la métropole, quoique sa conduite fût dictée à quelques époques par des vues étroites et fausses, respecta ou fut forcé de respecter les constitutions républicaines que ces colonies s'étaient données, et celles-ci ne connurent ni la hiérarchie, ni l'aristocratie, ni la corruption de la vieille Angleterre. Lorsque les fautes du cabinet de Saint-James amenèrent l'ère de l'affranchissement du Nouveau-Monde, les colonies se trouvèrent en état de soutenir la lutte. Dans les guerres contre la France et l'Espagne, elles avaient pris l'habitude de se fédérer, et elles formaient véritablement une nation. La révolution ne fut point causée par de longues souffrances, ni par une oppression qui avait abruti la masse du peuple, mais

Digitized by Google

elle eut lieu parce que ce peuple éclairé connaissait ses droits, et qu'il était déterminé à ne point les laisser enfreindre dans ce qui pouvait paraître le moins important. Enfin cette révolution fut dirigée, non par des hommes habiles seulement, mais par des citoyens vertueux; et c'est là ce qui a donné une si grande stabilité aux premiers travaux des Américains lorsqu'ils résolurent de prendre place parmi les nations indépendantes. Les coups d'état, les massacres, les mesures violentes et arbitraires ne sont pas seulement repoussés par la morale, mais aussi par une saine politique; ils ne peuvent que nuire à la cause de la liberté. En vain dira-t-on qu'une révolution est un état de guerre qui justifie tout ce qui affaiblit l'ennemi. La guerre elle-même, chez les peuples civilisés, ne justifie point le massacre des prisonniers et la cruauté inutile; et d'ailleurs, si une révolution est une guerre, c'est à ceux qui la dirigent à la terminer le plus promptement possible. En Amérique aussi il y avait deux intérêts hostiles, et le parti anglais par sa conduite violente et imprudente aurait pu motiver des mesures de terreur de la part du parti indépendant. Mais loin de prescrire de pareilles mesures, les hommes placés à la tête des affaires, cherchèrent constamment à calmer la fureur populaire, et c'est parce que la fin de la révolution les a trouvés purs du sang de leurs ennemis, que leur nom arrivera jusqu'à la postérité la plus reculée sans tache et sans reproche. C'est aussi parce qu'ils étaient humains et vertueux que leur conduite n'a point changé avec les circonstances, et qu'un jour ne les a pas vus détruire ce qu'ils avaient élevé la veille.

Parmi les grands citoyens qui ont eu le bonheur de fonder la liberté de la nation américaine, Thomas Jeffer-

Digitized by Google

son a occupé un des rangs les plus distingués. Sa carrière publique a été tellement pure que les hommes d'une opinion différente de la sienne n'ont jamais pu lui adresser un reproche, et que la calomnie même n'a osé approcher de sa renommée; et pourtant cette carrière a été longue et a traversé plus d'une époque difficile.

Thomas Jefferson naquit le 2 avril 1743, dans le district de Chersterfield, en Virginie. Il fit ses études au collége de Guillaume et Marie, et s'y distingua par des dispositions supérieures. Comme jeune avocat, il s'acquit en peu de temps une réputation brillante, et attira sur lui les regards de ses concitoyens. Avant l'âge de vingt-cinq ans il fut élu membre du corps législatif de la Virginie, et fut un des plus ardens dans cette assemblée à s'opposer aux usurpations de la métropole sur les droits des Américains. Il prenait rarement la parole, mais il se signala comme écrivain concis et éloquent. Il fut choisi à l'unanimité pour répondre aux propositions conciliatoires par lesquelles lord North espérait tromper les colonies. Jefferson montra dans cette réponse une connaissance profonde des droits des hommes et de ceux de son pays; aussi à l'âge de trente-deux ans fut-il nommé par la Virginie député au second congrès géneral convoqué à Philadelphie. Il y fut précédé par sa réputation, et dès son arrivée il fit partie de toutes les commissions chargées de préparer les travaux importans de la session de 1775.

Dans les premières années de la révolution américaine, le congrès central exerçait au nom du peuple les pouvoirs exécutif et législatif. Déjà la guerre était poussée avec activité sur tous les points; Washington avait pris le commandement de l'armée occupée au siége de Boston; déjà les représentans des colonies avaient fait avec la plus

Digitized by Google

grande solennité cette déclaration remarquable : « Nous avons compté ce que coûtera cette lutte, et nous avons trouvé que rien n'est aussi ruineux qu'un esclavage volontaire. » Mais jusqu'alors on ne combattait que l'autorité illégale qu'avait voulu s'arroger le parlement anglais et on ne songeait point encore à se séparer de la métropole. Jefferson fut un des premiers à comprendre que pour conduire la guerre à une fin heureuse il fallait en agrandir le but aux yeux des Américains. D'ailleurs les puissances européennes, jalouses de la grandeur de l'Angleterre, pouvaient donner des secours à des états indépendans, mais non à des hommes irrités contre quelques abus et qui, d'un jour à l'autre, pouvaient se réconcilier avec leur ancien gouvernement. L'opinion de Jefferson fut adoptée par les hommes influens de la Virginie, et cette province ne tarda pas de donner des instructions à Richard Henri Lee, un de ses députés, pour qu'il fît la motion de faire proclamer l'indépendance de l'Amérique septentrionale. Le congrès nomma une commission pour préparer cette déclaration : le premier choix, comme membre de cette commission, tomba sur Jefferson, le second sur Adams ; Francklin, Shermans et Livingston la complétèrent. Les deux premiers furent chargés par leurs collègues de la rédaction du manifeste, et Adams adopta, à peu de changemens près, celle que Jefferson avait conçue et qui est l'expression des sentimens politiques qu'il professa pendant toute sa vie. Ces deux grands citoyens qui associèrent ainsi leurs noms dans le travail le plus remarquable du dix-huitième siècle, dans la première déclaration des droits innés et imprescriptibles de l'homme, professaient l'un pour l'autre la plus haute estime. Une lettre de Jefferson qui a été publiée cita John Adams comme l'avocat le

Digitized by Google

plus habile de la déclaration d'indépendance, et ce fut en effet son éloquence entraînante qui fit taire et les craintes et les faux scrupules et qui fit adopter à l'unanimité le travail sanctionné par la commission. L'importance de la déclaration du 4 juillet 1776 est assez connue : elle devint pour les Américains une bannière qu'ils ne perdirent plus de vue et autour de laquelle ils se groupèrent avec confiance dans les circonstances les plus difficiles.

Lorsque la guerre fut terminée, l'armée qui, durant sept années avait supporté les dangers et les privations les plus cruelles posa les armes par respect pour les principes qui les avaient fait prendre, et un peuple armé redevint immédiatement un peuple de citoyens. D'année en année la doctrine consolante des droits de l'homme s'est enracinée dans l'esprit des Américains; elle est devenue la base de leur gouvernement et leur croyance politique. Son influence a été immense au-delà de l'Atlantique. « Dans tout l'univers les amis et les défenseurs de la liberté « et des droits de l'homme ont trouvé un encouragement « et un appui dans l'exemple présenté à leurs yeux. L'é- « tendard avait été élevé pour l'Amérique septentrionale; « mais il a flotté en triomphe, visible à toutes les nations du « monde civilisé pour leur rappeler sans cesse que l'homme « a droit de se donner le meilleur gouvernement possible. « Des erreurs établies depuis des siècles ont disparu, des « systèmes consolidés par le temps ont été modifiés par « l'influence de la déclaration du 4 juillet. La connais- « sance des droits de l'homme s'est répandue partout; « lorsque, par une crise quelconque, un peuple reprend « pour un moment ses pouvoirs perdus, il cherche avant « tout de faire reconnaître ses droits dans des constitutions « écrites; lorsqu'un souverain veut dans un danger pres-

Digitized by Google

« sant exciter son peuple à des efforts extraordinaires, il « est forcé de lui parler de ses propres droits et de lui pro- « mettre des garanties dans une constitution. C'est ce que « nous avons vu de nos jours : des princes et leurs sujets « ont marché ensemble sous cette bannière, animés d'une « énergie peu commune. De pareilles promesses, il est vrai, « ont été souvent trompeuses. Les vœux faits en danger sont « rétractés quand ce danger est passé. Mais le sentiment « des droits existe et ne peut plus être étouffé; il se répan- « dra toujours jusqu'à ce qu'il triomphe de toute entrave. « Dans ce moment il a déjà fait des conquêtes si impor- « tantes, qu'aucun homme, une couronne ceignît-elle son « front, n'ose émettre des prétentions regardées, il y a « cinquante ans, comme sacrées. Déjà il est reconnu que « les gouvernemens sont institués pour le bien des peuples[1], « On ne tardera pas de connaître qu'ils reçoivent leurs « pouvoirs du consentement des gouvernés; alors tom- « bera le système absurde du droit divin. Dans l'hémis- « phère occidental une fraternité d'hommes libres a été « fondée. Les colonies espagnoles, gémissant depuis des « siècles sous un joug despotique, ont arboré à leur tour « l'étendard de la révolution américaine et y ont trouvé le « remède de leurs souffrances. Elles ont conquis leur indé- « pendance, et ont pris leur place parmi les puissances de « la terre, comme membres d'une famille de républiques. « Déjà à ce point s'est répandue la lumière qui fut allumée « à Philadelphie, le 4 juillet 1776[2]. »

(1) Passage pris dans la déclaration d'indépendance.

(2) Ce passage est traduit d'un discours remarquable prononcé à Philadelphie en l'honneur de Jefferson et de John Adams par M. Sergeant, nommé ambassadeur au congrès de Panama.

Digitized by Google

Dans les deux années suivantes, Jefferson s'occupa avec Pendleton et Wythe d'une révision des lois de la Virginie. Les changemens opérés dans ce code font connaître les vues de ce philantrope éclairé : l'importation des esclaves fut défendue; le droit de primogéniture fut aboli ainsi que les substitutions; des écoles pour l'éducation du peuple furent établies; le droit de tout citoyen de s'expatrier fut sanctionné ainsi que la liberté absolue des opinions religieuses; enfin les peines furent proportionnées aux délits.

En 1779, Jefferson fut élu gouverneur de la Virginie; il fut réélu l'année suivante. Dans ces fonctions il contribua puissamment par son énergie infatigable au succès des opérations militaires dans le sud. Deux fois le congrès lui vota des remercîmens à ce sujet. Les affaires publiques n'empêcherent point Jefferson de se livrer à des travaux littéraires. Au milieu de la confusion de l'année 1781, il composa l'ouvrage intitulé *Notes sur la Virginie*, ouvrage qui fixa sa réputation comme écrivain, comme homme d'état et comme philosophe. En 1782, tandis qu'il siégeait au congrès, la Virginie avait ordonné la rédaction d'une constitution nouvelle; il envoya aussitôt un travail complet qui arriva trop tard; mais on lui emprunta le préambule contenant la déclaration des droits.

Lorsque la nation américaine fut sortie victorieuse de sa lutte contre l'Angleterre, et qu'elle eut été reconnue comme état souverain et indépendant par toutes les puissances de l'Europe, Jefferson fut envoyé comme ambassadeur en France; il était membre en même temps d'une commission avec John Adams et Franklin pour conclure divers traités de commerce et d'alliance. Un traité avec la Prusse porte ces trois illustres signataires. Pendant son

Digitized by Google

ambassade en France, Jefferson se concilia l'amitié des personnes les plus distingnées. Le vertueux Larochefoucauld devint un de ses plus intimes amis. Il aimait la France et il avait l'habitude de dire : « Pour tous les hommes l'habitation du pays natal est la première et la plus désirable, mais pour tous les hommes la seconde est la France». Il prit la part la plus vive au commencement de la révolution française et suivit assidûment à Versailles les débats de l'assemblée nationale. L'auteur de la déclaration des droits en Amérique, entendit avec joie son ami et collaborateur dans la révolution américaine présenter à l'assemblée nationale la première déclaration des droits qui ait été proclamée en Europe. Peu de jours après il remit de la part des États-Unis à la ville de Paris, le buste de cet ami. Il assista à son inauguration à l'hôtel-de-ville.

Jefferson était encore en France à l'époque où une convention extraordinaire donna aux Etats-Unis la constitution actuelle. Quoique éloigné du théâtre de la discussion, il y prit une vive part, et on assure que c'est à lui que sont dus les dix amendemens originaux qui mettent quelques restrictions à l'autorité du congrès, garantissent les droits fondamentaux des citoyens, et les pouvoirs que chaque état conserve dans sa propre administration. En vertu de cette constitution Washington fut nommé le premier président de l'Union : un de ses premiers actes fut de rappeler Jefferson de l'Europe pour lui confier les fonctions de secrétaire-d'état; ce ministère comprenait et les relations extérieures et une partie de ce qui forme actuellement le ministère de l'intérieur; ses rapports sur les monnaies, les pêcheries, les poids et mesures et les restrictions du commerce furent de nouveaux titres à sa célébrité comme homme d'état et comme philosophe. Il montra la même

Digitized by Google

habileté dans ses relations diplomatiques. L'Angleterre crut devoir envoyer M. Liston, le plus habile de ses diplomates, pour soutenir contre lui les discussions auxquelles donnait lieu le traité de paix. Les opinions de Jefferson étaient républicaines, et il était disposé par conséquent à juger favorablement le parti qui triomphait en France depuis que ce parti était menacé par la coalition des rois. Toutefois il avait le sens trop droit pour ne pas avoir horreur des mesures violentes et des proscriptions qui déshonorent cette époque de la révolution, et il réprima avec vigueur l'insolence de Genet, ambassadeur français, qui s'étant mépris sur les véritables sentimens de la nation américaine et du parti démocratique, avait manqué gravement au gouvernement fédéral et à son chef. Jefferson quitta le ministère en 1794; la différence d'opinion avec ses collègues et même avec Washington paraît avoir motivé sa retraite. Le parti démocratique le porta comme son candidat à la présidence lors de l'élection de 1797, mais le parti fédéraliste eut une faible majorité, et John Adams fut élu président. Jefferson fut de droit vice-président, et dans cette qualité il présida aux travaux du sénat, et composa pour ce corps un manuel ou réglement qui s'est conservé jusqu'à nos jours.

Après l'expiration des pouvoirs de John Adams en 1801, le parti démocratique qui avait déjà la majorité dans le congrès eut également la majorité dans l'élection du nouveau président; Jefferson eut quatre voix de plus que John Adams, et le remplaça dans la magistrature suprême. Son administration fut heureuse pour la nation et augmenta sa popularité. Ses adversaires avaient craint qu'il n'adoptât des mesures défavorables au crédit public, dont le parti démocratique avait combattu le système. Mais Jefferson

Digitized by Google

fit disparaître cette crainte en faisant augmenter le fonds d'amortissement et en introduisant dans les dépenses publiques une économie plus sévère que jamais. On croyait également que Jefferson, hostile contre toute espèce de force armée permanente, laisserait tomber la marine militaire, on eut bientôt occasion de se convaincre du contraire lorsque le bey de Tripoli exigea des Etats-Unis un tribut que de grandes puissances européennes ne rougissent pas de payer. Jefferson répondit : « *Pas un centime de tribut.* » Il proposa au congrès d'équiper une flotte qui fut envoyée en effet et qui châtia sévèrement les puissances barbaresques des vexations qu'elles avaient fait éprouver au commerce américain.

L'acte le plus important de l'administration de Jefferson fut l'acquisition de la Louisiane. Cette belle colonie, fondée par la France, avait été cédée par elle à l'Espagne en 1763; en 1803, celle-ci la rendit à la France. Tout espoir semblait évanoui de réunir à l'Union cette contrée si nécessaire à la prospérité des états de l'Ouest. Heureusement le premier consul avait besoin d'argent, et Jefferson obtint du congrès un emprunt de près de 12 millions de dollars, au moyen desquels le système de l'Union fut complété dans l'Ouest, la conquête des Florides et un superbe port acquis sur le golfe de Mexique; une route nouvelle, appelée la route de Cumberland, et qui réunit immédiatement le nouveau membre de l'Union avec les États de l'Est, fut encore l'ouvrage de Jefferson.

La seconde présidence de Jefferson (1804 à 1808) ne fut point aussi tranquille que la première. La France et l'Angleterre cherchaient, chacune de son côté, à entraîner les États-Unis dans la guerre, et, ne pouvant y réussir, elles prirent toutes deux les mesures les plus hostiles contre

Digitized by Google

le commerce de la nation qui s'obstinait à garder la neutralité. L'Angleterre s'arrogea même le droit de passe sur les vaisseaux américains, et sous le prétexte le plus futile elle s'empara souvent des vaisseaux et des cargaisons. Peut-être Jefferson a-t-il pu regretter alors d'avoir abandonné par trop le système de ses devanciers, et de n'avoir pas préparé les moyens nécessaires pour repousser l'injure par la force. Quoi qu'il en soit, à l'expiration de la seconde présidence, il avait conservé toute sa popularité et allait être réélu lorsqu'il suivit l'exemple de Washington et se retira de la vie publique, confirmant ainsi la loi morale qui désormais empêchera aux États-Unis que le pouvoir exécutif réside plus de huit ans entre les mêmes mains.

En rentrant dans la vie privée, Jefferson ne renonça point pourtant à servir comme citoyen la cause de la liberté et celle des lumières, cause à laquelle tous les instans de sa vie furent constamment dévoués. Retiré à Monti-Cello, maison de campagne située au centre de la Virginie, il conçut le projet de fonder dans cette contrée une université instituée sur les bases les plus libérales et les moins exclusives sous tous les rapports. Par sa générosité il excita celle de la législature virginienne; l'université de Charlotteville s'est élevée, et son auguste fondateur a joui du bonheur d'en voir ouvrir les cours [1].

Cette fondation fut la digne et passionnée occupation

(1) Lui-même avait présidé à la construction des bâtimens d'après les divers ordres d'architecture et sur les modèles les plus beaux que nous ont légués les anciens. C'est par ses soins encore que le palais de la législature de Virginie a été construit sur le modèle de la Maison Carrée de Nîmes.

Digitized by Google

de son honorable vieillesse; il jouissait d'avance de l'effet que produirait sur la Virginie et sur l'Union en général l'entrée annuelle dans la société des jeunes gens sortis de cette école. Il était un des membres du conseil régulateur et y remplissait le premier rôle par la déférence de ses collègues et par le voisinage de Charlotteville, à trois lieues de sa maison de campagne; aussi les jeunes gens accourus pour profiter de ce foyer de lumières venaient-ils passer leurs heures de loisir sous les portiques de Monti-Cello, et écouter les leçons paternelles que l'auteur de la déclaration d'indépendance se plaisait à leur donner dans des conversations pleines de grace, de bienveillance et d'intérêt.

Parfaitement instruit dans toutes les langues anciennes et modernes, Jefferson suivait avec assiduité les travaux littéraires et scientifiques de l'Europe et se plaisait à faire traduire les ouvrages qui lui paraissaient utiles. Le *Commentaire sur Montesquieu* de M. Destutt de Tracy fut de ce nombre : le général Lafayette lui en avait envoyé le manuscrit. Jefferson en apprécia l'importance et le fit traduire sous ses yeux, ce qui a fait croire longtemps qu'il en était l'auteur. Il n'en parlait jamais qu'avec admiration, et ses concitoyens ont partagé son opinion puisque cet ouvrage est devenu classique aux États-Unis, et particulièrement à l'université de Virginie.

Au milieu de ces travaux utiles, de ces occupations dignes de lui, quelques soucis troublèrent les dernières années de Jefferson. Les dépenses de sa vie publique, son hospitalité illimitée, sa générosité, avaient dérangé sa fortune au point qu'il pouvait craindre de voir son habitation favorite passer en des mains étrangères. L'assemblée de l'état de Virginie avait autorisé une loterie qui facilitait

Digitized by Google

la vente de ses propriétés. Aussitôt des comités se formèrent dans les principales villes de l'Union pour racheter tous ces billets, et pour rendre à l'illustre citoyen sa fortune telle qu'elle était originairement. Les opérations de ces comités avaient commencé peu de temps avant sa mort, et il a pu emporter en mourant la consolation de savoir qu'une famille chérie ne souffrirait point de l'abandon avec lequel il a servi sa patrie.

Une autre consolation était réservée encore aux dernières années de Jefferson. Avant de mourir il a pu revoir le seul général existant de l'armée révolutionnaire, le compagnon d'armes de Washington, l'ami avec lequel il entretenait une correspondance suivie. Lafayette, dans son voyage en Amérique en 1824, passa plusieurs jours à Monticello, et, en revoyant cet ami constant de sa nation, Jefferson a pu se rappeler tous les beaux instans de sa propre carrière, si féconde en travaux, qui braveront l'oubli, qui vivront à jamais dans le souvenir d'un peuple reconnaissant et dans l'histoire des nations. Lorsque le général Lafayette repassa à Monticello, dans le mois d'août 1825, Jefferson était déjà affaibli par les infirmités; mais il conservait encore toute la force de son ame, la vivacité de son esprit et la chaleur de ses sentimens de patriotisme et d'amitié. La lettre qu'il écrivit au maire de Washington peu de jours avant sa mort prouve que ses facultés intellectuelles résistèrent chez lui aux souffrances physiques; elles ne se sont éteintes qu'avec son dernier souffle.

Depuis qu'il s'était retiré des affaires publiques, Jefferson avait renoué l'amitié qui l'avait lié autrefois à John Adams, et qu'une différence d'opinion n'avait que suspendue. La correspondance de ces deux hommes d'état est un monument remarquable de leurs derniers jours. Une

Digitized by Google

ressemblance étonnante marqua leur carrière. L'un et l'autre placés parmi les premiers auteurs de la glorieuse révolution américaine, membres du comité qui rédigea la déclaration d'indépendance, ambassadeurs de la nouvelle république en Europe; l'un et l'autre vice-présidens, et présidens de l'Union; tous les deux ils avaient quitté les affaires publiques pour une retraite dans laquelle ils s'appliquaient à répandre autour d'eux les lumières et les bienfaits de la civilisation. Une dernière ressemblance marqua leur fin. Le cinquantième anniversaire de l'indépendance fut le dernier jour de leur vie. En mourant ils ont entendu les cris d'allégresse de leurs concitoyens, et le canon qui annonçait ce jubilé national leur a rappelé qu'ils n'avaient point vécu inutilement, puisque le bonheur d'une grande nation était en partie leur ouvrage. Cette nation a honoré dignement la mémoire des deux grands hommes qu'elle a confondus dans ses regrets et dans sa vénération. Un deuil général de trente jours a été porté dans toute l'Union; partout des éloges funèbres inspirés par le sentiment le plus vrai ont rappelé et leurs travaux et leurs bienfaits. Jamais tête couronnée n'est descendue dans le tombeau avec des honneurs pareils à ceux qui ont été rendus à Thomas Jefferson et à John Adams.

Jefferson a laissé des mémoires sur sa vie et une correspondance volumineuse avec les hommes les plus distingués de son époque. Ces papiers seront publiés et contribueront à faire connaître entièrement un des caractères les plus élevés, un des esprits les plus vigoureux et les plus ornés qu'ait produits encore le Nouveau-Monde.

A. S.

Digitized by Google

EXPÉDITION DU CAPITAINE FRANCKLIN.

LETTRE DU CAPITAINE FRANCKLIN A UN CORRESPONDANT ANGLAIS.

7 septembre 1825.
Lat. 65. 11. N., long. 123. 33. O.

Mon cher Monsieur,

Nous avons vu de l'île de Garry, une mer parfaitement découverte, et sans le moindre morceau de glace. Je vous en félicite de tout mon cœur, puisque c'est une nouvelle preuve de la vérité de votre hypothèse si souvent contestée. Nous ne vîmes rien qui pût arrêter les vaisseaux; tout semblait au contraire fortifier l'espérance que j'avais d'effectuer ce passage. Les Indiens pensent cependant qu'entre les rivières Mackenzie et Copper-Mine, se trouve une assez grande étendue vers le nord, laquelle est presque toujours entourée de glaces. Si cela est vrai, les vaisseaux peuvent être arrêtés pour un temps, mais je ne crois pas que ce soit un obstacle invincible, s'ils ont été à même de gagner la terre ferme à l'est du passage du Régent (*Regent's inlet*). Toutefois aucun des Indiens avec lesquels je me suis entretenu dans mon dernier voyage sur mer n'a pu me désigner ce lieu d'après une notion personnelle; les idées qu'ils ont à cet égard m'ont paru être purement traditionnelles. D'ailleurs les Indiens ne connaissent nullement les côtes de la mer; les Esquimaux possèdent seuls cette connaissance, et nous n'avons encore eu aucune communication avec eux. Ils s'occupent durant l'été à la pêche de la baleine, vers l'est de la rivière

Digitized by Google

Mackenzie, je présume même qu'ils y retournent dans l'hiver. Leurs voisins, les Quarellers et les Lancheoses, leur ressemblent beaucoup par le costume et les mœurs : une foule de mots esquimaux qu'*Augustus* entendait parfaitement, sont en usage chez eux. Mais comme cela arrive trop souvent parmi ces tribus aborigènes, ils sont presque toujours en guerre les uns avec les autres. Heureusement pour nous cependant, les Esquimaux et les Quarellers avaient conclu une paix entre eux l'été dernier, et comme bien vous pensez, nous tâcherons de la leur faire maintenir, si jamais nous les rencontrons ensemble. Les Quarellers furent enchantés de voir *Augustus* avec nous, ils prétendirent que nous devions craindre d'être reçus d'une manière hostile par les Esquimaux, attendu que ces derniers étaient déjà instruits par eux de notre intention de visiter leur pays... Nous vîmes à l'embouchure de la rivière beaucoup de *mooses* et de rennes, ainsi que des troupes nombreuses d'oies et de cygnes. Ces animaux vivent sans doute dans les parties basses des rivages du Mackenzie, pendant le temps des chaleurs, et dans l'hiver ils se retirent probablement dans les bois, qui sont très peu éloignés de la côte. La grande étendue de terrain d'alluvion que l'on franchit en descendant le Mackenzie, est couverte de pins très élevés, qui peuvent servir d'abri à ces animaux. Lorsque l'on a passé la branche méridionale du Mackenzie, si l'on se dirige vers l'ouest-nord-ouest et que l'on suive le cours de la rivière, on ne cesse presque jamais d'apercevoir la chaîne des *Rocky Mountains*. Mais elles ne paraissent pas si élevées que je m'y attendais, tant que l'on n'a pas gagné la mer. Alors elles sont d'une hauteur

(1) Ce mot signifie en français querelleurs.

Digitized by Google

immense, et semblent former la côte de la mer du côté de l'ouest. Nous passerons vraisemblablement très près d'elles l'été prochain, et nous pourrons vous en faire la description. S'il m'était permis de porter un jugement sur deux ou trois de ses pics les plus élevés, que je n'ai vus que de fort loin, je vous dirais qu'ils sont volcaniques. A *Garry's Island*, nous trouvâmes une grande quantité de charbon de terre et de bitume, faisant corps avec la terre noire dont cette île est composée. Mais j'apprends que le docteur Richardson vous a esquissé la géologie de la rivière et du lac; je puis donc vous épargner mes renseignemens imparfaits sur ce point. Je vous avouerai cependant que j'ai plus d'une fois regretté de ne pouvoir emporter dans le voisinage de la Tamise quelques-unes des belles pierres qui bordent la rivière; nous aurions fait de très bonnes affaires en les faisant servir à la construction du nouveau pont de Londres, ou en offrant aux personnes qui ont la rage de bâtir un moyen de se satisfaire à bon marché. Nous sommes maintenant occupés de finir notre maison qui pourtant n'est pas de pierre, mais de bois. Elle est située sur les bords du lac, à cause de la pêche, qui doit principalement nous nourrir; toutefois nous espérons bien tuer quelques rennes le mois prochain, dans notre excursion vers le sud. Pendant mon absence, mes amis ont donné à la maison le nom de fort Francklin. J'avais l'intention de lui donner le nom de *Reliance*, mais j'ai cédé à leurs sollicitations, et l'autre nom restera. La plupart des voyageurs canadiens ne sont plus avec moi. Notre société ne se compose presque plus que d'Anglais. Tous les matelots se sont fort bien conduits, ils sont tout-à-fait contens. Nous tâcherons qu'ils soient gais et actifs durant l'hiver. On ne saurait donner trop d'éloges aux officiers,

Digitized by Google

ils ont toujours montré le plus grand zèle. Vous pouvez en juger d'ailleurs, en considérant ce que nous avons fait depuis que nous sommes arrivés dans ce pays.

JOHN FRANCKLIN.

CANAL DE NICARAGUA.

Le gouvernement de Guatimala vient d'accorder à MM. A. L. Palmer et compagnie, de New-York, l'entreprise d'ouvrir aux vaisseaux un canal de communication de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, à travers la rivière de San-Juan et le lac de Nicaragua. Le gouvernement a accordé à MM. Palmer et compagnie le privilége exclusif de la navigation sur le canal pendant vingt ans. Cette importante concession a été obtenue en présence du colonel Williams, notre ministre, par l'agent de la compagnie, M. le colonel Beneski, qui est tout récemment arrivé aux Etats-Unis (*Albany-Argus*).

On assure, suivant le même journal, que l'étendue du terrain à creuser, c'est-à-dire la distance qui sépare le lac de la rivière, n'est que de dix-sept milles. L'ouvrage doit être terminé dans dix-huit mois, et sera commencé, dit-on, avec six mille ouvriers pris dans le pays. Les entrepreneurs seront reconnus par la législature, sous la raison *Atlantic and pacific company*.

L'agent d'une compagnie anglaise s'était présenté pour obtenir l'entreprise, ou du moins pour y participer, mais la compagnie de New-Yorck a été préférée. Le *Boston daily*

Digitized by Google

advertiser, annonce que le colonel D. Beneski est arrivé avec des dépêches du ministre des États-Unis à Guatimala, confirmant la nouvelle déjà donnée. On espère que l'entreprise sera protégée par le gouvernement des Etats-Unis; la compagnie de New-Yorck désire y associer l'Union entière, et la rendre tout-à-fait nationale. La maison Palmer se propose de soumettre à l'approbation du congrès un acte d'incorporation de la société, sous le titre *The central American and United States Atlantic and Pacific junction Canal Company*, avec un capital de 5,000,000 de dollars. Les entrepreneurs ne doutent point du succès de l'entreprise. Ils préparent actuellement un exposé détaillé de leurs vues, et l'on croit qu'ils parviendront à obtenir la coopération d'un grand nombre de capitalistes.

****

Le mémoire suivant, publié à Guatimala le 17 mai 1826, ne fournit point de renseignemens sur les moyens d'exécution qui seront employés par la maison Palmer; mais il est fort curieux en ce qu'il montre comment l'entreprise a été envisagée dans la république centrale; il est surtout destiné à répondre aux objections présentées dans le congrès par les adversaires du projet.

L'ouverture du canal sera, après notre indépendance, le plus grand de nos biens. L'entreprise qui a pour but de joindre les deux Océans doit immortaliser le congrès qui la mettra à exécution. Son résultat sera d'enrichir le pays en attirant le commerce et l'industrie, et en faisant prospérer l'agriculture. En effet, nos produits ne sont point exportés maintenant à cause des frais de transport; les étrangers qui ont des capitaux et de l'industrie ne viennent point chez nous, parce que les côtes septentrionales sont malsaines, et que les routes sont à

Digitized by Google

peu de chose près impraticables; une très petite partie de nos produits suffisant à la consommation intérieure, notre sol reste sans culture et nos propriétés sans valeur; en un mot les ressources de la république se trouvent dans le plus triste état, parce que sous la tyrannie espagnole il nous était défendu d'entretenir le moindre rapport avec le reste du monde.

Combien l'ouverture d'un canal de communication entre les deux mers apportera de changemens à notre état actuel; alors les capitaux et les arts industriels viendront se fixer dans notre patrie, et Nicaragua deviendra l'un des ports les plus fréquentés de la terre et le centre de l'abondance.

Il serait difficile de calculer tous les avantages que l'accomplissement d'un tel projet doit procurer au trésor public de la nation. Les droits maritimes, le tabac, la poudre et la poste aux lettres, composent aujourd'hui la presque totalité de son revenu, et il s'en faut de huit cent mille dollars que ce revenu suffise à couvrir les dépenses de l'année. Les différens états doivent concourir également à couvrir ce passif. Supposons par exemple que pour combler un tel déficit, Honduras et Nicaragua soient obligés de payer dix mille dollars chaque mois, et Guatimala et Salvador environ vingt-cinq mille. Dans deux ans il faudra acquitter le principal et les intérêts de l'emprunt étranger, alors donc le déficit et les contingens des états seront nécessairement plus que doublés. On sera obligé de peser encore sur le peuple, et l'artisan, le cultivateur, etc., devront payer au-delà de six dollars par personne.

Et s'il est vrai que Honduras et Nicaragua ne sauraient subsister de leurs propres revenus, comment enverront-ils six mille dollars par mois au trésor de la fédération?

Digitized by Google

Il est évident qu'ils ne pourront le faire. Quelle sera donc la mesure à prendre dans de telles circonstances. La fédération doit créer un revenu ou augmenter les droits maritimes, afin de rendre aux états les droits sur le tabac et autres articles. Or, les droits maritimes ne s'élèvent pas au-delà de trois cent mille dollars, et les dépenses se portent à un million et demi environ.

Mais une entreprise vaste et d'un produit certain vient s'offrir à nous pour soulager le peuple du fardeau des contributions, et nous empêcher d'en décréter de nouvelles. L'ouverture du canal produira immédiatement à la république deux ou trois millions de dollars, et peut-être au-delà de neuf millions dans l'espace de quelques années. En outre, le seul fait de son ouverture donnera une impulsion extraordinaire au commerce de tous les ports. Le revenu résultant des droits maritimes recevra conséquemment un accroissement rapide, et les citoyens ayant acquis des richesses pourront à leur tour contribuer aux charges publiques. Ne dédaignons donc pas le moyen de salut qui nous est offert, et rappelons-nous qu'il n'est point de gouvernement plus injuste que celui qui augmente les contributions sans augmenter les ressources des citoyens.

On ne saurait regarder ces idées comme le résultat d'une vaine crainte, puisque le montant du déficit est certain, et que mille faits démontrent avec quelle prodigieuse facilité l'on peut augmenter le revenu maritime.

En 1824, Buénos-Ayres a retiré des droits maritimes deux millions trois cent mille dollars. Cette république a, pendant la même année, exporté en Angleterre plus de denrées que le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili tous ensemble; et la quantité de denrées anglaises intro-

Digitized by Google

duites dans Buénos-Ayres est le double de celles qui ont été importées dans ces quatre états, dont l'étendue, le produit et les richesses sont infiniment supérieures. D'où vient cette différence ? la réponse est facile. Buénos-Ayres communique davantage avec les nations étrangères. La capitale de cette république est située aux bords de la Plata, dont la largeur moyenne est de dix lieues et la plus grande de quarante. Or, la Plata n'est que l'embouchure du Paraña dont l'immense cours est navigable l'espace de six cents lieues, et dont les nombreux affluens apportent sur un seul point les produits agricoles de la vaste étendue de pays qu'ils arrosent.

Ayons des chemins et des canaux pour avoir des communications, ayons de rapides communications pour avoir un commerce actif, et par un commerce actif nous deviendrons bientôt plus riches que la république argentine; que sera-ce quand, par un canal qui communiquera entre les deux mers, nous attirerons au cœur de notre pays tout le commerce des deux mondes! Comment est-il possible que quelques personnes parmi nous n'approuvent point une telle entreprise? Cela ne peut venir que de cette pusillanimité dans les idées, de cette ignorance dans les questions d'économie, héritage funeste que nous a laissé l'Espagne. Graces aux habitudes étroites contractées sous cette domination, on a vu de stupides oppositions s'élever contre ce projet d'une utilité si peu contestable.

On dit que dans le congrès le comité spécial chargé de faire un rapport sur l'entreprise s'est prononcé contre elle. Les représentans qui ont soutenu le projet ont fait valoir avec raison, que l'ouverture du canal avait été résolue par un décret du 16 juin 1825, qu'en conséquence de ce décret, divers projets avaient été soumis au gouvernement

Digitized by Google

sur son invitation, que ce serait aujourd'hui une déception publique, de déclarer que l'entreprise ne doit point se faire; que le point le plus propre à l'ouverture du canal étant désigné, il ne reste plus qu'à décider lequel des projets est préférable; qu'enfin si l'entreprise était reconnue impraticable, les frais de cette tentative ne retomberaient nullement sur le gouvernement, mais sur les compagnies autorisées à entreprendre les travaux. Voici les plus saillantes d'entre les raisons qui ont été opposées à celles-ci; c'est que l'ouvrage attirerait l'attention des autres nations; que précisément à cause de son importance il exciterait les ambitions et provoquerait quelque aggression. On a cité l'exemple de Gibraltar et de plusieurs points maritimes importans, et l'on a rappelé l'invasion faite il n'y a pas long-temps, par douze mille hommes, dans la province de Nicaragua.

En effet l'importance de l'isthme de Nicaragua est connue et bien appréciée en Europe; on admire d'avance chez ces nations les résultats de l'entreprise du canal; on se promet par tout le monde d'immenses avantages de cette communication ouverte entre les deux mers, et l'on sait très bien quels seront ceux attachés à la possession du canal; mais s'il y a quelques craintes à concevoir pour la conservation de ce point important, c'est aujourd'hui que ce territoire, appelé à de si hautes destinées, est complètement sans défense. Or on sait que c'est la condition imposée à tout projet, que les entrepreneurs mettront à la disposition du gouvernement toutes les sommes qui lui paraîtront nécessaires pour fortifier le canal, que deux cent mille dollars lui seront d'abord remis à cet effet, et que les travaux d'excavation ne seront commencés que lorsque les fortifications qui doivent fermer le canal seront complètement ache-

Digitized by Google

vées. L'isthme de Nicaragua est-elle plus forte actuellement qu'elle ne le sera quand mille pièces de canon, avantageusement placées, défendront ses approches? A propos de l'exemple si effrayant de Gibraltar, nous ferons observer que ce grand crime appartient à une époque où régnait encore l'esprit barbare des conquêtes, et que l'esprit de travail caractérise l'époque à laquelle nous vivons; que lors même que l'ambition, l'injustice et l'avidité pourraient commettre encore avec impunité de pareils attentats, ce serait un étrange moyen de se mettre à couvert des voleurs que de se condamner à une éternelle pauvreté; qu'enfin si la population de Nicaragua, faible, mal armée, sans ressources, a pu se lever en masse, hommes et femmes, contre une invasion de douze mille Espagnols, et parvenir à la repousser, cette même population, accrue, enrichie, civilisée, défendue par des forteresses importantes, dirigée par des officiers habiles, saurait faire encore ce qu'elle a fait.

On prétend que les nations étrangères se refuseront à payer les droits de transit sur notre canal. Toutes les nations aujourd'hui se soumettent bien aux droits établis dans nos ports comme dans tous ceux de l'Europe. Qu'auraient donc à réclamer de nous ces nations puisque le décret qui ordonne l'ouverture du canal déclare qu'il n'y aura ni droits particuliers, ni priviléges, ni exclusion pour aucune? Pour prix de l'avantage commun que leur offrira l'établissement de cette communication entre les deux mers, ne trouveront-elles pas juste de reconnaître, par une faible rétribution, nos dépenses et notre droit de propriété?

On a aussi avancé et soutenu avec des argumens plus solides que brillans, qu'il serait plus convenable que le projet fût exécuté par le gouvernement que par des compagnies

Digitized by Google

étrangères. Ce point avait été décidé par le décret du dernier congrès. Nous dirons cependant que c'est aujourd'hui un axiôme reconnu que de semblables projets ne sont point l'affaire d'un gouvernement, mais des intérêts particuliers beaucoup plus actifs et plus énergiques. A l'appui de cette doctrine nous pourrions citer l'autorité de tous les économistes, et en particulier de Bentham dont nous avons sous les yeux un manuscrit traitant précisément des moyens d'exécuter le canal de Nicaragua. Lorsque les vrais principes économiques étaient moins connus ou moins démontrés, les gouvernemens prenaient sur eux au détriment des nations, le soin de construire les routes et les canaux. On se borne aujourd'hui à garantir aux entrepreneurs de travaux semblables, des avantages momentanés, et la propriété reste aux nations.

Dire que le canal pourrait se faire à la longue comme se bâtissent les villes, c'est ne pas connaître la nature de l'opération, car il faut ici des millions, et non pas de l'enthousiasme et du patriotisme. D'ailleurs dans une ville, chaque habitant bâtit sa maison; mais qu'arriverait-il si chacun se chargeait de construire sa part d'une route ou d'un canal? Sans doute la maison Palmer qui se charge de cette entreprise obtient de grands avantages, mais elle court des risques proportionnés; et quand on compare ses propositions à celles qu'ont adressées au gouvernement les compagnies anglaises, non-seulement il n'y a point à balancer à la préférer à celles-ci, mais il est évident que la nation ne pouvait conclure à des conditions plus avantageuses. Nous ajouterons qu'elle devait se presser de conclure, car le projet de faire communiquer les deux mers ailleurs que par notre territoire, pouvait d'un moment à l'autre ruiner notre entreprise. Les États-Unis de l'Amé-

Digitized by Google

rique du Nord ont songé à faire cette communication en réunissant par un canal de mille lieues le Mississipi et la rivière Colombia, et nous n'oserions la tenter au travers d'une plaine de cinq lieues! Les avantages que doit tirer la nation de cette entreprise sont trop grands pour qu'elle puisse les ajourner, et nous espérons qu'en la soutenant le sénat et le congrès se montreront dignes de la confiance dont ils sont investis.

MÉLANGES.

On se souvient que l'année dernière le général Lafayette, lorsqu'il était aux États-Unis, envoya à Bolivar le portrait de Washington au nom des enfans de cet illustre Américain. Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur mettant sous leurs yeux la lettre qui accompagnait le présent du général Lafayette, et la réponse de Bolivar. Ces deux lettres nous ont été communiquées par M. Jose Madrid, envoyé de la Colombie, en même temps qu'elles l'ont été à plusieurs journaux quotidiens.

Washington, le 1er septembre 1825.

Monsieur le président libérateur,

Mon dévouement religieux et filial à la mémoire du général Washington, ne pouvait être mieux apprécié dans sa famille que par l'honorable commission dont je me trouve aujourd'hui chargé. En reconnaissant l'exacte ressemblance du portrait, je suis heureux de penser que de tous les hommes existans, et même de tous les hommes de l'histoire, le général Bolivar est celui à qui mon paternel ami eût préféré de l'offrir. Que dirai-je de plus au

Digitized by Google

grand citoyen que l'Amérique méridionale a salué du nom de libérateur, confirmé par les Deux-Mondes, et qui, doué d'une influence égale à son désintéressement, porte dans son cœur l'amour de la liberté sans aucune exception, et de la république sans aucun alliage? Néanmoins les témoignages publics et récens de votre bienveillance et de votre estime, m'autorisent à vous présenter les félicitations personnelles d'un vétéran de la cause commune, qui, prêt à partir pour un autre hémisphère, suivra de tous ses vœux le glorieux achèvement de vos travaux et cette solennelle réunion de Panama, où vont être consolidés et complétés tous les principes et tous les intérêts de l'indépendance, de la liberté et de la politique américaine.

« Agréez, Monsieur le président libérateur, l'hommage de mon profond et respectueux attachement.

LAFAYETTE.

« Monsieur le général,

« J'ai eu l'honneur de voir pour la première fois les nobles caractères de cette main bienfaitrice du Nouveau-Monde. Je dois ce bonheur à M. le colonel Mercher, qui m'a remis votre honorable lettre du 13 octobre de l'année dernière.

« J'ai su par les papiers publics avec une joie inexprimable que vous avez eu la bonté de m'honorer d'un trésor qui vient de Mount-Vernon. Le portrait de Washington, quelques-unes des choses qui restent de lui et un des monumens de sa gloire doivent m'être offerts par vous au nom des mânes du grand citoyen et du fils aîné du Nouveau-Monde; aucune parole ne saurait exprimer combien j'attache de prix dans mon cœur à une réunion de choses et d'égards si glorieux pour moi. La famille de Washing-

Digitized by Google

ton m'honore au-delà de toutes mes espérances, même imaginaires, puisque Washington, donné par la main de Lafayette, est la couronne de toutes les récompenses humaines. Il fut le noble protecteur de la réforme sociale, et vous le *héros-citoyen*, l'athlète de la liberté, qui d'une main servit l'Amérique et de l'autre le monde ancien. Eh! quel mortel serait digne des honneurs dont vous daignez me combler, vous et Mount-Vernon? Aussi ma confusion égale l'immensité de ma reconnaissance, que je vous offre avec le respect et la vénération que tout homme doit au Nestor de la liberté.

« Je suis avec la plus grande considération votre respectueux admirateur.

BOLIVAR.

A L'ÉDITEUR DE LA REVUE AMÉRICAINE[1].

Londres, 6 octobre 1826.

Monsieur,

Le second numéro de votre journal contient un article intitulé : « *De la guerre entre la république de Buénos-Ayres et l'empire du Brésil, au sujet de la Banda oriental,* » dans lequel l'auteur, parlant de l'union de la

(1) L'anonyme qui nous adresse cette lettre, a cru pouvoir éclaircir une question que nous nous étions bornés à présenter comme indécise. Nous le croyons aussi bien informé qu'il soit possible de l'être, sur tout ce qui a rapport aux intérêts et à l'histoire de la république Argentine. Toutefois nous ferons observer que ses éclaircissemens ne portent que sur certaines parties des mémoires publiés par M. Nunez, et qu'ayant à traiter une question de guerre, nous avons dû consulter les pièces produites par les deux parties, lesquelles se modifient nécessairement l'une l'autre.

Digitized by Google

province de Montévidéo aux autres colonies émancipées, s'exprime en ces termes :

« *Mais il est impossible de reconnaître si, dans ce désordre, elle s'unit simplement par les armes à ceux de Buénos-Ayres, ou bien si elle se reconnut dépendante de la junte de cette province. Les mémoires que nous avons sous les yeux ne fournissent point cette explication importante* ». Dans une note sur ce paragraphe, vous appelez l'attention sur le mémoire composé par M. Nuñéz au sujet de la guerre de Montévidéo, et vous dites : « *Cet écrivain s'exprime à cet égard avec une réserve plus que diplomatique ; il ne nomme même pas le chef Artigas, qui fut à la tête de l'insurrection dans la Banda oriental, et qui, plus tard, proclama dans Montévidéo l'indépendance de cette province : il dit seulement que les habitans de la Banda oriental se soulevèrent en faveur de la révolution, sous la conduite fâcheuse d'un chef insubordonné* ».

Ce passage renferme une erreur qu'il est important de relever dans un moment où l'épée et le feu tranchent une question que la raison et la justice eussent résolue bien facilement, si l'une des parties contendantes avait daigné écouter leur langage. Je ne doute ni des intentions ni de l'impartialité de l'auteur de l'article, ni de son amour pour la cause générale de la liberté; mais qu'il me soit permis de lui faire observer que pour traiter convenablement un sujet si grave, il faudrait connaître à fond tous les événemens qui ont précédé ou suivi le commencement de la guerre, aussi bien que le théâtre des événemens; c'est le seul moyen de se former sur la question une opinion entièrement indépendante. Quoi qu'en dise l'auteur de l'article, le mémoire de M. Nuñéz fournit, à cet égard, tous

Digitized by Google

les renseignemens nécessaires. Il démontre que la révolution de Montévidéo contre le gouvernement espagnol ne s'est nullement faite sous la direction du chef Artigas. Mais avant de mettre sous son véritable point de vue la partie du mémoire que vous citez, souffrez que j'appelle votre attention sur un autre mémoire présenté par l'envoyé du gouvernement de Buénos-Ayres, auprès de la cour du Brésil, au ministre des affaires étrangères de ce pays[1]. Ce mémoire est imprimé avec les documens sur les Provinces-Unies[2] publiés par M. Nuñéz. Un de ses passages est ainsi conçu :

« La province de Montévidéo se distingua par son ad-
« hésion à la cause révolutionnaire, et par les efforts qu'elle
« fit pour seconder l'entreprise de Buénos-Ayres. Des mou-
« vemens se firent bientôt sentir dans sa capitale, mais les
« autorités espagnoles eurent la force de les réprimer. Tou-
« tefois les obstacles ne firent qu'irriter davantage l'opi-
« nion publique : l'union avec les autres provinces fut dès
« lors projetée par tout le monde ».

« Les habitans des campagnes se soulevèrent en plu-
« sieurs endroits, et secouant le joug qui les opprimait,
« ils ne tardèrent point à se ranger sous l'obéissance du
« gouvernement général. La cause des Espagnols fut aban-
« donnée par les hommes les plus capables, et entre autres
« par don Iosé de Rondeau et don José Artigas. Ces der-
« niers, après avoir reconnu l'autorité, furent nommés
« lieutenans-colonels, et chargés du commandement des
« troupes qui étaient déjà en marche pour ce point, et
« dont les restes de l'armée du Paraguay devaient accroître

(1) Memorandum presentado por el comisionado del gobierno de Buenos-Ayres cerca de dicha corte.

(2) Noticias de las provincias Unidas.

Digitized by Google

« le nombre. Ces troupes n'eurent pas plus tôt traversé « l'Uruguay, que les divisions des volontaires patriotes du « pays s'y incorporèrent, et se mirent sous les ordres du « général en chef. Celui-ci continua sa marche sans ren- « contrer de grands obstacles, et la victoire de *las Piédras*, « que gagna son avant-garde commandée par Artigas, le « rendit maître de toute la campagne, jusqu'aux murs de « Montévidéo ».

Il y a dans ce paragraphe deux faits directement opposés à ceux qui sont rapportés dans votre article, savoir : 1° que la révolution de la province de Montévideo, et son incorporation dans celle de Buénos-Ayres, furent le résultat d'un vœu unanime et libre ; 2° que le soulèvement général des habitans ne se fit pas sous la *conduite fâcheuse d'un chef insubordonné*.

Examinons maintenant le mémoire de M. Nuñéz. Voici ses propres expressions : les Espagnols ayant été vaincus à Montévidéo en 1814, les champs restèrent occupés par les naturels, qui s'étaient levés en faveur de la révolution, *sous la conduite fâcheuse d'un chef insubordonné* [1] : Ce qui signifie que les champs restèrent occupés par les naturels, sous la conduite funeste du chef Artigas ; et nullement « que les naturels se soulevèrent en faveur de la révolution sous la conduite de ce chef insubordonné. » Si l'on a mis de côté toutes les raisons qu'il y a de croire M. Nuñéz bien informé sur l'origine de la révolution de

(1) La phrase espagnole est ainsi conçue : « *vencidos los Españoles, etc., etc....., quedaron los campos ocupados por las masas de los naturales, que se habian levantado en favor de la revolucion, bajo la conducta perniciosa de un caudillo insubordinable.* » La traduction donnée par l'auteur de notre article est littérale. Seulement dans notre deuxième Numéro on avait imprimé *factieuse* pour *fâcheuse*.

(*Note de l'Éditeur.*)

Digitized by Google

la Banda oriental, si l'on a pu se tromper sur le sens du passage tiré du Mémoire dont M. Nuñéz a fait usage, les passages qui suivent pouvaient donner l'explication désirée. M. Nuñéz ne prétendait ni démontrer, ni justifier l'origine de la révolution de la Banda oriental, puisqu'il savait que cette question avait été résolue par le triomphe des armes de la république argentine; il a voulu seulement constater que cette province était toujours restée unie à l'association argentine, et que par des considérations majeures, le gouvernement général avait cessé d'employer le moyen des armes pour réduire *le chef insubordonné* à l'obéissance. La preuve que tel était l'objet unique et exclusif de l'ouvrage de M. Nuñéz, c'est qu'il se borne à exposer l'origine et les difficultés élevées entre le Brésil et *les Provinces-Unies de Rio de la Plata.*

Je devrais terminer ici ma lettre, mais des motifs que vous apprécierez me forcent d'abuser encore de votre complaisance. Un article extrait du *National-Journal*, gazette officielle des Etats-Unis, et inséré dans le second numéro de votre Revue, m'a suggéré les réflexions suivantes: Je prends la liberté de vous les soumettre. Il est difficile de convenir avec vous que ce journal ait bien apprécié les avantages de la possession de la Banda oriental, tant pour le Brésil que pour la république argentine, quand il assure que « cette république n'aurait peut-être rien de plus « sage à faire que de céder au Brésil, au plus haut prix « possible, ses prétentions sur la Banda oriental. »

Le monde entier doit savoir que la partie du pays, objet de la contestation, est d'un prix incaloulable, ou plutôt que sa valeur n'a point d'équivalent. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte, pour voir à quel point de faiblesse se trouveraient réduites les Provinces-Unies, si elles se dé-

Digitized by Google

pouillaient de Montévidéo. Le gouvernement de la république argentine, a pesé dans une balance égale les avantages et les désavantages de la guerre actuelle, et lorsqu'il s'est décidé à l'entreprendre, il n'a consulté rien moins que *le désir d'acquérir par les armes une gloire douteuse.* Un tel désir serait une erreur funeste chez une république qui professe les principes de liberté, et qui respecte les institutions des autres peuples à l'égal des siennes. Des motifs plus puissans ont présidé à ses délibérations. Le sentiment de son existence politique, l'instinct de sa conservation, voilà ses motifs pour combattre les prétentions injustes de l'empereur. Ayant inutilement employé le langage de la raison et d'une saine politique, il fallut bien laisser au glaive le soin de décider cette question : Buénos-Ayres a entrepris la guerre pour conserver la liberté et les institutions que ses citoyens se sont acquis par tant de peines, ils consentiront à disparaître de la face du monde plutôt que d'y jouer un rôle insignifiant, ou de se placer à la merci d'un homme avide jusqu'au délire. Qu'il mette un terme à ses usurpations, et il les trouvera prêts à faire toutes sortes de sacrifices pour maintenir avec lui des relations de politique et d'amitié ; ou si Buénos-Ayres lutte encore avec lui, ce ne sera plus par les armes, mais par les lumières; ce ne sera plus par la force, mais par ses élémens d'industrie et de prospérité ; cette république est envieuse de la seule gloire qui soit propre aux nations libres. Telle est, Monsieur, la politique de la république et de son gouvernement. Dites maintenant s'ils sont coupables.

Je finirai par une simple observation sur l'article de la Revue américaine, intitulé : *Politique de l'Angleterre,* etc., lorsque le gouvernement anglais envoya le général White-

Digitized by Google

locke en 1807, et un an auparavant le général Beresford, pour prendre possession de la ville de Buénos-Ayres, nulle part moins que dans cette ville, on ne songeait à soulever *le parti révolutionnaire* d'Amérique contre l'Espagne. Des considérations d'une nature bien distincte forcèrent le cabinet de Saint-James à sanctionner cette entreprise. La révolution de la république argentine fut l'œuvre de ses seuls enfans, et c'est encore en cela qu'elle fait consister la plus grande partie de sa gloire.

Je vous prie, Monsieur, de donner dans votre journal une place à mes réclamations, et d'agréer, etc.

Un Observateur impartial.

Digitized by Google

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Atlas géographique, statistique, historique et chronologique des deux Amériques et des îles adjacentes, par A. Buchon.

Tout ce qu'on sait aujourd'hui sur les deux Amériques est à peu près contenu dans cet Atlas. Il est surtout précieux pour l'Amérique du Nord, puisqu'il donne la carte détaillée, la constitution particulière, la statistique, l'histoire de chacun des états de l'Union anglo-américaine. Les cartes et tableaux sont disposés suivant la méthode de Lesage, de manière à présenter sur une seule feuille la description scientifique et politique de chaque pays. Lorsque cet important travail a été terminé par M. Buchon, la plupart des républiques aujourd'hui existantes dans l'Amérique méridionale étaient déjà constituées ; leur histoire comme colonies de l'Espagne, l'état des connaissances géographiques et statistiques sur l'étendue de pays qu'elles embrassent, est, pour chacune, joint à la carte qui représente son territoire. Les constitutions forment des feuilles séparées, en sorte qu'il sera facile d'ajouter à cette collection les constitutions du Chili, de la Plata, du Pérou, lorsqu'elles seront terminées. Cet Atlas, de 63 feuilles, se trouve chez J. Carez, éditeur, rue Hautefeuille, n° 18. Il est d'une utilité presque indispensable à tous ceux qui s'occupent de l'Amérique comme savans, comme curieux ou comme négocians.

— *Voyage pittoresque dans la partie occidentale des États-Unis d'Amérique*, ou *Collection de Vues prises dans les États de la Louisiane, du Mississipi, du Kentucky, de la Virginie, de l'Ohio et du Missouri.* M. Saint-Aulaire, pendant un séjour de plusieurs années dans les États-Unis, a recueilli les différentes vues qui doivent composer cette Collection. Il a pris en même temps des notes précieuses sur les mœurs, l'industrie et la statistique, et réuni ainsi la matière d'un texte instructif qui sera publié, avec les planches, en dix livraisons. On souscrit chez Rousselon, libraire-éditeur, rue d'Anjou-Dauphine, n° 9.

Digitized by Google

— *Voyage au Chili et à la Plata*, avec des renseignemens sur la géographie, la géologie, la statistique, le gouvernement, les finances, l'agriculture, les mœurs, et sur l'exploitation des mines au Chili. Ce Voyage est le fruit d'une résidence de plusieurs années dans le pays. L'auteur, John Miers, est un savant anglais que de grandes entreprises industrielles avaient attiré au Chili. Ce voyage est le plus important qui ait été fait dans l'Amérique méridionale depuis M. de Humboldt. Il est orné de 19 planches et de 3 grandes cartes, la 1re représentant le pays entre la Plata et l'Océan pacifique; la 2e le Chili et l'Inde chilienne; la 3e les Cordillères entre Valparaiso et Mendoza.

—*Aperçu statistique de l'île de Cuba*, précédé de quelques lettres sur la Havane, avec une carte de la Havane jusqu'à Matanzas par B. Huber. La partie curieuse de cet ouvrage est celle que M. Huber a traduite de l'anglais, c'est-à-dire les sept lettres écrites par un habitant de l'île de Cuba. L'aperçu statistique paraît puisé à des sources officielles. Malheureusement l'auteur s'est hasardé à soutenir dans une introduction que la domination espagnole était un bienfait pour l'île de Cuba, comme pour toute l'Amérique. Cette partie de son travail, dédiée au ministère français, est maintenant une thèse soutenue en pure perte, car le ministère a reconnu les pavillons du Mexique et de la Colombie.

— *Histoire politique et statistique de l'île d'Haïti Saint-Domingue*, écrite sur des documens officiels et des notes communiquées par *sir James Barskett*, par Placide Justin. Cette histoire, postérieure à l'ordonnance royale qui a reconnu Saint-Domingue comme république indépendante, est l'ouvrage le plus récent sur l'île d'Haïti; c'est aussi celui qui renferme le plus de données sur la situation actuelle et les ressources de cette île. Chez Brière, rue Saint-André-des-Arts.

— *Nouvelles idées sur la population*, avec des observations sur les théories de Malthus et de Godwin, par Al. H. Everett, ministre des États-Unis en Espagne. Cet ouvrage n'est ni une réfutation des théories de Malthus, ni l'exposition d'une théorie nouvelle. Dans cette brochure d'environ 150 pages, M. Everett n'a discuté que quelques-unes des idées de l'économiste anglais, et n'a pu annoncer que d'une manière vague celles qu'il se propose de mettre à la place. Toutefois on doit savoir gré à M. Ferry, l'un des rédacteurs de la Revue encyclopédique, d'avoir traduit ce petit ouvrage qui nous en promet un plus important.

Digitized by Google

— *Réflexions sur la détresse commerciale qu'éprouvent aujourd'hui la Grande-Bretagne et les autres états de l'Europe*, par D. Alvaro Florès Estrada. L'auteur de cette brochure, distingué parmi les constitutionnels exilés d'Espagne, attribue la crise actuelle à la cessation des exploitations des mines dans le nouveau monde. Si cette proposition était démontrée, tous les gouvernemens européens auraient un immense intérêt à garantir aux républiques américaines la paix extérieure sans laquelle les exploitations ne pourront jamais être reprises d'une manière fructueuse pour l'Amérique et pour l'ancien monde. — Chez Sautelet, place de la Bourse.

— *Histoire de la Colombie*, par M. Lallemant. Paris, chez Alexis Eymery, libraire, rue Mazarine, n° 30; chez Malher et compagnie, passage Dauphine. Prix, avec carte, 6 fr. et sans carte, 5 fr. 50 c.

Nous n'avions point encore d'histoire de la Colombie. Ce pays ne nous était connu que par les relations incomplètes de quelques voyageurs anglais ou français, et par le bel ouvrage de M. de Humboldt, qui ne saurait entièrement satisfaire puisqu'il est antérieur à l'époque de la révolution. M. Lallemant a entrepris de remplir cette lacune. Au jugement de plusieurs témoins des événemens qu'il décrit, sa narration est de la plus grande exactitude. Elle est d'ailleurs animée et sagement écrite. Nous rendrons un compte plus détaillé de cet ouvrage dans un de nos prochains numéros.

— *Itinéraire pittoresque du fleuve Hudson et des parties latérales de l'Amérique du Nord.* D'après les dessins originaux pris sur les lieux par J. Milbert, et lithographiés par Adam (Victor), Bichebois, Deroy, Joly, Sabatier, Tirpenne et Villeneuve.

Cet intéressant ouvrage ne saurait manquer de piquer vivement la curiosité. Les progrès rapides des sciences, les relations tous les jours plus fréquentes qui s'établissent entre l'Europe et l'Amérique, rendent plus nécessaire et plus attachante l'histoire exacte des mœurs, des produits du sol ou de l'industrie, et la peinture fidèle des localités.

Le nom de M. Milbert et ceux des habiles dessinateurs qui ont été chargés de l'exécution lithographique, sont d'ailleurs une garantie assez positive pour offrir au public cette confiance qui peut seule assurer le succès d'un ouvrage. Enfin les efforts de MM. Noël et compagnie, les soins que depuis long-temps ils

Digitized by Google

prodiguent sans relâche à l'impression de cette belle collection, tant pour l'Atlas des planches que pour le texte, dont la partie typographique est confiée aux presses de M. Tastu; tout semble se réunir pour assurer un succès rapide à l'Itinéraire pittoresque de l'Amérique. On souscrit à Paris chez Noël aîné et compagnie, éditeurs, rue de Vaugirard, n° 34.

L'ouvrage complet aura treize livraisons de quatre planches imprimées sur demi-jésus vélin et papier de Chine. Ces livraisons paraîtront le 15 de chaque mois, à compter du 15 octobre 1826. Le prix de chaque livraison est fixé à 15 francs. Le prix du volume broché avec couverture imprimée, 15 fr.; on ne paie rien d'avance.

— *Des Institutions judiciaires de l'Angleterre, comparées avec celles de la France et de quelques autres États anciens et modernes.* Par Joseph Rey, de Grenoble, avocat, ancien magistrat, 2 vol. in-8°; prix 12 fr. A Paris, chez Nève, palais de Justice n° 9, chez Rouen, place de l'École de Médecine, et chez Sautelet, place de la Bourse.

— *History of the Bunker hill Battle.* Histoire de la bataille de Bunker hill, avec un plan, par S. Swett, seconde édition; brochure de 84 pages in-8°. Boston.

— *History of the war of the independence*, etc. Histoire de la guerre de l'indépendance des États-Unis américains, par Charles Botta; traduit de l'italien par Georges-Alexandre Otis, seconde édition, 2 vol. in-8°. Boston.

— *A geological survey*, etc. Description géologique des environs de Philadelphie, par G. Froost. Philadelphie.

FIN DU TOME PREMIER.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

N° I. Précis de l'Histoire de l'Amérique, depuis sa découverte jusqu'à son affranchissement, Arnold Scheffer, page 3.—Journal d'un américain au Chili, *North Americ Review*, pag. 33.—Esquises historiques sur Buénos-Ayrés, A. C., pag. 55.—Message de M. Adams au Congrès américain, pag. 63. —Message du général Guadalupe Victoría au Congrès mexicain, pag. 93. —Le général Bolivar au Congrès péruvien, pag. 107. — Discours de M. Webster sur le Congrès de Panama, p. 111. —De l'état des connaissances humaines en Amérique, pag. 127.— Canal de Midlessex, pag. 130.—Mines du Méxique, pag. 139.—Commerce intérieur des États-Unis, pag. 143.—La mort de Riégo, Tragédie, page 156.

N° II. Sur la guerre entre le Brésil et Buénos-Ayrés, au sujet de la province de Monté-Vidéo, A. C., pag. 161.—Voyage du capitaine Hall *Arnold Scheffer*, pag. 174.— Coup d'œil sur les constitutions américaines, A. Dubochet, pag. 146.—Message du général Santander au Congrès colombien, pag. 216.—Rapport du ministre de l'intérieur; République colombienne, pag. 223.—Création d'un grand-livre de la dette publique en Colombie, pag. 235.—Message du général Victoria au Congrès mexicain, pag. 240.—De la discussion relative à la création d'une église méxicaine, pag. 246.—Rapport du général Freyre sur la prise de l'archipel de Chiloé, pag. 252.—République d'Haïty, pag. 255. — Mémoire sur une épidémie qui a régné à Savannah, A. Jallat, pag. 295.—Voyage dans la partie indienne de la Georgie, A. Levasseur, pag. 303. —Lettre sur la défense militaire et l'état des canaux aux États-Unis, pag. 316.—Notice sur le président John Adams, A. C. —Lettre sur la situation actuelle du bas Canada, pag. 329. — État des sociétés savantes dans l'Amérique du Nord, pag. 331. — Correspondance. — Nouvelles générales.

N° III. Monarchie brésilienne, A. C., pag. 341.—Guatimala, pag. 353.— Sur la valeur des Colonies anglaises de l'Amérique du Nord, pag. 366. — Constitution fédérative de la république de Guatimala, pag. 376.—Message du C. Manuel José Arcé. pag. 398.—Société anglaise des mines du Chili, pag. 409.—Compagnie Rhénane, pag. 419. —Essai sur la doctrine des contrats, A. Dubochet, pag. 426. — Avis à ceux qui voudraient aller s'établir en Amérique, pag. 434.—Des crabes

Digitized by Google

de terre à la Jamaïque, pag. 442. — La victoire de Janin ; Chant patriotique, pag. 444. — Notice sur le général Santander, pag. 450. — Colonie de Libéria, p. 459. — Missionary society of the methodist episcopal church. pag. 458. — Voyage du capitaine Parry, pag. 473. — Voyage de M. Miers, pag. 480. — Mémoires de Theobald Wolf-Tone, pag. 487.

N°. IV. Rétablissement de la monarchie dans la nouvelle Grenade sous le général Morillo en 1816, pag. 489. — Itinéraire pittoresque du fleuve Hudson, pag. 502. — État de l'Éducation dans l'Amérique du Sud, pag. 512. — État de l'Agriculture au Chili, pag. 518. — Lettre à l'Éditeur du *Kingston Chronicle*, journal de la Jamaïque par un Colon anglais, pag. 529. — Installation du Congrès de Panama, pag. 542. — Lettre sur l'Éducation aux États-Unis, pag. 549. — Lettre de Jefferson au major Cartwright, pag. 557. — L'art d'écrire aux États-Unis, pag. 565. — Notice sur le général Paëz, pag. 569. — Motion de l'indépendance faite au Congrès américain, dans sa séance du 8 juin 1776, par Richard Henri Lee, député de la Virginie, pag. 574. — Navigation de l'Ohio et du Mississipi, pag. 582. — Notice sur T. Jefferson, pag. 589. A. Scheffer. — Expédition du capitaine Francklin, pag. 602. — Canal de Nicaragua, pag. 606. — Mélanges, pag. 614. — Bulletin bibliographique, p. 623.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, n° 4.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

JUL 10 1929

Digitized by Google

Digitized by Google